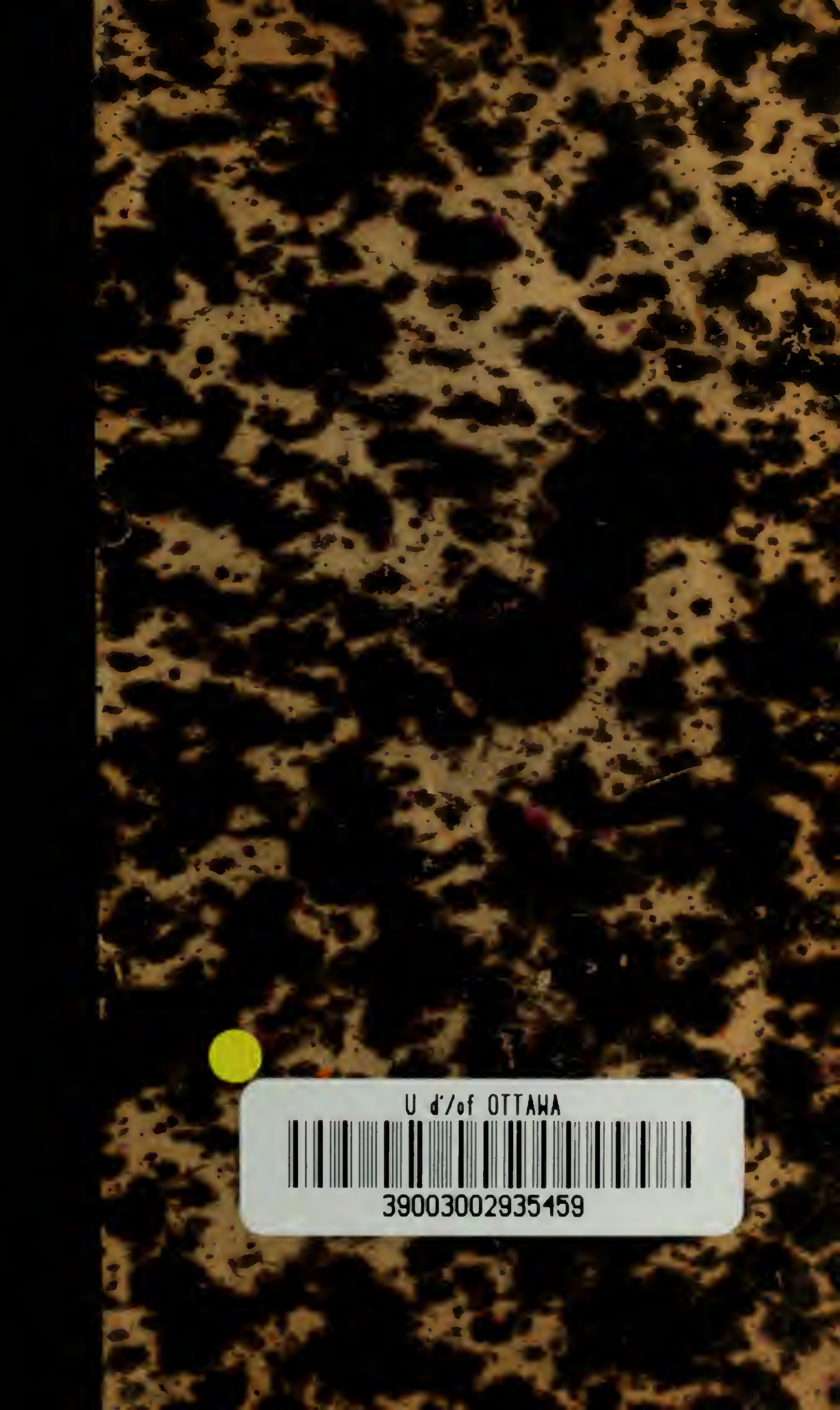
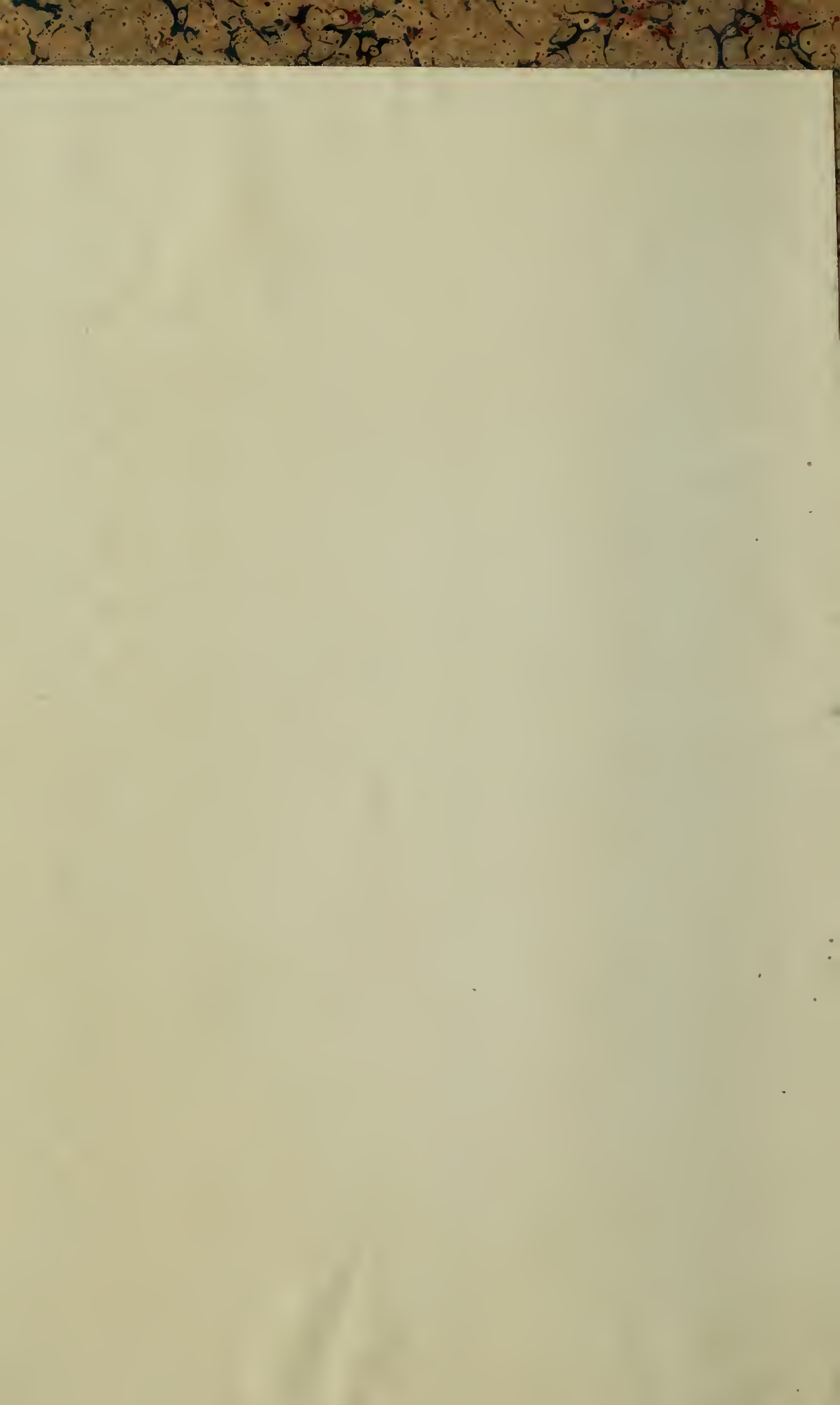
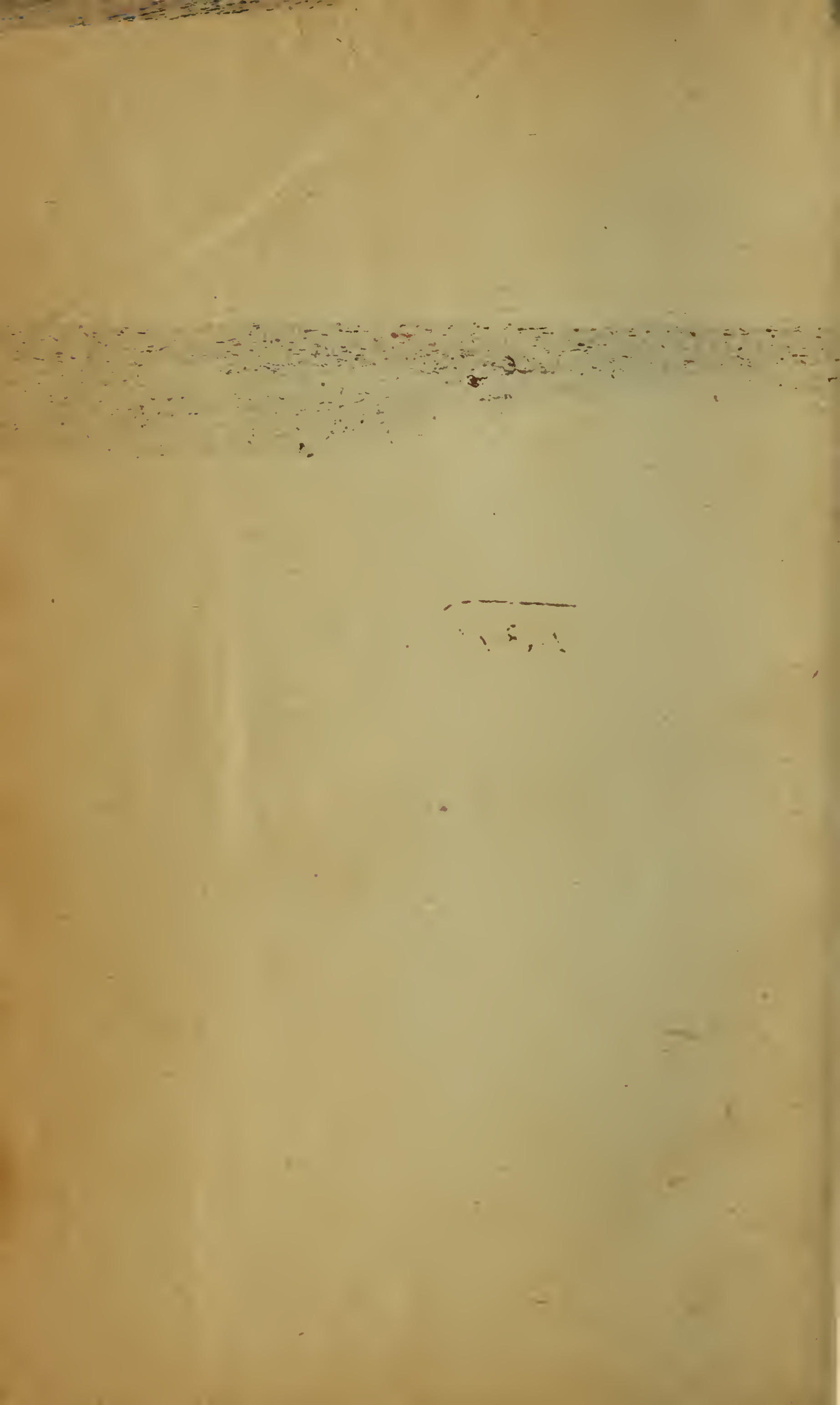

U d'/of OTTAWA
39003002935459







LES CROISÉS

DE SAINT PIERRE.

II

RÉCITS

DE LA CIVILTÀ CATTOLICA

TRADUCTIONS AUTORISÉES

PAR LES DIVERS AUTEURS.

Cette collection se compose de beaux volumes gr. in-12.

LE P. BRESCIANI :

Le Juif de Vérone, 2 vol.
— Le même, édition abrégée.
La République Romaine.
Lionello.
Lorenzo. — Don Giovanni.
Le Zouave Pontifical.
Victorin.
Edmond.
La Maison de glace.
Mathilde de Canosse.
Ubaldo et Irène, 2 vol.

LE P. BALLERINI :

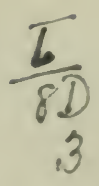
Le Chasseur des Alpes.
La Pauvresse de Casamari.

LE P. PICCIRILLO :

L'Orpheline des Calabres.

LE P. J.-J. FRANCO :

Tigranate, 3 vol.
Les Croisés de Saint Pierre, 3 vol.
Quatre Récits.
Benjamine. — Aurore.
Simon Pierre et Simon-le-Magicien.
La Cloche de don Ciccio.



LES

CROISÉS DE SAINT PIERRE

SCÈNES HISTORIQUES DE L'ANNÉE 1867

Par le R. P. J.-J. FRANCO

DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS.

Auteur de : « *Tigranate, Benjamine et Aurore, Quatre Récits,* » etc.

TRADUCTION EXCLUSIVEMENT APPROUVÉE ET REVUE PAR L'AUTEUR.



TOME SECOND.

PARIS — P. M LAROCHE, LIBRAIRE-GÉRANT, Rue Bonaparte, 66.

LEIPZIG — L.-A. KITTLER, COMMISSIONNAIRE, Querstrasse, 34.

V^VE H. CASTERMAN

TOURNAI.

1871

LES

CROISÉS DE SAINT PIERRE

XXXVII. — ARTHUR GUILLEMIN.

Il faut demander au Ciel, comme nous l'avons fait pour la race des Quélen, que le type des Croisés semblables à Arthur Guillemin se perpétue à jamais. Il commandait l'affaire de Monte-Libretti, et fut l'un des premiers à y verser tout son sang. Issu d'une famille honorable et religieuse de la petite ville d'Aire-sur-la-Lys, dans le nord de la France, il caressa longtemps le rêve d'exposer glorieusement sa vie pour la religion. C'était souhaiter le martyre dans toute la pureté de l'âme, car Arthur n'avait pas précisément ce qu'on appelle la vocation des armes; au contraire, il se sentait porté vers le sacerdoce, et même après avoir gagné les épaulettes d'officier, il n'abandonna jamais la pensée d'échanger un jour l'uniforme contre la robe du prêtre. Au milieu des fluctuations de son cœur, qui le préoccupaient jour et nuit, le jeune homme fut frappé tout à coup du danger que courait la sainte Eglise. Il n'hésita plus

et se résolut fermement à faire partie de la croisade et à ne déposer les armes que mort ou la guerre terminée.

Il se fit inscrire, lui vingtième, sur les rôles du fameux bataillon franco-belge. Comme il avait quelques notions de musique, il s'estima heureux de pouvoir sonner le clairon à l'une des premières revues que son corps passa en présence du Saint-Père. Il se prêtait de bon cœur à tous les emplois, pourvu qu'ils fussent ceux d'un soldat : il fut tour à tour caporal instructeur, caporal d'ordinaire, et il occupait ce dernier grade lorsqu'il fit ses premières armes à Castelfidardo. Ce n'était guère alors qu'un enfant, et la faiblesse de sa personne répondait assez mal à la force de son âme. Néanmoins, il se battit comme un vétéran, reçut de larges blessures, fut fait prisonnier contre tout droit des gens, et couvert d'ignominies par un barbare vainqueur qui se vantait faussement d'être italien.

Dans la soirée de cette immortelle journée, Guillemin recouvrant ses sens, se trouva étendu sur l'autel d'une église de Lorette, tout près du zouave Joseph Guérin, d'illustre et vénérée mémoire. Ils offrirent ensemble à Dieu le sang dont ils baignaient le pavé du temple, en expiation des outrages que leurs compatriotes avaient fait autrefois aux tabernacles divins. Guillemin gisait sur de la paille, éprouvant d'affreuses tortures et attendant la mort; près de lui, un de ses camarades rendait le dernier soupir. Un capucin, en voyant cela, dit à notre Arthur :

— Celui-là n'est plus, mais quant à vous, nous espérons vous sauver.

Arthur répondit :

— Quoi! mon Père, il est mort? Il est avec le bon Dieu! Et moi je ne puis savoir quel sera mon sort!

Le jour suivant, comme on pansait sa blessure, elle rendit tout à coup un flot de sang. Chacun de s'empresser autour de lui, médecins, religieux, infirmiers.

— Ce n'est rien, leur dit-il avec un sourire; ce n'est qu'un peu de sang qui coule, et je l'aurais versé avec joie jusqu'à la dernière goutte!

Revenu, après des fatigues inouïes, à la maison paternelle, il y fit une maladie longue et douloureuse, car ses blessures étaient toutes à la poitrine et très-profondes. On n'entendait sortir de sa bouche d'autre plainte que celle de n'avoir pu répandre son sang jusqu'à la dernière goutte pour la cause de la religion. On eût dit qu'une auréole de religieux respect l'environnait. Ses amis priaient souvent sa mère de leur montrer son uniforme de croisé, dont ils embrassaient avec vénération les taches sanglantes.

— Ah! si je pouvais au moins, disait-il en soupirant, si je pouvais être encore de quelque utilité au Saint-Père, je me consolerais; mais avec ces blessures toujours ouvertes, quand pourrai-je retourner à Rome, me jeter à ses pieds et lui dire : Saint-Père, Arthur est encore là pour vous défendre.

Pie IX ne l'avait pas perdu de vue, et gardait son souvenir dans son cœur. Pendant qu'il était étendu sur son lit de douleur, il lui fit parvenir une tendre bénédiction et la croix de chevalier de l'ordre de Pie IX. Le malade brûlait d'envie de porter et de montrer cette croix sur un champ de bataille, mais

la maladie semblait au contraire l'entraîner vers le tombeau. Sa pieuse mère le consacra au bienheureux Benoît Labre, et le Croisé sentit bientôt, et contre toute attente, ses forces se ranimer. Un jour, sa mère le voyant tout à fait rétabli, mais triste et pensif, lui dit :

— Ton cœur est toujours à Rome, je le vois bien ; retourne donc où Dieu t'appelle, je ne m'y oppose pas.

Arthur, tout joyeux, reprit la route de Rome, et sa place tant désirée auprès de Pie IX. Il obtint bientôt le grade de sous-lieutenant, puis, en 1866, il fut nommé lieutenant. Devenu officier, il se montra la providence de sa compagnie. Il considérait chacun de ses soldats comme son propre enfant, veillant à ses besoins, prenant intérêt à ses affaires, ne souffrant pas qu'une ombre de scandale s'élevât parmi ses hommes. Il était en cela admirablement secondé par son sous-lieutenant Urbain de Quélen, dont nous avons parlé au précédent chapitre : ils étaient dignes l'un de l'autre. Dans les derniers jours de sa vie passés en marches continuelles, il choisissait les rares intervalles de repos dont jouissait la compagnie pour recommander aux aumôniers les soldats qu'il croyait avoir le plus besoin de remplir leurs devoirs religieux ; et il le faisait avec tant d'insistance unie à tant de délicatesse, qu'un missionnaire zélé et discret n'aurait pu mieux faire. Il voulait que sa compagnie fût, dans les combats, téméraire, audacieuse et sans la moindre crainte du danger, et il savait, par expérience, combien une conscience pure et sans remords méprise la mort. Ce mot,

prononcé au moment d'une attaque, est de lui : « Vous êtes tous dans la grâce du Seigneur : ne les comptez pas, ils tomberont entre nos mains. » Jusqu'ici, l'histoire ne nous a pas transmis une plus belle allocution militaire, et les soldats, qui se savaient aimés avec une affection si vraie et si profonde, lui rendaient la plus cordiale, la plus sincère amitié. Ils l'appelaient avec une sorte de respect religieux : « Notre ange gardien, l'ange de la compagnie. »

Guillemin portait, en effet, sur son visage, l'expression d'une candeur angélique, et cette candeur se retrouvait dans ses manières et dans sa conversation, qui était douce et aimable au-delà de toute expression. Il avait aussi, comme les anges, un grand attrait pour le chant des louanges de la Reine du ciel. Ainsi, dans les garnisons, il aimait à jouer de l'orgue dans les églises de campagne, pendant le mois de Marie. Il se passionnait pour les dévotions des paysans italiens, si pleines de poésie et de foi. On l'a vu portant l'uniforme, se mêler aux bons campagnards, et accompagner avec la guitare les cantiques chantés devant les Madones des rues, ce qui lui conciliait l'admiration et la plus sincère amitié du peuple.

Des mœurs si douces, des goûts si délicats et si purs n'énervaient en aucune manière la noble fierté du soldat ; ils servaient au contraire à épurer cette fierté un peu rude parfois chez les militaires. Au besoin, il savait devenir ferme et redoutable, et son œil flamboyait d'une vive ardeur martiale ; le paisible agneau rugissait alors comme un implacable lion.

Ecoutons cette anecdote rapportée par M. Oscar de Poli :

« La douceur de Guillemin n'excluait pas l'énergie. Au mois de décembre 1861, nous causions ensemble dans un petit café du Corso, lorsque cinq ouvriers, qu'à leur accent on reconnaissait pour étrangers à la ville, tirèrent d'un manteau un bouquet tricolore, — camellias rouges, camellias blancs et feuillage, — rouge, blanc, vert. — Le bouquet fut avec ostentation placé dans un vase sur la table, et les cinq sectaires se mirent à boire et à trinquer d'une manière significative.

» Guillemin se leva, marcha vers les buveurs, prit le bouquet, le foula aux pieds et revint à sa place, sans avoir dit un seul mot. Les autres poussèrent un rugissement et sortirent des couteaux ; Guillemin sortit tranquillement son revolver et le posa sur notre table. Une seconde après, il n'y avait plus que nous dans le café ; les cinq fleuristes s'étaient prudemment éclipsés.

» Je sus plus tard que c'étaient des ouvriers piémontais, employés aux travaux du chemin de fer de Frascati. » Or, qui aurait dit qu'un soldat si altier ne passait jamais un seul jour sans aller prier à l'église pour les ennemis du Saint-Père ? Et cependant rien n'est plus certain, et nous le tenons de ses amis intimes.

Ce vrai Croisé, dévoué généreusement et sans limites à son drapeau, avait juré de le tenir haut et ferme jusqu'à ce que le péril fût passé ou jusqu'à la mort. Aussi peut-on dire que Guillemin aimait la terre de saint Pierre d'un amour invincible et pas-

sionné ; il s'était adonné à l'étude du pays et de la configuration des lieux, et l'on eût dit que son âme y avait élu domicile et s'y était, en quelque sorte, naturalisée.

Lorsqu'en 1865, la garnison française évacua Rome, un de ses amis lui fit observer que l'armée du Saint-Siége ne pourrait longtemps tenir tête aux gros bataillons des ennemis du dehors, et que la résistance de quelques croisés seraient inutile. « N'importe, répondit Guillemin; je n'abandonnerai pas pour cela mon drapeau. Si nous sommes vaincus, je me jetterai dans les montagnes, et j'y soulèverai une guerre de partisans. Je connais le terrain ; j'y vivrai facilement, et je serai, jusqu'au dernier soupir, soldat du Pape ! »

Il le fut en effet, car ses derniers mots furent : « Vive Pie IX, lui seul Roi.... Eh bien ! vive Pie IX ! » Ces paroles étaient l'accomplissement de son vœu sublime. Lorsqu'on les rapporta au Saint-Père, il pleura à chaudes larmes.

Ses soldats aussi le pleurèrent amèrement; ils ne pouvaient se consoler de la mort de leur bien-aimé et vénéré commandant. Le zouave Alunno, le voyant expirer, se jeta sur lui, et, au milieu d'une grêle de balles, lui enleva ses papiers d'officier, parmi lesquels se trouvait la série des mots d'ordre, ainsi que ses décorations ensanglantées, afin de les soustraire aux profanations. Le jour suivant, Arthur fut placé dans une fosse bien humble et bien petite, à côté de ses compagnons de martyre et de quelques garibaldiens. Il est déplorable qu'au milieu des troubles du moment, on n'ait pu séparer les amis des

ennemis de Dieu. Mais ce triste état de choses ne dura pas longtemps et le jour de la réparation arriva. Deux religieux, qui avaient été souvent les compagnons des Croisés, les Pères Wilde et de Gerlache, avec d'autres personnes pieuses, se rendirent en pèlerinage à cette tombe, le 7 mai 1868, par la volonté expresse de Pie IX; ils recueillirent les restes précieux des champions de la sainte Eglise, et leur rendirent les honneurs religieux. On leur a assigné depuis, pour lieu de repos, un sépulcre neuf à gauche de l'autel de la gracieuse chapelle de Notre-Dame *del Passo*, précisément à l'endroit où commença l'héroïque action de Monte-Libretti.

Quant aux restes d'Arthur Guillemin, ils avaient déjà reçu les honneurs qu'ils méritaient, et ce fut en recherchant cette glorieuse dépouille, que naquit le désir de recueillir les autres corps. Un chanoine de son diocèse, l'abbé Charles-François Druon, fut envoyé à Rome par son évêque, pour réclamer le corps de Guillemin, au nom de sa famille, de sa patrie et de son église natale. Des amis se joignirent à lui pour l'aider à le découvrir et à le reconnaître, ce qui n'était pas sans difficultés. Il y avait, entre autres, le Père Vincent Bailly, aumônier, le capitaine Albert O'Reilly de la Hoyde, irlandais, ami intime de Guillemin ; le lieutenant Henri Le Dieu, son compagnon d'armes depuis Castelfidardo, et plusieurs braves qui s'étaient illustrés à Monte-Libretti, le lieutenant Bach, Loonen, Alunno, Mimmi et bien d'autres. Un écrivain français, M. Henri de Maguelonne, qui nous a minutieusement renseigné sur toutes les particularités de cette recherche, les accompagnait.

Le souvenir des héros du 13 octobre n'était pas mort dans le cœur des habitants de Monte-Libretti. Une femme de la campagne indiqua aux voyageurs un endroit situé à cent-cinquante mètres du château, et leur dit : « C'est ici que le commandant des zouaves a rendu l'âme : les étrangers viennent y cueillir de l'herbe par dévotion, et nos enfants y accumulent ces cailloux que vous voyez, pour conserver le souvenir de ce fait. » D'autres personnes montrèrent dans le bourg la maison où les zouaves avaient passé la nuit, d'autres encore, l'endroit où M. de Quélen avait été blessé à mort. Prêtres, bourgeois, peuple, tous s'empressèrent à donner des éclaircissements : mais la meilleure de toutes les indications fut celle d'un bon villageois, qui avait, de ses propres mains, enterré ces illustres morts. « On trouvera son corps, dit-il, au-dessus de tous les autres, couché sur celui de son ordonnance, et ayant un garibaldien à ses pieds : je ne l'ai pas déshabillé par respect, et je l'ai placé, comme je vous dis, parce qu'il était le chef de tous les autres. » C'est ainsi que le corps de Guillemin fut retrouvé. Le premier objet qu'on aperçut en remuant la terre, fut un scapulaire du Mont-Carmel; un officier le prit, le lava et s'écria avec émotion : « Il est pareil au mien ! Madame la comtesse Macchi en avait donné deux semblables, à lui et à moi ! »

En effet, Guillemin fréquentait cette noble famille, où il était accueilli comme un ami bien cher. Quelques instants après, on découvrit un bout de ficelle blanche : c'était le cordon de Saint-François, que le défunt portait à l'exemple de saint Louis roi de

France, même dans les batailles. Enfin, on aperçut le cadavre. Il était intact, tellement intact après six mois d'inhumation, qu'on se contenta de lui laver le visage et de l'envelopper d'un linceul, et qu'il put être laissé jusqu'au lendemain dans la petite église de Notre-Dame-del-Passo.

Là, près de la fosse, il reçut les premières absoutes, puis il fut processionnellement transporté à la chapelle et le jour suivant à la paroisse pour le service funèbre. La population de Monte-Libretti se réunit au moment de son départ pour Rome, et salua le corps par de bruyants vivats. Cette acclamation populaire, tout à fait nouvelle devant le cercueil d'un mort, a un sens profond, merveilleux, et révèle d'une manière éclatante la grande idée que les chrétiens conçoivent des volontaires pontificaux morts dans les combats de la croisade moderne.

Ce n'était là que le commencement de la glorification de la dépouille du martyr. Le concours des Romains aux funérailles qui furent célébrées à l'église du séminaire Français fut immense : le ministre des armes, des ambassadeurs, des prélats, des officiers supérieurs de toutes les armes, le corps entier des officiers du régiment des zouaves s'y rendirent spontanément. Enfin le Saint-Père, s'étant fait raconter tous les détails de la découverte du corps par le chanoine Druon, voulut que le frère d'Arthur recueillît son titre de chevalier de l'ordre de Pie IX, pour perpétuer dans sa famille cette gloire si bien méritée.

Mais ce que nous appellerions volontiers l'apothéose populaire de Guillemin, devait être bien plus éclatante et plus expansive encore dans sa patrie, et

elle surpassa l'attente générale. Le précieux dépôt fut reçu par la famille et par les amis dans une chapelle ardente, ornée non des emblèmes de la mort, mais de ceux de la gloire. Un petit enfant, neveu d'Arthur, venait de naître dans sa famille. La mère vint le placer pieusement sur le cercueil, comme les chrétiennes de la primitive Eglise déposaient leurs nouveaux-nés sur les sépulcres des martyrs. A cette vue, un frissonnement de respect parcourut toute l'assemblée, et depuis ce moment jusqu'à celui de la levée du corps, la foule ne cessa pas de se presser autour du catafalque de ce concitoyen béni du Ciel. Chaque personne voulait poser ses lèvres sur la bière, et les mères prenaient leurs petits enfants dans leurs bras, pour qu'ils pussent la toucher.

Le lendemain, l'hommage privé se changea en triomphe public. Les rues et les places de la ville d'Aire furent trop petites pour contenir la multitude accourue de tous les points du nord de la France. La seule ville de Lille en avait envoyé deux cent. Le cercueil, orné des signes de la victoire, et auquel un artiste romain avait donné la forme d'une urne des catacombes, était porté tour à tour par la jeunesse de la ville. Il était escorté par un peloton de zouaves pontificaux en uniforme, et, parmi eux, se trouvait Auguste Cappe, qui avait arrosé de son sang le terrain sur lequel Guillemin avait répandu le sien jusqu'à la dernière goutte. Les regards de la multitude étaient respectueusement fixés sur les braves compagnons d'armes du mort, et ils se tournaient aussi, avec une curiosité pieuse, sur un

fragment de son uniforme étendu sur la bière, et qui portait la déchirure correspondant à sa blessure mortelle. Aux coins du catafalque, s'élevaient des trophées de drapeaux pontificaux, entourés de guirlandes de laurier. Les éloges funèbres répondirent à ces augustes symboles. Bref, aucun des honneurs que peut offrir une population à des héros, qu'elle croit passés de la gloire terrestre à la gloire du ciel, ne manqua aux funérailles du vainqueur de Monte-Libretti.

La mémoire d'Arthur Guillemin ne périra jamais, tant que l'amour de l'Eglise de Jésus-Christ durera sur la terre, et tant que l'on considèrera comme le privilége des grandes âmes de savoir former une seule couronne de la foi du martyr, des vertus austères de l'anachorète, de la vaillance du guerrier et de l'urbanité du chevalier. Le tombeau que lui élève maintenant l'admiration de ses concitoyens, sera montré à la postérité comme un monument d'honneur pour la patrie. Arthur fut le type idéal du Croisé. En lui, tout promettait cette fin digne d'un grand chrétien et qu'il obtint en effet. Le P. Antonio Bresciani, d'illustre et regrettée mémoire, après avoir décrit, dans son *Zouave Pontifical*, les actes magnanimes et les blessures reçues par Arthur Guillemin à Castelfidardo, conclut en ces termes prophétiques :

« Ame généreuse ! j'espère que tes blessures te permettront d'accomplir ton vœu : elles se cicatriseront ; mais la noble blessure de ton cœur ne se fermera pas ! Il est ouvert à l'amour qui l'enflamme pour la défense du Saint-Siége, il est ouvert à la

charité qui t'anime à donner encore ta vie pour le Christ! Cette douce blessure ne te donnera ni paix ni trêve, tant que tu ne verras pas les ennemis de Dieu vaincus et dispersés; tant que la victoire n'aura pas rendu à l'Eglise le triomphe et la paix. Le Seigneur voudra peut-être encore des martyrs ; peut-être permettra-t-il, dans la profondeur de ses conseils, que la perfidie, l'injustice souillent encore de leur haine et de leurs fureurs tout ce qu'il y a de plus saint sur la terre?... Mais, noble Arthur, espère! Si dans cette seconde lutte Dieu ne t'appelle pas au ciel avec tes premiers frères d'armes, les héros de Castelfidardo, tu verras de tes propres yeux les terribles vengeances de la divine Justice contre les parricides de l'Epouse Immaculée de Jésus-Christ! »

Après avoir payé notre tribut aux morts et aux survivants de Monte-Libretti, reprenons le fil de cette histoire.

XXXVIII. — OPÉRATIONS CONTRE NEROLA ET MONTORIO-ROMANO.

Quelque brillante qu'ait été l'affaire de Monte-Libretti, quelque terrible que fût l'effroi des envahisseurs, dont elle dérangeait tous les desseins, l'exécution du plan formé par M. de Charette, commandant de la zône militaire, n'en était pas moins retardé dans son ensemble. M. de Charette, en effet, voulait chasser l'ennemi de Nerola et de toute la lisière de la province, partout où il avait paru ; il dé-

sirait surtout lui infliger une déroute générale, dans laquelle il lui fût possible d'atteindre enfin Menotti, aussi insolent dans l'invasion des points découverts que prompt à battre en retraite au premier bruit de l'approche des troupes pontificales. Ce dernier résultat était surtout difficile à obtenir.

En effet, Menotti, après avoir évacué Monte-Libretti, dans la nuit du 13 au 14 octobre, se concentra dans Nerola, toujours sur la limite extrême de la province. Ayant reçu de nouveaux renforts, il augmenta son avant-garde, qui avait déjà atteint Montorio-Romano, d'un bataillon de ses volontaires les plus aguerris, qu'il commandait lui-même, et qui formait, pour ainsi dire, sa garde prétorienne. Comme toujours, ce n'était que faire une glissade vers la frontière, puisque Montorio est situé au sud de Nerola et n'est qu'à deux milles de cette frontière. Menotti s'y rendit ensuite en personne, et y transféra son quartier-général. D'après le bruit public toujours constant et les rapports parvenus au ministre des armes, Menotti devait avoir là près de 6,000 hommes distribués en plusieurs endroits[1]. Mais les historiens de son parti ont prétendu qu'à Nerola il n'avait que 2,000 hommes environ[2]; ils oubliaient peut-être les masses réunies en même temps à Montorio et dans les environs, jusqu'à Monte-Flavio.

On ne pouvait guère comprendre quel était l'objectif de ses opérations, et peut-être n'avait-il pas lui-même de plan déterminé et bien arrêté? Sa marche vers Montorio-Romano menaçait Palombara, et l'on

(1) Documents manuscrits des archives, 14 et 15 octobre.

(2) Guerzoni, *Nuova Antologia*, mars 1868, p. 562.

disait hautement dans le camp garibaldien que les premières affaires auraient lieu de ce côté, aussitôt que les bataillons d'élite seraient arrivés de Lombardie et de Romagne. On savait tout cela à Rome[1]. En attendant, l'apparition d'une avant-garde garibaldienne vers Percile et Licenza semblait faire une démonstration sur Tivoli. D'un autre côté, les garibaldiens ayant réoccupé Monte-Libretti, après le départ du capitaine de Veaux, avec 2,000 hommes environ, on pouvait croire qu'ils se repentaient de l'avoir naguère évacué, et le bruit courait qu'on tramait une surprise contre Monte-Rotondo[2]. Une seule chose était bien certaine, à savoir qu'en entamant toute la frontière, Menotti avait l'intention de tenter quelque coup important. Il pouvait d'ailleurs l'entammer à son aise, ayant sur chacun des trois points qu'il occupait un effectif au moins double de celui des troupes pontificales de toute la province. Il ne manquait donc à Menotti que la hardiesse, et son frère Riciotti ne lui en donna pas lorsqu'il arriva le 15 octobre au camp de Nerola[3].

Toutefois les pontificaux prirent une double précaution : renforcer les trois postes intérieurs, qui paraissaient plus probablement exposés aux incursions, et préparer une colonne d'expédition. M. de Charette ordonna au commandant de Palombara de ne pas s'éloigner du château, et M. de Veaux éleva en toute hâte quelques travaux de défense les plus urgents, s'approvisionna de vivres et écrivit qu'il n'avait rien à craindre de l'attaque des bandes[4]. La garnison se

(1) Documents manuscrits des archives, 13 octobre.

(2) Ibid. (3) Ibid 17 et 18 octobre. (4) Ibid. 16 oct.

composait d'une compagnie de zouaves et d'un détachement de *squadraglieri*. A Tivoli, le colonel en personne dirigeait les préparatifs de défense et le capitaine d'Albiousse, qui commandait la place, bien que la garnison fût aussi faible que celle de Palombara, répondait de tenir tête aux agresseurs[1].

Du côté de Monte-Rotondo, point plus rapproché de Rome, les préparatifs de défense et d'attaque s'organisaient plus vigoureusement encore.

Ces précautions n'avaient pas seulement pour cause les menaces des garibaldiens rentrés à Monte-Libretti, mais des considérations d'une plus haute portée. Des informations parvenues de Florence au ministre Kanzler par l'organe de témoins graves et oculaires portaient qu'une multitude toujours croissante de garibaldiens se pressait aux stations du chemin de fer, et ce, avec une publicité si effrontée, qu'on avait ouvert des guichets spéciaux, pour leur distribuer des billets[2]. On soupçonnait aussi qu'à un jour très-rapproché le convoi de Terni apporterait une horde de garibaldiens armés jusqu'aux dents, et les amènerait à toute vapeur dans les murs de Rome[3], et ces soupçons étaient confirmés par d'autres avis reçus en même temps, que des bandes d'ennemis se tenaient cachés aux environs de la porte Saint-Laurent, près de la station romaine de Termini, probablement dans l'attente des envahisseurs et pour

(1) Documents manuscrits des archives, 13, 15, 16 et 19 octobre.

(2) Ibid. 15 octobre. Un télégramme porte en conclusion : *Renseignements de témoins graves et oculaires.*

(3) Documents manuscrits des archives, 17 octobre, et Relations particulières.

aller à leur secours[1]. On n'ignorait pas non plus la permission obtenue par Garibaldi de revenir sur le continent, pour y diriger les entreprises de ses volontaires. Et pour confirmer ce bruit, il suffisait de la présence de deux navires italiens en croisière le long du rivage, et que l'on faisait passer comme étant là pour donner la chasse au fugitif de Caprera[2]. On se disait : Ces messieurs sont là pour empêcher le débarquement de Garibaldi, tout juste comme ils étaient dans les eaux de Palerme.

On ordonna donc des mesures de défense contre de pareils dangers. On redoubla de vigilance le long de la côte maritime de Civita-Vecchia. Dans cette occasion, l'activité du colonel Cialdi fut vraiment remarquable, car il disposa sans bruit et avec tant de prudence sa petite flottille, que tout débarquement d'ennemis eût été impossible[3]. On renforça la garnison de Monte-Rotondo, en y rappelant la compagnie de légionnaires qui était à Monte-Maggiore et en y envoyant un prompt secours[4] ; on augmenta la garde le long du chemin de fer[5], et, ce que bien peu de personnes ont su alors, l'entrée de la station fut militairement fortifiée et l'on proposa un expédient, par lequel on eût pu, à un signal donné, détruire le convoi garibaldien, s'il parvenait jusqu'à Rome[6].

Il restait à expédier des troupes pour combattre

(1) Doc. man. des arch. 14 et 15 octobre. (2) Ibid.

(3) Relation manuscrite de la marine.

(4) Doc. man. des arch. 14, 15 octobre. (5) Ibid.

(6) Quant au moyen de détruire le convoi garibaldien, nous avons vu la proposition d'un ingénieur, approuvée par le ministère, mais nous n'avons pas demandé s'il lui a été donné suite.

vivement les forces ennemies, qui avaient beaucoup augmenté sur la frontière de la Comarque, quoiqu'elles n'osassent point s'avancer dans l'intérieur du territoire. Malheureusement, on manquait de soldats pour former ce corps d'attaque. En effet, les localités occupées par l'ennemi étaient toutes très-fortes au point de vue de la situation et de l'art militaire, et il n'était pas possible de les attaquer avec de l'infanterie seule. D'un autre côté, les trois routes de Rome étant évidemment menacées à la fois, il eût été imprudent de dégarnir Palombara, Tivoli et Monte-Rotondo, qui en étaient les défenses naturelles, et même d'en affaiblir les garnisons si faibles déjà. Cependant M. de Charette ne se décourageait pas et le ministre des armes ne restait pas oisif, comme l'a écrit un censeur aveuglé par l'excès de son zèle[1]. Si jamais, durant cette guerre, l'opiniâtre énergie du ministre Kanzler se montra dans toute sa puissance, ce fut certainement ces jours-là : les archives renferment des liasses de dépêches, d'ordres hardis et précis, qui traversaient les provinces sur les ailes du télégraphe et disposaient tout pour la défense de l'Etat.

Afin de ne pas nous éloigner de notre voie, nous nous bornerons à dire que le commandant de la zône de Tivoli, à peine averti des événements de Monte-Libretti, qui n'avaient pas atteint le but capital, celui de faire évacuer Nerola par l'ennemi, se hâta d'expédier ce télégramme au ministre : « Je propose de marcher avec toutes les forces sur Monte-Libretti

(1) La politique de résistance à Rome, etc. Blois, 1868.

et Nerola, moi avec 100 hommes de Tivoli et 100 de Palombara, Cirlot avec deux compagnies de la Légion et section de zouaves (de Monte-Rotondo). Si on approuve ce plan en principe, je partirai pour Rome afin de me concerter avec vous sur les détails de l'opération, au premier signal télégraphique[1]. » M. de Charettte voulait faire entrer en campagne l'effectif presque entier de toutes les garnisons, frapper un coup vigoureux avec trois cents hommes contre une masse vingt fois plus nombreuse, puis rentrer dans les forteresses, avant que l'ennemi pût s'apercevoir qu'elles avaient été dégarnies, et à plus forte raison tenter de les conquérir. Le ministre répondit : « J'y consens[2]. »

On tint en effet, dans la soirée du 15, un conseil de guerre à Rome, auquel assistèrent, outre M. de Charette, divers commandants de sa zône, et l'officier Ringard, tous arrivés à Rome au premier signal. Le plan de M. de Charette était excellent et nécessaire, quoiqu'il fût singulièrement hardi ; néanmoins il semblait au plus grand nombre qu'il ne fallait pas abandonner au hasard la réussite des opérations, en lançant des forces si minimes contre un ennemi, qui, sinon par la vaillance, au moins par le nombre et par l'avantage de ses positions, aurait pu résister avec avantage. Tous les efforts du conseil se portèrent donc sur les moyens d'assurer la réussite de l'expédition, en y employant le plus grand nombre d'hommes possible. Toute la difficulté était là. Ceux qui, n'étant pas sur le théâtre des événements, pré-

(1) Doc. manus. des arch. 15 octobre. (2) Ibid. 15 octobre.

tendaient que le ministre fit bonne garde dans les châteaux-forts et lançât en même temps, dans toutes les directions, des colonnes volantes, pour attaquer les bandes ennemies, ne savaient pas à quels embarras se trouvait en proie la petite armée pontificale. Ce fut précisément à cette époque qu'on dut refuser au gouverneur d'une ville importante un renfort d'une seule compagnie qu'il demandait, et cela, *parce que la garnison de Rome était déjà trop faible*[1]. En effet, cette métropole si vaste ne comptait que 4,000 défenseurs : c'était à peine de quoi suffire à sa garde en temps de paix. Celui qui étudie les documents de ces jours de tempête, sera émerveillé de voir comment le ministre des armes et commandant en chef de l'armée semblait presque négocier avec les commandants des zônes pour se faire prêter une compagnie et même une demi-compagnie, pour quelques heures seulement, et sous promesse de la rendre. Voici, par exemple, un de ses télégrammes : « Si vous pouviez m'envoyer ce soir, par dernier train, deux compagnies pour 48 heures, on sauverait Rome d'un danger[2]. » Nous pourrions en citer plusieurs autres semblables, qui donnent une juste idée de la gêne de l'armée pontificale, déjà assaillie et harcelée dans trois provinces, et s'attendant à de plus sérieuses attaques de la part des troupes régulières contre Terracine et Civita-Vecchia[3].

La bonne volonté de tous tendant au même but, parvint à réunir quelques compagnies de différentes

(1) Documents manuscrits des archives. Télégramme du ministre Kanzler. (2) Ibid. 16 octobre.

(3) Documents manuscrits des archives, 17 octobre.

armes, un détachement de cavalerie et deux pièces de campagne. Ce fut alors que le ministre dicta, pour les légionnaires qu'il détachait de la garnison de Rome, cet admirable ordre du jour : « Deux compagnies de la légion sortiront de Rome, battront l'ennemi à Nerola, et rentreront. »

Pour donner le change à l'ennemi, on feignit de vouloir masser la colonne expéditionnaire à Palombara, et on expédia avec ostentation l'ordre de préparer des logements pour 600 fantassins et 100 cavaliers[1]; mais on préféra Monte-Rotondo. Dans la soirée du 16 octobre, toutes les forces destinées pour l'expédition, y compris celles qui avaient été rappelées des provinces, étaient déjà réunies à Monte-Rotondo, et elles s'élevaient en tout à 970 hommes[2]. Le jour suivant, dès l'aube, elles marchaient à la recherche de l'ennemi.

On ne pouvait organiser avec plus de célérité, plus de vigueur et plus d'audace, au milieu de mille obstacles, l'expédition contre Nerola et Montorio-Romano.

XXXIX. — LA MARCHE DES PONTIFICAUX SUR NEROLA.

Il n'était pas possible d'arriver à temps à Nerola pour livrer bataille le même jour. On prit donc le parti de faire halte à Monte-Libretti. Quant à l'en-

(1) Documents manuscrits des archives, 16 octobre.
(2) Ibid. 28 octobre. Rapport général de la zône de Tivoli.

nemi, qui semblait avoir occupé de nouveau le pays, on résolut de l'en chasser et de camper sur le terrain. Jusqu'alors, on n'avait jamais vu un pareil déploiement de forces dans la zône militaire, car les pontificaux, même en laissant une garnison à Monte-Rotondo, comptaient encore 800 hommes. On ne connaissait pas au juste les forces de Menotti : elles s'élevaient selon les uns à 3,000 combattants, selon d'autres à 5,000 ou à 6,000. En tous cas, on savait que le commandant en chef des garibaldiens se trouvait près de Nerola avec son état-major, son quartier-général et le gros de ses bataillons. On s'attendait donc à une affaire sérieuse et on marchait avec une gaîté bruyante. Les uns priaient en chœur, les autres chantaient des cantiques pieux, et, aux prières et aux acclamations en l'honneur de la Reine du ciel ou de Pie IX, se mêlaient des chansons militaires dont les refrains retentissaient dans les vallées et les montagnes. Les légionnaires surtout, tous français et vétérans pour la plupart, se réjouissaient à la pensée d'avoir enfin, eux aussi, le bonheur de se mesurer avec les garibaldiens : ils ne sentaient plus le poids de leurs armes et de leurs munitions.

On ne saurait se représenter l'ardeur, l'impatience et la fureur d'entrer en campagne et de se trouver bien vite au feu, qui s'était emparée, en ce moment, de tous les corps et de tous les soldats.

La veille du départ, un jeune officier de dragons, M. Belli, de Pesaro, était arrivé à Monte-Rotondo pour le service de la solde. Voyant qu'il se présentait un bonne occasion de se battre s'il partait avec la colonne, il ne pouvait se résigner à retourner à

Rome. Enfin, il fit tant d'instances auprès du colonel que celui-ci lui promit de l'emmener en qualité d'officier d'ordonnance. Sur ces entrefaites, un autre officier, le lieutenant Boccanera, des chasseurs indigènes, arriva de Rome, envoyé précisément avec la même mission auprès du colonel : l'un avait la charge, l'autre la promesse. M. de Charette les mit d'accord, en disant : « Deux valent mieux qu'un. Venez tous les deux. » Un autre, un gendarme, blessé à la tête à l'assaut de Nerola, tout couvert de sang et en proie au délire, agitait sa carabine et criait : « Vive Pie IX ! Mort aux garibaldiens ! »

Le sergent Caullier, zouave belge, arrivé à Monte-Rotondo plusieurs heures après le départ de la colonne pour Nerola, s'arma et rejoignit les siens, seul à travers des bois et des lieux suspects : il fut un des premiers à entrer dans la *rocca* de Nerola.

M. de Charette, qui connaissait ses soldats, écrivait alors à un ami : « La seule chose que je cherche, c'est de les attirer (les garibaldiens) un peu dans l'intérieur des terres. » Dans une autre lettre au même, parlant de deux escouades de légionnaires et de zouaves envoyées à la recherche des garibaldiens, il disait : « Les voilà arrivées près de l'ennemi. Quelle *ratatouille* elles vont en faire !... Mais il décampera sans les attendre. » Un autre jour, il écrivait au ministre : « Je crois et j'espère qu'ils viendront nous attaquer, mais je les attaquerai le premier, moi. Ils sont environ 3,500... et ils attendent 3,000 hommes de renfort. » C'est avec cette épouvante que l'on combattait celui que Guerzoni appelle le plus *redouté* des chefs garibaldiens.

Néanmoins, on procédait avec toute la prudence nécessaire et l'on prenait les mesures ordinaires de précaution militaire. Ainsi, en marchant sur Nerola, M. de Charette, voulant assurer ses derrières du côté de Monte-Maggiore, donna cette mission enviée à une compagnie de la légion, commandée par le capitaine Carlhian. Débarrassés de leurs bagages, les légionnaires y arrivèrent presque au pas de course, et ayant trouvé le pays tout à fait vide de garibaldiens, ils obliquèrent si rapidement sur Monte-Libretti, qu'ils surprirent les convois de provisions qui allaient partir pour le camp garibaldien. Les chemises rouges s'étaient retirées quelques heures auparavant. Aussi, les légionnaires ne trouvant pas d'ennemis à culbuter, se mesurèrent avec les tonneaux de bon vin romain pris sur l'ennemi, sans leur faire quartier, et en portant de singuliers toasts à un portrait de Garibaldi qui ornait un drapeau trouvé au cabaret.

Pendant ce temps-là, le gros de l'expédition s'avançait par des chemins âpres, boueux, impraticables. Son unique pièce de canon, qu'on voulait à toute force conduire au combat, l'embarrassait au dernier point. Il fallait consolider la route sous les roues, pour ne pas voir s'enfoncer la pièce et les caissons. Dans les gorges encaissées, il fallait élargir le passage à coups de pic et briser ces tufs séculaires qui n'avaient jamais vu un train d'artillerie. Souvent il fallait, à force de bras, faire passer la pièce pardessus un obstacle, décharger et recharger les munitions, et dégager péniblement les moyeux des roues pris dans la boue.

Tout le monde s'y prêtait avec entrain, les artilleurs et les sapeurs du génie, comme les aumôniers et même les gentilshommes américains, qui chevauchaient avec l'expédition en qualité de soldats *dilettanti* de Pie IX. L'un d'eux, qui n'est pas catholique, affronta si bien au feu qu'il en revint avec une blessure glorieuse.

C'est ainsi que la section d'artillerie arriva au pied de Monte-Libretti, comme les autres détachements, avec son arme et ses munitions; tous les hommes fumaient de sueur, mais tous étaient joyeux d'avoir mené à bonne fin une entreprise qu'ils n'auraient pas tentée s'ils en avaient prévu les difficultés. On dressa les tentes pour la nuit autour du village, avec postes avancés, vedettes et écoutes. On soupa sous les oliviers. Tout abondait, la gaîté surtout. On alluma les feux de nuit et on organisa le service des rondes.

La nuit était déjà avancée, et la colonne se préparait par le repos à l'expédition du lendemain, mais l'état-major veillait encore, réuni en conseil de guerre, chez le maire, qui était à la fois marchand et aubergiste. La discussion était vive : les uns proposaient de prendre Moricone et de faire face, de là, à Nerola et à Montorio-Romano; les autres trouvaient que ce serait trop long; d'autres, enfin, voulaient qu'on marchât directement sur Montorio, lieu très-fortifié, où l'on disait qu'étaient réunis environ 3,000 garibaldiens. Cette proposition était agréée par la plupart des membres du conseil, et peut-être eût-elle été adoptée, si l'impossibilité d'y transporter la pièce d'artillerie n'avait engagé à y renoncer. Enfin, on s'arrêta au dessein d'attaquer Nerola, où, au

dire des espions (et cela était encore vrai quelques heures auparavant), se trouvait le condottiere en chef des ennemis, confiant dans la force de la position et plus encore dans l'effectif de ses bataillons. On ajoutait que si Menotti parvenait à s'échapper cette fois encore, maintenant qu'il était si rapproché des pontificaux et semblait les défier, il ne serait plus possible de le rejoindre et de lui infliger une bonne leçon; il faudrait alors retourner à Rome après n'avoir donné que peu de satisfaction à l'attente publique. Personne ne pouvait croire que Menotti Garibaldi, aussitôt après avoir appris l'approche de 800 pontificaux, s'enfuirait avec plus de 3,000 volontaires !

XL. — LE CAMP DE MENOTTI.

Si les faits et gestes de Menotti étaient admirables, ces jours-là, ses quartiers étaient plus admirables encore. Dans tous les actes du fils de Garibaldi et de ses caporaux, on voyait, en apparence, un entrain fiévreux à concevoir des entreprises, à méditer des marches, à tramer des embûches, des assauts, et des surprises; mais en réalité, la plupart ne tendaient qu'à un but, celui d'éviter toute rencontre, et avaient pour mobile une crainte profonde de devoir se rencontrer avec les baïonnettes pontificales.

Dans les quartiers régnait une affectation ridicule des usages de la vie militaire, minuties qui ne coûtent

rien aux soldats, mais qui, chez des corps francs, sont embarrassantes et pédantesques. Or, il suffisait de pénétrer un peu dans leur intérieur et d'examiner de près ces fameux guerriers à chemise rouge, pour éprouver à leur égard un mépris irrésistible et comme une de ces odeurs malsaines qui s'attachent à jamais à l'odorat.

Il suffisait de les voir une fois. C'était une confusion, un tohu-bohu comme en imaginent les peintres de mendiants flamands. Là, un groupe d'aventuriers endurcis à la vie des bois, bronzés, barbus, sauvages; ici, un ramassis de vauriens des rues, négligés, misérables, sans culottes, les orteils sortant de leurs savates; plus loin, des apprentis perruquiers, des domestiques d'hôpital, des garçons de café, tous sergents pour le moins; ailleurs, — c'était l'aristocratie du camp, — des médecins et des chirurgiens qui n'avaient jamais eu de malades, des avocats faméliques, des garçons de journal, des pharmaciens de campagne et des secrétaires municipaux, tous gens qui, ayant manqué leur carrière, s'étaient enrôlés par amour des aventures, et ne pouvaient raconter, en fait de gestes héroïques, que leurs moustaches en croc et leurs parades sous l'uniforme militaire.

Il y avait aussi, parmi eux, un petit nombre de jeunes gens bien nés, que les sectaires avaient pris dans leurs filets et poussés à la guerre le poignard dans les reins; çà et là, une volée d'étudiants entraînés par la fantaisie de fabriquer une Italie au gré des professeurs des universités. Dans une armée de bandits, ces jeunes gens pouvaient passer pour honnêtes, car ils ne pratiquaient pas le vol et prodi-

guaient leur vie. C'étaient précisément les plus à plaindre, car après être restés deux jours dans un pareil milieu, ils reconnaissaient leur erreur, s'apercevaient qu'eux seuls à peu près avaient encore une étincelle de sentiments patriotiques, et songeaient, en versant des larmes amères, à la maison paternelle, à leur mère, à leurs sœurs, surtout lorsqu'ils voyaient leur bourse à sec, et que leurs héroïques camarades leur avaient volé leur linge et jusqu'à leurs armes. Ils ne pouvaient se consoler d'être tombés dans un pareil bourbier de vauriens, de moines défroqués et apostats, de voleurs, de sicaires, de brigands par métier, dans ce ramassis d'hommes perdus de débauches et de gibier de galères. Ces pauvres jeunes-gens plutôt égarés que méchants semblaient étouffer dans « un élément impur èt pestilentiel (c'est en ces termes que s'exprime un panégyriste des garibaldiens[1]), dont il était impossible que la corruption ne vînt pas corrompre le corps tout entier.... L'intérieur des compagnies était un vrai pandémonium. »

« Ces pauvres malheureux, poursuit M. Guerzoni, parmi lesquels se trouvaient des jeunes gens délicats comme des femmes, qui venaient de quitter les bras maternels et n'avaient encore dormi que dans un nid bien chaud de coton et de soie, on les voyait pâles, amaigris, en guenilles, presque nus, sans chaussures, trempés d'eau, portant sur leurs épaules une sorte de pieu noir, qu'on affectait d'appeler *fusil*, dans leur mouchoir ou dans les plis de leur chemise, un paquet de cartouches, et, les jours d'abondance, un

(1) Guerzoni, *Nuova Antologia*, mars, 1868, p. 553 et suivantes.

morceau de pain au bout d'une baïonnette aussi noire que leur fusil ; *habillés*, si ce mot ne signifiait pas un luxe inconnu aux garibaldiens, de vêtements de toutes les couleurs, de toutes les coupes, excepté la forme militaire. C'était là la fleur (*pour cela non*) de l'armée libératrice de Garibaldi. Là, un *fez* servait de coiffure à un étudiant en habit marron et en bottes vernies mais sans semelle ; ici, un chiffon de chemise rouge, relique d'autres campagnes, sous laquelle on pouvait voir trembler deux épaules maigres et livides, surmontées d'un fragment de cylindre anglais *Christy's best qualities* : toutes les modes, toutes les montures, tous les fourniments ; spectacle émouvant, si l'on pense à la foi qui animait ces jeunes gens en haillons, spectacle pittoresque, si on le voit reproduit sur les toiles d'Inde ou du théâtre Pagliano ; mais, disons-le, spectacle terrible et désolant pour ces populations, qui voyaient peut-être revivre en ces gens-là (*pour cela oui*) les hordes d'Odoacre, qui avaient foulé ce même sol 1400 ans auparavant. »

Nous les avons vus entrer à Rome, prisonniers de Viterbe, de Frosinone, de Nerola et de Mentana, et nous pouvons rendre ce témoignage au député Guerzoni, qu'il n'exagère rien dans ses descriptions. Ajoutons même qu'en racontant l'impression éprouvée par les populations civilisées à la vue des bandes garibaldiennes, il est si parfaitement dans le vrai, qu'il ne manque rien au tableau. Si, dans le reste de son histoire garibaldienne, il se montrait toujours si véridique, nous le nommerions volontiers le Quinte-Curce de Garibaldi-le-Grand, et il laisserait bien en arrière Victor Hugo, Alexandre Dumas, Edgar

Quinet et Gustave Frigyesi, pour ne pas parler des autres mythologues italiens.

Mais il prend plaisir à se fourvoyer sur une foule d'autres points : il invente souvent et ment sans pudeur; parfois il se rend coupable d'omissions déplorables dans une histoire. Ainsi, il ne parle jamais de la noble ambition de commander, qui s'était emparée de chaque héros de la chemise rouge, et particulièrement des plus mauvais sujets. Il est bon de savoir, qu'au milieu de cette racaille florissait un si grand amour de la supériorité que lorsque nous voulûmes faire, d'après les listes des prisonniers, le compte des officiers et sous-officiers, nous en avons trouvé une fourmilière : il y en avait tantôt un sur cinq soldats et tantôt un sur trois!

Ce sentiment de vanité, était d'autant plus incroyable, que la majeure partie des garibaldiens venait de si bas lieu qu'il serait difficile d'en imaginer un plus infime. Au parlement de Florence, M. Fambri, qui est après tout un bon garibaldien, nous en a dit assez sur ce point. M. Nicotera, l'un des colonels de l'invasion, a renchéri sur ses aveux; le chevalier Alphonse la Marmora qui, en définitive, est plus garibaldien que Garibaldi lui-même, en a parlé plus mal encore. Mais comme nous avons pris en amitié le député Guerzoni, c'est à lui que nous voulons emprunter le véritable acte de naissance des paladins du sac rouge[1]. « Chaque révolution, sous la ville privilégiée et légitime, creuse une autre ville hors

(1) *Nuova Antologia*, mars 1868. Les caractères italiques ne sont pas de Guerzoni, mais les mots sont de lui.

la loi et souterraine où va tomber toute cette population de *bohémiens*, de *bandits*, d'*aventuriers*, de *déclassés*, d'*oisifs*, de *misérables*, qui n'ont pu trouver place et fortune à la surface. Aussi, dans les moments où cette surface supérieure est bouleversée, tous ces *habitants de l'enfer social* remontent à fleur d'eau et volent, eux aussi, lorsqu'ils ne volent pas autre chose, une heure de lumière et de triomphe. L'Italie ne saurait être exempte de cette loi, elle qui est le produit de trente années de révolutions peu profondes mais très-étendues; fille de son siècle, elle n'est ni meilleure ni pire que les autres nations. Elle aussi, comme le dit l'Arioste des habitants de Comacchio, qui pêchent habilement dans l'eau trouble, devait avoir sa part de

> . . . . Ces gens désireux
> De voir la mer en trouble et les vents en furie,

et au premier jour d'émeute, les trouver habillés de rouge, de noir ou de bleu, peu importe, *affamés et furieux*, aux portes du banquet social, et demandant leur place et leur pain. Chez nous, c'est Garibaldi qui, sans le savoir (*le pauvre homme!*), les a fait sortir de leur cachette, » et les entraîne, ajouterons-nous, avec une innocence rare, sur la route de la gloire, et les transforme en ces héros généreux, qui sont ensuite encensés par les ministres et par le gouvernement de Florence.

Mais avant qu'une métamorphose si heureuse fût accomplie et scellée par la croix des SS. Maurice et Lazare, du Mérite militaire de Savoie, et par une pension, il arrivait que ces héros, n'étant encore qu'à

l'état de chrysalide, se ressentaient toujours du ver de leur origine. De là, la honteuse audace des actes et des coutumes des bandes, la manie d'outrager ce qui est saint, même sans espoir d'y gagner un centime, le pillage des campagnes, le vol dans les maisons, les violences, les avanies, la désolation répandue partout où ces héros s'arrêtaient tant soit peu, et bien d'autres choses plus hideuses, plus lâches, plus avilissantes qu'ils commettaient journellement parmi eux, et qui restaient impunies. Nous nous privons bien volontiers de tremper notre plume dans cette fange. Il y a des tableaux qu'il vaut mieux couvrir d'un voile. Qu'il suffise de dire que c'était comme un royaume de souillures, gouverné par l'impiété. Et qu'un écrivain garibaldien ne cherche pas à nous donner un démenti : leurs aveux et ceux de leurs amis sont entre nos mains, et nos oreilles retentissent encore de ce que leurs prisonniers racontaient à haute voix.

« Le petit nombre de leurs officiers qui étaient bons et actifs, continue M. Guerzoni, perdaient la tête, » en voyant la désobéissance de leurs soldats. Il est vrai que les officiers actifs étaient peu nombreux, et que les bons, c'est-à-dire ceux qui avaient quelque honnêteté et quelque valeur militaire, l'étaient encore moins. Excepté les officiers des troupes régulières, qui, au commencement de la campagne, n'étaient pas en grand nombre, la plupart devaient leurs épaulettes à leur naissance ou à leur réputation d'habileté dans le vol; quelques-uns portaient, gravée sur leur front, leur condamnation aux galères. Dans l'état major et parmi les officiers supérieurs, les

meilleurs sujets étaient quelques garibaldiens, vieillis dans le métier et par conséquent très-propres à cette guerre de partisans. Plusieurs officiers étrangers rendaient aussi des services, entre autres trois Prussiens d'un aspect martial, maigres, raides, avec de longues moustaches blondes et une chemise rouge qui semblait égarée sur leur dos. Ces Prussiens avaient été envoyés par les sectaires des loges de de leur pays, et ils pâlissaient sur des cartes pour reconnaître ce terrain nouveau où ils étaient venus s'abattre. Ils avaient pour interprète le célèbre Bern, le héros des barricades de Berlin en 1848, et qui était alors au camp de Menotti. Un gentilhomme romain, dégénéré de sa famille, qui s'était fourvoyé dans un pareil guêpier, y faisait fort triste figure, toujours à court d'argent, honoré par devant et conspué par derrière.

Menotti lui-même ne donnait guère de preuves de l'efficacité de sa présence et de son habileté comme général en chef : on le voyait souvent plus embarrassé qu'un poulet dans de l'étoupe. Il s'en tirait en affectant une contenance guerrière. Il était entouré d'une espèce de cour, secrétaires, officiers d'ordonnance, aides-de-camp, sentinelles à sa porte. On le voyait en chemise rouge, avec un grand plumet sur la tête, traînant un long sabre derrière lui, des pistolets à la ceinture, le poing sur la hanche, le cou tendu, le bec en l'air; presque toujours âpre dans ses façons et toujours grossier. Ennemis et amis en faisaient peu de cas. Ricciotti était beaucoup mieux vu, parce qu'il ne ressemblait en rien à son frère ni à son père. Grand, brun, pâle, poli dans ses ma-

nières, simple et affable avec tous, il conservait, même dans cette guerre déloyale et sacrilége, un extérieur courtois et généreux. Néanmoins le commandant en chef était Menotti.

Le gros de son armée était formé des bataillons bien organisés de Lombards, de Ligures, de Livournais, etc., et, vers la fin de la campagne, de soldats réguliers qui, sans quitter complètement leur uniforme, avaient passé de l'armée du roi Victor-Emmanuel dans les rangs de Menotti Garibaldi. En effet, on vit à Mentana des hommes manœuvrer comme des troupes régulières, se masser par des manœuvres difficiles, se ranger en bataille et se concentrer, défiler et se réunir au son de la trompette. C'étaient de véritables soldats. Des réfugiés français, hongrois, polonais, espagnols, anglais, américains, peu nombreux, il est vrai, mais héros de barricades et de stylet, donnaient de la vigueur au tableau; dans le camp, et surtout parmi les officiers, on entendait parler toutes les langues. De même que l'armée pontificale accueillait la vraie fleur de la jeunesse bien élevée et ardemment chrétienne, venue de toutes les parties du monde catholique pour soutenir, les armes à la main, la plus sacrée des causes, les bandes garibaldiennes avaient ramassé les scories corrompues du monde, l'écume de tous les troubles, de toutes les révoltes, de toutes les séditions, s'élevant avec la félonie la plus cruelle contre le royaume le plus ancien de l'univers, gouverné par le Vicaire de Jésus-Christ.

Autour de ce noyau de volontaires prompts à jouer du couteau, venaient parfois se grouper des bandes

et des escouades levées dans toute l'Italie, envoyées à force de menaces par les loges maçonniques, attirées par la soif de l'or et de la honte, ou étourdies par le fracas des assemblées démocratiques et des journaux garibaldiens. Si jamais le proverbe *la ciurma è d'impaccio alla galera*[1] a été vrai, ce fut parmi les camps garibaldiens. La plupart des volontaires mettaient le pillage au-dessus de toute préoccupation politique, et s'ils marchaient au combat, ce n'était qu'avec l'espérance de toucher les primes promises par les chefs du mouvement, ou bien par surprise.

XLI. — PARLEMENT GARIBALDIEN A NEROLA

Celui qui aurait pu entendre les conversations des volontaires formant les bandes de Nérola et des environs, aurait entendu parler à voix haute de saccager Rome.

Pour entretenir leurs soldats dans une aussi douce illusion, les officiers s'évertuaient à inventer des nouvelles, et beaucoup d'entre eux croyaient même les plus étranges, les plus incroyables inventions de leurs propres désirs; tel était à cette époque le vertige des esprits. Nous n'inventons rien, nous ne rapportons pas des probabilités, nous résumons seulement les renseignements qui nous viennent d'hommes des deux partis.

On parlait beaucoup parmi les bandes, et avec

(1) La chiourme est un embarras pour les galères. (Note du trad.)

une douloureuse admiration, de la valeur des zouaves, qu'on avait déjà éprouvée en plusieurs rencontres, et des gendarmes pontificaux, que l'on savait, par expérience, à l'abri de toute tentative de corruption, et toujours courageux au combat, où ils se comportaient aussi bien que la troupe de ligne.

— Par contre, disaient les chefs, vous verrez les légionnaires franco-romains jeter bas leurs armes et refuser de marcher au combat. Tels sont les ordres secrets qu'ils ont reçu de l'empereur. Il n'y a pas l'ombre de possibilité quant à l'intervention française : Ratazzi s'en fait garant. Pour ce qui est des *barbacani* (c'est ainsi qu'ils appelaient par dérision les auxiliaires et les *squadriglieri*, habitants des campagnes que l'on avait armés, et qui leur donnèrent une si bonne leçon à Moricone et à Vallecorsa), ne vous en inquiétez pas; ils passeront dans nos rangs : c'est chose convenue....

— Et le régiment de ligne?

— Le régiment de ligne! il est plus rouge que nous. Sous peu de jours, il se soulèvera à Rome aux cris de : « Vive Garibaldi! »

— Mais jusqu'ici il nous a tiré de furieux coups de fusil....

— Vous verrez enfin que la fusion se fera.

— Peste de la fusion! si elle se fait comme à Bagnorea, où ils maniaient la baïonnette comme des démons.

— Nos forces sont trois fois supérieures à celles de toute l'armée pontificale, et de nouveaux renforts nous arrivent chaque jour. Le bataillon des Abruzzes est déjà en marche. Garibaldi est avec nous; il s'est

enfui de Caprera et se trouve déjà caché à Florence ; dans quelques jours, il prendra le commandement général, et, derrière Garibaldi, s'avance l'armée de Victor-Emmanuel.

Malgré toutes ces sottises, que les imbéciles répandaient et acceptaient comme de l'argent comptant, le découragement ne cessait point, et l'envie de combattre n'était pas brûlante.

Trois jours après l'affaire de Monte-Libretti, quand on savait déjà que la colonne de M. de Charette était partie de Rome, on tint un conseil de guerre au camp de Nerola, ou plutôt une cour plénière, car il se composait de soixante-dix officiers. L'assemblée se réunit le 16 octobre, au soir, dans la salle d'honneur du château. On y voyait les orateurs prussiens, en chemise rouge, les écrivassiers qui envoyaient des correspondances aux journaux de Paris, de Londres et de Bruxelles, et que Menotti encourageait comme des poètes de cour, et enfin quelques autres amis privilégiés des garibaldiens. On croira peut-être que M. Edmond Beales, grand président des Réformistes d'Angleterre, était parmi eux. Non : il n'était pas encore arrivé, mais on l'attendait, lui et surtout les livres sterlings des francs-maçons anglais, qu'il apportait. Nous raconterons plus tard l'accueil que lui fit Fra Pantaleo.

Menotti tardait à paraître. Enfin sortant de table, il se lissa les moustaches et entra dans la salle. Inutile de rapporter ce qu'ils débitèrent dans cette réunion. Ce qu'il y a de très-certain, c'est que dans l'ordre du jour qu'ils arrêtèrent, la peur l'emporta de beaucoup sur le courage.

Les garibaldiens occupaient trois positions très-fortes, Monte-Libretti, Nerola et Montorio-Romano, cette dernière place entièrement inaccessible à l'artillerie; toutes étaient faciles à défendre avec deux simples compagnies de braves soldats, et admirablement situées pour se soutenir mutuellement dans la défense et prendre les assaillants par derrière. Ce qui les rendait plus sûres encore, c'est qu'elles sont toutes voisines de la frontière.

En possession d'une pareille base pour s'appuyer, Menotti pouvait pousser devant lui sa ligne d'opération, n'ayant à rencontrer que deux garnisons à ses extrémités, Palombara et Monte-Rotondo, dont l'effectif total ne s'élevait pas à 250 hommes. Il ne lui restait à redouter que la colonne de Charette, forte de 800 hommes, avec laquelle il pouvait accepter ou refuser la bataille selon son bon plaisir, grâce à la configuration accidentée du terrain. Il savait que l'artillerie de M. de Charette se réduisait à deux pièces (dont l'une retenue à Monte-Rotondo), et que sa cavalerie comptait à peine 25 dragons : de plus, cette artillerie et cette cavalerie pouvaient devenir à peu près inutiles, si Menotti savait choisir un terrain favorable. Ce n'est pas tout, il pouvait encore diviser ses propres forces en deux corps d'opération, ou plus, chacun d'eux toujours supérieur en nombre aux pontificaux.

Eh bien! avec de pareils avantages, Menotti ne sut prendre aucune résolution et se tint uniquement sur la défensive; il avait même une contenance si indécise, qu'on eût dit qu'il cédait et non qu'il se disposait à l'attaque.

Avant tout, il fit évacuer Monte-Libretti, et 1,200 garibaldiens environ en sortirent pendant la nuit du 17. Nous avons vu, en effet, que les pontificaux, en marchant sur Nerola, purent occuper cette position sans coup férir. Menotti lui-même quitta Nerola avec le gros des bandes et se retira sur les hauteurs qui dominent Montorio-Romano, où il avait pour refuge les épaisses forêts des Monts Gennaro et la frontière italienne.

Toutefois, il ne renonça pas entièrement au projet de résister à l'attaque des pontificaux. Il remit la garde du bourg et de sa *Rocca* au major Valentini, en lui donnant une garnison de plus de 130 hommes. Il fit garnir de fortes barres la porte principale de l'enceinte murée, à l'endroit où aboutit la grande route, et laissa des vivres et des munitions pour plusieurs jours. Enfin, il ordonna de tenir bon au moins pendant une heure et demie, afin de lui laisser le temps de tomber sur les assaillants avec 3,000 hommes, en descendant de Montorio, pour les prendre sur leurs flancs et sur leurs derrières.

Quoique assez faible, ce plan de résistance eût suffi pour donner beaucoup de mal aux pontificaux, s'il eût été exécuté fidèlement et avec vigueur. Les officiers de notre armée le louent dans leurs dépêches. Au reste, pour le concevoir, il n'est pas nécessaire d'être tacticien profond; il suffit de connaître la configuration des lieux. Nous allons la décrire à nos lecteurs. Elle fera mieux comprendre la prise de Nerola, que nous raconterons bientôt.

XLII. — NEROLA, 18 OCTOBRE.

Le bourg de Nerola, désormais immortel dans l'histoire de la Croisade de Saint-Pierre, s'élève sur le sommet d'une petite montagne, qui forme un angle saillant du territoire pontifical dans la province de Rieti. Des vallons et des collines l'entourent de tous côtés, les uns boisés et cultivés, les autres dépouillés depuis des siècles de toute espèce de verdure. Au nord la route de Corese à Rieti passe aux pieds de Nerola et rase de si près la racine du mont, qu'une main adroite pourrait, du bourg, lancer une pierre sur le territoire italien, ou, pour mieux dire, sur le territoire usurpé au Saint-Siége. Mais, de ce côté, la raideur de la pente protége la place contre tout assaut d'infanterie. Au midi, au contraire, Nerola se présente dans toute son étendue, la plus forte partie du bourg au couchant, et la rocca à l'Orient; sous le fort, s'étend un mur avancé, excellent moyen de défense. De ce côté monte le chemin carrossable, flanqué de maisons jusqu'à un certain point et passant entre le bourg et le fort. En face se dresse une chaine de montagnes, entièrement couvertes de taillis, lesquelles, sur plusieurs points, égalent et dépassent même la hauteur de Nerola; la vallée qui sépare les deux cimes est si resserrée, que de l'une à l'autre on peut non-seulement échanger des coups de canon, mais aussi des coups de fusil.

Celui qui, venant du Monte-Libretti, s'avancerait dans la vallée, en arrivant sous Nerola, se trouverait avoir à sa gauche cette localité, à sa droite les hautes forêts de Moricone, et devant lui, à une courte distance, le bourg élevé de Montorio-Romano.

Aussi, le projet d'attaque de M. de Charette paraissait-il très-risqué, et, comme il en convenait lui-même dans une dépêche au ministre, *téméraire*[1]. En effet, il fallait s'engager dans les bas-fonds en ayant l'ennemi de trois côtés, et, sur la plupart des points, cet ennemi avantageusement placé; puis, attaquer, dans des conditions si défavorables, une vaste localité murée, fortifiée, munie d'une sorte de citadelle, et occupée par des défenseurs deux fois plus nombreux, croyait-on, que les assaillants.

Néanmoins, le commandement de la zône militaire, après avoir étudié avec circonspection les positions de l'ennemi, se mit en marche dans la matinée du 18 octobre, en ne laissant à Monte-Libretti qu'une demi-compagnie de carabiniers étrangers, sous les ordres du lieutenant Dupâquier : elle était chargée de maintenir libres les communications avec Monte-Maggiore et Monte-Rotondo. La colonne fut divisée en deux corps. L'un d'eux prit la grande route qui serpente dans les vallées : il se composait de trois compagnies de zouaves, avec une pièce d'artillerie commandée par le lieutenant de Quatrebarbes, et de deux piquets l'un du génie, l'autre de dragons; le tout, sous les ordres du major de Troussures. Le second, commandé par le

(1) Documents manuscrits des archives, 18 octobre.

major Cirlot, quitta la route pour s'engager dans les montagnes à droite, parallèlement au premier : il comprenait quatre compagnies de la Légion Romaine, et une compagnie et demie de carabiniers étrangers, sous les ordres de leurs capitaines Epp et Mayer. Le soin de pousser des avant-gardes et de faire des reconnaissances fut confié aux carabiniers. M. de Charette opérait avec le second corps, accompagné d'un détachement de gendarmerie.

Après quatre heures d'une marche fatigante, on aperçut, du haut des montagnes, le drapeau garibaldien flottant sur la tour de Nerola, et des hommes en chemise rouge qui s'agitaient autour de ce drapeau. Bientôt on découvrit les sentinelles, puis un petit avant-poste plutôt placé en vedette que comme moyen de défense. Jamais garnison assiégée ne salua aussi joyeusement l'arrivée d'un secours ami, que la colonne pontificale la présence des garibaldiens. Ce que les pontificaux craignaient par-dessus tout, c'était de trouver Nerola évacué, comme cela arrivait ordinairement, par les chemises rouges. Maintenant, au contraire, ils avaient la certitude que les garibaldiens étaient là, en face d'eux, enfermés et sans pouvoir prendre la fuite. Pendant qu'ils se réjouissaient de cette bonne fortune et faisaient halte, on vit apparaître au fond de la vallée la colonne de Troussures, suivie de la pièce de canon et précédée de dragons battant la route et courant de tous les côtés pour explorer les haies, les bois et les fermes. Toutes les forces étaient désormais réunies sur le terrain de l'attaque. Les zouaves formaient l'aile gauche et devaient attaquer

le bourg au couchant; les légionnaires, descendant de la montagne, formaient le centre et devaient attaquer de front; au levant, les carabiniers, postés en avant, sur les hauteurs, formaient l'aile droite.

La mission spéciale des carabiniers était de flanquer la légion et de la défendre de toute surprise du côté de Moricone ou de Montorio. S'étant donc avancés pour reconnaître les positions de l'ennemi, ils ne tardèrent pas à voir devant eux un groupe de garibaldiens qui s'étaient arrêtés en face du bourg, à l'endroit même où s'élève la croix d'un ancien cimetière. Ils pouvaient être une dizaine. De sa position, la vedette garibaldienne découvrait au loin les sinuosités des routes à travers les vallées jusqu'au Tibre, dont une traînée de brouillard d'automne dessinait le cours jusqu'au fond de l'horizon. Ils avaient aperçu les zouaves en bas et les légionnaires sur la hauteur : seulement, trompés par la ressemblance des deux uniformes, ils avaient pris les légionnaires pour des soldats de la ligne. Alors, toujours trompés par les promesses calomnieuses de leurs chefs, ils poussèrent des cris de joie, comptant que beaucoup de ces hommes passeraient sous le drapeau de Garibaldi : « Vive la ligne! Vivent nos frères! Vive l'Italie! Vive Garibaldi! » s'écrièrent-ils; puis ils coururent s'enfermer derrière les portes du bourg.

Des hommes, des femmes et des enfants s'étaient déjà retirés pêle-mêle, de toutes les maisons bâties en dehors de l'enceinte, en remplissant l'air, eux aussi, de leurs clameurs, dans les hautes maisons du bourg et dans l'église paroissiale. Nerola était plongée dans un effroi indescriptible. Nous l'avons

déjà dit, le commandement de la garnison garibaldienne avait été donné à un certain Mathieu Valentini. Ce n'est ni un savetier, ni un comte, comme on l'a écrit tour à tour : c'est le fils d'un ancien contrebandier des Abruzzes, qui devint plus tard un riche boulanger d'Aquila. Dans sa jeunesse, il étudia pour être prêtre, non-seulement dans sa patrie, mais même à Rome, où, — il s'en glorifie encore, — il suivit les cours de l'illustre père Perrone. De retour à la maison paternelle, il oublia les leçons de théologie et de droit chrétien qu'on lui avait données, jeta la soutane aux orties, mangea tout son avoir et se fit garibaldien par désespoir. C'est aujourd'hui un homme d'environ cinquante ans, robuste, chauve, à la barbe noire, très-soigné dans sa toilette, d'une faconde intarissable, toujours à l'œuvre en fait de politique et de bravades, et, malgré cela, n'étant pas dépourvu d'une certaine force d'âme, de générosité et d'honnêteté. Il était décidé à se défendre et à ne céder qu'à la dernière extrémité.

En voyant sur la hauteur, en face, les légionnaires à portée de fusil, Valentini poussa le cri de « Vive Garibaldi ! » que répéta sa bande. Un long cri de « Vive Pie IX ! Vive la France ! » accompagné d'une décharge de coups de fusils, y répondit aussitôt. A l'instant même les deux compagnies Carlhian et Vazeille, se déployant rapidement en tirailleurs, descendirent dans la vallée, puis escaladèrent la montée du bourg sans cesser de faire feu. Les autres compagnies, avec les gendarmes, ne tardèrent pas à prendre part au combat. Le major Cirlot forma une petite colonne d'attaque, pour prendre la grande rue

qui aboutit à la porte. Le terrain était découvert, et l'ennemi le battait d'enfilade d'une manière terrible. Alors le capitaine Costes, montrant du bout de l'épée le but qu'il fallait atteindre, s'écria : « La 5e compagnie en avant! » et il s'élança sous une grêle de balles. Ses braves le suivirent ; de la forteresse, la fusillade redoubla ; les légionnaires tombèrent à droite et à gauche de leur capitaine ; le jeune lieutenant Escheman fut frappé à ses côtés. Mais Costes, avec le sergent-major Cammaërts, le sergent Nicolaï, les caporaux Spruit et de Vignacourt et une autre poignée de braves, parvint à établir, sous la porte même, un poste meurtrier contre l'ennemi. Quelqu'un a dit : « J'avais appris du capitaine Costes comment on va à la messe ; maintenant, il nous apprend comment on va au feu! » Le lieutenant Audren de Kerdrel commandait la 6e compagnie de la légion, et suivait un chemin parallèle au capitaine Costes, et également exposé au feu de l'ennemi. Une balle le frappa au flanc, mais elle fut amortie par la poignée de son revolver. La mort, hélas! l'épargnait alors sur le champ de bataille, pour l'atteindre bientôt sur un lit de douleur. En attendant, sur l'aile droite, les carabiniers, ayant exploré les bois et s'étant assurés qu'aucune attaque n'était à redouter de ce côté, descendirent, eux aussi, pour attaquer le point qui leur avait été désigné. On avançait de maison en maison, de haie en haie, pour déloger l'ennemi. Mais les chemises rouges avaient déjà abandonné leurs positions au dehors de l'enceinte murée, et attendaient sur la muraille ou derrière des retranchements l'occasion d'accabler

les assaillants d'une grêle de balles incessante et bien nourrie. Dès lors, tout ce que pouvaient faire ceux-ci, c'était de restreindre peu à peu le cercle de la fusillade et de serrer de plus près les murailles dans l'espoir d'attaquer bientôt la porte de la première enceinte.

Pendant que les légionnaires étaient chargés de la mission plus dangereuse d'attaquer du côté de la *rocca*, les zouaves agissaient avec une égale ardeur, mais avec plus de succès contre le bourg. Se trouvant, par suite de leur position, à l'abri du tir de la *rocca*, ils n'avaient à craindre que la fusillade des maisons, qu'ils se promettaient de rendre bientôt muette. A cet effet, leurs premiers rangs s'étant déployés en tirailleurs, attaquèrent la partie habitée : le capitaine Thomalé, qui commandait la première section, reçu l'ordre de M. de Troussures d'en forcer directement l'entrée, qui était si étroite, si raide et si difficile qu'une poignée d'hommes, s'il y avait eu des hommes en cet endroit, aurait pu tenir en respect un bataillon. Mais les chemises rouges, qui occupaient la position dominant l'entrée, tournèrent le dos et s'enfuirent dans la *rocca*, dès qu'elles virent briller les baïonnettes des assaillants. En un clin d'œil, toute la section grimpa sur la hauteur et y établit une bonne garde, avant de s'aventurer à travers les ruelles tortueuses du bourg, que le moindre instinct militaire devait faire supposer bien barricadées.

Ne découvrant autour de lui aucun signe de résistance, le capitaine fit explorer les maisons, puis il se montra aux zouaves, à une fenêtre qui donnait

sur la campagne, et fit cesser leur feu en criant : « Le bourg est à nous! » Le capitaine de Nerveaux, maintenant major, y monta alors avec sa compagnie et tenta de tourner la *rocca*. Mais le rocher escarpé dont elle est entourée l'en empêcha. Il envoya ses hommes dans les habitations, en leur recommandant d'occuper chacun une fenêtre, une lucarne, une loge, une saillie quelconque, et en quelques instants une grêle de balles commença à foudroyer les assiégés de tous les points élevés du bourg.

Pendant ce temps-là, la section placée sous les ordres du capitaine Thomalé s'était avancée jusque sous la porte même du château, dans l'intention de l'enfoncer. Mais les garibaldiens la défendaient avec trop d'avantages, du haut de la terrasse qui la domine. Il fallut donc s'emparer des maisons voisines et balayer à coups de fusil cette terrasse, d'où partait un feu très-vif. M. Thomalé dirigeait cette attaque de derrière un angle saillant, avec une telle insouciance du danger que, plus d'une fois, le caporal Plati, aujourd'hui sergent, dût le faire rentrer à couvert en lui criant : « Capitaine, on vous vise ! » Et en effet, en ce moment même, on entendit le plomb siffler et frapper l'angle du rocher. Ces coups bien dirigés étaient tirés par le commandant Valentini; c'était à peu près le seul garibaldien qui déployât, à découvert, quelque courage militaire : il avait pris pour cible, tout autour du château, les officiers pontificaux.

Sa position eût été excellente, s'il avait été secondé par des soldats aussi braves que lui, et il eût pu tenir contre trois fois plus d'assaillants. Mais il est rare

de trouver de la bravoure chez des hommes dont la conscience est coupable, surtout chez les Italiens. En effet ces traîtres à Dieu et au Vicaire de Jésus-Christ se défendirent chaudement derrière leurs murs, et causèrent quelques dommages aux pontificaux; mais lorsqu'un premier coup de canon se mêla à la fusillade, ils comprirent qu'il faudrait bientôt se battre sur la porte et sur les brèches, faiblirent, et leur feu se ralentit. L'un d'eux courut à la recherche d'un chiffon blanc pour l'arborer en signe de capitulation. Cet acte de lâcheté, que personne ne lui avait commandé, lui valut de Valentini un coup de sabre sur la main. Nous tenons le fait d'un officier pontifical qui fit panser la blessure.

Mais le canon causa une terreur plus grande encore au-delà de Nerola que dans la place elle-même. Menotti passait ses bataillons en revue, sur les hauteurs de Montorio, presque en vue des pontificaux, et était sur le point de les envoyer au combat, lorsque soudain le bruit du canon vint frapper leurs oreilles. Les malheureux crurent entendre un avertissement de la colère céleste, et pensèrent que la foudre du Seigneur était suspendue sur leur têtes. Aussitôt, un épouvantable désordre éclata parmi eux. Ils se révoltaient, s'ameutaient, ne gardaient plus aucun frein; les compagnies s'éparpillaient de tous côtés. Les hurlements, les menaces, les blasphèmes des officiers étaient impuissants à les retenir. Un témoin oculaire évalue à 500 le nombre des garibaldiens qui, dans cette débandade, désertèrent leur drapeau. Le terrain était couvert d'armes et de fourniments jetés çà et là. M. Guerzoni étend un voile

compatissant sur ces misères de famille, et se borne à dire que Menotti « se dirigea vers Percile... où il arriva avec sa colonne à demi-débandée, » et ce désordre, il en accuse une *marche très-désastreuse*[1].

Le fait est que, au moment le plus chaud de l'attaque de Nerola, Menotti, effrayé et hors de lui, n'eut pas la hardiesse de tenter de secourir la place; le canon était aussi efficace contre lui que contre le château. Et pourtant il n'y avait là qu'une seule pièce de campagne. On la pointa d'abord à 700 mètres du château, et, aux premiers coups, on vit s'écrouler le sommet de la tour, sur lequel flottait le drapeau garibaldien, à la grande joie de l'infanterie pontificale, qui, au milieu du feu, poussa des cris d'applaudissement. Mais M. de Quatrebarbes, qui ne se souciait guère de ces coups de théâtre, fit avancer la pièce et ses hommes jusqu'à cent-cinquante mètres du château, et là, protégé par une hauteur d'où l'on découvrait parfaitement les points à viser, il établit sa batterie. Il se tenait constamment à cheval, exposé aux balles qui sifflaient à travers les oliviers environnants, et quelquefois même il courait à cheval prendre les ordres du commandant. En attendant, le maréchal-des-logis Oreste Greggi accélérait le travail des soldats, apprêtait lui-même les grenades; tous s'enflammaient à leur besogne, se prêtant amicalement la main, se suppléant les uns les autres avec une ardeur croissante, redoublant leurs coups, sans se préoccuper du danger. Le pointeur Giommi mérita, en cette occasion,

(1) Guerzoni, *Nuova Antologia*, mars 1868, p. 562.

des louanges spéciales, pour la fermeté imperturbable avec laquelle il lançait les grenades sur toutes les ouvertures du château, au moyen des coups si bien dirigés, qu'on trouva par la suite les salles encombrées de projectiles. A l'entrée de ces hôtes meurtriers, au rugissement, au fracas, à la destruction qu'on entendait et qu'on voyait sur les parois criblées, les garibaldiens perdaient courage, et comme plusieurs d'entre eux étaient déjà blessés, les autres désiraient plutôt se rendre que de prolonger la résistance.

Au contraire, les légionnaires et les zouaves, désormais sur le point de donner l'assaut aux portes, chaque corps de son côté, toutes les fois qu'un projectile pénétrait par les ouvertures de la *rocca*, s'écriaient : « Vivat ! bien ! bravo ! » Ils s'exaltaient réciproquement à marcher en avant, sans se décourager à la vue de leurs camarades, tombés sous les coups de l'ennemi. Les officiers donnaient l'exemple du mépris du danger, ils étaient les premiers à marcher à découvert. On semblait se défier à qui mépriserait davantage cette vie mortelle. Le major de Troussures, s'élançant du groupe de ses zouaves, partit au petit trot, enveloppé par un nuage de plomb, et, descendant de cheval, alla relever un légionnaire blessé, aux applaudissements de ses compagnons d'armes. Le lieutenant Escheman, l'un des premiers qui tomba à la tête de la légion, avait une épaule fracassée, et, ne sentant pas tout d'abord la douleur de cette fracture, il voulait quitter l'infirmerie et retourner à la bataille. Le caporal Herman, renversé par une balle, ne voulut pas être transporté

loin du feu, mais il continua à encourager ses soldats. Le lieutenant Belli s'exposait avec tant de témérité au milieu de la fusillade, que non-seulement ses dragons, mais son colonel lui-même furent forcés de le retenir. Malheureusement, personne ne se trouvait là pour retenir le colonel.

Au reste, ce ne furent pas seulement les militaires qui méprisèrent la grêle meurtrière de balles, à laquelle ils ne pouvaient riposter qu'à grande peine, mais tous les soldats faisant partie de la colonne affrontaient généreusement le danger. Le R. P. Vincent Ligiez présentait aux yeux de la religion un bien beau spectacle : on voyait sa blanche soutane de dominicain se porter au milieu des soldats et sous le sifflement des balles, partout où le gémissement d'un blessé l'appelait; on vit aussi monseigneur Bastide, en soutane sacerdotale, chercher la place où la tempête de fer rugissait plus furieusement, pour y prodiguer immédiatement, avec plus d'opportunité, les consolations divines aux blessés. Les autres aumôniers en faisaient autant. Bien plus, une dame, qui remplissait, à l'ambulance, l'office de sœur de Charité, vit se briser dans sa main, par une balle, la cruche dans laquelle elle avait été chercher, jusque sous le feu de l'ennemi, de l'eau pour étancher la soif ardente des blessés[1].

Déjà, une heure et demie s'était écoulée depuis que les pontificaux attaquaient le bourg et le château.

(1) Tout le monde connaît à Rome cette dame anglaise, Catherine-Marie Stone Biddulph de Burton. Au reste, les traits de charité de l'infirmerie de Nerola méritent bien quelques pages dans ce récit, et nous n'en priverons pas nos lecteurs.

Leurs pertes étaient considérables, car ils avaient trois officiers hors de combat, dont deux blessés grièvement : M. Escheman, dont nous avons déjà parlé, et le capitaine de gendarmerie Celli, plus sept ou huit hommes blessés ou mourants, presque tous légionnaires. Mais aussi, ils avaient cerné le château de tout côté, occupé le haut du village et toutes les habitations qui se trouvaient sous les murailles. Les zouaves, restés au dehors des lieux habités, s'étaient joints au reste de la colonne, et la section de M. de Résimont s'était avancée jusque sous les murs pour s'unir à la compagnie des légionnaires lancés en avant par le vaillant capitaine de Chalus. Alors, le commandant de Charette jugea que le moment était arrivé de forcer l'entrée des ouvrages extérieurs. Il ordonne au major Cirlot de former la colonne en tête de bataille, et il éperonne sa monture pour aller reconnaître en personne les points les plus favorables à une attaque.

La fusillade ennemie semblait se ralentir un peu, mais à la vue du commandant pontifical, si fièrement découvert sur son cheval blanc, le feu brilla par toutes les ouvertures du château et à travers les créneaux du donjon. On vit alors M. de Charette et son cheval rouler ensemble sur le sol. Un cri d'épouvante s'éleva et retentit jusqu'à l'infirmerie où l'on ordonna : « Un lit pour le colonel! »

Tous les regards se fixaient, avec une inexprimable anxiété, sur ce groupe mouvant. Ceux qui étaient plus près couraient en foule pour porter secours, mais grâce à Dieu, le cheval seul avait été frappé au front : M. de Charette, intact et souriant,

se débarrassant des harnais, répondait à la foule : « Ce n'est rien, ce n'est rien, mes enfants : la pauvre bête fournira des beefteack pour ce soir. » Et il continua à pied sa reconnaissance.

Pendant que la légion brûlait d'envie d'attaquer la porte et les barricades, au pied du mur, la porte du château qui donnait dans le bourg était sur le point de s'ouvrir à la reddition. Les zouaves qui l'entouraient et la foudroyaient, d'en bas et des maisons, virent paraître sur la terrasse qui la surmonte un drap blanc accroché à une perche. Mais ce signal ayant été précipitamment retiré, on n'en tint aucun compte. Il reparut pour la deuxième fois, mais la main du porte-drapeau était si tremblante, que perche et drap lui échappèrent et allèrent tomber au bas de la muraille, à la grande hilarité des zouaves. Alors le capitaine Thomalé, qui n'avait pas grand égard à ce drapeau, s'écria en italien d'une voix de tonnerre : « Rendez-vous et ouvrez la porte ! »

En même temps, il fit cesser le feu de ses hommes, mais il ne put arrêter la fusillade des légionnaires et des carabiniers qui, de l'autre côté, était furieuse à cause de la chute du colonel, et moins encore l'artillerie, qui, ne voyant rien paraître sur le donjon, redoublait d'énergie. Le commandant Valentini se montra alors sur la terrasse, et, par ses gestes de dépit et de menace, il semblait vouloir dire : « A quoi sert le drapeau blanc, si le feu ne cesse pas? »

M. Thomalé cria de nouveau : « Rendez-vous, et ouvrez la porte! » Deux minutes après, on entendit

le grincement des serrures et l'on vit la grande porte s'entrebâiller. Valentini se montra alors et dit à l'officier pontifical de retenir sa troupe. M. Thomalé arrêta ses hommes d'un signe, et entra en vrai chevalier, avec son lieutenant, M. de Curzon, tous deux le sabre au poing. Le Commandant garibaldien voulait longuement parlementer, et criait : « Capituler, sortir avec nos armes, avec les honneurs militaires, car nous nous sommes battus vaillamment et la place pouvait encore tenir longtemps. » Suivaient de nombreuses propositions et des explications sans fin. Mais l'officier pontifical lui coupa la parole, en disant sèchement : « Vous n'êtes pas les soldats d'une puissance belligérante ; on ne capitule pas avec vous ; rendez-vous à discrétion. »

Il demanda ensuite à monter au sommet du château pour faire cesser la fusillade et le canon ; et lorsque Valentini lui eut montré l'escalier, il se tourna vers les zouaves Caullier, Hue, Alunno et quelques autres, qui, entourant la porte, voulaient traiter la capitulation à coups de baïonnette, et leur confia la garde de la porte, avec l'ordre exprès de ne laisser entrer que les officiers.

M. de Curzon resta en bas avec un officier garibaldien qui se confondait en salutations respectueuses. M. Thomalé prit des mains d'Alunno un petit drapeau, que celui-ci venait d'improviser avec un mouchoir blanc et jaune, et traversa tout le château, suivi de Valentini. Il lui fallut passer par la grande salle, où s'était réunie la garnison en armes, et les honneurs militaires lui furent rendus. M. Thomalé ne put retenir un sourire, à la vue de quelques-uns

de ces braves qui, tremblants et ahuris, portaient la main gauche à leur chapeau. A la vue du capitaine pontifical qui se présentait au sommet de la tour, le drapeau papal à la main, le feu cessa à l'instant, et fut remplacé par le cri prolongé de « Vive Pie IX! » On ouvrit toutes les portes, et les légionnaires et les carabiniers entrèrent dans la place, chacun de leur côté.

Le commandant de Charette et les autres officiers arrivés avec lui prirent possession du château. Valentini tenta encore de négocier avec M. de Charette, mais M. Thomalé coupa court à cette tentative, en disant à M. de Charette : « Colonel, faites ce qu'il vous plaira, c'est votre affaire; quant à moi, je n'ai accordé d'autre condition que celle de se rendre à discrétion. »

M. de Charette ordonna donc de désarmer la garnison et de la tenir prisonnière, ce qui fut immédiatement exécuté, mais avec une grande courtoisie, par le lieutenant Poccioni et ses gendarmes. La satisfaction des garibaldiens se manifesta au dehors, lorsqu'ils se virent si doucement traités. La plupart d'entre eux, originaires des provinces napolitaines, se souvenaient des massacres des Pinelli, des Fumel, des Cialdini et autres impitoyables bourreaux en uniforme de soldats, nés pour l'ignominie du nom italien.

Valentini, plus que tout autre, se tenait déjà pour jugé, et il s'attendait à être pendu sans délai aux créneaux de la forteresse. Dès qu'il comprit qu'il avait la vie sauve, il ne trouva pas d'expressions suffisantes pour exalter la façon chevaleresque de

procéder des pontificaux. Par contre, il maudissait et vouait à la honte la trahison et la lâcheté de Menotti, qui, disait-il, ayant trois mille hommes armés à sa disposition, à une portée de fusil à peu près, l'avait laissé écraser. Il était furieux contre le roi Victor-Emmanuel, qui ne se décidait pas à secourir énergiquement les garibaldiens, après les avoir déchaînés avec tant de belles promesses, sur le territoire pontifical. En même temps, Valentini ne craignait point de se déclarer républicain, prêt à renverser tout gouvernement, excepté celui de la démocratie universelle, avec Pie IX président de la république romaine et directeur suprême de toutes les autres. Pendant qu'il débitait toutes ces sottises, il aperçut quelques groupes de légionnaires romains. Il demanda si ces militaires n'appartenaient pas au régiment de ligne pontifical, et, ayant appris qu'ils étaient de la légion franco-romaine :

— Et pourtant, s'écria-t-il, nos chefs nous avaient juré que vous passeriez tous dans nos rangs !

— C'est vous, lui répondit-on avec dédain, c'est vous qui passerez dans les nôtres, lorsque nous vous conduirons au château Saint-Ange !

Au reste, on traita Valentini avec beaucoup de douceur, et des égards auxquels un chef de bandits n'avait aucun droit. On voulut aussi le payer avec usure de la louable humanité dont il avait usé envers plusieurs Pontificaux, prisonniers à Nerola. Les autres garibaldiens se prirent à espérer davantage encore lorsqu'ils virent circuler parmi eux les aumôniers pontificaux. Ils se pressèrent autour de ces ecclésiastiques, leur demandant des nouvelles et leur

baisant respectueusement la main, selon l'usage italien, protestant qu'ils avaient été trahis et violentés par de perfides enrôleurs, et entr'ouvrant leur chemise rouge pour montrer les médailles et les scapulaires qu'ils portaient sur la poitrine. Un jeune homme qu'à son air et à ses habits on reconnaissait pour un enfant bien-né, pendant qu'on pansait délicatement ses blessures, leva vers le ciel ses yeux remplis de larmes, et s'écria à plusieurs reprises : « Que j'étais insensé! »

Le colonel chargea M. Belli, son officier d'ordonnance, de pourvoir aux besoins des garibaldiens, et ce dernier fit si bien prodiguer la nourriture aux bien portants et les soins aux blessés, qu'on entendit des prisonniers s'écrier : « On dirait un garibaldien! nos officiers n'en faisaient pas autant! »

Il y eut, parmi les pontificaux, des gens qui trouvèrent excessive l'indulgence dont on usa envers Valentini et les siens. Quant à nous, s'il nous est permis d'exprimer notre pensée à cet égard, il nous semble que moins les vaincus le méritent, plus il est beau et digne d'un vainqueur magnanime de les traiter avec courtoisie. Il est certain que les ordres et les intentions du commandant ne furent point dépassés d'une ligne. Cela n'empêchera pas, néanmoins, les journaux et les historiens garibaldiens de continuer à déclamer contre les atrocités commises par les soldats du Pape, et à présenter M. de Charette et les autres officiers pontificaux comme autant de chefs de cannibales, se plaisant à déchirer à belles dents les chairs palpitantes des pauvres garibaldiens. Il est vrai, que l'avenir ne demandera pas la

vérité historique à de tels mythologistes, mais à ceux qui ont écrit en ayant sous les yeux les actes authentiques.

La réoccupation de Nerola coûta aux pontificaux moins de pertes qu'on n'aurait dû s'y attendre, vu la position de la forteresse et surtout le mal que l'ennemi aurait pu leur causer en se servant avec vaillance de ses avantages. Les trois compagnies de zouaves sortirent intactes du combat, quoique la mission qui leur fut assignée semblât leur promettre une rude affaire; mais la fuite de l'ennemi leur ravit cette gloire. Des autres corps, la légion franco-romaine qui soutint le plus fort de l'attaque, eut le plus à souffrir. Il y eut en tout deux morts et douze blessés[1].

Mais, pour les garibaldiens, cette affaire fut un véritable désastre. Toute la garnison, au nombre de 134 hommes, dont onze blessés, fut conduite prisonnière au château Saint-Ange. Un de ces blessés, déchiré par la mitraille, mourut peu après la reddition, en donnant des preuves de repentir et assisté par un aumônier des pontificaux. Cependant les pertes d'hommes n'étaient rien en comparaison de la terreur qui se répandit parmi les hordes garibaldiennes. Un de leur corps, qui s'avançait du territoire italien drapeau déployé pour venir au secours de Nerola, fit volte-face aussitôt qu'il aperçut les couleurs pontificales flottant sur le donjon de la forteresse et prit position à côté des troupes royales, qu'on voyait à

(1) *Rapport général*, dans les documents manuscrits des Archives, 28 octobre.

l'œil nu des murs du château, puis disparut sans bruit la nuit suivante.

Au reste, toute tentative ayant pour but de molester les vainqueurs n'aurait eu aucun résultat, car aussitôt après avoir relevé les insignes papales sur le château, M. de Charette se mit en état de défense. A l'apparition du secours envoyé aux garibaldiens, le canon rayé fut braquée de façon à balayer la vallée, tous les corps crièrent aux armes, se mirent en ordre de bataille, prirent leurs positions militaires, et le château fut occupé par les carabiniers. Menotti, qui n'avait pas eu le courage d'attaquer les pontificaux pendant l'assaut, ne pensa qu'à battre en retraite dès qu'il connut la prise de la place. Il se jeta dans les bois du mont Gennaro, et, gravissant ses rochers alpestres, il arriva à Percile, dans la vallée du Haut-Aniene, le soir du 20 octobre, profondément découragé, et sa bande offrant l'aspect d'un corps d'armée en déroute.

Ce mouvement ne le rendit pas seulement ridicule aux yeux des officiers pontificaux, il eut encore à essuyer le blâme de ses amis et de ses flatteurs. En effet, il occupait à Montorio-Romano une base d'opérations avantageuse pour faire une guerre de partisans : position inaccessible à l'artillerie, d'une défense très-facile contre l'infanterie, retraite toujours ouverte. Mais le Condottiere agissait sous l'impression du souvenir de Monte-Libretti et de l'issue du récent combat de Nerola. Il ne comprit pas même ses intérêts à Percile. Il pouvait attaquer Arsoli et Subiaco, ce qui aurait éloigné les défenseurs de Rome; il pouvait tomber sur Tivoli, gardée par

une seule compagnie de zouaves, ce qui l'aurait rapproché du point principal de son entreprise; il pouvait au moins épier les manœuvres de la colonne de Charette, et il l'eût vue rétrograder et lui laisser laisser la liberté de ses mouvements. Menotti ne vit rien de tout cela, et, de Percile, il commanda une contre-marche longue et forcé jusqu'à Scandriglia, où, à l'ombre du drapeau de Victor-Emmanuel, il s'arrêta pour écrire de glorieux bulletins, réunir des hommes, faire des ordonnances, jusqu'au jour où des avis de Florence et la présence de son père vinrent le tirer de son inaction et le pousser de nouveau vers Monte-Rotondo. Ces hésitations, ces répugnances pour le combat, cette fuite continuelle devant sa propre crainte parurent inexplicables à l'historien garibaldien[1]. Quant à nous, nous pensons avoir suffisamment expliqué tout cela.

Le commandant pontifical ne jugea pas à propos de lancer ses troupes à travers les bois, et loin de Rome, à la poursuite des garibaldiens, et le ministre Kanzler ne pouvait le vouloir, car il recevait alors de toutes parts l'avis de l'entrée imminente de l'armée royale sur les traces des garibaldiens, et il voyait les dangers que couraient les provinces. Pendant que la fortune souriait, à Nerola, aux armes pontificales, le peuple romain et plus encore le général ministre éprouvaient la plus cruelle anxiété. Depuis l'entrée en campagne de la colonne de M. de Charette, le ministre des armes avait compté, au milieu de transes infinies, pour ainsi dire, chaque pas de ses

(1) Guerzoni, l. c.

soldats. Ecrivant, le 18 au matin, au commandant de la province de Viterbe, il disait : « Les nôtres doivent se rencontrer aujourd'hui avec 2,000 garibaldiens de Menotti, si, forts de leur nombre et de positions, ils ne sont pas trop lâches pour accepter la bataille[1]. » Dans la journée même, il recevait la nouvelle que la colonne avait probablement rencontré l'ennemi, qu'elle se battait sous Nerola, et que les bandes se retiraient dans les montagnes de Subiaco ; le soir, un télégramme d'un officier d'administration de Monte-Rotondo lui arriva. Il portait : « Nerola enveloppée, battue, prise. »

Le but de l'expédition était atteint : le ministre télégraphia, avant minuit, au commandant de Charette : « Revenez tout de suite, à marches forcées, avec votre colonne[2]. » Alors, M. de Charette se rendit en une seule étape à Monte-Rotondo. Il y laissa pour garnison deux compagnies de la légion romaine et une de carabiniers étrangers, avec la cavalerie et l'artillerie. Nous les y retrouverons dans la mémorable défense de ce château, les 25 et 26 octobre. Les autres compagnies d'opération rentrèrent à Rome et conduisirent, à la grande joie et à la reconnaissance bruyante de tous les citoyens, leurs prisonniers au château Saint-Ange. Le commandant de l'expédition rentra précipitamment à Tivoli, centre de sa zône, pour faire front aux bandes qui, s'étant montrées à Percile et à Licenza,

(1) Télégramme du ministre Kanzler au colonel Azzanesi, dans les documents ministériels des Archives, 18 octobre.

(2) Divers télégrammes, *ibidem*.

menaçaient ouvertement cette place. Mais leurs menaces furent sans effet, car Menotti, n'espérant pas un meilleur sort, sortit pour la deuxième fois du territoire pontifical.

Tel fut le résultat de l'audacieuse entreprise de Nerola, ordonnée et exécutée pendant que Rome était plus dégarnie de troupes qu'en temps de paix, au moment où l'on se battait vivement dans les provinces de Viterbe et de Frosinone, et où l'on voyait, à Corese, à Orbetello et dans les environs de Terracine, se masser les bataillons de Victor-Emmanuel, et son escadre cuirassée courir des bordées en face de Civita-Vecchia.

XLIII. — L'INFIRMERIE DU CAMP A NEROLA. ALFRED COLLINGRIDGE.

La nuit que les pontificaux passèrent à Nerola ne sera, de longtemps, oubliée d'aucun de ceux qui se trouvaient sur les lieux. On célébra la victoire, mais sans démonstrations bruyantes, car un trop grand nombre d'ennemis avaient échappé à la défaite, et tout le monde en était affligé. Toutefois, l'allégresse militaire brillait dans toute sa vivacité au milieu des pénibles fatigues du campement. Ce fut alors que le cheval du colonel fut mangé avec solennité, et bien qu'on ait prétendu que les Hollandais seuls avaient fait honneur au banquet, nous savons que des officiers italiens en prirent aussi leur bonne part,

quoique ce ne fût là qu'un luxe superflu, puisque les vivres ne manquaient pas.

Le repos seul fut accordé avec parcimonie aux volontaires de Saint Pierre, et il ne pouvait en être autrement, en présence du nombre écrasant de troupes fraiches, que l'ennemi avait campées dans le voisinage. On dressa donc les tentes en rase campagne; les gardes furent doublées; on plaça, aux approches du bourg et du campement, des sentinelles perdues et des rondes; les divers corps se tinrent prêts à prendre les armes, au moindre indice de surprise. Ces braves croisés semblaient être insensibles aux fatigues, ou au moins puiser dans la force invincible de leurs âmes une constance indomptable et inépuisable pour les supporter.

Dans une petite chapelle de Saint-Antoine, que les garibaldiens avaient dévastée quelques jours auparavant, M. de Charette avait fait placer une grand'-garde de zouaves, pour défendre l'entrée du bourg. Vers le soir, on transporta à la chapelle le corps d'un légionnaire qui venait d'expirer. Ses pieux frères d'armes célébrèrent aussitôt ses obsèques, ils arrangèrent le corps avec décence, et un enfant de seize ans, le bon Jules Watts-Russell, qui tomba quelque temps après sous les murs de Mentana, remplissant l'office de prêtre, entonna le *De Profundis*, puis, ayant été chercher une petite lampe, il l'alluma et la posa aux pieds du défunt.

Les braves soldats s'étendirent ensuite sur le sol pour y trouver un peu de sommeil, car ils en avaient un grand besoin, après tant de jours de marches et de combats.

Tout à coup, au milieu de la nuit, ils virent entrer le capitaine Thomalé, qui leur dit :

— Mes enfants, je ne veux pas commander... mais il me faudrait douze hommes de bonne volonté, pour garder un poste périlleux.

A peine eut-il parlé, que Jules Watts-Russell s'écria le premier : « Me voici! » Ses camarades l'imitèrent, et, en moins de deux secondes, le piquet se mettait en marche pour prendre position.

Si l'on surveillait les garibaldiens du dehors, on ne négligeait pas pour cela les garibaldiens prisonniers. Ils furent répartis dans plusieurs salles du château, et confiés à la garde des carabiniers. Leurs blessés, principalement ceux dont la vie courait quelque danger, furent soignés le plus convenablement possible, et pourvus des secours spirituels avec une sollicitude plus grande encore. Monseigneur Bastide, aumônier des légionnaires, passait devant chaque lit de douleur, et encourageait ces malheureux en leur faisant espérer la clémence divine. Pauvres jeunes gens trompés! avec quel empressement ils recevaient le ministre du pardon! Consolés et convaincus par lui, ils appelaient comme témoins deux volontaires pontificaux, rétractaient de grand cœur le scandale qu'ils avaient donné en faisant une guerre sacrilége à la sainte Eglise leur Mère, et imploraient la levée des censures, qu'ils avaient encourues. Et comme ils se montraient rassurés, lorsqu'ils se sentaient délivrés du poids de leurs fautes et de l'excommunication!

Un seul repoussa le prêtre avec brutalité, en prononçant d'atroces blasphèmes. Pour comble de mal-

heur, on désespérait de le sauver, car il avait le ventre déchiré par un éclat de grenade. Le zélé aumônier essaya plusieurs fois de le calmer et de le faire rentrer en lui-même, mais ni les caresses, ni les exhortations, ni les menaces d'une prochaine damnation ne purent émouvoir cette âme pervertie. Tout à coup le prêtre apercevant une bague que le malheureux portait au doigt :

— Mon fils, lui dit-il, poussé par une inspiration soudaine, vous êtes italien, vous ne sauriez être l'ennemi de la Madone. Consacrez votre anneau à l'autel de Marie, et elle vous obtiendra une mort chrétienne!...

Le prêtre avait à peine achevé ces mots, que le nom et la pensée de Marie pénétrèrent dans le cœur du mourant avec une grande douceur. Il ôta son anneau et l'offrit, puis, fondant en larmes, il commença sa confession. Dès ce moment, il se résigna à la volonté de Dieu et accepta ses atroces douleurs et la mort en expiation de son sacrilége. Il expira dans ces sentiments.

Les aventures les plus mémorables de cette nuit se passèrent dans l'infirmerie du camp. Le parfum des religieux exemples des Croisés blessés est parvenu jusqu'à nous avec la suave émanation du paradis qui entourait la bienheureuse agonie d'Alfred Collingridge. Mais pour raconter tout cela, il faut jeter un regard en arrière.

Dès le 14, six zouaves, plus ou moins grièvement blessés, avaient été transportés dans cette infirmerie, après avoir été recueillis par les garibaldiens sur le terrain de Monte-Libretti, comme nous l'avons

rapporté ci-dessus[1]. Leurs frères d'armes, revenus à Rome, ne les avaient point oubliés : ces dignes enfants souffraient beaucoup plus pour leurs prisonniers que pour leurs morts. Si l'euphémisme des anciens romains qui, parlant de ceux qui étaient morts dans les combats, disaient : « Ils sont parmi les bienheureux ! » est vrai, c'est à coup sûr lorsqu'il est appliqué aux soldats de la Rome de nos jours. On ne pleurait pas sur les morts, mais sur les prisonniers. Le zouave Georges Collingridge entrant, le jour suivant, à l'hôpital du Saint-Esprit et se trouvant en présence de quelques personnes charitables venues pour assister les blessés, il leur raconta les glorieux événements de Monte-Libretti et déplora le sort lamentable de l'officier de Quélen, du caporal de la Lande, de son frère Alfred et des autres qui pouvaient être tombés vivants au pouvoir des garibaldiens. Tout le monde était ému à ces récits. On connaissait les cruelles perfidies exercées par les sectaires à l'hôpital du Saint-Esprit contre les fidèles volontaires de Pie IX, malades. On gardait encore le souvenir d'un infortuné soldat bourbonnien, auquel les cannibales de Garibaldi coupèrent la langue, parce que, dans le délire causé par ses blessures, il disait tout haut : « Vive notre petit roi François II[2] ! » et d'ailleurs beaucoup de zouaves de Castelfidardo se rappelaient les barbaries qu'ils avaient endurées, eux et leurs frères d'armes blessés.

(1) Chapitre XXXV.

(2) *Viva Franceschiello*. Ceci arriva pendant la dernière guerre, à l'hôpital de Nola. Nous le tenons d'un témoin oculaire, qui n'est ni napolitain, ni bourbonnien.

Parmi ceux qui écoutaient Georges Collingridge, se trouvait une noble dame, alors sœur de Charité volontaire, et qui continue à l'être encore aujourd'hui, madame Catherine Stone. Ayant pris promptement conseil de la supérieure des religieuses et plus encore de l'héroïque charité de son cœur, elle résolut de venir personnellement au secours des infortunés prisonniers dont elle connaissait les familles. Le colonel Allet, sollicité à ce sujet, lui accorda autorité pleine et entière sur ses zouaves blessés, partout où elle pourrait en rencontrer, et, dès le lendemain, madame Stone, se confiant en son bon Ange, prenait le chemin de Corese.

Là régnait, comme chacun sait, en qualité de délégué de la police, au nom de Victor-Emmanuel, et d'entremetteur général des complots de Garibaldi, le fameux exilé romain Buglielli, homme déloyal, âpre et grossier de manières comme de physionomie. Pourtant, à la vue du passeport anglais et d'une dame qui ne lui demandait que des nouvelles des blessés, Buglielli s'adoucit au-delà de ses habitudes, et se conduisit en homme bien élevé. Il assura à madame Stone que les zouaves avaient déjà emporté de Monte-Libretti M. de Quélen, et que les autres avaient été transportés au quartier général de Nerola par les garibaldiens, « braves gens, disait-il, et qui assurément n'auraient exercé aucune cruauté envers les blessés. » Il ne savait peut-être pas que ces *braves gens* avaient éventré, la veille, le zouave Ciarla expirant; et ce fut de bonne foi qu'il donna à Madame Stone des lettres de recommandation pour les chefs de bandes de Nerola, et pour un

certain Pasquale, leur chirurgien. Elle eut le bonheur de rencontrer la carriole d'un bon villageois, qui s'en allait avec sa femme vers Nerola, et qui ayant appris l'intention de la dame, lui offrit de grand cœur son véhicule, pendant l'espace de sept milles, qu'elle avait à parcourir sur la route ordinaire. Le reste du voyage, c'est-à-dire plus de sept autres milles, madame Stone le fit à pied, suivant la direction indiquée par la tour de Nerola, qui était en vue. Les bandes garibaldiennes qui battaient la route s'étonnaient de rencontrer en ces lieux, qu'elles avaient comblé de terreur, une dame en grand manteau brun, toute seule, marchant vite. Ils lui criaient : « Qui vive? — Ambulance pontificale! » répondait-elle, et les rangs s'ouvraient devant ses pas.

Il est bon de savoir que plus les habitudes des garibaldiens détachés en petits groupes étaient barbares, plus était grande, principalement chez les officiers bien nés, la prétention de se faire passer pour de loyaux soldats; rien ne les blessait plus au vif, que la réputation de bandits qu'on leur avait faite partout. Aussi, dans tous les cas où cela ne leur coûtait rien, ils déployaient un grand luxe de discipline militaire. Toutefois, aux postes avancés du château, l'infirmière pontificale fut arrêtée par un groupe de Lombards. Là encore, sur l'exhibition de son passeport et la déclaration qu'elle avait des affaires graves à traiter avec le commandant, madame Stone obtint le libre passage, et arriva enfin à la maison du maire de Nerola, M. Raimondi. Ce généreux magistrat n'avait pas quitté son poste, et même, en accordant une hospitalité forcée à plusieurs

chefs de bandes, il n'avait pas voulu enlever de ses appartements les portraits de Pie IX. M. Raimondi accueillit madame Stone avec la plus grande distinction, et se chargea de remettre ses lettres et sa carte de visite à Menotti Garibaldi. Celui-ci fit répondre sur-le-champ que, ne pouvant s'absenter du conseil de guerre qu'il présidait, il priait la dame de vouloir bien monter jusqu'à la *rocca*, où il se trouvait.

Madame Stone se rendit donc, avec le maire, dans la royale antichambre, où fourmillait une masse d'officiers de tout grade. Sur leur chemin, les factionnaires présentaient les armes; dans la salle, tout le monde se levait pour les saluer. Il n'y eut que Menotti qui, à son entrée, garda le chapeau sur la tête. Alors madame Stone, qui était debout, s'assit, et, suivant l'usage de son pays, attendit en silence qu'on lui adressât la parole. Dès que Menotti eut prononcé le premier mot, elle répondit que les dames n'étaient pas habituées à ce qu'on les reçût le chapeau sur la tête, et qu'elle serait honteuse de causer de cette façon-là. Le commandant garibaldien comprit son impolitesse, qui est proverbiale dans les bandes, et, voyant les dédaigneux sourires des damerets, qui se trouvaient là, il se conduisit dès lors en homme bien élevé. Ici commença un entretien que nous allons rapporter mot à mot, et personne ne pourra nous accuser d'indiscrétion, puisque la sœur de Charité volontaire, uniquement occupée du soulagement des blessés, soit pontificaux, soit même garibaldiens, honore avec une grâce exquise, dans les mémoires qu'elle a bien voulu nous communiquer, tous ceux qui lui ont facilité les moyens d'atteindre son but. Pour

le reste, nous nous servirons des rapports d'autres personnes, non moins que du sien, surtout lorsqu'ils racontent des choses que sa modestie a passé sous silence.

— Je viens, dit la dame, visiter six zouaves blessés, qui doivent se trouver ici prisonniers. On a appris à Rome que leurs blessures sont graves; c'est pourquoi, si cela est possible, je voudrais les faire transporter à l'hôpital du Saint-Esprit.

— Ce n'est pas nécessaire, répondit Menotti; ils ne manquent de rien, et le docteur Sani, qui les soigne, pourra vous dire, Madame, si les prisonniers sont traités avec égard.

— Cela se peut; mais ils sont hors de combat, et il vous importe peu de les retenir plus longtemps.

— Il m'importe beaucoup, au contraire : ce sont des ôtages, et, au besoin, ils nous serviront pour des représailles. On m'écrit aujourd'hui même de Rome, que trois de nos frères, prisonniers de Bagnorea, viennent d'être fusillés dans les fossés du château Saint-Ange, et alors....

— Alors, reprit vivement madame Stone, c'est un mensonge que vous écrivent les lâches du comité, pour provoquer de plus lâches vengeances. Pie IX a comblé jusqu'ici vos prisonniers de sa clémence; et moi, qui arrive aujourd'hui même de Rome, je vous affirme, sur mon honneur, qu'aucun d'eux n'a été fusillé.

Menotti parut ajouter foi à ces paroles, et, après s'être agité un instant, il s'aboucha avec le docteur Sani, et conclut en disant qu'il était nécessaire de consulter son frère Ricciotti. Ricciotti se présenta

courtoisement, et, ayant pris connaissance de ce dont il s'agissait, il répondit en anglais :

— Madame, voulez-vous voir les blessés tout de suite? Si vous le permettez, je vous accompagnerai volontiers près d'eux, d'autant plus qu'il y a certains de mes malades que je n'ai pas encore visités, et que je ne me fie guère aux paysans.

— A propos de paysans, ajouta Menotti, je serais bien aise qu'il vous plût de dire au colonel Allet, que je lui ai adressé, par l'entremise d'un paysan, les effets du lieutenant Guillemin. J'ai payé vingt francs pour cela, et je désirerais savoir si ces effets sont parvenus à leur destination. Nous ne sommes pas des brigands, nous... Mais ces zouaves, par Bacchus! comme ils se battaient bien à Monte-Libretti! Je ne m'attendais pas à cela. J'y ai perdu le brave Fazzari, le meilleur de mes officiers.... Veuillez m'excuser, Madame, j'ai beaucoup d'affaires, et je suis obligé de prendre congé de vous. Si vous souffrez que mon frère vous accompagne, vous pourrez tout arranger avec lui.

Cette proposition ayant été acceptée, Menotti prit congé de Mme Stone, en lui disant d'un certain air d'assurance :

— Au revoir, à Rome! Encore quelques jours et nous y serons. Les forces que vous voyez ici, Madame, ne sont qu'une petite partie de mon armée, et il m'arrive des renforts de tous les côtés.

— Mais... et l'artillerie? demanda Mme Stone.

— J'en ai une batterie complète à Scandriglia, et l'artillerie royale est derrière la nôtre.

En achevant ces mots, Menotti s'en alla, et

Mme Stone, le maire et son fils, le médecin et Ricciotti s'acheminèrent vers l'infirmerie. Elle se trouvait dans un bâtiment en ruines, dont les portes et les fenêtres étaient défoncées, pas assez pourtant pour ne point y retenir la puanteur de la corruption. A l'ouverture de la porte, une bouffée chaude et infecte vint frapper le visage des visiteurs : Ricciotti recula de quelques pas pour respirer. Quatre zouaves et trois garibaldiens gisaient étendus sur le sol, cloaque fangeux de mares pestilentielles, car cette cabane avait servi d'étable; les malheureux étaient à peine couverts de lambeaux de couvertures, maculées par la pluie, la sueur, le sang et le pus.

— Alfred Collingrigde ! dit madame Stone à haute voix.

On vit alors s'agiter, sur sa triste couche, un des malades qui, après avoir levé un instant la tête, répondit faiblement :

— Au nom de Dieu, qui m'appelle ?

La dame s'approcha et dit :

— Je viens au nom de votre colonel, mais je ne puis vous parler librement, car Ricciotti comprend l'anglais.

— Non, répondit Collingridge : parlez avec assurance, Ricciotti ne nous maltraite pas ; il nous a fait distribuer dix francs par personne. Ce sont les paysans qui nous ont placés ici, zouaves et garibaldiens, tous ensemble.... Et nous ne pouvons être ni pansés ni amputés.

Trois Hollandais étaient étendus à quelques pas de Collingridge, Henri Schölten, Henri Bakker et Guillaume Van Hulst. Ce dernier, qui râlait comme

un homme à l'agonie, fut le seul qui ne mourut pas de ses blessures; mais ses longues souffrances avaient tellement raidi ses membres et altéré son visage que ses traits ressemblaient à ceux d'un vieillard.

Dans la chambre attenante, le spectacle était encore, s'il est possible, plus effrayant. Une même paille soutenait, côte à côte, un garibaldien et le caporal zouave Auguste Lalande, dont les plaies profondes et mortelles semblaient, en ce moment-là, moins envenimées; mais les gens impitoyables, qui l'avaient recueilli, sur le champ de bataille de Monte-Libretti, oubliant qu'un zouave avait couvert de ses propres vêtements Fazzari blessé, dépouillèrent des siens ce jeune croisé français, augmentant par cet indigne traitement l'âpreté de ses blessures. Près de lui gémissait un autre de ses camarades, le hollandais Antoine Otten, dont la machoire était fracassée et commençait à être atteinte de la gangrène. Tous ces infortunés avaient passé une nuit glaciale, exposés au serein, sur le champ de la victoire, et n'avaient trouvé un peu de repos qu'après avoir enduré, pendant toute une longue journée, l'agonie d'un rude et long transport, jusqu'à Nerola; mais aucun chirurgien n'avait pu les opérer, faute des choses les plus nécessaires. Pourtant, nous n'accusons pas ici les garibaldiens de cruautés spéciales contre les blessés pontificaux : tous les malades, quels qu'ils fussent, étaient abandonnés comme des bêtes de somme, et privés de tout secours humains. Ainsi, dans cet antre de douleur commune, ces hommes voués à la même mort, garibaldiens et zouaves, vivaient

en paix, quoique les premiers prétendissent que Collingridge avait donné la mort à dix de leurs camarades.

A la vue de ces souffrances aussi atroces qu'incurables, Ricciotti fut frappé d'horreur, comme tous les assistants. Toute hésitation expira sur ses lèvres, et il satisfit avec empressement tous les désirs de l'infirmière pontificale. Il consentit à ce qu'on transportât les zouaves à l'hôpital du Saint-Esprit, et il l'assura sur son honneur, qu'il accueillerait volontiers le prêtre que Rome enverrait pour assister les mourants. Il ajouta qu'il laisserait des ordres au commandant de la garnison, si les bandes devaient quitter Nerola, pour la sûreté des envoyés et pour la remise des blessés. Il promit même de faire des recherches dans les pays avoisinants afin de trouver un prêtre (ceux de Nerola s'étaient enfuis) pour donner les secours de la religion à M. Collingridge, s'il se trouvait en danger de mort. Il demanda en retour à Madame Stone de vouloir étendre sa charité bienveillante aux prisonniers garibaldiens qui se trouvaient à Rome, ainsi qu'à leurs pauvres blessés. Ensuite, il lui donna un laisser-passer pour les autres camps garibaldiens. Ajoutons à la juste louange de Ricciotti, qu'il tint loyalement ses promesses; on nous a communiqué, par une courtoise voie privée, un télégramme de M. de Charette au colonel des zouaves Allet, daté du jour suivant, lorsque madame Stone était déjà loin de Nerola; ce télégramme était ainsi conçu : « Trouvez un prêtre pour les blessés de Nerola. Ricciotti Garibaldi le demande. Il ne sera pas maltraité. » Tant il est vrai que les officiers

pontificaux n'ont jamais envié aux garibaldiens l'honneur d'une action honnête.

Que la jeunesse catholique, aimant la foi et prodigue de son sang, sache bien que revêtir l'uniforme des Croisés, ne signifie pas seulement affronter le glorieux martyre sur le champ de bataille, mais encore, s'il plait à Dieu, accepter le martyre ignoré du monde, le martyre du blessé abandonné, gisant pendant vingt ou trente heures sur le terrain de la victoire ou sur celui de la défaite, écoutant le son de la trompette, qui réunit ses camarades pour le départ, et le bruit des pas du régiment qui bat la marche sur la route voisine, sans voir et sans entendre le frère blessé, qui agonise sous les broussailles, ou au fond d'un fossé. Mais qu'elle n'oublie pas néanmoins que, même dans l'air de ce lieu solitaire, voltige l'Ange du Seigneur, et qu'il répand sur les douleurs du croisé une rosée de consolations inexprimables, lui laissant entrevoir, à travers les splendeurs du ciel, la couronne de gloire, et adoucissant, par un espoir qui ne peut manquer, les dernières étreintes de la mort. Les six blessés, au milieu de leurs angoisses atroces, ne poussaient pas une plainte, ne perdaient point courage; calmes et résignés, ils baisaient la main céleste, qui leur présentait, quoique bien douloureuse, la palme désirée.

Alfred Collingridge que la douleur prolongée n'avait pas vaincu, s'affligeait beaucoup plus des souffrances de ses camarades, que des siennes propres; lorsque la noble dame s'approcha de lui pour prendre congé :

— Le Seigneur, lui dit-il, m'accorde la grâce que

je lui avais demandée, celle de mourir pour le Saint-Père. Oh! oui, que Dieu accepte ma mort et mon sang pour le triomphe de la Sainte-Eglise, et pour la conversion de l'Angleterre!

Il demanda ensuite un crucifix :

— Ils m'ont tout pris... jusqu'à mon chapelet, ajouta-t-il.

Madame Stone lui donna le sien et une médaille bénite par le Saint-Père; ce fut une douce consolation pour le blessé. Il ajouta :

— Faites tout votre possible pour nous envoyer un prêtre : je me suis confessé dans la matinée de l'affaire de Monte-Libretti, mais je voudrais, avant de mourir, recevoir l'Extrême-Onction et le Saint-Viatique, si mon vomissement continuel me le permet.

Les sentiments de ses camarades étaient semblables aux siens.

La pieuse infirmière ne voulait pas retarder son retour, afin de pouvoir expédier promptement les voitures et tout ce qui était nécessaire pour opérer le transport des blessés. Le maire lui fournit un guide et une monture, et Ricciotti lui donna une carte de sûreté et deux hommes de confiance, qui devaient l'escorter jusqu'à la limite extrême des postes avancés. Ces hommes, jeunes gens bien nés, se montrèrent, eux aussi, fidèles à la consigne, et se piquèrent de la plus grande courtoisie. Madame Stone leur en sut gré et les pria de remercier Ricciotti en son nom, en répétant qu'elle reviendrait le lendemain, pour prendre les blessés pontificaux.

On arriva à Corese vers le soir. Là venait se briser la marée montante de l'invasion garibaldienne. Tou-

tes les rues regorgeaient de recrues, les unes en chemise rouge, les autres sans chemise. Au milieu de ce tumulte, le délégat Buglielli observa les égards dûs à une dame, et lui trouva un petit coin où elle put attendre le convoi. Elle arriva à Rome au milieu de la nuit, après avoir laissé en route, à la station de Monte-Rotondo, un billet pour le lieutenant-colonel de Charette où elle lui donnait des nouvelles des zouaves blessés à Nerola. Dès l'aube du 17, elle se rendit à l'hôpital pour s'y procurer du linge, des bandes, de la charpie, des onguents ; puis, elle alla à la recherche d'un prêtre qui voulût bien l'accompagner au camp garibaldien, et elle le trouvait immédiatement dans la personne du généreux Monseigneur Stonor, son cousin, qui courut au Vatican demander et recevoir l'assentiment du Saint-Père. Pour comble de bonheur, un train spécial allait conduire à Monte-Rotondo madame Laure Kanzler, avec un matériel complet d'hôpital militaire, qu'elle se proposait d'installer dans cette place et d'organiser de ses propres mains, afin d'épargner aux blessés de cette province si féconde en combats un pénible transport jusqu'à Rome. Les deux charitables infirmières partirent donc ensemble le jour même.

A Monte-Rotondo, une nouvelle inattendue sembla devoir couper à madame Stone le chemin de Nerola. M. de Charette était parti avec la colonne destinée à opérer contre ce bourg. Or, si le secours n'arrivait qu'après le conflit, qu'adviendrait-il des pauvres blessés? Si, au contraire, l'ambulance arrivait avant la troupe des assaillants, on pourrait au moins donner aux blessés les sacrements, et préparer aussi

l'infirmerie pour ceux qui tomberaient dans le combat. Donc, sans attendre au lendemain, le prêtre et la dame s'élancent en voiture, volent sur la route de Corese, et arrivent à Nerola avant le jour.

Menotti, ainsi que nous l'avons dit, en était parti avec le gros de ses forces, mais Valentini, suivant les ordres de Ricciotti, fit tout son possible afin de procurer à Madame Stone et à Mgr Stonor tout ce qui leur était nécessaire et pour les aider à établir l'infirmerie pontificale. Il leur donna, pour les servir, quelques-uns de ses hommes, et s'y employa lui-même. Plus tard, Valentini fut largement récompensé par M. de Charette, lorsqu'il fut fait prisonnier, car le colonel le traita, lui et les siens, avec la plus grande bienveillance; nous avons lu une lettre de madame Stone, qui recommandait, en retour de ces bons offices, Valentini et les autres prisonniers garibaldiens au ministre des armes[1]. Le docteur Angioletti, qui soigna avec bonté les blessés, fut également traité avec faveur, car à peine avait-il été fait prisonnier, que M. de Charette le déclara libre, et le laissa partir.

L'infirmière prévoyante, craignant de voir paraître, d'un moment à l'autre, les colonnes de M. de Charette et l'action s'engager, ne perdit pas un instant. Ce fut ainsi qu'au lever du soleil, les six zouaves se virent transférés, de la couche immonde où ils gisaient, sur des lits convenables, dans une petite chapelle, située hors des murs.

On ne saurait exprimer la joie que donna aux

(1) Documents manuscrits des archives, 19 octobre.

zouaves ce changement inattendu. Oubliant leurs traverses passées, ils bénissaient Dieu et la Viegre Marie d'un cœur allégé et consolé, comme si ce léger soulagement eût ramené l'espérance dans leurs âmes abattues. Lorsque la dame anglaise, employant tant bien que mal quelques mots allemands, fut parvenue à faire comprendre aux Hollandais que, bientôt, ils seraient ramenés à Rome, leur allégresse se manifesta en félicitations réciproques :

— A Rome, nous pourrons recevoir la bénédiction de Pie IX !

— Nous reverrons nos camarades !

— Notre colonel viendra nous voir !

Les zouaves respectent M. Allet comme leur colonel, et l'aiment comme le *papa* du régiment.

— A Rome, nous mourrons au moins comme des chrétiens, si le bon Dieu ne veut pas nous rendre la santé !

En attendant, Monseigneur Stonor, s'apercevant que le pauvre Collingridge s'éteignait à vue d'œil, l'engageait à offrir dignement le sacrifice de sa vie. Mais il n'avait pas grand'peine à l'y amener, car le généreux jeune homme, quoique tout criblé d'affreuses blessures, rayonnait d'une ineffable allégresse à la vue du digne prêtre, son compatriote, qui était venu adoucir son agonie au moyen des divins sacrements, son dernier, son plus ardent désir sur cette terre. Ne pouvant contenir la joie de son cœur, il ne cessait de répéter au prélat d'une voix presque éteinte :

— Oh ! que je suis heureux d'avoir pu répandre mon sang pour Pie IX !... Comme je meurs content !

Il baisait tendrement les médailles de saint Michel Archange et de saint Ignace, pour lesquels il avait une dévotion toute particulière. Pendant qu'on récitait les prières des agonisants, au moment où Alfred paraissait rendre le dernier soupir de l'agonie, ses camarades répondaient en chœur à ces prières, en attendant qu'on leur rendît bientôt le même service.

Au moment où, dans la nouvelle infirmerie pontificale, se passaient si pieusement les premières heures de son établissement, on entendit tout à coup le cri annonçant l'attaque imminente. On voyait déjà la tête de la colonne qui marchait contre Nerola; les habitants se renfermaient au-dedans des murailles, en remplissant l'air de cris tumultueux. En ce moment, un officier garibaldien, qui gisait blessé dans une maison placée près de l'infirmerie, fit supplier, par toutes les miséricordes divines, Madame Stone de vouloir venir le visiter. Nous devons dire que Ricciotti avait, l'avant-veille, prié Madame Stone de daigner l'accompagner auprès de ce blessé; c'était ainsi que la dame et l'officier avaient fait connaissance. L'infortuné Capuani (c'est le nom du garibaldien) était un émigré romain qui avait été blessé à Monte-Libretti; pendant que les journalistes républicains l'exaltaient déjà en lui donnant le titre de martyr patriote, il recommandait à Madame Stone de vouloir bien donner de ses nouvelles à sa famille qui habitait Rome.

— Ah! si je pouvais aller reprendre mon travail de mosaïste! s'écriait-il avec douleur; que je serais heureux! Madame, veuillez assurer mes pauvres parents que l'extrême misère qui m'accablait à Flo-

rence me poussa seule à des actes que je déteste de tout mon cœur.

En apprenant l'approche des pontificaux, Capuani se crut perdu. Il n'avait pas même l'ombre de l'espoir que les garibaldiens pussent résister, et, d'un autre côté, il n'osait croire que les pontificaux vainqueurs ne le feraient point passer par les armes comme traître à la cause du Saint-Père. Madame Stone chercha à le rassurer en peu de mots; mais on n'avait pas le temps de le transférer à l'infirmerie pontificale, puisque Valentini avait déjà donné l'ordre d'en barricader la porte, car c'était de ce côté que devait partir la fusillade la plus vive de la forteresse.

En effet, à peine Madame Stone y était-elle rentrée avec le chirurgien garibaldien, le docteur Angioletti de Pesaro, qui voulut se tenir près des blessés, que le bruit des premières décharges du combat se fit entendre. Plusieurs habitants, qui demandaient par grâce un refuge, étaient entrés également dans la petite chapelle; ces gens, affolés par une terreur aveugle et irrésistible, entreprirent de barricader toutes les entrées, sans excepter une petite porte latérale que Monseigneur et les autres désiraient tenir entre-bâillée, afin de se faire reconnaître tout de suite par leurs amis. Le tumulte, en augmentant, se rapprochait; on entendait déjà les cris de : Vive Pie IX! et le commandement des officiers; le bruit des armes retentissait autour de l'infirmerie; les blessés tressaillaient sur leurs lits, les Hollandais criaient à la rescousse :

— Voilà la revanche de Guillemin et de Jong, qu'ils nous ont tués!

M. Lalande, moins grièvement blessé, s'était levé. Collingridge fixait les yeux vers le ciel, et disait à voix basse :

— *Deo gratias!*... Ah! si Georges, mon frère, était avec eux!

Tout à coup, une voix du dehors se fait entendre :

— Ouvrez la porte, ouvrez, canailles, ou nous vous brûlons!

Ceux qui étaient dans l'intérieur s'élancèrent contre la porte, criant à pleins poumons :

— Nous sommes vos amis! Des zouaves blessés!

Mais qui pouvait les comprendre, au milieu du bruit de la fusillade, et dans la fureur de l'assaut? Tous les efforts pour faire sortir de sa gâche le pêne rouillé qui fermait la porte furent vains. On entendit alors ce commandement, clairement prononcé en dehors :

— Enfoncez la porte!

C'était un instant suprême de vie ou de mort. Madame Stone se jette, elle aussi, sur la serrure : « Je suis encore à m'expliquer, dit-elle dans ses mémoires, comment j'ai pu le faire. » La serrure finit par céder, la porte s'ouvre toute grande, et la dame s'avance la première avec son cousin en soutane; ils se trouvent au milieu d'une compagnie de légionnaires, dont tous les fusils étaient braqués sur eux. A cette vue, le lieutenant Audren de Kerdrel, qui commandait les assaillants, s'élance en avant, et, avec son épée, fait baisser les carabines qui l'entourent; en deux mots, il avait compris l'affaire. Le danger était passé. En quelques instants, le major Cirlot, le commandant de Charette, le

major de Troussures, au comble de la surprise de trouver là une infirmerie pontificale, accouraient, au milieu des balles qui sifflaient de toutes parts, pour visiter les chers blessés ; les aumôniers et les médecins de la colonne survinrent. Madame Stone, du seuil de la porte, s'écriait :

— Ici les blessés ! Ici les blessés.

Les blessés de Nerola venaient prendre place à côté des blessés de Monte-Libretti, sur les matelas que la courageuse dame leur faisait préparer ; elle était devenue une vraie infirmière, et, sans le moindre ménagement pour elle-même, elle allait puiser de l'eau, sous la fusillade ennemie, pour le soulagement des soldats mourant de soif.

Le premier de ses nouveaux hôtes fut le légionnaire breton Trémeur. Sa blessure près du cœur était mortelle ; le père Ligiez le prépara promptement à la mort, et, le croyant déjà à l'agonie, il lui donna l'Extrême-Onction. Quelques moments après, le moribond parut se trouver un peu mieux, et il put parler librement, offrant, à la grande édification des assistants, sa vie pour la sainte Eglise, et demandant le sacrement de Pénitence et la Sainte Communion. Monseigneur Daniel, qui avait apporté avec lui les saintes Espèces, et la chapelle de camp, put le satisfaire pleinement ; le viatique du bon breton fut un bien tendre, un bien édifiant spectacle, étant administré dans des circonstances si extraordinaires. La fusillade continuait avec fureur autour de la petite chapelle, et le bruit du canon en faisait trembler d'instant en instant les parois ; mais tous les blessés couchés dans l'infirmerie n'étaient occupés qu'à

suivre des yeux et du cœur les actes de la sainte cérémonie, s'associant tous aux prières solennelles. On commanda au caporal Lalande, qui voulait à tout prix sortir pour aller se battre et cherchait dans tous les coins des munitions et une carabine, on lui commanda, disons-nous, de tenir le flambeau, pendant que les autres, agenouillés, adoraient le Dieu du ciel qui venait, dans le sacrement, consoler les derniers instants de son croisé. M. Trémeur ne tarda pas à rendre le dernier soupir.

L'infirmerie devenait désormais trop petite pour contenir tous les nouveaux blessés qui survenaient : on y avait déjà transporté le capitaine de gendarmerie Celli, le lieutenant Escheman des légionnaires, et six ou sept autres. Il s'y présenta en outre un gentilhomme américain, qui, après avoir froidement bandé une blessure qu'il avait reçue, rechargea son fusil et retourna au feu. Aucun zouave n'avait encore été porté à l'infirmerie, et leur assaut n'avait pas jusque là fait verser leur sang ; on ne voyait, de temps à autre, paraître à la porte que quelqu'un de leurs officiers, qui venait jeter un salut aux blessés, et qui s'en retournait à son poste. Deux compatriotes d'Alfred Collingridge mirent, à leur tour, la tête à la porte de la chapelle ; c'étaient les deux frères Wilfrid et Jules Watts-Russell, qui adressèrent à la hâte un mot à leur camarade. Alfred cherchait d'un œil mourant son cher frère Georges. Il avait déjà reçu les derniers secours religieux et ne demandait plus qu'à embrasser son frère, à le charger d'un dernier adieu pour ses chers parents, et à rendre son âme au Seigneur.

Mais son frère, qui se battait en ce moment, ne pensait nullement qu'il se trouvait si rapproché de son Alfred; toutefois, pendant qu'il passait près de la chapelle, Madame Stone l'aperçut en revenant porter de l'eau aux blessés, et lui dit :

— Votre frère est ici.

— Vit-il encore? demanda Georges anxieusement.

Il s'élance, voit son frère, lui serre la main à la hâte, et dépose un baiser sur son front. Détournant douloureusement la tête, il serre fortement dans sa main sa carabine, et se replonge au milieu des combattants. Mais le Seigneur réservait à tous deux la consolation de se revoir dans un moment meilleur. Nerola allait bientôt se rendre, et Georges put accourir de nouveau au lit de son mourant bien-aimé, avec le zouave Clary, leur cousin, et l'assister jusqu'à son dernier moment.

Alfred Collingridge se considérait bien plus heureux qu'il n'avait osé l'espérer. La veille, il se plaignait du fond de son cœur de mourir abandonné de tout secours humain et divin; aujourd'hui, il était assisté par les tendres soins d'une noble dame, sa compatriote, qui ne cédait en rien, pour l'affection et le dévouement, à n'importe laquelle des sœurs de Charité les plus ardentes, les plus zélées; il se trouvait dans les bras des ministres de Dieu, qu'il avait tant désirés, et surtout de son père spirituel ordinaire, Monseigneur Daniel, qui lui avait conféré les derniers sacrements, et de Monseigneur Stonor, qui lui parlait du ciel dans sa langue maternelle; il avait autour de lui ses parents les plus proches, un frère, un cousin; il mourait au milieu de ses camarades

vainqueurs. Tant de faveurs inattendues lui rendaient si délicieuses ses heures dernières, qu'il ne pouvait se lasser d'en bénir le Seigneur, et de répéter combien il lui était doux de donner sa vie pour sa religion et pour le Saint-Père Pie IX.

Se sentant près de défaillir entièrement, il demanda s'il plairait plus au Seigneur en s'abandonnant à la mort, ou en prenant courage dans l'espoir de lutter encore contre le mal. Le digne prêtre lui répondit qu'il devait complétement se soumettre à la divine volonté, sans s'occuper d'aucune autre pensée. Alfred prononça alors, d'une voix éteinte, ces dernières paroles :

— Mon Jésus, mon cher Jésus... je vous offre ma vie pour l'Eglise Romaine... pour le Pape... pour mes parents.... Monsieur Daniel, combien je les aime!... père, mère, frères, sœurs... Jésus, Marie, Joseph!...

En prononçant ces noms si doux, le souffle lui manqua, et il entra dans une calme agonie.

Quelques instants auparavant, il avait tendrement embrassé son frère Georges, lui recommandant les adieux les plus affectueux pour chacun des membres de sa famille. Il en avait reçu le dernier baiser, et il lui avait dit d'aller reprendre son poste de faction, car, dans les premières heures qui avaient suivi la reddition de la place, on devait redoubler de vigilance, afin de déjouer toute tentative d'insultes de la part de l'ennemi. On rappela donc promptement Georges, pour qu'il vînt recevoir le dernier soupir de son frère; mais il le trouva mort en arrivant. Il embrassa en sanglotant ce corps encore tout chaud, inondant son

visage de larmes; puis, en passant sa main sur ses yeux, il dit :

— Je retourne à mon poste; je suis de garde à la porte, je ne veux pas manquer à mon devoir.

Le jour suivant, on le vit partager son pain et son vin avec les prisonniers, peut-être avec ceux qui avaient tué son frère. Le père de ces dignes enfants, apprenant la glorieuse mort de son Alfred, ne se plaignit que d'une seule chose, de ne pouvoir venir en personne prendre les armes de son fils, et occuper la place qu'il laissait vacante.

Telle fut la fin d'Alfred Collingridge, caporal, faisant fonctions de sergent, dans les zouaves pontificaux, mort à l'âge de vingt et un ans. Il était né à Oxford, d'une ancienne famille, qui s'était illustrée dans les guerres de sa nation; il était neveu de Monseigneur Brown, évêque de Newport et de Menevia. Ame très-candide, au dire de tous ceux qui le connurent, il était la fleur de sa compagnie; haut de taille, aux traits nobles, aux mœurs douces, avant d'avoir pris les armes, il ne semblait aspirer qu'à servir les autels, car il était avancé dans les sciences sacrées et sa piété était des plus sincères. Mais l'héroïque désir de mourir pour la religion lui fit suspendre les études ecclésiastiques qu'il poursuivait au collége d'Auteuil, près de Paris. Cependant il était décidé à les reprendre, dans le cas où son vif désir ne pourrait être satisfait. Dieu lui accorda l'accomplissement du plus noble de ses vœux, et Alfred tomba parmi les vainqueurs de Monte-Libretti; il mourut au milieu des vainqueurs de Nerola, peu d'heures après la victoire.

Il fut le premier anglais qui donna sa vie dans la croisade de Saint-Pierre.

Ah! puisse la voix de ce premier sang anglais répandu sur la terre romaine monter en la présence du Seigneur, et redescendre en rosée miséricordieuse sur la terre britannique! Non, le germe de la foi n'est pas mort dans l'antique Ile des Saints; et dans cette île, l'espérance catholique ne saurait mourir, tant que de si nobles intercesseurs se dresseront en sa faveur; et si, (elle ne l'est pas), la foi de ses pères en était bannie, la foi de ses enfants suffirait en un temps donné, pour l'y ramener en triomphe. En attendant, la renommée de la piété anglaise retentira longtemps sur les monts de la Sabine, car cette piété est le fruit de la foi. C'est là que beaucoup d'enfants de l'Angleterre assistèrent à la mort glorieuse du croisé anglais: Georges, le propre frère du mourant, Wilfrid et Jules Watts-Russell, Daniel Shea, Oswald Clary, et d'autres encore, peut-être, dont nous ignorons les noms, tous soldats de Saint-Pierre. Et, par affection pour eux, se trouvaient là Monseigneur Stonor, remplissant les fonctions d'aumônier, et madame Catherine-Marie Stone, en qualité de sœur de Charité. Honneur à l'Angleterre catholique!

Le corps d'Alfred Collingridge fut enseveli dans la soirée du 20 octobre, et déposé dans la petite église de Saint-Antoine, à Nerola.

XLIV. — UN LIEUTENANT DE BARBARIE.

Les feux du camp des Croisés, à Nerola, commençaient à briller, ainsi que ceux du camp garibaldien, placés à peu de distance, sur les hauteurs de Montorio, lorsque le commandant de Charette jugea à propos d'expédier aussitôt à Rome les deux officiers grièvement blessés, et la plus grande quantité possible d'autres blessés. Mais pour ce service il n'y avait qu'une seule voiture à quatre places, celle de Monseigneur Stonor et de sa cousine. La courtoise infirmière se montra toute disposée à partir sur le champ avec deux officiers, et à revenir à Nerola, le lendemain, pour y prendre ceux des autres blessés qui ne pourraient être transportés sans danger par un autre moyen. Elle choisit la route de Corese qui était la plus courte et la seule praticable. Personne ne soupçonna que cette route fût la plus dangereuse : là, le délégué Buglielli et les autres officiers garibaldiens ne s'étaient point montrés discourtois envers l'ambulance pontificale. Un détachement des troupes italiennes y campait en même temps que les garibaldiens; mais on ne crut pas que le passage pût être refusé à des blessés et à des personnages étrangers aux partis. Il en aurait assurément été ainsi, si le commandement de cette troupe eût été confié à l'un de ces officiers qui reconnaissent l'obligation d'une exquise bienveillance, par laquelle on doit toujours adoucir le dur métier des armes.

La voiture arriva à la station de Corese au moment le plus avancé de la soirée ; les agents de police reconnurent qu'il s'agissait d'officiers blessés, et ils dirent :

— Passez.

Le capitaine Celli et le lieutenant Escheman, qui éprouvaient des douleurs mortelles à chaque secousse, espéraient trouver enfin un moment de repos, à l'entrée du territoire pontifical. Mais, à la frontière, on entend crier :

— Halte-là !

Une compagnie de soldats entoure aussitôt la voiture, le fusil au poing et la baïonnette croisée, criant et menaçant, comme s'il s'agissait d'arrêter une bande d'assassins. On leur dit qu'il n'était question que de blessés, d'infirmiers, d'une dame et d'un prêtre ; ce fut en vain : ces véritables barbares, qui avaient eu connaissance de la défaite des garibaldiens à Nerola, voulaient venger cette défaite sur les blessés à force de grossièretés et d'injures. Ceci n'était encore que peu de chose : ces misérables s'élancent sur les bagages, jetant à terre les valises, les sacs et le reste, mettant tout au pillage. Les voyageurs crièrent tout naturellement :

— L'officier ! nous voulons parler à l'officier du poste !

Il y avait dans ce poste trois officiers : un capitaine, un lieutenant et un sous-lieutenant. Il n'y eut que le lieutenant qui se montra, et celui-ci fut plus insolent et plus brutal que ses soldats.

Le capitaine rougissait peut-être des grossières prouesses de son lieutenant, mais il n'eut pas le

courage de s'y opposer, et il ne se fit connaître que lorsqu'il fut question de seconder ses hommes; il le fit dans un rapport qu'il adressa à son colonel, pour jeter un voile sur la mauvaise action qu'ils avaient commise. Nous avons en mains ce rapport orné de tous les noms et prénoms, portant le numéro de la compagnie et celui du régiment; mais, pour l'honneur des officiers italiens, nous consentons à ne pas les livrer à la publicité, car nous sommes assuré que ces officiers ne ressemblent pas tous à celui que nous nous bornerons à surnommer le *Lieutenant de Barbarie*. Cet homme, de petite taille, d'une carrure écrasée, au petit nez retroussé, aux moustaches peu fournies, au visage de collégien vicieux, prodigue de paroles triviales et de fanfaronnades, poussait ses soldats à remplir l'office de sbires; il ne fut content que lorsque tous les effets des voyageurs furent volés. On enleva au capitaine Celli son sabre, son revolver et son sac de voyage; on désarma également l'officier français, on lui prit tout, jusqu'à ses papiers, sa bourse et une bague. Ce fait fit grand bruit dans les journaux du pays et dans les feuilles étrangères, sans provoquer, à notre connaissance, la moindre protestation. Les journaux français surtout s'indignaient, parce que, « l'officier italien insulta M. Escheman même en français, et lui dit, au milieu d'un déluge d'injures contre le Pape et l'Empereur, qu'il se moquait de tous les Français; qu'ils pouvaient venir au nombre de quarante mille, si bon leur semblait; les Italiens les jetteraient à la mer; enfin, il acheva avec toute l'expression possible: « Je ne vous soufflette pas aujourd'hui (à un homme

blessé!) parce que je viendrai dans huit jours, vous souffleter à Rome.[1] »

Le blessé ayant adressé des reproches à ce grossier personnage, quelques officiers garibaldiens accoururent et parurent offensés et indignés de tant de lâcheté, mais toutes les recherches pour découvrir le voleur furent inutiles. Ce lieutenant espérait peut-être se faire une renommée et monter en grade, en agissant comme une brute, contre un convoi de blessés; mais il est certain qu'il perdit l'estime de ses camarades, si jamais ils en avaient eu pour lui. Quant à ceux qui assistèrent à cette ignoble action, ils nous avouèrent que les chefs garibaldiens, comparés au lieutenant de Barbarie, pouvaient passer pour des paladins.

N'ayant aucun égard pour les souffrances des blessés, qui avaient si grand besoin d'arriver en quelque endroit que ce fût, pour recevoir les soins des chirurgiens, le vaillant lieutenant les déclara tous prisonniers de guerre, même le prêtre et la dame. Disons-le pour rendre hommage à la vérité: le délégué Buglielli était indigné de tant de lâcheté chez un homme d'épée, et il essaya plusieurs fois de l'empêcher d'avilir à un tel point l'uniforme italien. Tout fut inutile: l'officier voulut qu'on télégraphiât au général G vone; et celui-ci répondit qu'on eût à remettre en liberté les blessés, et qu'on retînt les autres. Mais où a-t-on trouvé, demandons-nous, que des militaires honorables aient mis en prison les aumôniers et les dames, qui passent sur les routes,

(1) L'*Union*, 20 octobre, 1867.

accompagnant une ambulance. A quelle époque vit-on jamais un officier italien chasser seul et sans secours deux officiers (quand même ils auraient été, ce qu'ils n'étaient pas, des ennemis) agonisants par suite de leurs blessures? Ce fut pourtant ainsi que procédèrent la sagesse et la bienveillance du lieutenant-général Joseph Govone. Cet homme se fait aussi appeler chevalier, mais il ne prouva guère, en cette circonstance, qu'il eût des droits à ce titre.

Monseigneur Stonor, madame Stone et les deux infirmiers, c'est-à-dire le sergent Caullier et l'ordonnance du lieutenant Escheman, restèrent donc à Corese. Le capitaine italien se glorifie, dans son rapport, de les avoir traités avec une politesse sans pareille, et il est si prodigieusement stupide, qu'il se vante d'avoir respecté la dame « quoiqu'elle osât porter sur son chapeau les médailles de Castelfidardo ! » La vérité est que les prisonniers furent enfermés dans la grande chambre aux bagages, sans feu, sans une couverture, sans une chaise pour s'asseoir ; et si la dame finit par obtenir de loger à l'auberge, elle le dut à l'intercession de Buglielli. Elle y fut toutefois gardée comme une prisonnière, ayant un planton de garde à la porte de sa chambre. Le lendemain, Madame Stone fit demander le délégué de la police, et lui demanda ce qu'on allait faire d'elle; elle se plaignit de la supercherie employée à son égard, disant qu'en France, et partout ailleurs, le dernier des manants ne se fût pas permis d'agir aussi lâchement que cet officier italien; elle ajouta que si les autres officiers lui ressemblaient, les défaites de Custoza et de Lissa ne devaient causer aucune sur-

prise; qu'étant pourvue de papiers anglais bien et dûment légalisés, elle réclamerait auprès de la Légation britannique à Florence contre cette outrageante violation de ses droits. En vérité, l'allusion de Custoza et de Lissa, jetée à la face d'un officier italien, devait assurément lui paraître passablement amère, et le capitaine s'en plaignit dans son rapport. Peut-être ce souvenir n'était-il pas opportun. Mais qui pourrait maîtriser son indignation en voyant des officiers armés désarmer un officier qui avait l'épaule fracassée, et, à l'aide d'une compagnie de soldats, entreprendre d'arracher d'une ambulance une noble dame qui s'était faite leur infirmière?

Il est certain qu'à ces mots d'une incontestable raison, Buglielli, qui ne voulait pas se brouiller avec la Légation britannique, haussa les épaules, avouant que l'action du lieutenant de Barbarie avait été indigne et inconvenante, mais que ce fut lui seul qui fit tout le mal et que le capitaine s'était borné à le laisser faire. Il ajouta, qu'en sa qualité de délégué de la police, il n'avait aucune autorité sur les militaires. Enfin, il prétexta une excuse, qui est la plus vile infamie de toute cette histoire de lâcheté. « Au reste, dit-il, soyez persuadée, madame, que ces gens-là pensent que vous êtes madame Kanzler, et que votre passe-port n'est pas pour vous, mais qu'il vous a été prêté. »

Le lieutenant de Barbarie aurait donc prétendu arrêter madame Kanzler, qu'on savait être partie de Rome pour aller soigner les blessés! Il eût mis en prison la femme du ministre des armes d'un pays avec lequel son gouvernement n'était pas en guerre!

Et quand la guerre eût été déclarée, aurait-il eu l'audace d'empêcher une dame de servir une ambulance? En vérité, si les officiers de l'armée italienne ressemblaient, ce qui n'est pas, à cet homme-là, nous rougirions de notre patrie jusqu'au moment où de tels hommes seraient envoyés pour commander les sauvages de l'Afrique centrale.

Il est si vrai que ce lâche se faisait gloire d'avoir arrêté la femme du ministre romain, qu'un officier italien étant survenu et l'ayant averti qu'il s'était grossièrement trompé, car l'officier connaissait personnellement madame Kanzler, le lieutenant fit dire, par Buglielli, à madame Stone, qu'elle pouvait s'en aller. Buglielli ajouta que les autres personnes seraient conduites à Poggio-Mirteto, comme prisonnières. Madame Stone refusa de partir seule. Il paraît, selon le rapport du capitaine, qu'il arriva un ordre au commandant militaire de remettre les personnes arrêtées entre les mains du délégué de la police Buglielli, et peut-être que ce fut ce dernier qui en fit la demande. Le fait est que Buglielli les laissa tous continuer librement leur voyage; il fit même rendre tout ce qu'on put retrouver des effets enlevés aux blessés, et donna une carte de sûreté à madame Stone, pour qu'elle pût passer et repasser par Corese, à sa volonté, afin de ramener à Rome les autres blessés de Nerola.

Ce fut ainsi que, le lendemain, cette dame put arriver sans obstacle à Nerola par le même chemin. A son retour, le 21 octobre, un convoi de cinq zouaves, accompagné de madame Stone et d'un chirurgien, rencontra à moitié route un poste de troupes

régulières. Le capitaine (nous regrettons de ne pas savoir son nom), qui était un véritable officier italien, ayant appris de quoi il s'agissait, salua profondément et dit en français : « Passez, Madame, passez ; nous savons respecter le courage malheureux. »

Il restait encore à franchir le pont de Corese. Le lieutenant de Barbarie, qui se tenait là aux aguets, parut sur la route, tordant sa moustache d'un air de fier-à-bras, et cherchant à jouer quelque nouveau tour de sa façon à la dame et aux blessés. Il ne tarda pas à trouver une occasion de se distinguer. Les malades étaient distribués dans trois petites voitures, couchés sur des matelas, et, malgré tous les soins qu'on avait pris, glacés par le froid, et torturés comme sur un gril par le cahot continuel des véhicules. Le chirurgien et madame Stone voulurent commander à l'auberge de Corese quelques tasses de bouillon et de vin chaud, afin de les réchauffer et de les restaurer tant soit peu. Le pauvre Van Hulst avait surtout grand besoin de secours, car il perdait connaissance de moment en moment, son visage blémissait et on eût pu le croire à l'agonie. Eh bien ! l'officier eut le *noble* courage de défendre d'allumer le feu, de donner du bouillon et du vin aux blessés, et il proféra littéralement ces mots : « Vous avez le droit de passage et non celui de faire halte ; entrez sur le territoire papal, si vous voulez réchauffer vos mercenaires. »

La dame ne put répondre : le profond mépris qu'elle éprouvait pour un barbare si abject lui coupait la parole.

Nous avons voulu publier toute cette histoire, pour que l'on sache jusqu'à quel degré de bassesse peut entraîner la manie de se montrer italianissime. Quant au lieutenant de Barbarie, nous le livrons au jugement de ses propres camarades. Nous en avons connu personnellement un bon nombre, lorsque nous nous trouvâmes, en 1848, entouré par les troupes piémontaises qui marchaient à la guerre, et nous avons trouvé, parmi les officiers, une véritable fleur de chevalerie, à tel point, que si quelqu'un d'entre eux avait eu la lâcheté d'insulter ce qu'ils ont toujours respecté, les blessés, les prêtres, les femmes, ils l'auraient immédiatement chassé du camp après lui avoir coupé le visage à coups de cravache. Donc, si un officier italien est offensé de notre récit, il doit s'en attribuer à lui-même la faute tout entière. Dans notre devoir d'historien, nous nous sommes cru obligé en conscience de rendre hommage même aux traîtres, lorsque nous avons pu le faire sans blesser la vérité; nous avons rappelé les traits louables de Blenio, de Menotti, de Ricciotti, de Fazzari, de Valentini et de Buglielli; nous ne ferons pas défaut au lieutenant de Barbarie lui-même, s'il parvient à se disculper, et à nous faire connaître, en bonne et due forme, qu'il a rendu à M. Armand Escheman l'argent et la bague qu'il lui avait volés.

Allons, soyons courtois jusqu'à la dernière limite possible; il n'a probablement pas volé ces objets lui-même, de ses propres mains; mais, dans le rapport contresigné par lui « A. G. lieutenant, témoin, » il est dit expressément qu'il « était présent... à la saisie des armes et des papiers, exécutée par les

sous-officiers. » Son devoir le plus strict était donc de ne pas laisser voler les bagages, ni assassiner un officier français, blessé et ami. Il est vrai que plus bas le rapport ajoute : « Tout ce que dit M. Stonor est entièrement faux, puisque jamais on n'a réclamé ni l'argent, ni d'autres objets. »

Mais, d'un côté, nous avons l'affirmation du capitaine de gendarmerie Celli, du lieutenant Escheman, très-honorables officiers, et les plaintes d'un noble personnage tel que Monseigneur Stonor et d'une dame comme madame Stone, qui en réfèrent à la légation anglaise pour les rapines et les injures endurées à Corese; de l'autre côté, la dénégation d'un officier de cette chevaleresque trempe dont nous avons parlé plus haut : nous n'hésitons pas à ajouter une foi pleine et entière aux premiers, et à la refuser au second.

Il faut remarquer ici que madame Stone, n'ayant d'autre désir que celui de remplir l'office de sœur de Charité, dont elle s'était volontairement chargée, poussa si loin la mansuétude, qu'à peine sortie d'entre les griffes du lieutenant de Barbarie, et avant même d'arriver à Rome, elle écrivit au ministre des armes, sans dire un mot des avanies souffertes, et se bornant à lui recommander les garibaldiens qui avaient usé de courtoisie envers elle :

« Je vous recommande nos prisonniers (garibaldiens) de Nerola : ils se sont très-bien conduits à l'égard de nos blessés, et ils m'ont donné l'un de leurs médecins, qui les a soignés jusqu'à l'arrivée du docteur O'Flynn (de la légion romaine). Le major garibaldien (Valentini) principalement a fait tout ce

qui était en son pouvoir, pour nous fournir tout ce qui nous était nécessaire avant l'attaque.[1] »

Qui pourrait donc penser qu'une noble dame, si empressée à reconnaître la bienveillance, même des ennemis les plus acharnés du Saint-Père, ait pu et voulu dénigrer calomnieusement un officier des troupes royales ?

Donc, que M. le lieutenant rende ce qui a été pris malhonnêtement, qu'il se disculpe mieux que ne l'a fait pour lui, jusqu'ici, son capitaine, dans le rapport adressé au colonel. S'il ne le fait pas, qu'il se résigne à l'inexorable sévérité de l'histoire ; qu'il n'aspire plus, désormais, qu'à l'honneur de devenir officier d'ordonnance du général Cialdini, que ses cruelles lâchetés contre les blessés de Castelfidardo, indélébiles dans l'histoire, rendent digne de posséder un lieutenant de Barbarie.

XLV. — SITUATION DE LA ZONE DE FROSINONE. LES AUXILIAIRES, LES SUBSIDIAIRES, LES SQUADRIGLIERI.

Il nous semble que les dangers dont Rome était menacée, et dont nous avons parlé, sont plus que suffisants pour justifier le prompt retour de la colonne de M. de Charette après la prise de Nerola. Des neuf cents hommes environ dont cette colonne était composée, une partie rentra dans les garnisons

(1) Docum manuscrits des archives, 19 octobre.

de la lieutenance de Tivoli, les plus exposées à des incursions nouvelles ; une autre partie vint renforcer la garnison de Rome, considérablement diminuée par les secours incessants envoyés dans les provinces, et exténuée par le dur et continuel service de la place.

Sous peu, l'ordre des événements nous conduira à parler des affaires de Rome ; alors se montrera manifestement la sagesse de cette stratégie, même aux yeux de ceux qui ignorent l'art de la guerre. Il nous faut d'abord répandre un rayon de lumière sur les faits arrivés dans d'autres endroits, et avant tout sur ceux de la province de Frosinone, qui ont été jusqu'ici presque ensevelis dans l'oubli. De ce côté, l'aile gauche de l'invasion, sous les ordres du général Jean Nicotera, fut mise en action. Cette aile fut repoussée par le lieutenant-colonel Giorgi, commandant de la circonscription militaire, et peu de temps après par le général de Courten, dont le commandement supérieur embrassait toutes les lieutenances, excepté celle de Rome, soumise au général Zappi.

La lieutenance de Frosinone s'étendait sur la délégation de ce nom et sur celle de Velletri, ce qui équivaut à dire, des chaines sub-apennines des Abruzzes au nord, et de la Terre de Labour, à l'orient, jusqu'à la Méditerranée, qui baigne ses plages méridionales. A l'occident, elle fait face à la province de Tivoli et à la Comarque de Rome. Aucune de ces villes et de ces terres intérieures n'éprouva les horreurs de l'invasion garibaldienne, avant le 27 octobre, époque à laquelle les troupes durent

courir à la défense de la métropole, menacée par l'armée de Victor-Emmanuel. Avant cette lugubre journée, les lettres et les avis, qui de là parvenaient au gouvernement, annonçaient constamment la paix la plus profonde. Ceux qui auraient, comme nous, la patience de feuilleter le massif empilement des télégrammes échangés, durant le mois d'octobre 1867, entre les officiers de ces deux provinces et le gouvernement central, ne pourraient s'empêcher d'admirer ces populations si respectueusement fidèles à leur souverain. Pourtant, toute cette contrée était instiguée par des remueurs perfides, étrangers ou soudoyés; les notables des territoires étaient obsédés de promesses d'argent et d'atroces menaces.

Malgré cela, Frosinone et Velletri, qui, selon les journaux dévoués à la cause de l'invasion, flamboyaient tous les jours dans un volcan de séditions, ne laissèrent en réalité jamais éclater la moindre étincelle, ne bougèrent pas, ne donnèrent aucun signe de vie. La même chose arriva à Paliano, à Anagni, à Ferentino, à Alatri, à Veroli, à Segni, à Sezze, à Piperno, à Ceccano et à Terracine : lieux, pour la majeure partie, si bien gardés par la nature et par le site, que pour y dompter la moindre émeute populaire, à peine aurait-il suffi de toute la milice de la lieutenance. Cette splendide preuve de fidélité était en même temps rehaussée par la vaillance avec laquelle le peuple entier se mit sous les armes, pour repousser les envahisseurs. Il faut savoir que ces deux provinces, outre le grand nombre de volontaires fournis par elles aux troupes de ligne et de gendarmerie, entretenaient de neuf cents à mille

hommes du peuple, tous propres à faire une guerre de partisans. Aux premières insultes des bandes garibaldiennes, ces hommes demandèrent de nouvelles armes, que le général-ministre Kanzler leur accorda sans difficulté[1]. On pouvait donc bien appeler ce pays insurgé, mais insurgé contre les félons, qui cherchaient à le pousser à la trahison; ce fut dans ce sens que cette contrée mérita l'éloge du garibaldien Guerzoni, qui l'appela *hostile et réactionnaire*[2]. Pendant la guerre, les quelques sectaires du pays qui se montrèrent par la suite, après le départ de la force publique et l'irruption d'une foule énorme d'ennemis, durent dissimuler leurs coupables desseins; ils craignaient continuellement le ressentiment de leurs concitoyens. Dans un village de la province de Velletri, un garibaldien ivre ayant lancé une pierre contre les armoiries pontificales, les paysans lui tombèrent sur le corps, et ils l'auraient massacré, sans l'intervention puissante d'un prêtre du pays[3]. Aussi, les hordes de Nicotera, les plus lâches de toute la garibalderie, ne parvinrent-elles qu'à écorner l'extrême limite de la province, et encore revinrent-elles toujours de leurs expéditions complétement vaincues. Les événements de Falvaterra, de Vallecorsa, de Trisulti, de Mont-Saint-Jean, peuvent en fournir la preuve. Les pontificaux s'étant ensuite retirés, Nicotera s'avança; lorsque les premiers s'avancèrent, Nicotera s'enfuit : voilà

(1) Documents manuscrits des archives, 12 et 14 octobre, etc.
(2) *Nuova Antologia*, mars 1868, p. 562.
(3) Documents manuscrits des archives, 20 octobre.

toute l'histoire de l'invasion des garibaldiens dans cette province.

Dès le commencement, la garde de cette lieutenance avait été confiée à la troupe indigène, qui formait un effectif de 2,400 hommes, y compris la gendarmerie, les douaniers et les bourgeois volontaires de plusieurs sortes. Tout homme, sans être bien expert en fait de guerre, s'apercevra facilement de la faiblesse d'une pareille armée, destinée à protéger deux provinces, qui offraient leur flanc découvert de trois côtés, et n'avaient aucune ligne de défense naturelle. On suppléa à cette faiblesse par l'habileté avec laquelle on disposa les postes de la garnison.

On attendait une invasion nombreuse et forte par la vallée du Sacco, passage naturel de toutes les troupes qui firent, dans ces contrées, une guerre régulière ; ce passage était devenu plus rationnellement praticable, depuis que la voie ferrée de Naples à Rome y avait été établie, car cette voie passe sous Frosinone et Velletri, chefs-lieux de la lieutenance. On s'attendait aussi à voir déboucher sur toute la frontière montagneuse, ardue, variée, des bandes pouvant y faire une sorte de petite guerre; ces bandes auraient pu disperser et éparpiller les troupes, menaçant en même temps d'une attaque imprévue quelques-unes des villes principales, et avant tout la ville de Frosinone placée à une faible distance.

En conséquence, pour s'opposer aux mouvements de l'ennemi, la vallée du Sacco fut garantie au moyen de la plus grande partie des forces d'opération, c'est-à-dire, du bataillon des chasseurs, fort de huit compagnies, d'une compagnie de légionnaires, d'un

peloton de dragons et de deux pièces de campagne. Le quartier-général de ces troupes et du reste de la milice résidait à Frosinone ; et le commandement supérieur était confié au commandant de la lieutenance. Le tout était ainsi distribué : trois compagnies à Frosinone ; une à Bauco et une à Véroli, pour protéger l'accès de Frosinone du côté des montagnes ; de l'autre côté, devant l'entrée du vallon, on plaça une grand'garde avec trois postes, à Ceccano, à Pofi et à Castro. Ces postes étaient confiés à la ligne, aux gendarmes et aux escadrilles, comptant en tout 250 baïonnettes, sous le commandement du capitaine Garofoli. Terracine-en-mer eut deux compagnies de sédentaires, et le major Berucci pour commandant de place. Velletri, situé plus à l'intérieur, ne fut muni que d'une faible garnison, composée de deux compagnies sous les ordres du major Pagliucchi, promu depuis au grade de lieutenant-colonel.

Il restait à prévenir les insultes des incurseurs garibaldiens, auxquels les gorges échancrées des montagnes offraient cent issues pour l'attaque et pour la retraite. On chargea particulièrement de ce soin deux compagnies de gendarmes, disséminées dans les villes et dans le territoire de toute la lieutenance : l'une forte de 169 hommes, ayant son chef à Velletri ; l'autre avait son chef à Frosinone et en comptait 237 ; la troisième, à Ceccano, se composait de 95 hommes mobilisés. Toute la gendarmerie était placée sous les ordres immédiats d'un major. C'était M. Léopold Lauri, romain, à qui les glorieux exploits contre les brigands et les garibaldiens valurent, après la suspension de la guerre, une

honorable commanderie d'un ordre chevaleresque, qui est la troisième décoration de commandeur qui orne sa poitrine. C'est un véritable officier de guerre de partisans, vigilant, craint des méchants, prompt à prendre des partis convenables, habile à les exécuter, toujours prêt à risquer sa personne.

Outre les troupes de ligne et la milice régulière, le peuple fournissait un autre précieux élément de défense, représenté par un grand nombre de volontaires armés, sous les différentes dénominations d'Auxiliaires, de Subsidiaires et de Squadriglieri. Il nous faut parler ici brièvement de ces milices, dont cette lieutenance était le siége.

Les Auxiliaires, qu'on appelait aussi auxiliaires de réserve, sont des citoyens organisés en six compagnies, avec un major à la tête du bataillon ; ils sont payés, logés, habillés, armés et équipés comme des militaires. Leur effectif pouvait être de 630 hommes[1] ; ils avaient un état-major à Frosinone, et leurs garnisons étaient dispersées dans diverses villes et villages, spécialement sur les frontières, comme à Terracine, Sonnino, San-Lorenzo, Ceprano, Mont-Saint-Jean. Ces auxiliaires furent institués lorsque les bandes de brigands, échappées des contrées napolitaines avoisinantes, infestaient le pays ; leur tâche principale consistait à garder les localités importantes, pour laisser aux troupes la facilité de donner librement la chasse aux bandes, en rase campagne. En même temps et pour la même raison, on renforça la gendarmerie par les Subsidiaires, qui sont des élé-

(1) Rapport du ministre Kanzler, page 8.

ves-gendarmes, se formant à la discipline de ce corps.

On adjoignit un appui plus puissant à la gendarmerie par l'excellente institution des Escadrilles volantes ; elles sont entièrement formées de jeunes gens choisis, connaissant parfaitement le pays, infatigables à la marche, inaccessibles aux surprises et habiles à manier la carabine. Ces jeunes gens servent volontairement, sans contracter d'engagement fixe : ils habitent leurs villages, mais, dans des quartiers spéciaux, et quelquefois chez leurs parents. L'Etat leur donne pour uniforme distinctif une capote militaire, un képi bleu à filets rouges, un fusil avec baïonnette et cartouchière, et de plus un franc cinquante centimes par jour à titre de solde et de nourriture. Ils n'ont d'autre engagement que celui de leur nom inscrit sur les rôles, et tout au plus quelques chefs d'escouades ; en temps de guerre, leur commandant naturel est l'officier qui conduit les gendarmes. Cette singulière milice se signala contre les garibaldiens, comme elle s'était signalée contre les bandits, les années précédentes. Quoiqu'elle fût toujours sur le qui-vive, elle se montrait rarement dans le pays, mais au premier signal donné par un brigadier de gendarmerie, ils s'avertissaient de maison en maison, de bourgade en bourgade et accouraient de suite en rangs serrés. On les voyait franchir les sentiers des montagnes, fondre sur les embuscades de l'ennemi, l'épier la nuit dans un guet-apens ou l'attaquer de front. Ils sont aussi prompts à saisir la carabine, que peu disposés à la déposer et à cesser le feu : il leur semble qu'en débarrassant le pays d'un traître envahisseur, ils retourneront plus

contents et plus tranquilles près de leurs femmes et de leurs enfants. Nous les avons déjà vus à l'œuvre dans la province de Tivoli, à Moricone et à Monte-Maggiore[1]; à Frosinone, ils ne faillirent pas à leur réputation. Là, ils étaient en plus grand nombre que dans les autres lieutenances, car, de 600 hommes qu'ils étaient dans tout l'Etat, on en comptait 54 dans la province de Velletri, 229 répandus dans le territoire de Frosinone, et 110 adjoints à la compagnie de gendarmes mobiles résidant à Ceccano. En tout, l'effectif s'élevait a environ 400 squadriglieri[2].

Au moyen de toutes ces forces, le commandant de la province d'abord, puis le général de Courten, préparèrent et organisèrent le plan de résistance qui réussit à merveille. Des postes d'avertissement veillaient sur la dernière limite montagneuse, avec ordre de détruire les petites bandes, et, dans le cas d'une attaque persistante, de se replier sur les principaux points fortifiés, tels que Bauco, Pofi et Castro. Le gros des forces régulières était intercalé entre Ceccano, Frosinone et Veroli, de façon à n'avoir à craindre ni surprises, ni attaques des bandes, et à se trouver protégé à droite et à gauche par les troupes légères qui, au besoin, auraient soutenu les colonnes d'opération envoyées de Frosinone. Terracine, plus isolée et plus importante, fut ensuite directement renforcée, par le capitaine-général Kanzler, d'une compagnies de carabiniers étrangers. Il suffit de

(1) Voir le chapitre XXXVII.

(2) Le rapport général, page 5, dit 500 ; mais le nombre que nous donnons ici a été relevé d'après les registres officiels, avec plus de loisir qu'on n'avait pu le faire, lorsqu'on dicta ce rapport.

jeter un coup d'œil sur les cartes géographiques pour reconnaître la sagesse de ces dispositions[1].

XLVI. — JEAN NICOTERA ET LES NICOTÉRIENS. ENTREPRISE DE FALVATERRA ET AUTRES.

En songeant au chiffre considérable des volontaires ayant toujours le fusil au pied, et étant toujours prêts à battre la route avec les braves gendarmes, on comprendra facilement toute la stupidité de M. Rattazzi et de son chien de prise, Garibaldi, qui se flattaient d'ameuter les populations contre le Gouvernement pontifical. C'est pour cela que le prudent général Nicotera, qui, depuis trois mois, conformément aux dispositions prises par son grand chef Garibaldi, caressait de l'œil la province qu'on lui avait ordonné de conquérir, ne pouvait se décider à quitter la stalle rembourrée du Parlement, et les succulents dîners de ses courses en province. Déjà la frontière du Viterbais et de la Sabine était en feu, que la lieutenance de Frosinone jouissait encore du calme le plus profond. Pourtant, si les

(1) Rapport général du ministre Kanzler, et doc. man des arch. *passim*; spécialement la lettre du général de Courten, 20 octobre. Une carte magnifique, gravée par des artistes romains, sous la direction de la *Civiltà Cattolica*, a été publiée pour éclaircir l'histoire de la guerre; elle donne la topographie des environs de Monte-Rotondo et de Mentana, et les plans des villes et des villages qui furent le théâtre des faits d'armes. (Note du Traducteur.)

Garibaldiens étaient, au dire de Garibaldi, *les descendants des trois cents Fabius*, Jean Nicotera descendait en droite ligne de *Fabius Cunctator*, et se montrait ce qu'on appelle vulgairement *un tâtonneur*.

Il est vrai qu'on prévoyait son arrivée. Le gouvernement pontifical avait, dès le 7 juin, averti les commandants de ses troupes que « les détachements organisés près de Naples prendraient la direction des campagnes de Frosinone et de Velletri, sous les ordres d'un officier supérieur (*Nicotera*) garibaldien.[1] »

Or, cette prophétie, qui n'avait rien de surnaturel, s'accomplissait à la lettre : et si nous ne voulions pas être bref, nous pourrions donner ici une histoire minutieuse des enrôlements garibaldiens qui se faisaient à Naples et dans les villes de la frontière pontificale, des mouvements et de la concentration des bandes, des dépôts de fournitures militaires et de munitions, que nous voyons indiqués dans les *Documents* présentés à la Chambre de Florence vers la fin de 1867, et plus clairement encore dans les archives romaines.

Dans ces archives, nous trouvons un perpétuel échange de nouvelles sur les préparatifs de l'invasion, entre les officiers de garde à la frontière et le gouvernement central. Tous les pas du général Nicotera, comme ceux des autres chefs, étaient, pour ainsi dire, suivis et comptés. Le ministre des

(1) Documents manuscrits des archives, 7 juin 1867. Nous en avons cité le texte *in extenso* au chapitre XXI.

armes exigeait de tous les points importants un rapport résumé, par voie télégraphique, deux fois par jour[1]; il tenait, à son tour, au courant des nouvelles du jour ses lieutenants, tant pour régler leurs opérations militaires, que pour démentir les innombrables mensonges qui émanaient des clubs garibaldiens[2]. Ainsi, pendant que les journalistes sectaires et le petit nombre de remueurs qu'ils avaient rencontrés dans le pays, s'évertuaient à inventer des victoires, des succès prodigieux, capables d'épouvanter les fidèles et d'animer les traîtres, il n'y avait, dans tout l'Etat pontifical, ni un commandant, ni même un seul sergent ou un simple gendarme qui ne se prît à rire des balourdises de la presse garibaldienne. Mais reprenons le fil de notre récit.

Le capitaine général Kanzler annonça au lieutenant de la province militaire de Frosinone l'invasion de Nicotera comme devant être imminente dans le courant de septembre[3]. Peu de temps après, la force armée se disposait à donner la bienvenue aux bandes qui menaçaient Ceprano[4]; ces bandes, se voyant découvertes, suspendirent probablement leur irruption. La garnison de Terracine reçut l'ordre de ne pas se laisser surprendre dans la ville et, en cas d'attaque, de se défendre jusqu'à l'arrivée d'un renfort qui ne lui ferait pas défaut. En conséquence, une compagnie d'auxiliaires occupa les fortes posi-

(1) Doc. manusc. des arch., 23 septembre, 3 et 10 octobre, etc.

(2) Ibid. 22 septembre et jours suivants *passim*, dans les télégrammes des 8 et 10 octobre, etc.

(3) Documents manuscrits des archives, 22 septembre.

(4) Ibid. 4 octobre.

tions de San-Francesco qui dominent la ville, et pour plus de vigilance, on distribua des armes, (tant on craignait peu un soulèvement de la population,) que les vaillants habitants de San-Felice avaient demandées, ce qui servit admirablement à protéger la plage de Monte-Circeo, non pas contre l'escadre italienne qui croisait dans ces parages, mais contre ses chaloupes traitresses qui pouvaient fort bien débarquer de nouvelles recrues et des munitions aux garibaldiens[1]. Il est vrai que Civita-Vecchia se mettait en garde pour repousser un ennemi de ce genre.

Le furieux enrôlement de chemises rouges qui avait lieu sur la frontière, dans les Abruzzes, et principalement parmi la canaille la plus fangeuse de Naples, était l'indice d'une prochaine invasion. Des officiers du Gouvernement et jusqu'au général Jacques Durando s'occupaient publiquement de cet enrôlement[2]. On disposait, pour le service de Nicotera, une grande quantité d'armes dans la ville de San-Germano, et cela par les ordres du ministre[3]. Des convois complets de garibaldiens partaient tous les jours de la station de Naples, chantant, hurlant, comme des hommes ivres, blasphémant comme des possédés; ils allaient s'installer dans les logements qu'on leur avait assignés. En cela, la conscience délicate des autorités napolitaines se montra admirable; s'étant aperçue qu'un très-grand nombre de ces braves enrôlés, au lieu de jouir du passage gratuit qu'on leur avait accordé dans les wagons de

(1) Documents manuscrits des archives, 7, 8, 11 et 12 octobre.
(2) Ibid. 3 octobre. (3) Ibid. 7 octobre.

la voie ferrée, aimaient mieux rester à Naples pour dépenser dans les cabarets la prime d'engagement qu'ils avaient touchée, en attendant l'occasion d'en contracter de nouveaux, pour dépenser une seconde prime à Naples, la questure décréta que les *volon-lontaires de l'indépendance* seraient soigneusement escortés par les agents de la sûreté publique depuis le bureau d'enrôlement jusqu'à la gare du chemin de fer. Par ce moyen, on fit cesser l'abus et l'on s'assura que le Trésor n'aurait plus à souffrir de détournements dans les honorables frais qu'il s'imposait.

Enfin, le député Jean Nicotera crut opportun de lancer une déclaration de guerre formelle contre l'Etat, *qui*, disait-il, *sera pour bien peu de temps encore appelé pontifical*. Cette proclamation, signée par lui le 9 octobre, était datée de Naples et fut publiée dans les journaux des provinces et de Florence[1]. Il ne faut pas croire que le vaillant général ait fait preuve d'audace en cette circonstance : il pouvait partir de Naples aussi solennellement que le roi Victor-Emmanuel était parti de Florence pour la guerre de la Vénétie : Nicotera vivait en parfait accord avec le gouvernement italien.

Mais que dire de la diplomatie de ces jours néfastes? Penser que durant toutes ces tragi-comédies, le bon M. Rattazzi pouvait concevoir l'idée d'écrire à Paris : « On exerce une surveillance énergique et efficace.... Si la population reste tranquille, on le doit uniquement à la contenance du gouvernement

(1) Voir le *Popolo d'Italia* de Naples, 13 octobre et le *Diritto* de Florence, 16 octobre.

royal, qui a rendu impossible toute invasion assez importante pour provoquer une insurrection. Il suffirait de déployer un peu moins de vigilance, pour voir tout aussitôt les populations pontificales s'insurger. Il serait impossible, malgré la meilleure volonté du monde, de faire rien de plus[1]. »

Tandis qu'on écrivait ceci, huit ou dix députés du Parlement marchaient publiquement contre Rome ! La postérité jugera les diplomates de ce temps, aussi bien ceux qui trompaient que ceux qui se disaient trompés.

La fortune garibaldienne devait, naturellement, se relever avec éclat à la première apparition du général Nicotera au camp, et de là les pontificaux ne devaient avoir qu'une longue suite de défaites, les villes devaient trembler et la terreur devait réduire en poussière les forteresses et les châteaux-forts ; les peuples devaient se soulever avec furie et porter triomphalement sur leurs épaules le valeureux Jean au Capitole. Les journalistes chantèrent tout cela très-fidèlement, pendant les premiers jours qui suivirent le départ de Naples de notre intrépide Nicotera.

En effet, d'après les gazettes garibaldiennes, quatre bandes franchissaient la frontière ; Monte-San-Giovanni et Strangolagalli étaient aussitôt occupés ; « les prisonniers, qui étaient en grand nombre, imploraient presque tous la faveur de se battre dans les rangs des insurgés ; beaucoup de carabiniers en uniforme s'unissaient à ceux-ci... partout les populations applaudissaient. » Anagni insurgé se battait

(1) *Livre vert*, Question romaine, page 22.

sous les ordres du major Cucchi (*il était à Rome!*); Velletri frémissait de patriotisme à la vue de 1,500 volontaires armés; Casamari et Trisulti s'étaient soumis; Guercino était conquis par le capitaine Salomone, député au Parlement; Véroli et Ferentino étaient annexés à l'Italie, Frosinone avait été abandonnée par les papistes, les zouaves, (*et il n'y en avait pas un seul!*) que l'on avait lardés à coups de baïonnette, taillés en pièces, exterminés; 500 garibaldiens avaient passé la frontière en une seule nuit, en suivant les traces de leurs frères d'armes, et 200 autres arrivaient peu de temps après dans la province de Frosinone. En un mot, « la tempête rugit sur la frontière du Sud; l'insurrection, qui s'est déchaînée formidable, s'étend sur toutes les montagne, de Sonnino à Veroli.... Il y aura sur ces monts 800 hommes bien armés.... On comprend l'importance de ce mouvement : un jour de marche, et N... lui aussi, (*Nicotera, pourquoi nous cacher un nom si brillant?*) N... sera en vue de Rome.... Le Pape restera décidément au château Saint-Ange, dût-il même, assure-t-on, y soutenir un siége. »

C'est ainsi que l'on décrivait les héroïques actions de Jean Nicotera, dans les journaux arlequinesques[1]. Qu'y avait-il d'historique dans tout cela? Le voici en deux mots.

Nicotera se promena d'un air assez fanfaron tout le long des frontières, non sans avoir quelque déman-

(1) Voir le *Pungolo*, le *Popolo d'Italia*, l'*Indipendente* et le *Roma*, journaux édités à Naples; à défaut de ceux-là, n'importe quel journal garibaldien de Florence, par exemple la *Riforma*, ou même le seul *Diritto*, 16 octobre.

geaison (amour platonique et rien de plus) de passer le Liri près de Sora, et de là se jeter sur Frosinone, si l'insurrection lui en ouvrait les portes[1]. Il pouvait compter un millier de chemises rouges à ses ordres, bien armés, ainsi que l'ont écrit les garibaldiens, munis d'armes militaires, ainsi que des officiers pontificaux nous l'ont affirmé, ayant eux-mêmes enlevé ces armes aux prisonniers. Donc, ce que dit le député Guerzoni est faux, lorsqu'il prétend qu'ils n'étaient tout au plus que trois cents et à peu près sans armes[2]. Mais voyant que le pays ne se montrait pas favorable à ses libérateurs, que beaucoup d'hommes du peuple couraient aux armes pour se défendre, que des escadrilles se montraient çà et là dans l'intention d'épier les paladins pour les fusiller et qu'une compagnie d'auxiliaires était campée entre Bauco et Monte-San-Giovanni, le sage Nicotera résolut de passer le Liri plus bas. Il tenta d'enlever Ceprano; mais là aussi se trouvait une poignée d'auxiliaires armés, qui menaçaient d'en venir aux mains. Il descendit encore, afin de trouver un trajet plus sûr et plus facile au confluent du Sacco et du Liri. Là, le chemin de fer lui amenait coup sur coup de nouveaux bataillons recrutés dans les carrefours de Naples et dans l'écume des bagnes et des prisons; l'inexpérience innocente des officiers royaux fournissait à ces dignes combattants, partant par le convoi, tout ce qui leur était nécessaire. D'un autre côté, le large et abondant bassin du fleuve l'invitait

(1) Doc. manusc. des archiv. 11 et 12 octobre.

(2) *Nuova Antologia*, mars 1868, p. 502.

à faire par là son entrée solennelle; il ne voyait en face de lui qu'un petit nombre de pelotons disséminés dans les villages, s'élevant à peine ensemble à 250 hommes; il pouvait marcher, lui, avec ses mille mirmidons, sur Ceccano et menacer Frosinone.

Toutefois, cet homme de guerre si prudent, étant arrivé à Isoletta, avant de passer la frontière, tint conseils avec ses généraux et ses colonels. La postérité ne doit pas ignorer qu'autour de l'éblouissant soleil de Nicotera, se mouvait tout un brillant système de planètes, inférieures, si l'on veut, mais resplendissantes pourtant. Il y avait là une Caracciolo, pierre précieuse échappée d'un cloître; ayant échangé le voile contre la chemise rouge, elle figurait, amazone du ruisseau, à la tête d'une bande qu'on appelait *le bataillon de la comtesse;* et les galants, pour la plupart échappés du bagne, rodaient autour d'elle et imposaient en son nom toutes sortes de tailles sur les communes. Mais ne trempons pas notre plume dans cette boue : nous écrivons pour d'honnêtes lecteurs. Il y avait le chef d'état-major Païs, le même qui raconta plus tard dans les journaux du parti comment les officiers de l'armée royale avaient fourni des vivres et des munitions aux volontaires, au lieu de les arrêter, sans que cela troublât le moins du monde les digestions du général Genova de Pettinengo, qui gouvernait au nom du roi la province militaire de Naples. Il y avait encore le général Orsini, le colonel Cattabene, le colonel Pianciani, le lieutenant-colonel Albini, le major Albanese, le major De Benedetto, le major Evangelisti, et un troupeau d'autres officiers, sans compter le grandis-

sime Salomone et les chefs des bandes et des escadrons particuliers, guerroyant pour leur propre compte. On voyait fleurir, parmi les Nicotériens, une très-abondante moissons de capitaines et de lieutenants; lorsque les Pontificaux en recueillirent quelques gerbes, ils trouvèrent, sur trois vauriens, un individu moins malpropre, qui se disait lieutenant.

Tout bien considéré, le grand capitaine jugea qu'il ne pouvait temporiser davantage, car les peuples s'attendaient à quelque bataille qui éclipserait celles de Marathon et de Waterloo; il fallait donc donner au moins quelque signe de vie. Sur ce, il avisa une petite bourgade appelée Falvaterra, à trois quarts d'heure d'Isoletta, et à deux portées de fusil de la frontière; ce fut là qu'il lança son premier coup de foudre.

Falvaterra s'élève sur l'ancienne cité volsque de Fabrateria, réduite aujourd'hui à 1,400 habitants, dans un angle du territoire pontifical entrant dans le pays napolitain; défendue à l'intérieur par le fleuve Sacco, qui la garantissait contre les surprises des pontifiçaux, elle offrait, de trois côtés, un libre passage à l'étranger. De plus, l'audace martiale de Nicotera était encouragée par la connaissance qu'il avait du dégarnissement complet de la contrée, car on n'avait pas cru pouvoir détacher une garnison si avant et si loin des autres.

Donc, un beau matin (c'était le 13 octobre), le général fit marcher deux cents garibaldiens environ à la conquête de Falvaterra. On nous a d'ailleurs raconté que les garibaldiens y étaient entrés deux jours auparavant et qu'ils en étaient resortis sains et

saufs. Quoi qu'il en soit, au premier assaut, ils détruisirent avec une valeur indicible les armoiries pontificales, et y fondèrent un gouvernement provisoire. La junte, ramassée parmi la canaille la plus abjecte du pays, se mit aussitôt à l'œuvre, indiquant aux garibaldiens, avec une science adroite, les moyens de voler impunément les notables de l'endroit. Quand il s'agissait de vider les caisses publiques et municipales, d'insulter les prêtres et les magistrats pontificaux, les braves de Nicotera étaient d'une vaillance sans pareille, et supérieurs à toute autre espèce de garibaldiens. Nous ne nous arrêterons pas à raconter minutieusement les excès grossiers et sacriléges commis par eux à Falvaterra[1].

Pourtant tous ces traits de courage militaire leur semblaient peu de chose, s'ils n'avaient pas pu faire preuve d'une valeur bien plus grande et d'un plus noble héroïsme contre un couvent de moines. A deux milles de Falvaterra, sur la route de Ceccano, se trouve un couvent des Pères Passionistes, très-pauvre, mais vénéré dans tous les environs ; il est connu sous le vocable de S. Sosius. On y envoya un détachement de ces héros de potence, avec un lieutenant digne de la corde. Ces gens trouvèrent là-dedans six religieux qu'ils poussèrent dans le réfectoire à force d'insultes brutales, les y retenant enfermés, et les accablant, pendant une heure à peu près, d'atroces menaces de mort. Le *noble* officier s'élança sur le supérieur, criant à plein gosier :

(1) Doc. manusc. des arch. 13 et 14 octobre. Rapport général, p. 22. *Civiltà Cattolica*, série VI, vol. XII, p. 435.

— Vous avez cinq chevaux ; remettez-les-nous, sinon cinq d'entre vous seront fusillés.

Il tenait sa montre à la main.

— Nous ne les avons pas, répondit le pauvre religieux.

Et l'autre d'insister :

— Pas tant de mots : je suis homme à tenir ma parole !

Redoublant de fureur, le misérable s'amusait à tourmenter le Père, lui appuyant sur le front le canon d'un pistolet.

— Donne de l'argent, lui disait-il, ou tu es mort !

Ne pouvant obtenir d'argent, il tira son épée, dont il frappa les tables avec fureur (elles en portent encore les marques), et il fit briller la lame de son arme sous les yeux des religieux, la faisant tournoyer autour de leur cou, tout en proférant des hurlements :

— J'ai plus envie de sang que je n'ai besoin de chevaux ; oui, j'ai soif du sang de l'un d'entre vous... je veux en boire[1] !

Ces hommes finirent par se contenter de saccager la maison : l'église et le couvent furent dévastés et souillés d'horreurs qu'il vaut mieux passer sous silence ; mais il fallut encore remercier les brigands de ne pas avoir versé le sang, car le pillage était le premier précepte stratégique des nicotériens. Nicotera lui-même et ses officiers, se souvenant de

(1) On peut voir les autres particularités dans une relation écrite sur les lieux, non par les religieux, mais publiée dans l'*Osservatore Romano* du 25 octobre 1867.

leur ancien métier de voleurs, donnaient l'exemple de toutes sortes de rapines. Les bandes Antinori et Bennati ont été qualifiées par Nicotera du nom de ramassis de brigands. L'état-major du général Orsini, logé chez une dame de Valmontone, la récompensa de son hospitalité, avant de partir, en enfonçant et en brisant toutes les armoires, en volant l'argenterie et les espèces, en emportant le linge, les vêtements de femme et jusqu'aux serrures[1]. Nicotera, ce foudre de guerre, qui, dans toute cette campagne, ne tira ni ne fit un seul coup de feu en présence des soldats pontificaux, porta ses armes contre le couvent de Casamari, en escalada l'enceinte, en enfonça les portes; ses sicaires braquèrent leurs pistolets sur la poitrine des religieux, les dépouillèrent de tout, leur enlevèrent jusqu'aux vêtements qui les couvraient, prirent la bourse, arrachèrent l'anneau du doigt du Père Abbé, et frappèrent au visage ce vieillard vénérable. M. Jean Nicotera, honorable député au Parlement, martyr de la sainte cause, commandant général de l'aile gauche de l'invasion, au milieu de toutes les prouesses des siens, au lieu d'y mettre un frein, se démenait comme un histrion ivre. Se déclarant l'abbé du couvent, il arracha de ses propres mains les clefs au supérieur, les distribua aux chefs de sa bande, et leur ordonna de piller[2].

Qu'il aille maintenant s'asseoir au Parlement de

(1) Relation écrite sur les lieux, par des témoins, dans l'*Osservatore Romano* du 3 décembre 1867.

(2) Relation, etc., 10 décembre.

Florence, qu'il censure les rapines de ses subalternes : l'histoire dira si sa vraie place n'eût pas été plutôt aux galères auxquelles il fut condamné par le tribunal de Naples, qu'à une stalle des chambres législatives à laquelle il fut élevé par la loge maçonnique. Du reste, il n'est pas le seul : y siégent aussi Cucchi, Guerzoni, Acerbi, Fabrizi, Castellazzi, Bertani et d'autres chefs de sicaires ; Rattazzi, qui les payait, et Menabrea, qui prônait leur prétendue générosité. Que Nicotera siége donc au Parlement !

Après avoir parlé de la province de Frosinone et de ses assaillants, racontons brièvement les événements militaires qui s'y sont passés.

XLVII. — VALLECORSA, 15 OCTOBRE.

Depuis plusieurs jours déjà, Falvaterra était au pouvoir des hordes nicotériennes. C'était donc là, et sur les penchants des montagnes de la frontière napolitaine, que fourmillaient les chemises rouges, plus nombreuses et mieux pourvues d'heure en heure par l'arrivée continuelle des convois du chemin de fer, remplis d'hommes et de munitions. Il y avait lieu de croire que, selon les règles de la guerre, le condottiere Nicotera dût projeter de s'avancer par la vallée du Sacco. Mais le général pontifical de Courten ne s'en préoccupait guère. Outre les garnisons de Frosinone et de Velletri, se tenaient prêts à

faire face aux envahisseurs une compagnie de chasseurs à Ceccano, et pour les serrer comme dans des tenailles, deux détachements avancés, l'un à la droite du fleuve, sur le sommet bien fortifié du Castro, l'autre à gauche, à Pofi. Ce dernier village était occupé par le capitaine Frédéric Garofoli, officier d'une grande expérience et d'une insigne valeur, et sa compagnie y était campée; ce capitaine, après les dernières affaires, a été promu au grade de major et nommé chevalier de l'ordre de Pie IX.

Les chasseurs, les gendarmes et les squadriglieri briguaient à qui mieux mieux l'honneur de marcher au siége de Falvaterra. Mais M. de Courten jugeait la chose inutile; car délivrée aujourd'hui, cette place serait reprise le lendemain, vu l'impossibité d'y tenir confinées les forces de la lieutenance. Falvaterra était entourée de tous côtés par les troupes garibaldiennes, et celles-ci étaient protégées par la ligne de frontière et par le drapeau de Victor-Emmanuel.

Les pontificaux cherchaient plutôt à ne pas laisser sortir de là leurs ennemis, et à les empêcher de gagner un pied de terrain dans le cœur de la province. Vallecorsa était exposée plus que toute autre place; c'est un gros bourg de 4,000 habitants, à trois heures seulement de Falvaterra. Elle est assise sur la pente orientale d'un petit vallon fermé de tous côtés, excepté au nord, d'où l'on a vue sur Frosinone. Sur la crête des montagnes se développe la limite de la frontière, qui la sépare à une petite distance des villages de Lenola et de Pastena devenus, en ces jours-là, le quartier-général de Nicotera. Vallecorsa n'est pas entourée de murailles, mais les

maisons bourgeoises lui forment une sorte de parapet; de là les avenues du bourg prennent le nom de portes. La plus notable est la porte Nuova ou de Saint-Roch, qui s'ouvre au-dessus d'une côte plantée d'oliviers, et c'est la plus accessible à ceux qui descendraient de la frontière napolitaine, mais elle est protégée par un mur qui la domine.

Or, les habitants de Vallecorsa, gens robustes et fideles à leur Souverain, voulaient voir délivrée de tout bandit leur riche et pacifique vallée. A cet effet, ils comptaient sur leurs bonnes carabines, et principalement sur une vigoureuse escouade de jeunes gens du pays, bien armés et encore mieux guidés par le jeune et hardi brigadier de gendarmerie, Noël Lattanzi. Les squadriglieri étaient au nombre de trente-deux. Pour comble de bonheur, le docteur François Sagnori était gouverneur du pays; c'était un homme franc, résolu et de bon conseil, qui, pour ses mérites éminents dans la répression du brigandage, venait d'être honoré par le Pape d'un éloge spécial et d'une décoration, aux grands applaudissements de ses concitoyens, qui voulurent lui en offrir les insignes en or, par souscription publique.

Le clairvoyant officier, au moyen d'explorateurs, surprit l'intention qu'avaient les nicotériens de tomber sur Vallecorsa, dès le 10 octobre. Ce jour-là même, l'escouade vallecorsane était partie pour se joindre à d'autres détachements dans Castro, qui se trouvait à sept milles de distance. On demande du secours, on écrit à Rome, on dépèche en toute hâte une estafette au légat de Frosinone, Monseigneur Pericoli ; celui-ci répond :

« Les mouvements des militaires dépendent du lieutenant, car on est dans la dure nécessité de réunir les forces éparpillées ; que les citoyens fassent tout ce qu'ils peuvent pour se défendre eux-mêmes, et qu'au pis-aller les magistrats se mettent à l'abri dans des endroits bien gardés[1]. »

La réponse de Monseigneur de Witten, ministre de l'intérieur, fut absolument la même, mais accompagnée des encouragements les plus vifs et de recommandations de constance adressés à la loyauté éprouvée des Vallecorsans[2].

Le gouverneur ne perd pas courage. Il convoque le clergé, les magistrats, les notables de la bourgeoisie, en forme un véritable conseil de guerre populaire, et lit les lettres reçues. Tous s'écrient :

— Votre Seigneurie nous abandonne?

— Non, Messieurs, répliqua-t-il, mais j'y mets une condition.

— Laquelle?

— Que nous nous armions tous. Mon fils Charles, que voici, sera le premier à prendre le fusil.

La proposition fut approuvée et acclamée avec transport. Pourtant, mille garibaldiens étaient là, en dehors de la frontière, à une heure de marche! L'assemblée se leva et chacun s'occupa, de son côté, à chercher des hommes et des munitions. Pendant tout ce jour-là et les quatre journées qui le suivirent, on monta la garde avec sentinelles et vedettes avancées. On ne cessait pas néanmoins de solliciter un secours militaire. Cette demande ne fut pas vaine :

(1) Lettre officielle, nº 185. (2) Ibid., nº 43,507.

le capitaine de gendarmerie Lucidi, posté en observation à San-Lorenzo, reçut à temps l'ordre de s'approcher de Vallecorsa avec 80 squadriglieri. Il y entra à la sourdine, au milieu de la nuit, et avec tant de précautions, que Nicotera n'en eut pas le moindre soupçon.

A vrai dire, l'assurance que ce secours inespéré donnait au pays, faillit compromettre la sûreté générale. Le lendemain, 15 octobre, les habitants déposèrent les armes et reprirent le cours ordinaire de leurs affaires; les gendarmes eux-mêmes, par imprudence ou par mépris de l'ennemi, peut-être, n'avaient pas encore occupé les postes militaires, et les squadriglieri étaient éparpillés dans les maisons ou dans les auberges. Tout à coup on entendit ce cri : « Les voici, les voici! »

Vallecorsa était envahie par les bandes garibaldiennes. C'était l'avant-garde de Nicotera, forte de deux cent-cinquante hommes environ, et des plus hardis, qui entraient en faisant feu et montaient au palais du gouvernement.

En ce moment même, le gouverneur causait avec le capitaine de gendarmerie de la probabilité d'une surprise garibaldienne, et huit heures et demie sonnaient, lorsque la fusillade les avertit qu'il fallait combattre et non tenir conseil. Aussitôt le capitaine court à son poste, le gouverneur fait fermer et verrouiller les portes, les militaires accourent à la caserne, on monte sur les toits et sur les clochers, on s'élance de toutes parts sur les fusils et l'on tire sur les garibaldiens, des ruelles et des fenêtres. Le palais du gouvernement était menacé du plus grand

danger. Par bonheur, une quinzaine d'hommes déterminés en avaient pris la défense, et après en avoir barricadé toutes les entrées, ils braquèrent leurs carabines par-dessus les galeries et les fenêtres, et firent si bien qu'ils parvinrent à résister à la première impétuosité de l'attaque. Pendant ce temps-là, une lutte terrible s'était engagée dans la principale rue, et plusieurs combattants de l'un et de l'autre parti y laissèrent la vie. Au bout d'un court moment, Vallecorsa tout entière retentissait de coups de feu.

La résistance des bourgeois et des soldats étant devenue très-vive, les garibaldiens ne purent se soutenir ni s'arrêter nulle part. Tournant le dos et se retirant lentement de la place, ils comprirent que la surprise était déjouée, et, voyant toute la difficulté de venir à bout de Vallecorsa par la force des armes, ils cherchèrent à entrer en négociation. Ils consultèrent l'un des notables de l'endroit sur ce traité, et celui-ci, craignant des mésaventures plus grandes encore, consentit à y prendre part. Trouvant un ambassadeur convenable, les garibaldiens le dépêchèrent près du gouverneur, pour l'inviter à venir négocier avec eux dans leur camp, en dehors des murailles. Le bruit se répandit en même temps qu'un sicaire avait été posté pour guetter le Gouverneur et tirer sur lui au moment où il sortirait. Quoi qu'il en fût, M. Sagnori ne voulut pas accepter une proposition aussi déshonorante. De son côté, le capitaine Lucidi, pressé de déposer les armes, refusa de reconnaître à des bandits le droit de traiter, et retint près de lui le messager.

En attendant, les officiers garibaldiens, (il y en

avait une vingtaine), hors de portée et réunis en cercle, tenaient grand conseil sur le parti à prendre en cas de refus. Entre tous brillaient leur commandant, Aristide Salvatori, et l'officier Moroni, jeune homme de haute taille, fier, menaçant. Il était habillé avec la plus grande recherche, portait un pantalon très-collant, descendant sur des bottes à l'écuyère, bien vernies et éperonnées, un dolman à la hussard richement cordonné, un béret militaire, garni d'un couvre-nuque à la bédouin, blanc et voltigeant. Il dédaignait, ou tout au moins il cachait la couleur rouge, càr il laissait paraître une chemise éblouissante de blancheur, très-fine et fraîchement empesée, garnie d'un col et de manchettes à petits plis ; sur sa poitrine se balançait une longue chaîne d'or avec breloques et joyaux à profusion. il se vantait d'être officier des guides de Garibaldi, et cette qualité le faisait grandement respecter par sa horde. Mais il fut, par la suite, désagréablement dépouillé de toutes ses splendeurs, par un geôlier de la prison des Thermes, à Rome, qui, le voyant, le salua en ces termes :

— Tiens! c'est l'ami Moroni, nous nous revoyons enfin!

Il avait reconnu dans le bel officier un ancien pensionnaire de sa prison, qui avait été pris et condamné jadis pour vols et escroquerie.

Mais à Vallecorsa, Moroni se trouvait à l'apogée de la gloire et de la bravoure : il enrageait donc de la belle façon, en voyant son hérault arriver à point nommé, comme le corbeau de l'arche de Noé. Se voyant ainsi dupé, il prit un parti désespéré et com-

manda l'assaut avec un redoublement de fureur. C'est ici que la loyauté de M. Guerzoni nous semble merveilleuse, lorsqu'il nous dit fabuleusement que les garibaldiens étaient entrés sans précautions dans Vallecorsa, pour y *faire emplette de vivres*. La fusillade redoubla des deux côtés, les assaillants ayant surtout envie de forcer la porte Saint-Roch, qui était la plus favorable, mais en même temps la plus valeureusement défendue. Ils entretinrent une fusillade très-vive, jusqu'à deux heures de l'après-midi, sans parvenir à gagner un pouce de terrain, ni se maintenir à portée de fusil des gendarmes et des volontaires du pays. Celui qui se montrait le plus vaillant et le plus acharné contre les garibaldiens était un certain Flavien Toppetta, ex-brigand, qui s'était rendu sous la foi du serment. C'était un jeune homme de petite taille, robuste et maniant habilement la carabine. En cette circonstance, il agit si bien qu'il se concilia la faveur et les éloges de tous les habitants, de sorte que le major Lauri le proposa pour être gracié, et porté à l'honneur d'être nommé squadrigliere[1].

Une lutte si longue et si inutile finit par décourager le commandant garibaldien ; ne recevant aucun renfort de Nicotera, qui, cependant, n'était qu'à une ou deux heures de chemin, il fit sonner la retraite, rassembla les aventuriers éparpillés, et, en bon ordre, avec des éclaireurs habiles à la découverte, il se mit en marche, sur la crête des hauteurs, pour gagner la frontière. Ses hommes et lui, fatigués, affamés,

(1) Rapport spécial, n° 3,216.

marchant sous un soleil ardent, se consolaient mutuellement d'avoir tant bien que mal achevé leur journée en ne laissant que quatre morts sur le terrain : ils ne s'aperçurent pas qu'ils l'avaient à peine commencée. Ce fut une grande imprudence de la part des officiers garibaldiens, de s'arrêter si longtemps, après avoir manqué leur première tentative, dans un pays où tout était pour eux un ennemi mortel, sans même s'informer des mouvements des pontificaux. Ils comptaient sur la proximité de la frontière, mais ce fut une vaine espérance.

En effet, le général de Courten, arrivé depuis peu dans la province, avait aussitôt organisé une forte reconnaissance offensive sur toute la limite menacée, déjà même entamée, et avait donné le commandement de cette expédition au lieutenant-colonel Giorgi[1]. Deux compagnies de chasseurs et une compagnie de légionnaires franco-romains partirent de Ceccano et de Pofi pendant la nuit et firent halte, vers le matin, au Ponte-di-Castro, en face des positions occupées par Nicotera. Le lieutenant de gendarmerie Loreti, avec ses squadriglieri, s'occupait exclusivement de s'enquérir des desseins de l'ennemi; il interrogeait les voyageurs, expédiait des éclaireurs; de la védette très-élevée de cette montagne, il tenait au courant de la moindre nouvelle les présides environnants; il se servait aussi à cette effet de courriers, de signaux donnés par la fumée ou par des feux nocturnes, parfaitement arrangés pour faire l'office de

(1) Instructions du général de Courten, 14 octobre, 6 heures et demie après-midi.

télégraphe[1]. Le lieutenant fut si bien favorisé par le hasard que, tout en explorant lui-même les monts avoisinants, il parvint à surprendre un espion de Nicotera. Cet homme, désarmé et menacé, dit tout ce qu'il savait sur les forces garibaldiennes, campées de l'autre côté de la colline, et dont l'avant-garde s'était avancée jusqu'à Vallecorsa. M. Loreti remit l'espion à la garde de deux squadriglieri et l'envoya au commandant de la colonne, demandant en même temps des ordres pour disposer l'attaque sur plusieurs points à la fois.

La prudence militaire du lieutenant-colonel Giorgi l'inspira heureusement dans cette circonstance. Il partagea ses troupes en trois sections : les gendarmes et les squadriglieri de Castro furent déployés en tirailleurs sur les hauteurs qui dominent Vallecorsa, pour couper la retraite au-delà de la frontière ; il fit monter du fond de la vallée une compagnie de chasseurs, avec une section des légionnaires du lieutenant Pinczon du Sel, donnant des instructions très-détaillées au capitaine Garofoli, commandant la colonne, sur les sentiers et les passages à suivre pour envelopper l'ennemi[2]. Avec une force égale à celle de M. Garofoli, le lieutenant-colonel Giorgi se plaça à Castro, pour faire face au débouché de la vallée, et former un corps de réserve.

Pendant que l'on écrivait ces ordres au Ponte-di-Castro, et que le lieutenant Loreti les attendait,

(1) Lettre du lieutenant Loreti au commandant de la sous-lieutenance, 14 octobre, après-midi.

(2) Instructions du lieutenant colonel Giorgi au capitaine Garofoli, 15 octobre, au matin.

ils étaient déjà à demi-exécutés. Les squadriglieri vallecorsans, qui se trouvaient avec les autres, ayant appris par les espions garibaldiens dont nous avons parlé que leur pays était envahi, et ne pouvant souffrir le moindre retard, se pressèrent autour du lieutenant, lui demandant à grands cris l'autorisation de tomber sur les garibaldiens. C'était bien le plus admirable spectacle que celui de ces preux enfants des Volsques, dans leur pittoresque costume montagnard, chaussés de sandales, qui leur permettent de gravir les rochers les plus abruptes, et de parcourir les sentiers les plus escarpés avec une incroyable agilité, prompts et légers comme des léopards; coiffés, les uns d'un képi militaire, les autres, d'un grand feutre conique; ayant la barbe noire et inculte, des yeux lançant des éclairs. Ils brandissaient vigoureusement leurs carabines, s'agitaient, et brûlaient d'envie de fondre sur l'ennemi, hurlant :

— Mort à Garibaldi! mort aux brigands! vive le Pape! vive la Madone! vive Pie IX!

Le lieutenant Loreti, voyant qu'il lui était impossible de contenir par la douceur une fureur si juste, les recommanda à leur chef ordinaire, le brigadier Lattanzi, et leur lâcha la bride. Ils disparurent aussitôt dans les chemins de traverse qui leur étaient bien connus, et, arrivés aux cimes qui font face à Vallecorsa, ils aperçurent la troupe des chemises rouges, qui paraissait battre en retraite le long de la crête. Evidemment, les garibaldiens cherchaient à franchir la frontière; Lattanzi, sans les compter, se disposa à leur couper la retraite. Il ordonna aux siens de s'avancer en cachette, de s'accroupir dans

les anfractuosités des rochers, et de ne faire feu qu'au moment où ils tiendraient l'ennemi sous leurs coups. Pendant que la squadriglia se tenait aux aguets sous un pli de colline, elle vit arriver deux garibaldiens qui marchaient en avant pour explorer la route. Les entourer et leur placer le pistolet sur la poitrine fut l'affaire d'un instant. Ils avouèrent aussitôt qu'ils venaient pour explorer, et dirent que Nicotera était à une petite distance, prêt à entrer dans Vallecorsa, si son avant-garde avait pu y pénétrer, et qu'ils étaient chargés de servir de guides pour explorer le chemin devant la colonne qui se retirait du pays.

A ces mots, le gendarme expérimenté eut un éclair de tactique, que nous appellerons plus volontiers unique que rare :

— Puisque vous êtes, leur dit-il, les guides des garibaldiens, guidez-les vers nous.

Sur ce, il saisit au collet un des deux individus, le plus facile à distinguer de loin à cause de sa chemise rouge, et le poussa devant lui jusque sur la hauteur, au pied de laquelle s'avançait la colonne garibaldienne. Là, se tenant caché, le gendarme lui ordonna de crier à pleins poumons : Vive Garibaldi ! et de ne pas cesser. Le pauvre homme se débattait, ne voulant pas servir d'appât pour cette chasse aux garibaldiens. Mais le brigadier, le tenant toujours sous le canon de sa carabine, lui disait d'un ton persuasif : « Crie, où tu es mort ! » Le malheureux en vint aussitôt à s'égosiller, criant : « Vive Garibaldi ! »

A cet appel, les garibaldiens commencèrent à

monter en toute assurance, pensant le chemin libre. Ils n'étaient déjà plus qu'à une portée de fusil, lorsqu'arrivèrent derrière eux les squadriglieri et les autres bandes, conduites par le lieutenant Loreti, qui ouvrirent aussitôt le feu. Alors, Lattanzi fit opérer aux siens un demi-tour à gauche, et se mit à gagner la ligne de frontière et à la tourner. Dans la vallée, les chasseurs et les légionnaires, à peine arrivés, haletants et épuisés, reprenaient haleine avant de tenter la rescousse de Vallecorsa. Mais au bruit de la fusillade et à la vue des chemises rouges à mi-côte, entre les oliviers, ils poussèrent un formidable cri : « Les voici ! les voici ! Vive Pie IX ! »

Ils empoignent leurs carabines, heureux de voir que leur tour était venu de tomber sur les garibaldiens; ce fut à peine s'ils donnèrent le temps au commandant Garofoli de prononcer ses ordres et de les partager pour l'assaut ; ils s'élancent, faisant retentir de leurs cris toute la colline, sautant les fossés, escaladant les haies et les murs d'appui. Un officier qui s'est trouvé au milieu de la mêlée nous disait :

— Ces braves garçons étaient à peu près à jeun depuis le matin et brisés de fatigue par une longue marche forcée ; pourtant, au premier son de la trompette, ils s'élancèrent comme des chevaux de course ; on eût dit que la main de Dieu les poussait en avant.

Pendant que ces braves montaient, les uns en pelotons serrés, les autres à la mode des chasseurs, les gendarmes et les squadriglieri avaient engagé avec les garibaldiens une fusillade des plus vives,

des plus meurtrières : de chaque fente, de chaque broussaille, de chaque tronc d'arbre partaient des coups de feu. Les garibaldiens, se confiant dans leur supériorité numérique et soutenus par l'espoir de gagner la frontière, qui n'était qu'à quelques portées de fusil, tinrent bon pendant un instant, mais effarés par la surprise, incertains, mal conduits, ils ne surent prendre aucun parti décisif. Les squadriglieri, au contraire, se voyant renforcés par la troupe de ligne, chargeaient avec plus d'ardeur ; lorsqu'ils cessèrent le feu par crainte de frapper leurs camarades qui étaient trop rapprochés d'eux, ils en vinrent à croiser la baïonnette. Les garibaldiens enveloppés dans une telle tempête, foudroyés par la fusillade, percés par le fer, investis par devant et par derrière, et voyant tomber à chaque instant leurs camarades à leurs côtés, perdirent courage, se débandèrent complétement et cherchèrent leur salut dans la fuite.

Toutefois, un détachement de chemises rouges, cerné de tous côtés, ne put trouver d'issue ; on les voyait s'étendre dans les fossés, se blottir sous les rochers, grimper sur les oliviers, jeter leurs armes et se rendre à discrétion. Mais ils avaient beau agiter leurs mouchoirs et crier à gorge déployée :

— Nous nous rendons ! miséricorde ! laissez-nous la vie ! vive Pie IX !

Les soldats comprirent l'ordre de ne plus frapper, et, dès lors, firent des prisonniers de guerre. Mais les squadriglieri, qui ne voyaient dans les garibaldiens que des voleurs de grand chemin et des assassins, eurent bien de la peine à se contenter de faire des prisonniers : et même à ceux-là, ils n'épargnaient

pas les coups de plat de sabre et distribuaient les coups de poing dru comme grêle. Nous ne leur faisons pas compliment pour cela, mais ils en avaient le droit pur et véritable : les garibaldiens ne combattaient pas sous le drapeau d'un gouvernement établi et belligérant, et ils méritaient d'autant moins de pitié qu'ils guerroyaient de leur plein gré, et non-seulement contre le Père des chrétiens, le Souverain le plus vénérable qui existe sur terre, mais ils faisaient en même temps violence à un peuple honnête, fidèle, pacifique, qui abhorrait leurs desseins. Ils étaient donc condamnés par la justice divine et par la justice humaine, par le droit ancien, par le droit moderne et même par les principes révolutionnaires.

Les envahisseurs, sans compter les blessés, qui s'échappèrent comme ils purent, laissèrent sur le terrain vingt-cinq de leurs hommes[1]. On leur avait fait 47 prisonniers. Le capitaine Garofoli les fit mettre tous en lieu sûr, après les avoir fait désarmer et les avoir interrogés sur leurs noms, leur patrie et sur le grade qu'ils occupaient dans l'armée garibaldienne. Les Pontificaux étaient étrangement surpris et stupéfaits de trouver parmi ces vauriens, la plupart de la lie du peuple et en haillons, une quantité d'officiers et de sous-officiers telle qu'elle dépassait les proportions d'un bataillon. Sauf une douzaine d'individus, qui ne purent dissimuler leur qualité de douaniers, les autres, sans en excepter un

(1) Les prisonniers, y compris deux blessés, en comptèrent autant, lorsqu'il furent interrogés à Ceccano par un commissaire. Docum. manusc des arch., 17 octobre.

seul, répondirent à l'unanimité qu'ils étaient sergents ou tout au moins caporaux. Ce fut ainsi que l'on trouva, sur ces quarante-sept individus, deux fourriers, trois sous-lieutenants, trois lieutenants et deux capitaines[1].

Parmi les officiers se trouvait Aristide Salvatori, commandant, l'enrôleur de Pontecorvo, que l'on voit plein de feu et d'ardeur dans les *Documents* présentés aux chambres de Florence, mais qui, avec des gestes moins décents que suppliants, tira le commandant pontifical à part et le supplia de lui sauver la vie, inventant nous ne savons quel degré de parenté avec un prélat romain. Le commandant lui reprocha sa lâcheté, qui le portait à penser que les officiers du Saint-Père pourraient user de cruauté envers des prisonniers. Tous les autres, couchés et étendus par terre, se plaignaient amèrement de la faim qu'ils avaient endurée, des coups qu'ils avaient reçus, et surtout de la perfidie avec laquelle les enrôleurs les avaient trompés en leur annonçant des triomphes sans l'ombre du plus petit danger, et les avaient mis sous le couperet, au milieu d'un peuple hostile et acharné contre eux. Le lieutenant garibaldien César Moroni seul, qui était tombé lui aussi dans le piége, quoique l'un des derniers, se montrait tout fringant, exaltait ses vaillantes, quoique malheureuses actions, et reprochait durement à ses camarades leur lâcheté. Mais deux mots sévères de M. Garofoli lui firent immédiatement rendre son épée, et le forcèrent au silence.

(1) Docum. manusc. des arch., 16 octobre.

Il ne restait plus au commandant pontifical qu'à s'assurer de Vallecorsa, qui, dans l'intervalle, pouvait avoir été occupée par les bataillons de Nicotera. Mais cet homme à peu près nul, qui, pendant toute cette journée, n'avait su trouver ni le temps, ni les moyens, ni le courage de venir à l'aide de son avant-garde, aux prises avec les défenseurs de Vallecorsa, dut encore moins être encouragé par la fusillade bruyante de la montagne. Enfin, pour plus de sûreté, la tourbe des prisonniers fut placée au centre de la colonne à son entrée dans le pays. Le lecteur se figurera facilement l'harmonieuse salve de sifflets qui accueillit les chemises rouges, salve partie avec un accord parfait de toutes les bouches des Vallecorsans, lesquels s'étant battus pendant plusieurs heures avec l'ennemi, qui leur avait ordonné avec arrogance de se rendre, le voyait maintenant, pris au trébuchet et tombé dans la nasse, entrer tout confus et la tête basse, désarmé et garrotté, entre deux rangs de baïonnettes. Derrière les garibaldiens venait la vaillante squadriglia vallecorsane, légitimement orgueilleuse d'une journée pendant laquelle elle avait montré toute sa valeur, son amour de la patrie et sa fidélité au Souverain. Le peuple se pressait en foule autour des officiers et des soldats; femmes et enfants criaient: « Vive le commandant! — Vivent les chasseurs! — Vive la légion! — Vive la troupe! — Soyez bénis! » Et plus souvent encore: « Vive la Madone! — Vive le Pape! » C'était un vrai tumulte triomphal, d'autant plus animé que la crainte du danger avait été plus longue.

Plusieurs fois (et nous le tenons de bonne source)

il fut question par la suite, dans les conseils garibaldiens, de revenir à Vallecorsa, pour tirer vengeance de cet échec, aussitôt après le départ des soldats. Mais le souvenir salutaire qu'ils gardaient des carabines du pays tint toujours sous l'étreinte de la terreur et du respect les chefs de bande. Le commandant Garofoli veilla dans la place pendant deux jours, en attendant l'*intrépide* Nicotera. Ce ne fut que la nuit du 17 que, rappelé par le lieutenant-colonel Giorgi, le commandant rentra dans les quartiers. La vue de cette longue file de chemises rouges, traînées de bourgade en bourgade jusqu'à la Rocca de Ceccano d'abord, puis à Rome, au Château Saint-Ange, fut un spectacle bien réjouissant pour les bons habitants du pays, *hostiles et réactionnaires* aux Garibaldiens, comme les appelle M. Guerzoni. Le ministre des armes propagea par la suite l'allégresse, en faisant parvenir par le télégraphe la nouvelle de l'événement dans les autres provinces; et, avec ses propres compliments, il annonça aux troupes frosinonaises l'auguste approbation du Saint-Père[1].

Plus tard, des brevets de chevalier furent décernés aux officiers Loreti, Pinezon du Sel, Fornari et Toschi, à la bravoure desquels était due la réussite de cette difficile et dangeureuse entreprise. Une vingtaine de médailles d'honneur récompensèrent les plus vaillants soldats, entre autres le clairvoyant brigadier Lattanzi.

Pendant dix jours, c'est-à-dire jusqu'au 25 octobre, la paix ne fut plus troublée dans la lieutenance.

(1) Docum. manusc. des arch., 16 et 17 octobre.

XLVIII. — LOISIRS STRATÉGIQUES DE JEAN NICOTERA.

La paix ne dura que dix jours, c'est-à-dire jusqu'au 25 octobre, parce que Nicotera, commodément établi sur les pentes fleuries de Pastena et de Lenola, y parut absorbé dans de profonds calculs stratégiques. C'est du poète en titre du parti garibaldien qu'il faut en apprendre le plan. M. Guerzoni a le privilége de paraître d'autant plus ridicule qu'il affecte de se montrer plus sérieux.

« A peine arrivé sur le territoire pontifical, il (Nicotera) fut averti par un fait que le terrain où il allait s'engager n'était pas le plus favorable et qu'il devait se hâter d'en déguerpir. Une compagnie de soixante-dix hommes environ, s'étant avancée jusqu'à Vallecorsa, probablement sans avoir pris les précautions nécessaires, pour y faire provision de vivres, fut accueillie à bons coups de fusil par les gendarmes pontificaux et les *barbacani*[1] cachés dans les maisons, et fut obligée de battre en retraite. Il n'y avait plus à hésiter : ce n'était certes point par la voie la plus longue, par une vallée hostile et réactionnaire qu'un petit corps, presque sans armes, et mal organisé, pouvait passer rapidement et arriver à sa destination. C'est pourquoi Nicotera résolut de suite de changer le mouvement de son opération et de se retirer, en attendant, sur un point plus sûr,

(1) Barbes-de-chien.

pour y réorganiser sa colonne et y attendre des hommes, des armes et des munitions. Il choisit pour lieu de campement les sinuosités de Pastena et y séjourna sept jours... Heureusement, ce retard ne fut pas pour lui tout à fait sans résultat. Durant ces sept jours, Nicotera réunit 700 hommes, et se munit des armes et cartouches nécessaires[1]. »

Il serait difficile d'écrire l'histoire avec une haine plus marquée de la vérité. En réalité, le soir de l'échec des deux cent cinquante garibaldiens sous Vallecorsa, Nicotera vit arriver à son camp de Pastena (nous le tenons de témoins oculaires), environ cent quatre-vingts de ses blouses rouges fugitifs, en haillons et affamés, qui apportaient avec eux, dans les logements, une terreur sans bornes. Ces pauvres diables, qui arrivèrent tour à tour pendant toute cette journée et son lendemain, par bandes, par groupes, à la débandade, suivant la force et la vélocité plus ou moins grandes de leurs jambes, racontaient des choses effrayantes de ces mêmes pontificaux qu'on leur avait dit être tout disposés à pactiser n'importe comment, tout prêts à déposer les armes, si désireux de s'amalgamer avec les *libérateurs*.

Quant aux habitants et aux squadriglieri, les fuyards ne trouvaient pas de mots suffisants pour démontrer leur terrible et odieuse inimitié, leur soif du sang garibaldien et leur férocité inexorable. On eût dit qu'ils revenaient d'un pays qui dévore les voyageurs.

(1) *Nuova Antologia*, mars 1868, p. 562.

Il n'y avait pas moyen de dissimuler ce désastre, ou tout au moins d'en diminuer les effets aux yeux des autres garibaldiens, car, outre les morts et les blessés disséminés dans la campagne, on voyait parmi ces fuyards un bon nombre d'hommes frappés, luxés, écloppés par la course, contusionnés et couverts de blessures et de sang. Soixante-quinze hommes environ manquaient à l'appel, entre autres huit officiers : César Moroni, de Gênes; Joseph d'Alessio, de Naples; Joseph Bersani, de Lodi; Aristide Salvatori, exilé des Etats-Pontificaux; Ernest Della Torre, de Brescia; Dominique Valle, Calabrais; Généreux Sartorius et François Paradisi-Cattaneo, napolitains; tous ces officiers étaient regardés comme ayant été passés par les armes d'après l'usage inexorable du gouvernement italien, et cela selon l'opinion de la plebe garibaldienne. Suivant leurs correspondances, les débris de la déroute de Vallecorsa continuèrent à arriver au camp de Nicotera pendant quatre jours[1].

En conséquence, Nicotera changea sa base d'opérations pour une base stupide de sottises. Du 15 au 25 octobre, il n'osa pas se hasarder hors du camp, où le gouvernement de Victor-Emmanuel l'entretenait copieusement et le nourrissait grassement, dans la douce espérance de raviver en lui l'humeur guerroyante, afin de *tromper* (comme on l'a dit au Parlement et aux Cours étrangères) la vigilance de ce *digne* et *loyal* gouvernement italien. On attendait là un pandémonium de 1,700 hommes depuis le 16,

(1) *Diritto*, 26 oct.

si nous en croyons les correspondants garibaldiens ; il y avait parmi eux une grande quantité de gardes municipaux, d'agents de la sûreté publique et d'autres individus de cette espèce, que le questeur La Cava envoyait à la guerre, et un assez bon nombre de militaires[1]. Préfets, syndics, gendarmerie, officiers des garnisons, tous pourvoyaient aux besoins du camp garibaldien ; et tout cela à la face du général Genova de Pettinengo, en plein soleil. On voyait les officiers supérieurs de la garibalderie s'ébattre en de tout autres occupations que celles de la guerre, et plus que tous les autres, le *seigneur* Nicotera charmait parfaitement ses ennuis quotidiens par des bombances et des excès, s'asseyant, avec la tourbe de ses colonels et les commandants de l'armée royale, à de bruyants banquets.

Voilà comment le général-député, chevalier de l'ordre du Mérite militaire de Savoie, marchait à la conquête du Capitole ! A quoi t'a-t-on réduite, pauvre anciennne chevalerie piémontaise ! Et dire que l'Italie, l'Italie infirme et misérable, trompée par ses propres gouvernants, entretenait, au prix de la faim et du sang de ses pères de famille, ces généraux morveux, dignes d'être traités à coups de fouet !

Pendant que, dans les logements placés au-delà de la frontière, on s'amusait à faire cette guerre pacifique et bonasse, les manipulateurs de la renommée garibaldienne s'usaient le tempérament à écrire : « La province de Frosinone est en pleine révolte.

(1) *Diritto*, 19 octobre.

Les garnisons ennemies se retirent devant la marche triomphale des insurgés.[1] »

> Un jour se passe, un autre jour encore,
> Et la voix des hérauts, de plus en plus sonore,

proclame la gloire garibaldienne, en s'écriant : « Nicotera, qui est à Ceccano, se met en communication avec les bandes qui voltigent sur les montagnes ![2] »

De tels mensonges étaient débités aux Italiens sous la garantie d'hommes d'Etat, par ces grandes marionnettes (comment les appeler autrement?) de Georges Palluvicino, de Crispi, de Micheli, d'Oliva, de Cairoli, de De Bonis, de La Porta, de Bertani, etc., etc., qui signaient, à leur grande honte, les bulletins du Comité central de Florence. Que le lecteur juge si de tels saltimbanques sont faits pour les tréteaux des places publiques ou pour les siéges du Parlement! Il est vrai que le Parlement s'est arrangé d'un tas de paillasses, de bouffons et d'autres masques plus vulgaires encore.

Un seul événement, qui mérite à peine le nom de fait d'armes, illustra les charmants loisirs de l'armée nicotérienne, pendant son long séjour au camp. Le vaillant général, n'osant s'attaquer aux soldats, conçut le noble projet de tenter, à l'improviste, un coup de main sur un couvent de moines. Et voilà qu'un escadron, qui errait autour de Castelluccio, passe tout à coup la frontière et va se jeter dans les forêts du Vérolan pour livrer bataille à la Chartreuse de Trisulti. Certes, l'entreprise aurait eu le plus heu-

(1) Bulletin du Comité central. (2) *Ibid.* Bulletins suivants.

reux résultat, si, dans les villages environnants, ne s'étaient trouvés, tantôt trois, tantôt quatre gendarmes faisant bonne garde en compagnie des inexorables *squadriglieri*. Après une course de chamois par des sentiers écartés, les garibaldiens, débouchant sur Trisulti, eurent le désappointement de se trouver face à face avec une poignée de gendarmes et de braves *squadriglieri*, qui les accueillirent à coups de fusil[1]. Cela fut cause que nos drôles, qui étaient venus dans l'intention d'accomplir une volerie pacifique, prirent rapidement la poudre d'escampette et ne se crurent en sûreté que lorsqu'ils virent voltiger au-dessus de leurs têtes les *glorieux* étendards de Victor-Emmanuel. Ces bannières étaient arborées sur toute la frontière, à Sora, à Isola, à Arce, à Isoletta, à Incarico, à Fondi[2], servant à point nommé pour garantir les épaules des garibaldiens, tant ici que sur les confins de la Sabine, de l'Orviétan et de la Toscane.

XLIX. — MONTE SAN-GIOVANNI, 26 OCTOBRE.

Le général de Courten ne s'émut nullement des petites escarmouches de Trisulti ; ce n'était en vérité pas la peine. Il ne tenta pas non plus, en ce moment, de reprendre Falvaterra, encore au pouvoir de

(1) Le *Diritto* du 17 octobre.

(2) Documents manuscrits des archives, 20 et 21 octobre.

l'ennemi[1]; il ne s'occupa qu'à concentrer ses forces pour se préparer à tomber avec ensemble sur le gros de l'invasion, si elle osait lever la tête par-dessus ses retranchements. Ce fut là un parti très-avantageux, car il suffisait de la seule terreur pour tenir en respect Nicotera. Le général put non-seulement défendre la province, mais aussi secourir, avec ses troupes vaillantes, Rome qui était dans une position dangereuse. Le ministre des armes ayant reconnu à quelle espèce de combattants et de généraux il avait affaire, lesquels formaient la fameuse aile gauche, il rappela peu à peu jusqu'à six compagnies de chasseurs indigènes et une de carabiniers étrangers qui leur avait été adjointe tout récemment, ainsi que l'artillerie et la cavalerie[2]. Certains avis étant en outre parvenus à Rome touchant l'imminente irruption de l'armée royale, M. de Courten reçut l'ordre de retirer les postes avancés, et de se disposer à marcher au secours de Rome, au premier signal.

A ce sujet, le général répondit au ministre :

« Par la concentration des troupes, on découvrira Véroli, Pofi, Castro, Céprano et autres points que les garibaldiens pourraient bien envahir[3]. »

Il prévoyait juste. M. Guerzoni, avec sa riche imagination poétique, invente que Nicotera compléta son armement en ce moment-là. La vérité est que celui-ci n'osa s'abandonner à son ardeur guerrière

(1) *Ibid.* Rapport général sur les opérations de la 1re division, 6 décembre 1867.

(2) Rap. général sur les opérations de la 1re division, 6 déc. 1867.

(3) Télégramme du 22 octobre, 10 heures du soir.

tant qu'il sut que le passage de la frontière était bien et dûment garni, et ce fut seulement après la retraite des gardes, « qu'il s'empressa de reprendre le mouvement. Alors, sur la droite, à l'improviste, avec une marche très-hardie qui dura dix-neuf heures, sur un terrain découvert, en vue de l'ennemi concentré dans Véroli, et qui eût pu, à chaque instant, l'assaillir par-dessous Castro, Pofi, Strangolagalli, où il traversa la voie ferrée, il arriva, le 25 octobre, avec son avant-garde, en face de Monte San-Giovanni. Il avait plus de mille hommes, divisés en cinq bataillons, une compagnie de bersagliers et vingt guides. » Or, cette marche *très-hardie* de cinq bataillons de garibaldiens à travers des lieux évacués trois ou quatre jours auparavant, par les garnisons pontificales, n'aboutit qu'à une partie de campagne assez fugitive le long de la ligne de la frontière, et elle ne servit qu'à dégourdir les jambes de cette horde qui s'était reposée, pendant environ dix jours, à Pastena; mais elle ne leur fit pas gagner un seul pouce de terrain. Pour couronner la hardiesse dont il venait de faire preuve, Nicotera, s'étant un peu trop arrêté sous Monte San-Giovanni, y fut rejoint et écrasé par les pontificaux.

En effet, le général de Courten, quoique obligé de rappeler de leurs garnisons d'avant-garde les troupes d'ordonnance, ne voulait pas, pour cela, laisser aux garibaldiens la liberté de dévaster la campagne. Il coupa derrière lui la voie ferrée, afin de ralentir l'invasion de Victor-Emmanuel; pour donner à Nicotera une leçon dont il eût à se souvenir, il se borna à laisser sur divers points différents groupes de

gendarmes et de *squadriglieri*[1]. En attendant, par une tactique bien avisée, les fameux bataillons, pour se débarrasser de ce mauvais pas sans s'exposer à quelques coups de carabine en un mauvais moment, se firent précéder par une formidable renommée, et en réalité ils arrivèrent à faire penser qu'ils étaient au nombre de cinq mille combattants. On put croire d'abord que Nicotera visait à marcher sur Frosinone, puisque, dans la nuit du 24 au 25, descendant des montagnes, il passait le Sacco au pont de Castro et filait droit sur Pofi, d'où l'on se dirige vers Frosinone.

Il ne restait dans cette ville pour toute garnison que deux compagnies de chasseurs indigènes et une de la légion romaine, car l'artillerie et une partie de la faible cavalerie de la lieutenance l'avaient quittée[2]. Cependant il ne fut nullement question de se retirer devant le nombre exhorbitant des envahisseurs et l'on se prépara à la défense. Cette digne et belle conduite honore le général de Courten et doit être rapportée dans l'histoire des Croisés. L'ordre du général Kanzler est tout aussi digne d'être rappelé au souvenir de la postérité, surtout dans une circonstance aussi périlleuse. Ne pouvant pas priver Rome même d'une seule compagnie qu'on lui demandait : « Qu'on réunisse, répondit-il, tous les hommes qu'on pourra trouver sous la main. N'oubliez pas que 100 des nôtres suffisent pour battre 500 de ces brigands. Que Lauri organise une diversion sur les

(1) Lettre du général de Courten au ministre, 21 octobre.
(2) Télégramme du 22.

derrières. Après avoir repoussé l'attaque, qu'on prenne hardiment l'offensive[1]. »

Cet ordre parut si peu audacieux aux intrépides défenseurs de Frosinone, que le major Lauri s'était mis à même de l'exécuter avant de l'avoir reçu. Il forma à la hâte une bande volante de 25 gendarmes, conduits par le lieutenant Perucci, de 25 légionnaires sous les ordres du lieutenant Maillard, et de 12 gendarmes et dragons, auxquels il adjoignit ensuite une quinzaine de *squadriglieri*. Avec cette phalange de 77 hommes, il marcha à la rencontre des bataillons de Nicotera. Celui-ci, sentant que le terrain pontifical lui brûlait la plante des pieds, au lieu de s'avancer par le chemin qu'il avait pris, fit demi-tour à droite, et après avoir décrit une courte ligne courbe, il se retira vers la frontière. L'escadrille du major Lauri lui marcha sur les talons, se rendit d'abord à Ripi, touchant Strangolagalli, et tout de suite après à Bauco, où elle arriva en pleine nuit, sans pouvoir jamais atteindre l'ennemi dans sa marche si hardie de dix-neuf heures.

Pendant que M. Lauri chassait ainsi devant lui Nicotera, et s'engageait sur les bornes extrêmes du Frosinonais, les conditions de la guerre changeaient entièrement de face derrière lui. La veille, Acerbi avait attaqué Viterbe avec 1,500 garibaldiens; Civita-Vecchia était menacée par terre et par mer par les troupes royales. Le secours qu'avait promis la France était différé et semblait devenir douteux. En même temps, Joseph Garibaldi tombait comme

(1) Télégramme du 25 octobre, 4 heures après-midi.

la foudre sur Monte-Rotondo avec six mille hommes et menaçait Rome, Rome qui en était réduite à trois mille défenseurs environ, horriblement exténués. Le général Kanzler télégraphia aussitôt à Frosinone : « Qu'on réunisse les troupes et qu'on accoure à la défense de la capitale. » Alors, le major Lauri, qui comptait sur l'appui de la gendarmerie de Bauco, trouva, au contraire, qu'elle s'était repliée, peu de temps auparavant, sur Frosinone, par ordre du général de Courten. Ignorant encore les graves événements qui s'étaient subitement produits à Rome, le major s'empressa de dépêcher une estafette au général pour lui demander du renfort, et, certain de l'obtenir, il marcha, dans la matinée du 26 Octobre, sur la très-forte position de Monte San-Giovanni, occupée par les garibaldiens.

Les *dignes frères* d'armes de Nicotera ne se démentirent point, et ne résistèrent pas là plus qu'ailleurs. Si nous nous en tenons aux récits garibaldiens, les premiers occupants de Monte San-Giovanni formaient toute l'avant-garde du corps nicotérien ; et ce ne fut pas la crainte des pontificaux qui les en fit déguerpir, mais ils délogèrent par suite d'un ordre prudent de Nicotera lui-même, qui croyait plus sûr de se tenir en rase campagne que de se renfermer dans les localités, où soldats et habitants auraient pu le forcer à en venir aux mains. Il est vrai qu'un peu plus tard, il ordonna au bataillon du major Raphaël De Benedetto, de reconquérir Monte San-Giovanni, qu'il croyait sans défense.

A ce sujet, le poétique Guerzoni nous dit monts et merveilles de la tactique de Nicotera, et nous rap-

porte quelques bribes de son instruction au commandant de ce bataillon. Cette instruction disait : « Tenez-vous sur vos gardes, prenez des ôtages, (ce qui veut dire en bon français : *rançonnez le pays*) ; n'entrez pas dans un lieu habité, si vous n'êtes pas parfaitement en sûreté. »

Quoi qu'il en fût de tout cela, pendant que les premiers décampaient et que les autres s'approchaient, le major Lauri descendit à San-Giovanni, et y entra à la grande satisfaction des habitants qui l'accueillirent avec allégresse comme leur libérateur. Il y rétablit le gouvernement pontifical, et se disposait à tomber sur Casamari, où, disait-il, 300 garibaldiens s'étaient mis à couvert et où l'on en attendait 300 autres. Nicotera n'eut aucune connaissance de la garnison pontificale qui s'était glissée dans San-Giovanni d'une façon si inopportune, et M. De Benedetto, qui n'en savait pas davantage, fit tomber ses hommes dans la nasse.

Il était alors trois heures de l'après-midi ; le peloton pontifical absorbait tranquillement les dernières gouttes de son café quotidien; le major Lauri, monté dans un jardin très-élevé appartenant à un gentilhomme du pays, avec le lieutenant Maillard, s'y livrait à quelque repos, contemplant la campagne. Tout à coup, un terrible cri d'épouvante s'élève des habitations placées dans les vallées environnantes : la colonne garibaldienne avait paru au loin marchant sur le village. Les officiers l'aperçurent à leur tour et en évaluèrent la force à 300 hommes (M. Guerzoni la réduit à 250), compacts et en bon ordre, mais ayant manqué à la coutume

de la guerre qui veut que toute troupe soit précédée par des éclaireurs. Lauri et le lieutenant s'élancent dans la place où les armes avaient été mises en faisceaux. Mais les soldats, avertis déjà par la clameur populaire, brandissaient au vol les carabines, et se précipitaient, sous l'escorte des habitants, sur tous les points où leur présence était nécessaire, c'est-à-dire vers la porte que l'ennemi allait aborder; quelques-uns même, plus courageux que prudents, commençaient à lui envoyer des coups de fusil.

Dans un cas si urgent, le commandant, sans se déconcerter, confia la défense de ce côté au lieutenant de la Légion, et il se mit en route pour explorer de ses propres yeux les autres avenues du village, afin de s'assurer de n'être pas surpris par derriere. Cependant, les premières compagnies garibaldiennes, mises sur le qui-vive par les décharges reçues, suspendirent leur marche pendant quelques instants; et, n'entendant plus de coups de feu, elles sonnèrent la *chasse*, déployant leurs ailes de çà et de là dans les champs, et continuant de monter en se tenant sur leurs gardes. Sur la hauteur, au contraire, faisant taire tout bruit et mettant les hommes à couvert, on attendit l'ennemi à une demi-portée de fusil, et, par une décharge vigoureuse, suivie d'un feu de file fort et accéléré, on repoussa l'audace du premier assaut. Trois ou quatre chemises rouges tombées au premier rang, et se tordant comme des serpents par la douleur des blessures reçues, suffirent pour plonger la colonne entière dans un terrible désarroi. Les assaillants s'arrêtent, reculent; quelques-uns se mettent à fuir à travers champs ; le front

des compagnies se débande, se replie sur le corps de bataille, s'entremêlant avec confusion, poussant les cris et les hurlements propres à tous les fuyards, adressant à ceux qui voudraient résister des reproches et des menaces, malgré les ordres criés à tue-tête par les officiers à qui personne ne prend garde. Bientôt la bagarre gagne les derniers rangs; ceux qui s'avancent sont écrasés par ceux qui reculent, et, dans ce sauve-qui-peut, on oublie tout ordre et toute discipline; le bataillon tout entier ne forme plus qu'un nuage vertigineux, déchiré sur tous les points[1].

« Rarement, dit ici philosophiquement le Montecuccoli garibaldien, bien rarement le volontaire sait résister à une surprise, et la résistance imprévue jeta toute la colonne dans un désordre irréparable. Ce fut en vain que Paradisi, De Benedetto, Bernardi et plusieurs autres officiers, (et il y en avait de vaillants dans cette phalange), cherchèrent à ramener l'ordre et à ranimer le courage; ce fut en vain que l'on tenta un assaut : les volontaires tournèrent le dos et abandonnèrent leurs officiers[2]. »

Nous ne dirons pas comment les pontificaux s'amusèrent et se moquèrent de tout ce brouhaha, et combien ils prirent plaisir à l'augmenter, occasionnant néanmoins plus de bruit que de mal. Ne se contentant pas de cela, M. Maillard choisit une vingtaine de voltigeurs hardis, pris dans toutes les armes, légionnaires, gendarmes, *squadriglieri*, et s'élance,

(1) Rapport officiel du major Lauri, et autres relations d'officiers, témoins oculaires.

(2) Guerzoni, *Nuova Antologia*, mars 1868, p. 563.

au pas de course, sur les traces des fuyards ; et en peu d'instants, d'une bande de trois cents *volontaires de l'indépendance*, on ne découvrit plus que quelques fragments égarés çà et là, qu'il eût été bien difficile de poursuivre. A peine si une trentaine des plus vaillants d'entre eux purent être arrêtés et réunis par le commandant. S'étant abrités sous un exhaussement qui les protégeait, ils parvinrent à gagner une maisonnette avantageusement située, appelée la métairie Valentini, à six cents mètres environ du village. Là, secondés par des groupes de bersaglieri, qui s'étaient arrêtés dans les alentours, ils eurent l'espoir de tenir tête aux pontificaux, et de se soutenir jusqu'à l'arrivée de Nicotera, suivi du gros des bandes. Mais la fortune ennemie voulut que, d'un côté, le lieutenant Maillard les aperçût de loin au moment où ils se cachaient dans le réduit ; et que, de l'autre côté, Nicotera ne trouvât personne qui voulût se déranger ; parmi les innombrables officiers, aucun ne brigua la gloire de commander l'expédition.

« Il avait fait tous ses efforts, dit M. Guerzoni, pour porter secours aux combattants, mais la colonne, qui devait partir pour Casamari à midi (et qui pourtant, était en mesure de combattre à San-Giovanni), ne fut prête, faute d'officiers, qu'à trois heures de l'après-midi. »

Il arriva ce qui devait naturellement arriver : *Dum Romæ consulitur, Saguntum expugnatur!* Mais, pour éviter la monotonie au moyen de la variété des styles, laissons parler M. Guerzoni, qui va nous chanter en langue épique cet épisode homé-

rique, que nous tâcherons de concilier avec l'histoire, en y ajoutant quelques petites notes prosaïques.

Après cette débandade générale, « un seul petit détachement préfère la belle mort des preux à un lâche salut, et laisse derrière lui une page d'histoire qui ne périra pas. Ces braves étaient au nombre de trente-deux ; à leur tête, se trouvait Raphaël De Benedetto et Joseph Bernardi : ils n'ont pas voulu fuir, ils n'ont pas voulu se rendre... On barricade les portes, on entr'ouvre les fenêtres et on attend que l'ennemi soit à quarante pas de distance. Alors, on vise avec adresse, on ménage les cartouches, en gens qui savent ce qu'ils font et qui veulent dignement mourir. »

Ils avaient peut-être conservé une lueur d'espoir de sauver leur peau, car « le site avait été choisi par Bernardi, qui était un officier de l'armée de Victor-Emmanuel, capable de résister à n'importe quel nombre de fusiliers ; et on ne pouvait s'imaginer que le généreux Nicotera prît plaisir à les voir longtemps se démener en cet endroit sans leur porter secours. » En outre, le major Lauri avait permis à ses 77 pontificaux d'abandonner le village, pour assaillir le refuge des garibaldiens, et il n'y eut que le peloton de M. Maillard qui se mit à sa poursuite. Mais ces pauvres malheureux se voyaient ou croyaient se voir enveloppés par l'armée de Xerxès. Ecoutons cette vision merveilleuse racontée par le poète.

« Il paraît qu'une compagnie de zouaves (*il n'y en avait pas un seul ni là, ni dans toute la province!*) inonde le terrain de son sang à chaque coup de feu des garibaldiens ; les gendarmes, les barbacani de

Sainte-Françoise, tout ce que le pays fournit de brigands, entoure la métairie, l'investit, la serre, la crible de coups de fusil, et enfin, pour dernier expédient, menace de l'incendier. Les défenseurs ne s'effraient pas; ils étouffent la paille enflammée en y lançant de grosses pierres et répondent en vrais Spartiates à la sommation qui leur est faite de se rendre. » Aux mots spartiates vient s'ajouter le projet lacédémonien de s'ouvrir le passage à la pointe de la baïonnette, mais ce projet aboutit à se laisser glisser par la fenêtre, en cachette, fenêtre de derrière qui donnait sur un toit, et de se jeter, de là haut, à travers les champs. « Alors les zouaves, épouvantés à l'aspect de cette légion qui tombe du ciel, prennent la fuite, mais en fuyant, ils lancent le coup du Parthe et donnent la mort. » Ce fut ainsi que l'on vit se produire, sur ces montagnes, un phénomène excessivement rare : les pontificaux, fuyant dans une direction opposée à celle des garibaldiens, leur prenaient, blessaient ou tuaient 12 hommes[1].

Pour bien comprendre ce phénomène, il faut avoir recours aux rapports des officiers pontificaux. Pendant que les garibaldiens battaient follement en retraite, et que le général Nicotera avait toutes les peines du monde à trouver des officiers qui voulussent marcher, le major Lauri, au contraire, reçut à propos un renfort de 22 hommes, amenés au pas gymnastique par le maréchal-des-logis Nobili, qui revenait de Frosinone. A l'aide de ce supplément de

(1) Rapport du major Lauri, etc. Guerzoni, lui aussi, donne ce nombre de douze.

forces, on ordonna une recherche à la baïonnette dans la campagne avoisinant la métairie Valentini, et M. Maillard, après avoir accompli une très-large tournée au pas de course, fondit dessus, résolu d'en faire déguerpir l'ennemi.

A l'intérieur, le commandant garibaldien (on l'apprit depuis des prisonniers) menaçait de brûler la cervelle à quiconque prononcerait un seul mot de reddition : ce fut pour cela que ses hommes répondirent bravement à coups de feu à l'intimation de se rendre, en criant : « Venez nous prendre ! » Quatre des assaillants, parmi lesquels le sergent de Garidel, furent atteints ; celui-ci, la bouche déchirée par une balle, continua de conduire et de diriger la fusillade.

On dut poursuivre l'attaque en se mettant à couvert derrière les arbres et les meules de paille ; mais ceux qui étaient enfermés dans la métairie, protégés derrière les murailles et bien approvisionnés de cartouches, n'avaient pas l'air de vouloir capituler. La nuit survenait rapidement, et il fallait en finir. Alors le sergent Leroux, le sous-brigadier Paolini, le caporal Gaillard et plusieurs autres braves s'élancent contre la porte pour l'enfoncer. Ils l'assaillent inutilement ; ils la secouent, ils la martellent au grand danger de leur vie : elle était très-solide et fortement barricadée. Il ne restait plus qu'à recourir aux flammes. On y accumula de la paille et des fascines et on y mit le feu. A la vue des flammes qui dévoraient leur dernier asile, les garibaldiens se décidèrent à tenter de fuir par les fenêtres de derrière : les ombres de la nuit (il était six heures et demie) favorisaient à merveille cette fuite, en empêchant de bien diriger

les coups. Pour le malheur des infortunés, les pontificaux avaient leurs baïonnettes et un faible reste de crépuscule pour les manier. S'apercevant de l'intention de l'ennemi et au moment où il allait la mettre à exécution, les nôtres s'élancent avec acharnement sur les fuyards, et, dans cette demi-obscurité, abordant tous ceux qui se présentent devant eux, ils en jettent sept ou huit par terre, les uns blessés, les autres mourants. Le reste parvint à se sauver sur le territoire napolitain, car M. Lauri, guidé par la prudence militaire, avait renoncé à poursuivre plus avant les fuyards.

Parmi les garibaldiens tués, on doit compter Joseph Bernardi, de Sienne, officier de l'armée royale, âgé de 27 ans seulement. On dit qu'il mourut en luttant fièrement corps à corps, et en prononçant des paroles sacriléges. Puisse ce récit être faux ! Mais il est certain que le corps de Bernardi fut l'objet d'impies funérailles, et que son âme reçut le suffrage d'atroces prières propres à exciter la colère divine[1].

Un des ennemis, en fuyant, fut frappé au dos d'un coup de baïonnette qui le renversa : on ne s'acharna pas davantage sur lui. Après le combat, on le releva vivant encore, et on le transporta au village pour l'y soigner ; cela fut fait sans la moindre insulte. On lui avait demandé s'il avait des armes : il répondit négativement. On lui recommanda de se tenir tranquille, ajoutant qu'au premier acte de rébellion, il serait passé

(1) Voir l'inscription : *Aux cendres bien-aimées de Joseph Bernardi*. Sienne, 1868.

par les armes, au lieu d'être conduit à l'hôpital. Mais cet homme, avec une reconnaissance digne d'un tigre, tire et dégaine tout à coup un poignard et le pointe droit au cœur de celui qui le soutient. Ce dernier évite le coup mortel, et un gendarme qui le suivait décharge sa carabine dans le dos de son ennemi, en lui disant : Tiens, ignoble canaille[1] !

Raphaël De Benedetto, noble Palermitain, perdit aussi la vie, dans ce combat. Il était frère d'armes d'autres morts pour la même cause et d'autres survivants non moins coupables qu'eux. Il fut frappé au front, au moment où il se présentait à une fenêtre pour tirer, et, portant la main à sa blessure, il roula sur le hangar, dont nous avons parlé plus haut. Ce fut un clairon, nommé Allard, qui le tua ; d'autres prétendent que cet honneur revient au maréchal-des-logis Nobili ; peut-être tirèrent-ils en même temps sur le chef de la bande ? Nobili avait été blessé par lui. Les gazettes de sa ville natale nous rapportaient ces jours-ci que le prince Humbert, serrant la main à deux membres de la famille de Benedetto, s'écriait :

— Ah ! si tous les Italiens avaient le cœur des De Benedetto !

Ces journalistes mentent assurément. Autrement, il faudrait dire que l'héritier de la royale maison de Savoie, en prenant dans les siennes ces mains de sectaires renommés, a dû faire violence aux sentiments les plus dignes et les plus honorables de son cœur ; mais peut-être aussi a-t-il oublié la

(1) Rapport des témoins oculaires.

main qui aiguisait le poignard contre son aïeul Charles-Albert, et qui, ne pouvant lui percer le cœur, déchira son manteau royal, et le fit descendre au tombeau sur une terre étrangère; il faudrait dire que ce prince, donnant des louanges à des cœurs sacriléges contre le Pape, ne s'est pas souvenu que ces mêmes hommes ont rempli l'Italie de libelles, où ils se plaisent à salir, par d'abominables infâmies, lui, son père régnant, et sa tendre épouse.

Mais revenons à notre récit.

Dans toute cette journée, y compris cet assaut périlleux contre un ennemi abrité derrière de fortes murailles, les pontificaux n'eurent que six blessés : le sergent de Garidel, deux légionnaires, Garres et Gaillard; deux *squadriglieri*, Ignace Rienzi et Vincent Monti, et le maréchal-des-logis de gendarmerie, Achille Nobili. La soirée d'un si beau jour fut donc très-gaie. Avec un faible peloton de moins de cent hommes, on avait donné la chasse de pays en pays à un ennemi douze fois plus nombreux, soutenu l'assaut d'une force exorbitante dans le village, poursuivi, déniché et défait les assaillants. Le lieutenant Maillard se réjouissait avec ses braves légionnaires, surtout avec les sergents de Garidel et Leroux, qui l'avaient secondé si fièrement; les gendarmes s'étaient battus avec une intrépide audace, luttant avec les légionnaires, à qui marcherait plus vaillamment contre la grêle meurtrière, sous les murs du réduit garibaldien; les *squadriglieri* étaient heureux d'avoir égalé en courage les troupes rangées, et pour preuve de leur vaillance, ils montraient leurs camarades blessés. On pouvait certes donner une plus

grande bataille, mais il eût été difficile d'en imaginer une plus heureuse et plus hardie.

Malgré cela, la position de la colonne du major Lauri devenait par trop périlleuse. L'ennemi pouvait revenir à la rescousse, renforcé par un effectif vingt fois plus fort, frais et bien équipé; les pontificaux, horriblement fatigués par des marches forcées et par le combat, avaient presque épuisé leurs munitions. M. Lauri en avait déjà demandé à Frosinone, dans l'intention de tomber sur Casamari, où Nicotera se trouvait avec le gros de la bande. Mais des ordres très-pressants étaient arrivés à Frosinone au général de Courten, pour qu'il eût à marcher avec toutes ses forces au secours de Rome. Le général fit part de cet ordre au major Lauri, tout en lui envoyant des munitions et 100 hommes pour faciliter, au besoin, sa retraite à travers les positions ennemies. Mais Nicotera était occupé à rapiner dans Casamari, et il ne pouvait guère songer à poursuivre l'ennemi. Ses braves tuèrent un gendarme, septuagénaire et infirme, nommé Genesio Coppi, se jetèrent dans une maison de paysans, et volèrent les pauvres bijoux des femmes. Ayant de tels exploits à accomplir, Nicotera ne pouvait assurément se porter du côté où il entendait la fusillade. Il n'osa pas se montrer, quoiqu'il eut 2,000 hommes sous les armes. L'affaire de Monte San-Giovanni fut donc la dernière campagne dans la province de Frosinone.

Voilà à quoi aboutit la fameuse algarade de l'aile gauche, commandée par Jean Nicotera, avec un si luxueux cortége de généraux et de *générales*, avec un si grand fracas de bulletins victorieux : conquérir un

village solitaire et désarmé, Falvaterra ; et, pour le reste, laisser entre morts et blessés 70 hommes à Vallecorsa, faisant de sa personne une course triomphale à l'extrême limite de la frontière, course ennoblie par des fuites, des déroutes, des morts et de la honte. Mais autant Nicotera avait été ridicule devant les baïonnettes, autant il se montra insolent après la retraite du major Lauri ; l'insolence dut de nouveau faire place à la lâcheté, quand les pontificaux, après avoir assuré la position de Rome, reprirent leurs positions dans le pays.

Pendant ce temps-là, la même chose à peu près se produisait à l'aile droite. Par un heureux rapprochement, tandis que Nicotera fuyait en déroute dans le Frosinonais, Acerbi était battu sous Viterbe. En revanche, au centre, c'est-à-dire dans la Sabine, Menotti, renforcé de nombreux bataillons, cédait le commandement à Joseph Garibaldi, son digne père, et le corps principal de la garibalderie reprenait l'offensive en marchant sur Monte-Rotondo. Nous parlerons de tout cela au fur et à mesure que l'occasion s'en présentera. Pour le moment, il faut achever le récit de ce qui se passa dans la province de Viterbe.

L. — LE QUARTIER-GÉNÉRAL D'ACERBI A TORRE-ALFINA.

Les opérations militaires de la lieutenance de Viterbe s'exécutaient avec tout autant de vigueur que

celles de la province de Frosinone. Nous en avons interrompu le récit au 5 octobre, jour mémorable de la prise de Bagnorea, et qui, dès le commencement des hostilités, jeta un vif éclat sur la croisade. Rien n'avait été changé, depuis lors, au nombre ou aux positions des défenseurs, si ce n'est que le général de Courten s'étant transporté à Rome, puis à Frosinone, il ne resta pour le commandement supérieur que le colonel Azzanesi, lieutenant de la province. Il continua à suivre le système de défense adopté : le centre et la réserve à Viterbe, la grand'garde en avant à Montifiascone; Bagnorea et Civita-Castellana protégées à l'aile droite, le long du Tibre; Valentano fortifié sur la gauche, en face de la frontière toscane[1].

Mais la position de l'ennemi devenait meilleure d'instants en instants ; grâce à la faveur des comités sectaires et du gouvernement de Florence, les garibaldiens augmentaient en force le long de la frontière, et se groupaient sur deux points, qu'ils occupaient, dans le territoire pontifical. L'un de ces points était Farnèse, sur la limite de la Toscane et dont nous parlerons plus loin; l'autre était Torre-Alfina, vieux château bâti sur une hauteur, fourni de vastes logements et défendu d'une manière inexpugnable pour la simple fusillade, étant protégé tout à l'entour par des taillis et par les eaux de la Paglia, et se trouvant, pour comble de sécurité, à une seule portée de fusil de la frontière. Les pontificaux avaient dû abandonner cette forte position, parce

(1) Voir les chapitres. XXIII et XXIV.

que, comme elle se trouve sur un angle saillant de leur territoire, ils ne pouvaient la relier aux autres garnisons et n'avaient pas assez de forces pour y tenir un gros détachement. La ville voisine d'Acquapendente était tout à fait dans le même cas que Torre-Alfina; toutefois, si cette ville fut, à plusieurs reprises, molestée par les garibaldiens, ils n'osèrent arrêter, tenus en respect qu'ils étaient par les postes de Bolsena et de Valentano.

Telles furent les premières conquêtes, et d'ailleurs les seules, dont le commandant de l'aile droite garibaldienne, François Acerbi, député au parlement de Florence, ait pu se vanter. Il obtint ces avantages en combattant, tantôt de Florence, tantôt d'Orvieto, et ce fut dans cette dernière ville qu'il établit, sous le drapeau de Victor-Emmanuel, le premier quartier général. Enfin, le 8 octobre, il vint en personne prendre le commandement de ses bandes, que Joseph Garibaldi lui avait conféré, et que M. Rattazzi et la Junte centrale lui avaient accordé d'assez mauvaise grâce. Il trouva à Torre-Alfina les détachements qui avaient échappé à l'échec de Bagnorea; cet échec était dû aux ordres pressants qu'il avait lui-même envoyés au major Ravini de marcher sur Viterbe. On ne pouvait concevoir un plan plus maladroit. Acerbi se hâta d'en décliner la responsabilité, dans son rapport, ou, disons mieux, dans sa justification adressée au général Garibaldi. Mais ses historiens, même les plus bienveillants et ceux qui étaient payés pour le louer, la rejettent sur lui[1]. Les gari-

(1) Guerzoni, *Nuova Antologia*, Mars 1863, p. 557 ; Lombard-

baldiens de Torre-Alfina le virent arriver, déjà illustré par cette défaite, qui ne compensait pas la moindre rencontre favorable aux chemises rouges.

Le nouveau général amenait avec lui des forces considérables et il en reçut bientôt d'autres, formées en grande partie de soldats et d'officiers, déserteurs du 37me régiment de l'armée royale, qui tenait garnison à Orvieto. On laissa tant d'officiers et de soldats de ce corps passer aux garibaldiens, qu'il était clairsemé comme après une défaite lorsqu'on l'envoya ailleurs, afin de le remplacer par un autre détachement un peu moins désemparé, pouvant fournir de nouvelles recrues aux garibaldiens[1]. Une autre bande prenait ses ébats le long du Tibre, dans la province de Spolète; une autre enfin se massait près Magliano, province de Rieti[2]. Tous les chemins de fer des alentours étaient à la disposition du général; les comités lui fournissaient de l'argent et des armes; les magasins de la garde nationale et ceux de l'armée royale, échelonnée en *cordon de*

Martin, *Précis*, etc., p. 49 Voici en entier le titre de ce dernier ouvrage: « *Précis historique sur l'insurrection romaine. Opérations militaires dans la province de Viterbe durant la campagne de 1867; par Lombard Martin, citoyen des Etats-Unis, ex-médecin des volontaires.* (*Division Acerbi*). Paris, Dentu, 1868, in-8° de 206 pages. » Il est impossible de fausser plus honteusement une histoire, que ne l'a fait cet auteur, mentant à chaque page, et se montrant toujours impie envers Jésus-Christ et son Eglise. Il falsifie jusqu'au texte du rapport d'Acerbi, dont, pourtant, son travail n'est qu'un panégyrique continuel! Nous ne pouvons nous en servir que pour confirmer çà et là les nouvelles puisées à une source meilleure.

(1) Dépêches du gouverneur de Montefiascone, et autres rapports de témoins oculaires.

(2) Doc. manus. des Arch., 9 et 10 octobre.

défense autour du territoire pontifical, étaient chargés de fournir tout ce que les comités n'auraient pu lui procurer.

Ceci se passait tout naturellement.

« On eut recours, dit l'historien de l'aile droite, aux sentiments patriotiques de la garde-nationale sur plusieurs points de la frontière. Les soldats citoyens furent avertis que, la nuit, on viendrait chez eux prendre leurs fusils de munition, qui ne sont qu'un instrument ridicule dans leurs mains, tandis que les insurgés en manquaient. On conseilla à ceux qui redoutaient la sévérité des tribunaux de se faire passer pour absents, ce qui leur donnerait moyen de se disculper de ce désarmement illégal. Le succès dépassa tout espoir; ces armes passèrent en grande partie la frontière; d'autres furent envoyées d'Orvieto[1]. »

Ainsi parle M. Lombard-Martin, qui se montre excessivement mécontent des obstacles que M. Rattazzi feignait d'opposer aux hardis projets d'Acerbi. Le crédule narrateur ne voit pas que l'obligeant ministre, non content de se laisser voler bénévolement les fusils de la garde-nationale, les faisait voler lui-même, écrivant aux officiers royaux, avec une indulgence toute paternelle :

« Laissez passer les trois cents fusils et rendez les cent autres; employez (*ici perce la délicatesse qui ne transige pas avec l'honneur*) les plus grandes précautions et le secret le plus sévère[2]. »

(1) Lombard-Martin. *Précis*, etc., page 88.

(2) Télégramme du secrétaire-général de M. Rattazzi, 10 octobre,

Peu de temps après, afin qu'il y eût des hommes pour porter ces fusils, le ministre accordait 600 places gratuites aux volontaires sur les chemins de fer de l'état[1]. Il ne restait plus qu'à fournir les munitions, mais *l'excellent* Rattazzi était là pour s'en occuper. Donc, le sous-préfet Argenti demandait par un télégramme, en jargon convenu :

« Pour le service de la garde-nationale, une autre livraison de cartouches, en aussi grand nombre que possible, est urgente aujourd'hui[2]. »

Le 15 octobre, le ministre ordonnait :

« A l'instant, et dans le plus grand secret, que l'on tire des magasins (de la Spezia) 120,000 capsules fulminantes pour petites armes, et 60,000 cartouches à balle pour fusils lisses. » Ces munitions furent livrées dans 30 caisses de bois et deux barils... sous la dénomination de minerai[3].

Par suite, il n'est pas étonnant que les garibaldiens, à Torre-Alfina, étaient pourvus de tout en abondance, comme ils l'écrivaient, de cette place, à leurs journalistes[4]. Se voyant si bien approvisionné, le général Acerbi crut le moment venu de reprendre vigoureusement sa tactique. Elle consistait à découvrir Viterbe, en obligeant par ses incursions la garnison de s'éparpiller, pour surprendre ensuite la ville au moyen d'un coup de mains et avec le concours d'une insurrection intérieure que l'on cher-

parmi les documents relatifs aux derniers événements, présentés aux chambres de Florence, page 144.

(1) Voir le télégramme déjà cité du 10 octobre, page 147.

(2) Télégr. déjà cité du 10 oct. p. 147. (3) Ibid. p. 152.

(4) Voir le *Diritto*, 17 octobre.

chait à y fomenter. Les mouvements des bandes et les assertions des écrivains garibaldiens prouvent manifestement que tel fut le plan de guerre, que des hommes de l'art militaire composèrent pour Acerbi. On aurait même déjà tenté, dans la journée du 8 octobre, la surprise projetée sur Viterbe, si les pontificaux n'avaient pas coupé le chemin aux envahisseurs la veille de ce même jour, en battant les garibaldiens à Bagnorea[1].

Pour entrer en scène avec la dignité convenable au général commandant l'aile droite, M. Acerbi lança un formidable ordre du jour daté de Torre-Alfina, 9 octobre. C'était comme l'écho de celui du général Nicotera commandant l'aile gauche, donné à Naples le même jour. Acerbi publia le lendemain, un autre ordre du jour pour la constitution de l'armée: il nomma son état-major, les capitaines et autres officiers, menaça les déserteurs de les faire fusiller; il recommanda la discipline, défendit que d'autres qne lui volassent en détail et de seconde main, et donna ainsi une forme militaire à ses quartiers. Dans ce camp brillaient des épées rendues fameuses déjà dans les *épopées* garibaldiennes; le chef d'état-major, François Tolazzi « représentant la bravoure du Frioul, » Louis Ravini et Antoine Riggio, capitaines, Barbieri, Ravà et une foule d'autres[2]. Plusieurs gros bonnets du cortége, toutefois, n'ambitionnaient pas la gloire de la renommée, et restaient

(1) Rap. du gén. Acerbi à Garibaldi; Guerzoni et Lombard-Martin, passage cité. Nous l'avons déjà cité au chap. XXII.

(2) Ordre du jour d'Acerbi, 10 oct., publié dans les journaux garibaldiens.

dans le camp sans être mentionnés ; tels que le capitaine Ellero, tyrolien ou vénitien, De Franchis, homme de mœurs impies et brutales, et un émigré de la province de Viterbe, lequel n'eut jamais de loyal que le nom, car, par une ironie du sort, il s'appelait Loyal.

Le capitole eût certainement tremblé aux rugissements de ces bêtes sauvages, altérées de sang et de rapine, si elles avaient eu des griffes et des dents en rapport avec leurs mauvais instincts. Mais ce qui décourageait par-dessus tout les garibaldiens, c'était la conscience de la cause sacrilége que les sectes leur imposaient de soutenir ; c'était aussi, disons-le, l'inaltérable fidélité des troupes pontificales. Voilà pourquoi ces misérables ne se risquèrent jamais que pour des surprises et lorsqu'ils étaient en nombre démesurément supérieur. Pendant qu'Acerbi élevait à Torre-Alfina, centre de l'invasion, le château de cartes de ses vaniteuses espérances, son aile droite fut démantibulée à Farnèse sans s'être battue, mais tout simplement par l'approche d'une reconnaissance inoffensive de la garnison de Valentano. Nous allons raconter cela brièvement, en nous servant non-seulement des actes publics et militaires, mais aussi des relations de citoyens respectables, qui en ont été les témoins oculaires.

LI. — RETRAITE DES BANDES GARIBALDIENNES DE FARNÈSE.

Les garibaldiens avaient pénétré dans Farnèse, à l'époque où la garnison de Valentano était si faible qu'elle ne pouvait occuper avec des forces suffisantes les localités voisines. Ils avaient surpris le village, en débouchant à l'improviste des bois de la frontière toscane, le 29 septembre, sous la conduite expérimentée de l'émigré Réginald Alessandrini. Selon leur habitude, ils se portèrent à des actes de violence contre les habitants et surtout contre les religieux, qu'ils chassèrent de leurs maisons après les avoir saccagées. Ils brisèrent le buste du Vicaire de Jésus-Christ, et lorsqu'un magistrat leur en fit des reproches, l'un de ces sauvages se tourna vers lui avec la férocité d'une hyène, et lui dit :

— Si j'étais le commandant, je te ferais couper la tête, et je te briserais, toi aussi, sur les degrés du palais.

Ils commirent les mêmes infamies à Ischia, et ils en eussent fait autant à Canino, si un détachement de zouaves n'y était survenu. Mais le 4 octobre, ces brigands reçurent une correction bien plus forte à Ischia et à Valentano, comme nous l'avons raconté[1].

Ils restèrent tranquilles pendant quatre jours sans oser rien entreprendre, se contentant d'élever des

(1) Voir le Chapitre XXIII.

barricades et des défenses sur plusieurs points, et, il faut le dire, selon les règles de l'art. Leurs manœuvres dans les rencontres accusaient une bonne discipline militaire et prouvaient que leur armement était de parfaite ordonnance[1]. Le bataillon se composait d'environ 300 hommes et il ne dépassa jamais ce nombre, quoique la renommée, souvent mensongère, en ait plus d'une fois exagéré la force, en le portant à 400 et plus[2]. Il est évident que 300 hommes parfaitement équipés, en se fortifiant dans la citadelle de Farnèse, et en s'entourant de postes avancés, auraient pu opposer une résistance meurtrière à n'importe quelles forces d'infanterie. Cependant, ils ne durent la chance de se maintenir sans danger et sans être molestés, qu'à la faiblesse numérique de la garnison de Valentano, éclaircie par les détachements envoyés à l'attaque de Bagnorea. Pendant quatre jours, il n'y eut à Valentano que 65 pontificaux, et cela suffit pour contenir les bandes garibaldiennes et les maintenir dans une terreur salutaire.

Leur effroi eût été tout autre, et se serait indubitablement changé en une profonde terreur, si ces bandes avaient pu deviner que les officiers zouaves caressaient l'espoir d'aller les déloger de leur abri avec deux pièces de campagne, qu'ils avaient déjà demandées aux commandants supérieurs. Pendant qu'on sollicitait ces canons, le général de Courten, qui voulait à toute force ne laisser à l'ennemi ni

(1) Lettre d'un officier zouave, Valentano, 7 octobre. Documents manuscrits des archives, 10 octobre.

(2) Relation d'un notable citoyen de Farnèse, témoin oculaire.

paix ni trêve, apprit qu'on avait vu tournoyer près d'Acquapendente de nouveaux groupes de chemises rouges, venant renforcer les envahisseurs de Farnèse. Il proposa aussitôt, lui aussi, d'augmenter la garnison de Valentano, et avant de quitter la province, il envoya dans cette direction le capitaine d'état-major de La Guiche, avec une compagnie de la Ligne et 65 gendarmes[1]. M. de La Guiche arriva tambour battant à son poste de commandement, et y trouvant officiers et soldats tristes et mécontents d'avoir à supporter le voisinage de l'ennemi, il les forma de suite en colonne d'opération, sans attendre plus longtemps l'artillerie.

Il n'avait pas l'intention d'attaquer les formidables positions des garibaldiens, dans une condition si disproportionnée ; mais seulement d'explorer les forces ennemies et de donner à ses ardents soldats la satisfaction de tirer quelques coups de fusil. Laissant, pour garder la place, la gendarmerie, troupe toujours prête et toujours sûre, il marcha d'abord sur Ischia, qu'il débarrassa de l'ennemi au moyen d'une courte fusillade de tirailleurs, et y plaça en réserve le capitaine Sparagana, avec sa compagnie de Ligne ; puis, suivi de 200 zouaves, M. de La Guiche fit une incursion en vue de Farnèse[2]. Il reconnut que l'intérieur du pays n'était pas en état de défense, et qu'on n'avait fortifié qu'un couvent écarté des maisons, et un poste avancé sur la route

(1) Télégramme du général de Courten au Ministre des armes, 8 octobre, 8 heures du matin, dans les documents manuscrits des archives, et lettre d'un officier zouave de Valentano, 10 octobre.

(2) Lettre déjà citée.

d'Ischia. Ce poste était avantageusement placé, de manière à pouvoir se replier sur le gros des forces ou se mettre en embuscade le long de la route et détruire sans courir de danger les assaillants qui viendraient de Valentano[1]. De toute façon, les ennemis, quand même ils seraient chassés de toutes leurs autres positions, auraient toujours pu reculer, et se rassembler dans le fort.

Après avoir recueilli ces renseignements, le commandant de La Guiche jugea qu'il avait atteint le but de cette tentative d'attaque; pressé par l'approche de la nuit et par un violent orage, il regagna ses quartiers. De là il télégraphia vivement à Viterbe pour demander des pièces de grosse artillerie[2]. Mais le colonel Azzanesi, resté seul au commandement de la province, se trouvait dans une position trop difficile pour pouvoir sans imprudence dégarnir le chef-lieu de la ligne du Tibre des deux seules pièces de campagne qu'il possédait, au moment où le quartier-général d'Acerbi à Torre-Alfina grossissait à vue d'œil, et où des bandes nombreuses s'approchaient du Tibre en prenant la direction de Viterbe[3]. Il demanda alors à Rome deux pièces d'artillerie légère; le ministre les fit demander à Civita-Vecchia, et elles partirent le lendemain[4], tant on pressait les opérations militaires.

Mais ni le général Kanzler à Rome, ni le colonel

(1) Lettre d'un officier zouave de Viterbe, 9 octobre.

(2) Documents manuscrits des archives, 8 octobre.

(3) Télégramme du Commandant de la gendarmerie à Viterbe et autres, 9 et 10 octobre.

(4) Télégr. de MM. Azzanesi, Kanzler, etc., des 9 et 10 octobre.

Azzanesi à Viterbe, ni le capitaine de La Guiche à Valentano ne prévoyaient le dénouement inattendu du drame de Farnèse. Pendant qu'ils se disposaient à chasser les garibaldiens du château-fort à coups de canon, les ennemis étaient en proie à une frayeur aveugle et incroyable, plus puissante que toutes les artilleries du monde. Les pontificaux étaient à cent lieues d'imaginer que les quelques cartouches qu'ils avaient brûlées dans la reconnaissance, avaient inspiré une assez grande terreur aux chemises rouges, pour les réduire à prendre la fuite ! Pourtant ces gens-là, avertis par cette légère démonstration que la garnison de Valentano n'entendait pas les considérer comme des voisins pacifiques, prirent le parti de battre en retraite. Ils firent aussitôt main basse sur toutes les pioches, bêches, pics, qu'ils trouvèrent et même sur les instruments des trompettes, puis, de nuit, par un temps affreux, ils disparurent à l'improviste, sans laisser trace de leur fuite.

Ils étaient près de 300 et bien armés, d'après le rapport d'un témoin oculaire, habitant de Farnèse, qui nous fournit ces détails ; les espions de la gendarmerie de Viterbe ont aussi donné ce chiffre. Il est vrai que par suite de l'arrivée continuelle de nouvelles bandes, il était difficile d'avoir une évaluation bien exacte ; d'autres prétendent que les garibaldiens de Farnèse étaient au nombre de 500 et même 600. Quoi qu'il en soit, ils abandonnèrent en désordre de fortes positions, où ils n'avaient souffert aucune insulte, et d'où ils pouvaient seconder admirablement les projets du général Acerbi contre Viterbe. Cela est si vrai qu'un des premiers mouvements de celui-ci

fut d'essayer de reprendre la position qu'il avait abandonnée, en marchant sur Valentano[1].

Après la retraite des bandes de Farnèse sur le territoire toscan, il ne restait plus de chemises-rouges dans toute la lieutenance, qu'à Torre-Alfina.

LII. — POLITIQUE. AFFAIRES NON-SANGLANTES. FRANQUINET ET ELLERO.

Si la retraite des bandes de Farnèse dérangea les projets d'Acerbi, elle ne mécontenta pas moins la garnison pontificale de Valentano, qui eût mieux aimé les chasser elle-même en leur donnant une bonne leçon, dont elles garderaient longtemps le souvenir. Cela n'empêcha pas toutefois les nôtres de compter sur une circonstance plus favorable. Mais M. Acerbi temporisait. Il s'apercevait que partout les habitants démentaient par leur conduite les promesses de soulèvement qu'avaient faites au nom du peuple une poignée de vauriens. Les habitants de Bagnaia, de Toscanella et d'autres lieux réclamaient, au contraire, des armes pour repousser les *libérateurs*, et le ministre Kanzler répondait (sans la moindre malice) de leur donner les fusils pris aux garibaldiens[2]. En outre, le chef de la lieutenance,

(1) Rapport du général Acerbi au général Garibaldi.

(2) Télégramme de M. Kanzler à M. Azzanesi, dans les docum. manusc. des arch., 12 octobre.

M. Azzanesi, par de fréquentes explorations à main armée, entretenait l'effroi dans les rangs de l'ennemi et l'hésitation dans ceux des quelques garibaldiens de l'intérieur.

C'est pourquoi ceux-ci, comptant fort peu sur la bravoure d'Acerbi, recoururent à un expédient ; ils feignirent d'être effrayés des incursions garibaldiennes et envoyèrent demander en secret au ministre Rattazzi si une invitation des citoyens de Viterbe suffirait pour le déterminer à faire occuper la ville par les troupes royales, sous le spécieux prétexte de la soustraire aux excès des bandes. A cette époque, les journaux sectaires s'entretenaient tous de cette manière de procéder, le mot d'ordre avait été donné par M. Rattazzi, qui s'en servait en même temps pour agir auprès de Napoléon III et le faire tomber dans ses piéges[1]. Cependant, le ministre italien, voyant qu'il y avait de la résistance à Paris, n'osa pas envenimer la question, en acceptant les propositions évidemment rebelles des sujets pontificaux. Il répondit donc au comité garibaldien de Viterbe et aux niais qu'il trainait à sa remorque que la résolution avait été prise dans les hautes sphères de Florence de ne franchir la frontière avec les troupes royales que le jour où cette invasion de Victor-Emmanuel serait suffisamment colorée par la défaite partielle des troupes du Pape[2].

Une pareille résolution stimulait Acerbi à tenter

(1) *Livre vert*, Question romaine, pages 20 et suivantes.

(2) Docum. manusc. des arch., 14 octobre, et extraits d'une lettre de Florence du 15.

quelque autre chose. Acquapendente, dégarnie, était à quelques pas de lui, sans garnison ; il se décida à en faire la conquête et à marcher de là sur Valentano[1]. Soit chose combinée, soit effet du hasard, la colonne envoyée de Torre-Alfina et celle qui s'était enfuie de Farnèse sur le territoire toscan se rejoignirent pour cette opération. D'autres ont prétendu que toutes deux partirent de Torre-Alfina. Ce qui est bien certain, c'est que dans la matinée du 12, une bande de 200 chemises rouges entra dans Acquapendente. Elle ne se logea pas dans les maisons, mais se contenta de mettre les armes en faisceaux et de camper sur la place municipale. On eût dit que les intentions belliqueuses des garibaldiens étaient tout bonnement de faire ripaille aux dépens de la population, car la colonne à peine arrivée, les fourriers se mirent en quête de vivres, qu'ils ne payèrent pas. Déjà les marmites remplies de viandes de bœuf et de mouton fumaient sur le feu, on distribuait les rations de pain, la liqueur si chère aux braves pétillait dans les verres, les officiers s'asseyaient autour des tables dans les cabarets, lorsqu'un cri, parti on ne sait d'où, se fit entendre :

— Les pontificaux ! les pontificaux !

Ce cri n'était probablement qu'une niche de quelque habitant furieux d'avoir été dépouillé de ses vivres, mais à ce cri sinistre tout le camp garibaldien se leva en proie à l'agitation la plus tumultueuse. Chacun criait à son voisin : « Les zouaves ! — La ligne ! — Azzanesi ! — La légion d'Antibes ! — Combien sont-

(1) Rapport d'Acerbi à Garibaldi.

ils? — Cinq cents! — Deux mille! — Artillerie et cavalerie! »

En criant de la sorte, nos hommes se jetaient confusément sur leurs armes, les faisceaux se renversaient pêle-mêle; des volontaires ne savaient plus où prendre leurs propres fusils; en se ruant les uns sur les autres, ils heurtaient les détentes contre les crosses. Plusieurs coups partirent et les cris des blessés y répondirent, ce qui mit le comble à l'épouvante et à la confusion. De leur côté, les habitants, croyant la lutte déjà engagée dans la ville, couraient en désordre à la recherche d'un asile, fermaient leurs boutiques et barricadaient leurs portes et leurs fenêtres. Au même instant, les officiers se précipitaient des cabarets le sabre à la main, hurlant des commandements à tort et à travers. « Aux armes par ici, aux armes par là! — Au drapeau! — Gauche en tête! — Droite en tête! — Formez la colonne! — Première compagnie en tête de la colonne! — Marche! — Où donc est le porte-drapeau? — Sergent un tel, remplacez-le! — La hampe est cassée! — En avant! en avant! — Sortez, sortez de la ville! »

A force de crier, de réprimander, de prendre celui-ci à la poitrine, celui-là au collet et de les pousser à leurs postes, les officiers parvinrent à former par la force un détachement en désordre et ils le conduisirent vers la porte Romaine, où l'on s'attendait à être attaqué. Tous étaient animés d'une même ardeur, excepté les plus prudents qui s'esquivèrent dans la bagarre avec les pains qu'ils avaient volés et se blottirent dans les maisons en demandant

une cachette pour l'amour de Pie IX. On pourvut à l'appétit de cette colonne qui marchait en guerre ; pour ne pas la laisser manquer de munitions, on chargea de vivres tous les ânes que l'on trouva sous la main, et comme les maîtres opposaient quelque résistance, on renversait les paniers avec toutes les provisions ; quant aux âniers, on les assouplissait en les menaçant de les fusiller.

Nos guerriers s'avancèrent assez loin de la ville dans cet équipement, déterminés à accomplir des actions mémorables. Mais la Fortune les traita en ennemie : ils ne rencontrèrent nulle part les pontificaux, qui en réalité n'avaient point marché sur Acquapendente. Au lieu de coups de fusil, ces braves soldats lâchèrent à bout-portant de grosses plaisanteries et de lourds quolibets sur le dos de leurs chefs imbéciles ; cette sortie n'aboutit qu'à stimuler de nouveau leur appétit. Les affamés regagnèrent la ville et reprirent leur banquet, si malencontreusement interrompu, avec un redoublement d'ardeur. Cependant, il leur restait je ne sais quel soupçon d'avoir près d'eux les carabines pontificales, et cela leur mettait la puce à l'oreille : ils dévorèrent les mets à la hâte, debout, l'arme au bras, puis partirent pour Torre-Alfina en mâchant leur dernière bouchée[1].

Les habitants d'Acquapendente respirèrent quelque peu, mais trois quarts d'heure s'étaient à peine écoulés, qu'une autre bande, descendue de Torre-Alfina, venait prendre la place des fugitifs. Ces garibaldiens marchaient drapeaux déployés, bien armés

(1) Relations de témoins oculaires.

et bien équipés, et étaient mieux disciplinés. Le lendemain matin, 13 octobre, la ville fourmillait de chemises rouges. Il paraît que les compagnies parties la veille étaient rentrées dans le courant de la nuit, et que l'effectif total était de 500 baïonnettes, partagées, croyons-nous, en deux bataillons. Ceux-ci étaient commandés par le major Tolazzi du Frioul, qui avait sous ses ordres De Franchis, Pennazzi, Fabri et une foule d'autres officiers, avec le major Ellero, commissaire de guerre.

Les nouveaux venus se mirent, comme leurs devanciers, à butiner dans la ville, à frapper de contributions exorbitantes, qu'ils extorquaient par d'atroces menaces, la municipalité, l'évêque, le vicaire général, les établissements de charité et les couvents. Ils confisquèrent les chevaux et les bêtes de somme, tous les cuirs, les draps et les chaussures des magasins; par surcroit, ils ordonnèrent de fournir chaque jour aux *libérateurs* mille rations de vivres; et, pour assurer par la terreur l'exécution de leurs volontés, ils prirent en otage plusieurs ecclésiastiques qui se virent exposés pendant de longues heures aux insultes les plus lâches et les plus grossières, et menacés de temps en temps d'être passés par les armes[1].

Après avoir organisé de la sorte l'autorité politique et administrative, ces aimables personnages s'appliquèrent aux préparatifs militaires. Les ouvriers de route furent mis en réquisition pour y travailler et à un mille de la ville, sur la voie Acula-Castrense, on

(1) Relations de témoins oculaires.

coupa un pont, on creusa des fossés, on éleva des terres-pleins, pour arrêter l'artillerie pontificale; travaux ridicules, car Acquapendente n'est pas une place forte qu'on puisse protéger au moyen de quelques ouvrages élevés à la hâte. Mais les chemises rouges voulaient par là se donner des airs de guerriers adroits et expérimentés. Par ces précautions, ils se flattaient d'avoir assuré leur conquête et fait un bon pas sur le chemin du Capitole. Aussi, dans l'ivresse de leurs succès, ils commandèrent, aux frais, bien entendu, des habitants d'Acquapendente, du vin, du pain, de la viande et deux cents livres de macaroni, afin de célébrer dignement le triomphe obtenu. On eût pu croire que le dieu Mars indigné, ou la capricieuse déesse Bellone s'en mêlaient : à Acquapendente les garibaldiens n'eurent jamais la gloire, si désirée pourtant, de jouir tranquillement d'une bombance volée. A l'heure de midi, au moment où plus d'un brave grattait le fromage dont allait être saupoudré le macaroni, on annonça de nouveau les pontificaux.

A dire vrai, ils n'étaient pas encore en vue, mais on apercevait dans le lointain une masse mouvante qui pouvait bien être une colonne de zouaves de Valentano. Dès lors, à quoi bon se bourrer le ventre de macaroni, au risque d'y recevoir une blessure avant de l'avoir digéré? Au reste, l'effet de cette nouvelle fut si prompt que le major Tolazzi donna immédiatement l'ordre de lever le camp et se dirigea en bon ordre vers Torre-Alfina. On dit que, plus d'une fois, dans ces douloureuses séparations, les braves guerriers tournèrent des regards affligés vers les

tables qu'ils abandonnaient, laissant échapper, en soupirant et en se léchant les lèvres, ces mots :

– Que de sacrifices pour la patrie !

Mais il était écrit sur le grand livre des destinées que la copieuse macaronade réjouirait les estomacs des pauvres de la ville, et non ceux des garibaldiens : la charité municipale adjugea ce festin aux pauvres de la ville qui y firent honneur.[1]

Cette fois, du moins, la retraite des volontaires était pardonnable et même nécessaire, car une colonne pontificale marchait réellement sur Acquapendente, avec des intentions fort peu pacifiques. Elle était commandée par le capitaine La Guiche et se composait de 200 zouaves et de 50 fusiliers ou gendarmes. Un chroniqueur fabuleux des faits et gestes de l'*aile droite* nous raconte ici que le major Tolazzi ne se sauva pas à la débandade, mais qu'au contraire, il s'avança avec une prudence consommée à la rencontre des pontificaux et plaça son camp sur une éminence, près de la route de San-Lorenzo ; et ce, dans la louable intention de ne pas effrayer les habitants de la ville par le spectacle d'un combat dans leurs murs, et parce qu'il espérait attaquer les zouaves et les attirer, par une fuite simulée, sur un terrain défavorable où le général Acerbi, sortant de Torre-Alfina, leur infligerait une déroute complète en rase campagne. « Ce dessein, continue notre narrateur, n'eut pas la chance de réussir, car les pontificaux passèrent sous le camp à une portée de fusil, et poursuivirent leur marche sans engager la lutte. Alors,

(1) Relations comme ci-dessus.

le citoyen Tolazzi, par un rafinement de stratégie, attendit que l'ennemi attaquât Torre-Alfina, pour le prendre en queue[1]. »

De pareilles explications font rire même les gens étrangers au métier des armes. Pourquoi Tolazzi n'attaqua-t-il pas les pontificaux, qui étaient moins nombreux de moitié que ses hommes, lorsqu'ils passèrent à portée de ses fusils et si étourdiment qu'ils n'aperçurent pas sur leur chemin un camp de 500 hommes? Pourquoi ne les surprit-il pas quelques heures après, lorsqu'ils repassaient par le même chemin?

La vérité est qu'averti par un espion (probablement un émissaire d'Angelo Léali) de l'approche des pontificaux, Tolazzi déguerpit d'Acquapendente en tumulte, sans même permettre aux siens de manger, et alla se blottir dans les bois de Torre-Alfina[2]. Le commandant de La Guiche, en arrivant, rétablit le gouvernement pontifical dans Acquapendente, donna à ses soldats cinq à six heures de repos, et reprit le chemin des logements.

Nous savons que ce mouvement a été blâmé; nous, hommes de paix, nous ne pouvons ni le défendre, ni le critiquer avec autorité. Nous dirons seulement, ce qui saute aux yeux de tout le monde, qu'il eût été inutile de s'avancer au-delà de Torre-Alfina pour se battre, car on ne pouvait, selon les règles de la prudence militaire, attaquer, avec 250 fusiliers, 1500 hommes retranchés dans une très-forte position; il

(1) Lombard-Martin, *Précis*, etc., page 92.

(2) Relations de témoins oculaires, déjà citées

ne semblait pas prudent non plus de s'arrêter longtemps à Acquapendente, si près d'un ennemi nombreux, dans un endroit difficile à défendre, et ce qui est pis encore, entouré de bois qui rendent les surprises très-faciles ; enfin, il fallait pourvoir sans retard à la sûreté de Valentano, un des points que le lieutenant Azzanesi avait choisis pour compléter le trilatère de la résistance, et qui n'avait plus que soixante défenseurs. Mais nous laissons aux hommes compétents la tâche de trancher la question.

Du reste, si quelque fougueux Croisé se plaignit de n'avoir pu se servir de son épée, la plupart d'entr'eux s'amusèrent d'une étrange aventure, mêlée de comique, qui fit tomber entre leurs mains un singulier prisonnier. Dans la marche de la colonne sur Acquapendente, l'avant-garde était commandée par le lieutenant Burdo, le défenseur de Valentano ; on avançait avec précaution, en battant tous les buissons, en explorant toutes les fermes et en lançant sur les hauteurs des éclaireurs à la vue perçante. Quelques-uns de ces éclaireurs crurent un instant avoir aperçu l'ennemi. Ils se replièrent sur l'avant-garde, en criant :

— Les voilà, les voilà ! ils sont embusqués ; nous avons aperçu une bande de chemises rouges dans l'éclaircie du bois !

La compagnie tressaille comme sous l'impression d'une étincelle électrique et se déploie pour l'assaut. A peine avait-on enveloppé l'ennemi, de loin, qu'elle s'aperçoit que les éclaireurs ont pris pour une bande de chemises rouges une troupe de paysans célébrant une noce à la mode du pays : les corsages écarlates des femmes avaient prêté à l'illusion.

Inutile de dire que l'enthousiasme guerrier fit place à la gaîté. On se regardait en éclatant de rire, et on plaisantait sur la vue des éclaireurs. Toutefois, pour n'avoir pas trop l'air de victimes d'une bévue, nos braves entourèrent le lieu du festin, présentèrent leurs compliments au jeune couple, et à la grande joie du marié prodiguèrent à l'épouse les gentillesses les plus gracieuses que des jeunes gens bien élevés puissent imaginer en pareille circonstance. Les mariés les payèrent de retour, en leur distribuant des dragées, un peu rustiques il est vrai, mais excellentes, et des verres d'un vin exquis de Montefiascone, et ce, à pleines mains, et avec l'insistance cordiale qui est particulière à nos paysans. Les soldats acceptèrent avec discrétion, et lorsque, au milieu du cliquetis des verres, le clairon sonna le départ, ils saluèrent ces braves gens, qui répondirent par un bruyant vivat, et ils s'élancèrent de nouveau à travers champs.

Jusque là, l'aventure avait été très-plaisante, lorsque le sergent Franquinet, gentilhomme d'ancienne race liégeoise, grand, svelte, aux yeux de lynx, examinant attentivement la campagne aux alentours, crut découvrir dans le lointain quelque chose de brillant et de mouvant comme un reflet d'armes. Franquinet ne fait ni une ni deux, il s'élance rapide comme la foudre, et court barrer le passage à sa vision guerrière. Il surprit d'abord deux hommes qui restèrent ébahis à la vue d'un zouave armé ; le sergent devina qu'il avait affaire à des guides d'un ennemi et les couchant en joue avec sa carabine, il leur demanda :

— Où sont les garibaldiens? Combien sont-ils? Parlez, ou vous êtes morts.

Les pauvres diables, tremblant de tous leurs membres, répondirent que les garibaldiens avaient évacué le pays, mais qu'un de leurs officiers les suivait; ils supplièrent le zouave de ne pas tirer sur lui, puisqu'il n'avait fait aucun mal au pays.

Le sergent ne voulut pas en entendre davantage : il franchit les haies d'un bond, tomba en face de l'officier, et lui cria en le visant à brûle-pourpoint :

— Rendez-vous !

A cette brusque sommation et à l'aspect d'un fusil braqué sur lui, l'officier n'essaya pas de se défendre et répondit :

— Je me rends, parole d'honneur !

Et il allait se dépouiller de ses armes, quand Franquinet répliqua :

— Non, je ne suis qu'un sergent, je ne veux pas désarmer un officier; suivez-moi, cela suffit.

Ce trait de courtoisie adoucit tellement le malheur du prisonnier, qu'il tendit son revolver au zouave, en lui disant :

— Acceptez au moins ceci en témoignage du respect et de la reconnaissance que m'inspire un gentilhomme aussi accompli.

Ce garibaldien était le major Ellero, commissaire de guerre auprès du général Acerbi ; malgré sa chemise rouge, son chapeau à la mousquetaire et les autres insignes de son grade, il avait encore le caractère et les habitudes d'un homme bien élevé, les manières distinguées de son ancien grade de capitaine dans la marine autrichienne, étant plus

instruit et beaucoup plus poli que ne le sont ordinairement ceux qui portent l'uniforme garibaldien. Aussi, le sergent Franquinet et après lui les officiers pontificaux n'eurent-ils pas à se repentir de l'avoir traité avec égards, ce qui leur arrivait souvent avec d'autres prisonniers. Détenu au château Saint-Ange, l'ex-capitaine Ellero demanda à revoir et traita avec une reconnaissance affectueuse le sergent Franquinet (aujourd'hui officier et décoré), qui lui avait sauvé la vie au péril de la sienne à un moment où il avait le droit de le tuer.

Puisse Ellero reconnaître un jour, par les actes des défenseurs du Pontife, la bonté de la cause qu'ils défendent, et, en homme d'honneur et en chrétien, faire amende honorable de sa sacrilége entreprise contre le Père des chrétiens!

LIII. — SAN-LORENZO, 16 OCTOBRE.

Après la retraite des garibaldiens d'Acquapendente, le 13 octobre, ils ne possédaient plus un pouce de terrain dans toute la lieutenance de Viterbe, à l'exception de l'extrême point de Torre-Alfina, sur la frontière, du côté d'Orvieto. Pourtant le général Acerbi y tenait son quartier-général et y avait établi sa base d'opérations stratégiques. Il se croyait inaccessible et inexpugnable; en vérité, il pouvait, eu égard à la position, se croire en pleine sûreté,

tant que l'artillerie ne marcherait pas contre lui; du reste, au pis-aller, la proximité de la frontière lui permettait toujours de se mettre à l'abri sous les drapeaux de Victor-Emmanuel.

Tout à coup, un aide ou mieux un compétiteur, se présenta sur son flanc gauche : c'était Jean-Philippe Ghirelli, qui, ayant jeté aux orties sa tunique de major, qu'il avait portée jusqu'alors dans la brigade du Piémont, endossait la chemise rouge et venait, lui aussi, combattre « les batailles patriotiques. » Il avait déjà échelonné ses bandes le long du Tibre, devant Viterbe, et menaçait « de faire prisonniers le colonel Azzanesi et tous ses soldats[1]. »

Nous verrons bientôt à quelle race de commandants appartenait ce Ghirelli, si la teinte rouge de sa chemise était sincère ou frauduleuse, et surtout comment il réussit à capturer le colonel pontifical et ses soldats. Il est certain, cependant, que l'apparition de Ghirelli et d'une autre bande de garibaldiens attira l'attention du colonel Azzanesi et rendit service au général Acerbi qu'il devenait impossible de molester sur l'heure dans ses retranchements de Torre-Alfina. En effet, toutes les villes pontificales de la ligne du Tibre, Orte, Civita-Castellana, et plus encore la fidèle Bagnorea s'attendaient à voir les bandes de Ghirelli fondre sur elles. Les chefs garibaldiens les en menaçaient : ils disaient que pour punir Bagnorea d'avoir fêté le retour des troupes du colonel Azzanesi, les libérateurs de l'Italie étaient décidés de

(1) Voir la *Nazione* du 27 octobre. Les correspondances garibaldiennes donnent la chose comme étant faite.

revenir dans cette ville et de la livrer au pillage et à l'incendie[1]. Il est vrai qu'ils ne se hâtèrent pas trop de mettre cette menace à exécution, car le capitaine Legonidec était là tout prêt à leur faire une superbe réception, avec une compagnie de zouaves. A Civita-Castellana aussi, le commandant Papi, bien que n'ayant qu'une faible garnison de fusiliers et de gendarmes, ne faisait pas mine de reculer devant les mille, et plus, combattants de Ghirelli; le ministre Kanzler, ne pouvant le renforcer sur-le-champ, comme il aurait fallu le faire, lui écrivit : « Tenez bon contre ce ramassis de brigands, fussent-ils mille; les renforts arriveront à temps[2]. »

Le passage restait ouvert à Orte et sur plusieurs autres points, les forces pontificales ne pouvant suffire à former un cordon continu sur la rive du fleuve. Ayant l'ennemi sur son flanc et si près de lui, le colonel Azzanesi s'arrêta quelques jours à Viterbe, en se contentant de tenir Acerbi épouvanté et séquestré dans son réduit de Torre-Alfina.

Celui-ci, cependant, comprit qu'il lui fallait, à la fin des fins, donner signe de vie, ne fût-ce que pour se relever du ridicule où il était tombé aux yeux de ses propres soldats. Il résolut de se mettre en campagne le plus secrètement possible, et de s'avancer, mais de manière à pouvoir se ménager une prompte retraite, après avoir fait une courte incursion sur le territoire pontifical. Il nous raconte comment il

(1) Doc. manusc. des arch. 16 et 17 octobre, et le journal manuscrit d'un citoyen de Bagnorea.

(2) Télég. du ministre Kanzler, dans les doc. manusc. des arch., 17 octobre.

marcha sur Valentano « avec l'intention d'y surprendre l'ennemi et de rompre ainsi le cercle dans lequel il s'était retranché[1]. » A vrai dire, s'il avait réussi dans ses projets, il eût bien mérité de la garibalderie. Valentano, gros bourg, entouré d'une muraille à peine assez forte pour résister à l'infanterie, servait pourtant d'épouvantail aux bandes qui franchissaient la frontière de la Toscane; il coupait entièrement les communications entre les masses fourmillant dans Orvieto, dans les alentours de Montalto, et le chemin de fer du littoral de la Méditerranée; il couvrait tellement bien Montefiascone et Viterbe, que les garibaldiens ne pouvaient approcher sans avoir indubitablement dans les reins les baïonnettes de la garnison de Valentano. Ce n'était pas sans raison que le colonel Azzanesi avait choisi Valentano comme point stratégique. Quant à l'attaquer, c'était un projet ridicule, si tant est qu'il ait été conçu, car il y avait alors à Valentano environ trois cents pontificaux, et bien qu'ils n'eussent pas d'artillerie, Acerbi ne pouvait raisonnablement se flatter de chasser à coups de baïonnette, d'une ville entourée de murailles, une aussi vaillante garnison; l'idée de la surprendre nous fait voir, chez M. le Député au parlement et commandant de l'aile droite, une prodigieuse ineptie.

Quoi qu'il en soit, le 15, vers 10 heures du soir, entouré d'un nombreux état-major, Acerbi monta à cheval et se mit à la tête de deux bataillons, formant à peu près 600 hommes. Ils marchaient dans les

(1) Rapport du général Acerbi à Garibaldi; Lombard-Martin, *Précis*, etc., page 94; Guerzoni, *Nuova Antologia*, mars 1868, page 558.

ténèbres, en silence et avec circonspection, portant jusqu'aux échelles qui devaient servir à escalader Valentano[1]. Les zouaves et les autres hommes de la garnison éclateront de rire en lisant ces détails, en pensant qu'un *foudre de guerre* comme François Acerbi rêvait de les prendre de nuit avec la stratégie qu'on déploierait contre un poulailler !

Le général, en tacticien prudent, marchait à travers les landes, de peur, sans doute, que le télégraphe peut-être, ou quelque courrier furtif ne le signalât d'une façon très-inopportune au colonel Azzanesi. Il se proposait même d'éviter le village de San-Lorenzino, qui était pourtant sur son chemin, mais il fut *trahi*, dit-il, *par les guides*. Nous croyons qu'il y eut en effet un traître, mais un traître de bonne foi. Leali, exilé et fort mauvais garnement, qui accompagnait les envahisseurs, avait fait une course jusqu'au village, et assurait qu'il n'y avait pas un homme de garnison, ce qui était vrai. Acerbi se mit donc en route dans cette direction en toute sécurité, et il y rencontra précisément ce qu'il cherchait par-dessus tout à éviter. Voici ce qui se passa.

Pendant que les garibaldiens dans leur oisiveté, rêvaient, de Torre-Alfina la conquête de toute la province, le colonel pontifical, s'étant assuré que les bandes de Ghirelli n'étaient pas encore en mesure de passer le Tibre, résolut de pousser une rapide excursion contre Torre-Alfina et de mettre en déroute le

(1) Correspondances garibaldiennes, rectifiées par le comte Louis Pennazzi, capitaine d'état-major et aide-de-camp du général Acerbi, dans la *Nazione* des 19, 21, 24, 25, 26 et 29 octobre; et autres, dans le *Diritto*, etc.

quartier-général d'Acerbi. Pour venir à bout de cette entreprise, il voulait prendre avec lui une centaine de zouaves de Valentano et deux compagnies de fusiliers de Viterbe, renforcées de deux pièces de campagne, arrivées tout récemment de Civita-Vecchia[1]. Pour procéder avec plus de circonspection, il commença par lancer une avant-garde de 35 gendarmes, sous les ordres du lieutenant Vizzardelli, et le lendemain, il ordonnait d'y ajouter 65 autres gendarmes détachés de Valentano. Au moment même où Acerbi passait en revue ses bataillons d'opération, M. Azzanesi télégraphiait aux corps avancés de couper la route aux agresseurs en prenant position à San-Lorenzo-Nuovo, autrement dit San-Lorenzino. L'instruction portait : « Surveiller les mouvements des ennemis de Torre-Alfina ; les battre, s'ils en sortaient par petites bandes ; tenir bon, s'ils étaient nombreux ; se retirer, si leur nombre était par trop considérable[2]. » Ces ordres ayant été ponctuellement exécutés, il advint qu'une centaine de gendarmes se trouvèrent réunis à San-Lorenzo, quelques heures avant l'arrivée de la bande garibaldienne.

Le commandant de la colonne pontificale, ayant pris langue dans le pays, pressentit l'arrivée d'Acerbi, et se prépara à la défense. Dans cette circonstance, le lieutenant Vizzardelli se conduisit en homme courageux et en noble cœur ; car s'il avait ajouté foi aux bruits qui couraient sur le nombre démesuré des garibaldiens, il eût pu, sans manquer à l'honneur,

(1) Lettre d'un officier zouave de Viterbe, 16 octobre.

(2) Instructions du colonel Azzanesi, 15 octobre ; et divers rapports dans les doc. manusc des arch. des 16, 17 et 20 octobre.

se replier sur Bolsena ou sur Valentano, mais il lui parut indigne de tourner le dos à l'ennemi sans s'être mesuré avec lui. Il fortifia donc la caserne, bâtie précisément sur la route d'Acquapendente, plaça ses sentinelles et ses védettes, et le détachement venu de Valentano prit position dans un vieux bâtiment appelé le Couvent.

A une heure après minuit, un poste avancé, au moment où la ronde venait le visiter, entendit, dans le silence de la nuit, retentir de bien loin, la marche sourde et étouffée de nombreux fantassins. Le poste cria :

— Qui-vive?

L'ennemi ne répondit pas d'abord ; au second qui-vive, il répondit par un mensonge :

— Amis !

Au troisième qui-vive, il répondit par une demi-rétractation :

— Troupe italienne!

Le poste tout entier riposta par une décharge et se retira au pas de course, en criant :

— Aux armes !

Ce mot vola de poste en poste, et la caserne, qui était le véritable et même l'unique point d'une forte défense, se disposa à recevoir l'ennemi. Les hommes, qui étaient à découvert, se déployèrent en tirailleurs, pour défendre l'entrée du bourg. Les compagnies garibaldiennes, au contraire, qui s'avançaient en masse compacte sur la route royale, eurent bientôt enfoncé, au moyen d'une vive fusillade, la mince ligne de gendarmes, qui se vit repoussée dans la partie habitée. Là, ceux-ci se rallièrent en plusieurs

pelotons et sortirent de nouveau sans que l'ennemi pût les arrêter; répondant à la fois à son attaque par le cri de : Vive Pie IX ! et par de vigoureuses décharges, ils gagnèrent la route de Valentano.

Quoiqu'il semblât très-difficile de résister plus longtemps dans un village ouvert contre un ennemi dix fois plus fort, et se précipitant déjà par plusieurs rues, un abandon aussi prompt du théâtre de la lutte ne fût pas approuvé par les camarades, tellement les gendarmes étaient soucieux de la réputation de bravoure dont jouit leur légion.

Mais le hardi gendarme Geminiani, qui courut au galop à Valentano à travers une grêle de balles, demander du secours au capitaine de La Guiche, et les deux maréchaux-des-logis Orlandi et Chialli, qui, entourés d'une poignée de braves, renforcèrent la défense de la caserne, reçurent, au contraire, des louanges et une récompense dignes de leur bravoure. Ce fut là en effet que se concentrait toute l'impétuosité de l'ennemi. Cette caserne était grande, formait un carré long, et se trouvait par bonheur écartée et isolée; de là, on a vue libre sur la route et la campagne; les deux rangs de fenêtres servaient de meurtrières; la porte, qui pouvait être attaquée ou brûlée, fût confiée au sous-officier Chialli et à quatre gendarmes, avec ordre d'en balayer les approches.

L'attaque commença à deux heures du matin, accompagnée de cris féroces et d'une fusillade bien nourrie. Les gendarmes rendirent bravement feu pour feu en acclamant toujours le nom du Saint-Père, et en s'exhortant réciproquement à mourir au poste plutôt que de se rendre à des aventuriers qu'ils

flétrissaient de noms de mépris empruntés à la langue du soldat. Cette constance était belle à voir et mérite une mention. Les gendarmes étaient au plus quarante, cernés par six cents chemises rouges et sans cesse criblés de balles à travers les fenêtres de la caserne. L'ennemi tirait à la fois d'en bas et des maisons voisines et sous tous les angles; il était dès lors très-difficile pour les assiégés de se servir de leurs armes. Néanmoins, avec la dextérité qui distingue le gendarme romain, ces braves se montraient chaque fois que la lumière de la pleine lune, quoique voilée par le brouillard, leur permettait de viser, et ils faisaient feu. Plusieurs garibaldiens mordirent çà et là la poussière, au grand effroi de leurs camarades. Aussi les deux bataillons n'osèrent-ils jamais s'avancer sous les murailles à visage découvert et encore moins tenter d'attaquer la porte ou essayer de la brûler.

Après deux heures d'une tentative infructueuse, le général Acerbi, qui s'était constamment tenu à une distance respectueuse, recourut à l'un de ces expédients infâmes, qu'on ne lit que dans les histoires de brigands. Il fit prendre deux prêtres du pays (la correspondance garibaldienne ne parle que d'un seul prêtre, *tombé au pouvoir des garibaldiens*), et les fit trainer devant la caserne. Les gendarmes, à cette vue, suspendirent le feu et se demandèrent le but de ce nouveau stratagème de guerre. Alors, ces assassins en chemise rouge, ayant demandé à parlementer, menacèrent à haute voix d'égorger les ministres du Seigneur, sous les yeux des soldats de Pie IX, si la défense ne cessait pas. On répondit de la caserne

par un non formel[1]. Trois fois le curé fut forcé d'exhorter lui-même les gendarmes à céder, au nom du Saint-Père et de l'humanité; les officiers garibaldiens se tenaient à côté du pauvre prêtre et juraient de le tuer et de mettre le pays à feu et à sang, si ces entêtés de gendarmes ne se rendaient pas.

Les gendarmes flétrirent ce trait de lâcheté par un cri général d'indignation, et refusèrent, en acclamant Rome et le Pape.

L'un d'eux dit au prêtre avec une mâle et noble franchise :

— Courage, M. le curé, vous mourrez en martyr, et nous, en soldats de Pie IX[2] !

Alors le colonel Tolazzi, qui manie avec un égal bonheur l'épée et l'éloquence militaire, se prit à haranguer lui-même les assiégés. Il protesta qu'il ne le faisait que pour mettre fin à l'effusion du sang italien, et conseilla une capitulation qui, après une défense aussi vigoureuse, n'avait rien de déshonorant, d'autant plus que les gendarmes manquaient de munitions, et qu'une plus longue résistance leur deviendrait impossible : il ajouta que le général leur donnait pour la dernière fois ce conseil, mais que s'ils ne le suivaient pas, ils pouvaient s'attendre au courroux des libérateurs de l'Italie, et à un massacre universel.

A cette belle harangue, on ne répondit que par un non très-prononcé, et par une décharge générale, suivie d'un feu de file accéléré des plus rapides,

(1) En ceci, les correspondances garibaldiennes et les rapports déjà cités s'accordent parfaitement.

(2) Rapports pontificaux déjà cités.

de façon à montrer que les cartouches ne faisaient pas défaut. Les Acerbiens revinrent aussi à la charge avec acharnement, et la défense continua (au dire des garibaldiens) *avec une rare énergie et un feu d'enfer*. A vrai dire, les munitions des pontificaux n'étaient pas très-abondantes, mais elles suffisaient pour leur permettre d'attendre du renfort. Les chemises rouges, au contraire, si l'on ajoute foi au rapport d'Acerbi, avaient gaspillé la provision et la réserve, destinées à l'assaut de Valentano. En conséquence, ne sachant comment avoir raison des braves enfermés dans la caserne, voyant que la violence et la ruse étaient également inutiles, les six cents héros pillèrent les maisons en toute hâte, et désirèrent, comme autrefois les Hébreux dans le désert, revoir les lieux d'où ils étaient partis. Ils soupçonnaient d'ailleurs, et ce soupçon les tourmentait sans relâche, que la garnison de Valentano, attirée par le bruit de la fusillade, pouvait bien ne pas tarder à leur couper la retraite. Ils devinaient juste, car M. de La Guiche s'avancait réellement à la tête d'une colonne mobile[1].

Donc, avant le lever du soleil, le général Acerbi, ayant pris le prudent avis de son état-major, ordonna de sonner la retraite, et passa au large de cette maudite caserne, qui vomissait des balles chaque fois que les chemises rouges s'en approchaient et retourna tout confus à Torre-Alfina. Il laissait sur le terraîn une dizaine de morts, cinq mourants, et

(1) Correspondance garibaldienne déjà citée, et lettre écrite de Valentano, par un officier zouave, 17 octobre.

tant de blessés, qu'on en chargea trois chariots[1]. Les pontificaux, qui s'étaient habilement battus et couverts, n'eurent ni morts, ni blessés. Les garibaldiens n'en firent pas moins un grand massacre dans leurs journaux. Les gendarmes, qui ne s'étaient nullement aperçus de cette boucherie, sortirent au point du jour et inspectèrent le champ de bataille. Voyant qu'il n'y avait plus un ennemi, ils regagnèrent tranquillement Bolsena, sous la conduite de leur lieutenant Vizzardelli.

C'est ainsi que quarante hommes, rencontrés chemin-faisant, déjouèrent l'attaque homérique de Valentano, à laquelle marchait le général commandant l'aile droite, à la tête de deux bataillons guidés par une nuée d'officiers, MM. Tolazzi, Pennazzi, Luciani, Ravini, Galliano, Martelli, Riggio, Clerici, Francardi et Dieu sait combien d'autres qui ne figurent pas dans l'épopée. Il faut croire que, le lendemain ou la veille, le général Acerbi fit de brillantes promotions pour récompenser ses braves, car nous lisons dans son plaisant historiographe, M. Lombard-Martin, que dans cette affaire le *héros* Tolazzi, appelé major l'avant-veille, dans l'ordre du jour, n'était rien moins que lieutenant-colonel à l'attaque de la caserne; que Pennazzi, de lieutenant, était devenu en quelques jours major; et les autres avaient marché du même pas!

Pour se consoler, l'historiographe fit imprimer le

(1) Rapports pontificaux déjà cités. Les correspondances garibaldiennes s'y rapportent à peu près dans le *Diritto*, dans la *Nazione* et dans la *Gazette de Milan*. M. Lombard-Martin donne 15 morts.

mensonge ordinaire : *Nous avons vaincu*[1], et les autres historiens du parti, l'amplifièrent et l'embellirent[2]. Mais le commun des garibaldiens, moins rompus à la politique, eut la bêtise d'avouer la vérité en écrivant à des amis. Un volontaire alla jusqu'à dire : « La surprise de Valentano était désormais impossible, puisque c'était nous qui étions surpris[3]. »

C'est pourquoi, le comité garibaldien de Florence, obligé de louvoyer entre la gloire et la vérité, commit un euphémisme diplomatique dans son bulletin 19e, et annonça tout simplement que « le coup avait manqué et que le village était resté au pouvoir de l'ennemi. »

LIV. — TRIBULATIONS DOMESTIQUES DU GÉNÉRAL ACERBI

C'était une rude tribulation pour le pauvre Acerbi, après s'être voué « aux batailles de la patrie, » de voir le comité si prodigue de mensonges pompeux en faveur de Nicotera et de Menotti, s'en montrer si avare en sa faveur. On disait aussi que le major Ghirelli, qui opérait sur son flanc contre Viterbe, à la tête de mille hommes, ne voulait rien savoir de la dignité d'Acerbi, ce qui fit que celui-ci eut soin de ne pas le nommer une seule fois dans tout son rap-

(1) Rapport d'Acerbi à Garibaldi.

(2) Lombard-Martin et Guerzoni, l. c.

(3) Correspondances garibaldiennes déjà citées.

port. On ajoutait que le colonel Menotti faisait imprimer dans le *Corriere italiano* qu'il avait « pris le commandement supérieur de toutes les bandes, *y compris celles qu'Acerbi dirigeait*. Chose nécessaire pour donner au mouvement l'unité des moyens et du but[1]. »

— Nécessaire, allons donc! répliquait Acerbi. Ah! les canards veulent mener boire les oies! Je vole éclectiquement pour le compte de Mazzini et de tous : est-ce que cela ne suffit pas?

Chose plus grave encore, Acerbi avait, dans son camp de Torre-Alfina, des fils égarés qui lui empoisonnaient les douceurs du foyer domestique. Un de ses capitaines, entre autres, maraudait sans désemparer et ne lui rendait aucun compte du butin qu'il faisait. Acerbi essaya de le ramener à résipiscence et lui débita un terrible sermon, dans lequel il ne lui parlait rien moins que de lui infliger le *carcere duro* : mais le capitaine n'eut pas peur. De gros mots furent échangés, après quoi le capitaine prit la clef des champs avec armes et bagages, et quarante mécontents. Au dire des chroniques garibaldiennes, le major Ravini (déjà nouveau major! Acerbi l'avait nommé capitaine le 10) ordonna à un factionnaire de faire feu sur ce rebelle, mais le fusil fit long feu, et le capitaine extraordinairement voleur put s'en aller tranquillement guerroyer là où personne ne lui demanderait où il avait appris l'art stratégique de Mercure et non de Mars[2]. Les correspondants et les

(1) *Corriere Italiano*, rapporté dans la *Nazione* (porte-voix rattazzien), 17 octobre.

(2) Correspondances garibaldiennes déjà citées.

historiens n'osèrent pas, par une sympathie fraternelle, appeler ce brave de son véritable nom, mais, plus larges en fait de médisance, nous livrons ce nom à la publicité glorieuse qu'il a méritée : c'était Jacques Galliano. Nous avons déjà mentionné les rapines de cet individu. Il devait être passé maître dans son art, puisque ses propres frères trouvèrent qu'il allait trop loin. Pour qu'on ne croie pas que nous parlons au hasard, nous citerons ici une petite lettre, écrite dans ces circonstances par un de ses amis et de ses camarades, au moment où Galliano, nouvel Achille, s'éloignait dédaigneusement des tentes de l'ingrat Agamemnon de Torre-Alfina. Nous publions cette lettre d'autant plus volontiers qu'elle est un document inédit sur la concorde des bandes et sur la réputation militaire dont Acerbi jouissait près des siens.

« Castiglione-Teverina, 18 octobre.

» Cher Rizzo,

» Nous nous sommes trouvés ensemble à trois combats, dans deux desquels nous avons eu le dessous. La seconde affaire de Bagnorea a été désastreuse, grâce à l'ineptie de nos chefs, et à leur entêtement de vouloir engager un combat, qui, dans notre état de désorganisation, ne pouvait s'accepter. A San-Lorenzino, près du lac de Bolsena, dans la nuit du 15, nous avons combattu six heures, et la lâcheté de nos chefs a fait naître le découragement dans les rangs des volontaires. Pourtant, nous nous sommes emparés du pays, après avoir stupidement laissé fuir les gendarmes de la caserne que nous assiégions. La faute en est tout entière au général Acerbi et à

son état-major. Nous nous sommes séparés aujourd'hui de ces éclectiques, et, sous les ordres du brave Galliano, nous espérons pouvoir triompher. Nous chercherons à nous joindre à Menotti ; en conséquence toi et... vous devez tâcher de le rejoindre.... Nous nous flattons de faire triompher le programme républicain, car au milieu de ces éclectiques, nous sommes les seuls pour le représenter. Encore adieu !

» Ton affectionné,

» VARIO. »

Nous ignorons l'auteur de cette lettre signée d'un nom de franc-maçon ; mais, s'il a survécu au malheureux Jean Rizzo, qui baigna de son sang la maison Ajani, il pourra attester que la lettre est authentique.

Si les hommes de Galliano déchiraient ainsi leur général-commandant, les autres officiers et Galliano lui-même en disaient bien d'autres dans les lettres adressées, non pas à des amis de Rome, mais aux journalistes.

Le comte Louis Pennazzi, capitaine d'état-major et aide-de-camp du général, était désolé et suait sang et eau pour démentir cet ennemi domestique, et blanchir de son mieux Acerbi. C'est pour cela qu'il tapait à tort et à travers, comme un aveugle, sur les voleurs, en écrivant :

« *Les soldats et les officiers murmurent*, à ce que prétend M. X., et je lui réponds, moi, par un démenti absolu. Personne n'a murmuré, car tous respectent et aiment Acerbi pour sa bonté et pour son courage. Si quelqu'un murmure, ce ne peut-être qu'un de ceux qui n'aiment point Acerbi à cause de

la discipline rigoureuse qu'il maintient fortement dans sa colonne, et parce qu'il ne veut pas qu'on saccage les pays dans lesquels il entre[1]. »

Il faut l'avouer, c'était *une injustice atroce* que François Acerbi, député au parlement et chargé de piller une province entière, et qui volait avec tant d'habileté et de discipline à Acquapendente et dans toutes les autres places sans défense, fut même mal vu par les voleurs !

Le mécontentement augmentait sans cesse au quartier-général, et pourtant le pauvre Acerbi avait fait de son mieux pour le prévenir et le calmer. A peine de retour de la malencontreuse affaire, disons mieux, du *fiasco* de San-Lorenzino, il avait répandu, en guise de palliatif, un ordre du jour, dans lequel il louait tout et tous. Il jurait dans cet ordre du jour, que *le corps des officiers tout entier s'était héroïquement comporté*, ce que la plupart ignoraient et beaucoup niaient; il y attribuait à la nuit le léger désarroi de la colonne, et entassait tant de fanfaronnades, qu'il parut remplir l'office du *teatrino* et du capitaine *Fracasse* pour ces pauvres chemises rouges, qui l'avaient vu si prudent en présence du feu. Qu'il suffise de dire, qu'entre autres gasconnades, il affirmait comme quoi Tolazzi « aurait pu commander à ses hommes d'enfoncer les murailles (*Un nouveau Samson, hein?*) et saisir tous les *papalins*, mais il eût dû, en ce cas, exécuter sa menace de les fusiller tous; que pour ne pas être blâmé par toute l'Europe et par le monde civilisé,

(1) Correspondances garibaldiennes déjà citées.

de vouloir agir de représailles, il adopta le moyen terme d'intimer (*aux siens*) l'ordre d'évacuer le pays, ce qu'ils exécutèrent sans délai. » Enfin, pour fermer la bouche aux séditieux, il conclut avec modestie : « Votre général sait mieux que personne quand il faut vous lancer contre l'ennemi et quand il faut épargner vos précieuses existences. »

La dernière conséquence de tout ceci était que les orgueilleux contempteurs de ses ordres s'en allassent et laissassent le général Acerbi agir et commander à sa guise[1].

Quelques-uns de ceux qui avaient écouté cet ordre du jour prirent pour eux le congé qu'il contenait, et décampèrent ; mais ni ces épurations, ni les émollients appliqués par le chef, ni les saignées des baïonnettes pontificales ne réussirent à débarrasser de ses humeurs le camp acerbien ; il en souffrait encore plusieurs mois après Mentana. Ce fut précisément au moment où Acerbi se creusait le cerveau pour gouverner sagement son quartier-général, que les lettres les plus ingénues y furent écrites (et qui sait si elles n'émanaient pas de son état-major?), lettres dans lesquelles sa politique, son abus du pouvoir, sa manie de placer les pauvres garibaldiens sous les coups de massue, sont exposés d'un air de désinvolture, qui nous fait mal au cœur. Voici, par exemple, quelques extraits de ce genre :

« A mon avis, politique à part, le mouvement sur le territoire pontifical s'écarta totalement du point de vue militaire et révolutionnaire.

(1) Ordre du jour du général Acerbi, 17 octobre.

» Il ne fallait pas combattre ici à la débandade, mais commencer par Rome.

» En effet, si on s'était réuni (et cela serait indubitablement arrivé) le peuple romain, même en faisant la moindre partie de l'élément importé, on eût dit et on eût cru que l'insurrection était l'œuvre des Romains. Mais ce moyen si logique et si naturel, personne n'en a voulu, grâce, surtout, à l'orgueil belliqueux de certaines gens qui voulaient rester au camp pour acquérir la réputation de *condottieri*. Il est dès lors advenu, comme de juste, que nous avons semé le territoire romain de morts et de blessés, et que les zouaves et autres soldats pontificaux, qui devaient disparaître à notre première apparition, nous tiennent tête et agissent sérieusement de la plus maudite manière.... Arrivons au fait. Enfin, le général Acerbi s'est décidé à abandonner Torre-Alfina, et il en était temps, en vérité. Pourtant, son retard n'a pas été sans profit (*comme les loisirs stratégiques de Nicotera*), puisqu'il dispose aujourd'hui (*21 octobre*) d'un corps bien organisé d'environ 1,600 hommes.... Je veux vous raconter un curieux épisode. Souvenez-vous de l'affaire de Bagnorea : eh bien, il paraît que les pontificaux ont composé là-dessus une petite chanson, avec ce refrain :

Cette lâche canaille
S'enfuit de la bataille,

qu'ils chantent à notre nez et à notre barbe au moment du combat....[1] »

(1) Correspondances garibaldiennes déjà citées.

En vérité la plaie d'Acerbi devait être cuisante. Les plus fidèles le traitaient d'orgueilleux, d'imprévoyant et de stupide poltron, et écrivaient peut-être sur cette même table, où il élaborait ses ordres du jour! Peut-être même était-ce Mathias Montecchi, qui, après avoir écrit cela, le 25 avril 1867, en le signant de ses nom et prénoms, l'écrivait de nouveau à la *Nazione* sous le voile de l'anonyme[1]? Et cela arrivait précisément au moment où Menotti lui retirait le siége du commandement.... O ingrate Italie!

L'influence des mauvaises étoiles et l'horoscope qui pesait sur ces hommes illustres s'accordâient parfaitement. Que de tristes gémissements ne fit pas pousser au vaillant Nicotera la manie qui s'était emparée de ses officiers de critiquer ses idées stratégiques! Orsini, son vice-général, déclarait dans les journaux que Nicotera était un brave homme, pourvu qu'il ne se mêlât plus de jouer le rôle de commandant. Puis, son chef d'état-major divulguait ses secrets avec une impertinence telle que le pauvre général dut lui savonner furieusement la tête en pleine chambre florentine. Antinori et Bennati, deux rebelles, après avoir souillé la pureté de ses tentes, lui jetèrent à la face l'épithète de coquin, et lui en dirent de toutes les couleurs. Combien le lieutenant de Blasi ne se démena-t-il pas pour prouver qu'il n'était pas un voleur, et que Garibaldi ne l'avait pas fait fusiller! Le pauvre homme! être obligé d'écrire des liasses de

(1) Voir une lettre de ce Montecchi, où l'on trouve ces mêmes pensées stratégiques, dans les documents relatifs aux derniers événements présentés aux chambres de Florence, p. 58.

lettres, pour prouver que les voleurs, les pillards et les infâmes étaient excessivement près de lui, mais qu'il n'était pas des leurs! Que de jolies choses n'écrivit pas le général Fabrizi sur le commandant Ghirelli, et avec quelle amabilité celui-ci l'appela-t-il, en revanche, menteur! Combien de fois les garibaldiens les plus en autorité ne se fâchèrent-ils pas à plein cœur contre le baron Franco Mistrali, l'appelant canaille! Demandez à Crispi des nouvelles de ce baron, et à ce baron des nouvelles de Crispi, et vous saurez... qu'il était toujours question entre eux de vols, d'escroqueries et de bassesses. C'est au point que pour disculper ces nobles paladins, M. Fambri fit observer en plein parlement qu'avec les garibaldiens, vraies colombes, blanches comme neige, s'était confusément mêlée une volée de corbeaux, c'est-à-dire tout ce que le pays possédait de voleurs; l'Italie en était si bien dégarnie, que la police n'avait plus rien à faire.

Que le pauvre Acerbi se console donc! Il a partagé le sort des grands restaurateurs de l'honnêteté humaine, ses pareils et ses frères d'armes. Qu'il pardonne à Galliano, à Sgarallino, et même à ce caissier patriote, qui, par pure fragilité, ne lui rendit pas la caisse!... Qu'il ne prête pas trop grande attention à ces petites faiblesses! On ne doit jamais examiner les héros à travers un microscope; d'autant plus que Menabrea, prononçant des oracles sur son trépied, les a tous glorifiés, leur a décerné le titre de *généreux*, et les a presque adoptés pour ses enfants. Ces héros devront, en retour, dresser à Acerbi un monument de reconnaissance.

Ces messieurs peuvent continuer à s'entre-déchirer. En voilà assez sur les tribulations domestiques d'Acerbi, que tout le monde respecte et aime pour sa bonté, au dire de son aide-de-camp le parmesan.

LV. — JEAN-PHILIPPE GHIRELLI ET SA LÉGION DE PSEUDO-GARIBALDIENS.

Pendant que les garibaldiens se querellaient à Torre-Alfina, prétendant que s'ils avaient été battus à San-Lorenzino, cela n'était arrivé que par l'inepte stupidité du général François Acerbi, le capitaine Jacques Galliano et sa bande de mécontents traversaient un coin de la province de Viterbe et pillaient les villages sans défense. Nous trouvons des détails sur leurs vols dans les rapports des brigades de gendarmerie, où l'on voit aussi que plusieurs pelotons pontificaux leur avaient donné la chasse, mais inutilement. Galliano volait et fuyait, et ce, de pays en pays, jusqu'à ce qu'il se fût mis à l'abri sous les ailes du général Ricotti, qui commandait à Terni les troupes royales, *chargées de défendre l'Etat pontifical*[1]. Il alla peut-être grossir les bandes de Menotti; mais certaines chroniques garibaldiennes prétendent que Galliano en fut repoussé comme indigne.[2] Ce qui causa une scission bien autre-

(1) Documents manuscrits des archives, 21 octobre.

(2) Lombard Martin, *Précis*, etc., page 100.

ment grave dans les rangs des garibaldiens *purs et pieux*, (comme ils s'appelaient eux-mêmes), ce fut la légion de Ghirelli, qui menaçait alors Viterbe, au-delà du Tibre. Elle se composait d'une foule de réfugiés romains, la plupart lancés dans la politique par la faim, par l'habitude ou par les principes de la secte, et d'un ramassis de gens qui ne valaient pas mieux et venaient on ne sait d'où. Ghirelli eut l'audacieuse prétention de les appeler *légion romaine*, mais nous, pour ne pas souiller un nom déjà pris et porté avec honneur par la fleur de la jeunesse française sous l'étendard de saint Pierre, nous n'appellerons jamais la légion de Ghirelli d'un autre nom que celui de légion ghirellienne. Ceux que nous venons de nommer avec plaisir, prirent à juste titre le nom de légion romaine ou franco-romaine, parce que tout catholique qui conserve la foi et l'amour de Rome est romain; tout homme qui, par le seul droit du sacrilége et du parjure, attaque Rome, n'est que ghirellien.

Aussi Ghirelli, bien que né dans l'Etat pontifical, ne mérite pas le titre de romain, lui qui est un homme changeant, à double face, mystérieux, méprisé par les gens de bien et bafoué par les garibaldiens eux-mêmes. Caporal aux sédentaires, à Bénévent, Ghirelli demanda son congé, et quitta le drapeau du souverain qui le soldait pour faire de la politique. Cet acte peu louable et sa nature versatile, lui valurent, en quelques années, à la grande indignation des officiers honnêtes, le grade de major dans l'armée royale de Victor-Emmanuel. Cela ne l'empêcha pas de se mêler aux hordes gari-

baldiennes en 1860, et de s'illustrer à la destruction d'Isernia[1]. Peu d'années après, nous le voyons tremper dans des menées ténébreuses, et devenir l'agent fieffé du baron Bettino Ricasoli. On le dépêcha à Rome, au mois de décembre 1866, et la police romaine le vit, lui qui n'était qu'un meneur suspect, descendre tranquillement à l'hôtel et y donner son propre nom, se faufilant et rôdant dans toute la ville, tant qu'il put et tant qu'il fallut pour remplir sa mission près des *traîtres* au gouvernement pontifical, qu'on appelait le Comité romain. Il revint à Rome, au mois d'avril 1867, avec une mission analogue, désapprouva la sédition désordonnée et sanguinaire à la mode garibaldienne, et conseilla la sédition modérée et perfide que voulait son mandataire. Tout le monde sait que le baron Ricasoli se proposait de renfermer Pie IX au Vatican et de lui donner, pour garde d'honneur, les bersaglieri de Victor-Emmanuel.

Ghirelli s'employa de tout son pouvoir à cette entreprise modérée peut-être aux yeux des révolutionnaires, mais évidemment sacrilége et lâche pour des catholiques qui jugent d'après le Code divin. Débordé par la prépondérance du parti d'action, qui dédaignait la prudence comme une lâcheté, le messager du ministre florentin eut le crève-cœur de voir la plupart des sectaires italiens se mettre à l'œuvre avec la tactique que son maître et lui réprouvaient.

(1) Rapport d'un magistrat de Viterbe au ministre de l'intérieur, 18 octobre D'autres informations nous peignent M. Ghirelli sous un jour moins triste. Nous ne jugeons que ses actes publics, comme il doit les juger lui-même, pour redevenir honnête homme.

Il ne désespéra pas, pour cela, de leur tenir tête, et il s'appliqua, avec une singulière audace, à tromper les garibaldiens, faisant semblant de les servir. M. Rattazzi, qui succédait au baron Ricasoli, s'accommoda de cette façon d'agir, et peut-être fut-il le premier à faire des avances et à choisir Ghirelli pour son confident, comme un homme déjà rompu aux menées contre Rome. Le ministre désirait entretenir un homme de confiance entre les bandes désordonnées et les condottieri, déjà trop portés à la république mazzinienne, afin qu'on n'opérât contre Rome rien qui pût le compromettre ou lui déplaire. Il promit donc à son agent de faire suivre les bandes garibaldiennes par l'armée royale, et lui donna pour mission de préparer les voies à l'armée pour le 17 ou le 18 octobre. Nous savons de source certaine que cette mission fut confiée par Urbain Rattazzi à Jean-Philippe Ghirelli, et ce n'est que par pure courtoisie que nous nous abstenons de citer le document que nous avons sous les yeux ; les faits que nous allons rapporter parleront d'eux-mêmes.

En conséquence, le major Ghirelli s'empressa de réunir des hommes, avec la coopération secrète des agents du gouvernement italien. Orné des épaulettes de l'armée royale, il composait presque publiquement les compagnies de ses garibaldiens. Il était largement salarié, et on le protégeait contre les préfets qui ne comprenaient rien à toute cette intrigue. En voici une preuve qui nous arrive directement du cabinet de M. Rattazzi :

« Florence, 20 septembre 1867.

» Au Préfet d'Ancône.

» Le ministère croit que le major Ghirelli s'emploie activement à prévenir les mouvements dans l'Etat pontifical. Quoi qu'il en soit, surveillez ses faits et gestes, et, en attendant, mettez à sa disposition 6,000 fr., que je vous ferai rembourser de suite[1]. »

Nous rougissons pour Ghirelli, car il est traité ici comme un espion vulgaire que l'on paie et que l'on surveille !

Le préfet de Pérouse, plus clairvoyant que celui d'Ancône, écrivait de son chef au ministre :

« Parmi les personnes que l'on voit beaucoup se remuer, dans les localités des frontières, il y a l'ex-major Ghirelli, qui semble avoir reçu des missions confidentielles que je ne saurais préciser[2]. »

Il ne faut pas s'étonner si l'habile homme, appuyé *confidentiellement* par l'autorité supérieure, réussit (comme il s'en vante lui-même dans les relations qu'il a publiées dans les journaux) « à obtenir en deux jours ce que beaucoup d'autres n'auraient pas obtenu en plusieurs mois. » Il est donc tout naturel que, « moyennant la coopération intelligente d'un officier d'artillerie, il parvint à découvrir plusieurs canons dans les villes voisines. »

Nous croyons fort que le ministre de la guerre, M. Thaon de Revel, tint la chandelle pour éclairer cette *découverte* de canons, et que ce fut aussi par

(1) Documents relatifs aux derniers événements, présentés aux Chambres de Florence, p. 125.

(2) Lettre du préfet Gadda à M. Rattazzi, en date du 13 octobre, ibid., page 125.

hasard que l'on découvrit des charges toutes prêtes et d'un calibre parfait pour cette artillerie, des caissons pour les transporter, des affûts, un attelage complet, des canonniers pour servir les pièces et peut-être même des chariots couverts pour les bagages. Nous avons assisté de nos jours, sans étonnement, à ces événements et à d'autres plus extraordinaires encore.

Personne ne sera donc surpris de voir aujourd'hui M. Ghirelli promu à un emploi bien payé. Et pourtant ce *noble* personnage, dans la journée du 10 octobre 1867, après avoir rempli au complet les rôles de sa légion garibaldienne, se démit de son grade de major dans l'armée royale et endossa le sac rouge. Dès ce moment, il y eut des journaux dévoués au gouvernement qui prévirent ce qui devait arriver, et avouèrent que ces démissions d'officiers de l'armée royale entrant ensuite dans la légion ghirellienne n'étaient qu'une comédie imaginée pour jeter de la poudre aux yeux d'une diplomatie ingénue[1].

La masse devait se grouper sur les bords du Tibre, en face de Viterbe, dans les villages où les ponts et les chemins de fer traversent le fleuve[2]. Ce fut là, en effet, qu'on donna la dernière main aux préparatifs et qu'on leva l'étendard de l'invasion. Il y avait dans la légion un bon millier d'hommes, divisés en huit compagnies et pourvus d'officiers de l'armée royale[3],

(1) Voir l'*Opinione* du 15 octobre.

(2) Documents manuscrits des archives, 10 et 12 octobre, qui s'accordent avec les documents relatifs aux derniers événements, présentés aux chambres de Florence, page 134.

(3) Rapport de la gendarmerie pontificale, au ministre de l'inté-

lorsque Ghirelli en prit publiquement le commandement, sans déclarer de quelle autorité politique il tenait son grade de commandant d'une force armée, marchant contre un souverain en paix avec le gouvernement *italien*, et qu'on disait même *protégé* par lui. Son premier ordre du jour fut publié le 12 octobre ; il annonçait ceci au monde entier :

« La légion romaine sera prochainement digne de marcher à l'ombre du drapeau qui, au nom de l'Italie et de Victor-Emmanuel, a été porté triomphalement de Marsala à Castelfidardo, et que nous allons arborer maintenant au sommet du Capitole. »

Cela se passait trois jours après les proclamations républicaines de Nicotera, du côté de Naples, et d'Acerbi, du côté d'Orvieto. Ces derniers étaient les véritables interprètes de Menotti Garibaldi, qui agissait pour la république dans la Sabine, et de la secte mazzinienne, qui s'agitait clandestinement, pour renverser deux trônes d'un seul coup.

Les vrais garibaldiens éprouvèrent un vif accès de colère et d'indignation en voyant la discorde s'introduire parmi eux. Le député Fabrizi, qui se donnait des airs de plénipotentiaire de la garibalderie et prenait le titre de général de l'état-major, en était des plus contrarié.

« Ici (à Terni) écrit le général Ricotti à M. de Revel, ministre de la guerre, en date du 21 octobre ; ici fonctionne librement un comité, ou, disons mieux, une sorte de ministère sous la présidence de Nicolas

rieur; Documents manuscrits des archives, 19 octobre; Relation spéciale de témoins oculaires, à Orte.

Fabrizi, qui organise les bandes, leur fournit des armes, et les envoie au-delà de la frontière. Chaque jour arrive environ un millier de volontaires; ce soir, le pays en renferme bien deux mille[1]. »

Or, Fabrizi eût volontiers brûlé vif ce Ghirelli qui méconnaissait son autorité. Cependant, n'étant pas de taille à lutter avec M. Rattazzi, il rongeait son frein, laissait faire et ajournait à des temps plus opportuns ses vengeances, qui, à la vérité, firent ensuite grand bruit dans toute l'Italie. Pour le moment, comme il importait beaucoup de dissimuler la division, il fit insérer ceci dans le bulletin officiel :

« Un ordre admirable règne dans toutes les bandes; elles agissent toutes d'après un plan dressé à l'avance. Une légion d'émigrés romains s'est mise en campagne; elle obéit aussi à la direction commune du mouvement[2]. »

Toutefois la discorde n'en éclatait pas moins à Terni entre les vrais et les faux garibaldiens[3]. Ghirelli et Fabrizi eurent un entretien ou plutôt une querelle en pleine place publique; le second prétendit intimer au premier, dans le cas où il envahirait Orte à ses risques et périls, l'ordre de ne pas entraver la marche des convois du chemin de fer, si nécessaire au ravitaillement des garibaldiens qui se battaient dans la Sabine[4]. Ghirelli nia plus tard ce fait. De là les

(1) Documents du ministère de la guerre, présentés aux chambres de Florence, le 3 février, 1868, page 52.

(2) Bulletin du comité central de Florence, 15 octobre.

(3) Documents sur les derniers événements présentés aux chambres, page 124.

(4) Lettre du général Fabrizi, dans le *Diritto*, 2 février, 1868.

épithètes de menteur et de calomniateur que les commandants garibaldiens se jetèrent à la tête, sans que jamais on ait pu savoir lequel des deux avait raison.

Mais alors, le mandataire de M. Rattazzi, fort de son droit, qui était celui du voleur volant avec la permission de la police elle-même, remplissait de proclamations le Viterbais, invitant le peuple à se soulever et l'armée à tourner casaque au nom de Victor-Emmanuel[1]. Pour tout résultat de ces excitations, on vit ses agents attacher aux coins des rues, la nuit, quelques drapeaux tricolores, et les militaires pontificaux, soldats et officiers, allumer leurs cigares et leurs pipes avec ces appels à la trahison. Pas un seul fantassin ne se rendit à l'appel de Ghirelli. Malgré cela, il ne s'en donnait pas moins des airs de conquérant sur son trône, et criait partout à tue-tête : « Je prends le gouvernement provisoire de toutes les communes occupées par la légion romaine[2] ! »

Et dire que ce conquérant n'avait pas encore passé le Tibre, ni conquis un seul pouce de terrain ! C'est une fatalité ! Nos sectaires ne commettent pas de scélératesse sans y mêler quelque arlequinade.

(1) Rapport de la gendarmerie pontificale au ministre de l'intérieur, et Documents manuscrits des archives militaires, 18 octobre.

(2) Proclamation de Ghirelli, à la date du 15 octobre, publiée dans les journaux.

LVI. — RAPINES DE GHIRELLI ET DE MISTRALI A ORTE.

Après avoir poussé son cri de guerre, le commandant Ghirelli franchit, la nuit, le pont de fer jeté sur le Tibre, sans que le bon général Ricotti, qui était à deux pas, dans Terni, en eût été informé. Guidé par un traître exilé, nommé Robustini, douanier à la station italienne située de l'autre côté du fleuve, il fondit sur la station pontificale et s'en empara. Ghirelli avait avec lui deux cent-cinquante hommes armés, et il n'y avait là d'autres gardes qu'un piquet de onze gendarmes, qui furent faits prisonniers. Leur petite caserne fut saccagée, cela s'entend : c'est de règle pour quiconque endosse la blouse rouge, et, quoique pseudo-garibaldien, Ghirelli n'osa pas négliger ce trait distinctif de la loyauté garibaldienne.

Renforcé, au point du jour, par un détachement de cent-cinquante hommes, il tenta de se présenter sous les murs d'Orte où il n'y avait plus de troupes, aussi n'eut-il qu'à y entrer pour en prendre possession[1].

Les ghirelliens, ou garibaldiens royaux, ressemblaient à des sauvages quand ils entrèrent dans Orte. Ils faisaient retentir les rues désertes d'atroces hurlements, tels qu'on pourrait en attendre d'une horde de Tartares venant prendre une ville d'assaut ; on les entendait crier :

(1) Documents manuscrits des archives, 23 octobre.

— Mort aux prêtres!... Vive Garibaldi!... A bas la police sacerdotale!... Vive Garibaldi au Capitole!

Quelques-uns, pourtant, criaient aussi :

— Vive Mazzini!...

L'un des conquérants, ayant aperçu un prêtre à sa fenêtre, se tourna vers lui de l'air d'un tigre en fureur, et lui dit :

— Tu as l'audace de nous regarder, exécrable bourreau! descends de suite que je te coupe la tête.

« Cet homme semblait être le chef, » dit le rapport d'un témoin oculaire. Etait-ce, par hasard, le commandant Jean-Philippe Ghirelli, ou le major Gulmanelli, ou bien le capitaine Maggiolo, ou même Vannutelli? C'était assurément un des principaux de la bande ghirellienne. Un autre prêtre, arrêté dans la rue, fut souffleté et battu, et put à grand'peine se réfugier dans une maison, où les domestiques parvinrent à arrêter le garibaldien forcené qui le poursuivait.

Les gendarmes faits prisonniers à la station furent enfermés dans les cachots; le gouverneur fut également emprisonné sous prétexte qu'il avait demandé du secours au colonel Azzanesi; on arrêta aussi le chancelier parce qu'il ne s'était pas présenté immédiatement devant le vainqueur; M. Septime Vitali, gonfalonier, subit le même sort, nous ne savons pour quel délit[1].

Ghirelli commença sa grande œuvre de restauration en brisant, en souillant et en dispersant par toute la ville les armoiries pontificales. Tout cela fut

(1) Relations de témoins oculaires.

accompagné de gestes, de cris, de paroles et de blasphèmes assurément plus dignes d'une bande de goujats ivres que d'une troupe marchant en guerre. Ensuite ces furieux entrèrent dans la cathédrale, et couchant en joue le sacristain, lui intimèrent l'ordre de leur fournir immédiatement des échelles pour qu'ils pussent faire tomber les armoiries pontificales qui ornaient la façade extérieure de l'église.

Pour rendre hommage à la vérité, nous devons dire qu'au milieu de ces troubles et des insultes proférées contre les insignes du Saint-Père, on ne trouva pas dans toute la population d'Orte un seul habitant qui fût disposé à y aider ou contribuer. Les ghirelliens enrageaient et assuraient qu'il n'existait pas dans tout le monde un pays plus stupidement papalin que celui-là. Ils n'obtinrent qu'à grand'peine que quelques musiciens circulassent dans la ville avec leurs instruments.

Le major Gulmanelli, en vrai garibaldien, ne se contentait pas d'être un guerrier sacrilége, il voulait aussi avoir toutes les qualités d'un brigand de la pire espèce ; il avait rédigé une liste de 37 prêtres qu'on devait mettre en prison pour leur faire ensuite passer la frontière en qualité d'otages. D'autres nous assurent qu'il s'agissait de les fusiller, et que le commandant Ghirelli, ne voulant pas se compromettre avec la population, empêcha ce projet de forbans. Quoi qu'il en fut, cette liste fut montrée à un habitant d'Orte, que nous pourrions nommer; il fit comprendre que tant de scélératesse finirait par devenir des plus odieuses à la population. Ghirelli ne pourra

se disculper entièrement de ce méfait au moyen de son subterfuge ordinaire qui consiste à affirmer qu'il n'avait pas commandé les délits commis par ses subalternes : il doit savoir quelle responsabilité assume celui qui s'arroge le titre de commandant.

Quoi qu'il en soit, à sa honte éternelle, on trouve enregistrées dans les pages de l'histoire ses proclamations qu'il tenta de faire exécuter. Ne parlons pas de son *programme*, plein de menteuses fanfaronnades, de promesses de liberté de conscience et de respect pour toutes les opinions ; nous en avons vu plus haut le résultat tout-à-fait contraire. A lui appartient, assurément, le décret « donné et publié à Orte, le 17 octobre 1867, à huit heures du matin, » et signé : « Le commandant de la légion romaine, commissaire extraordinaire, *Jean-Philippe Ghirelli.* » Dans ce décret il exerçait une prompte rapine en infligeant au clergé séculier et régulier l'impôt de 2500 francs à solder dans l'espace de six heures[1].

Cela nous montre que Ghirelli, même avant d'arriver sur le territoire pontifical, avait pourvu au vol avec diligence, car à l'heure même où il entrait à Orte, il publiait cette proclamation. Les moyens iniques, employés pour percevoir cet odieux impôt, furent plus cruels et plus infâmes que l'impôt lui-

(1) Documents manuscrits des archives, 16 octobre. C'est un imprimé authentique, recueilli sur les murailles d'Orte, et nullement adouci comme la honte le fit paraître dans certaines feuilles garibaldiennes. Le rapport du ministre Kanzler le reproduit exactement à la page 34, et le préfet de Pérouse le confirme par l'avis qu'il en donne à M. Rattazzi, dans les documents relatifs aux derniers événements, page 125.

même; nous en parlerons bientôt plus longuement.

Pour exercer ses rapines, Ghirelli se servait d'un certain baron Franco Mistrali. Nous croyons que ce nom mérite l'honneur de briller dans cette histoire, comme une étoile de premier ordre dans le firmament garibaldien, et comme un type particulier des patriotes que nous avons vus récemment lutter pour l'indépendance de Rome. Ce digne baron Mistrali était-il l'intendant militaire ou bien l'avocat fiscal que cite la proclamation de Ghirelli? Nous n'en savons rien. Quelles circonstances et quelles personnes le mirent-elles en rapport avec Ghirelli? C'est un mystère profond, mais peut-être pas impénétrable. Pour éclaircir ce mystère, nous ne nous servirons que de la perspicacité de ses compagnons d'armes et de parti, afin que l'honneur en revienne entièrement à ces mêmes frères d'armes, ainsi que la garantie de la découverte[1]. Dans sa jeunesse, disent-ils, on vit Mistrali, à Parme sa patrie, porter de grands coups d'épée aux séditieux, se mêler aux soldats autrichiens et crier avec eux : Brigands italiens! Ce qui lui valut, paraît-il, en temps et lieu, un emploi important et une mission confidentielle. Telle fut l'apogée de sa position politique et morale ; il servit successivement les Bourbons de Parme, le Gouvernement provisoire, Ricasoli, Borroméo, Rattazzi ; en un mot, il servit tout le monde ;

(1) Interrogatoire dans le procès Bizzoni-Mistrali, résumé dans l'*Unità Cattolica*, 28 août et 3 septembre 1868. Les témoins à charge contre Mistrali sont tous garibaldiens, et quatre d'entre eux sont députés au Parlement.

c'était sa vocation et jamais il n'y faillit. Il cumula d'autres devoirs, devint le correspondant de la *Gazette de Milan*, journal sectaire, et se laissa offrir par le député Castiglia la rédaction d'un journal modéré, et par le député Bertani, la direction d'une feuille républicaine ; mais dans tout cela il ne délaissa point son métier de *confiance*. On l'éleva à la dignité de conseiller dans une banque de commerce à Florence ; les sbires l'y appelèrent en justice, mais il s'en tira au moyen d'une transaction. On le découvrit, portant des armes d'assassin, dans un lieu infâme et on le condamna à la prison. Aucun de ces revers ne l'éloigna de son centre préféré, le service de la police. Il se sentit piqué simultanément par la mouche de la littérature et celle de la poésie ; il écrivit des mémoires infâmes contre ceux qui le rétribuaient et versifia des injures contre le prince Humbert et la princesse Marguerite. Obéissant à un irrésistible instinct, il dénonça secrètement ceux qui agissaient comme lui. Bref, il se perfectionna tellement, de jour en jour, dans son art, et s'y adonna avec une constance si heureuse que, pendant la guerre garibaldienne, il était arrivé au grade d'espion aux appointements mensuels de 300 francs. Cela est prouvé par la quittance qu'il remit à la police et qu'on a produite contre lui, en plein tribunal[1].

En vertu de tant de qualités, il est appelé espion, mauvais sujet, capable de tout, méchant, dénonciateur, voleur, coquin et brigand par beaucoup de chefs garibaldiens. Ces charmantes qualifications

(1) Procès déjà cité.

lui furent octroyées en plein tribunal, avec appel à la renommée et à la notorité publiques, ainsi qu'aux témoignages de ses camarades.

Certes, le baron Mistrali se sera lumineusement justifié, et peut-être même aura-t-il victorieusement prouvé à ses accusateurs, plus encore qu'à sa conscience, que ces qualifications leur convenaient beaucoup mieux qu'à lui. Nous ne voulons pas arracher aux lauriers de sa gloire la moindre petite feuille, mais seulement faire connaître l'opinion qu'on a de sa personne dans les hautes régions du parti garibaldien.

Cela posé, comment se fait-il donc qu'un si aimable paladin soit devenu l'intime ami du commandant Ghirelli, qui endossait, lui aussi, la chemise rouge? Que d'autres s'en étonnent; quant à nous, notre surprise eût été grande, si Ghirelli et Mistrali ne s'étaient pas liés d'amitié. Le lecteur se rappelle jusqu'à quel point Ghirelli était l'homme de confiance procédant avec le comité national romain à tous les tripotages ordonnés par M. Ricasoli d'abord, puis par M. Rattazzi; car, son premier maître écarté, il remplit près de ce dernier les mêmes emplois. Or, le moindre des gens de police sait parfaitement combien il est nécessaire d'employer pour toutes ces noires menées le blanc et le noir à volonté, et comment on dispose les choses pour que deux amis s'espionnent réciproquement. En effet, M. Rattazzi ordonnait au préfet d'Ancône de payer Ghirelli, mais *de ne pas négliger de surveiller ses faits et gestes.* Ghirelli lui-même nous révèle dans une de ses lettres que la présence du baron Mistrali dans sa légion

doit être attribuée à d'autres hommes plus puissants que lui[1], et pourtant, il ne reconnaissait pas d'autre maître que M. Rattazzi. Ce fut donc par la volonté de M. Rattazzi que ces deux vaillants patriotes s'unirent par les liens d'une douce amitié et partirent ensemble pour conquérir l'Etat pontifical.

La domination patriotique que ces deux héros exercèrent à Orte, pendant les vingt-quatre heures qu'ils y passèrent, fut digne de l'un et de l'autre. Ils firent une rafle générale des caisses publiques et communales, passèrent une revue minutieuse des finances cléricales et religieuses; cette revue fut tellement générale et cette rafle si complète qu'ils se firent une réputation superbe près des ghirelliens eux-mêmes, et que la légion, « mécontente d'eux (de Ghirelli et de Mistrali), les regardait comme des voleurs. » Ainsi parle le député général Fabrizi, garibaldien à vingt-quatre carats, qui fut présent à ces faits[2]. Que Ghirelli s'en explique avec lui. Parmi les plus mémorables entreprises du règne éphémère de Ghirelli se trouve le pillage de la station du chemin de fer, sur lequel nous avons la relation écrite de trois députés du département florentin : messieurs Fabrizi, Oliva et Righetti, tous trois gentilshommes du parti garibaldien, et celle de plusieurs autres personnes. A vrai dire, Ghirelli rejeta toute la faute de cet événement sur un de ses officiers, nommé Gaëtan Broglio; mais il paraît que celui-ci n'en était nullement coupable, puisqu'en confrontant les paroles de

(1) Même procès. Lettre de Ghirelli au Directeur de l'*Unità Cattolica*. (2) Procès déjà cité.

Broglio et celles de Ghirelli, nous apprenons qu'il opérait à Borghetto et non pas à Orte[1].

Mistrali fut donc envoyé à la station d'Orte avec une troupe nombreuse de libérateurs armés. Il y arrêta le convoi, et, en habile commandant, qui agit sur le point le plus avantageux, il attaqua le wagon de la poste et fit main basse sur toutes les valises qu'il contenait. Ce fut en vain que l'employé voulut tenir tête en criant que les lettres et les valeurs qu'on lui avait confiées étaient, chez toutes les nations civilisées, une chose sacrée. Mistrali fut sourd à toutes ces protestations; elles n'eurent pas sur lui plus d'effet que n'en auraient les plus grandes huées sur un âne entêté. Le héros voulut inspecter la correspondance, désira remplacer le fisc à l'égard des valeurs pécuniaires, et eut même la délicate fantaisie d'en remplir un sac pour son usage particulier, ainsi que l'affirme le capitaine garibaldien Joseph Gigli, qui assure l'avoir vu de ses propres yeux. Il est vrai que Mistrali ne fit pas mauvais usage des lettres; il se vanta même d'en avoir saisi plusieurs écrites par des Français dévoués au Pape et qui contenaient d'horribles et méprisables injures contre les garibaldiens, ajoutant qu'il s'en servirait dans l'ouvrage qu'il méditait sur l'insurrection. Quant à l'argent, il en fit meilleur usage, car il employa les uns disent trois, les autres six mille francs pour le premier paiement partiel d'une maison qu'il avait l'intention d'acheter honorablement à Florence, dans la rue Saint-Zanobi[1].

(1) *Ibid.*, et dans la correspondance de Fabrizi et de Ghirelli, rapportée par le *Diritto* des 2, 3 et 4 février 1868.

(2) Procès déjà cité.

Telle fut la culminante stratégie des armes ghirelliennes à Orte, stratégie qui suscita, par la suite, tant de plaintes, de récriminations et de contestations entre les garibaldiens !

Un lecteur tant soit peu perspicace devinera sans peine le but que se proposait d'atteindre le baron Mistrali. Quant à Ghirelli, commandant et commissaire extraordinaire, il prétendit n'avoir rien fait d'autre que d'arrêter les wagons sur la voie ferrée, comme l'ordonne la tactique d'un bon général en pays ennemi. Toutefois, s'il nous est permis de pousser plus loin nos recherches, nous dirons que Ghirelli cherchait à s'emparer de la clef des chemins de fer, pour la mettre, comme il avait été convenu entre eux, au service de M. Urbain Rattazzi. A cette époque, la garibalderie expédiait journellement plusieurs milliers de volontaires de renfort à Menotti ; un véritable pandémonium de chemises rouges fourmillait à Terni, car c'était là le centre de toutes les opérations. Le chemin de fer d'Orte était la voie de communication la plus convenable et la plus nécessaire avec le camp garibaldien. En même temps, sonnait l'heure suprême où M. Rattazzi se flattait d'arracher à la France son consentement d'intervenir avec l'armée royale, ou tout au moins d'adhérer à une intervention mixte. Ceci est devenu aussi clair pour nous que le soleil en plein midi, par les documents garibaldiens, italiens et français. Il importait donc et par-dessus tout à M. Rattazzi de posséder aussi cet embranchement de voie ferrée, enclavé dans le territoire pontifical, pour l'ouvrir à l'invasion royale et le fermer à l'invasion garibaldienne, qui

menaçait d'arriver à Rome avant Victor-Emmanuel; il chargea de cette belle tâche son confident Jean-Philippe Ghirelli. De là vinrent les outrageantes colères de Fabrizi et des garibaldiens contre ce pauvre Ghirelli, qui, en réalité, n'était qu'un misérable esclave au service de M. Rattazzi; il venait de l'armée royale, n'était payé que pour cela et on devait le remettre à sa place aussitôt la chose faite. M. Mistrali était moins encore que Ghirelli.

LVII. — FUITE D'ORTE, ET NOUVELLES SCÉLÉRATESSES DES GHIRELLIENS.

Pendant que les Ghirelliens rapinaient à Orte, la nouvelle de leur entrée dans cette ville était arrivée à Viterbe, et, immédiatement, les pontificaux s'apprêtèrent à prendre leur revanche. Le jour même de l'invasion, trois colonnes d'opération marchaient vers Orte[1]. Elles cherchaient à forcer l'ennemi à combattre ou à le faire prisonnier. A son tour, le capitaine Gasperini partait de Ronciglione à la tête de 27 gendarmes, et le lieutenant Morettini sortait de Civita-Castellana avec un même nombre d'hommes; on avait commandé au lieutenant Lallemand de venir directement de Viterbe avec 55 hommes, dont 40 zouaves. L'heure de midi du lendemain avait été fixée pour tenter un assaut simultané de trois côtés

(1) Télégramme du colonel Azzanesi, dans les manuscrits des archives, 17 octobre.

à la fois. Pendant le combat, le capitaine Gentili devait paraître à la tête d'une compagnie de la Ligne qui servirait de corps de réserve[1]. Le sort si chanceux de la guerre voulut que le capitaine Gasperini, chef de l'expédition, n'arrivât sur le terrain qu'après un retard d'une heure, et que la colonne partie de Civita-Castellana trouvât les wagons du chemin de fer arrêtés et saisis par les garibaldiens, qui s'étaient avancés jusqu'à Borghetto. M. Lallemand restait donc, avec ses cinquante hommes seulement, en présence de mille ghirelliens. Viterbe n'avait envoyé que des forces minimes, sur l'avis reçu d'abord que l'invasion n'était faite que par 250 garibaldiens. Pour surcroît de malheur, M. Lallemand arriva par la porte de la Barca, d'où il fut forcé de gagner une hauteur très-abrupte, dominée par l'ancien fort Pélasgien de la ville, de sorte que l'ennemi aurait pu le mettre en pièces rien qu'à coups de pierres. Mais la nouvelle de sa marche, qu'il eut l'adresse d'entourer d'une mystérieuse épouvante, lui fut favorable.

Au moment où Ghirelli travaillait à fonder son nouveau gouvernement, il apprit vaguement qu'un corps de zouaves s'avançait contre lui, et que ce corps était déjà arrivé à Bassano. Il dépêcha en toute hâte une foule d'espions pour reconnaître l'ennemi, et, en attendant, il imagina un stratagème, quelques-uns disent pour battre monnaie, d'autres pour arracher les prêtres à la mort. Il est bon de savoir que les rapines faites au préjudice du clergé et proclamées

(1) Instruction du colonel Azzanesi aux divers commandants, 17 octobre.

dans la matinée n'avaient encore eu qu'un bien mince résultat à la tombée de la nuit. Ghirelli, sous prétexte de réunir les chanoines en conseil pour parler du paiement à effectuer, leur fit intimer l'ordre de se rendre immédiatement au palais du gouvernement. Notre coquin calculait qu'il pourrait ainsi retenir les chanoines en otage, s'il arrivait que les zouaves vinssent l'attaquer. Il faut convenir que les garibaldiens royaux étaient de beaucoup supérieurs à leurs confrères républicains. Il se présenta autant de prêtres qu'on en put trouver dans un moment de si grand trouble. Reçus par une bande de ghirelliens à la face menaçante, ils étaient aussitôt placés sous la garde de sentinelles armées. Mais soudain se fait entendre de toutes parts le cri :

— Aux armes, voilà l'ennemi, vite aux armes !

En même temps s'élevait de la place le bruit réuni du cliquetis des armes et des ordres que donnaient les officiers. Toute une compagnie s'établit sur l'escalier de la cathédrale, la baïonnette croisée. La ville se barricade comme pour se prémunir contre un assaut de l'ennemi. Les ghirelliens qui gardaient les prêtres arment leurs fusils, et, se tournant vers les captifs, leur lancent des regards atroces qui leur donnent à penser quel sort les attendait, si l'on en venait à assiéger la ville.

D'autres prêtres, ne se doutant pas du piége qu'on leur avait tendu, se présentèrent successivement et furent aussitôt retenus prisonniers. Déjà la première ardeur survenue à la prise d'armes commençait à se calmer ; peut-être cette ardeur n'avait-elle été excitée que pour sonder les dispositions des citoyens? Des

groupes de chemises-rouges parcouraient les rues, en criant :

— Sortez vos lumières !

La nuit était déjà fort avancée, et personne ne se présentait pour présider le conseil. Enfin deux chefs de bande entrèrent dans la salle et demandèrent brutalement où était le vicaire-général, monseigneur Justinien Severi. Ils conversèrent secrètement avec lui et conclurent ainsi leur entretien :

— Malheur aux prêtres, si les zouaves arrivent : on n'attend qu'un signe du commandant !

Ils prononcèrent ces paroles avec un accent de barbarie si farouche que le vénérable vieillard, revenu près de ses confrères, leur conseilla de se donner réciproquement l'absolution et de se faire mutuellement la recommandation de l'âme.

Nous ne pouvons affirmer que les garibaldiens eussent vraiment conçu le projet de massacrer les ministres du Seigneur ; nous croyons plutôt que leur lâche intimidation n'avait qu'un seul but qui était d'extorquer de l'argent aussitôt le premier danger passé. En effet, quelques instants après, se présenta à eux le baron Mistrali avec toute la souplesse insinuante et féline d'un vieux sergent de la police ; il invita ces messieurs à lui compter vingt-cinq mille francs en bonne monnaie sonnante et légale. On lui répondit que ses gens pourraient facilement tuer tous les prêtres d'Orte, mais que toutes les pauvres prébendes mises sous le pressoir ne sauraient jamais fournir une telle somme. A cela, l'exacteur poli, qui voulait de l'argent et non du sang, leur proposa de conférer ensemble, en conseil privé, afin de rédiger,

d'un commun accord, et signer, pour la présenter le lendemain dans la matinée, une liste exacte des contributions qu'ils pourraient payer aux libérateurs du pays. Les pauvres ecclésiastiques accueillirent avec empressement cette proposition, enchantés d'échapper vivants aux griffes de ces brigands et de rentrer chez eux sains et saufs.

Pendant ce temps-là, Ghirelli passait une nuit fort agitée, interrompue de nombreuses insomnies, dans la fiévreuse attente des explorateurs qu'il avait envoyés à Bassano. Par malheur pour Ghirelli et les siens, M. Lallemand en avait saisi un grand nombre et gardait soigneusement les malencontreux goujons que lui avait fournis ce bon coup de filet. Le pauvre commandant de la légion, qui grandissait considérablement dans son imagination troublée le corps des zouaves, ne fit aucun cas de la très-forte position qu'il occupait à Orte et ne pensa pas à l'ignominie que lui amènerait une fuite précipitée devant un ennemi inconnu, car il s'enfuit dès le matin. Néanmoins, ses hommes poursuivirent la résolution qu'ils avaient prise de voler le plus possible et jusqu'au dernier moment. Ils envoyèrent tout aussitôt envahir les couvents et les monastères, et faire aux prêtres de terribles menaces, afin de se procurer de l'argent. Dans une petite ville comme Orte, le numéraire n'est pas abondant; aussi, tout en ravageant de côté et d'autre, Ghirelli eut grand'peine de rassembler trois mille francs. Enfin, tourmenté par son aveugle terreur, il fit sonner le départ, à la même heure où il était arrivé la veille.

Il emmena prisonniers les onze gendarmes et

monseigneur le vicaire-général. Le vénérable prélat chargé d'années fut traîné jusqu'à la station du chemin de fer, comme un malfaiteur, et entouré d'une bande de démons déchaînés, qui l'assourdissaient d'insultes et de grossières injures, d'imprécations et de blasphèmes; ils en vinrent même à le couvrir de boue et d'immondices, le menaçant à tout moment de le mettre en pièces.

Les ghirelliens, voyant à la station le pont de fer qui leur assurait la fuite, n'eurent plus d'autre pensée que celle de torturer leur victime et de lui arracher le plus d'argent possible. Ils lui donnèrent à choisir entre ces deux partis : payer vingt mille francs ou mourir. « *La bourse ou la vie!* » disaient alors ces sicaires et ils appuyaient la demande en agitant leurs poignards à la face de leur prisonnier.

Que Ghirelli tergiverse, qu'il nie, qu'il rejette la responsabilité de ce méfait sur ses officiers, qu'il proteste de ses bonnes intentions, qu'il affirme de n'avoir injurié le prélat ni de bouche ni d'action (ce qui est vrai), qu'il se déclare même en dehors de l'action politique; notre devoir, à nous, est de l'atteindre avec la vérité de l'histoire, dont le rayon est un fouet vengeur, d'un effet tardif, il est vrai, mais toutefois durable, des crimes impunis. Ghirelli était là, commandant sa légion voleuse et assassine; il est donc jugé coupable tant par la conscience publique que par le témoignage de toute une ville frémissant de colère; voilà assez de preuves pour le convaincre. Plusieurs braves habitants d'Orte accoururent pour sauver leur bien-aimé pasteur; ils supplièrent ces bandits et en vinrent, nous assure-

t-on, jusqu'à s'agenouiller devant eux. Ils réussirent enfin à leur faire accepter une rançon qu'ils auraient pu acquitter; en payant cette rançon de leurs propres deniers, ils parvinrent à arracher leur père commun des griffes de ces bêtes féroces.

Les gendarmes n'eurent pas le bonheur d'être libérés; on les traîna, au contraire, sur le territoire italien, contre le droit des gens. On les avait garrottés deux par deux et placés au milieu de la horde brutale; à Narni, ils trouvèrent un délégué de la police, qui, secondé par le baron Mistrali, osa les engager à briser leur serment militaire, promettant à leur brigadier Renzi le grade de maréchal-des-logis. Sur leur refus formel de commettre une telle lâcheté, ces braves furent déclarés prisonniers et envoyés, de poste en poste, jusqu'à Pérouse; ils furent continuellement bafoués, insultés et torturés pour les décider à entrer dans la gendarmerie de Victor-Emmanuel. Trois d'entre eux arrivèrent à Pérouse tellement accablés des mauvais traitements qu'ils avaient soufferts pendant le voyage, qu'ils tombèrent immédiatement malades. Là, le préfet Gadda renouvela la perfide tentative du délégué de Narni, offrant les *trente deniers* de la trahison, à la condition, toutefois, que les soldats de Pie IX accepteraient le titre et la position d'*émigrés*. Les gendarmes pontificaux repoussèrent fièrement cette lâche proposition, enseignant ainsi à ce magistrat le devoir qu'il violait avec tant d'impudence.

Ils rentrèrent tous plus tard, à l'exception d'un seul dont nous n'avons pu apprendre aucune nouvelle, et ils reprirent avec bonheur leurs insignes honorés. Le brigadier Renzi échappa le premier aux

mains de l'ennemi, et son colonel, au nom de Pie IX, le promut au grade de maréchal-des-logis[1].

LVIII. — BORGHETTO, 21 OCTOBRE. FIN DE LA LÉGION GHIRELLIENNE.

A peine entrée à Orte, la légion Ghirelli-Rattazzi se hâta d'en partir, et pendant que le gros de la horde commettait ses hauts-faits dans la petite ville, un détachement de la digne légion s'en séparait pour marcher vers Borghetto[2], qui se trouve placé sur la voie ferrée d'Orte, plus près de Rome d'une dizaine de milles. Il serait superflu de rapporter ici l'histoire de ce détachement : il était composé d'imitateurs parfaits de Ghirelli[3]. Qu'il suffise de dire que ces *braves gens* étaient commandés par un certain Gaétan Broglio, et même par un nommé Tanara de Parme, illustres dans la garibalderie du plus bas étage. Ghirelli lui-même assure que le premier de ces deux braves sut se rendre maitre des machines télégraphiques, piller les boites aux lettres et trouver

(1) Nous avons vu des lettres où des garibaldiens demandent raison, à nous et à d'autres, de quelques inexactitudes qu'ils disent avoir trouvées dans les *Croisés de saint Pierre*. Non-seulement nous sommes disposés à rectifier les erreurs que nous aurions commises, mais nous affirmons que nous le ferons avec grand plaisir, si toutefois on nous communique là-dessus des documents dignes de foi. Nous ne voulons nous servir que d'armes courtoises, même contre les ennemis de la sainte Eglise.

(2) Documents relatifs aux derniers événements, presentes aux chambres. page 125.

(3) Doc. man. des Arch., 17 octobre.

de l'argent; il achève le portrait de Broglio par cet épiphonème : « J'ai de tout cela des preuves irréfragables, qui m'ont été fournies par des officiers de la légion romaine[1]. »

Cette accusation a été portée contre Ghirelli dans les mêmes termes, ni plus, ni moins, par Broglio et par beaucoup d'autres personnes. De tout cela, il résulte pour nous que Ghirelli, Broglio, ainsi que plusieurs autres principaux commandants garibaldiens, au lieu de se déchirer dans les journaux et aux chambres se qualifiant réciproquement d'espions, de traîtres, de voleurs, d'assassins, eussent beaucoup mieux fait de s'embrasser fraternellement à qui mieux mieux et en pleine joue, se reconnaissant une fois pour toutes pour frères d'armes, de vocation, d'esprit, enfin, pour des lingots d'or composés du même titre.

A peine les ghirelliens avaient-ils accompli ces hauts-faits à Borghetto, pendant que le commandant Papi se disposait à les accueillir sous les murailles de Civita-Castellana, qu'ils déguerpirent au plus vite, comme Ghirelli l'avait fait à Orte[2]. Les trains de la ligne d'Orte à Borghetto restèrent interrompus jusqu'au 19, et la ligne télégraphique le fut plus longtemps encore. Que la bande de cent cinquante chemises rouges environ, qui parut à Borghetto le 21 octobre, fut ghirellienne, acerbine ou autre, nous ne saurions le dire; après tout, cela n'y fait rien. Le général Ricotti, dans une lettre qu'il écrit de Terni à son ministre de la guerre, affirme que cette bande venait de Bagnorea. En ce cas, elle pourrait bien être la

(1) Lettre de Ghirelli, dans l'*Unità Cattolica*, 29 août 1868.

(2) Documents manuscrits des archives, 17 octobre.

bande Galiiano, qui, s'étant révoltée contre Acerbi, fuyait de ce côté-là et était poursuivie par la gendarmerie[1]. Mais cette bande ne comptait que quarante ou cinquante hommes, tandis que celle qui s'était dirigée vers Borghetto était de cent-cinquante hommes environ. Du reste, les rapports officiels disent qu'elle arrivait en droite ligne de Ponte-Felice; ce qui veut dire des environs du camp du général Ricotti, où, après sa défaite, elle courut se mettre à l'abri[2]. Nous pensons donc que cette horde n'était qu'un débris de la légion ghirellienne ou de quelqu'autre d'entre toutes celles qui ravageaient alors la Sabine, sous la protection des troupes royales qui s'y trouvaient campées[3].

Voici maintenant comment se fit la rencontre de cette horde avec les pontificaux. Peu de temps après les événements d'Orte, le ministre Kanzler envoyait des ordres urgents pour que le chemin de fer entre Orte et Borghetto fût intercepté; cet ordre avait des motifs que nous expliquerons en temps et lieu. Le corps des agents voyers désigné pour cela quitta donc Civita-Castellana dans la matinée du 21 octobre, accompagné d'une escorte armée pour protéger les travaux que l'on jugeait devoir être aussi périlleux que difficiles. Cette escorte se composait de quarante hommes de la troisième compagnie du deuxième bataillon de la Ligne, et de vingt gendarmes conduit par leur lieutenant Morettini; toute cette troupe était com-

(1) Documents manuscrits des archives, 21 octobre.

(2) Documents manuscrits des archives, 24 octobre.

(3) Documents sur les derniers événements, adressés au ministre de la guerre, et présentés aux chambres de Florence, page 52.

mandée par le lieutenant Auguste Testa. Arrivée dans le voisinage de Borghetto, elle se partagea en deux bandes. L'une d'elles suivit les bords du Tibre et put, tout à son aise, pratiquer plusieurs coupures, et jeter les rails dans le fleuve. Le sous-lieutenant Gambini, qui la protégeait, revint au point convenu, et y prit sa position militaire. A peine une demi-heure s'était-elle passée, qu'on vint lui annoncer l'apparition d'une troupe venant de Civita-Castellana. L'officier pensa qu'il ne pouvait lui arriver de ce côté-là que des amis; toutefois, par mesure de précaution, il s'avança seul pour demander le mot d'ordre. Il n'eut pas besoin de parler, car on l'accueillit par une décharge générale.

A cette salutation, M. Gambini et les siens reconnurent l'ennemi et poussèrent aussitôt leur cri de guerre : « Vive Pie IX ! » Se développant à la mode de l'infanterie légère, nos braves s'établissent de manière à empêcher la horde envahissante de franchir la voie ferrée. N'étant que 30 contre 150, ils résistent néanmoins pendant une demi-heure. Sur ces entrefaites, le lieutenant Testa, après avoir détruit le tronçon qui lui avait été assigné et entendu la fusillade, arrivait sur le terrain au pas de charge. Les deux troupes, à peine réunies, crièrent spontanément : « A la baïonnette ! »

Les pontificaux s'élancèrent sur les garibaldiens, mais ceux-ci n'attendirent pas les pointes ennemies : ils s'éparpillèrent aussitôt et prirent la fuite avec un ensemble admirable. Les pontificaux les poursuivirent avec une rapidité égale à la leur, les soldats de Testa en avant des autres, et Testa lui-même avant

ses soldats, le revolver au poing. Dans la fougue de sa poursuite contre la horde éparpillée, l'officier s'élance sur le pont, et en arrache le drapeau tricolore, à la vue des troupes du général Ricotti, lesquelles criaient en vain aux fugitifs :

— Courage, garibaldiens ! les papalins sont en petit nombre ; courage[1] !

Les pontificaux obtinrent plus tard des louanges et des récompenses pour leur vaillante conduite en cette occasion, particulièrement l'intrépide M. Gambini et M. Testa, le jeune commandant, qui fut honoré des insignes chevaleresques par le Saint-Père et plusieurs autres souverains. La Renommée les avait précédés à Civita-Castellana, lorsque les nôtres y rentrèrent. S'avançant en bon ordre, nos vaillants soldats trouvèrent toute la population de la ville en réjouissance, et ils furent accueillis par de joyeuses acclamations qui partaient de tous côtés :

— Vive la ligne ! Vivent les gendarmes ! Vive Pie IX !

Leur entreprise avait, en effet, complétement réussi ; ils avaient exécuté de point en point les ordres qu'ils avaient reçus, et mis en déroute l'ennemi qui voulait y mettre obstacle, en lui mettant cinq hommes hors de combat, sans avoir à noter aucune perte de leur côté[2].

Tel fut le dernier, ou, pour mieux dire, l'unique trait de bravoure des ghirelliens, au moment où leur

(1) Rapport officiel, dans les documents manuscrits des archives, 24 octobre, et relations privées.

(2) Doc. manus. des archives, 21 octobre.

légion était dissoute ou sur le point de se dissoudre. Il est bon de savoir que l'infortuné Ghirelli, après le désastre de sa première invasion, tomba dans la plus grande disgrâce auprès de ses frères garibaldiens, et même auprès de ses soldats. On lui reprochait, et à juste titre, d'avoir interrompu la circulation sur la voie ferrée, au moment où elle était de première nécessité à la garibalderie franche et ouverte, et cela pour le service de la garibalderie fausse, c'est-à-dire monarchique. Cela avait empêché l'arrivée d'un secours aux garibaldiens combattant à Nerola qui, à cause de cela, avaient été battus ; ce fait avait provoqué une colère, une fureur acharnée qui excitaient et agitaient les esprits au quartier-général de Terni, au poste de Corèse et au camp de Menotti[1]. Déjà, cédant aux impulsions de Fabrizi, le sous-préfet de Terni et le préfet Gadda de Pérousse avaient accusé Ghirelli, près de son mandataire Rattazzi, de cruauté intolérable dans l'imposition des taxes sur les institutions religieuses ; et par surcroît, on le qualifiait de faussaire sur ce qu'il avait télégraphié à ses sicaires de Rome pour leur affirmer que trois mille soldats italiens avaient passé la frontière avec plusieurs batteries de canons[2], ce qui pouvait décourager les républicains et ranimer le parti des ricasoliens modérés. Ce mensonge ne déplut sans doute pas à M. Rattazzi, car c'était peut-être lui qui l'avait conseillé ; mais les rapines faites au moyen des taxes lui jouaient un mauvais tour. Il envoya

(1) Tiré de plusieurs relations de témoins oculaires.

(2) Documents relatifs aux derniers événements, présentés aux chambres, p. 125.

par le télégraphe, à quelques serviteurs fidèles, une petite mercuriale à l'adresse de Ghirelli : « Faites-lui sentir qu'il doit s'abstenir de tout acte pouvant compromettre le gouvernement. L'imposition des taxes est une chose odieuse. Priez-le d'agir avec prudence et modération[1]. »

Notons en passant que, ce jour-là même, l'honnête Rattazzi écrivait à Paris : « Il est entièrement faux que 800 volontaires soient partis de Florence, hier soir, etc. Ce matin encore, j'ai donné les ordres les plus sévères, et vous pouvez assurer à M. Rouher qu'on fera tout ce qui est possible, et qu'on redoublera d'efforts pour mettre fin à la chose[2]. »

Ou il y avait deux Rattazzi au ministère, ou il n'y en avait qu'un, qui était le plus déloyal des ministres possibles. Mais revenons à notre affaire. Il paraît que le député Crispi fut choisi pour mettre Ghirelli à la raison, car il tomba sur Orte, furieux comme un aspic; il attaqua d'abord le baron Mistrali. Crispi est en même temps député au Parlement et grand factotum de l'invasion, ne faisant qu'un en chair et en os avec M. Rattazzi, et servant d'intermédiaire entre lui et Garibaldi; il agissait donc avec autorité. A sa vue, le pauvre Mistrali comprit sa triste position de docile instrument de la police et se laissa chasser d'Orte[3]. Ghirelli lui-même se troubla devant l'impé-

(1) Télégramme du 17 octobre, dans les Doc., p. 147.

(2) Télégramme du 17 octobre, dans le *Livre vert*, question romaine, p. 27.

(3) Voir la lettre du député Fabrizi dans le *Diritto*, 2 février 1868, et le procès déjà cité, déposition du député Oliva. Il faut noter que cet Oliva était membre du comité central de Florence.

tueux Crispi et perdit courage, d'autant plus que ses officiers et ses soldats, s'étant aperçus de la supercherie avec laquelle ils avaient été enrôlés dans le parti monarchique, commençaient déjà à abandonner l'étendard ghirellien et embrassaient le parti du républicain Menotti. En effet, le comité central, dans cette même soirée du 18, averti par Crispi qui en était membre, publiait dans son bulletin qu'une partie de la légion était passée à Menotti; et, le lendemain, les gazettes rouges réprimandaient ce pauvre Ghirelli de ce qu'il avait agi « contre les instructions données par le comité central; » et elles ajoutaient : « Un certain baron Mistrali, qui était entré en qualité, disait-on, de commissaire de guerre, fut invité à s'abstenir de suivre la marche des légionnaires[1]. »

L'infortuné commandant de la légion, voyant qu'on lui avait coupé le bras droit dans la personne de Mistrali, et averti peut-être aussi de la nouvelle destination donnée aux bandes par M. Rattazzi, crut que le meilleur parti qui lui restait à prendre était de s'incliner respectueusement devant le général d'état-major garibaldien Fabrizi; et ayant accepté de lui de nouveaux ordres, il se laissa envoyer à Corèse. Il y arriva, avec le capitaine Maggiolo et les tristes débris de ses fidèles, dans la soirée du 18 octobre, et se joignit aux autres bandes[2]. Mais il paraît que Ghirelli rencontrait, partout où il s'adressait, l'accueil que l'on fait d'habitude aux hommes de mauvaise foi; honteux d'être ainsi reçu, il se réfugia à Florence, en

(1) La *Riforma* et autres journaux.

(2) Lettre du député Guttierez, présent aux événements, dans le *Diritto* du 30 janvier 1868.

compagnie de son major Gulmanelli, pour demander grâce et merci au ministre Rattazzi.

Mais il arrivait dans un mauvais moment; le ministre, en effet, désespérant d'obtenir du gouvernement français le consentement d'envahir l'état pontifical, avec les armes royales ou avec les armes italo-françaises, s'était décidé à jouer son va-tout. Rattazzi était probablement animé, ce jour-là, du plus vif désir de déchainer Garibaldi et les garibaldiens de la nuance la plus enflammée, car il leur donna des armes et des munitions, augmenta leur nombre par de grands renforts de soldats travestis, et attisa avec fureur l'insurrection de Rome, tout cela pour que le secours français ne survînt que lorsque l'attentat serait commis[1]. Il eût donc été imprudent d'assister une créature mal famée, telle que la légion ghirellienne, aux gages du ministère, et portant néanmoins la chemise rouge. Il l'abandonna donc à son mauvais sort. Ghirelli, repoussé par tout le monde, écrivait, le 21 octobre, de Florence à Narni, à l'un de ses officiers, Vannutelli : « Est acceptée la démission (*de M. Ghirelli*); Gulmanelli a écrit chaleureusement à Fabrizi, pour qu'il ait à pourvoir à la fusion (*de ma légion*) avec Menotti. Saluez tout le monde. GHIRELLI[2]. »

Ce fut ainsi que la haine méritée des bons et l'envie non méritée des mauvais détruisirent la légion ghirellienne, qui n'a laissé après elle que des souvenirs

(1) Documents relatifs aux derniers événements; documents du ministre de la guerre et de la marine; *Livre vert, passim*, à la même date.

(2) Documents relatifs aux derniers événements, p. 125.

de duplicité, de mensonge, d'hypocrisie et d'escroquerie. Ghirelli en hérita une énorme cargaison d'opprobres, de mépris, de rancunes et d'insultes, que les journaux et les tribunaux lui crachèrent impitoyablement au visage. Juste récompense pour ceux qui ont manqué aux lois de l'honneur et de la probité, en se révoltant contre leur prince légitime et en volant le bien d'autrui ! Le malheureux outragea la religion par la violation de la foi publique et assuma sur sa tête les anathèmes de l'Eglise, en portant des armes sacriléges contre le Vicaire de Jésus-Christ. Quant à sa horde, formée de soldats au service d'un roi couronné, elle eût dû respecter, ne fût-ce que la simple apparence de la civilisation militaire ; mais elle ne laissa, au contraire, que la plus infamante et la plus ignominieuse réputation.

Ecoutez ce qu'en dit un très-honorable et très-honoré citoyen d'Orte : « En un mot, ces misérables ont laissé dans ce pays une si défavorable opinion d'eux, sous tous les rapports, que lorsqu'on veut maintenant parler d'une inique, d'une infâme action, d'un acte de scélératesse accomplie, *et sic de cœteris*, on dit proverbialement : c'est ainsi qu'en agissent les garibaldiens ! »

LIX. — FARNÈSE, 19 OCTOBRE.

Si les garibaldiens royalistes s'éparpillaient, les républicains d'Acerbi, au contraire, résistaient à Torre-Alfina, plus unis que jamais, et journellement

ils s'augmentaient et recevaient des munitions. Ils pouvaient être alors de 15 à 1600 hommes bien armés, si l'on en croit leurs journaux, ayant à la tête des compagnies bon nombre d'officiers de l'armée royale. Les bandes détachées des Maremmes se jetaient sur les bords du territoire pontifical par les gorges des montagnes, et y rencontraient la route royale qui aboutit à Acquapendente et à Torre-Alfina. L'un des points de la frontière romaine où les hordes faisaient halte le plus souvent, c'était Farnèse que l'on savait être dégarnie. A partir du 13 octobre, cette place devint une vraie fourmilière de camisards; une brigade n'était pas encore bien loin, qu'une autre l'avait déjà remplacée, et toujours avec un nouveau dommage pour le pays condamné à apaiser leur faim et à les entretenir de tous points, quoiqu'ils épargnassent les insultes aux particuliers[1].

La garnison de Valentano ne pouvait couper ce passage à l'ennemi en établissant un poste fixe à Farnèse, surtout depuis qu'elle se trouvait diminuée de 40 zouaves que le ministre avait rappelés à Rome[2]. Elle ne pouvait pas non plus assaillir chaque jour ces bandes peu considérables et qui, du reste, ne faisaient que passer, car ces drôles déguerpissaient en toute hâte dès qu'ils apercevaient les pontificaux. Ceux-ci donc guettaient toujours le moment où une bande plus nombreuse ferait mine de s'arrêter, pour lui tomber inopinément sur le dos. Dans la matinée

(1) Relation d'un témoin oculaire de Farnèse.

(2) Lettre écrite de Valentano par un officier des zouaves, le 17 octobre, et documents manuscrits de archives, 16 octobre et jours suivants.

du 19, le commandant de La Guiche apprit qu'une bande d'environ 80 garibaldiens était descendue la nuit précédente dans Farnèse où elle s'était installée pour y passer la journée. Le commandant se décida aussitôt à serrer les mailles et à faire un bon coup de filet. Il forma une colonne mixte de 25 zouaves, 25 fantassins et 10 gendarmes connaissant parfaitement la localité, et la mit sous les ordres de M. de Couëssin, capitaine de la compagnie des zouaves, leur ordonnant de gagner le lac de Mezzana et de s'installer sur la route par laquelle on prévoyait que les garibaldiens passeraient pour prendre la fuite. Il confia l'assaut du côté de Valentano au capitaine de la ligne Sparagana, avec une autre colonne pareillement composée, mais moins nombreuse. Celle-ci se mit en marche vers dix heures du matin.

M. Sparagana n'aperçut pas la moindre trace d'ennemis sur son passage. Ischia était libre; et ce ne fut qu'aux approches de Farnèse qu'il rencontra deux jeunes gens qui éveillèrent ses soupçons, car ils étaient étrangers et sans papiers. Interrogés et serrés de près, ces deux hommes firent connaître qu'on rencontrerait d'abord un poste garibaldien à peu de distance, puis un second poste un peu plus loin, et enfin, dans le pays même, le gros des forces, monté, depuis le matin, au nombre de plus de 300 combattants. L'entreprise qui, sur les avis antérieurs, ne semblait pas bien facile, devenait, par suite de ces nouveaux renseignements, presque téméraire; car la route de Farnèse est encaissée entre deux talus, et porte sur ses deux pentes des terrains couverts de vignobles, très-commodes pour des

embuscades, et des habitations éparses çà et là, parfaitement bien placées pour abriter des postes avancés, surtout un couvent situé à droite en avançant dans cette route, entouré de hautes murailles près desquelles se trouve un bois d'oliviers, qui aiderait beaucoup à la défense. Le commandant Sparagana et le lieutenant Dufournel, qui était à la tête des zouaves, délibérèrent entre eux sur le parti qu'il fallait choisir. On pouvait passer outre, et tenir bon en cet endroit jusqu'au moment où l'on recevrait un nouveau renfort, ou retourner aux quartiers. La décision, digne de braves Croisés, fut qu'on ne compterait pas l'ennemi et que l'on suivrait exactement l'instruction qu'on avait reçue, c'est-à-dire d'avertir M. de La Guiche, resté à Valentano, et, en attendant, d'engager l'assaut contre Farnèse.

On dépêcha à franc étrier à Valentano, pour porter l'avis, un cavalier qu'on avait amené à cet effet; on partagea ensuite la colonne en deux sections : le peloton des zouaves en tête et deux petits groupes en tirailleurs, l'un de zouaves conduits par le sergent du Plessis-Quinquis, l'autre de gendarmes, dirigé par le sergent de Poli; en arrière-garde, et comme point d'appui, se trouvait le commandant avec le reste de la petite brigade. Les voltigeurs zouaves n'avaient encore fait que quelques pas, quand une décharge partit d'une haie voisine; cette décharge avait été exécutée par un poste avancé, composé d'un petit nombre d'hommes, qui tiraient et battaient en retraite. L'ennemi était donc à peu de distance et prêt à soutenir l'attaque. Alors M. Dufournel s'arrête un moment, tire ses gants de sa poche, les met

soigneusement, enfonce son képi sur sa tête ; puis il dégaîne et salue les siens avec son épée, et voyant qu'ils attendaient avec une joie impatiente son premier commandement, il s'écrie :

— Jeunes gens, voici la place où il faut mourir ! Au nom du Père, et du Fils et du Saint-Esprit, en avant !

Les zouaves s'élancent à l'assaut, et la seconde section les suit. Ils enveloppent de plusieurs côtés le poste des garibaldiens, qui s'étaient placés dans une maison au milieu des vignes, sur leur gauche ; mais ils n'eurent pas besoin de l'emporter de vive force, car après l'échange de quelques coups de fusil, l'ennemi s'enfuit à travers champs. On le poursuivit assez longtemps, toutefois il n'eut que quelques blessés et parvint à se mettre en sûreté dans le village. On trouva, dans la maison qu'ils venaient d'abandonner, des habits et des munitions, tant leur fuite avait été précipitée[1].

En ce moment, le premier avis étant arrivé à Farnèse, le major Sgarallino faisait battre la générale à coups redoublés et réunissait les bandes éparses et oisives dans les cabarets. Lui-même, à cheval sur la place d'armes, qui se trouvait sur l'esplanade d'un couvent, il rassemblait les compagnies, animant, grondant les retardataires et les menaçant sévèrement. C'était un curieux spectacle de voir, au milieu du bruit de cette prise d'armes, un grand nombre de ces hommes qui, au lieu de se ranger sous les dra-

(1) Tiré de plusieurs rapports officiels, et de diverses relations tant écrites que verbales, émanant de personnes présentes aux événements.

peaux, cherchaient tous les moyens possibles de rencontrer un petit trou quelconque, ou de s'esquiver à travers les ruelles. Il fallait les poursuivre, les pousser en avant « presque à coups de fouet, nous écrit un témoin oculaire, comme on le fait avec les enfants obstinés. » Enfin, les compagnies se rangèrent tant bien que mal, et furent poussées par les officiers qui montrèrent de la bravoure et de l'ardeur pour marcher contre les pontificaux. Avant tout, et avec un assez bon ordre de guerre, ils occupèrent le couvent et le bois qui l'entoure, d'où ils soutinrent la colonne qui débouchait sur plusieurs rangs par la route. A vue d'œil, cette colonne se composait de 250 baïonnettes environ.

L'entreprise devenait d'instant en instant plus dangereuse pour les pontificaux; la maison, dans laquelle ils comptaient résister jusqu'à l'arrivée de la colonne Couëssin ou de tout autre secours, ne pouvait supporter une forte défense. Ses rares fenêtres donnaient sur la route et sur la campagne, et aucune ne s'ouvrait du côté de Farnèse. On ne pouvait donc que tirer à l'aveugle sur la bande embusquée en face entre les oliviers, et s'il était possible de défendre les alentours de la maison par deux côtés, l'ennemi pouvait s'approcher par le flanc en toute sûreté. Le premier étage était occupé par le capitaine Sparagana et ses fantassins, tous adroits tireurs, et le rez-de-chaussée par l'impétueux Dufournel et ses zouaves : il n'y avait aucune communication intérieure entre eux, car l'escalier était extérieur et exposé au feu de l'ennemi.

Malgré leur situation peu favorable, nos hommes

cherchaient à tenir en respect les assaillants; les gendarmes de Poli les secondaient à cet effet, car après avoir tourné la maison, ces derniers avaient pu rejoindre le gros de la colonne et se poster derrière des meules de paille qui se trouvaient près de l'habitation. Les rangs garibaldiens ne conservèrent pas longtemps leur bon ordre et ne purent résister à la fusillade que la redoute avait commencé à leur envoyer, et, filant avec vitesse le long de la route, ils y marchaient en s'abritant sous les talus, faisant un grand détour dans l'espoir d'envelopper les pontificaux. Cette évolution prit une demi-heure; enfin, ayant vaillamment pénétré dans les vignes, ils parvinrent à investir la maison et à serrer de près leur ennemi. Ils se rangèrent du côté où le fusil des assiégés ne pouvait les atteindre; de là, poussant des hurlements cruels et féroces de : « Mort à Pie IX! Mort au Pape! » ces misérables semblaient vouloir s'encourager à donner l'assaut à la baïonnette. Quelques-uns d'entre eux, avec une audace digne d'une meilleure cause, gravissaient déjà les marches de l'escalier extérieur, mais leur chef de file ayant été tué raide d'un coup de fusil tiré sur lui par le sergent-major Biscioni, qui gardait la porte, ceux qui montaient après lui redescendirent les degrés avec tant de précipitation, qu'ils roulèrent les uns sur les autres. De l'autre côté, au rez-de-chaussée, on délibérait avec une fiévreuse incertitude : attendre l'ennemi à la porte semblait être le moyen le plus sûr, mais aller à sa rencontre était le parti le plus généreux, ce fut donc ce parti qu'il plut à M. Dufournel de choisir. Il s'élança, le sabre au poing,

pour abattre une sorte de barricade qu'il avait lui-même dressée contre la porte; son dessein était de faire une sortie en présentant un front de 5 hommes, mais le coup ne réussit pas, car la barricade en tombant encombra le passage, et les hommes ne purent sortir qu'un à la fois.

Le premier à s'élancer fut le caporal Beaubeau; derrière lui sortit l'officier et d'autres braves dont les noms sont dignes de figurer dans l'histoire : les deux sergents Bonaba du Plessis-Quinquis et Pontien Tarabini, et les simples zouaves Ferdinand de Charette, Alexandre Wittrant, Victor de Jerphanion, Gaétan du Chêne, Jacques Keet et Nicolas Zwarthoed; ces deux derniers, hollandais, ne daignèrent pas pour si peu de chose déposer leur pipe nationale.

La petite phalange se jeta sur la horde des garibaldiens qui faisaient irruption de ce côté. Le sabre-poignard du caporal Beaubeau atteignit d'abord l'ennemi qui attaquait son officier; en même temps, d'autres garibaldiens le blessaient à brûle-pourpoint au bras gauche, et lui portaient deux coups de baïonnette. Malgré cela, le caporal saisit un de ses meurtriers, mais celui-ci l'abattit d'un coup de crosse sur la tête, et lui arracha sa carabine, l'emportant triomphalement; frappé à son tour par une balle qui lui lacéra la carotide, il fut contraint de laisser en même temps sa vie et son trophée sur le champ de bataille. La lutte de Dufournel fut bien plus cruelle, car pendant qu'à chacun de ses coups il portait la mort au milieu de la mêlée, il se trouva pris et serré dans un cercle de baïonnettes qui le percèrent en même temps. Il tomba, se releva et recommença à frapper,

bien plus par la fureur que par ses forces, qui s'échappaient avec son sang de nombreuses blessures; il retomba encore; on lui arracha son épée et son revolver; on l'accabla de coups de crosse, et on le cribla de coups de baionnette. Tout cela se passa en un rien de temps, car déjà ses camarades l'entouraient, repoussant ses agresseurs avec le fer et par le feu. Il s'ensuivit quelques moments d'une atroce mêlée, au milieu de cris épouvantables, qui eut pour heureux résultat la fuite précipitée des garibaldiens, et qui fut suivie d'un silence général, à peine interrompu par les décharges lentes et régulières des pontificaux.

La fusillade continua assez longtemps, produite par les zouaves qui tiraient des fenêtres du rez-de-chaussée, en compagnie de l'intrépide de La Rochetaillée, qui, pour suivre la croisade, avait abandonné l'honorable charge de maire de sa terre seigneuriale, et de M. de Simony, homme d'une cinquantaine d'années, qui servait en habit bourgeois, comme simple amateur. A l'étage supérieur, la ligne et les gendarmes ménageaient leurs cartouches, et ne tiraient qu'à coup sûr. Nous pensons que ce fut sous l'un de leurs coups que tomba le commandant garibaldien André Sgarallino. Il se montrait à travers les oliviers, de l'autre côté de la route, dans toute la splendeur de sa grande chemise rouge, pour examiner le résultat de l'attaque; le commandant pontifical l'aperçut et le montra du doigt au sergent Biscioni, (aujourd'hui officier), qui le renversa en moins d'une seconde. Les mémoires garibaldiens nous disent que Sgarallino remit en cet instant le commandement à

son frère Jacques. Quoi qu'il en soit, les garibaldiens revinrent plusieurs fois à la charge, autour de la redoute pontificale, mais ils n'osèrent jamais attaquer à l'arme blanche. Du reste, les zouaves et la ligne étaient toujours en mesure de les bien recevoir, et disposés à faire une sortie avec le concours des gendarmes, qui, étant restés en dehors durant la première rencontre, étaient venus ensuite se renfermer dans la redoute.

Leur retraite fut provoquée par une nouvelle et plus nombreuse sortie de garibaldiens, qui débouchaient de Farnèse. Ils descendaient par compagnies très-complètes et paraissaient décidés à tenter les dernières épreuves, car ils étaient armés de haches, de pioches, de pieux et de leviers, pour forcer l'entrée. Les pontificaux, qui voyaient très-bien le nouveau nuage menaçant qui s'avançait contre leur faible abri, ne s'effrayèrent point; mais après avoir recommandé chacun leur âme à Dieu, ils se promirent réciproquement de mourir tous l'arme au poing, mais aucun d'entre eux ne pensa à se rendre prisonnier. Tout à coup on entendit d'assez près le cri de : Vive Pie IX ! Ce cri était poussé par la troupe du capitaine de Couëssin, qui arrivait par la route de Voltone, attirée par le bruit de la fusillade ; peu de temps après, survenait au pas de course le capitaine La Guiche, avec le plus grand nombre d'hommes qu'il avait pu prendre à Valentano. La position était tout à fait changée : les pontificaux se trouvaient avec 150 baïonnettes à peu près, en face de 300, et ils espéraient à coup sûr battre l'ennemi ; seulement, ils délibéraient pour savoir s'il valait mieux

attaquer l'ennemi dans ses retranchements, opération dont la réussite eût été fort douteuse. Mais le commandant garibaldien de Farnèse arrêta leur indécision : non-seulement il n'attendit pas l'attaque, mais il rentra précipitamment dans le château, pour s'y mettre en sûreté, et, avec la même promptitude, il le quitta pour gagner la frontière toscane[1].

Le commandant de La Guiche et les autres officiers, voyant que les garibaldiens se retiraient, s'occupèrent uniquement des blessés, et les transportèrent à Valentano, sous une pluie battante et par des chemins affreux. Les mêmes soins furent donnés à quelques blessés ennemis qui se trouvaient étendus à côté des nôtres. Nous ne pouvons évaluer au juste les pertes faites par les garibaldiens; selon des rapports dignes de foi, on recueillit huit cadavres ennemis sur le terrain du combat et dans les alentours; le nombre des blessés était en proportion. D'autres rapports en doublent et en triplent le nombre; il n'est pas très-important de savoir l'exacte vérité à ce sujet. Il est sûr que l'épouvante qui avait envahi la horde a dû dépasser les bornes de ce qui est croyable, puisque, comme nous l'affirme un témoin oculaire, sur 300 hommes sortis de Farnèse, pour combattre les pontificaux, il n'en rentra dans la place que les deux tiers. Arrivés au camp de Torre-Alfina, les garibaldiens énumérèrent plusieurs faits d'armes prodigieux, et en écrivirent de plus merveilleux encore aux feuilles de leur parti. La *Riforma* annonçait

(1) Tiré de plusieurs rapports officiels, etc., cités plus haut.

dans un style des plus concis : « Hier, Bedeschini et Sgarallino ont pris Valentano ; Acerbi a pris Montefiascone. Leurs forces réunies marchent sur Viterbe. »

La *Nazione* ajoutait : « L'autre jour on s'est battu avec acharnement à Valentano (qu'ils n'avaient pas vu !). Les volontaires n'avaient pour but que de troubler l'ennemi, puisqu'ils n'étaient pas assez nombreux pour occuper cette forte position ; et ils y ont pourtant réussi. L'ennemi a souffert des pertes importantes, principalement parmi ses officiers. Dans cette affaire, on a pu vérifier que les zouaves qui, au feu, comme troupe régulière, peuvent tenir tête et avoir même quelque avantage sur les volontaires, sont tout autre chose lorsqu'il s'agit d'une charge à la baïonnette. En effet, les garibaldiens se sont précipités sur les zouaves avec une telle furie que si Valentano n'avait pas eu d'artillerie et n'eût pas été une place fortifiée, ils auraient pu s'en emparer avec la plus grande facilité. Mais le feu les arrêta, et comme il eût été imprudent de s'obstiner, ils reprirent leurs positions. »

C'est ainsi qu'on inventait l'histoire contemporaine en ce moment-là : c'est à ces sources si pures que les chroniqueurs garibaldiens puisèrent pour écrire cette histoire ! Un garibaldien, plus équitable et mieux informé, écrivait de Rome, en date du 21 octobre, à la *Nazione* : « Les garibaldiens ont été battus samedi à Véroli et à Farnèse. »

Dans ce rude combat, les pontificaux n'avaient perdu que deux hommes : M. Dufournel, qui mourut le lendemain, et Aristied Beaubeau, qui, après une

longue maladie, put voir ses blessures recouvertes par les galons de sergent, et sa poitrine ornée d'une croix de chevalier. Plusieurs autres obtinrent aussi une récompense digne de leur valeur, et le capitaine Sparagana fut décoré de l'ordre de Pie IX, aux applaudissements universels.

LX. — CRIMES ET BONTÉS DES GARIBALDIENS A FARNÈSE.

Les garibaldiens de Farnèse ont laissé après eux d'infâmes, d'exécrables souvenirs, quoiqu'il y eût parmi eux des hommes qui ne devaient pas avoir entièrement oublié les lois de la civilisation militaire. Le commandant de La Guiche avait envoyé un peloton des nôtres au couvent des Capucins, situé près de la porte du village, pour s'assurer de cette menaçante position. Le monastère avait été précédemment évacué; mais il y restait les traces de la dévastation qui avait passé par là, traces d'autant plus inutiles au succès de la guerre, qu'elles étaient plus barbares et plus sauvages, car il était horrible de voir deux pauvres religieux nageant dans une mare de sang. L'infortuné frère portier, Pierre de Monte-Montanaro, était encore tout chaud, mais avait rendu le dernier soupir; les zouaves, ne pouvant mieux faire pour le pauvre moine, aidèrent à le porter dans l'église. Un autre frère-lai, Clément de

Poggio, gisait sur le sol, mortellement blessé à l'épaule. On sut par la suite que les brigands sacriléges s'étaient vantés dans le pays d'avoir massacré les moines parce qu'ils faisaient feu sur les garibaldiens ; ils divulguèrent cette infâme calomnie, cherchant à pallier ainsi leur exécrable forfait. La vérité était que le premier des deux moines fut tué par la décharge de trois balles, qui l'atteignirent en pleine poitrine, en récompense de l'humble soumission avec laquelle il avait ouvert la porte du couvent à la horde envahissante, et le deuxième fut fusillé sur le préau du couvent, au moment où il rentrait portant sur ses épaules une charge de bois. Voilà les nobles et vaillantes prouesses des patriotes, que Frédéric Menabrea trouva si *généreux*, pendant qu'il n'employait que l'outrage envers la personne sacrée de Pie IX, qui se défendait contre de pareils ennemis. Mais que les parricides applaudissent à leur gré les insultes faites aux cheveux blancs d'un vénérable Père, l'histoire écrira plus tard ces insultes, et Dieu les jugera.

Les autres garibaldiens portèrent sur ces horreurs un jugement plus équitable que celui du ministre savoisien : peu de temps après le meurtre des deux moines, un médecin en blouse rouge fut aperçu montant les marches du couvent ; brandissant un pistolet, ce médecin s'écria :

— Assassins ! Assassins ! Quel est celui d'entre vous qui a été l'assassin ? je veux lui brûler la cervelle avec ce pistolet !

Le docteur n'avaient vu que la première des deux victimes ; dès qu'il aperçut la seconde, il devint furieux et ne put retenir ses vociférations effrénées :

certes, si quelqu'un des malfaiteurs avait eu le malheur de tomber alors dans ses mains, il aurait indubitablement péri. Mais s'apercevant que le religieux qui gisait dans la cour donnait encore quelques signes de vie, il pensa immédiatement à lui porter secours. Il n'y avait là personne à qui on eût pu demander aide et assistance; car tous les moines s'étaient enfermés dans la cellule du Père Gardien, prêts à recevoir le martyre que les garibaldiens leur promettaient à chaque instant. Le médecin compatissant, se faisant aider par un de ses amis, médecin lui aussi, à ce que l'on disait, descendit près du mourant, et le soulevant le plus doucement et le plus délicatement qu'ils purent, ils le portèrent dans une chambre. Là, le docteur coupa la robe du moine pour examiner attentivement et étudier sa blessure, et après avoir enfin trouvé les autres religieux, qui ignoraient complétement ce qui venait d'arriver, il les rassura et les pria de lui fournir les médicaments qu'il leur indiquerait; dès qu'il les eut à sa disposition, il les appliqua sur la plaie avec les soins les plus minutieux. Les serviteurs de Dieu, qui tremblaient lorsqu'ils se voyaient dans les griffes de cette horde de cannibales, surpris de tant d'humanité chez ces deux hommes, les supplièrent pour l'amour du Seigneur de ne pas les abandonner, jusqu'au moment où leur couvent viendrait à être débarrassé de leurs méchants camarades. Les deux médecins y consentirent de grand cœur; et l'on doit sans doute attribuer à leur puissante protection que les misérables n'accomplirent pas le massacre dont ils avaient fait la menace à haute voix.

Ces deux bons garibaldiens poussèrent la courtoisie aussi loin que possible, car lorsque la horde féroce évacua précipitamment le couvent, l'un des deux docteurs voulut rester près du blessé, et l'autre eut l'excellente idée d'aller, de son propre mouvement, chercher un médecin de l'endroit et le prier de vouloir bien le remplacer auprès du malade. En un mot, ces deux hommes généreux ne négligèrent absolument rien de ce qu'ils pouvaient faire pour secourir le pauvre moine si cruellement blessé, qui avait été la malheureuse victime de la brutalité meurtrière de leurs indignes compagnons d'armes. Nous sommes fortement contrarié de ce que l'habitant de Farnèse, qui nous a fourni la relation de ce fait et de toutes ces particularités, et a recueilli beaucoup d'autres renseignements avec le plus grand empressement, n'ait pas su nous faire connaître les noms de ces deux garibaldiens, dignes, assurément, de se trouver en meilleure compagnie.

Un autre individu, revenu, lui aussi, de Farnèse, avait des intentions bien différentes, si on peut s'en rapporter à diverses relations dont nous eûmes connaissance dans son pays natal. Nous ne citerons pas son nom, sûr que nous sommes que, dans sa patrie, chacun pourra le désigner, et dire : « C'est lui ! » D'autant plus que déjà il s'était grandement illustré par des méfaits et des ignominies, qui attristaient sa famille et dissipaient sa grande fortune. Comme il advient naturellement de tout jeune homme riche et libertin, il fut affilié à une loge maçonnique, dont nous connaissons également le titre, et qui le poussa à prendre les armes contre le Saint Père. Il ne serait

pas possible d'exprimer convenablement les chagrins et les tourments des malheureux parents de ce misérable, qui se sentaient cruellement atteints dans leur honneur et dans celui de leur famille.

Un soir du mois d'octobre, ces pauvres parents furent informés que le jeune homme revenait à la maison fort mal arrangé et assez maltraité. Toute la famille poussa de concert le même cri : « Qu'il ne paraisse pas devant nous ! Il est excommunié ! » On enjoignit expressément aux serviteurs qu'aucun d'entre eux n'eût la hardiesse de lui ouvrir la porte. Le misérable, repoussé par les siens, fut réduit à se réfugier chez quelques-uns de ses dignes camarades et compagnons de débauche, où il dut rester assez longtemps pour y être soigné et couvert de cataplasmes des pieds à la tête, afin de porter remède aux horions reçus dans la male guerre, où il s'était fourré. Ah ! ce n'était pas ainsi qu'on accueillait les Croisés qui rentraient dans leurs demeures pour y faire soigner leurs blessures.

Nous pourrions rapporter cent aventures comme celle-ci, tout aussi bien qu'une seule. « Ceux qui sont revenus des batailles patriotiques, » qui renouvellent actuellement leurs forfanteries, et qui ont l'insolence de réserver au trône de Victor-Emmanuel les bombes orsiniennes que le gouvernement italien ne leur avait permis d'employer que contre Rome ; ceux-là cherchaient en ces tristes jours à rentrer chez leurs parents au milieu de la nuit, à la sourdine, se tenant longtemps cachés aux regards de leurs compatriotes. Dans les villages surtout, ces pauvres diables étaient et sont encore montrés au doigt,

comme des maudits par le Ciel, qui ont fait la guerre à Jésus-Christ, dans la personne sacrée de son Vicaire ; cette tache surpasse, comme une marque d'infamie, toutes celles que leurs vices ont imprimées sur leurs fronts. Il faut savoir aussi que, pour les guerres étrangères de ces dernières années, on vit accourir la fleur d'une honnête jeunesse, séduite par l'idée d'affranchir sa patrie ; tandis que, pour cette dernière entreprise parricide, il n'y eut que des sectaires et la partie la plus abjecte et la plus corrompue du peuple qui prirent les armes. En Italie, il est notoire qu'on ne vit aucun citoyen honnête et probe favoriser cette prise d'armes ; que dans les villages, les premiers qui s'enrôlèrent furent ceux qui y avaient provoqué le scandale et qui en étaient le fléau.

Si l'inexpérience de quelque pauvre jeune homme de bonnes mœurs se laissa séduire pour lui faire suivre les étendards impies de Garibaldi, ce jeune homme ne tarda guère à laisser couler d'amères larmes sur le chemin du retour. Ceux-là même qui avaient toujours mal vécu, lorsque leurs blessures ou l'imminence de la mort les engageaient à être sincères une fois dans leur vie, ceux-là, disons-nous, donnaient des marques de repentir. Nous pourrions citer ici, pour prouver ce que nous rapportons, des lettres écrites par ces malheureux à leurs familles, quoique quelques-uns d'entre eux, étant rentrés dans leurs foyers, les aient désavouées par un lâche respect humain. Nous savons néanmoins que cette guerre causa un heureux changement de vie pour quelques-uns, et nous en tenons dans les mains les documents

écrits. Parmi les hommes de cette dernière catégorie, nous pourrions en citer un, qui, dans une terrible escarmouche, se vit forcé de donner la mort à un tout jeune zouave. Il put considérer tout à son aise les traits de celui qu'il avait tué; pendant cet examen, son cœur se sentit serré par l'étreinte d'un terrible remords : « C'est un martyr, se disait-il, et j'en suis le bourreau ! »

Il croyait voir ce cadavre tout sanglant conserver sur son visage une grande sérénité qui le rendait beau et resplendissant d'un éclat et d'une beauté surhumaines; il sentait que son âme perverse était vaincue, et qu'une force indomptable lui arrachait des mains ses armes sacriléges. Bref, il déposa la chemise rouge, et il n'eut de paix que lorsqu'il put rentrer chez lui, se jeter aux pieds d'un prêtre, lui avouant que le visage éclatant de sa victime le poussait à faire amende honorable de son sacrilége. Mais combien d'entre eux désirèrent en faire autant sans être exaucés ! C'est ainsi que Dieu alterne les actes de clémence et de justice, selon que le décide sa sagesse incompréhensible.

LXI. — EMMANUEL ET ADÉODAT DUFOURNEL.

Le lieutenant Emmanuel Dufournel ne survécut que quatorze heures environ aux blessures cruelles qu'il avait reçues à l'affaire de Farnèse. Peu de temps après, son frère Adéodat, capitaine adjudant-

major au même régiment de zouaves, survint en toute hâte. Il n'eut pas la triste consolation de retrouver vivant encore son frère infortuné; mais nous espérons, pour l'un comme pour l'autre de ces deux vaillants jeunes hommes, qu'ils se sont rencontrés dans la céleste gloire. L'ange du Seigneur commençait à tresser la dernière couronne d'Adéodat, et, deux semaines à peine après la mort d'Emmanuel, cette couronne fut, par la main de l'ange, posée triomphalement sur son front. Emmanuel mourut le 20 octobre. Adéodat, blessé dix jours plus tard, rendit le dernier soupir le 5 novembre suivant. Le sang, l'éducation, la plus tendre affection les avaient étroitement unis dans leur courte carrière, et cette intimité les avait voués tous deux aux armes des Croisés de saint Pierre et leur avait dispensé les mêmes honneurs. La mort ne les désunit donc pas : la même tombe renferme ici-bas leurs jeunes dépouilles, pendant que leurs âmes immortelles scellent leur double fraternité dans le ciel.

Pour accomplir leurs derniers vœux, la famille Dufournel voulut bien consentir à ce que les corps des deux nobles enfants fussent ensevelis sur la terre sacrée pour laquelle ils avaient combattu et perdu la vie. On éleva un tombeau, ou pour mieux dire une chapelle mortuaire, dans le cimetière commun des fidèles romains, qui se trouve sur l'emplacement de l'ancien cimetière de Saint-Laurent, dans le champ Verano. Nous nous sommes rendu en pèlerinage à la tombe des deux jeunes martyrs, qui s'élève, comme une fleur de suave parfum, au milieu du souvenir des martyrs anciens, et que les nouveaux adorateurs

du Seigneur ont, pour ainsi dire, consacrée à une nouvelle vénération religieuse, semblable à celle que nos pères avaient l'habitude d'élever sous le titre de *Mémoire des martyrs*.

Cette tombe est un édifice muré en pierre vive, ayant cinq mètres environ sur les côtés, avec un fond rectangulaire pour l'abside, et un fronton correspondant sur la façade; ce fronton est d'un style sévère, n'ayant d'autre corniche qu'une bande noire d'une légère projection, qui couronne les quatre murailles. Deux cellules partagent l'intérieur du monument; la cellule supérieure forme le sanctuaire et on y monte par deux escaliers, qui sont le plus bel ornement de la façade. Ces degrés commencent à côté de la porte inférieure, et les escaliers, se déployant sur deux branches égales, reviennent au petit perron placé en face de l'entrée; ils sont protégés par une rampe d'appui, en forme de balustrade, composée de petits piliers et de courtines travaillées à jour en pierre de couleur sombre. Les montants sont de couleur noire, inclinés vers l'architrave, suivant l'architecture des édifices tumulaires, et portent l'inscription :

IN. PACE. ADEODATUS. ET. EMMANUEL. DUFOURNEL.
IN. PACE. CHRISTI.

En dépassant le seuil, on se trouve au milieu des plus doux souvenirs des catacombes, où la foi de nos pères ne faisait appel aux beaux-arts que pour les faire parler de la confiance en Jésus-Christ et de la bienheureuse immortalité. Ici, tout inspire au cœur, car c'est le séjour d'un repos plein d'espérance, dans lequel les ténèbres du sépulcre sont éclairées

par la splendeur de la résurrection; ici, comme aux catacombes, les peintures, les ornements, la décoration rappellent le Rédempteur et la gloire céleste qu'il a revendiquée pour ses fidèles. Au-dessous de la porte intérieure, Jésus est représenté sous la figure du Bon Pasteur, couvert d'une tunique courte serrée par une ceinture, et portant sur son cou la brebis qu'il regarde avec tendresse; deux autres brebis sont placées à ses pieds et semblent l'engager à jouer de la cornemuse qui pend à ses côtés comme symbole de la prédication. Les carrés placés entre les piliers offrent les verts rameaux de l'olivier sacramentel planté dans des vases de forme antique, où figurent aussi des faisceaux d'épis, qui symbolisent le premier élément eucharistique. Les quatre compartiments de la voûte parlent aux yeux du Calice sacré et des fruits infinis du Sang divin ; cette voûte est entourée d'une guirlande joyeuse de ceps et de rejetons de vigne, qui la couvre de ses branches mystérieuses. Au centre, se trouve un rond qui éclaire largement la conception de la vigne, représentant l'Agneau de Dieu, dont le sacrifice est clairement indiqué par la croix qui apparaît derrière sa tête; sa divinité se révèle par le nimbe resplendissant. Le monogramme du Christ est gravé dans de petits ronds placés à chaque angle de la voûte, aux deux côtés de la porte et du fronton; dans d'autres ronds on voit la colombe de l'Arche, tenant le rameau vert dans son bec; dans d'autres encore a été peint l'hippocampe, symbole bien cher aux premiers néophytes, qui se plaisaient à faire allusion de cent manieres différentes aux eaux baptismales.

Mais la beauté la plus remarquable, la perfection la plus précieuse de toutes ces saintes inventions, se trouve dans la disposition de l'autel; on ne saurait trouver rien qui pût lui être comparé d'aussi vénérable, de mieux approprié pour un lieu consacré aux cendres des croisés. Il faut remarquer à cet égard que le mausolée est adossé à un bloc très-élevé, entaillé dans le sol de l'ancien cimetière de Cyriaque, où se trouvait une série de quatre tombes ou *loculi*, placés en carré-long, creusés dans le tuf et superposés, dans lesquels reposèrent jadis les ossements de plusieurs justes, et peut-être même de martyrs de la foi. On eut l'heureuse idée de laisser ces *loculi* visibles et intacts; on se contenta de les couvrir en partie par des plaques de marbre, recueillies dans la même nécropole. Deux de ces plaques ont été gravées par une main vénérable et bien ancienne, qui sculpta le chiffre du nom de Jésus-Christ, entouré de la couronne d'olivier et de la palme. Ces deux marbres font pendant à deux autres pierres lisses, mais bien anciennes aussi; sur la plus élevée, on a gravé en style et en caractères archaïques :

IN. HOC. CŒMETERIO.
CYRIACÆ. MULTI. MARTYRES. CHRISTI.
QUIESCUNT.

Sur la pierre inférieure, de la même manière :

MARTYRES. CHRISTI.
EXCIPITE. ADEODATUM.
ET. EMMANUELEM. DUFOURNEL.
QUI. IN. HOC. CUBICULO. DORMIUNT.

Devant ce monument s'élève, sur des colonnettes

de marbre blanc, la tablette de l'autel où s'offre le Sacrifice expiatoire. Les rois et les grands de la terre pourront bien embellir et orner leurs splendides et royales tombes de porphyres précieux et de fameuses statues; mais rien n'égale, à nos yeux, la douce et religieuse majesté qu'inspirent ces reliques d'une sépulture antique et célèbre des martyrs de Jésus-Christ.

Cette *Dormitio* (pour nous servir de l'expression employée dans les catacombes) des deux frères croisés offre une bien vive représentation des sépultures des chrétiens primitifs. Les côtés de l'oratoire sont occupés par des sarcophages ou urnes murées dans les parois, comme on le faisait dans les premiers siècles pour les monuments érigés aux cendres des martyrs les plus illustres, et ces urnes sont surmontées par des *arcosolia*, sur lesquels on pouvait célébrer les mystères sacrés. Ici, un cercueil en plomb remplace l'urne, et le marbre qui le renferme dit par une affectueuse inscription épigraphique, œuvre du célèbre Père Antoine Angelini, les mérites et la mort de ceux qu'elle contient.

A droite, se trouve l'urne d'Adéodat, et la peinture qui la surmonte retrace l'histoire de Lazare ressuscité, comme on la voit représentée dans les catacombes. Le monument de Lazare s'y élève, embelli par une porte à colonnes, sur trois gradins, placé dans un endroit entièrement sauvage, ombragé par un vert palmier, et l'on voit Lazare debout, et le *Prodiit qui fuerat mortuus*. Le corps est entièrement enveloppé dans le suaire, qui surmonte la tête, et qui est serré par plusieurs bandes à la

manière orientale; les pieds sont aussi entourés de bandelettes, les mains jointes; le suaire est soulevé à un coin et laisse paraître le visage d'un cadavre qui revient à la vie, et qui semble dire : Me voici ! Ce ressuscité parle au divin Rédempteur, qui devant lui est sur le point d'achever les mots thaumaturges : *Lazare, veni foras !* Sa tête sacrée est entourée d'un nimbe en croix, et quelques disciples reculent stupéfaits. Marthe se tient droite et joyeuse, Madeleine adore et remercie son Maître tout-puissant. Tout cela forme un ensemble bien pensé et bien exécuté, parfaitement en rapport avec sa destination de monument érigé sur les cendres des Croisés.

La scène qui décore le côté gauche du mausolée d'Emmanuel est tirée de l'ancien Testament, et elle est aussi une imitation des peintures qui ornent les cryptes des martyrs. C'est la représentation de la fournaise de Nabuchodonosor, où l'on a jeté les trois saints enfants, Ananie, Azarie et Misaël ; leurs liens sont déjà tombés, leurs mains sont libres, et l'ange a placé sous cette haute voûte remplie de flammes le délicieux cours d'air et de rosée dont parle le texte sacré, et qui est représenté par un champ aéré, dans lequel plane une colombe portant la verte branche d'olivier. On dirait que les trois champions, vainqueurs de la mort, entonnent le cantique qu'ils ont enseigné à l'Eglise, et par lequel elle solennise les triomphes de son Epoux. Sur les bandes intérieures des deux niches, on a peint, en imitant l'antique, à droite un entrelacement de pampres verts, et une guirlande de roses à gauche ; au milieu des roses et des pampres, on voit briller les vives, harmonieuses

et chatoyantes couleurs d'une multitude de petits oiseaux et de colombes, qui symbolisent, dans l'art hiératique, les esprits bienheureux qui ont déployé leur vol pour aller se reposer dans le sein de Dieu et y goûter les délices du Paradis. Parmi ces oiseaux, l'âme bénie d'Emmanuel est figurée par un paon placé au sommet de l'arc, et un cerf représente l'âme d'Adéodat ; ces figures sont, elles aussi, imitées des peintures qui ornent les hypogées chrétiennes.

C'est ainsi que, dans ce sanctuaire des deux tombes fraternelles, tout exprime ou rappelle les célestes espérances des victoires de Jésus-Christ dans ses serviteurs. Et les frères Dufournel le méritaient. Nés à Gray, sur la Saône, dans cette ancienne terre de Bourgogne qui fournît jadis tant d'illustres épées aux Croisades d'Orient, ils reçurent une connaissance exquise de la bonne littérature et de la religion la plus éclairée, tant dans la demeure paternelle, que dans les institutions de Boulogne-sur-mer, de Besançon et de Paris. Toujours ensemble, ces frères affectueux furent toujours amis : il n'existait entre eux qu'une seule différence, celle du respect du jeune Emmanuel pour son frère aîné Adéodat, qui était pour lui une sorte de second père. Ce fut l'exemple d'Adéodat, glorieux vaincu de Castelfidardo, noble prisonnier à Gênes, insulté par les lâches ennemis de la sainte Eglise, ce fut cet exemple, disons-nous, qui parla tellement haut au cœur d'Emmanuel qu'il ne put résister à l'ardent désir de devenir le compagnon d'armes de son frère. A Rome, l'un à côté de l'autre, luttant courtoisement de vaillance, ils obtinrent tous deux les honneurs des grades et les déco-

rations dues au mérite, qu'ils n'avaient nullement sollicités. Il faut le dire avec admiration, tous deux ne formaient qu'un seul vœu bien ardent : celui de mourir pour la religion. Nous avons, en faveur d'Adéodat, des témoignages multiples ; un vaillant officier de la ligne nous a dignement renseigné sur le compte d'Emmanuel ; cet officier était à ses côtés dans sa dernière journée. « Il ne parlait que de mourir, nous disait-il ; on eût dit qu'il lui tardait de donner sa vie. »

Les faits prouvèrent bien mieux que les paroles la vérité de cette assertion. Emmanuel jouissait de tout le bien-être de la demeure paternelle, où il était retourné pour se remettre d'une fièvre obstinée, lorsque le bruit des armes partant de la frontière pontificale parvint jusqu'à lui. Ni la tendresse de ses parents, ni les conseils de ses amis, pas plus que sa santé chancelante, ne purent le décider, ne fût-ce qu'un seul jour, à différer son départ. Il vole à Rome, embrasse son frère, et marche au poste avancé de Valentano. Là, on parlait tous les jours de marches, de reconnaissances, de surprises contre les garibaldiens, et la gaîté militaire était à son comble. Le Père Eugène de Gerlache y arrivait dans la matinée du 18 octobre, étant très-souvent en route pour porter aux Croisés les secours et les consolations de la religion. Ne pensant pas qu'un fait d'armes de quelque importance fût imminent, le Révérend Père se proposait de se rendre où la nécessité de sa présence pourrait lui paraître plus urgente. Mais un jeune sous-lieutenant, qui lui était encore inconnu, se présente devant lui et le supplie très-gracieusement

de vouloir bien retarder un peu le moment de son départ, lui disant que, malgré le peu d'apparence d'un danger grave, il lui serait agréable que le Révérend Père voulût bien accorder à ses soldats l'honneur de sa présence. Le religieux se rendit à un désir si délicatement exprimé : il fit savoir qu'il s'arrêterait à Valentano pendant quelques heures encore et se rendit à l'église. Il se vit aussitôt assiégé dans son confessionnal par un grand nombre d'officiers et de soldats, qui l'y retinrent jusqu'à une heure assez avancée de la nuit : telles étaient les habitudes des campements des Croisés. Nous dirons que le premier qui se présenta au tribunal de la pénitence ne fût autre que le jeune officier, qui avait prié le Révérend Père de retarder son départ, et cet officier était Emmanuel Dufournel, qui, avec une candeur de foi et de piété incomparables, voulut mettre ordre aux affaires de son âme, comme tout bon chrétien devrait le faire en cas de mort.

Il n'y a pas, sur le champ de bataille, de soldat plus fier et plus terrible devant l'ennemi, que celui qui, avant de lui faire la guerre, a fait la paix avec le Seigneur et avec sa conscience. L'allocution d'Emmanuel à ses soldats, faite en face des garibaldiens, qui étaient six ou sept fois plus nombreux que les nôtres, et qui avaient tout l'avantage de la position, aurait été bien placée sur les lèvres du roi saint Louis en Palestine. On n'avait pas encore entendu retentir depuis plusieurs siècles, dans un camp chrétien, des paroles d'une aussi fière, d'une aussi noble éloquence, que celles prononcées par Emmanuel Dufournel : « Jeunes gens, voici la place où il faut

mourir ! Au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit, en avant ! »

Il avait vu, quelques heures auparavant, ses compagnons d'armes se nourrir à la Sainte-Table du Pain des forts ; il pouvait donc leur tenir avec assurance un pareil langage. Blessé, déchiré, couvert de meurtrissures, foulé aux pieds, il ne fit qu'une seule plainte à ses bourreaux : « Inhumains ! à quoi bon vous montrer cruels envers moi, après que vous m'avez donné le coup mortel ? »

On dit que son meurtrier fut le commandant ennemi, André Sgarallino ; mais il ne faut pas trop se fier aux chroniques garibaldiennes qui l'affirment. Pendant qu'on le transportait sous une pluie battante, et dans le plus douloureux état, par un chemin long et difficile, Emmanuel ne poussa ni plaintes, ni cris, ni gémissements jusqu'à Valentano ; lorsqu'il y fut arrivé, voyant que les officiers et les soldats l'entouraient et le plaignaient avec affection, pour les atroces souffrances qu'il devait endurer, il demanda au chirurgien :

— Combien d'heures me restent encore à vivre ?

Le chirurgien hésitait.

— Parlez, reprit le blessé avec force ; la mort ne m'épouvante pas.

L'annonce d'une mort imminente ne le fit pas changer de visage ; il pensa à sa patrie lointaine, à son père, à son frère, à ses sœurs, et il se disposa à terminer saintement sa carrière.

Vers trois heures du matin, il reçut les derniers sacrements de la main du prêtre de la paroisse. Après s'être entretenu quelques instants avec son

Hôte divin, il adressa la parole à l'un de ses chers amis, le lieutenant Charles Burdo, qui soutenait sa tête mourante.

— Faites en sorte, lui dit-il, que mon cœur soit remis à ma famille; mais que mon corps reste à Rome, avec ceux de mes chers camarades morts pour notre sainte religion.

Il s'entretint doucement avec ses amis, et on l'entendit dire :

— Que je suis content de voir mon sang s'écouler par quatorze blessures, reçues pour la gloire de la sainte Eglise !

Il n'avait pas exactement compté toutes ses blessures : il en avait remporté quinze. Se sentant défaillir et comprenant que sa vie allait s'éteindre, il prévit que son frère Adéodat, appelé pourtant par un télégramme, n'arriverait pas à temps : il ôta une bague donnée par sa mère et qu'il portait à l'un de ses doigts, la remit à son ami, en lui disant :

— Pour mon frère..... Il arrivera trop tard, mais... (et un tendre sourire effleura ses lèvres), cette fois, il sera content de moi.

Quelques instants après, les assistants l'entendirent se consoler en prononçant ces mots :

— Je vais être jugé par un juge que j'aime.

Puis il invoqua les très-saints noms de Jésus et de Marie. Sa voix s'éteignit, son regard se voila, il poussa un faible soupir, et il entra en possession de sa couronne. Emmanuel Dufournel mourut le 20 octobre, à six heures du matin, âgé de vingt-sept ans.

« Il est mort comme un saint ! » disaient ses

camarades d'une voix unanime, et ce fut ainsi qu'ils annoncèrent sa mort aux chefs de l'armée, comme nous l'avons lu dans leurs lettres. Les bons habitants de Valentano venaient visiter le mort à toute heure de la journée, et il y eut parmi eux quelqu'un qui dit au xfactionnaires :

— Laissez-nous embrasser le cercueil, car nous ne venons pas ici prier pour son âme, mais pour nous recommander à elle.

C'est ainsi que l'instinct chrétien est enraciné dans les cœurs qui savent distinguer parmi les défenseurs d'une juste cause, quelle qu'elle puisse être, les héros de la religion! Le prêtre qui lui avait donné l'hospitalité, M. Codoni, a fait élever un autel avec une inscription commémorative, sur le lieu même où Emmanuel avait rendu le dernier soupir. Sur les murs de la maison de M. Moscati, située près de Farnèse, on plaça depuis, avec toute la pompe militaire, une autre inscription, ainsi conçue : *Ici tomba, frappé de quinze mortelles blessures, le 19 octobre 1867, Emmanuel Dufournel, sous-lieutenant au régiment des zouaves pontificaux.* AVE, MARIA !

Les amis du défunt accoururent des garnisons voisines, et le Père de Gerlache arriva de Rome pour prononcer un discours à la réunion. Mais revenons aux premières funérailles. Adéodat survint ; il versa des pleurs abondants sur le cercueil de son bien-aimé frère ; il envia le sort de *son pauvre*, de *son saint Emmanuel* (comme il le nommait en ce moment-là) ; mais il ne put assister au convoi, car sa présence était nécessaire et demandée à cause des troubles

inquiétants de Rome, où une dépêche du ministre l'appelait en toute hâte.

Ces jours-là étaient les plus périlleux que la Métropole ait eu à traverser ; Adéodat y arriva assez tôt pour assister à la funeste catastrophe de la caserne Serristori, et pour se battre à la porte Saint-Paul, dans la nuit désastreuse du 22 au 23 octobre, veillant tout armé à la sûreté de Rome, jusqu'au lendemain matin. Ce fut seulement alors qu'Adéodat Dufournel, en guise de repos, dut se rendre à la porte du Peuple, pour y attendre la dépouille mortelle de son frère. Le Père de Gerlache la ramenait de Valentano, accompagné d'autres amis du défunt, MM. Ferdinand de Charette, de Kergariou et de Simony. Adéodat se rendit avec eux au cimetière de Saint-Laurent, où le saint Sacrifice fut célébré. Le corps fut momentanément placé dans la chapelle mortuaire des de Charette, et son cœur fut mis à part pour être réservé aux larmes de sa famille.

C'était un sublime spectacle que celui de ces nobles Croisés, qui, au milieu des tumultes de la guerre, déposant pour quelques instants leur épée, prenaient part aux funérailles de leurs frères d'armes et qui, après avoir pieusement prié sur leurs tombes, revenaient promptement à leur poste de combat, comptant, à leur tour, sur les derniers bons offices de leurs camarades.

Le capitaine adjudant-major Adéodat Dufournel devait être bientôt une de ces dignes âmes que notre siècle mondain et déchu ne saurait entièrement estimer à leur juste valeur. Mais les chrétiens à la forte pensée, apprécieront et comprendront toute la valeur

de l'âme d'Adéodat. Quelques jours à peine après celui de la sépulture de son frère, le capitaine se promenait, de bon matin, sur la place immense de Saint-Pierre, après avoir employé toute la nuit précédente à faire des rondes autour du Vatican. Il voit venir à sa rencontre le Père de Gerlache, et il lui demande :

— Eh bien ! mon Père, où allez-vous?

— Dire la messe pour nos morts, sur la tombe de saint Pierre.

— Je vous y accompagne.

Ils descendirent dans la catacombe. Ce fut la dernière messe à laquelle Adéodat assista. Il semblait en éprouver, au fond du cœur, un secret pressentiment. Sa contenance dévote, sa piété ardente et son profond recueillement dans la prière, sa manière de se prosterner sur le sol du souterrain semblèrent au religieux tellement en dehors des habitudes ordinaires, qu'il ne put s'empêcher de lui en demander le motif avec une persistance amicale.

— Mon Père, répondit le capitaine, je demandais à la sainte Vierge la grâce de mourir pour notre sainte Eglise.

Si ce ne sont pas là les héros de notre siècle, s'ils ne sont pas là les martyrs de notre religion, nous ne savons plus, désormais, à qui il faudra que nous donnions, à juste titre, le double nom de martyr et de héros. Dufournel était bien jeune, puisqu'il n'avait que vingt-neuf ans ; sa taille était haute, sa démarche fort distinguée ; son air était martial, sa santé florissante ; sa fortune et les honneurs qu'on lui rendait dans sa patrie étaient considérables ; il était près

d'atteindre aux grades supérieurs dans l'armée qu'il avait préférée et choisie, et au sein de laquelle il jouissait d'une haute réputation incontestée de vaillance et de vertu, de gloire chevaleresque et de science militaire; et il désirait ardemment de mourir pour la sainte Eglise! Dieu se choisit de pareilles victimes.

A peine dix heures s'étaient écoulées depuis le moment où son noble vœu était monté vers le ciel, et déjà l'ange du Seigneur apportait sur la terre la réponse favorable à ce vœu ; Adéodat tomba à quelques pas de distance du lieu où il avait prié. On donnait l'assaut à une redoute de garibaldiens félons qui s'étaient cachés dans une maison placée aux pieds de la montée de la villa Cecchina. Au milieu des ténèbres et du trouble de la nuit, une balle vint frapper le capitaine Dufournel qui, tombé sur le sol et la poitrine déchirée, continuait de commander : « En avant ! en avant ! «

Son agonie dura cinq jours ; toujours calme, forte et sereine, soutenue par l'ardente prière et par le Pain des anges, qui était sa nourriture presque quotidienne, cette agonie fut sanctifiée par de généreux exemples de vertu, et par d'héroïques sacrifices. Déjà, au premier pansement de sa blessure, Adéodat avait dit :

— Les blessures se guériront peut-être, mais elles seront suivies d'une fièvre nerveuse qui m'enlèvera.

Il avait dit vrai. Le jour des Morts, il offrit l'indulgence de la Communion pour le repos de l'âme d'Emmanuel ; et dans la journée de Mentana, s'il ne put combattre sur le terrain de la bataille, il com-

battit par ses vœux et le sang de ses plaies; il partagea sa chambre avec les blessés de la journée, il pleura sur les morts, mais il se réjouit de la victoire. Rome entière s'émut de la perte imminente du capitaine Dufournel, et sa porte fut assiégée par des officiers, des soldats, des bourgeois, qui demandaient de ses nouvelles avec la plus grande anxiété. Au premier avis de ce douloureux événement, le Saint-Père lui envoya une bénédiction toute spéciale et des paroles de la plus tendre consolation. Adéodat était le seul qui paraissait ne prendre aucune part à la douleur universelle que sa triste position inspirait : on eût dit que la pensée que son ardent désir semblait enfin plaire au bon Dieu, le remplissait d'une joie ineffable. A l'approche de son Jésus, s'avançant vers lui, dans le dernier viatique, il ouvrit ses yeux mourants avec une vive expression de profonde piété et du plus tendre amour filial; quelques instants après avoir reçu dans son cœur l'Hôte divin qui venait l'habiter, le capitaine Dufournel s'éteignit doucement, le 5 novembre, vers sept heures du soir.

Son visage sembla s'être embelli de la majestueuse beauté du trépas. Son cœur, comme celui de son frère Emmanuel, fut extrait de sa poitrine et rendu à ses parents bien-aimés, et son corps, resté à Rome, fut aussi provisoirement déposé dans la chapelle des frères de Charette, en attendant l'érection de la fraternelle et dernière demeure, qu'on élevait aux cendres et à la mémoire des deux Dufournel. Les amis d'Adéodat voulurent le placer de leurs mains dans le cercueil de plomb; ces amis étaient le colonel Athanase de Charette, les capitaines Le Gonidec,

de Couëssin, de Kersabiec, ainsi que le Père Eugène de Gerlache, qui tous l'accompagnèrent au cimetière de Saint-Laurent.

Dans l'intervalle, le père des Dufournel, accompagné d'une de ses filles, voyageait vers Rome à grandes journées. Malheureusement l'un et l'autre n'arrivèrent que le lendemain du second enterrement. Pie IX les reçut sur-le-champ. A la vue de ce vieillard à cheveux blancs, qui avait donné à la croisade ses deux enfants si dignes, si nobles, qui promettaient un si bel et si grand avenir, et qui en avait été privé, pour ainsi dire, dans l'espace d'un seul moment, Pie IX mêla ses larmes à celles de ce père et de cette sœur qui avait été la benjamine des deux généreux trépassés ; il chercha, le bon et saint Père des chrétiens, les moyens les plus efficaces pour consoler et encourager cet autre malheureux père, si digne de la reconnaissance de la sainte Eglise, et voulut placer sur sa poitrine la croix de chevalier de l'Ordre de Pie IX ; mais ses yeux étaient voilés par les larmes et la main du Saint-Père tremblait ; Marie, car tel était le nom de Mademoiselle Dufournel, dut remplacer le Souverain-Pontife dans ce pieux office. Hélas ! pourquoi ne se trouva-t-il pas, en ce moment et en présence de cet admirable groupe, quelqu'un qui eût pu rendre, par la photographie, la scène touchante que présentaient ces quatre mains : les deux mains augustes du Pontife et les deux mains filiales de la jeune Marie, placées en même temps sur la poitrine de ce père aussi noble qu'infortuné ! et ces trois visages mouillés de larmes, il est vrai, mais en même temps rayonnant d'une sublime sérénité ! Bien

des pères laisseront après eux, à leurs descendants, un vénérable nom ; mais peu d'entre eux auront l'inappréciable avantage de laisser un nom qui durera plus longtemps dans les fastes de la chrétienté ! Ce n'est pas une faible gloire, pour une race noble et pure, que celle de compter, parmi les rameaux de son arbre généalogique, deux martyrs de la plus insigne des causes qui aient été défendues dans notre siècle.

Le monument qui garde les cendres d'Adéodat et d'Emmanuel, sur la terre sacrée où ils sont tombés, a été achevé au printemps de cette année 1869 ; il a été solennellement béni le 31 mars dernier. A cette cérémonie assistaient le ministre des armes pontificales, les généraux Zappi et de Courten, le commandeur Del-Re, représentant de François II, M. Boissard, beau-frère des deux Dufournel, et nous pouvons dire tous les officiers de la garnison de Rome. Ce fut là, certes, une démonstration d'un honneur tout particulier, dont la famille Dufournel peut se montrer fière à juste titre. Mais ceux qui se trouvèrent à cette solennité funèbre se souviendront longtemps du touchant spectacle qu'offrirent les deux sœurs, Lucie Dufournel, épouse Boissard, et Marie, prosternées entre les deux tombes, assistées par Madame Laure Kanzler, et entourées par l'élite des dames de plusieurs nations. Que de douces et tendres paroles furent prononcées par les nobles dames qui priaient sur ces tombeaux ! Quelques-unes d'entre elles avaient suivi les Croisés sur les champs de bataille, d'autres leur avaient servi de sœurs hospitalières dans les infirmeries militaires ; d'autres aussi

se souvenaient et parlaient des enfants, des frères, des époux qui étaient tombés dans la guerre sainte. Oh ! combien elles étaient dignes les unes et les autres de remplir les nobles et pieux devoirs de compagnes des deux sœurs, au moment où l'on inaugurait les sépulcres de leurs frères Croisés ! On eût pu croire que dans ces dames revivaient les anciennes matrones et les vierges chrétiennes, servantes des martys, qui, elles aussi, dans un temps bien loin de nous, sur cette même place, étaient descendues dans les couloirs souterrains, priant et pleurant, pour oindre les dépouilles des martyrs qui avaient été immolés par l'ordre cruel des tyrans, ou qui se réunissaient pour assister à la liturgie divine, et qui, en passant, trempaient leur pouce dans l'huile des lampes qui brûlaient sur les sarcophages des martyrs, faisant avec cette huile le signe de la croix sur leur front et priant pour la paix de l'Eglise ; au moment de sortir de ces lieux souterrains, elles allaient visiter les tombes de leurs morts bien-aimés, les recommandant aux prières des saints Laurent, Cyriaque, Justinien et d'autres innombrables martyrs, qui dormaient là le sommeil des justes.

Telles devaient être les idées que la vue de cette réunion assistant au divin sacrifice, éveillait dans les cœurs sensibles et pieux sur le sol consacré du Champ Verano.

Rien de ce que la religion peut donner d'honneurs et de nobles affections n'a manqué à la mémoire des deux Dufournel ; ces deux martyrs laissent, en échange, à leur religieuse parenté, un héritage d'exemples, de traditions des vertus les plus fortes,

les plus élevées. Les fils de leurs arrière-petits-neveux trouveront un jour, au milieu des reliques de leur maison, des trophées d'armes et des débris d'insignes inconnus; ils verront un tube de cristal monté sur une base élégante, couronné par un écusson sur lequel se détachent les clefs sacrées et la tiare; dans ce tube, ils n'apercevront qu'une balle meurtrière à laquelle adhère encore un lambeau de chair; et les enfants demanderont à leurs mères :

— Qu'est-ce que cela et à quoi sert cela?

Alors les mères pourront leur répondre :

— Sachez, enfants, que dans des temps qui ne sont pas encore bien éloignés, les héritiers des persécuteurs anciens firent la guerre au saint Pape Pie IX. Dans cette circonstance, deux de nos ancêtres coururent vers lui pour que leur poitrine lui servît de bouclier; c'étaient deux frères Dufournel, dont l'un se nommait Adéodat, l'autre Emmanuel. Voyez; voilà les épées qu'ils brandirent et les uniformes de la Croisade dont ils étaient revêtus. Ce gant que nous conservons précieusement couvrait la main du bienheureux Emmanuel, au moment où il montrait à ses soldats l'ennemi et le chemin de la victoire, bien peu d'instants avant d'avoir gagné quinze mortelles blessures pour notre sainte religion. La balle de plomb que vous voyez là est celle qui frappa Adéodat; et les deux génies ailés, qui ont l'air de la garder et de la vénérer, sont deux anges, portant dans leurs mains les palmes triomphales du martyre, et ces palmes sont le symbole de celles que le bon Dieu donne, dans son saint paradis, à ceux qui meurent pour sa sainte Eglise. Sachez que ce tube a

servi de modèle pour quelques autres, fabriqués par la même main; l'un pour y enfermer la balle qui blessa mortellement le tout jeune Charles d'Alcantara à Mentana, et un autre pour recevoir la rotule du bras de Bernard de Quatrebarbes, tombé à Monte-Rotondo, et qui sont l'un et l'autre conservés encore dans les sanctuaires domestiques, ce dernier en Bretagne et l'autre en Flandre. Dans ces deux pays, ces nobles et saintes reliques ont fait germer une moisson abondante et continue de Croisés. Lorsque vous serez plus grands, mes enfants, vous irez, à votre tour, en pèlerinage à Rome; vous vous y ferez indiquer le bourg de Valentano, où un autel commémoratif vous désignera l'endroit d'où Emmanuel monta au ciel; un peu plus loin, à Farnèse, on vous fera voir une inscription portant son nom; c'est là la place où il reçut le martyre. Vous irez vous faire indiquer dans la ville sainte la rue de Borgo-Santo-Spirito, que les païens appelaient jadis la voie Triomphale, mais les premiers chrétiens, changeant son nom, y substituèrent ceux de voie Sainte, voie Sacrée, voie des Martyrs, car aux temps de Néron, elle fut inondée par le sang des martyrs de la foi. Adéodat est tombé sur la voie des Martyrs. Dans le Champ Verano, vous trouverez le sanctuaire qui renferme les tombes des deux frères.... leurs âmes sont au paradis, belles et resplendissantes.... elles intercèdent pour nous..... Enfants, mettez-vous à genoux et priez Dieu, pour que personne de notre famille ne dégénère des exemples laissés par Emmanuel et Adéodat Dufournel !

LXII. — VITERBE, 24-25 OCTOBRE.

Après le combat de Farnèse et les glorieux souvenirs de ceux qui y périrent si généreusement, nous devons rapporter la mémorable défaite qu'essuyèrent les garibaldiens sous les murs de Viterbe. L'unique pensée du général Acerbi était d'emporter d'assaut ou de surprendre le chef-lieu de la province militaire[1]; mais battu et mis en fuite toutes les fois qu'il tenta de sortir de son quartier-général placé à cheval sur la frontière, il y perdit, pendant trois semaines, son temps, son argent et sa réputation, sans gagner un pouce de terrain sur la route de la conquête tant désirée. Le gouvernement italien avait enfin lâché la chaîne à Joseph Garibaldi. Comptant ses volontaires en chemise rouge au nombre de deux mille à peu près, Acerbi comprit qu'il devait nécessairement prendre un parti : ou se démettre du commandement supérieur, ou essayer une entreprise quelconque. Il opta pour cette dernière résolution, et nous allons voir qu'il n'eut pas à s'en féliciter.

Dès le 19 octobre, presqu'au lendemain de sa déroute à San-Lorenzo, pendant que les siens étaient battus à Farnèse, et qu'il ne possédait pas, hormis Torre-Alfina, un seul pouce du territoire viterbais, il se donnait les gants d'annoncer sur ce territoire aux magistrats pontificaux sa prodictature, et « en sa double qualité de chef des forces civiles et des

(1) Rapport du général Acerbi au général Garibaldi.

forces militaires de la province de Viterbe, » de promettre aux bons ses royales faveurs et de faire aux méchants de terribles menaces[1]. Toutefois, en capitaine prudemment conseillé, il ne prit pas la résolution d'entrer en possession de sa capitale avant qu'on lui eût assuré que le comité central de Florence et la junte garibaldienne de Viterbe lui fourniraient des intelligences dans la place[2]. Il quitta son quartier-général, le 22, vers trois heures de l'après-midi ; il emmenait deux bataillons, l'un commandé par le colonel Tolazzi, l'autre par le major De Franchis, et composé chacun de 500 hommes environ ; car, les jours précédents, beaucoup de recrues étaient arrivées à Torre-Alfina. En outre, il y avait le bataillon Sgarallino, qui pouvait compter 400 baïonnettes : tout cela formait bien un total de 1,400 hommes, et les correspondances garibaldiennes portent ce chiffre à un nombre plus élevé encore[3].

On avançait, affirme Sgarallino, la tête dans le sac, sans savoir où porterait le premier coup de fusil ; il n'y avait qu'une chose qui fût généralement connue, l'ineptie du chef : « Je dois avouer en bonne conscience, que la masse des volontaires n'avait pas la

(1) Lettre circulaire d'Acerbi, datée de Torre-Alfina, le 19 octobre. Elle est rapportée aussi par les journaux.

(2) Rapport du général Acerbi ; Lombard-Martin, *Précis*, etc., page 101. Correspondances contemporaines des garibaldiens. Parmi les nombreuses lettres datées du camp d'Acerbi, nous ne choisissons que celles que la *Nazione* a publiées, comme étant d'une plus grande autorité, car elles sont écrites par les chefs du parti.

(3) Correspondances garibaldiennes déjà citées, et lettre du major Jacques Sgarallino, dans la *Nazione*, 12 novembre. Le rapport du général Kanzler, qui se tient toujours au minimum, en donne 80.

moindre confiance dans le général Acerbi ni dans son état-major. » Toutefois l'équité veut que l'on avoue aussi que la tactique de la marche, si ce fut une tactique, est l'œuvre d'Acerbi, et c'est la meilleure preuve de finesse militaire qu'il ait donnée dans toute cette campagne. Après avoir passé la nuit à Acquapendente et à San-Lorenzo, il franchit la limite pontificale, et passa au milieu des rangs du général Tarditi, ou de n'importe quel général, qui campait devant Bagnorea. Il rentra ensuite dans le Viterbais, et fit semblant de menacer tantôt cette ville, tantôt Montefiascone; il mit ces deux garnisons sur leurs gardes, et les détourna de venir au secours de Viterbe. Le 24, il tomba par un rapide mouvement sur Celleno, au cœur du trilatère de la défense, à douze milles du point ambitionné.

Il est probable qu'Acerbi se surpassa en agissant au hasard; il n'avait d'abord désiré que se rapprocher tant soit peu de ce même point. Le témoignage déjà cité de Sgarallino nous porte à le croire, car il nous dit que jusqu'à Celleno, personne n'avait pu deviner le but de l'expédition. Cela nous confirme le fait qui nous est rapporté par leurs historiens et par les nôtres, qui, cette fois, sont parfaitement d'accord, sur l'entretien qui eut lieu à Celleno et dans lequel il fut décidé qu'on marcherait sur Viterbe. Pendant que les bandes prenaient leur réfection dans un bois qui se trouve près de là, une troupe d'envoyés de la Junte de Viterbe se présenta devant Acerbi, pour le prier instamment d'envahir au plus tôt leur patrie. Ils affirmaient (et nous verrons en temps et lieu qu'ils mentaient comme les traîtres ont toujours l'habitude

de le faire), ils affirmaient que le peuple viterbais, désireux de secouer le joug pontifical, était décidé à briser ses chaînes ; ils ajoutèrent que les conjurés, au nombre de 200, étaient tous déterminés à prendre les armes ce soir même, vers 7 heures, et à ouvrir les portes aux libérateurs ; ils pouvaient venir en toute sûreté ; le drapeau ami, lorsqu'il serait en vue, accroîtrait le nombre et la hardiesse des *frères* : à défaut de porte, on leur avait préparé une entrée par une muraille creusée profondément sous les fondations, et à peine soutenue par quelques arcades postiches ; ils marquaient l'emplacement de cette entrée à un kilomètre de la porte Florentine[1]. Ils indiquaient aussi un jardin particulier attenant aux murailles, entre la porte Vérité et la porte Romaine, où l'on pouvait facilement franchir l'enceinte. Il ne fallait donc pas tarder, concluaient les envoyés, sinon les révoltés se trouveraient seuls dans l'embarras, seraient écrasés et la reddition de la place, sur laquelle on peut compter maintenant, deviendrait bien incertaine, si les garibaldiens ne se montraient pas devant Viterbe.

Acerbi se laissa aller joyeusement à toutes ces belles promesses, car il était crédule et s'abandonnait avec une égale promptitude aux vaines espérances, comme aux vaines terreurs. « Il lui sembla que l'affaire était terminée, » dit son major Sgarallino,

(1) C'est là ce que Sgarallino appelle *une porte secrète* ; le poétique Guerzoni dit : *des murs amincis* ; Lombard-Martin parle plus clairement ; Acerbi, dans son rapport, se tait avec prudence. Nous croyons que les envoyés entendaient parler de l'égoût de la porte Faulle, qui, en 1860, avait été remarqué par les garibaldiens, qui alors marchaient aussi sur Viterbe.

quoique les hommes de sa bande se trouvassent harassés par la fatigue d'une longue course et affaiblis de ce qu'ils avaient été percés jusqu'aux os par une pluie diluvienne et de longue durée, il donna l'ordre de lever le camp et de marcher sur Viterbe. La nouvelle de cette décision, s'étant promptement répandue dans la horde héroïque, eut pour effet immédiat, si nous en croyons les correspondances garibaldiennes, de désenchanter de tout amour pour la gloire les plus prudents de ces *héros*, lesquels, avec le consentement de l'indulgent général, s'en allèrent avec accompagnement de sifflets[1]. Pourtant, la surprise de Viterbe, faisant même abstraction des trahisons, n'était pas trop hardie et encore moins trop téméraire. Il ne s'agissait que d'attaquer nuitamment une ville, dont les frêles murailles ont quatre kilomètres d'étendue, et sont percées de six portes, trois ou quatre desquelles impossibles à défendre; une ville défendue par une très-faible garnison, car il n'y avait que cinq compagnies de la ligne, et cinquante-deux zouaves, avec presque autant de gendarmes; tout cela ne faisait que 380 défenseurs à peu près, y compris les artilleurs des deux seules pièces que la place possédait, un piquet de cavalerie et quelques hommes de l'octroi[2]. Mais le général Acerbi, se fiant entièrement à la perfidie, arrêta ainsi l'ordre de l'assaut : le major Sgarallino et ses compagnies formeraient l'avant-garde; il rencontrerait, à deux kilomètres des murs, les guides envoyés par

(1) Dans la *Nazione* du 28 octobre.

(2) Rapport du colonel Azzanesi.

la Junte, et introduit dans Viterbe, à la faveur des ténèbres, il tomberait sur l'artillerie, et pendant qu'il combattrait les milices, les conspirateurs ouvriraient les portes au gros de l'armée d'Acerbi.

Si ce projet avait pu être réalisé de point en point, il est certain que les défenseurs de Viterbe auraient été soumis à une bien dure épreuve. Que l'on nous passe, en cette occurrence, le proverbe vulgaire, qui dit que l'âne fait un calcul et l'ânier en fait un autre : dans cette affaire, ce proverbe cadre à merveille.

Le chef pontifical de la lieutenance, le colonel Azzanesi, se trouvait, lui aussi, dans le pays et y épiait les démarches tortueuses de l'ennemi, excitant la vigilance de ses officiers, et leur promettant un prompt secours en cas de besoin ; en échange, il en recevait d'utiles avertissements, qui lui apprenaient que Viterbe était le point de mire des mouvements d'Acerbi. Ayant su par l'entremise des éclaireurs, vers quatre heures de l'après-midi, que Celleno avait été inopinément prise et occupée, il ne douta plus du véritable projet de l'ennemi ; en effet, vers le soir, un courrier secret donnait à Monseigneur Santucci, délégué apostolique de Viterbe, des nouvelles positives de la marche de l'ennemi sur la ville. Les Viterbais n'avaient eu aucun soupçon de tout cela, hormis quelques sectaires, qui avaient engagé leurs amis à s'enfermer chez eux avant la nuit. Le commandant Azzanesi lui-même ne pouvait se persuader qu'Acerbi pût avoir l'idée de commencer l'attaque avant le lendemain ; néanmoins, pour plus grande précaution, il ordonna une découverte de seize dragons sur la

route de Celleno; leur mission était de battre les chemins pendant quelque temps, de se tenir aux écoutes pendant une demi-heure, de reconnaître l'ennemi s'il se présentait, et de rétrograder à bride-abattue. En même temps, M. Azzanesi donnait au capitaine De Simonis la mission de prendre position devant la porte Florentine, là où, sur la route de Celleno débouche celle de la Quercia; de soutenir le premier choc des garibaldiens, et de les mettre en retard par une retraite lentement effectuée.

Les cavaliers éclaireurs connurent, à une petite demi-lieue de la ville, la présence de l'ennemi par un : Qui-vive? poussé à une petite distance; l'avant-garde répondit : « Dragons pontificaux. »

Pour toute réponse, ils reçurent une décharge de fusils, partie des abords de la route; tirant alors à l'aveuglette vers l'endroit de l'embuscade, les dragons repartirent ventre à terre. Un cavalier resta mort sur la place, deux autres furent blessés, parmi lesquels le lieutenant Fabiani, mais heureusement avec peu de gravité. Les garibaldiens éprouvèrent aussi des pertes, car le dragon Emile Paltrinieri (un croisé de Modène) avait tiré à brûle-pourpoint. Trompés par les ténèbres, une partie des garibaldiens, crut avoir été surprise, l'autre partie s'imagina qu'elle avait mis en fuite un poste avancé. Mais le courageux Sgarallino les rassura tous sur ce point, et les poussa en avant. Les grenadiers, ayant mis un genou en terre, les attendaient, et à peine eurent-ils la tête de la colonne à portée de fusil, qu'ils la saluèrent par une décharge générale, poussant aussitôt le cri de guerre : « Vive Pie IX ! » De leur côté, les garibal-

diens sonnant l'assaut, quelques pontificaux gravissaient les monticules et les talus, et s'y plaçaient pour soutenir la charge, lorsque M. De Simone, ayant mesuré la profondeur de la colonne assaillante, fit sonner le rappel. On rentra dans la ville et on ferma les portes ; ce faible retard permit à la place, déjà avertie par les dragons, de pourvoir aux moyens de résistance.

Le commandant Azzanesi confia à la garde de l'adjudant-major Zannetti, le fort placé entre les portes Faulle et Florentine, et la porte del Carmine, avec l'étendue des murs qui se trouve entre elles, lui donnant le renfort d'une pièce d'artillerie, placée au bord, derrière la porte Florentine; le reste de l'enceinte, y compris les portes Saint-Pierre, Vérité et Romaine, fut confié au major de gendarmerie Freddi; les autres corps de soldats furent répartis aux postes les plus importants et les moins faciles à défendre ; la place d'armes, la réserve et la deuxième pièce de canon, furent réunies sur la place de la commune, au centre de laquelle se trouvent le palais du délégué apostolique et l'hôtel-de-ville. Les ordres du colonel Azzanesi n'étaient pas encore entièrement exécutés, que déjà les troupes de Sgarallino revenaient avec une terrible fusillade contre la porte Florentine, à la grande frayeur de la ville, qui, jusque là, ne s'attendait à aucun incident de ce genre. Cependant, les grenadiers de M. de Simone avaient escaladé les murailles du pourtour, criant aux armes et faisant vigoureusement feu : les soldats, tant de la caserne que ceux qui étaient répandus dans les environs, gendarmes, zouaves, douaniers arrivaient en

toute hâte pour aider à la défense. Les garibaldiens, vaincus au premier choc, reculèrent, et allèrent se ranger au Pré-Jardin. De là, Sgarallino détacha quelques pelotons pour aller à la recherche du passage que les traîtres avaient promis de lui ouvrir; mais les guides ayant disparu, on ne put le trouver.

Pour surcroît de malheur, le colonel Azzanesi avait embusqué 40 hommes derrière ce côté faible et douteux, et avait établi des patrouilles se correspondant, afin de maintenir communication avec le fort. Ces patrouilles eurent à peine aperçu le signal de l'ennemi, qu'elles se prirent à l'éloigner à coups de fusil, tirant du chemin de ronde, de la prison civile, aidées en cela par la deuxième compagnie des voltigeurs, qui se tenait là en observation. Sur ces entrefaites, le major Sgarallino, avec des forces importantes, renouvelait l'assaut de la porte Florentine. Il avait amené des fagots, du souffre, et de l'essence de térébentine, afin de vaincre par l'incendie; mais le fort était déjà garni pour faire résistance, les musiciens du régiment, eux-mêmes, encouragés par leur bien-aimé et intrépide sergent-major Bellucci, saisissaient les fusils et tiraient en les plaçant sur l'appui des fenêtres, aux meurtrières, aux cantines; quelques-uns d'entre eux, s'emparant des baquets des compagnies et formant la chaîne, répandaient des torrents d'eau sur le bûcher amoncelé devant la porte; d'autres, enfin, montant sur le toit du bureau de l'octroi, tiraient presqu'à bout portant sur les incendiaires. Ce fut ainsi qu'on repoussa par toutes les armes, et tous les moyens possibles, la première surprise, qui

était naturellement la plus périlleuse. L'attaque fut depuis renouvelée, mais elle eut le même résultat.

Les sgaralliniens au désespoir renoncèrent à l'entreprise, et cherchèrent à remporter une victoire plus facile contre le couvent dit du Paradis. Le général Acerbi leur avait déjà donné l'exemple d'un pareil trait de vaillance en prenant un couvent placé non loin de là, nommé le couvent de la Vérité. Ce fut ainsi que le général, aussi bien que son chef de bataillon, se comportèrent, non comme de braves militaires, mais comme de véritables brigands; telle était, ordinairement, la manière d'agir des Acerbiens. C'était de cette position sûre que le vaillant Acerbi poussait avec acharnement ses hommes, bien dignes de lui, à attaquer avec violence la porte de la Vérité, qui se trouvait en face du couvent. Vu sa situation, cette porte ne peut se défendre contre les assauts extérieurs; l'ennemi s'approcha donc en toute sûreté jusqu'au seuil de la porte et tenta furieusement de la soulever au moyen de leviers et de barres de fer, et, ne pouvant l'enfoncer ni même l'ébranler il y accumula des matières inflammables, et y mit le feu. Ceux qui la gardaient à l'intérieur, demandèrent du secours à la place. Le colonel Azzanesi, qui, en ce moment, descendait de la citadelle, y dépêcha au pas de course le lieutenant César Ramarini, avec 15 hommes de sa compagnie. Ils occupèrent les postes adjacents, et la baïonnette au bout du fusil, ils se prirent à attendre avec tant d'impatience, que quelques-uns d'entre eux passèrent les canons de leurs carabines par les trous que l'ennemi avait pratiqués dans la porte. Quelques instants après, survenait le

capitaine Gentili, avec 25 hommes de sa compagnie et d'autres parmi lesquels se trouvaient plusieurs gendarmes et un zouave qui, s'étant trouvé sur le chemin, avait supplié qu'on voulût bien le mener au feu. L'attaque presque inattendue eut pour résultat que partout où l'on entendait un coup de feu accouraient indistinctement des soldats de toutes les armes, qui se trouvaient aux alentours. Tous comprenaient combien une carabine de plus ou de moins pouvait devenir importante dans un moment si périlleux. Le capitaine Gentili se plaça à la rescousse, à une soixantaine de mètres en arrière, c'est-à-dire sur la petite place de la Paix. Le but de M. Azzanesi était de retenir l'ennemi en dehors de la porte, et dans le cas que celui-ci parvînt à forcer l'entrée, de l'écraser dans les rues, au moyen des troupes échelonnées jusqu'à la place centrale, où la pièce à mitraille était prête à faire feu.

En attendant, la porte brûlait enflammée par les combustibles qu'on y avait entassés, répandant des nuages de fumée et des éclairs d'étincelles. Dans l'intérieur, on s'encourageait à tenir ferme, en prononçant des acclamations à Pie IX; au dehors, on entendait la horde assassine, qui poussait des hurlements de bêtes fauves :

— Vive Garibaldi! Vive la République! Viterbais, au secours! Que le peuple sorte de suite! Mort aux prêtres! Mort au Pape!

Ces rugissements redoublèrent et devinrent de plus en plus furibonds, lorsqu'on vit les battants de la grande porte tomber l'un après l'autre et rouler dans le brasier incandescent qui flamboyait à ses

pieds. On eût pensé que l'assaut à l'arme blanche allait devenir imminent et inévitable ; mais l'incendie lui-même opposait à un tel assaut un insurmontable obstacle, et une vigoureuse salve de mousqueterie pontificale, eut bientôt changé les cris guerriers et féroces des garibaldiens en cris de douleur, et les coups de feu continus eurent bientôt balayé le chemin devant la porte.

La fusillade s'étant suspendue quelques instants, on entendit une voix de stentor commander le silence, et crier aux défenseurs :

— Cessez le feu ! Nous avons devant nous une colonne de moines ! Que Monseigneur le Délégué vienne se faire entendre ! Que le colonel Azzanesi vienne aussi ! Que le chef de poste se montre ! N'y en a-t-il donc pas ?

C'est ainsi que quelqu'un parlementait derrière les murailles ; nous ne saurions dire si c'était Acerbi ou le major De Franchis, mais nous pouvons affirmer que c'était un brigand de grand chemin, et non un soldat, qui se servait d'un mensonge et d'un expédient aussi infâme. En effet, on ne tarda pas à entendre des plaintes et des gémissements de religieux, que le général Acerbi (à quels hommes sommes-nous obligé de donner le titre de général en Italie !) avait arrachés aux deux couvents envahis, et ces gémissements étaient poussés par les deux supérieurs. Les vieux et vénérables religieux étaient lancés en avant à force de mots injurieux et outrageants, à travers le feu, pour qu'ils eussent à implorer la reddition de la ville ; et on les menaçaient, s'ils ne réussissaient pas à l'obtenir, de voir massacrer sous leurs yeux

leurs pauvres religieux et ensuite d'assister à l'incendie des deux couvents. Les malheureux supérieurs se rendirent à l'évêché, où ils trouvèrent réunis quelques prêtres et plusieurs citoyens; tremblants et confus, jetant des regards éperdus sur leurs robes à moitié brûlées (c'est ainsi que ceux qui les ont vus nous les ont décrits), ils demandèrent à s'aboucher avec l'évêque. Monseigneur Eustache Gonella, qui est maintenant l'un des plus dignes princes de la sainte Eglise, haussa les épaules et leur répondit que les affaires de la guerre ne regardaient nullement l'autorité spirituelle. Les moines, ne pouvant mieux faire et n'ayant pas la permission de retourner au poste garibaldien, restèrent à Viterbe.

En attendant, le commandant Azzanesi avait donné une réponse convenable; après avoir examiné les portes et reconnu que l'ennemi avait concentré ses forces contre la porte de la Vérité, il envoya à cette porte un deuxième renfort, composé de 30 zouaves, commandés par le lieutenant Lallemand. Avec un secours si puissant, on put tenir tête à l'ennemi et s'occuper en même temps de consolider les premiers retranchements qui avaient été exécutés en grande hâte devant la porte et aux issues latérales. Mais la barricade la plus solide fut, nous devons le dire, la poitrine des Croisés; dès le commencement de l'attaque, et pendant que le colonel Azzanesi encourageait ses hommes à soutenir bravement la lutte, leur assurant que le secours ne tarderait pas, et leur parlant de la barricade qu'on allait bientôt former, ces vaillants jeunes gens, secouant vivement leurs carabines, et s'élançant spontanément devant l'ouverture

de la porte, s'écrièrent : « Colonel, c'est nous qui allons servir de barricade ! »

Mettant un genou en terre, et s'appuyant des deux côtés contre les chambranles, ils ouvrirent une formidable fusillade. Parmi ces invincibles nous nommerons : Joseph Angeletti, Jean Cappucci, Vincent Fornarini, Dominique Margheri, Jean Brecciaroli, Pacifique Césaroni, Marius Cerricoli, Joseph Corsini, ayant à leur tête un jeune romain, le sergent Urbain Smith[1]. Les éloges et les récompenses ne leur manquèrent pas, mais notre devoir est de présenter leurs noms à la postérité, comme ils présentèrent leur poitrine à la mort, en face des nombreux bataillons ennemis. L'impétuosité des assaillants se brisa plusieurs fois contre un obstacle aussi solide : dès que la tête d'une colonne se montrait sur les côtés, (car aucune d'entre elles n'osait paraître en face), elle était accueillie par une décharge générale, et les lignes ennemies reculaient aussitôt hurlant et blasphémant comme des âmes damnées.

Ce fut alors que De Franchis eut de nouveau recours au lâche expédient des moines parlementaires. Il en avait entraîné deux autres au milieu de sa horde, poussant en avant l'un d'eux, qui se trouva être le Père Bonfiglio, de l'Ordre des Servites ; il garda en ôtage l'autre religieux, le mettant sous la griffe du capitaine Clerici, après l'avoir menacé de l'égorger, si dans dix minutes la ville ne se rendait pas. Pour donner une preuve positive qu'ils ne man-

(1) Rapport du colonel Azzanesi ; témoignages verbaux et écrits des assistants.

queraient pas d'accomplir ces menaces, les *généreux* guerriers de De Franchis exécutèrent autour du prisonnier une ronde infernale, s'élançant sur lui pour le tourner en dérision et l'accabler des plus grossières, des plus abominables injures[1]. Pendant ce temps, le pauvre moine messager dépassait le seuil de la porte, presque hors de lui, au milieu du feu et sous une grêle d'outrages; terrifié par la crainte du massacre imminent de tous ses frères, il suppliait les défenseurs d'avoir pitié des pauvres religieux, et de ne pas exaspérer davantage ces cannibales. On ne lui répondit que par un silence absolu, le faisant cependant conduire avec courtoisie, mais aussi avec tenacité, en lieu de sûreté.

Le major De Franchis suivait les péripéties de ce drame derrière les murailles, attendant sans mot dire l'expiration du temps qu'il avait prescrit. Voyant enfin que son ambassade restait sans effet, il donna ordre d'en venir à un troisième assaut définitif et désespéré. On entendait distinctement le commandant au fait de son métier, qui parcourait les rangs, en vociférant :

— Courage, garibaldiens! Vive Garibaldi! Vive

(1) Au sujet des tortures que souffrirent de pauvres religieux, nos documents manuscrits extraits des archives sont parfaitement d'accord avec les relations multipliées des témoins oculaires et les correspondances garibaldiennes déjà citées. Lombard-Martin, panégyriste d'Acerbi, fait aussi le panégyrique de ces lâchetés, et rapporte ses paroles grossières en y ajoutant du sien. Louange bien digne de celui qui la donne et de celui qui la reçoit! Que les étrangers sachent que Jean Acerbi siégeait au Parlement avant ces derniers exploits, et qu'après il y siégeait encore.

la République ! Ne craignez rien : les papalins se sont sauvés !

Il fit sonner la charge, et se mettant à la tête des assaillants, il cria :

— Que ceux qui sont de vrais Italiens me suivent ! Premier, deuxième et troisième bataillon, en avant !

Il s'élance impétueusement contre les pontificaux... le lâche ! Il n'était pas seul : un moine, qu'il tenait devant lui par les deux bras, lui servait de bouclier. A cette infâmie inattendue, les défenseurs restèrent quelques instants immobiles de surprise et d'horreur; le commandement de M. Ramarini, indigné, les remit en mouvement : « Ménagez le moine, mais faites feu ! »

Une formidable décharge suivit ces mots, et à la clarté de ce feu, on vit étendus par terre De Franchis et quelques-uns des plus hardis qui avaient précédé la horde. En même temps, on entendit bon nombre de cris aigus poussés par les blessés, ce qui mit le désordre dans la masse des assaillants, qui reculèrent bientôt et s'arrêtèrent hors de portée.

Les narrateurs garibaldiens disent que, dans cette extrémité, l'entêté Acerbi réclama le secours des bandes sgaralliennes, lesquelles après avoir vainement tenté d'emporter la porte Florentine, se reposaient très-mollement couchées dans le couvent du Paradis. Mais Sgarallino, toujours furieux de n'avoir pas trouvé les portes toutes grandes ouvertes devant sa valeur, ainsi que le drôle Acerbi l'avait promis, refusa « de mener les siens à la boucherie. » Cette réponse hardie devint fameuse, transmise par les

bouches des braves garibaldiens[1]. Mais Jacques Sgarallino repoussa une gloire qui l'eût rendu semblable à Achille, fils de Pélée, lorsque celui-ci, assis sous sa tente, laissait lâchement massacrer les Grecs. Il avoua lui-même qu'il n'était accouru que lorsqu'il avait vu que le cas était désespéré.

« Descendu de cheval, je m'élançais dans ce gouffre de feu (de la porte Vérité), lorsque mes hommes eux-mêmes me retinrent, en me démontrant clairement que j'accomplirais un sacrifice inutile, puisque personne ne me suivait[1] »

Personne ne le suivait! Ce fut peut-être pour cela qu'Acerbi saisit l'occasion d'écrire dans son rapport que ses soldats, à Viterbe, « se battirent de sang froid. »

La fusillade toujours vive des zouaves et de la ligne contribuait puissamment à inspirer le *sang-froid* dont il est ici question, ainsi que les nombreux cadavres qui encombraient la porte incendiée, sans compter les cris des blessés qu'on transportait sur des brancards, au milieu des ténèbres, à l'infirmerie; mais parmi toutes ces causes de refroidissement du sang héroïque des garibaldiens, il faut noter principalement l'admirable effet produit par les deux pièces d'artillerie, qui venaient mettre leur petit mot dans la conversation. Les correspondances garibaldiennes laissent très-visiblement paraître la peur produite par les balles et la mitraille ; quelques-uns des correspondants n'avaient entendu que de loin la voix du canon, mais quelques autres aussi l'avaient

(1) L'*Opinione nationale,* 31 octobre.

(2) Lettre de Jacques Sgarallino, dans la *Nazione* du 12 novembre 1867.

entendu gronder d'assez près, et les uns et les autres en gardaient parfaitement le cruel souvenir. Voici maintenant l'effet que l'artillerie produisit dans cette affaire. Le colonel Azzanesi, en inspectant les défenses, avait ordonné de renforcer les barricades, et ce travail fut confié à des officiers qui connaissaient parfaitement la ville, M. Savini de Viterbe, et M. Pfiffer de Rome. Pendant que ces messieurs y travaillaient, aidés par les soldats, mettant en travers des rues chariots et voitures, le maréchal-des-logis de gendarmerie, M. Spalazzi, eut tout à coup une inspiration singulière : il se mit à donner à pleine voix des ordres foudroyants à un parc d'artillerie imaginaire.

— En avant la pièce rayée ! Attention ! A la grosse pièce ! Artilleurs, servants, pointeurs, à vos places ! Courage ! En avant ! Chargez à mitraille ! Feu !

Il continuait à énumérer une longue suite de commandements, de dégager la pièce, de la diriger, de la soutenir, de la pointer en batterie. Le silence solennel qui laissait dominer les cris du sous-officier, le bruit confus et continu du roulement des chariots, et surtout la voix tonnante du brave Spalazzi, produisirent à merveille l'effet de toute une section d'artillerie vomissant la mort ; les nombreux groupes de bataille, qui se tenaient encore sur les côtés de la porte disputée, se séparèrent, s'éparpillèrent et finirent par prendre la fuite. Qui pourrait nous croire, si nous disions que ce stratagème comique, mêlé au tragique de la fusillade, suscita parmi les défenseurs une gaité frénétique ? Mais tous ceux qui connaissent par expérience les mœurs militaires, n'en seront pas

surpris. Dans cette circonstance, la joie d'avoir émoussé l'audace garibaldienne avait une grande part dans l'allégresse provoquée par cette scène, et la vue de la terreur panique, répandue parmi les bataillons qui étaient venus pendant la nuit surprendre la ville, mettait le comble à cette gaîté; tous avaient la conscience d'avoir accompli noblement leur devoir. Viterbe était délivrée.

Pendant l'attaque, dont le bruit, de moment en moment, assourdissait la ville, les bourgeois, accablés par une angoisse inexprimable, en attendaient l'issue avec impatience et inquiétude, priant avec ferveur pour le salut de leur patrie. Si le bruit répandu par les garibaldiens et par leurs historiens avait été véridique, bruit qui affirmait que le peuple de Viterbe attendait avec anxiété le moment favorable pour prendre les soldats pontificaux par derrière, il est certain que ce peuple n'eût jamais pu trouver une meilleure occasion de saisir la balle au bond, car le plus petit mouvement populaire eût mis la ville aux mains de l'ennemi. Or, les Catilina tant vantés n'existaient pas, ou, s'ils existaient, ils n'étaient que l'écume des lâches; ce qu'il y a de sûr, c'est qu'ils ne donnèrent aucun signe de vie, et on n'eut d'autre vent d'eux que ceci. Pendant que le lieutenant Belpasso accourait seul et sans armes vers la porte Florentine, il crut apercevoir quelques laides figures (peut-être d'étrangers), qui cherchaient à le devancer; lorsque le lieutenant se trouva face à face avec eux, il fit semblant de chercher dans sa poitrine une arme (qu'il n'avait pas), et tout aussitôt le chemin se trouva libre devant lui. Les deux cents

braves du comité, s'ils avaient existé, auraient pu se débarrasser très-facilement du commandant de la défense, puisque le colonel Azzanesi, pendant les six heures que dura le conflit, fut toujours très-visible pour tout le monde, à cheval, sur la place d'armes : il recevait des rapports, donnait des ordres, et, à chaque instant, il se portait aux postes les plus périlleux, pour surveiller et stimuler ses soldats, suivi par un officier d'état-major et par deux dragons d'ordonnance. Au bruit de son cheval, les habitants, loin de se montrer hostiles, accouraient avec anxiété et saluaient le colonel :

— Bravo, colonel ! Qu'y a-t-il de nouveau ?

Il leur répondait :

— Courage, tout va bien.

Ensuite il passait outre. Egalement, lorsque les patrouilles parcouraient les rues, se portant aux endroits où la fusillade se montrait plus vive, les bourgeois les accompagnaient de leurs applaudissements et de leurs cris d'encouragement. Les divers monastères de religieuses attenant aux murailles, du côté de l'assaut, éprouvaient des transes mortelles, et plus que les autres, les pauvres petites religieuses de Sainte-Rose, lorsqu'elles s'aperçurent qu'on cherchait à escalader leur jardin, crurent qu'elles allaient tomber entre les mains des Sarrasins, et coururent toutes à la fois, versant des larmes et priant, au tombeau de la sainte patronne de Viterbe. L'escalade ne fut qu'une fausse terreur. Tout le monde se sentait rassuré et consolé à la vue du commandant Azzanesi, toujours vigilant, tranquille et confiant, sachant discerner les fausses attaques des vraies, toujours

présent là où il y avait du danger et encourageant chacun de la parole et du geste.

Au reste, le courage ne faillit à personne, et s'il y eut excès, ce ne fut qu'excès de hardiesse. L'officier Ramarini, gloire de sa patrie à Monte-Rotondo, qui fit soigneusement enregistrer les noms de ses braves enfants qui s'illustrèrent, barricade vivante, n'a pas dit qu'il s'était élancé d'abord à la porte de la Vérité avec huit hommes seulement, et que, dans les moments les plus terribles, il encourageait les siens, tout en se serrant avec eux en masse compacte et plaçant son épée au milieu de leurs baïonnettes[1].

(1) Au reste, l'audace militaire est le mérite propre et déjà ancien de l'intrépide Ramarini, vétéran de Castelfidardo, où ses hauts faits le firent nommer officier sur le champ de bataille, par le général de Pimodan. Dans la première affaire d'Acquapendente, dont nous avons parlé, pendant que les officiers dînaient, il apprit qu'une bande garibaldienne était dans les alentours. On ne voyait pas comment on pourrait la rejoindre, car les troupes était mortellement fatiguées et exténuées. M. Ramarini demande la permission de choisir quelques hommes de bonne volonté; il s'adresse aux siens, qui étaient au nombre de 25, et tous, ils s'écrient : « Nous y allons! » excepté deux qui étaient brisés et tout à fait hors d'état de marcher. Avec eux, il s'élance sur les traces des fugitifs; à moitié chemin, les soldats désespèrent d'atteindre les garibaldiens; il commande : « Marchez lentement, mais serrés; je vais les rattrapper. » Il enfourche un roussin, sans écouter ni les conseils ni les prières; arrivé en vue de la bande, il parlemente, il l'effraie, en affirmant qu'on ne lui fera pas quartier, et il l'oblige à déposer immédiatement les armes, et à se rendre prisonnière. Le peloton arrive à temps, et voyant son officier entouré par 16 garibaldiens, il se met en devoir de le délivrer en faisant une charge à la baïonnette, mais, voyant les faisceaux d'armes rendues, n'en croyant pas leurs yeux, les soldats éclatent en acclamations envers leur lieutenant, ils l'entourent et baisent ses mains et son épée. Se voyant prisonniers de 23 hommes, les garibaldiens étaient terrifiés et immobiles. On les plaça entre

A ses côtés, le lieutenant Lallemand s'exposait avec tant d'audace aux coups de fusil, que son camarade fut obligé de le supplier de prendre garde à lui. Un jeune liégeois, le zouave Arthur Justin, s'élançait hors des rangs à chaque instant, et M. Ramarini se vit forcé de l'arrêter de la voix et de sa main, mais il ne put l'empêcher de tomber avec impétuosité sur De Franchis ; il tira sur lui, à brûle-pourpoint, et des deux balles qui le jetèrent sur le sol dont il ne put se relever vivant, l'une fut attribuée à la gloire de Justin, auquel on laissa prendre, à sa grande joie, la coiffure du mort, comme trophée de la victoire, et plus tard le jeune belge reçut une médaille d'or. Sous le feu, on vit sortir, par la porte assiégée, le maréchal-des-logis Spalazzi (qui est aujourd'hui officier) et le gendarme Maiolini, qui allèrent pieusement recueillir le pauvre religieux malheureusement blessé en même temps que De Franchis. Bref, chez tous ces braves, l'amour de la gloire surpassait de beaucoup celui de la vie ; ce fut cet amour de la gloire qui sauva la ville.

Personne ne s'attendra à voir figurer, dans ces combats de Viterbe, le ministre des armes, M. le général Kanzler. Pourtant, le ministre y assistait plus en esprit qu'en personne, car au moyen du télégraphe, il voyait de Rome le camp de Viterbe. Rien ne pourrait nous rendre la vive impression de la vérité, mieux que le langage télégraphique, qui

deux rangs de baïonnettes et on les conduisit à Acquapendente, où les camarades applaudirent et envièrent le brave officier. Ce fait et sa bravoure à Viterbe, lui valurent la croix de chevalier de Saint-Grégoire le Grand.

retraçait, aussi facilement que promptement, chaque palpitation particulière de ce fait d'armes[1].

« Liverziani, officier de l'administration à Viterbe, 9 heures, 15 minutes du soir : Nous avons été attaqués à huit heures et un quart, le feu est très-vif. Nous verrons le résultat. Les garibaldiens sont hors la porte Florentine. »

« Azzanesi, 9 heures, 40 minutes. J'ai été attaqué par les six portes de la ville, après qu'une reconnaissance d'infanterie et de cavalerie m'eut annoncé l'approche des garibaldiens. La défense est organisée et jusqu'ici tout marche bien. »

« Ungarelli, commandant d'état-major du ministre à Rome : J'attends du télégraphe des nouvelles ultérieures. »

« Freddi, major de gendarmerie à Viterbe, 10 heures, 15 minutes : Nous nous défendons. La porte de la Vérité est en flammes. On disputera le terrain pouce à pouce. »

« Kanzler, 10 heures, 30 minutes. Comment va l'attaque ? »

« Azzanesi : Je ne puis donner de détails. Le combat continue. Jusqu'ici les garibaldiens sont en dehors des portes. Mais la porte Vérité est incendiée ; je l'ai vu, car j'en viens. La troupe se bat à merveille. J'espère vous donner plus tard de bonnes nouvelles. »

« Kanzler : Connaît-on à peu près la force numérique de l'ennemi ? »

« Azzanesi : Non, mais on le croit nombreux, soit

(1) Nous recueillons ces télégrammes dans les documents manuscrits des archives, supprimant les redites.

par le feu, soit par les cris qu'on entend, et plus encore, pour nous avoir attaqué en même temps sur six points. Il manque trois dragons de ceux envoyés à la reconnaissance; on les croit morts ou blessés, car leurs chevaux sont rentrés sans eux. Une pièce d'artillerie est placée sur la place du Délégué, en cas d'extrême besoin. »

Ici le colonel Azzanesi est appelé pour donner des ordres urgents.

« Kanzler : Le feu continue-t-il? »

« Télégraphiste : Continu, intense et étendu. On entend toujours les cris des soldats. »

« Kanzler : Entend-on le bruit de l'artillerie? »

« Télégraphiste : Non; l'un des canons est ici sur la place, les autres (*il n'y en avait qu'un*) à la citadelle. »

« Azzanesi : Les garibaldiens, qui ont mis le feu à la porte Vérité, demandent à entrer, sinon ils brûleront le couvent. La porte est bien gardée et je suis sûr qu'ils n'entreront pas. Le feu cesse sur toute la ligne, à onze heures. Nous verrons la suite des événements. »

« Kanzler : A-t-on eu des pertes? »

« Azzanesi : Jusqu'ici, deux dragons envoyés en reconnaissance. »

« Kanzler : A-t-on bien battu l'ennemi?

« Azzanesi : Je le crois. Il stationne encore aux portes Florentine et Vérité. »

« Télégraphiste : Le colonel a dû partir. On continue à entendre le feu. »

« Kanzler : De quel côté? »

« Télégraphiste : Vers les portes Romaine et Vé-

rité. Il est venu se réfugier au bureau un pauvre moine, qui s'est enfui du couvent, et qui est entré à Viterbe par la porte incendiée ; il dit qu'ils sont entrés dans son couvent, situé tout en face de la porte Vérité, et qui garde la route directe. 11 heures, 20 minutes. »

« Kanzler : Demander au moine à combien il pense que puissent être les ennemis près de la porte Vérité ? »

« Télégraphiste : Le moine répond qu'il en a vu beaucoup, mais que les ténèbres l'ont empêché de pouvoir évaluer leur nombre. »

« Kanzler : Y en avait-il quelques-uns en uniforme ? »

« Télégraphiste : Non, ils n'avaient que le bonnet rouge. Mais il ajoute qu'il ne saurait rien dire d'autre, car il croit n'être entré en ville, à travers la fusillade, que par miracle. Il est parti chez l'évêque. »

« Liverziani, minuit : La porte incendiée est tombée. L'ennemi a tiré sur nous sans nous faire beaucoup de mal. Le feu cesse de nouveau. Les moines de la Vérité hors des portes sont tenus en otage ; l'un d'eux est entré dans Viterbe, blessé d'un coup de feu à la cuisse, et il m'a dit qu'un major garibaldien avait été tué avec beaucoup d'autres. Je ne sache pas que nous ayons eu des blessés, excepté le lieutenant Fabiani, légèrement blessé à la main et un dragon frappé à la tête. L'un des trois dragons crus morts est rentré. Rien d'autre pour le moment. »

« Kanzler : Les garibaldiens se sont-ils retirés ? »

« Liverziani : Non, ils sont toujours en dehors de la porte, mais leur feu est suspendu. »

« Kanzler : Pourquoi ne pas employer le canon à la porte incendiée ? »

« Liverziani : On tâche de la barricader, mais on ne peut y porter le canon, car la rue est trop étroite. Le trajet direct est court. »

« Freddi, minuit, quinze minutes : Deux religieux servites sont envoyés en parlementaires pour nous menacer. Nous les retenons. Les troupes vont bien. On se bat vaillamment. »

« Kanzler : Le feu est-il entièrement fini ? »

« Freddi : Oui. »

« Azzanesi, minuit, cinquante-cinq minutes : Pour le moment, le feu est suspendu sur toute la ligne. J'ai commandé un mouvement de l'arrière-garde de l'armée à Montefiascone, pour le point du jour, mouvement que j'achèverai en faisant une sortie par la porte Florentine. La troupe est remplie d'enthousiasme. »

» Azzanesi, 6 heures, 10 minutes du matin : Les garibaldiens sont en pleine retraite vers Téverina. Je fais sortir trois reconnaissances, pour recueillir les morts et les blessés garibaldiens. La ville est tranquille ; les citoyens admirent la fermeté de nos troupes. »

« Azzanesi, 8 heures 20 minutes : Je continue mes télégrammes : Téverina, on laisse cinq morts garibaldiens, parmi lesquels un chef de bataillon, quinze blessés environ et trente-trois prisonniers, beaucoup d'armes, des munitions, des fourniments et des couvertures, toute l'ambulance, des chevaux et des ânes. La ville est parfaitement calme. Les soldats sont dans le plus grand enthousiasme. »

« Kanzler à MM. de Courten, Charette, d'Argy, Pagliucchi, Papi, Berucci, (telégramme circulaire aux commandants) : Les garibaldiens, au nombre de 1500, ont attaqué Viterbe. Ils ont été repoussés avec des pertes graves, après six heures de combat. De Franchis, major des brigands garibaldiens a été tué. »

« Charette, 8 heures, 45 minutes, au ministre : J'ai reçu la dépêche de Viterbe. Bravo ! »

Il nous reste peu de chose à ajouter à cette histoire concise, mais évidente, des événements viterbais. On veilla en armes pendant toute la nuit sur le terrain du combat, les reconnaissances ne partirent pour battre la campagne qu'après l'arrivée du secours de Montefiascone. Ce secours se composait de deux compagnies de la ligne et de deux pièces de campagne, qui venaient à grands pas, dans l'espoir d'attaquer les assiégeants par derrière, comme l'avait ordonné le commandant Azzanesi. Ce renfort vit, non sans éprouver un vif mouvement de contrariété, que l'ennemi avait abandonné les alentours et les portes ; il alla se ranger sur la place de la commune. La ville était en fête et en réjouissance, le peuple se rendait aux églises, pour remercier et bénir Dieu, qui avait daigné le délivrer, et il se pressait devant les autels de la Reine du ciel et au tombeau de sa guerrière concitoyenne, sainte Rose, avec d'autant plus de joie et de satisfaction, qu'il avait été plus accablé par la crainte du danger. Quant aux soldats, ils imaginèrent une démonstration d'allégresse, qui renfermait une pointe de moquerie au sujet de quelques gros libéraux, qu'on disait avoir vu rôder par

la ville; à cet effet, ils ornèrent leurs coiffures de petites plumes blanches et jaunes et de cocardes papistes, improvisées pour cet usage. Au milieu de ces réjouissances, on voyait arriver, *honteux et confus*, des groupes de garibaldiens, pris dans les reconnaissances; dans une seule recherche faite au casino Spreca-Costaguti, on en avait surpris une trentaine.

Aucun de leurs morts ne put être reconnu, excepté l'infortuné De Franchis; infortuné, oui, parce qu'il était un sectaire fameux, et un grand enrôleur de sectaires; malheureux, parce que, tout récemment sorti des rangs d'une armée honorable, il se battit à la manière des larrons musulmans. Au moment où il traînait au milieu du feu un pauvre vieux prêtre, pour s'en faire un bouclier contre les balles, il avait la lâcheté de le bafouer, en lui disant :

— Nous serons tous les deux martyrs, vous de la Religion, moi de la Patrie.

Le même jour, entrant dans Celleno, le revolver au poing, il demandait, au grand scandale des bourgeois :

— Où sont vos prêtres? Mort à toute cette canaille! Mort au Pape!

Et il vomissait des blasphèmes en véritable énergumène.

Dans la soirée de ce même jour, ce malheureux comparaissait au divin tribunal. A quoi put lui servir, devant le Juge suprême, la médaille des Mille de Marsala? Nous trouvons trois autres morts nommés dans le livre de Lombard-Martin : Dominique Giusti, Ange Milanesi et Joseph Marie. Les autres qu'on ne put reconnaître furent enterrés par

les paysans, dans la campagne; les correspondances garibaldiennes avouent que ces morts étaient en assez grand nombre. On trouva encore, le lendemain matin, quinze blessés. Les pontificaux ne subirent d'autres pertes, en sus de celles dont nous avons parlé, que la blessure du zouave Guillaume Maetz, frappé d'une balle à la main [1]. Malgré cela, Acerbi en fait un massacre considérable dans son Rapport. Ce Rapport nous oblige de compléter l'histoire de la célèbre retraite du très-célèbre *général de l'aile droite.*

Acerbi, le général Jean Acerbi, député au Parlement florentin, commandeur pensionné de l'ordre du Mérite militaire de Savoie (pauvre mérite !), ne sut rien inventer de meilleur que cette manière de retraite, par laquelle chacun *file* de son côté par le chemin le plus proche et le plus court; les tacticiens appellent cette manière-là une retraite excentrique, qui est en usage chez les Patagons. Encore ne la commanda-t-il pas, car elle vint tout spontanément de ceci, que « le général Acerbi abandonna le camp, sans donner la plus petite instruction, sans prendre la plus minime des dispositions. » C'est ainsi que parle son major Sgarallino. Un officier de l'état-major d'Acerbi s'étant permis de contredire et de raconter monts et merveilles des précautions prises par Acerbi, Sgarallino n'en confirma que plus fort son assertion, et appela *menteurs* ses adversaires [2].

(1) Documents manuscrits des archives, 25 et 26 octobre ; rapport du colonel Azzanesi et relations de témoins oculaires.

(2) Voir la *Nazione* du 12 et du 20 novembre 1867.

Qui croire? Il est certain que nous avons sous la main bon nombre de relations provenant de militaires, d'ecclésiastiques, de gentilshommes, qui nous écrivent de Viterbe, affirmant que le *grand* Acerbi s'est tenu longtemps caché dans la cave du couvent du Paradis, après le combat; il n'en avait presque pas bougé tant que dura la fusillade. Nous avons d'autres renseignements qui nous sont parvenus de Grotte-santo-Stefano, d'une personne qui le vit se sauver à franc étrier vers Orvieto, ne s'arrêtant en chemin que devant certaines cabanes de bergers, pour apaiser les cris de son estomac affamé, au moyen de nous ne savons combien de tartes de maïs.

Une bande était conduite par le major Bedeschini vers Montefiascone[1]; une autre bande, menée par le colonel Tolazzi, fuyait dans une direction tout opposée, vers Soriano[2]; une troisième bande, commandée par le citoyen Grugnardi, était reçue à coups de fusil, près de Bagnorea[3], par les zouaves et par les gendarmes.

Il faut pourtant dire, pour être vrai, qu'une grosse horde arriva à Grotte. A la première heure du jour, on y vit paraître des fuyards par compagnies, par pelotons, par masses agglomérées, qui continuèrent à défiler pendant toute la matinée. Ils entraient tout épouvantés, car ils craignaient continuellement d'être poursuivis; ils étaient affamés, confus et honteux. Quelques-uns de ces pauvres gens demandaient aide

(1) Correspondances garibaldiennes du 25 octobre. *ibid.*, nº du 28 octobre.

(2) *Ibid.*, 29 octobre; docum. manusc. des archives, 25 octobre.

(3) *Ibid.*, 28 octobre; docum. man. des arch., 25 et 26 octobre.

et secours avec politesse, mais il y en avait d'autres qui s'élançaient comme des furies (dit un témoin oculaire) et c'étaient particulièrement les camarades du fameux Natali, surnommé la Rage. Plusieurs maisons de riches bourgeois du pays et plusieurs autres maisons de cultivateurs et de paysans furent pillées; on frappa brutalement des prêtres, on insulta grossièrement des femmes et des jeunes filles; en un mot, tout fut fait selon les *louables* habitudes des héroïques soldats de cet Acerbi, qui avait, en qualité de gentilshommes, dans son état-major, des chefs de bandes d'assassins fort connus dans tout le territoire viterbais. A Grotte, il y eut une grande séparation : les uns s'en allèrent vers le Tibre, pour se donner au *grand* Garibaldi; les autres revinrent à Torre-Alfina, pour y demander des nouvelles du général Acerbi; d'autres enfin, éparpillés et errants dans la campagne, suppliaient les paysans de vouloir bien leur céder des costumes campagnards, leur offrant en retour leurs fusils et leurs chemises rouges[1].

Une preuve si éclatante de bravoure chevaleresque et de science militaire, offerte par le général Acerbi au vu et au su d'un aussi grand nombre de témoins, ne l'empêcha pas de conserver ses nobles habitudes de vantardise et de forfanterie. Il fit écrire par messieurs ses secrétaires, qu'il fallait mettre toutes ses mésaventures sur le compte et sur le dos de la stupidité des Viterbais, qui avaient commis la sottise de ne pas lui ouvrir à deux battants les portes de

(1) Documents manuscrits des archives, 26 octobre.

leur ville, et ajouter que si ces mêmes Viterbais lui avaient ouvert leurs portes, il y serait entré sans le moindre doute, car il en avait une très-grande, une furieuse envie, et que ses *vaillants* héros se couchaient sur le sol et mettaient leurs oreilles contre terre, avec l'espoir et le désir anxieux d'entendre une bonne fois enfin l'agréable son du tocsin; mais ces malheureuses cloches restèrent toujours muettes[1]!

Il ajouta à ceci, et de sa propre main, bon nombre d'autres *très-nobles* mensonges, dans son Rapport au généralissime Garibaldi. Il dit, dans ce Rapport, avoir fait subir *des pertes très-graves et considérables* à la garnison viterbaise; il assure *qu'il avait pénétré dans Viterbe*, et *qu'il aurait pu occuper la ville*, s'il n'avait craint de s'y trouver sans munitions, par la suite; il ajoute que l'attaque de Viterbe contribua *à forcer les pontificaux de se concentrer sur Rome!* Messieurs Guerzoni et Lombard-Martin accueillirent ces sottises mensongères à plumes que veux-tu, comme de bienfaisantes rosées du ciel; il nous semble que de semblables raisons, de tels rapports, des généraux pareils, des historiographes de cette espèce seraient un véritable trésor pour des théâtres de marionnettes, s'ils ne coûtaient pas à l'Italie une aussi forte somme d'argent, tant de honte et tant de sang.

La vérité est que, le soir du jour qui suivit l'assaut de Viterbe, le lieutenant de la province, Azzanesi, put envoyer au ministre des armes une dépêche télégraphique ainsi conçue : « La province est tran-

(1) Correspondance garibaldienne dans la *Nazione* du 31 octobre.

quille, Viterbe est dans un calme parfait. Pour le moment, toute la frontière est libre. »

Et le ministre, après en avoir communiqué la nouvelle au Vatican, répondit au lieutenant de la province : « Le Saint-Père est très-content de la belle résistance de la nuit dernière; il vous bénit et il bénit vos vaillants soldats[1]. »

Tous ces heureux succès dans cette province du Viterbais, à Canino, à Ischia, à Valentano, à Bagnorea, à San-Laurenzo, à Orte, à Farnèse, à Borghetto, à Viterbe, rendirent d'autant plus amer à la garnison l'ordre, qui survint peu de temps après, d'abandonner la province. Mais cet ordre était impérieusement commandé par les conditions politiques et militaires de Rome.

Il est maintenant opportun de retracer les derniers événements de la campagne romano-garibaldienne, et de mettre par là un terme à notre histoire et aux scènes historiques, que nous avons rapportées avec trop de détails.

LXIII. — INSURRECTION DE ROME PENDANT LA JOURNÉE DU 22 OCTOBRE.

Nous avons décrit, au commencement de cette histoire, la position politique et militaire de Rome, durant les quinze derniers jours d'Octobre, mais

(1) Documents manuscrits des archives, 26 octobre.

nous ne l'avons fait qu'à grands traits[1]; aussi parlerons-nous bientôt de ce qui se rapporte aux derniers jours de la lutte; et le rappel des troupes des provinces, les vives agitations du secours français, promis, différé, ordonné, retardé, discuté, suspendu, envoyé et enfin arrivé, nous fourniront l'occasion de retracer dans un discours rapide toutes les raisons d'Etat. Pour le moment, ne nous occupons que des événements de la métropole, et commençons par la soi-disant insurrection romaine du 22 Octobre, qui a eu beaucoup moins d'importance par elle-même qu'elle n'a eu d'effet dans la série des événements.

Les viles intrigues du comité national, (*comité prétendu romain*), ayant échoué, grâce à l'inébranlable fermeté des citoyens contre les émeutiers étrangers; et, pour le même motif, la Junte insurrectionnelle et le faux comité d'insurrection, formé de la réunion du comité et de la Junte, étant devenus impuissants, les chefs de la secte à Florence s'imaginèrent qu'il fallait confier le soulèvement de Rome à des sicaires plus avisés et plus hardis. Louis Castellazzo, de Pavie, fut le premier que le ministre du Gouvernement italien envoya à cet effet, avec l'assentiment de Garibalbi (d'autres prétendent que cet homme était un mandataire d'Acerbi; cela reviendrait au même), avec les pleins pouvoirs nécessaires pour ourdir et susciter l'insurrection contre le Saint-Père[2]. Il arriva le 7 septembre,

(1) Voir pour cela le chapitre XIX, *Trames du gouvernement italien dans Rome.*

(2) *Procès Bossi, Monti, Tognetti*, etc., pages 20, 81, etc.

mais étudiant son œuvre avec plus de méchanceté que de précaution, il fut pris par la police dans la journée du 11 Octobre. Depuis le 21 Septembre, lui avait succédé François Cucchi de Bergame, député au Parlement de Florence. Cet homme prit le titre de général de l'insurrection : Rattazzi lui avait confié l'administration des finances et lui avait donné permission pleine et entière d'exécuter n'importe quel méfait[1]. Autour du général Cucchi gravitaient plusieurs autres brigands de la haute volée : le député Joseph Guerzoni, Jules Silvestri, officier de l'armée italienne, Joseph Ansiglioni, officier garibaldien, l'architecte Joseph Bossi, Joseph Perfetti, Jules Aiani, Joseph Piatti, et quelques autres gros bonnets, étrangers en partie et en partie félons domestiques. Sous leurs ordres marchaient des satellites de basse extraction, parmi lesquels les plus célèbres furent Monti et Tognetti, parce qu'ils ont laissé leurs têtes sur le gibet[2].

Avant tout, il s'agissait de se procurer des armes et des combattants ; car, jusque là, les larges appointements mensuels du gouvernement de Florence n'avaient servi qu'à lisser le poil aux malvacées, autrement dits Ricasoliens, et principalement à quelques avocats romains, fanfarons et rien de plus. Cucchi s'occupa donc de réunir les enrôlés dans les fameuses bandes du comité national, lesquelles n'étaient au très-grand complet que les jours

(1) Guerzoni, *Nuova Antol.*, mars 1868, p. 547. *Procès Bossi, Monti, Tognetti*, pag. 7, 40, 81, etc. *Procès Aiani*, page 44.

(2) *Procès Bossi*, etc., p. 24, 27, 38, 49, etc. *Procès Aiani*, p. 9.

de solde. Il les grossit au moyen des sicaires de la Junte insurrectionelle et de tout ce qui pouvait exister de plus infime, de plus vil parmi la boue des sectes, et qui avait été déjà soudoyé; il y ajouta des pelotons de novices ramassés à la hâte dans la plèbe vicieuse, piliers de taverne, faillis, désœuvrés, gens de mauvaises mœurs, résidus des prisons et des bagnes. En dépit de tout cela, il restait tant de vides dans les rangs, qu'il fallût forcément recourir, pour les rendre un peu plus compacts, aux Garibaldiens toscans, napolitains, lombards et piémontais; les procès qui eurent lieu par suite des événements de l'émeute, démontrèrent clairement qu'on ne put réunir que quelques centaines de Romains. Mais ce petit nombre d'hommes comptait pour beaucoup, car ils recevaient les étrangers dans leurs demeures, et ceux-ci y arrivaient par petits groupes isolés, munis de passe-ports valables. Au moyen de tous ces artifices, Cucchi crut pouvoir réunir, vers le milieu d'Octobre, huit bataillons prêts à descendre dans les rues et sur les places, formant chacun un effectif de trois cents brigands environ, que nous pouvons à bon droit appeler *bêtes féroces*, ainsi qu'un de leurs chefs, Jules Aiani, les nommait gracieusement, croyant les flatter. On peut croire, toutefois, que si l'insurrection avait pu prendre pied, ce nombre aurait grandi, comme il arrive dans les multitudes, à l'aide des corbeaux, toujours avides de se jeter sur la proie; mais pour cette tentative, où l'on ne recherchait que des aigles habiles au combat, pas même tous les soudoyés n'en voulurent courir les risques. Donc, les vantardises des trois

mille, des huit mille conjurés romains tombent d'emblée et toutes seules, dans le plus grand ridicule; nous n'avons pas besoin de prendre la peine de les réfuter[1].

Quant aux armes, ne tenant compte et n'en jugeant que par celles qui tombèrent dans les mains du gouvernement pontifical, ils en avaient assez : des pistolets, des revolvers, de la fabrique de Brescia spécialement, et à l'usage de la cavalerie, des tromblons, bons pour les voleurs de grand-chemin, des cassetêtes dignes des sauvages cannibales, des lances, des couteaux, des haches, des stylets, un grand nombre de couteaux à ressort, et une grande quantité d'engins pour enfoncer les portes. Ils possédaient de véritables montagnes de bombes orsiniennes : si l'on en croit le dire d'un sicaire, le nombre seulement de ces bombes, destinées à l'attaque du casino militaire, était de 364. L'arme choisie pour la lutte nocturne était une hache emmanchée dans une longue perche, à deux tranchants, surmontée d'un piton carré et d'une dent à ressort, où l'on pouvait fixer une longue lame de poignard; on trouva près d'un millier de ces armes. C'étaient là les *mille hallebardes* que le comité malvacée avait procurées, au moyen des 10,000 francs mensuels que M. La Marmora lui payait fidèlement, ainsi que Messieurs Ricasoli et Rattazzi, comme le prouvent les Rapports du comité d'insurrection. M. Menabrea ne fut pas moins géné-

(1) *Procès Bossi, Monti,* etc., pages 22, 48, 50, 52, 64, 76, 131, 221, etc. *Procès Aiani,* spécialement aux pages 43 et 44. *Procès Acquaroni,* passim. *Rapport du comité d'insurrection. Gazette d'Italie,* du 7 décembre, 1867.

reux envers les chevaliers garibaldiens. Ces sortes d'armes étaient spécialement fabriquées à Spoleto; et nous nous souvenons d'avoir lu, dans les archives romaines, les noms et prénoms de l'infâme fabricant; on introduisait ces haches par petites parties et avec mille moyens frauduleux; on les distribuait sur plusieurs points de la ville. Le principal dépôt de 600 haches et de 750 poignards fut découvert dans la rue de Saint-Jean-des-Florentins, où l'on croit que ces armes arrivèrent nuitamment par le Tibre. En outre, et vers la fin, Cucchi obtint du gouvernement italien une masse de 800 fusils militaires munis de baïonnettes, qui partirent sur une tartane du port de la Spezia, et, remontant le Tibre par Fiumicino, furent déposés aux approches de la ville, hors la porte Saint-Paul; mais jamais ces misérables ne parvinrent à en introduire dans la ville plus d'une centaine environ[1].

Le comité d'insurrection comptait bien plus sur ses projets d'une perfidie raffinée, que sur ces armes de brigands; car il ne connaissait que trop bien la loyauté du peuple et la fermeté des soldats du Saint-Père. A cet effet et pour ces causes, Castellazzo et Cucchi employèrent leurs soins les plus ardents aux travaux des mines; l'ingénieur Bossi, Ansiglioni et Silvestri en étaient les opérateurs principaux. Monti, Tognetti et d'autres encore y employaient leur savoir-faire. La première idée

(1) *Procès Acquaroni*, p. 35-42. *Procès Aiani*, p. 9. *Rapport du comité d'insurrection.* Guerzoni, *Nuova Antol.* mars 1868, page 544. *Gazette d'Italie*, 7 décembre 1868.

avait été celle de faire sauter toutes les mines à la fois, si la chose était possible[1]; mais comme on n'aurait pas eu le temps nécessaire, on prit pour but les logements les plus populeux, et avant tous les autres ceux occupés par les troupes étrangères. On explora les quartiers des zouaves à Saint-Augustin, aux Zoccolette, à Saint-Callixte et au palais Serristori, où se trouvaient trois compagnies et l'état-major du régiment; on en fit autant pour la caserne principale de la légion franco-romaine à Cimarra, où étaient logées quatre compagnies, et pour celle des carabiniers étrangers, à Sainte-Marie-Majeure. On avait aussi décidé de miner la place de l'Eglise-Neuve, et celle de Monte-Cavallo, pour y enterrer les troupes qui auraient pu y camper par hasard, ou tout au moins pour inspirer de la terreur aux citoyens au moment de l'action. De plus, comme si ces dispositions meurtrières étaient insuffisantes, on a remarqué sur les plans topographiques de cette infâme entreprise qui ont été saisis, plusieurs signes de différentes couleurs, qui indiquaient d'autres points d'attaque destinés à être minés; et parmi ces points, il faut compter la caserne des gendarmes, située à la porte du Peuple, ainsi que tous les postes de gendarmerie, en général; les casernes de Borgo Angelico, entre la porte Angélique, le fort du Château-Saint-Ange et les prisons neuves; la voie et la place de Sora, siége de cinq compagnies de la ligne; le Macao, dépôt de l'artillerie, de la cavalerie et d'autres armes; la Pilotta, où un escadron est logé tout

(1) *Procès Bossi, Monti, Tognetti*, etc., p. 67, 120.

à côté du ministère des armes; le corps-de-garde royal de la place Rusticucci, et enfin (chose horrible rien que d'y penser!) le quartier de la garde suisse, sous les appartements de Pie IX[1]. Et pour qu'il ne nous fût pas possible de douter de cet atroce attentat, les monstres du comité d'insurrection s'en vantèrent à plusieurs reprises, dans leur rapport imprimé et publié.

Dans le Château-Saint-Ange se dressait un obstacle terrible contre les desseins de Cucchi, car le Saint-Père eût trouvé là un refuge, dans les solides bastions, et y eût été défendu à toute outrance, par la petite, mais inébranlable garnison, composée d'une batterie d'artillerie et d'une compagnie de zouaves. Cucchi s'attacha opiniâtrément à l'idée de s'assurer du Château. Il employa à cet effet un sectaire possédant une âme des plus abjectes, mais très-adroit et assez audacieux pour ne reculer devant aucune œuvre si scélérate qu'elle pût être; il s'appelait Philippe Fioretti. Cet homme commença par prodiguer les plus larges, les plus incroyables promesses au nom de Cucchi, de Garibaldi et du gouvernement italien; il joignait à ses promesses l'or dont il avait les mains pleines; il jurait que toute défense serait désormais inutile, vu que, sous peu de jours, l'armée de Victor-Emmanuel allait marcher sur Rome; il fit tant et si bien qu'il parvint enfin à prendre dans ses filets une demi-douzaine de canonniers de la for-

(1) *Procès Bossi*, etc., p. 24, 43, 75, 81, 92, 93, 118, 120, 126, 132. Le nombre et la qualité des troupes, nous les avons trouvés dans les registres du Ministère des armes.

teresse. Après les avoir amenés par ses promesses à faire les premiers pas, il les poussa à aller plus loin par des menaces. Le chef de ces traîtres, qui furent les seuls pendant toute la durée de cette guerre, était un certain François Zaffetti. La besogne qu'on lui assigna, ainsi qu'à ses hommes, fut d'enclouer les pièces et d'incendier la poudrière, de massacrer les commandants et d'achever l'œuvre de destruction au moyen des grenades orsiniennes, qui écraseraient la garnison enveloppée dans les ruines. Les clous qu'on devait planter dans les lumières des différentes pièces étaient déjà prêts et mis en lieu sûr, et un bon nombre de bombes étaient préparées. La poudrière menacée contenait 16,000 kilogrammes de poudre environ; si elle avait sauté, les perfides incendiaires eussent été dignement récompensés par les tentateurs bien plus perfides qu'eux, car ils auraient été confondus dans la destruction totale du château. Mais qu'importait la vie de ces hommes au citoyen Cucchi? C'était au contraire, pour lui, un excellent moyen de s'acquitter de ses somptueuses promesses d'honneurs et de trésors, que celui de faire périr ses dupes, et en même temps la garnison serait détruite et la basilique vaticane, ainsi que la demeure du Saint-Père, auraient été puissamment ébranlées, et Rome consternée par les plus atroces horreurs! Que pouvait-on trouver qui fût plus glorieux pour les libérateurs du peuple romain[1]?

Les hyènes sectaires, qui trouvent si doux le sang

(1) *Procès Bossi, Monti, Tognetti*, etc., *passim*, principalement les aveux des coupables, pages 168 et 179

qu'elles boivent à longs traits, loin de frémir à l'idée de pareilles tentatives, se délectaient avec volupté en les méditant, en les analysant et en espérant leur heureux résultat. Nos cheveux se dressent d'horreur, lorsque nous parcourons, dans les relations fiscales, ces manœuvres décrites dans les actes du procès, et dans les dépositions des coupables convaincus, qui dévoilent les atroces combinaisons de ces misérables. Les sicaires de tous les pays se réunissaient, dans l'exécrable dessein de remplir de sang et de ruines la métropole de la chrétienté ; on tenait des assemblées dans des réduits cachés, quelquefois même dans des maisons de débauche, où des mains hideuses lavaient les taches sanglantes que les coups de poignard avaient faites aux vêtements de ces bandits. C'est là qu'on distribuait le salaire à ces abominables ouvriers, qu'on gourmandait les retardataires, qu'on menaçait du poignard les craintifs et les peureux. D'autres individus faisaient le récit du nombre de dagues, de haches et de stylets qu'ils s'étaient procurés, d'autres comptaient les grenades fulminantes déjà chargées. On prônait hautement les préparatifs de l'extermination, et on parlait, avec une joie de cannibales, des compagnies entières qui se trouveraient ensevelies vivantes sous les décombres fumants de leurs logements, et de la victoire facile qu'on remporterait à grands renforts de bombes orsiniennes sur ceux qui auraient survécu. Ces scélérats parcouraient les souterrains et étudiaient froidement les points sur lesquels ils pourraient entasser la poudre. Bossi rugissait de douleur et de regret à la pensée que le temps ne lui

permettrait pas de faire sauter toutes les casernes, réjouissant par là ses concitoyens au moyen de trente volcans en éruption. Joseph Ansiglioni travaillait de ses propres mains aux engins de massacre, et parlant d'une mine qui devait éclater sous un poste militaire peu nombreux, il s'écria :

— Je suis fâché, très-fâché qu'ils soient en si petit nombre !

Des paroles si atroces réveillaient de temps à autres des velléités de pitié chez l'assassin Monti lui-même, qui refusait d'y participer, pensant au grand nombre de familles innocentes qui se trouveraient enveloppées dans l'épouvantable catastrophe ; mais l'impitoyable sectaire lui répondait :

— Cela ne fait rien ; il suffit qu'on parvienne à inspirer une belle et bonne peur !

Pourtant cet Ansiglioni est né à Rome !... Tant il est vrai que le carbonaro italien abjure sa patrie et ne connaît plus d'autre lien social que la chaîne de la loge qui fait de lui un vil esclave. Ansiglioni et deux autres félons, César Perfetti et Joseph Silvestri, suppliaient Monti de consommer l'affreux crime, « afin, disaient-ils, de rendre un véritable service à la patrie ; » et après l'assassinat, ils bénissaient ses mains :

— Bravo, Joson ; tu seras largement récompensé !

François Cucchi « complimentait et félicitait Monti sur son heureuse réussite à la caserne Serristori, compliments et félicitations transmissibles à qui avait dirigé l'entreprise et à qui l'avait exécutée[1]. »

(1) *Procès Bossi*, etc., *passim*, surtout aux pages 33, 36, 49, 63, 64, 80, 120-128, 159, 200-202.

Ceux qui amoncelaient tant de scélératesses dans la ville du Saint-Père étaient tous des mandataires du gouvernement italien, soldés pour cela par le trésor royal, entretenant une incessante correspondance avec le président du ministère florentin[1], sortant des stalles du parlement, auxquelles, après avoir accompli le crime, ils revinrent tranquillement se rasseoir, pour y entendre prononcer publiquement leurs louanges, par les lèvres éloquentes de Frédéric Menabrea. Dans cette enceinte de prétendus aéropagites, siége François Cucchi, ayant à ses côtés Guerzoni, Bertani, Crispi, Salomone, Fabrizi, Nicotera, Acerbi, Cairoli et Garibaldi. Chacun d'eux, selon le droit des gens et les lois des peuples civilisés, a mérité la corde dix fois, cent fois, et pourtant chacun d'eux moissonne la fleur des plus grands honneurs qu'une nation puisse conférer à ses favoris. Après cela, comment se fait-il que les souverains s'étonnent si l'on s'arme contre eux du poignard, si l'on trame contre eux des conspirations? On ne neutralise pas l'effet du poison de la vipère en la caressant. Qu'ils sachent bien que, par un très-juste jugement de Dieu, là où les citoyens criminels sont comblés de récompenses, où tout sentiment de religion et de morale est foulé aux pieds en plein jour et à la face du soleil, où le droit saint, la pudeur et le bon sens sont vilipendés, il est inutile d'élever des digues contre la barbarie, parce que, tôt ou tard, l'anarchie déborde et la civilisation est submergée. Nous avons déjà vu, et avec

(1) Voir les documents relatifs aux derniers événements, présentés aux chambres italiennes, *passim*.

mépris et colère, tenter contre le Roi de Turin ce que son gouvernement a tenté contre le Roi de Rome, contre le Vicaire de Jésus-Christ.

En attendant, le peuple romain, au nom de qui on complotait la ruine de sa patrie, ignorait tout, et s'ocupait tranquillement de ses affaires et des réjouissances habituelles des Ottobrate; et les villas qui entourent Rome étaient remplies de joyeux visiteurs. On était si loin de désirer la guerre que, pendant qu'on se battait sur la frontière, le Saint-Père put se promener tous les jours dans les rues de la ville, vénéré et béni de la foule; il se trouvait au milieu de son peuple, ce même jour, 22 octobre, quatre-vingts minutes à peu près avant le commencement des soulèvements. Il est bien vrai qu'on entendait, parmi les habitants des faubourgs, des plaintes fréquentes sur ce que le *Buon Governo* laissait errer librement et impunément, en tous lieux, des hommes nouveaux, à la mine sinistre et meurtrière. Nous avons déjà fait remarquer de quelle manière les magistrats veillaient, non sans avoir fait d'heureuses captures[1]. Ajoutons que l'insurrection se trouva plusieurs fois décapitée, pour ainsi dire, par la vigilance de la police, et vit ses filets se démailler pendant qu'elle était en train de les ourdir. Le chevalier Louis Castellazzo, premier chef politique de l'insurrection, fut surpris avec ses écritures et ses plans topographiques et en fut récompensé par douze années de galères; Jean Marangoni, proposé pour être le commandant des

(1) Voir le Chapitre XX : *La police romaine sourde et muette.*

opérations militaires, tint compagnie à Castellazzo; Philippe Lorenzini fut surpris, le 15 octobre, ayant chez lui un bon nombre de bombes orsiniennes, et un fourniment de guerre au grand complet, dont il était le fabricant. Les armes les plus meurtrières, c'est-à-dire les fusils donnés par le gouvernement italien, ne purent jamais passer les portes de la ville; dans une invasion de la police, rue Crescenzi, on faillit prendre d'un seul coup de filet toute la clique principale des émeutiers. Dans la matinée du 21, on mettait la main sur un dépôt de munitions et de quinze drapeaux, dans la ruelle des Espagnols, au n° 32, et un capitaine des conjurés, nommé Michel Bertozzi, tombait au pouvoir du gouvernement avec ses armes, son argent et ses munitions. Enfin, on parvint à découvrir tout un arsenal déposé dans la villa Matteini; et cet arsenal fut mis sous le séquestre, quelques heures seulement avant la distribution des fusils. Quoi encore? On connaissait, depuis quatre jours déjà, les mouvements qui allaient éclater, et le ministre des armes y mettait bon ordre[1], car dans la matinée, on avait la certitude du soulèvement qui devait avoir lieu le soir[2]. Il est certain qu'on eût pu pourvoir mieux et davantage; mais, ce que l'on fit ne fut pourtant pas peu de chose : nous avons vu Palerme, Milan, Vienne, Paris et tant d'autres populeuses métropoles, mises tout à coup à feu et à sang, par suite des rébellions qui couvaient

(1) Communications du ministre au général Zappi, dans les doc. manus. des archives, 17 octobre.

(2) Rapport des opérations des gardes de police. *Procès Bossi, Monti*, etc., p. 38, 39, 46, 49. *Procès Acquaroni*, etc., p. 14, 15, etc.

depuis bien longtemps, presque sous les yeux des magistrats, et en dépit d'un très-grand nombre d'agents secrets dévoués, actifs et largement rétribués.

Il est avéré que les chefs de file garibaldiens conçurent une haute opinion de la police romaine, qui leur inspira une grande crainte. En effet, nous savons que d'abord ces chefs allèrent tranquillement se loger dans les hôtels et les auberges publics, ou chez Bossi, dont la maison est située sur la place Fiammetta; mais lorsqu'ils virent journellement tomber en captivité des satellites plébéiens, et même quelques-uns des chefs, ils conçurent une peur si grande qu'ils ne voulurent plus s'arrêter dans un lieu fixe, et qu'ils changèrent chaque jour de refuge, se cachant souvent dans les lieux les plus infâmes. Là seulement ils pensaient pouvoir tenir en sûreté leurs assemblées, pour y entendre les rapports des sous-chefs et y délibérer sur les machinations nouvelles qu'on croyait devoir entreprendre. En cela, Ansiglioni, Perfetti, Silvestri se montraient tellement timides, qu'un hardi homme du peuple se permit un beau jour de les rembarrer, leur disant que lorsque Cucchi et d'autres sicaires prêts à jouer des mains battaient le pavé des rues, eux, au contraire, « se tenaient cachés dans les maisons au milieu des femmes[1]. »

Si la magistrature du *Buon Governo* ne sommeillait pas, il faut néanmoins avouer que le pouvoir militaire marchait résolûment et énergiquement au but. Il faut ici détailler avec le plus d'exactitude pos-

(1) *Procès Bossi*, etc., p. 49.

sible comment et combien de forces militaires veillèrent, en ces jours désastreux, à la garde de Rome. Certains chroniqueurs garibaldiens comptèrent 9,000 hommes de garnison et plus encore ; d'autres écrivains en comptèrent à peine 2,000 ou un peu plus ; or, voici la vérité telle qu'on la trouve sur les rôles qui sont encore en bon ordre dans le ministère des armes. La garnison se réduisait à cinq compagnies de gendarmes à pied et à un escadron à cheval ; deux batteries d'artillerie ; deux escadrons de dragons ; une compagnie de sapeurs du génie ; 759 baïonnettes entre soldats de la ligne et chasseurs à pied indigènes ; 1138 zouaves ; 398 légionnaires franco-romains ; 781 carabiniers étrangers, et d'autres armes d'une importance moindre. Total : 5,634 hommes. Mais il faut noter que dans ce nombre se trouvent compris environ mille hommes, qui étaient invalides, malades ou infirmiers ; les dépôts des différents corps commençant à peine à se former, les compagnies hors rangs, les bureaux de l'administration militaire, des commandements supérieurs et de la place, le service étendu de la sûreté publique, la garnison fixe du Château Saint-Ange et des autres postes importants, faisaient qu'au moment d'en venir aux mains, Rome, avec son immense étendue, avec ses portes nombreuses et avec 220,000 habitants environ, ne pouvait compter que sur 3,000 hommes, tout au plus, pour faire face à une insurrection.

Personne n'ignore qu'en temps de paix, le service régulier de Rome exige le double au moins des forces énoncées ci-dessus ; que serait-il donc advenu, si un véritable mouvement populaire s'était déclaré à la

fois sur quatre ou cinq points de la ville? Et si, en huit ou dix endroits isolés, on avait occupé en même temps les débouchés, formé des redoutes et fait dresser des barricades par des révoltés armés? Une garnison de 20,000 combattants eût à peine suffi pour soutenir la fortune des armes pontificales. Mais le ministre capitaine-général Kanzler, loin de douter du peuple romain, comptait, au contraire, en toute assurance, sur son inébranlable fidélité. Et il avait grandement raison. Depuis le 16 octobre, la bourgeoisie romaine, enrôlée volontairement dans la garde palatine, montait la grand'garde au Vatican deux fois par semaine, à la place des troupes d'ordonnance. Le Souverain-Pontife se fiait entièrement à ses gardes volontaires, qui étaient presque tous des pères de famille ou des chefs d'usines, et tous de très-honorables citoyens[1]. On a remarqué que le nombre des palatins était toujours plus considérable quand les troubles étaient plus forts; les intérêts de famille, d'emploi, de commerce ou d'affaires, ils laissaient et abandonnaient tout pour veiller à l'intérêt suprême, et prêter leur service à la personne du Saint-Père. Et pourtant, tous ces cœurs généreux savent qu'ils ne recevront d'autre compensation de leurs fatigues, et, au besoin, du sacrifice de leur vie, que celle, bien grande assurément, de l'honneur d'avoir accompli un noble et laborieux devoir librement accepté.

Aussi, le ministre, entièrement sûr du cœur et des

(1) Relation du chevalier Reggiani qui, pendant l'automne de 1867, commandait le bataillon.

sentiments des citoyens, méprisait-il hautement ces bandes ramassées on ne sait trop dans quels abominables lieux, sans foi ni loi, sans amour pour la patrie, sans honneur militaire ; connaissant la valeur de la jeunesse qui se groupait autour de l'étendard pontifical, il estimait que chacun de ses soldats valait bien cinq garibaldiens ; c'était ainsi qu'il évaluait et appréciait les forces dont il pouvait disposer. Toutefois, M. Kanzler était loin de négliger les précautions que l'on prend ordinairement en temps de guerre, et il avait soin de tenir continuellement toute la force armée de la capitale en bon ordre et prête à tout, comme si l'on devait s'attendre à une attaque à chacune des heures du jour et de la nuit. Il répartit les troupes sur toute l'étendue de la ville, de manière à ce que les masses les plus fortes occupassent les points stratégiques. Il partagea toute la partie habitée en trois zônes. La première zône embrassait toute la rive droite du Tibre, qui comprend le Transtévère et la ville Léonine. Dans cette dernière partie, qui contient le Vatican, le Borgo et le Château Saint-Ange, il plaça la base des opérations et le point central de la résistance extrême. Le chef de cette zône était M. Allet, colonel des zouaves ; le lieutenant-colonel Pifferi commandait le fort. Le fleuve et le pont Saint-Ange, dominés par l'artillerie du château, les murailles solides qui bordent les collines vaticanes, la vaillance des soldats, décidés à défendre le Saint-Père jusqu'à la dernière goutte de leur sang, tout cela promettait à tout événement une longue et mémorable résistance. Il est faux, ce que d'autres ont écrit, que le pont Saint-Ange ait été miné ; on

coupa seulement la communication du pont de fer entre la voie Giulia et la caserne Salviati à la Lungara, se contentant d'enlever le plancher du pont. Puisque d'autres ont cherché le moyen de plaisanter avec malice sur les mines imaginaires, qui devaient éclater à l'improviste pour exterminer les citoyens, voici le document qui résume la question :

« Ministère des armes.

» Cabinet du ministre, 22 octobre 1867.

» Au général Zappi.

» La volonté du Saint-Père est qu'aucun des ponts de la ville ne soit miné. Ce qu'on a fait au pont de fer, en face la caserne Salviati, est ratifié.

» KANZLER[1]. »

La seconde zône centrale fut confiée à M. d'Argy, colonel de la légion romaine, avec la surveillance de la place Colonna, Monte-Cavallo, Castro-Pretorio, la place du Peuple et le Monte-Pincio. La troisième zône fut confiée à M. Jeannerat, lieutenant-colonel des carabiniers étrangers, avec le Capitole, le Colisée, les rioni Regola et Monti, jusqu'au Latran et à la porte Saint-Jean. Le colonel Lopez remplissait les fonctions de commandant de place ordinaire; il résidait dans le centre de Rome, au casino militaire; là aussi réglait toutes les dispositions à prendre sur la ville, le général de brigade Zappi, commandant supérieur de la division de Rome. Quant au ministre des armes, en sa qualité de général en chef de l'armée pontificale, tant dans la ville que dans les provinces, aux premiers mou-

(1) Doc. man. des Archives, 22 octobre.

vements qui se manifestèrent sur les frontières, il avait transféré sa demeure au palais du ministère, sur la place Pilotta, et il ne la quitta plus ni jour ni nuit pendant toute la guerre. Là, M. Kanzler, entouré de son état-major, recevait d'heure en heure les renseignements télégraphiques et les rapports des commandants, et nous dirions presque qu'il comptait les pas des troupes qui se mouvaient sur toute la frontière, qu'il ressentait une à une toutes les palpitations de la capitale; il pourvoyait continuellement à tous les besoins, par des instructions, des ordres, et de nouveaux projets. Dans les moments de presse imprévue, ou quand il s'agissait d'expéditions urgentes, il réunissait les officiers supérieurs de Rome, et quelquefois même ceux des provinces. Pendant la deuxième quinzaine d'octobre, ses lettres devinrent très-rares, il ne parlait que par le télégraphe; les dépêches échangées pendant ces jours-là formeraient un fort volume, dans lequel on lirait, avec un plaisir infini, l'histoire entière de la guerre romano-garibaldienne.

Il faut le dire pour rendre hommage à la vérité, M. Kanzler était parfaitement secondé par les employés du télégraphe, par ceux des chemins de fer, et pouvait disposer de tous les autres moyens utiles en ces circonstances. Son infatigable chef d'état-major, le chevalier Ungarelli, était toujours à ses côtés : ce brave officier a été promu au grade de lieutenant-colonel, en récompense de ses mérites, de ses nombreux et loyaux services[1]. Pour ce qui concerne le

(1) Dans les papiers des archives, nous avons très-souvent

gouvernement militaire de la capitale, M. Zappi se tenait toujours sur ses gardes et prêt à prendre les armes ; il renforçait tantôt l'un, tantôt l'autre des corps-de-garde, selon le besoin ; chaque régiment, chaque compagnie recevait de lui un mandat spécial et précis pour le cas où il faudrait commencer instantanément l'attaque, et sur le chemin que l'on devrait suivre, s'il fallait se retrancher sur un poste plus important. Il faisait veiller une compagnie dans les principaux quartiers pour que, si un événement venait à surgir pendant la nuit, on pût trouver sous la main une force armée de 300 hommes, prête à voler sur le champ de bataille. Toutes ces précautions réussirent à former une très-efficace garnison, toujours prête à marcher, qui fut de la plus grande utilité, spécialement dans la nuit du 22 octobre.

Tel était l'état de Rome, lorsqu'un télégramme vint annoncer que Joseph Garibaldi était arrivé à Florence dans la matinée du 20, et qu'il s'y promenait en pleine liberté, parlementant sur les places, bien vu et parfaitement accueilli par le roi. En attendant, la veille au soir, le ministre Rattazzi s'était démis de ses fonctions, personne ne le remplaçait et un désordre artificieux régnait au ministère et dans les affaires. D'autres avis successifs vinrent faire con-

reconnu l'écriture du chevalier; en effet, outre sa charge de chef d'état-major, M. Ungarelli remplaçait fréquemment, dans ses fonctions, le chef du cabinet. Nous rapportons ceci afin de payer une dette de reconnaissance, car c'est lui qui, en sus des documents originaux que M. le ministre avait mis à notre disposition, nous donnait, au besoin, des listes, des notes, des renseignements écrits de sa main, pris dans les registres authentiques.

naître que le *fameux* condottiere était publiquement lancé par Florence contre Rome, et que des flots croissants de soldats, bien mal déguisés sous le sac garibaldien, remplissaient les wagons des convois, allant vers la frontière des Etats-Pontificaux. On ne savait pas alors à Rome que M. Rattazzi continuait à gouverner dans les coulisses, et qu'il avait promis à Garibaldi que, s'il réussissait à tirer soixante coups de fusil seulement sur Rome, l'armée royale passerait la frontière[1] ; mais on pouvait s'en douter par un grand nombre d'indices, et surtout par la contenance des corps de l'armée rangés sur les frontières, n'ayant d'autre devoir à remplir que celui de rendre les honneurs militaires aux grosses bandes qui passaient au milieu d'eux.

D'un autre côté, il était également vrai que l'ambassade française à Rome avait renouvelé, deux jours avant, les promesses les plus formelles d'un secours impérial[2]. En effet, le général de Failly, commandant de l'expédition française, partait pour Toulon le 19, et, à la même heure, l'empereur faisait renouveler sa promesse au Vatican[3]. Mais, en dépit de tout cela, l'escadre restait dans le port, les troupes embarquaient et débarquaient, les télégrammes impériaux négociaient avec Florence, et la France était trompée par la perfidie astucieuse du gouvernement italien, qui ordonnait aux bandes garibaldiennes d'exécuter une retraite simulée des

(1) Lettre de Joseph Garibaldi à ses électeurs de Gallura ; la voir dans la *Civiltà Cattolica*, série VII, vol V, p. 243.

(2) Doc. man des arch., 17 octobre. *Journal de Rome*, etc.

(3) Doc. man. des archives, 19 octobre.

frontières pontificales[1]. Il est à remarquer qu'après le passage du télégramme qui annonçait à Paris la retraite des bandes, les dépêches suivantes furent instantanément interceptées sur toutes les lignes télégraphiques italiennes ; pour faire connaître à l'empereur les nouveaux attentats qui suivirent ce premier mouvement, il fallut recourir à des expédients excessivement difficiles. Mais, malgré tout, on en vint à bout. C'est ainsi que Garibaldi, pendant qu'on se consultait à Paris et qu'à Florence on trahissait, pouvait tomber sur Rome à la tête d'environ 12,000 combattants, déjà rassemblés à Scandriglia et à Corèse ; la frontière n'est qu'à une heure de Rome par le chemin de fer.

Le capitaine-général des armes pontificales, dans une aussi grande extrémité et contre des forces aussi supérieures, n'hésita pas un seul instant. Il renforça Civita-Vecchia, dans l'attente du débarquement toujours espéré, quoique toujours retardé, du secours français ; il groupa toutes les forces des provinces dans Rome, il coupa les voies ferrées à l'armée royale et le passage à Garibaldi, en minant le pont sur l'Aniene ; il disposa la défense tout à la fois contre l'invasion garibaldienne et l'invasion royale, en échelonnant ses troupes d'au-delà de la frontière jusqu'à l'intérieur de Rome, de poste en poste, jusqu'au dernier abri du château Saint-Ange et du Vatican. C'est là qu'on attendrait l'intervention de la France. Il commença à dépêcher ses ordres dans la soirée du 21 ; le lendemain matin, on murait cinq

(1) *Moniteur*, 21 octobre 1867.

portes de la ville, on inondait les fossés du château Saint-Ange, on interceptait le passage sur le pont de fer, et on préparait avec une célérité fiévreuse tout ce qui était nécessaire[1].

Les mesures que l'on prenait contre l'agression extérieure ne mettaient pas le moindre obstacle à la vigilance incessante que nécessitaient les mouvements intérieurs. Une dépêche du ministre donnait avis au général Zappi, comme nous l'avons déjà dit, quatre jours auparavant, de la tentative du 22. Nous y lisons ces paroles formelles :

« Les soirées des 17, 18 et 19 sont indiquées pour l'exécution d'un mouvement révolutionnaire. »

La dépêche continuait, énumérant les mesures à prendre pour paralyser ces mouvements[2]. Le jour de la tentative d'insurrection, les troupes se trouvèrent, comme par enchantement, consignées dans leur quartier, plusieurs heures avant le moment désigné et toutes prêtes à marcher[3] ; tant il est vrai que, tout en n'ayant pas pu connaître les idées stratégiques des séditieux, on pressentait néanmoins l'heure précise du danger.

(1) Voir un grand nombre de télégrammes et d'actes divers, *passim*, dans les documents manuscrits des archives, 21-25 octobre. Notification du directeur de la police, 22 octobre. Rapport général du ministre Kanzler. Un grand nombre d'autres rapports spéciaux d'officiers publics et de citoyens. Nous aussi, nous nous trouvions sur les lieux.

(2) Communication du ministre au général Zappi, dans les documents manuscrits des archives, 17 octobre.

(3) Relation spéciale d'un officier supérieur, et autres rapports dans les documents manuscrits des archives, 22-23 octobre; en outre, Rome entière l'a su.

Pendant que les défenseurs et les agresseurs de Rome se tenaient ainsi face à face, campés dans la même enceinte de murailles, le gouvernement de Florence, qui avait pour guide unique, mais secret, le ministre déchu, M. Rattazzi, comprit la nécessité de ne plus différer le soulèvement. En déchaînant Garibaldi et en lui fournissant des forces imposantes, l'invasion ne pouvait manquer de produire une formidable impression au-dehors; dès-lors, une agitation quelconque à l'intérieur eût rendu l'invasion victorieuse; c'est ainsi que raisonnaient M. Rattazzi et le comité d'action de Florence. On donna donc au général Cucchi l'ordre de s'insurger, n'importe comment, mais tout de suite. Cucchi avait décidé que le mouvement aurait lieu le 27[1], mais, voyant combien il importait de se hâter, il consentit à avancer la besogne. « Cucchi fait savoir que l'invasion aura immanquablement lieu lundi soir. »

C'est ainsi que télégraphiait au secrétariat général du ministère de l'intérieur à Florence, M. Argenti, préfet royal de Terni[2]. Urbain Rattazzi attendait avec impatience le moment où les mines auraient inopinément éclaté, aussi multipliait-il les télégrammes au sieur Mosca, sous-préfet de Rieti.

« Vite, des nouvelles de Rome, si vous en avez! Faites en sorte que le public les apprenne le moins possible. » URBAIN RATTAZZI. »

Peu d'heures après, Rattazzi, furieux, répétait le

(1) *Procès Acquaroni*, etc., p. 14.

(2) Documents relatifs aux derniers événements, présentés aux chambres, p. 149.

télégramme[1]. L'obéissant sous-préfet répondit le jour même :

« Monsieur le ministre de l'intérieur, les Romains ont fixé l'insurrection à demain. J'affirme que les recommandations du télégramme seront observées[2]. »

Rattazzi respira et espéra. Nous ne saurions préciser la cause pour laquelle l'émeute fixée au 21 fut remise au 22. Peut-être bien que toutes les machines n'étaient pas suffisamment graissées? peut-être aussi le général n'avait-il pas eu le temps de faire jouer toutes les ficelles et de les rassembler dans sa main pour le bouquet final? Mais, coûte que coûte, le 22, il prit le mors aux dents et décida la sanglante entreprise.

« Il n'y a pas de temps à perdre; il faut s'insurger aujourd'hui : l'ordre est arrivé! » Ainsi criait l'assassin Borzelli, aide-de-camp de l'assassin Cucchi.

« Mais quoi? pendant le jour? » demandait l'assassin Monti. Et Borzelli ripostait : « De jour ou de nuit, peu importe[3]! »

La rumeur serpentait de tanière en tanière, propagée par les pourvoyeurs de la secte. Cucchi avait, la veille, donné 40,000 francs à titre de salaire aux chefs de section et aux chefs de détachement, petite partie des 3,500,000 francs que le gouvernement de Victor-Emmanuel a dépensés à Rome[4]! Cucchi avait, en même temps, distribué des proclamations insurrectionnelles dans lesquelles il stimulait les popu-

(1) Documents relatifs aux derniers événements, page 150. Les deux télégrammes sont datés du 22. (2) *Ibid.*, page 155.

(3) *Procès Bossi*, etc. Confessions juridiques de Monti, p. 51.

(4) *Procès Bossi*, etc., p. 67 et 68.

lations à mal faire, au nom de la monarchie savoisienne, conservant toutefois la modération nécessaire pour ne pas trop effrayer l'esprit religieux des citoyens.

« Nous respectons, disaient ces proclamations, toutes les croyances religieuses.... Mort à la papauté temporelle! Répondons à l'héroïque appel de nos frères, par le tocsin de la cloche du Capitole.... Quelques heures de résistance, et l'*armée italienne* sera parmi nous[1]. »

Le nom de Garibaldi n'était pas prononcé, car on savait que ce nom était excessivement odieux à la plupart des Romains.

Après avoir payé les sicaires et appelé le peuple aux armes, il ne restait plus qu'à descendre dans la rue. Vers l'heure de midi, Cucchi se trouvait dans une maison de la rue des Crescenzi portant le n° 50, et il y réglait les opérations de la soirée. Des exécuteurs atroces et implacables recevaient ses ordres : Ansiglioni, Silvestri, Perfetti, Ammanniti, Monti, Ange Tognetti et autres; à tout instant, il en arrivait de nouveaux, et surtout « une quantité d'étrangers, venant deux ou trois à la fois; on allait, on venait, on sonnait continuellement à cette porte[2]. »

Voici ces ordres.

Au coup d'une heure de la nuit, plonger la ville dans une profonde obscurité, en coupant les tuyaux

(1) Doc. man. des arch. 22 octobre. *Procès Acquaroni*, p. 22. Nous avons lu une de ces proclamations imprimée qu'on avait détachée de la muraille, dans une rue.

(2) *Procès Bossi*, etc Confessions juridiques de Monti p 51 et 52.

du gaz; un détachement était chargé de ce bel ouvrage[1]. Au même instant, mettre le feu à la mine placée sous la caserne Serristori; l'éclat de la mine servirait de signal au quatrième détachement du Borgo, pour qu'il eût à envahir l'hôpital militaire, à y enlever les armes et à s'élancer sur la caserne en ruine, afin d'accomplir le massacre des zouaves qui pourraient être encore vivants au milieu des décombres.

Pour le deuxième détachement, le signal serait l'explosion des grenades sur la place Colonna; les hommes de ce détachement tomberont sur le Casino et sur les bureaux des commandants, et ils massacreront les officiers, alors à table.

On avait envoyé d'autres bandes à la place Saint-Charles à Catinari, à la Trinité-des-Monts, à la place Montanara, au Campo-Vaccino, à Termini, pour surprendre simultanément les différents postes. Les détachements, nous l'avons dit, étaient au nombre de huit; leurs armes étaient des bombes orsiniennes, et, pour les gens du peuple, peu habitués à se servir des armes à feu, des haches et des hallebardes; pour les bandits expérimentés, des revolvers, des pistolets de calibre et des fusils[2]. Un fort peloton de conjurés bien armés (premier détachement) devait

(1) Mencacci, *La main de Dieu*, etc., vol. II, p. 46. Nous avons de bonnes raisons pour croire que les particularités rapportées par cet historien viennent d'une bonne source. Assurément, l'assaut tenté au gazomètre ne pouvait avoir d'autre but.

(2) *Procès Bossi*, etc., p. 128, 134 et 222. *Procès Alani*, p. 10. Rapport du Comité d'insurrection. Relation garibaldienne, dans la *Gazetta d'Italia* du 7 décembre 1867.

attaquer le Capitole de plusieurs côtés à la fois, enfoncer les portes de la tour et sonner le tocsin ; à ce signal, les groupes des factieux devaient sortir de leurs repaires, traînant après eux le plus grand nombre possible d'hommes du peuple, ouvrir les prisons et se rassembler au centre de la ville. En ce moment, une bande, la plus nombreuse de toutes, devait avoir déjà forcé la porte de Saint-Paul, pris les armes des postes hors des murs, puis, réunie en bon ordre, voler au secours des amis. Une autre bande, qui se trouverait peu éloignée, c'est-à-dire à Ripetta, devait accueillir sur le Tibre la bande Cairoli et recevoir les armes que cette bande apporterait. Avec de semblables renforts, et pendant que la garnison de la ville, surprise, effrayée, se subdiviserait en un si grand nombre de défenses éparpillées, on prendrait d'assaut le palais de la Pilotta, on massacrerait le ministre et l'état-major, et ensuite, partout où on les trouverait, tous les chefs du gouvernement civil. Après quoi, l'insurrection triomphante, renforcée peut-être par une plèbe avide de butin, abattrait avec fureur tout obstacle qui oserait lui résister, et, arrivée au pied du château Saint-Ange, cette glorieuse insurrection verrait sauter en l'air ce château par l'œuvre des traîtres ; et si cela n'arrivait pas, elle resterait au moins en possession de la formidable position du Capitole, et cela suffirait, selon ce qui avait été convenu, pour que les troupes de Victor-Emmanuel débordassent par toutes les frontières.

En attendant, avant l'arrivée des généraux La Marmora et Ricotti (ces messieurs étaient nommé-

ment désignés) avec les bataillons royaux, les tigres sectaires jouiraient doucement des heures hautement promises à son de trombe dans toute l'Italie, c'est-à-dire des heures dont M. La Marmora disait qu'elles auraient fait trembler et frémir d'horreur le monde civilisé[1]; heures fameuses où l'on massacrerait par milliers les prêtres et les citoyens proscrits, heures de saccage universel, de violence, d'ignominie, de désolation; heures dont nous étions menacés par les journaux sectaires et qui étaient honorées du nom de *droit auguste et sévère de la justice... justice inexorable*[2].

Ces heures étaient louées par Garibaldi, car elles verraient *flotter le drapeau de l'Italie sur les sept Collines, et on enverrait alors vers leur maître les noirs suppôts du despotisme*[3]; heures attendues par un chef garibaldien et pendant lesquelles on verrait se renouveler les scènes du 93 français, où on écartellerait, on pendrait, on brûlerait les personnages les plus vénérables de l'Eglise[4]. On avait aussi prescrit l'assaut du Vatican. Les rapports garibaldiens l'avouent. Le Saint-Père serait fait prisonnier....

Notre plume se refuse à tout écrire. Les hyènes seules pourraient nous croire, et nous écrivons pour les hommes.

(1) Lettre politique, dans la *Gazette de Florence* du 29 janv. 1868.

(2) Le *Popolo d'Italia* du 14 octobre.

(3) Paroles de Joseph Garibaldi, imprimées et publiées dans toute l'Italie, portant la date de Caprera, le 8 octobre 1867.

(4) Documents relatifs aux derniers événements, présentés aux chambres de Florence, p. 52. Ici les expressions deviennent si horriblement brutales, et l'on cite des noms si augustes, que nous n'osons pas en rapporter le texte à des lecteurs humains.

Au milieu de semblables horreurs et d'infamies pareilles, Rome deviendrait la proie de Joseph Garibaldi et de Victor-Emmanuel; la France qui, justement hier, avait ajourné au lendemain son intervention armée, ne bougerait plus (M. Rattazzi le jurait jusqu'au dernier moment[1]); et, quand même elle se réveillerait, elle n'arriverait qu'après la besogne faite, et se bornerait à pactiser, pour sauver les apparences et par amour-propre, quelques conditions des moins déshonorantes pour Pie IX ou pour son successeur : Rome était conquise.

Mais Dieu est avec Israël.

LXIV. — L'INSURRECTION DE ROME PENDANT LA NUIT DU 22 OCTOBRE.

A la tombée de la nuit, que les sectaires avaient choisie pour accomplir l'extermination de la capitale du Christianisme, on eût dit que le peuple romain pressentait une calamité imminente. Les rues étaient désertes, les boutiques fermées ou leur porte entrebaillée; les pères de famille se tenaient, inquiets et perplexes, enfermés dans la partie la plus reculée de leur habitation avec leurs enfants et les personnes qu'ils chérissaient, et les femmes

(1) Documents relatifs aux derniers événements, présentés aux chambres de Florence, p. 149. Rapport du comité d'insurrection, *Procès d'Aiani*, p. 30-32.

éprouvaient une crainte et une terreur aveugle. Quoique encouragés par la présence du Saint-Père, qui se montrait journellement dans toutes les rues de Rome, et par la loyauté bien connue des citoyens, ainsi que par la vaillance des troupes qui avaient jusque-là toujours été victorieuses, pourtant les fidèles se sentaient troublés et plusieurs raisons urgentes justifiaient leur anxiété : le nombre des sicaires augmentait à vue d'œil, on ne rencontrait que des étrangers bien reconnaissables par leurs costumes et par les idiomes qu'ils parlaient. La veille déjà, on avait entendu retentir des cris séditieux, poussés par des hommes ivres, et des menaces d'une vengeance prochaine avaient été jetées à la face des soldats que ces misérables rencontraient isolés et sans armes; les journaux ennemis proclamaient hautement la prophétie du soulèvement préparé. Un nuage noir semblait obscurcir l'horizon : on espérait bien voir ce nuage funeste se dissiper, mais, en attendant, chacun éprouvait une sorte de râle suffoquant et croyait voir l'éclair précurseur de la foudre et de la tempête. En outre, plusieurs des principaux citadins (nous en connaissons au moins huit qui peuvent l'attester) avaient reçu avis de se tenir cachés et prêts à se défendre. Dans les bureaux de la sûreté publique, et dans ceux du commandement militaire, on ignorait, il est vrai, les plans de l'insurrection, mais on était certain qu'une tentative d'émeute aurait lieu dans la soirée du 22[1].

(1) Rapports divers de la gendarmerie, dans les docum. manusc. des Archives, des 18 et 22 octobre; *Procès Acquaroni*, p. 11-15.

Les mouvements tumultueux, qui commencèrent à se produire vers sept heures du soir, justifièrent les prévisions. Huit ou dix points furent assaillis simultanément, mais rien ne fut plus horrible que la catastrophe de la caserne Serristori. On voyait déjà, depuis plusieurs heures, des groupes de jeunes gens à l'allure et à la mine de bandits se réunir dans les cabarets, se poster aux débouchés des ruelles et des portes, commencer un va-et-vient précipité et se dire parfois à la dérobée quelques paroles inintelligibles pour ceux des passants qui n'en avaient pas la clef : ces misérables attendaient l'explosion. En ce moment, à l'angle de la caserne où se trouvait une petite chambre dont la porte donnait sur la rue, trois assassins descendaient d'une voiture. Deux d'entre eux portaient un uniforme, peut-être sans en avoir le droit, et le troisième, qui avait le costume bourgeois, était le fameux Joseph Monti. Celui-ci ouvrit aussitôt la porte à l'aide d'une fausse clef, ses complices y placèrent deux barils de poudre, et, ressortant de la chambre, ils se postèrent pour épier : Monti alluma l'amadou et disparut. D'autres sicaires le guettaient, se tenant prêts à le poignarder, s'il paraissait hésiter[1]. Le scélérat n'avait pas fait deux cents pas dans la rue Borgo Nuovo, qu'on entendit une explosion épouvantable : l'angle tout entier de la caserne sautait en l'air; murs, planchers, meubles, toits n'étaient plus qu'un monceau de ruines fumantes d'où sortaient des cris de blessés et des plaintes de mourants. Tout à

(1) *Procès Bossi*, etc. *Confessions juridiques de Monti*, p. 56-62.

l'entour, dans les rues, dans le quartier, sur la place Scossa-Cavalli, régnait une profonde obscurité; l'agitation de l'air avait éteint tous les réverbères et ces ténèbres, redoublées par une épaisse et chaude poussière, imprégnée de souffre qui aveuglait, étaient rendus plus horribles encore par les cris des femmes et des enfants du voisinage. Vingt-sept hommes gisaient au milieu des décombres, pour la plupart jeunes Romains, enrôlés dans la musique.

Des félons de la bande garibaldienne ayant entendu la détonation, les uns s'éloignèrent pour aller accomplir d'autres crimes, applaudissant et se réjouissant, comme des bêtes féroces, qui, après le carnage, lèchent voluptueusement leurs lèvres ensanglantées ; les autres, conformément à l'ordre qu'on leur avait intimé, préparaient leurs armes. Une soixantaine d'entre eux (et nous croyons que se trouvait avec eux le chef de bande Gaëtan Tognetti, qui, peu de temps après, périt sur l'échafaud), s'étaient cachés près de l'hôpital civil du Saint-Esprit et de là ils envahirent l'hôpital militaire, pour y voler les armes des malades; mais, effrayés et désappointés par la présence des infirmiers inopinément arrivés, ces larrons s'emparèrent à la hâte de quelques carabines et prirent la fuite. Pour mieux réussir dans l'œuvre du carnage qu'on s'était proposée, quelques brigands travestis en zouaves accouraient de la rue Longara; sous prétexte de venir au secours de leurs prétendus camarades, à la faveur de la nuit et par suite du désordre qu'elle produirait, les scélérats auraient pu se servir en toute sécurité de la lame de leur poignard. Deux gendarmes qui les rencontrèrent, trompés par leurs

uniformes, leur donnèrent libre passage, mais ils furent ensuite attaqués par les faux zouaves et eurent une peine infinie d'échapper aux pointes de leurs baïonnettes. Cette horde, se joignant aux autres bandits, se disposait à assaillir la caserne[1].

Les vrais zouaves n'avaient pas perdu leur sang-froid au milieu de ce terrible pêle-mêle. Commandés par l'intrépide adjudant de Bellevue, ils allumèrent des torches à vent; les sergents réunirent les survivants, qui s'étaient armés à tâtons, ouvrirent la porte à deux battants, et, ayant entendu les coups de fusil de la horde envahissante, ils se disposèrent à la repousser avec une intrépide ardeur. Quelques coups de fusil suffirent pour mettre en fuite ces misérables lâches : et les décombres, la fumée et le silence reprirent leur funèbre empire. La tristesse qu'ils inspiraient était accrue par les plaintes douloureuses des infortunés qui étaient ensevelis sous les ruines. Insensiblement les réverbères se rallumaient dans les environs jusqu'au Vatican; des piquets de gendarmes, renforcés par des zouaves, interceptaient les communications et criaient : *Qui-vive?* aux rares passants qui, tout tremblants, cherchaient à gagner leurs demeures.

L'exécrable dessein d'envahir le royal séjour de Pie IX n'eut, dès lors, aucune chance de réussite, et s'il est vrai, d'une part, comme l'ont proclamé avec jactance les sectaires, qu'une bande s'était cachée dans les alentours du palais, il est certain,

(1) *Procès Acquaroni*, etc., p. 29. Rapport général du général Zappi, dans les doc. man. des archives, 5 novembre.

d'autre part, que la conscience ou la peur lui ôta le courage de commettre l'odieux sacrilége. L'ennemi mis en fuite, on s'occupa de porter secours aux infortunés qui pouvaient vivre encore sous les ruines de Serristori; Monseigneur de Mérode, les aumôniers de Woëlmont et Daniel et plusieurs autres curés des paroisses voisines étaient accourus à toute hâte, accompagnés d'un bon nombre de religieux, et de laïques, parmi lesquels se trouvait M. de Reussens, pro-ministre de Belgique. Avant tous les autres, était arrivé le colonel Allet, qui entendit la détonation au moment où il passait le pont Saint-Ange, suivi du chirurgien-major des zouaves, le docteur Vincenti. En moins de cinq minutes, ils atteignirent la caserne, et le docteur saisit aussitôt une pelle pour aider au déblaiement des débris sous lesquels gisaient les malheureux blessés. Peu de temps après, les efforts des deux premiers sauveteurs furent puissamment secondés par une nombreuse troupe de *Vigili* (pompiers) munis de tous les instruments de sauvetage[1].

De tous les plans révolutionnaires tracés pour cette nuit-là, il n'y eut, heureusement, que le désastre de Serristori qui eut un résultat assez satisfaisant pour ses monstrueux auteurs; partout ailleurs, les irréligieux et cruels cannibales étaient pris aux piéges qu'ils avaient disposés pour d'autres. On eût pu croire qu'un ange du Seigneur prenait plaisir à cou-

(1) Divers rapports dans les doc manusc. des archives du 22-23 octobre. *Procès Bossi*, etc., p. 16. Rapport du Comité d'insurrection. Rel garib. dans la *Gazette d'Italie* du 7 décembre 1867. Nous y étions présent.

per une à une les mailles de l'odieuse trame de crimes et de rapines dont Rome devait être le théâtre. Les émeutiers s'étaient proposé de tourner toutes les clefs des gros tuyaux dans les usines du gaz, pour ôter ainsi toute lumière à la ville et protéger par d'affreuses ténèbres toutes les atrocités, tous les massacres qu'ils commettraient. Mais la police avait, quelques heures auparavant, mis le grappin sur l'ouvrier qu'on avait gagné pour accomplir cette œuvre infâme, de sorte que les gendarmes et les carabiniers purent facilement repousser ceux qui voulurent tenter quelque acte de violence[1]. Dieu sait combien d'horreurs ce seul fait de vigilance épargna aux citoyens romains. Il paraît, toutefois, que Cucchi n'avait pas une très-grande confiance dans cette façon d'opérer et qu'après la prise de son mandataire il se décida à renoncer à l'exécution du projet, car, dans le cas contraire, il se serait vu dans la nécessité de faire apprêter une trop grande quantité de torches à vent pour éclairer les hauts-faits de ses nombreux agents ; et, en effet, nous ne trouvons dans les documents que des traces bien rares de cette criminelle pensée.

L'entreprise des garibaldiens ne réussit pas mieux à la place Colonna, point central et d'une très-grande importance, tant pour les commandements militaires qui s'y trouvent placés, que pour le gouvernement qui a des bureaux et des prisons au palais de Monte-Citorio. On en donna pourtant le signal

(1) Rapport du général Kanzler, p. 20. Mencacci, *La main de Dieu*, II, p. 46-47. Quelques journaux sectaires donnèrent la chose pour faite, comme d'autres crimes tentés sans réussite ; ils les publiaient avant l'événement.

en lançant une bombe orsinienne sous le portique du Casino, et cette bombe vint rouler aux pieds du colonel de gendarmerie Evangelisti et du capitaine des zouaves de Fumel; mais Dieu permit que l'amorce de la bombe s'éteignit, et le colonel la ramassa sans le moindre danger, quoiqu'elle fût encore brûlante. Les pendards de la seconde escouade qui arrivaient sur la place par plusieurs rues, cachant leurs armes sous leurs habits, n'entendant pas la détonation et voyant, au contraire, la grand'garde occupée à faire évacuer la place pour se mettre sur la défensive, se dispersèrent çà et là l'oreille basse et le plus vite qu'ils purent. Les rapports garibaldiens regrettèrent vivement qu'un dépôt d'armes destinées à ces poltrons ait été, presqu'au même instant, saisi par la police. Or, nous savons de bonne part que ce dépôt se trouvait rue Monte-Brianzo, au n° 19, et qu'il était plus que tout autre abondamment fourni de grenades explosibles, renfermées dans des caisses portant l'adresse (injurieusement fausse) de M. Odo Russell. Ce ne fut pas la police qui prit les armes, mais ce fut un affilié à la bande des traîtres qui les refusa aux conjurés, sous prétexte que ceux-ci n'avaient pas le signal convenu, qui n'était que la moitié d'une carte de visite[1].

On ne sut rien d'autre de cette deuxième escouade, à qui on avait commandé une action aussi impor-

(1) Plusieurs rapports dans les doc. man. des arch. du 22-23 octobre, et autres du 5 novembre. Relations spéciales de magistrats et d'officiers supérieurs.

tante, que la tentative qu'elle fit d'assassiner un infirmier, Sante Grigioni, qu'ils avaient rencontré sans armes dans la ruelle du puits, et non pas la sentinelle du Casino, que se sont vantés d'avoir vaillamment attaquée ces garibaldiens toujours audacieux... par écrit ou dans leurs bourdes imprimées. Peu de temps après, un de leurs chefs tomba entre les mains de la gendarmerie. Cet homme se nommait Pierre Silvani, officier romain exilé pour vols et félonies commis en manière d'opérations politiques italianissimes, et, partant, doublement propre pour conduire et diriger une trahison contre ses ex-collègues au Casino. Pour son malheur, le capitaine Narduzzi le reconnut et lui fit immédiatement mettre les poucettes. Bon nombre de ces débandés se retirèrent dans la filature de laine de Jules Aiani, un des chefs, lui aussi, et y reçurent l'hospitalité cette nuit-là et plusieurs jours ensuite, jusqu'au moment où ils furent pris d'assaut, tués ou faits prisonniers[1].

Il n'y avait dans Rome aucun point qui n'éprouvât la fureur des factieux, mais elle était toujours mêlée de perfidie et de lâcheté. Plusieurs officiers supérieurs avaient été désignés pour être tués, et à ces fins un conspirateur avait donné une liste détaillée : un seul, cependant, fut assailli ; ce fut le chevalier Mazio, substitut du ministre des armes. Ne l'ayant pas trouvé à l'entrée de sa demeure, les assassins se

(1) Dans les mêmes rapports et dans le *Procès Aiani*, p. 31-32. *Procès Acquaroni*, p. 27. Rapport du Comité d'insurrection. Rel. garib. dans la *Gazette d'Italie* du 7 décembre 1867.

contentèrent de tuer à coups de couteau son ordonnance[1].

Près du Campo-Vaccino, le fourrier de gendarmerie François Carrara fut surpris en voiture, tué d'un coup de pistolet et dépouillé de ses armes. Cette prouesse fait peut-être la gloire du garibaldien Ansiglioni, qui, quelques heures plus tard, a été vu dans un mauvais lieu, encore souillé de sang, montrer avec ostentation un sabre de gendarme qu'il disait avoir conquis vaillamment[2]. Un fourrier des carabiniers étrangers, Aristide Gudenec, passant sans armes dans une rue, fut entouré tout-à-coup, criblé de coups de couteau et laissé pour mort[3]. Mais tous les attentats de plusieurs contre un seul, ou de toute une foule contre quelques-uns seulement, ne réussissaient pas toujours. Le gendarme Rosati, attaqué par un groupe de garibaldiens, à coups de revolver, dégaina et se fit faire place[4]. Le brigadier Perucci, étant en patrouille avec cinq agents de police, vit venir à lui une cinquantaine de factieux ; au lieu de battre en retraite, il commanda de faire feu et répondit aux coups de fusil par des coups de pistolet ; les mutinés disparurent en un clin d'œil[5], tant il est vrai que l'insurrection était menée par des lâches que l'appât du gain seulement avait pu attirer sur le terrain.

(1) Documents manuscrit des archives, 22 octobre. *Procès Bossi, Confessions de Monti et de Sernicoli*, p. 167-168, 178-179.

(2) Rapport de la gendarmerie, dans les doc. man. des archives, 23 octobre. *Procès Bossi, Confession de Monti*, p. 63.

(3) *Procès Acquaroni*, etc., p. 27. (4) *Ibidem*, page 24.

(5) Relation spéciale des opérations des gardes de police.

La sixième escouade s'était vu confier une tâche bien plus difficile : Cucchi lui avait assigné l'attaque de la place Montanara, la prise des postes de gendarmerie, et lui avait intimé l'ordre de se maintenir à toute outrance dans la position acquise, cette position devant rattacher le Capitole à la porte Saint-Paul. Les hommes de cette escouade prirent place à l'entrée du Ponte-Rotto, armés de toutes pièces et précédés d'un grand drapeau.

Voyant venir vers eux une ronde de huit à dix gendarmes commandés par le maréchal-des-logis Tedeschi, ces hommes l'accueillirent par une décharge qui tua un pontifical ; les gendarmes saisirent leurs pistolets, n'ayant pas d'autres armes à feu, et s'en servirent si bien que plusieurs de leurs assaillants restèrent sur le terrain ; le lendemain matin, on y trouva le cadavre de l'un d'eux, qui, par la finesse de sa chemise rouge, fut jugé devoir être un des chefs. Après s'être si bien montrés, les gendarmes se retiraient vers le Capitole, lorsque se trouvant en présence de nouvelles bandes, ils durent faire halte dans une caserne. Les garibaldiens prirent alors des rues peu éclairées et tombèrent dans la patrouille de police, qui avait déjà dispersé l'ennemi, ainsi que nous venons de le dire. Les braves agents s'arrêtèrent et intimèrent à l'escouade l'ordre de se dissoudre ; mais voyant qu'on leur répondait à coups de fusil en criant : Vive Garibaldi, ils se replièrent sur le poste de gendarmerie de Saint-Ange. La horde tendait précisément à cerner ce poste, mais leurs projets échouèrent. La petite brigade de gendarmes, doublée si heureusement par le nombre, sinon par les armes,

se défendit en soutenant un feu bien nourri. Les agresseurs découragés déguerpirent et s'éparpillèrent pour se mettre en sûreté. Le lendemain, on trouva aux alentours le drapeau tricolore italien, laissé à terre près d'une chemise rouge, qui était peut-être celle du porte-drapeau, et une assez grande quantité de fusils de munition et de chasse, des pistolets, des halle-bardes, des sabres, des paquets de cartouches; tous témoins de la vaillance fuyarde des patriotes[1].

Quoique les garibaldiens ne gagnassent rien ou fort peu de chose dans ces attaques isolées et partielles, un grand danger n'en résultait pas moins pour la ville, si la surprise du Capitole avait pu leur réussir. Ils n'auraient pu y tenir, même un quart d'heure, contre les baïonnettes; mais ils en eussent fait un bien trop grand bruit, leur jactance ostentatrice aurait publié leurs prétendus exploits dans le monde entier, et la cloche municipale, mise immédiatement en branle, par les envahisseurs, eût répandu une consternation sans bornes, une indicible épouvante dans Rome. C'était pour cela que les misérables avaient réuni tous leurs efforts afin d'y parvenir. Il paraît que leur premier projet était que les deux Cairoli, descendus par le Tibre à Ripetta, auraient porté des armes à une bande nombreuse, et qu'ils auraient marché avec elle sur le Capitole[2].

(1) Différents rapports de la gendarmerie, dans les docum. man. des archives, 23 octobre. Rel. spéc. des opér. des gardes de police, *Procès Acquaroni*, etc., p. 24-25. Rel. garib. dans la *Gazette d'Italie*, 7 décembre. Rapport du Comité d'insurrection.

(2) *Procès Aiani*, page 10.

Mais, le jour du soulèvement, soit qu'on n'eût pas de nouvelles certaines de cette expédition, soit pour quelque autre raison, Cucchi confia cette importante conquête à la première escouade de ses brigands, qui se réunirait au Forum, c'est-à-dire au Campo-Vaccino, et à la septième escouade, cachée dans les environs de la place Aracœli, c'est-à-dire de l'autre côté de la colline. L'ordre stratégique était celui-ci : attirer au pied de la rampe qui conduit au Capitole le détachement qui défendait cette position et y parvenir au moyen d'une fusillade vive et soutenue. Les autres bandes, montant du côté opposé et même par Monte-Caprino, auraient pu occuper facilement le sommet de la place sans défense, prenant les défenseurs aux épaules. Pour conserver un poste aussi avantageux, d'autres bandes y seraient arrivées et un fort approvisionnement de grenades orsiniennes, déjà entassées dans les souterrains du palais capitolin, leur eût procuré un jeu admirable, les lançant avec la main au milieu des pontificaux, qui tenteraient de reconquérir le Capitole. On eût cru qu'une surprise si bien combinée ne pourrait pas manquer de réussir, d'autant plus que, dans ce moment-là, il n'y avait au Capitole que la garnison ordinaire des temps de tranquillité, c'est-à-dire, une brigade d'environ 14 gendarmes et un piquet de 12 carabiniers[1].

Pourtant le Capitole ne fut pas pris. L'escouade établie sur la place d'Aracœli ouvrit le feu par quatre

(1) *Procès Acquaroni*, p. 23 et 39. Relation spéciale d'officiers et de citoyens romains. Relation garibaldienne déjà citée.

coups de fusil, tirés sur le lieutenant Marchi et un gendarme nommé Caroli, qui passaient là par hasard; cent conjurés débouchèrent alors par les grandes portes et par les ruelles, se rangèrent sur les deux côtés de la place, et, animés par un chef infime, (Ansiglioni, peut-être), qui brandissait une grande épée et hurlait : *Aux armes! feu!* ils firent de nombreuses décharges contre le Capitole. Déjà le lieutenant Marchi s'était élancé au milieu d'une grêle de balles, criant, lui aussi : *Aux armes!* et il s'était mis à la tête des gendarmes. Le sergent Kruger sortait avec huit hommes; ils se rangèrent le long de la balustrade et la mêlée s'engagea entre le haut et le bas de la montée. Au bruit de la fusillade continue, les hordes de l'autre côté de la colline débouchèrent par les passages et se rallièrent pour monter à l'assaut; le général Cucchi les commandait. Mais avant lui était déjà arrivé au pas de course l'adjudant-major de Courten, ayant à ses côtés le capitaine Epp et un fort détachement de carabiniers, venant de la caserne Saint-Adrien sur le Forum.

Arriver, couronner la hauteur, lancer aux révolutionnaires trois horribles salves, ce fut l'affaire d'un instant. Cependant, le capitaine Wasesha, avec un petit peloton, balayait le Forum au pied de la colline, dans la caserne Ravenna située près de là; le colonel Jeannerat, qui commandait le poste du Capitole, réunissait une poignée de braves, et descendait rapidement la rue Bonella, renversant les obstacles dressés par les garibaldiens, poussant en avant, au moyen de fusillades irrésistibles, arrêtant les fuyards retardataires, et ne s'arrêtant lui-même

qu'après s'être assuré, de ses propres yeux, que la position était conquise et occupée par ses soldats. Les mouvements adroits et foudroyants des carabiniers avaient sauvé le Capitole. Par surcroît de précaution, M. Jeannerat plaça des gardes aux endroits accessibles, occupa les points les plus forts, et fit battre militairement les environs. Mais déjà les *insurgés romains* avaient disparu, et on les avait entendus se plaindre en chemin de leurs blessures et blasphémer dans tous les patois de l'Italie. Là aussi on trouva un cadavre, et on remarqua en plusieurs endroits des traces de sang, des armes et des cartouches, jetées par ces misérables malfaiteurs.

Le bruit s'était répandu que plusieurs morts et même quelques moribonds furent, par leurs dignes camarades, impitoyablement jetés dans le Tibre, qui n'est pas loin de là. Il est toutefois bien certain que les rapports garibaldiens accusent des pertes graves faites dans les rencontres de cette soirée. Quelqu'un nous a dit que des charrettes remplies de cadavres ennemis ont été vues, à l'aube du jour suivant, passant par le Forum, et que plusieurs blessés furent successivement trouvés dans des maisons particulières. Quoi qu'il en soit, la cloche si ardemment attendue du Capitole ne sonna pas; et si on l'eût mise en branle pour les garibaldiens, ce n'eût été que pour sonner le glas funèbre d'un grand nombre des leurs [1].

(1) Rapport du ministre Kanzler, p. 30. Différents rapports d'officiers supérieurs de la gendarmerie, dans les docum. man. des arch.. 22 oct., 5 nov. Mencacci, *La main de Dieu*, II, p. 31. Rapport du Comité d'insurrection, et Relation des garibaldiens royalistes, dans *la Gazette d'Italie*, 7 déc. 1867. Il s'y trouve quelques aveux

Si le Capitole fut défendu contre ces hordes brutales par la bravoure, le Château Saint-Ange fut conservé au moyen de la ruse : finesse contre astuce, mine contre mine. Les conspirateurs croyaient déjà le tenir dans leurs mains ; dans leurs abjectes conventicules, ils appelaient ce château *la clef de Rome, la clef du jardin;* ils se réjouissaient, car ils disaient : Saint-Ange est à nous, il n'est plus au Pape. Philippe Fioretti, le perfide séducteur des sept militaires, avait été explorer le château dans la journée du 12 octobre, pendant que Cucchi contemplait l'opération, se tenant en védette sur une hauteur au-delà du fleuve, dans la maison d'un sicaire. Alors que les tumultes étaient sur le point d'éclater, dans la soirée du 22, les affidés sectaires veillaient sur cette même hauteur, et selon qu'ils apercevraient la marche du conflit, ils devaient donner le signal de l'explosion de la poudrière et du massacre universel. En attendant, ils examinaient les nombreux bastions baignés par le Tibre, la crête sévère de la masse Adrienne dressée contre le firmament, et comptaient déjà avec assurance qu'à leur simple signal cette forteresse imprenable et inaccessible du Saint-Père ne serait plus qu'un monceau de rochers brisés, de crânes fracassés et de membres humains réduits en charpie, monceau sur lequel flotterait l'étendard de l'insurrection triomphante. Dieu seul sait combien de fois, dans leur démence effrénée, ces brutes stupides tour-

précieux ; mais, par compensation, ces mêmes aveux sont parsemés d'un bon nombre de fables, où l'on parle de la *population de Rome* courant aux armes ; mais nous parlerons de cela en temps et lieu.

nèrent en dérision la statue de l'archange saint Michel, qui surmonte le grand tourillon et remet l'épée au fourreau, pour notifier que la paix est rendue à sa chère Rome. Pourtant, le céleste vainqueur de Satan, cette nuit-là et à cette heure, ne remettait pas l'épée au fourreau, mais il dégaînait l'arme divine pour en faire sentir la pointe aux rebelles de la sainte Eglise. C'était en vain que ces malheureux donnaient le signal de faire feu, et qu'ils répétaient ce signal d'heure en heure, maudissant la lâcheté des conjurés ; dans le château-fort, tout était tranquille, et si on s'armait pour la défense, encore le faisait-on avec un calme confiant.

Même avant l'explosion du quartier voisin de Serristori, on avait sonné dans le fort la trompette d'alarme ; et les artilleurs, ayant senti l'odeur de la poudre se mêlant à l'air ambiant dans les rues de Rome, s'élancèrent sur les pièces, sur les affûts, sur les chevaux avec une telle activité, qu'en moins de cinq minutes la batterie se trouva parquée, et prête à sortir pour foudroyer les ennemis du Saint-Père. Les quelques félons que l'or des sectaires avait acquis, ne bougèrent pas ; le venin apprêté pour empoisonner la nourriture des soldats, restait dans les poches des empoisonneurs ; les broches équarries, limées, travaillées avec tant de soin, pour enclouer les canons, et les revolvers qu'on devait décharger à brûle-pourpoint dans la poitrine des officiers restaient inoffensifs dans la main tremblante des assassins ; les bombes orsiniennes, préparées pour la destruction, dormaient tranquilles dans l'officine de l'armurier du Château, faisant bien

plus peur à ceux qui les y avaient introduites, que de mal aux victimes auxquelles on les destinait. Quant à Fioretti, ce cœur de tigre, qui avait témoigné le désir de voir *la moitié de Rome sauter en l'air*, afin, disait-il, de répandre la terreur, tournoyait vainement avec sa bande autour du Château, cherchant avec anxiété l'instant de délivrer, à la faveur du tumulte, les prisonniers garibaldiens renfermés dans la forteresse. François Cucchi, soit par stupidité, soit par une barbarie féroce, ne lui avait pas dit que l'explosion de 16,000 kilogrammes de poudre aurait enseveli sous les ruines, d'abord et avant tout, les 300 garibaldiens.

Mais si les agents de la conspiration restaient inertes, au moment le plus chaud et le plus important de l'affaire, ce n'était certes pas l'envie de mal faire et de nuire qui leur manquait; c'était le pouvoir. Un artilleur fidèle et énergique avait, sans rien dire, tout seul et par attachement pour le Saint-Père, épié tous les mouvements de ses camarades suspects, et avait été, par une très-heureuse inspiration, jusqu'à simuler d'être de leur parti, et, par là, il avait connu et pénétré les mystères de la conjuration. Par suite de cela, les conjurés étaient gardés à vue avec tant de précaution, qu'ils ne s'en étaient nullement aperçus. Le maréchal-des-logis Zaffetti, qui était le chef et l'âme de la trahison ténébreuse, et qui n'était occupé qu'à chercher le moment favorable à l'accomplissement de son crime, recevait de son officier des ordres, qui l'obligeaient à circuler dans toute l'étendue des fortifications, et à placer de sa propre main les torches qui devaient

éclairer les défenseurs; celui-là, qui avait surpris son horrible secret, s'amusait à lui demander pourquoi il ne mettait pas son projet à exécution[1]. C'est ainsi que la bonté divine déjouait les atroces combinaisons de la perfidie rattazzienne et de la complicité garibaldienne, et changeait, par une sagesse impénétrable, le danger en sûreté.

L'insurrection dans Rome était battue en moins d'une heure, et les flammes de l'incendie tenté par les étrangers étaient éteintes ou comprimées. Ce qui est admirable et à peine croyable, c'est que tout cela se passait bien avant qu'il n'arrivât aux postes attaqués par l'ennemi aucun nouvel ordre du général Zappi; cela prouve que les dispositions qu'il avait prises étaient de la plus grande opportunité, tout en étant prises avant la tentative. Il ne lui restait plus à pourvoir qu'aux événements de la porte Saint-Paul et du mont Testaccio, où les garibaldiens, éloignés des lieux habités, avaient remporté quelques avantages qu'ils conservaient encore. Nous devons rapporter en détail ces événements; car, si l'insurrection était morte dans Rome, elle fut enterrée sur ce bord extrême, à l'intérieur et à l'extérieur des murailles.

Tout le monde sait que, depuis les dernières maisons de Rome jusqu'à la porte Saint-Paul, il y a un bon bout de chemin, ayant à gauche les hauteurs inaccessibles de l'Aventin, et à droite des vignobles

(1) Doc. man. des arch., 21 oct. *Procès Bossi*, etc., spécialement les révélations extra-judiciaires d'hommes impunis et d'autres, et les aveux des coupables, pages 151, 154, 158, 159, 163, 173-179, 183, 209.

et des domaines habités, jusqu'au mont Testaccio qui se mire dans le Tibre. Dans une des habitations de ce côté droit, se réunissaient par petits groupes une foule de garibaldiens, s'élevant à 400 hommes. Le trop célèbre Joseph Guerzoni en était le digne capitaine, tout en étant député au parlement de Florence. Leur dessein était, nous l'avons déjà dit, de forcer la porte Saint-Paul, que le capitaine général Kanzler avait fait, ce même jour, mûrer ou, pour mieux dire, enterrer, et d'aller prendre les fusils militaires, donnés par le gouvernement italien et placés sous la garde d'autres bandes, en partie à la villa Matteini, et en partie dans une carrière de pouzzolane, au-delà de la basilique de Saint-Paul. Avec ces armes, ils rentreraient en ville et fourniraient aux révoltés, en abondance, les instruments nécessaires pour remporter une victoire complète.

Ils se mirent donc en route secrètement; couverts par les arbres de la drève, et mieux encore protégés par les ténèbres de la nuit, ils arrivèrent près de la porte. Cette porte est double, selon la mode ancienne, ayant un accès en dedans et un autre en dehors des murailles, et entre les deux accès se trouve une cour, sur laquelle s'ouvrent le bureau de l'octroi et un corps-de-garde. Les garibaldiens surprirent les quatre soldats de la ligne qui se trouvaient là pour protéger les gabelous, les désarmèrent et leur demandèrent les clefs pour pouvoir passer outre. Mais ils ne les obtinrent pas, et d'ailleurs elles eussent été parfaitement inutiles : il eût fallu déterrer la porte extérieure. Ils se mirent à l'œuvre à grand renfort de pics et de pioches et même à coups de poing; ce

travail furieux dura près d'une demi-heure; enfin, comme s'ils eussent la gloire d'entrer triomphants dans une ville assiégée, passant sur les ruines des portes renversées, ils débouchèrent sur la campagne, hurlant comme des fous : *Vive Garibaldi!*

Un auteur affirme que *l'illustre* Cucchi était témoin et acteur dans cette glorieuse expédition; mais nous pensons avec raison que le digne homme était, en ce moment-là, occupé à diriger et à soutenir l'entreprise du Capitole, et qu'il avait laissé à sa place son aide-de-camp, Joseph Guerzoni, avec un essaim de lieutenants, de capitaines et de colonels [1].

Ces *braves gens* espéraient rencontrer dans les environs des camarades, au nombre de plusieurs centaines, chargés de leur remettre les armes qui avaient été déposées dans les endroits que nous venons d'indiquer. Mais bon nombre de ces derniers avaient eu le malheur de tomber sous la main du gouvernement, au moment où, par d'autres portes, ils se rendaient à leur poste, et les autres avaient été dispersés. Les pauvres diables échappés de la ville, au lieu d'opérer leur jonction avec une troupe nombreuse d'hommes armés, et de prendre eux-mêmes de bons fusils de munition, ne rencontrèrent autre chose que le silence nocturne des champs, et furent obligés de se contenter de leurs pistolets et de leurs haches de brigands, ainsi que de quelques fusils, presque tous sans baïonnettes. Les chefs laissèrent

(1) *Procès Acquaroni*, etc., p. 17-18. *Osservatore romano*, 31 octobre. Relations spéciales d'un magistrat. Rapport du comité d'insurrection.

la moitié de leurs hommes pour maintenir le corps-de-garde si vaillamment conquis, et destinèrent l'autre moitié à la recherche des fameuses armes. Ces derniers, suivant les règles de leur lâcheté innée, se firent un rempart de leurs prisonniers, qu'ils placèrent tous au premier rang. Sous cet abri salutaire, ils s'avancèrent sur la route déserte de Saint-Paul. Ils s'emparèrent à coups de pierres et de fusil d'une pauvre masure de paysans, qui eut le malheur de se trouver sur leur chemin, et dans laquelle ils se figurèrent que l'arsenal avait été transféré ; n'y ayant absolument rien trouvé, ils marchèrent résolument vers d'autres glorieuses batailles. Mais ce fut là que s'arrêta subitement le cours impétueux des grandes victoires garibaldiennes. Pendant que, pleins d'espoir et de rodomontade, nos héros poursuivaient leur marche, un charretier qu'ils rencontrèrent et qu'ils interrogèrent, avoua qu'il n'avait pas vu sur sa route le moindre vestige de leurs camarades, mais, horrible à dire ! une brigade de zouaves et de gendarmes. A cette épouvantable nouvelle, nos invincibles prirent aussitôt, et à l'unanimité, l'audacieuse résolution de reprendre le chemin qu'ils venaient de parcourir, le plus doucement, le plus prudemment que faire se pourrait[1].

Qu'un corps de pontificaux errât dans les ténèbres à cette heure si avancée et si dangereuse de la nuit, c'était une chose terriblement effrayante et bien mystérieuse pour les pauvres garibaldiens, d'autant plus que cette chose, hélas! n'était que trop vraie.

(1) *Procès Acquaroni*, p. 28-29. Rapport du comité d'insurrection.

Pendant que Cucchi donnait l'ordre d'aller prendre et de distribuer à ses sicaires les armes qui avaient été déposées à la villa Matteini, le directeur de la police, informé de point en point, tant du dépôt des fusils que du rassemblement des émeutiers, se concertait avec M. Evangelisti, colonel des gendarmes, pour savoir s'il fallait attendre la nuit, pour prendre d'un seul coup de filet les armes et ceux qui devaient s'en servir, ou bien s'il valait mieux agir immédiatement. M. Evangelisti préféra le deuxième parti. Ce qui avait été dit fut fait. On forme un escadron volant de gendarmes à cheval, sous le commandement du lieutenant-colonel Eligi, et, comme renfort, on y ajoute un détachement de gendarmes à pied et une compagnie de zouaves. La Providence divine voulut qu'on demandât à la caserne Serristori cette compagnie qui fut ainsi soustraite à l'horrible catastrophe qui devait arriver dans ce malheureux quartier, quelques heures seulement après son départ. Le lieutenant-colonel Eligi et ses hommes sortirent sans être remarqués par la porte Saint-Jean, et ayant pris le large, ils tombèrent comme la foudre sur le réduit garibaldien ; les gardiens prirent en toute hâte la clef des champs, et M. Eligi se rendit maître de 160 fusils et de tout l'équipement de guerre qu'on y avait amassé, et, en plus, il put faire prisonnier un groupe d'hommes, dont un seul était blessé.

Le commandant se disposait à rentrer en ville avec son riche butin ; la nuit étant déjà arrivée, il se fit précéder par cinq cavaliers pour reconnaître la route. Ce fut là une mesure très-prudente. Précisément en ce moment, la horde garibaldienne, sortie à la re-

cherche des armes, revenait sur ses pas. Voyant venir de loin les éclaireurs pontificaux, ces *vaillants guerriers* se cachèrent sous les haies qui bordaient le chemin, et, lorsque les gendarmes se trouvèrent à demi-portée, ils les criblèrent de coups de fusil et de pistolet; mais les cavaliers poussant leurs montures vers cette immonde canaille et faisant le moulinet avec leurs sabres, la dispersèrent et la mirent en fuite en moins d'un instant; toutefois, ils en avaient d'abord empoigné une douzaine qu'ils ramenèrent triomphalement à leur colonne. Dans ces différentes rencontres, on avait ramassé une quarantaine de prisonniers, et il ne parut pas prudent de s'avancer avec eux et avec quatre voitures remplies d'armes dans les rues de Rome, où l'on soupçonnait l'intention d'une révolte, de laquelle un bruit de fusillade donnait un fort indice. M. Eligi prit le parti de passer le reste de la nuit dans les maisons qui avoisinent la basilique de Saint-Paul *extra-muros*, et ce fut de là qu'il dépêcha un gendarme travesti au général Zappi, pour lui apprendre l'heureuse issue de l'expédition, et pour s'informer en son nom de ce qui s'était passé à Rome durant son absence[1].

Pendant que les séditieux, mis en fuite par les gendarmes, se retiraient en désordre sur la porte Saint-Paul, leurs camarades se fortifiaient à la même porte, qui ressemblait à un château-fort; ayant reconnu le double danger d'être attaqués par dehors et en dedans, ils se barricadèrent des deux côtés.

(1) Divers rapports dans les doc. man des arch. de cette date. Relat. spéc. d'un officier supérieur. *Procès Acquaroni*, 1er chapitre.

Non contents de conserver leur poste, ils envoyèrent assaillir un peloton de huit à dix soldats, qui se trouvait près de là ; ils le prirent à coups de feu et blessèrent deux des défenseurs, désarmant et faisant prisonniers le reste de la garde. Ce fut là la conquête la plus facile et la plus heureuse des garibaldiens pendant l'insurrection, mais la joie de leur triomphe fut de courte durée. Une colonne pontificale marchait déjà pour changer cette joie en tristesse[1].

Pendant que le général Zappi recevait des rapports qui lui annonçaient que la révolte était partout domptée, et que la tranquillité était revenue sur chacun des points où l'ennemi s'était soulevé, on vint lui annoncer que les perturbateurs se maintenaient avec avantage au Testaccio. On ignorait encore la chute de la porte Saint-Paul.

M. Zappi fait demander deux compagnies de carabiniers étrangers, la compagnie Mayer et la compagnie Inalbon, fait venir une pièce d'artillerie du Château, forme la colonne sur la place de Venise, et en donne le commandement à son aide-de-camp, le capitaine Rivalta. Un autre officier, M. de Chalus, accompagnait M. Rivalta ; ce dernier avait été transféré, pour le moment, de la légion à l'état-major, et il connaissait parfaitement les guerres d'insurrection, car il avait combattu la révolte sur les barricades de Paris. Cette colonne, forte de 130 baïonnettes et d'une pièce de campagne, était chargée de déblayer tout reste de tumulte du Capitole jus-

(1) *Procè Acquaroni*, etc.

qu'au Testaccio. La colonne marchait donc sous les règles de la stricte ordonnance qu'on doit observer rigoureusement dans les cas urgents : d'abord, une avant-garde criant le *Qui-vive*, et intimant la fermeture des magasins; ensuite, une section de bataille, avec le canon protégé par deux rangs de fusils, dont chacun tenait en respect les fenêtres du côté opposé; enfin, l'arrière-garde.

Au sortir de la rue Montanara, sur la place de la Vérité, voici venir à sa rencontre une nuée de révoltés; c'étaient les garibaldiens qui, de la forte position de la porte Saint-Paul, cherchaient à gagner le centre de la ville. Au *Qui-vive*, ils répondirent audacieusement, mais de loin :

— Vive Garibaldi ! rendez-vous !

On se rendit, comme de juste, par l'éclair d'une salve de coups de fusil des mieux nourries, par l'abaissement des baïonnettes et par le commandement de :

— Feu de la pièce !

A peine le canon était-il mis en batterie, que déjà les mutins avaient détalé par toutes les échappées possibles et principalement par le chemin de la porte Saint-Paul. Le capitaine Rivalta, voulant tenir à tout hasard la gueule du canon constamment tournée vers l'ennemi, ordonne au maréchal-des-logis Santa-Croce :

— En avant les bras !

Dans la suite de leur marche, les artilleurs poussèrent l'affût de leurs mains, poursuivant les fuyards par la longue route de la Marmorata, entre le Tibre et l'Aventin, ramassant çà et là, sur leur route, plu-

sieurs *braves*, qui, ayant jeté leurs armes, (la route en était encombrée), voulaient se faire passer pour des vignerons ou pour des ouvriers; mais, reconnus à leur accent étranger, ils étaient placés sous la bonne garde des baïonnettes.

Arrivés à la grille du Testaccio, les pontificaux n'aperçurent pas l'ombre d'un ennemi; toutefois, avant d'escalader la colline, le capitaine Mayer proposa d'explorer la porte Saint-Paul, qui se trouve près de là. On y envoie un peloton conduit par le lieutenant de Buttet. A peine avait-il fait quelques pas, qu'il entendit crier, dans les ténèbres, le *Qui-vive* de deux sentinelles. Il répondit :

— Carabiniers pontificaux.

Les autres ripostent :

— Avancez !

On laisse avancer les carabiniers à une distance de vingt pas de la première porte, qui était barricadée ; une décharge leur est envoyée.

— A l'assaut ! crie le lieutenant; et il s'élance, suivi par les siens, contre l'ennemi.

La barricade est enfoncée en quelques instants; la frayeur aveugle les défenseurs, qui se pressent en foule confuse au seuil de la porte extérieure; quelques-uns prennent leur course vers la campagne, par l'ouverture d'une brêche près de cette porte, et d'autres se jettent du haut en bas des murailles ; les capitaines et les colonels, plus alertes que leurs soldats, s'élancent les premiers en pleine déroute. Une petite poignée des plus audacieux, seulement, tint bon, s'enferma dans l'enceinte de l'édifice, et recommença un feu plus bruyant que nuisible. En atten-

dant, M. Rivalta survenait avec le gros de la colonne volante, et on enfonçait chacune des portes à grands coups de crosse. En ce moment, les cris, les hurlements de désespoir de ceux qui s'étaient enfermés devinrent horribles; les pauvres diables étaient poursuivis de chambre en chambre, dans les corridors, dans les cachettes; et lorsqu'ils voyaient reluire les lames des épées levées sur eux, ils jetaient leurs armes et criaient grâce et miséricorde pour l'amour de Pie IX. Les carabiniers firent preuve, à leur grande louange, de générosité et de bonté, car pouvant, selon les droits sacrés de la guerre, massacrer ces lâches et perfides rebelles, même dans la première fureur de la poursuite, ils accordèrent la vie à chacun de ces malheureux. La porte Saint-Paul était reconquise en moins d'un quart-d'heure, les pontificaux prisonniers étaient délivrés, trente-cinq garibaldiens étaient pris, ainsi que beaucoup d'armes et de munitions. Après avoir garni le poste avec un détachement de quarante hommes et de plusieurs officiers, M. Rivalta retourna à la place d'armes, où il remit les prisonniers à son général. Il renforça sa colonne en y joignant des hommes tout frais reposés, et continua la poursuite jusqu'au lendemain matin; dans cette affaire, l'ardeur d'une compagnie choisie de zouaves, sous les ordres de M. Du Reau, se montra brillamment, ainsi que la promptitude impétueuse d'un peloton de dragons, qui poussèrent leurs chevaux par des chemins incroyablement impraticables; tout cela amena des prises nouvelles[1].

(1) Voir la note précédente, les pages 22-26 du *Procès Acquaroni*, et, pour le reste, le *Giornale di Roma*, du 23 oct.

Dans une autre partie de Rome, tout à fait opposée à la porte Saint-Paul, l'attaque du Macao s'annihilait d'elle-même, par suite de la lâcheté habituelle des patriotes soudoyés, et plus encore par la cupidité de leurs chefs, qui, faisant commerce du patriotisme, gardèrent les soldes dans leurs poches, sans s'occuper le moins du monde de réunir les bandes en temps utile. Pourtant, ces méchantes gens faisaient grand cas du poste du Macao, afin de dominer de là la station voisine du chemin de fer, et recevoir immédiatement des renforts de la part de Menotti Garibaldi. Du côté de Ripetta et de la porte du Peuple, la bande Cairoli, tant et si hautement célébrée, était restée sur le Tibre, car la vigilance romaine avait arrêté court sa navigation, et s'il est vrai qu'une force de 300 hommes l'attendait à l'échelle du fleuve, comme le dit le Comité d'insurrection, il faut qu'on sache que ces 300 héros furent mis en déroute par une patrouille de six cavaliers, qui fit évacuer cet endroit. Si Cairoli avait tenté de forcer la porte du Peuple, il eût trouvé, toute la nuit durant, une compagnie de zouaves à qui parler, et un canon rayé à qui répondre, car l'une et l'autre se tenaient tout disposés à le recevoir, sans compter les forces très-solides de la gendarmerie à cheval, qui loge dans la caserne de la place. Donc, si Cairoli avec « l'expédition de la gloire » s'était approché, il n'eût fait autre chose qu'anticiper d'un jour sa déconfiture[1].

(1) *Procès Aiani*, p. 11. *Procès Acquaroni*, p. 33. Différents rapports dans les doc. man. des arch. de cette date, et relation spéciale d'un officier supérieur.

Le résultat définitif de tous ces faits, de tous ces événements fut que, deux heures à peine après le début de la fameuse « insurrection romaine, » les vauriens, étrangers pour la plupart, qui avaient entrepris de représenter la fureur populaire, n'avaient plus, dans toute la grande enceinte de Rome, ni un pouce de terrain conquis, ni l'espoir d'en reconquérir un. Les *bêtes fauves*, ainsi qu'ils avaient la sotte vanité de s'appeler eux-mêmes, rentraient dans leurs tanières, découragées et l'oreille basse, après avoir laissé dans le traquenard leurs pattes et leur queue : beaucoup d'entre ces malheureux tombèrent morts ou blessés sur le terrain ou furent précipités dans les eaux du Tibre, et plus de cent prisonniers restèrent entre les mains du gouvernement pontifical ; la ville entière était semée, pour ainsi dire, de leurs armes, de leurs dépouilles et de leurs munitions. Si quelqu'un, ignorant ce qui venait d'arriver, fût entré dans Rome en ce moment, il n'eût pu soupçonner d'autre indice d'insurrection que celui de cette tranquillité complète et presque excessive qui succède toujours aux agitations d'un peuple, quelle qu'en ait été la cause, et peut-être aussi des rondes et contre-rondes qui, plus fréquentes et plus nombreuses que d'ordinaire, sillonnaient les rues, les ruelles, les impasses, les places et les quais de la ville. A ce sujet, à dix heures précises, le ministre Kanzler put, à bon droit et en toute vérité, télégraphier ces paroles que nous reproduisons littéralement :

« Ridicule tentative d'émeute dans Rome. Répression immédiate[1]. »

(1) Documents manuscrits des archives, 22 octobre.

Le télégramme fut envoyé, comme circulaire, en italien pour les Italiens, en français pour les Français.

En vérité, voyant ces vastes machinations garibaldiennes qui avaient été préparées avec tant de soins à Rome et à Florence, si grandement coûteuses pour le trésor public italien, en les voyant, répétons-nous, renversées par un souffle des forces si faibles de la garnison romaine, il faut y voir un côté ridicule. Pendant toute la nuit de l'insurrection, on ne mit en mouvement ni tout un régiment, ni un seul bataillon complet; on ne se servit que de petits pelotons, de petites patrouilles, et tout au plus d'une colonne de cent hommes, alors que tout le monde sait que le peuple d'une grande métropole, en émeute populaire, absorbe sans peine et neutralise les efforts d'une armée entière. Ceci était le résultat parfaitement obtenu de l'expérience de l'état-major pontifical et de celle du capitaine-général Kanzler : à l'œuvre on connait l'ouvrier. Chacun a pu voir, dans la confusion et le trouble, les mouvements prompts et précis des troupes, leur concentration exacte sur les points stratégiques, la prompte arrivée des compagnies sur les lieux où existait le danger, la célérité avec laquelle on se divisait et on se réunissait au besoin; il y eut des personnes qui jugèrent que la chance heureuse eut plus de part au succès que les dispositions intelligentes. Mais que diraient ces personnes, si nous leur mettions sous les yeux un long et minutieux exposé militaire, intitulé : *Dispositions à prendre en cas d'alarme ou d'émeute;* plan qui fut communiqué aux commandants, en décembre 1866? Dans les journaux garibaldiens, on

se vanta d'avoir mis la main à la conspiration, immédiatement après le départ de Rome de la garnison française; c'est là, précisément, la date des *Dispositions* citées, et d'un règlement très-exact qui les précède, au moyen duquel chaque membre de force vive, grande et petite, connaissait parfaitement et avec une grande précision son mandat si une révolte publique venait à avoir lieu. Voilà de quelle manière on pressentait les intentions du gouvernement italien et de ses mandataires, les garibaldiens!

Ce qui semblera surprenant, c'est que, dans les événements présents, qui suivirent les réglementations alors fixées, rien ne fut changé. Donc, si les garibaldiens s'étaient émeutés, comme ils l'avaient désiré, au prochain carnaval, ensuite à la Noël, puis à Pâques, puis encore au Centenaire, ils auraient toujours trouvé le gouvernement pontifical disposé à les recevoir avec les armes et les prévisions. Seulement, au commencement de la guerre, surtout lorsqu'il fut bien clairement compris qu'une sédition intérieure pouvait se combiner avec une attaque extérieure de Garibaldi et de Victor-Emmanuel, on modifia tant soit peu le système préconçu, graduant ainsi les ordres de la défense. Il y avait trois moyens de résistance et trois moyens de l'indiquer aux commandants. Depuis longtemps on avait désigné, non-seulement la personne choisie pour diriger l'opération générale des choses dans les principaux centres d'action, mais aussi les subalternes auxquels les postes étaient assignés, et les mouvements avaient été déterminés, selon la gravité des événements survenus. On prendrait grand plaisir, si on voulait

comparer pas à pas et une à une les prescriptions arrêtées d'avance avec les particularités de l'exécution pendant les troubles du 22 octobre. Mais le lecteur prudent et discret comprendra facilement combien de raisons nous retiennent et nous empêchent de retracer minutieusement tous les détails de ces particularités. Les honnêtes gens, qui sont trop prompts à se plaindre d'être abandonnés à la merci des méchants, seront suffisamment consolés en apprenant que les faits d'armes si rapidement accomplis, et, principalement, l'admirable défense du Capitole, ne reçurent leur parfaite exécution, qu'en vertu des dispositions conçues depuis deux ans déjà, et renouvelées par des ordres supérieurs dans les jours précédents[1].

Ajoutons aussi qu'à l'heure du danger le général Zappi, commandant supérieur de la subdivision de Rome, s'était déjà rendu à son bureau de commandement, au Casino militaire, changé tout à coup en place d'armes, et qu'il y veillait, prêt à parer aux besoins subits par des partis plus subits encore : ce qui fut absolument nécessaire et fort à propos pour la surprise imprévue de la porte murée de Saint-Paul et en d'autres occasions de même nature. Le ministre Kanzler lui-même, qui était en même temps capitaine-général des armes pontificales, lorsqu'aux premières apparences de tumulte sur la place Colonna, il fut cherché chez lui par le major Ungarelli, qui venait avec une patrouille de gendarmes pour l'es-

(1) Documents de l'état-major, principalement ceux datés du 14 octobre 1867.

corter jusqu'au ministère, s'y était d'avance rendu, depuis une demi-heure déjà. Entouré là par son état-major et par ses aides-de-camp, il se mit vivement et continuellement en communication avec le général Zappi et sa place d'armes, fit ranger 80 dragons sur la place Pilotta, et, pendant toute la nuit, il se tint constamment prêt à monter à cheval. Mais il ne fut pas nécessaire de mettre en œuvre toutes les forces, quoiqu'en somme elles fussent bien minimes. Beaucoup de compagnies n'eurent autre chose à faire que de tenir l'arme au pied et de veiller sur toutes les surprises qui pourraient advenir aux alentours des logements. Le général Zappi ne se servit que d'un seul peloton de cavalerie, pour reconnaître les portes et faire quelques patrouilles. Des deux batteries, l'une parquée au Macao et l'autre au Château, avec leurs escortes de fantassins et de cavaliers, prêtes à sortir au premier signal, on ne demanda que deux pièces, et celles-ci n'eurent pas même à tirer un seul coup[1].

Si toutes ces particularités doivent augmenter la confiance et l'espoir des citoyens romains, et inspirer l'effroi aux félons qui voulaient leur nuire, elles doivent, en même temps, justifier le jugement porté sur « l'insurrection romaine » par le général Kanzler : « Tentative ridicule ! »

Mais si le général de Pie IX, en sa qualité d'homme de guerre, ne voyant que le côté militaire de l'entreprise, la jugeait avec justesse une entreprise digne

(1) Rapport du général Zappi, dans les doc. man. des archives, 5 nov., et autres relations d'officiers supérieurs.

de mépris ; lui-même aussi, avec le monde chrétien, et avec toutes les âmes honnêtes, considérant le côté moral, a condamné l'insurrection, comme une lâche turpitude qui mérite l'exécration de tous les siècles. Un gouvernement qui se dit catholique avait voulu, avait préparé, avait machiné cette insurrection contre la capitale du monde catholique, et (chose incroyable !) contre la personne sacrée du Vicaire de Jésus-Christ ; ce gouvernement avait payé cette insurrection avec l'argent d'une nation catholique, argent qu'il lui avait volé ; il avait dressé, poussé, instigué des sicaires pour la commettre, et il avait fait remplir les fonctions de sicaires par ses propres soldats auxquels il avait donné, pour les commander, des officiers de son armée, des députés de son parlement. Son gouvernement correspondait avec ces gens-là, comme un gouvernement honnête et fort correspond à chaque heure avec les chefs d'une armée qui marche pour faire une guerre juste, noble et méritée contre un ennemi qui cherche, par la ruse, l'intrigue et la corruption, à le détruire, à le déshonorer ; et ce gouvernement faisait tout cela, au moment même où il se vantait, en se parjurant, devant la France, devant la chrétienté, d'être le zélé défenseur du Saint-Père, et pendant qu'il publiait, dans sa gazette officielle, *qu'il sentait et comprenait bien le devoir de garder inviolablement la foi publique... et les pactes internationaux* (il voulait parler de la Convention), *rendus sacrés par les vœux de son Parlement et par l'honneur de sa nation.*

Non, cette lâcheté si abominable ne peut retomber

sur la tête d'un descendant de la maison de Savoie, jadis si grande, si honorée, si chrétienne! Cela ne peut être arrivé avant que la dernière goutte de ce noble sang royal n'ait été épuisée ou qu'elle ne soit glacée dans la tombe! Le gouvernement de ce roi, son gouvernement seul, a, dans ces jours-là, la malheureuse gloire d'avoir élargi les bornes connues jusqu'ici de la perfidie humaine. Mais quiconque aspire à une telle gloire provoque la vengeance de Dieu et s'assure l'abomination de la postérité!

LXV. — LES CAUSERIES DE ROME LE LENDEMAIN DE L'INSURRECTION.

L'aurore du 23 octobre se leva douce et radieuse, et Rome se reposait de l'insurrection garibaldienne par une insurrection vraiment romaine, l'insurrection de la curiosité universelle. On avait entendu des coups de feu momentanés et même des salves régulières de coups de fusil, des cris sauvages, des gémissements douloureux et plaintifs, des pas précipités d'hommes armés et le roulement des affûts de canons; tout le monde voulait connaître formellement la cause de ces bruits, de ces hurlements, de ces plaintes, de ces marches, de ce charroi, et principalement savoir dans quel état de sûreté pouvait être la tranquillité publique. On se questionnait donc avec anxiété, et il se faisait partout un échange continuel,

un étrange croisement de nouvelles très-souvent fausses ou contradictoires. Le peuple romain, qui reconnaît facilement le doigt de Dieu dans les événements humains, ne tarissait pas sur les actions de grâces qu'il devait et allait rendre à la Bonté divine, qui avait sauvé le Saint-Père des embûches que les méchants lui avaient tendues. Il se répandait un bruit vague, mais constant, qui assurait que le Pontife avait été prévenu à temps, par des âmes pieuses de l'autre monde, de l'imminent danger qu'il courait, mais aussi de l'avantage que lui aurait procuré ce danger[1].

— Qu'aura dit le Pape, demandait quelqu'un, lorsqu'il entendit cet affreux tumulte de Serristori?

— Sachez que le Pape n'a eu ni crainte, ni doute : il a dit seulement : « Ils peuvent essayer, mais ils ne réussiront pas. »

— Qui donc a affirmé que le Pape avait dit cela?

— Les gens du palais pontifical.

— Qui eût pu le penser? Justement hier, la veille de la fête du *Gesù Nazareno*, qui est si suivie à Rome! Que le Seigneur soit béni! ils ont reçu leur compte, les coquins!

— Nous avons été à deux doigts de notre ruine. J'ai causé, ce matin, avec un témoin oculaire de l'horrible désordre; il certifiait que c'était un bien grand hasard, si les garibaldiens n'ont pas pris Rome. Si la cloche du Capitole avait sonné, c'eût été une affaire plus terrible encore; les affidés de Garibaldi auraient débouché par centaines, par milliers

(1) Voir Mencacci, *La Main de Dieu*, vol. II, p. 82-96.

à la fois, et en bien plus grand nombre encore, s'ils n'avaient pas reçu, au milieu de la journée, un contre-ordre formel. Tout cela était un véritable *mystère*, disent-ils[1], et les bandes les plus fortes n'ont pas pris part au mouvement.... Et si....

— Oh! avec des *si!*... Et si saint Pierre avait donné sa démission? Et si le Dieu tout-puissant avait, momentanément, cédé sa place au diable? Les garibaldiens auraient alors fait de fameux exploits! Mais Notre-Seigneur est toujours là, saint Pierre se promène encore avec les clefs que lui confia le Divin Maître et il s'en sert, au besoin, pour défendre son représentant et successeur des ignobles attaques que tentent de lui faire les suppôts de l'esprit infernal. Quant à moi, je soutiens et assure que le contre-ordre a été donné uniquement par saint Pierre, pour embrouiller les mailles de l'immense filet tendu par ces gredins.

— Vous êtes donc un de ces gros croyants, qui disent que nous autres Romains, nous faisons des sottises le jour, et que saint Pierre les raccommode la nuit?

— Oui, oui, j'ai précisément la faiblesse de penser de la sorte. Je ne dis pas pour cela que saint Pierre va descendre du paradis sur terre, pour remplir de

(1) Les garibaldiens ont avoué que, pour eux, ce contre-ordre a toujours été un *mystère* : le Rapport du comité d'insurrection l'attribue au comité romain *à la mauve*, qui empocha l'argent et retira son épingle du jeu; nous croyons, nous, que ce contre-ordre a été donné par Menotti Garibaldi, qui, en effet, ordonna de slater pendant 24 heures, pour que la bande Cairoli pût avoir le temps de se rendre au poste qui lui avait été assigné; mais l'ordre ne fut pas connu et publié à temps.

ses propres mains les registres de la police, mais je dis qu'il trouve le moyen de le faire, je ne sais comment.... Voyez, par exemple, là, au Capitole; les astucieux brigands croyaient y arriver tout à fait inopinément, mais saint Pierre les avait devancés par un billet prophétique, qui disait: « Rome, 22 octobre 1867. Au commandant de la brigade du Capitole. M. Le chevalier Evangelisti, colonel de la gendarmerie, m'a chargé de vous donner avis qu'on venait de lui apprendre que, ce soir, on pourrait facilement tenter, à Rome, une démonstration populaire qui débuterait au Monte-Vaccino. » Sur l'enveloppe du billet, on lisait : « Pressé, réservé[1]. » Que dites-vous de cela? N'est-ce pas un moyen comme un autre de réparer nos sottises, et de donner, sur la face de ces brigands, un fier coup de clef?

— Il est certain qu'on a vu dans tout ceci la main de Dieu!

— Et le Sénateur de Rome, n'était-il pas, lui aussi, conduit par la main de Dieu, hier matin, lorsqu'il arriva au pas de course prendre la clef de la tour? Il était pourtant à sa maison de campagne, près de sa femme malade; et sa famille le suppliant, le conjurant de ne pas partir, il s'obstina à le faire et répondit : « Je veux aller à Rome; » tout aussitôt il fait atteler, lance ses chevaux à toute bride, et, arrivé au Capitole, il court précipitamment chez le concierge : « Donnez-moi la clef, s'écrie-t il; il me la faut pendant ces jours-ci! »

— L'aura-t-on peut-être averti?

(1) Actes de la 4e compagnie de gendarmerie, n° 1351.

— Si on l'avait averti, il eût pris d'autres mesures et précautions ; au lieu de cela, il s'est borné à rôder, toute la nuit, autour du Capitole, tout seul, absolument seul.

— Ma foi, il faut en avoir bien envie pour risquer d'attrapper un bon rhume, en gobant l'air froid de la nuit, et surtout avec ce qui courait dans l'air cette nuit-là.

— Savez-vous ce qui lui est advenu de sa promenade nocturne? Un gendarme le lorgnait depuis quelque temps entre chien et loup, justement par là, derrière la Torre di Specchi ; le sénateur lui faisait l'effet d'un barbon suspect ; sans dire ni une, ni deux, il marche à lui : « Arrêtez ! votre nom ? — Cavaletti. » Le pauvre gendarme recule d'un pas. « Mille pardons, M. le marquis, vous comprenez... notre devoir... mille pardons, M. le sénateur.... Il fait nuit noire, que voulez-vous ? on n'y voit guère... si je vous avais reconnu, Excellence.... » Ce matin, le pauvre gendarme est accouru au palais Cavaletti, pour renouveler ses excuses ; et M. le marquis riait à pleins poumons.

— Est-il étonnant, lui aussi, notre sénateur ! Pourquoi va-t-il se fourrer dans des bagarres semblables ?

— A chacun son goût ; il a la faiblesse de croire qu'il n'est pas seulement sénateur pour se faire traîner en voiture avec sa belle toque d'or.

— Quoi qu'il en soit, il est tombé sur ses pieds ; ce pauvre étranger a été bien moins heureux, tu sais? celui que les garibaldiens ont saisi sur la route, le forçant brutalement à crier : Vive Garibaldi, et puis.....

— Et puis, on lui aura volé sa bourse?

— Pas sa bourse, car il paraît que c'était déjà fait; ils se sont amusés à prendre la montre et la chaîne de son cocher[1].

— Aimables libérateurs!

— Dans la rue Savelli et ailleurs, n'ont-ils pas eu l'extrême bonté d'aller rendre visite aux marchands et de chercher chez eux des armes, disaient-ils, mais de les prendre dans la caisse[2]?

— Je parie avec toi que si les commerçants avaient empoigné un bon manche à balai, ces intrépides héros se seraient sauvés à toutes jambes. C'est à peu près de cette façon-là qu'on les mit en fuite à l'hôpital militaire.

— Qu'est-il donc arrivé là?

— Tout le monde le sait : un groupe de ces enragés voulait entrer dans l'infirmerie des blessés. L'aumônier, qui avait entendu le train qu'ils faisaient sur l'escalier, ferme la porte et la barricade de ses robustes épaules; le planton lui vient en aide; un sergent, ne pouvant mieux faire, se prend à donner des ordres. — Chargez armes ! — Un autre saisit un fusil hors de service, frappe et refrappe dessus, fait jouer la batterie, fait chanter la baguette dans le canon, et les coquins de déguerpir en toute hâte.

C'est ainsi que le peuple s'entretenait, dans toute la ville de Rome, des événements de la nuit, des blessés, des morts, et des armes qu'on avait trouvées dans les rues, armes dont plusieurs auraient

(1) *Procès Acquaroni*, p. 26. (2) *Ibid.*, p. 16.

(3) *Ibid.*, p. 28 29. Voir aussi Mencacci, Ier chap. p. 61.

pu servir à des sauvages; et on ne savait pas, alors, qu'il y avait encore de ces armes dans des cachettes, où on en trouva par la suite plusieurs centaines. Mais, plus que tout autre événement, celui bien malheureux de la caserne Serristori attirait une grande foule. Là, tout le monde bénissait Dieu, qui avait daigné soustraire à l'horrible danger d'une mort affreuse et d'une extermination complète, les cent zouaves qui en étaient sortis, on eût pu le croire, par un simple hasard, peu d'heures avant l'événement.

On parlait avec éloges d'un tout jeune homme, de grande noblesse française, qui était venu en toute hâte se croiser pour Saint Pierre, et que la Providence s'était plu à sauver avec une complaisance manifeste. Il avait différé son engagement à cause d'une fièvre obstinée; aussitôt que sa fièvre l'eut quitté, il se fit inscrire, s'équipa et s'enrôla. Mais à peine fut-il entré au quartier, que la fièvre lui revint et qu'il se vit forcé de rester étendu sur une paillasse. En ce moment, on mande à sa compagnie de sortir et de se tenir prête au combat. Les camarades du nouveau-venu l'entourent :

— Cher ami! on ne vient pas se faire zouave pour se coucher et dormir.

En disant ces mots un peu rudes, l'un d'eux le prend par un bras, un autre le saisit par les pieds.

— Restez tranquilles, dit le zouave; j'ai une méchante fièvre....

— Vous l'écouterez plus tard, cette fièvre-là; maintenant, allons nous battre.

— Nous battre? Je vous suis.

Il se lève, prend son fusil et se place dans les rangs. Dieu s'était servi d'une plaisanterie un peu trop vive, peut-être, pour soustraire le généreux zouave à une mort affreuse, surtout pour un brave volontaire français. Son lit fut, peu de temps après, écrasé par des masses énormes et enseveli sous les décombres.

Au reste, il serait impossible de dépeindre la colère et l'indignation profonde, qui débordaient de tous les cœurs de ceux qui voyaient les ruines fumantes de Serristori, lorsqu'ils pensaient à la cause infâme qui les avait accumulées. Les pompiers travaillaient encore avec ardeur autour de ces ruines et les camarades des morts les secondaient de toutes leurs forces; nous avons vu de nos yeux ces généreux Croisés fouiller les décombres près de toits qui menaçaient de s'écrouler sur leurs têtes, au milieu de pans de murailles crevassées, et ces nobles jeunes gens poursuivaient activement leurs recherches en pleurant à chaudes larmes, eux qui auraient marché gaîment contre la mitraille. Dès qu'ils découvraient quelques débris humains, ils les examinaient avec une anxiété poignante, et allaient jusqu'à les palper, dans l'espérance illusoire d'y retrouver quelques restes de chaleur vitale. Et combien amèrement plaignaient-ils leurs infortunés frères d'armes, lorsque leurs membres glacés disaient impitoyablement à ces pieux chercheurs, qu'ils étaient morts, bien morts, à jamais disparus de la terre!

— C'est peut-être un tel, demandait l'un.

— Ce doit être le trombone, disait un autre.

— Non, répliquait un troisième, c'est ce Hollan-

dais, ce Français, ce Romain, dont la paillasse était placée ici ; pauvre jeune homme !

Arrivait-il que les infatigables perquisiteurs apercevaient quelque signe de vie, ils prenaient des précautions infinies pour écarter et enlever le plus légèrement possible les débris qui entouraient ou qui couvraient le corps, craignant toujours que les armes enterrées et les munitions qui pouvaient se trouver dans les ruines ne vinssent à éclater ou à s'enflammer à la moindre secousse. Enfin, on lavait le visage des bien-aimées victimes qui avaient eu la chance de revoir la lumière ; on leur faisait prendre des cordiaux, on examinait minutieusement leurs blessures ; si elles étaient jugées mortelles, le prêtre qui se trouvait sur les lieux donnait l'absolution aux blessés, *in articulo mortis*, avant même qu'ils ne fussent transférés à l'hôpital. Par instants le travail du pic était suspendu ; on imposait le silence, et les experts, courbés sur les débris, appelaient par leurs noms les enterrés ; si un mot ou un gémissement se faisait entendre, on redoublait d'ardeur et on pressait le déblaiement avec une lueur d'espérance.

Je n'oublierai jamais ce qui m'arriva à moi-même dans ces tristes moments. J'errais avec douleur et anxiété au milieu des pierres, des poutres, des pans de murs, des gravois de toutes sortes, qui m'entouraient, cherchant à me rendre utile dans l'exercice du saint ministère. Tout à coup on vient me dire :

— On a entendu une plainte sortir des décombres, ce doit être Poggi.

On suspend le travail ; je plonge mon visage dans la poussière, j'appelle :

— Poggi !

— Je suis ici, me répond une voix sépulcrale.

— Courage ! patience ! on travaille activement pour venir à votre aide ; courage ! Mais, en attendant, vous devriez vous recommander au bon Dieu. Voudriez-vous recevoir de moi la sainte absolution ? Demandez pardon à Dieu de tout votre cœur.

Je me tus, et j'entendis aussitôt la même voix souterraine, faible, mais très-distincte, réciter :

— Mon Dieu, qui êtes la Bonté souveraine, et que j'aime de toutes les forces de mon cœur, je me repens et je vous demande pardon.

Et cette voix continua l'acte de contrition. A la fin de l'acte, je prononçai à mon tour, la face contre terre, la formule du pardon sacramentel. Mon absolution n'était peut-être pas nécessaire ; la miséricorde divine avait probablement accordé sa grâce à la contrition du fidèle croisé : mais, je l'affirme, jamais absolution ne partit plus ardente de mon cœur. Les assistants étaient à genoux ; toutes les fenêtres des alentours fourmillaient de têtes, tous les visages étaient émus, tous les yeux versaient des larmes de pieux attendrissement, en entendant les paroles du saint pardon, car le pardon prononcé par mes lèvres de pécheur était, sans doute, imploré au même instant par le croisé, martyr et défenseur de la Sainte Eglise. J'eus le bonheur de le revoir, tiré de son affreux sépulcre, après deux heures de fatigue et d'angoisse mortelle, et il paraissait intact et sans blessures apparentes. Il me remercia avec une vive tendresse de ce que je lui avais accordé l'absolution, au moment où il courait un si grand danger

de mourir, et il me pria de la lui donner de nouveau, afin qu'il pût la recevoir avec plus de calme et de ferveur. On espérait que Poggi pourrait, sous peu, reprendre son service ; mais ses blessures s'envenimèrent, et Dieu lui procura la couronne immortelle, par une mort tranquille et sereine. Jacques Poggi était Génois, et avait 32 ans.

Combien de scènes semblables nous avons vues sous les ruines de la caserne Serristori, scènes qui eussent attendri les bêtes fauves des forêts ! Mais non, des Garibaldiens, non... A la même heure où la caserne sautait, plusieurs chefs garibaldiens préparaient une autre mine sous la caserne Cimarra, persistant dans l'infernale idée de faire sauter la poudrière du château. Si François Cucchi et le gouvernement de M. Rattazzi, qui étaient non-seulement les complices, mais les auteurs et les instigateurs de pareilles atrocités, avaient eu l'intention d'accumuler la haine et le mépris universels sur leurs entreprises, ils n'auraient pu mieux atteindre leur but qu'ils ne l'ont fait par cette seule infâmie.

— Ce n'est plus une insurrection, s'écriaient les Romains, ce n'est plus une guerre d'hommes ; c'est de la fureur de monstres, de la rage de démons !

Nous avons entendu nous-même prononcer ces cris d'indignation ; ils sortaient de toutes les bouches, et partaient de tous les cœurs ; aujourd'hui encore, ces justes reproches sont renouvelés par les citoyens et par les voyageurs qui traversent ce funeste endroit. Personne ne peut regarder ces tristes débris, laissés là pour témoigner de la férocité des sectaires et pour la leur reprocher, personne,

disons-nous, ne sait voir ces ruines sans maudire leurs auteurs.

Voici les noms des victimes, qui méritent bien, pensons-nous, de survivre dans la mémoire de la postérité, comme ils sont écrits au ciel, nous l'espérons, sur l'immortel livre de vie : Carmel Carletti, d'Olevano, dans les Etats-Pontificaux; — Louis Carrey, d'Arbois, en France; — Joseph Cerasani, de Rome; — Fortuné Chiusaroli, de Rome; — Emile Claude, de Nancy; — Frédéric Cornet, de Namur; — Alexis Desbordes, de l'ile d'Oléron, en France; — César Desideri, de Rome; — Frédéric de Dietfurt, de Strasbourg ou de Colmar; — Jean Deworscek, de Bologne; — Louis Flamini, de Rome; — Jean Lanni, de Rome; — Edouard Larroque, de Cahors; — Michel-Ange Mancini, de Rome; — Pierre Mancini, de Rome; — Etienne Melin, de Moulins; — François Miranda, de Portici; — Antoine de Vigo, dans le Tyrol; — Jacques Poggi, de Gênes; — André Porta-nuovo, de Naples; — Edmond Robinet, de Saint-Pol-de-Léon, en Bretagne; — Nicolas Silvestrelli, de Rome; — Oreste Soldati, de Genazzano, Etats-Pontificaux ; — Dominique Cartavini, de Rome; — Victor Viochet, de Paris, et deux bourgeois de Rome dont les noms nous sont inconnus.

Si quelque chose peut nous consoler, et servir de contre-poids à la douleur que le souvenir de ces noms réveille dans notre cœur de chrétien, c'est la pensée que les deux principaux mandataires et exécuteurs de ce grand assassinat, Joseph Monti et Gaétan Cognetti, qui ont reçu le juste châtiment de leur

forfait, sont morts repentants et résignés, et ont subi le dernier supplice de manière à édifier ceux qui ont eu le courage d'y assister. Les deux condamnés, avant de subir la peine suprême, voulurent demander pardon au corps des zouaves, si cruellement offensé et diminué par eux. Que la miséricorde de Dieu les assiste[1] !

Une conversation d'un autre genre était, ces jours-là, tenue par bien peu de personnes, mais, insensiblement, elle s'étendit et se multiplia tellement, que nous croyons de notre devoir de la consigner dans ces pages. La mémoire d'Anne-Marie Taïgi, digne mère de famille, native de Sienne, est illustre ; elle passa toute sa vie à Rome, et mourut dans le Seigneur, en 1837, comblée de tant d'admirables vertus, que le peuple témoigna le désir de vénérer la mémoire de cette sainte dame sur les autels, et la question de sa béatification est actuellement pendante. On s'est souvenu, dans les circonstances actuelles, d'une révélation qu'elle eut jadis dans la basilique de Saint-Paul, et qui paraît se rapporter aux événements de l'insurrection garibaldienne. Cette servante du Seigneur crut voir pendant qu'elle priait dans la basilique, que la ville entière de Rome était mise à feu et à sang et que le massacre était tel que, dans toute l'étendue de la cité, s'élevaient deux véritables montagnes de cadavres, privés de sépulture, dont l'infection avait fait naître une épidémie douloureuse

(1) Voir la *Civiltà Cattolica*, série VII, vol. IV, p. 723 ; ou, pour plus amples détails, la *Relation des derniers moments de J. Monti et de G. Cognetti* ; Rome, *Civiltà Cattolica*, 1868, in 16 de 52 p.

et mortelle. Anne-Marie était désolée et consternée en pensant à ce terrible fléau, et elle en détaillait d'atroces particularités, qui ne s'accordent que trop bien avec les attaques assassines et fréquentes que les Garibaldiens ont faites et réitérés à Rome, et aux criminels projets que ces misérables ont publiés dans toute l'Italie. La pieuse femme priait continuellement pour le salut de Rome, et semblait conserver l'espérance de voir, ne fût-ce qu'en partie, la colère du Seigneur désarmée par ses ardentes prières[1]. Au moment de quitter la terre, Anne-Marie chargea une dévote famille de sa connaissance, de continuer ces prières pour obtenir la faveur si désirée. Nous connaissons cette famille, et nous savons que les supplications quotidiennes qui lui furent demandées sont religieusement faites et continuées depuis plus de trente ans. Parmi les personnes qui connurent ce secret, il y en eut qui pensèrent que la vision de la sainte femme pouvait se rapporter à la désolation que le choléra causa parmi nous; on voulut aussi appliquer la vision aux désastres occasionnés par l'éphémère république de 1849; toutefois, les circonstances traditionnelles ne semblaient pas se vérifier entièrement; le 22 octobre 1867 parut, cependant, offrir des résultats plus tristement conformes.

En effet, deux heures avant le commencement de la tentative d'insurrection, un religieux nonagénaire, dont le nom est très-connu à Rome, parce qu'il fut

(1) Voir les pièces relatives à la béatification et à la canonisation de la Servante du Seigneur Anne-Marie Taigi. *Summat super dubio an sit signanda commissio introductionis causæ, etc.*, p. 146, 284, 312.

le dépositaire des secrets de la vénérable femme, dit à un autre prêtre, qui le venait trouver pour lui demander quelques consolants avis à propos des calamités publiques, qu'il pressentait un horrible malheur sur le point de frapper la ville. Il ajouta qu'il se sentait animé d'une confiance absolue, sentant que la vénérable Anne-Marie prendrait la défense de Rome; qu'il était nécessaire de porter de suite l'image de la sainte femme au Capitole, « parce que c'était là le principal point de mire des sectaires, et que, le Capitole sauvé, Rome resterait toujours au Pape. »

Le prêtre qui entendit la proposition de son collègue nonagénaire, dit que cette démarche ne lui semblait pas prudente, au milieu des troubles, et à une heure si avancée, pour se rendre au Capitole; le vieux prêtre insista, rassura son interlocuteur, le bénit, et le messager se mit en route. Arrivé au pied de la montée, l'un de ses amis, qui se trouvait à sa fenêtre, l'aperçut et le pressa vivement de ne pas aller plus loin, lui intimant presque impérieusement de rentrer immédiatement chez lui. Malgré cet ordre amical, le vieux prêtre gravit en tremblant, mais parfaitement décidé à remplir sa mission, les hauteurs du Capitole.

Le Capitole lui parut silencieux et désert; il vit la grille, qui fait face au poste des gendarmes, ouverte, et il monta tous les degrés qui s'offrirent devant lui, car le vieillard lui avait imposé d'aller placer l'image sur la partie la plus élevée du Capitole qu'il pourrait atteindre. Arrivé au dernier plateau, sous la tour de la cloche, il vit un banc à dos-

sier ; il se proposa de le détacher de la muraille et d'y coller l'image (il avait pris sur lui, à cet effet, des pains à cacheter) et de la couvrir ensuite en replaçant le meuble contre le mur. En cet instant, des pas résonnèrent derrière une porte qui se trouvait près de là, et cette porte s'ouvrit. Le religieux dit à une femme qui sortait, qu'il était venu dans la seule intention de placer une image. La femme, qui se nommait Charlotte, regarda tout étonnée l'image en question, et, la reconnaissant, elle s'écria :

— Mais c'est la vénérable Anne-Marie Taïgi ! moi aussi je la vénère !

Elle promit d'accomplir le désir du prêtre, lequel descendit en toute hâte et rentra chez lui. Vingt-cinq minutes plus tard, il entendit de sa demeure la fusillade qui s'était engagée au Capitole. Simultanément, le nonagénaire dont nous avons parlé recevait la visite d'un prêtre bolonais, que nous connaissons, et il l'accueillit par ces mots textuels :

— Don Pierre, la Vénérable a pris possession du Capitole au nom du Pape, et elle le défendra contre les Garibaldiens.

Il faut noter qu'en ce moment-là, l'action n'était pas encore commencée, et que l'éloignement de la maison du vieillard ne lui permettait pas d'entendre les coups de feu, ni alors, ni après.

Toutes ces choses semblèrent étranges aux dévots de la vénérable Anne-Marie Taïgi : ils savaient par tous ces souvenirs, et même par les procès-verbaux ecclésiastiques, combien de fois déjà elle avait, nous dirions presque, fatigué le Ciel, à force de prier pour la délivrance de Rome, menacée par tant de fléaux,

et ils voulurent immortaliser et perpétuer le souvenir de l'événement par une peinture qui l'aurait retracé. Cette peinture représente le Saint-Père Pie IX, priant la très-auguste Trinité, et rappelant, au moyen de symboles, la définition de l'Immaculée Conception, et demandant la médiation des bienheureux apôtres saint Pierre et saint Paul ; la Vénérable Anne-Marie est agenouillée près du Saint-Père, joignant sa prière à celle du souverain Pasteur ; dans le fond du tableau, on voit le Capitole assailli et défendu. Nous savons que cette composition a été présentée au Saint-Père et que la gravure du tableau a passé par beaucoup de mains. Nous ne nous arrêterons pas plus qu'il ne faut sur ces particularités ; néanmoins, puisque nous les avons soigneusement recueillies de la bouche de personnes graves et que nous les tenons pour véridiques et certaines, autant qu'il est possible de compter, humainement, sur la bonne foi d'individus d'une probité reconnue, nous abandonnons avec confiance ces faits au jugement de ceux qui viendront après nous.

LXVI. — SOTTISES ET MENSONGES DANS TOUTE L'ITALIE.

Le bavardage des sectaires, bien différent des causeries romaines, que nous avons rapportées dans le chapitre précédent, parcourait d'un bout à l'autre, et remplissait de son bruit trompeur la Péninsule italienne. Ces gens-là, au lieu de mourir de honte,

au souvenir de leurs méfaits, se glorifiaient et marchaient la tête haute, comme si leur attentat contre le Saint-Père les eût couronnés d'une auréole de gloire. Leurs journaux défiaient le public. Ce qui mérite particulièrement d'être noté, c'est que dans les officines des gazettes, on connaissait non-seulement la conspiration, mais tous les détails les plus insignifiants du projet, de la marche et des moyens de l'insurrection, bien longtemps avant que les nouvelles eussent pu leur arriver de Rome. Ces beaux messieurs ne se trompaient que sur le résultat qu'ils annonçaient comme étant advenu selon leurs vœux, tandis qu'ils l'ignoraient complétement. Au reste, ils écrivaient des mensonges, en affirmant que le peuple avait couru aux armes, qu'il avait élevé des barricades dont la ville était littéralement hérissée et pratiqué des mines sous toutes les casernes (et ils les nommaient toutes), puis ajoutaient une multitude d'autres faits et gestes, absolument chimériques. Il est inutile d'énumérer ici les singuliers aveux de vingt ou trente journaux : ils se trouvent encore chez les libraires, où ceux qui en auraient envie peuvent les consulter à loisir; les organes du gouvernement et les feuilles mazziniennes sont en cela parfaitement d'accord.

C'est ainsi que le peuple catholique italien, cordialement dévoué à la papauté, se voyait forcé d'écouter, malgré lui, des lamentations lugubres au sujet du Saint-Père, et depuis le 20 octobre, c'est-à-dire quarante-huit heures avant l'événement, on leur criait continuellement et sur tous les tons que les Romains se battaient contre leur Pontife et que le sang des défenseurs de Pie IX était répandu par

torrents ; et, pour parfaire ces affreux mensonges, dans les cavernes des sectaires, on proclamait, comme chose indubitable, qu'on avait littéralement massacré tous les prêtres, et qu'on portait, au bout des piques, au Vatican, les têtes des Cardinaux, afin de persuader au Pape de renoncer au pouvoir temporel, chose à laquelle Pie IX répugnait à leur avis, avec une coupable obstination. Ces heures-là furent, pour les fidèles, de véritables heures de supplice. Et dire que les sectaires ne savaient, en ce moment-là, rien de plus que la nouvelle de l'insurrection commencée dans la soirée du 22 ! François Cucchi avait annoncé ce début au ministre de Victor-Emmanuel, deux heures avant de l'entreprendre, par une dépêche énigmatique, conçue en ces termes : « Envoyez valise. » Il n'est donc pas étonnant que la nouvelle s'en répandit dans Florence et que le comité central garibaldien la fit crier partout comme chose certaine[1].

D'après cette seule base, et à l'aide de la découverte de leurs desseins, chaque écrivain du parti narrait l'histoire du soulèvement en y intercalant des événements merveilleux et des hauts-faits mémorables. On eût dit qu'un esprit de vertige démoniaque était venu, du fond des abimes infernaux, à Florence et dans les provinces : les feuilles ordinaires vomissaient des torrents de mensonges, de calomnies, de blasphèmes, à tel point que la postérité ne pourra jamais s'en faire une juste idée. Pour en donner un faible exemple, nous citerons quelques fragments

(1) Voir la *Nazione*, du 23 octobre. Notez que la feuille datée du 23 avait été imprimée le 22.

d'un journal de province, et cet exemple, à mon avis, suffira bien. Le *Galiani* était, et peut-être l'est-il encore? le porte-voix de la secte dans les Abruzzes; écrit dans la langue des Centaures, et non dans celle des Italiens, il devint tellement ennuyeux, que ses abonnés, affligés d'une telle plaie, refusèrent de payer leur abonnement après « le troisième trimestre. » Pourtant, ce journal avait gagné son entretien, en aboyant comme un chien contre les *zouaves porte-faix,* contre François II, contre les *codini*, contre les femmes célèbres du pays. Au moment du paroxysme de l'insurrection garibaldienne, le *Galiani* remarquait un tel déficit sans ses finances, qu'il se vit obligé de changer son format in-folio en in-quarto; et, tombant ainsi d'évêque en meunier, il n'en devint que plus stupide et plus méchant.

Il se mit à déblatérer de toutes ses forces contre M. Rattazzi, parce que celui-ci, tremblant devant le *Moniteur* de Paris, « ne se décidait pas à faire le solennel effort de rappeler aux remueurs que nous ne sommes pas les neveux dégénérés de ces peuples renommés, qui surent, à plusieurs reprises, rabattre le caquet à l'orgueil étranger. » Il ne pouvait digérer la pensée qu'on n'envoyait pas l'armée contre Rome et la flotte à Civita-Vecchia. En attendant, il cherchait à attendrir et à faire financer les belles dames garibaldiennes. « Hélas! versez votre obole, et, au lieu de penser à jeter l'argent pour vos atours, faites voir que vous avez du cœur et que vous êtes italiennes. Combien votre nom sera béni et vénéré, si, en vous privant de fard, vous accordez l'argent qu'il

vous coûte aux volontaires, qui, dans le camp, souffrent et vous demandent du pain. Nous espérons que ces mots seront bien accueillis par vous, qui avez si noblement, jusqu'ici, entendu être italiennes. Femmes, n'hésitez pas, soyez généreuses; ouvrez votre main bienfaisante, écoutez les cris des enfants de l'Italie, de vos frères, qui parviennent jusqu'à vous, et qui, dans leur son lamentable, sollicitent un prompt secours. »

Suivait une aventure de guerre, qui faisait pressentir les événements de Rome :

« Jean Porta et sa compagnie, disait-on, ont soutenu, avant le 21, un brillant combat contre les plus redoutables zouaves. Notre citoyen, avec ses 70 hommes, réduits, par cette rencontre avec des forces supérieures, au nombre de 66, était, le 21, à Scontriglia, à une petite distance de Rome, avec Salomone, qui forme l'avant-garde des quatre mille combattants du général Menotti, pendant que le chef supérieur était à Orvinio. Du moment où l'on a battu le rappel pour se mettre en marche sur Rome, le même jour, 21, nous n'avons plus de nouvelles et nous ne pouvons dire autre chose, sinon que nos braves compatriotes, commandés par l'héroïque Frédéric Salomone, occupent la place d'honneur, et ont résolu d'ouvrir la marche à leurs camarades, de leur frayer la route; ils s'efforceront de délivrer nos prisonniers et notre ami Fabris. Nous prions la municipalité de vouloir bien envoyer à la respectable dame Fabris, comme on l'a fait l'année dernière, les honoraires dus à son mari, pour son service d'adjudant-major de notre garde nationale. »

Il faut entendre aussi ce que dit le même journal des événements du soulèvement romain.

« La révolte était commencée à Rome dès 5 heures de l'après-midi du 21 ; déjà, à 7 heures du soir, le 20, on avait brisé les fils électriques et les communications des voies ferrées. Le soir du 21, on détruisait les tuyaux du gazomètre et on élevait les premières barricades, auxquelles succéda cette lutte indescriptible qui dure depuis plusieurs jours. Dans cette même nuit, Menotti chercha à venir au secours du peuple romain. Toute la ville fut couverte de barricades, mais chaque point occupé par l'ennemi est préparé et défendu au moyen de l'art meurtrier des fortifications passagères, qui constituent une nouvelle espèce de retranchements. Il nous faut conquérir la ville pouce à pouce et avancer comme dans une forteresse, qui aurait sa dernière redoute au Château Saint-Ange. Les zouaves se servent, eux aussi, du poignard avec la froide et inhumaine atrocité de nos brigands, et ils sont également pourvus des bombes orsiniennes, sous la protection des palais des cardinaux et à proximité des couvents. Il n'y a que des prêtres pour faire une semblable guerre. Mais les engins de guerre, fabriqués par les jésuites de Paris et de la Belgique, n'arrêteront pas les intrépides habitants des Abruzzes. »

Toujours lâches et dévorés des désirs de l'esclave, ils employaient toutes les ruses, toutes les flatteries les plus perfides, pour amener la Prusse à se brouiller avec la France et avec le Pape ; ils l'espéraient et ils se réjouissaient par avance du succès de leurs iniques entreprises.

« Le ministre de Prusse s'est présenté, comme jadis Papirius à Ptolémée, traçant à l'empereur le cercle d'où il ne devait point sortir... Un *vivat* perpétuel que toute la nation italienne doit répéter, mille *vivats* intarissables, envoyés des humbles rives de notre Aterno à tous les Allemands et à l'organisateur de l'unité germanique, etc., etc. »

Il est certain qu'aidé du cercle de Papirius, Garibaldi devait concevoir et réaliser des projets qui eussent à jamais déshonoré Alexandre-le-Grand et Roland furieux. En effet, Rome était son point-de-mire géographique et politique... « Faire insurger Rome... faire sortir de Rome la majeure partie de sa garnison et la conquérir, » telles étaient les gentillesses vaillantes « qui se présentaient à la clairvoyance des généraux garibaldiens. »

Mais, par malheur « ce plan, ou ce système, lui aussi, échoua ; car l'astucieux jésuite en a eu vent... Plus encore ; toute la noblesse française, tous les aventuriers de l'univers, les Turcos, les chasseurs d'Afrique et de Vincennes de Napoléon ont doublé la primitive armée pontificale, qui peut maintenant compter plus de vingt-huit mille hommes, choisis parmi les soldats les plus fanatiques et les plus vaillants de toute l'Europe. »

« Avant que le Pape construisît des remparts et des forteresses détachés, quoique provisoires, et qu'il les armât de canons, avant de porter son armée à un chiffre énorme, les généraux de Garibaldi ont dû se résoudre à tenter un coup décisif sur Rome même, et à le faire avec leurs volontaires, presque désarmés, sans chaussure et mourant de faim. Mourons

pour la patrie ! Mourons pour Rome! ont-ils dit... Menotti et Salomone ont tenté de pénétrer dans la ville éternelle et ils se sont placés devant ses portes, attendant que la population les voulût bien ouvrir. Le 22, la soldatesque théocratique occupait tous les débouchés importants, tous les points dominants du centre et des alentours de Rome, et elle interrompait, avec une habileté infinie, la circulation dans les rues principales et obstruait toutes les communications. Les couvents, aux murailles si solides et dont Rome est remplie, furent changés en redoutes ; et, en même temps, on n'oublia pas (que le jésuite est fourbe !) de transférer, le 20, à Civita-Vecchia, les 1,200 détenus politiques, et d'y envoyer le colonel d'Argy en qualité de commandant. »

Malgré ces nombreuses et perfides manœuvres de tous genres, « le peuple désarmé a commencé par saisir tous les fusils des corps-de-garde, qu'il a occupés par surprise. La caserne Serristori, remplie de zouaves, a sauté en l'air, par l'explosion d'une mine. A la porte du Peuple, un grand nombre de gendarmes furent tués, et tous les autres désarmés.... A Viterbe, à Velletri, à Frosinone, le peuple s'est insurgé comme à Rome. Le colonel Azzanesi et deux mille hommes sont prisonniers des insurgés... Garibaldi touche aux portes de Rome, et peut-être est-il entré dans la ville éternelle, avant le débarquement des Français... Quelques insurgés, voyant briller de loin plusieurs lumières et venir vers eux un certain nombre de personnes, crurent que c'étaient des soldats pontificaux, et déchargèrent leurs mousquets de ce côté-là... Les désertions continuent du côté des Pon-

tificaux, et, à ce que je crois, les jésuites resteront sous peu sans la moindre troupe; et alors!... L'ex-roi François II est parti de Rome, avec tout ce qui reste de sa famille!... La nouvelle de la fuite du Pape est confirmée[1]. »

Ces fallacieuses nouvelles sur l'insurrection romaine étaient propagées par les journaux garibaldiens dans les populations italiennes, avec la vérité et la loyauté dont nous venons de donner à nos lecteurs un petit échantillon, tant pour le fond que pour la forme; les journaux étaient placardés, sur de larges feuilles de carton, à tous les coins de rue; on les distribuait à pleines mains, avec des illustrations de la même valeur, dans les magasins de tabac et les cabarets; c'était une batterie vomissant perpétuellement des torrents de sottises, de mensonges, d'injures, de calomnies, de propos orduriers, de fanfaronnades tellement obscènes que des hommes ivres oseraient à peine les prononcer; et tout cela retentissait à grand bruit dans la presqu'île italienne, depuis les Alpes jusqu'au Lilybée. Les journaux du gouvernement, publiés dans les grandes villes, ne le cédaient pas sur ces propos aux feuilles ignobles de la province; il n'y avait, entre ces journaux et ces feuilles, qu'une seule différence : c'était qu'en élucubrant de semblables balourdises, les journaux du gouvernement écorchaient un peu moins la grammaire et l'orthographe. Nous pourrions énumérer ici mille exemples de la science de la presse de Florence, de Naples, de Milan et de Turin; mais

(1) Le *Galiani*, 13 et 28 octobre.

nous ne voulons pas abuser plus longtemps de la patience des honnêtes gens qui veulent bien lire nos récits.

Pendant que de telles impertinences faisaient grand bruit dans l'Italie tout entière, voici que le général Durando arrive de Naples à Florence avec la rapidité d'un boulet de canon; il était appelé dans la capitale pour venir y endosser la défroque ministérielle, défroque que chacun refusait de revêtir. Cet homme, auquel, probablement, la conscience reprochait durement d'avoir, sans la moindre vergogne, favorisé la Garibalderie, eut pourtant assez de confiance dans la police romaine pour ne pas craindre de s'arrêter à Rome, depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi, dans la journée du 23 octobre. Il avait avec lui le sieur Silvagni, instrument docile, actif et fort connu de la bande rattazzienne. Le général et son acolyte descendirent sans bruit dans une hôtellerie bien modeste; on ne l'y incommoda aucunement, et le gouvernement se borna à le faire déguerpir secrètement, prenant soin de le faire devancer à Civita-Vecchia par un télégramme soupçonneux, qui le désignait et le recommandait au colonel d'Argi[1].

Avant d'arriver à Rome, le général montait, par la vallée du Sacco, en chemin de fer, à une heure très-avancée de la nuit : il rêvait à des actions homériques, de la part des Titans de Garibaldi, à de nouveaux Pélions sur de nouveaux Ossa, et à l'Olympe

(1) Télégramme en chiffres, datée de huit heures trois-quarts de l'après-midi, dans les docum. manusc. des arch., 23 octobre.

à moitié détruit et ébranlé, ainsi que le proclamaient les gazettes. Passant sous les tunnels, Durando croyait entendre la fusillade de Custozza; il prenait les hangars à foin pour des arsenaux, les magasins pour des forteresses, les tenders à charbon pour des parcs de canons rayés en batterie, les pieux du télégraphe pour un premier rang de voltigeurs. Plus il approchait de Rome, plus ses cheveux se dressaient sur sa tête : il voyait déjà les casernes en flammes, des montagnes de cadavres sous les barricades; enfin, le sifflet de la locomotive lui apprend qu'on arrivait en gare. Il met pied à terre, et l'envie lui prend de parcourir les rues; tout est libre et tranquille; un peu plus loin, il rencontre la musique militaire, qui conduit la grand'garde au Vatican.

Le lendemain il était à Florence. Il y fut cerné et serré de près par des sectaires de tous genres.

— Dites donc, général, qu'y a-t-il de nouveau à Rome? quels massacres! hein? quelle explosion de valeur romaine! quel carnage de mercenaires!

— Hum! je ne m'en suis point aperçu.

— Mais n'avez-vous point entendu le canon?

— Pas même un pétard.

— Et comment défend-on les barricades?

— Les barricades ne sont autre chose que les sornettes que débitent les gros bonnets du café Doney, les brouillons de l'*Indépendente*, de la *Riforma*, du *Dovere*, de l'*Italia*, et compagnie; ces gaillards-là font des barricades, les attaquent et les prennent... *sur le papier*, car, à Rome, il n'y en n'a pas l'ombre. Il n'y a de vrai que la débâcle d'un coin de la caserne Serristori; toutes les autres casernes, qui ont sauté

et qui sautent encore... *sur les journaux*, je puis vous affirmer qu'elles sont intactes et remplies de soldats, qui ont fait sauter bel et bien ces poules mouillées, qui ont voulu leur chercher noise. Enfin, si nous n'y allons pas nous-mêmes avec nos bataillons, ces animaux-là ne viendront à bout de rien ; et dire que je les ai aidés de mon mieux ! J'ai fait sous main un peu de tout pour cela ; j'ai donné des habillements, de l'argent, de la poudre, des vivres et des armes ; j'ai même été jusqu'à me faire enrôleur avec fra Pantaleo ! Que pouvais-je faire de plus ?

En entendant de semblables nouvelles, les satrapes de la garibalderie enrageaient et donnaient leur langue aux chiens ; ils eussent bien voulu, en ce moment-là, pouvoir mettre le bâillon au général. Mais Durando était un des plus puissants et on le croyait arrivé au point d'obtenir un porte-feuille ; donc, chut ! et tête basse ! Après tout, il ne manquait pas, parmi ces beaux messieurs, de garibaldiens malvacés, qui commençaient à trouver que l'arrogance de M. Rattazzi sentait fort mauvais, ainsi que la *mousse* du comité central, qui s'accommodait avec lui comme du pain et du fromage, de sorte que Rattazzi et le comité lâchaient, tous les matins, une charretée de victoires, qui, le soir venu, se convertissaient en autant de honteux échecs ; en attendant, ils retenaient la malle-poste de Rome, afin de conserver le droit de verser à pleins bords leurs mensonges à tous les Italiens. A cet effet, un scribe de la *Nazione*, qui se trouvait parmi les auditeurs du général quasi-ministre, lorgne l'écritoire, la saisit et barbouille à la volée :

« Pendant toute la journée du 23, on a laissé le monopole des nouvelles au comité de secours, qui annonçait l'insurrection, les barricades, le triomphe des insurgés. Peut-être bien qu'il importait à quelqu'un de propager l'agitation dans le pays, en y répandant ces graves nouvelles?... Il n'était pas permis au général Durando d'appliquer le système adopté pour la correspondance postale. Ce dernier est arrivé ce matin à Florence, et il y est venu par la voie de Rome à Civita-Vecchia; il y est descendu après s'être arrêté plus de six heures à Rome. Il a donné sur cette ville des nouvelles bien différentes de celles que le comité avait ici liberté pleine et entière de communiquer. Les journaux et la correspondance eurent à ce moment grande liberté, et l'isolement de Rome devint une petite fable comparable au combat soutenu pendant trente-six heures. » Et plus bas : « A Rome, il n'y a pas d'autres barricades que celles que les zouaves ont construites, par ordre du gouvernement, aux portes de la ville[1]. »

Mais pourquoi donc les journalistes n'osèrent-ils jamais donner ouvertement un démenti formel aux petites nouvelles garibaldiennes, tant que M. Rattazzi se maintint sur son siége? Tant que l'évidence de la vérité la plus éclatante ne venait pas convaincre les malheureux habitants des villes italiennes, les émeutiers se livraient à des scandaleuses manifestations que nous appellerions des tragédies de marionnettes, si elles n'étaient pas des scélératesses démoniaques. A Cascia, petite ville de l'Ombrie, quatre brouillons

(1) *Nazione*, du 25 octobre, 1867.

tenaient la queue de la poële; en entendant tous ces cris et récits de victoires, par un beau soir, ils finirent par croire, pour tout de bon, que Garibaldi avait escaladé le Capitole! Donc, le capitaine Fracasse consulte le colonel Foudre, et on donne des ordres au sergent Tremblement-de-terre :

— Qu'on proclame la république, et plantons l'arbre de la liberté!

On saute aussitôt sur la peau d'âne, sur les trombonnes, sur les gros serpents; on court intimer un ordre à la musique municipale :

— Parcourez la ville, et sonnez à tour de bras, de manière à écorcher les oreilles.

— Que faut-il sonner dans ces ténèbres?

— L'hymne de Garibaldi, ou n'importe quelle autre diablerie que vous voudrez; mais sonnez, sonnez à ébranler les enfers.

On commence à parcourir les rues, de manière à troubler les honnêtes gens :

— Victoire! Sortez les lumières! Vive Garibaldi, vive la république, au vent les drapeaux!

— Seigneur Emilio, illuminez!

— Illuminez, dame Nanna!

— Illuminez, sinon....

Il fallait bien allumer un petit bout de chandelle, et le poser en dehors de sa fenêtre, pour ne pas voir les persiennes et les vitres voler en éclats. Ce train diabolique dura plusieurs heures, jusqu'à ce que ces hommes sacriléges, exténués de fatigue, laissèrent enfin tranquilles ces pauvres chrétiens qui, entre croire et ne pas croire, palpitaient d'une atroce angoisse. Le lendemain matin, on voyait ces mes-

sieurs du tintamar, faisant une moue d'un pied de long.

— Qu'est-il donc arrivé ?

— Je ne le saurais dire.

— Est-ce qu'on ne plante pas l'arbre de la liberté ?

— Laissez-moi tranquille !

Bref, on eût dit qu'un sceau glacé avait été répandu entre leur chemise et leur peau, car ils avaient appris la véritable nouvelle : l'insurrection réduite en fumée ; ils frémissaient d'humeur noire, furibonde et endiablée. Ils pensaient aux plaisanteries que les braves gens de la ville allaient leur jeter à la face, surtout les habitants de Norcia, qui, selon l'habitude des voisins les plus proches, gardent une dent contre les citoyens de San-Casciano, et qui se réjouissent toutes les fois qu'ils peuvent saisir l'occasion de les chansonner[1].

Mais San-Casciano ne fut pas la seule ville victime de ce fallacieux guet-apens : Sienne l'emporta sur toutes les autres. Et pourtant, s'il y a, sous le soleil, un coin de terre qui soit resté inviolablement fidèle à l'ancien *Credo*, c'est bien l'antique Sienne !

Si l'on comptait à Sienne les hommes vraiment entichés de la Garibalderie, c'est à peine si on en trouverait assez pour former un tout petit bouquet fort peu odorant. Or, ceux-ci, payés pour agir et soutenus par les francs-maçons, récompensés par l'obtention de lucratifs emplois et de décorations, remorquent à volonté le conseil municipal et font avec plaisir tout ce qui peut amener peine et chagrin

(1) *Unità Cattolica*, du 23 novembre, 1867.

à leurs concitoyens. Toutefois, croyant fermement à la prise de Rome, ils ne mirent plus de bornes à leur propre avilissement et à celui de la ville, lui donnant les apparences de l'impiété et du cannibalisme.

— Rome est à nous ! criaient-ils à pleins poumons au milieu de la place ; Garibaldi est au Capitole ! à cette heure (il était midi du 23), les viles mercenaires sont enchaînés, on expédie la prêtraille pour l'autre monde et plus d'un cardinal a été déjà *refroidi*. Le Pape est gardé à vue, et... malheur à lui ! s'il ne fait pas ce que nous exigeons qu'il fasse ; on ne respectera dans Rome ni les choses, ni les personnes : tout est entre nos mains, libre donc à nous d'en disposer !

Nous avons recueilli ces paroles de la bouche de témoins qui les entendirent prononcer ce jour-là, et qui nous les ont répétées textuellement ; nous savons aussi que ces mots odieux ont été débités en cent endroits différents. Il est plus facile d'imaginer que de décrire la douleur qu'en ressentirent les Siennois, et l'horreur que ces mots provoquèrent dans toutes les maisons de la ville. Les scélérats se complaisaient dans leur mauvaise action et savouraient, avec délices, les larmes qu'ils faisaient verser. Quelques-uns de ces coquins attaquent le syndic, qui est un bon homme malheureusement assez faible, et ils lui arrachent la permission de faire sonner la grosse cloche, en signe de réjouissance solennelle. A ces sons lugubres qui glaçaient les cœurs d'épouvante, chacun croyait entendre sonner le glas d'agonie de la Ville Sainte, de la reine du Christianisme ; chacun voyait Rome parcourue, dévastée, foulée aux pieds par des

hordes forcenées; l'illusion des bons était telle, qu'il leur semblait voir, de leurs propres yeux, le commencement du massacre des prêtres, des religieux et des princes de la Sainte Eglise. C'est à peine si les fidèles osaient élever leurs pensées vers le Saint-Père, qui, peut-être, n'avait pas survécu à l'extermination de ses enfants. Mais les chefs de sectes cherchaient en vain à réveiller, dans la population de Sienne, les applaudissements et les bruits; c'était en vain qu'ils lâchaient leurs séides affidés pour qu'ils couvrissent tous les murs d'affiches annonçant la grande victoire, et proclamant *que Rome avait enfin brisé ses fers, et s'était débarrassée du dernier de ses Papes :* le peuple désertait les rues, et, à l'exception de quelques hurlements de sectaires brutaux, brandissant le drapeau de la révolte, Sienne était plongée dans un silence de mort; car tout chrétien était rendu muet par l'excès de sa douleur et par la pensée du malheur universel.

Mais, grâce au Ciel, cette mortelle affliction ne dura pas longtemps. Le préfet de Sienne, qui avait promptement reçu les nouvelles de la déconvenue des Garibaldiens, fait appeler le syndic, et lui reproche sa coupable faiblesse; les affiches de la victoire sont remplacées par d'autres, où le gouvernement s'engage à donner lui-même les nouvelles officielles tant désirées, aussitôt qu'il en aurait acquis la certitude. Toutes ces gens, créatures vendues, prenant le chemin de la sortie, débouchaient des rues, tenant en main un papier, qui contenait une supplique adressée au roi, pour qu'il eût à marcher sur Rome, à la tête de son armée. Ils voulaient expédier à Flo-

rence cette supplique avant le soir; à cet effet, ces messieurs avaient converti en bureaux les tavernes, les cafés et les maisons de mauvais renom; ils allaient, ils venaient, ils instiguaient les passants et n'épargnaient rien pour recruter le plus grand nombre possible de signatures. Ce fut ainsi qu'ils parvinrent à obtenir les adhésions de plusieurs garibaldiens de rencontre et d'imbéciles qui, ne se souciant pas d'attraper l'excommunication majeure, donnée à coups de poing ou les armes à la main, l'attiraient sur leur tête par un seul trait de plume[1].

Il ne faut pourtant pas croire que ces pasquinades sacriléges soient spontanément sorties des loges garibaldiennes et mazziniennes; non : le ministre Rattazzi les semait avec adresse et dissimulation, poussé qu'il était par un puissant motif. Il importait de soulever, si c'était possible, la nation contre Rome, et de chercher à justifier par là l'invasion royale projetée et combinée, et d'empêcher la France d'intervenir. Par conséquent, l'agitation insinuée par les télégrammes et par les avis secrets, le lendemain de l'avortement de la conjuration de Rome, était une partie essentielle d'un dessein très-pressant et extrême de M. Rattazzi. Ce ministre avait parfaitement compris sans pouvoir en conserver le moindre doute, que Napoléon III était très-fermement décidé à maintenir et faire respecter la convention, fût-ce même par les armes, si la chose devenait nécessaire, et si la France le demandait à son souverain avec une ardeur popu-

(1) Ce fait est à peine indiquée dans la *Gazzetta del popolo*, de Turin, à la date du 25 octobre.

laire, qu'on eût presque pu prendre pour une menace. Il ne restait donc plus à M. Rattazzi d'autre parti à prendre que l'alternative de se montrer ou ennemi ouvert et déclaré ou escroc politique. Le digne seigneur embrassa la dernière partie du dilemne; et il se mit corps et âme en mesure de trahir l'Empereur, la France, Rome et le monde catholique. Il prend les rênes du comité central d'insurrection, avec lequel il avait, jusque-là, traité avec ménagements; mais il y met une condition unique : que Rome ne restera pas au pouvoir de Garibaldi. Dès cet instant, le ministre brûle ses vaisseaux : vaincre ou mourir! Non-seulement il laisse la bride sur le cou à l'invasion, mais il la pousse, il l'agace, il la presse de tout son pouvoir, déchaînant Garibaldi de son roc de Caprera, pour la commander et la conduire. Pour décliner la responsabilité de cette belle infâmie, M. Rattazzi simule de se démettre de sa charge de ministre, tout en conservant le pouvoir occulte, disons même la toute-puissance. Caché derrière le rideau, il accueille triomphalement Garibaldi à Florence, et le lance à grand bruit contre Rome. Dans la ville qu'il faut conquérir, il sollicite un plébiscite quelconque (la fausse lettre au sénateur Cavaletti) par lequel on implore l'intervention de l'armée italienne, armée qu'il prend soin d'échelonner autour des frontières. Son plus grand espoir était dans l'insurrection : la voyant éteinte, il donne des ordres pour qu'elle ait l'air d'être encore vivante dans les murs de Rome, et pour que Garibaldi s'avance avec toutes ses forces réunies; de là, l'origine de cette bande continuellement armée dans la

maison Aiani; et au-dehors, l'affaire de Monte-Rotondo. En même temps que M. Rattazzi excitait ainsi à la violence dans les Etats Pontificaux, il agissait avec une perfidie extrême à Paris, pour faire illusion à l'Empereur, et, afin d'y parvenir, il engageait audacieusement la parole auguste de son Souverain.

Ce fut ainsi que les jours de Rome s'écoulèrent orageusement et pleins de dangers, depuis le 22 jusqu'au 29 Octobre. Mais les ministres de Pie IX, qui savaient tout ce qui se passait, y opposaient une énergique résistance, malgré leurs faibles forces, résistance armée ou résistance diplomatique, jusqu'au moment où l'escadre française atterrissait à Civita-Vecchia. Voici maintenant les dernières scènes atroces en partie, mais aussi en partie héroïques, que l'histoire nous donne à décrire, avant le dénoûment du drame sous les sommets de Mentana.

LXVII. — LE GOUVERNEMENT ITALIEN ET LES GARIBALDIENS, LA VEILLE DE L'INSURRECTION.

Nous en venons à écrire une page de vérités, qui suffit à elle seule pour démontrer qu'aucun excès d'avilissement ne répugne aux gouvernements asservis aux sectes maçonniques. Qu'on n'en accuse point l'Italie : les ministres et les préfets de Florence ne sont pas l'Italie. Dans ces terribles journées, les Italiens offraient spontanément leur argent au Saint-

Père, et beaucoup d'entre eux lui donnaient leur sang; tous, absolument tous, adressaient pour lui au Ciel de ferventes prières, et, au milieu de leurs indicibles angoisses, ils imploraient la colère divine, pour qu'elle daignât punir, en toute justice, les infâmies exercées contre eux, par leurs lâches tyrans. Si l'on pouvait compter, dans toute la péninsule italienne, les ennemis de la Papauté, on n'en trouverait qu'une poignée, et, si on voulait les apprécier, on noterait qu'ils sont le rebut de la société. Mais, par une secrète permission de Dieu, toute force publique se trouvait concentrée dans la main des méchants.

On eût pu croire que, le premier élan du soulèvement garibaldien comprimé et les bandes qui s'étaient faufilées dans Rome étant dispersées, tout danger intérieur aurait cessé, que les généraux de Pie IX auraient pu s'occuper de faire face aux attaques extérieures, qui, désormais, ne pouvaient inspirer que peu de crainte aux armes pontificales, déjà tant de fois victorieuses. Il en eût été réellement ainsi, sans l'intervention des artifices du gouvernement italien, qui, d'un côté, doublait, décuplait les forces de l'invasion, et, de l'autre, pendant cinq jours entiers, continuait à souffler les mauvaises intentions des affidés garibaldiens dans la capitale. Il faut que nous portions le flambeau de l'histoire pour éclairer ses ténèbres, au moins une fois, et à propos.

Il est pertinemment connu que le président du ministère italien, Urbain Rattazzi, tenait en main les rênes du gouvernement. Il conste également qu'il fit pérégriner Joseph Garibaldi par toute l'Italie,

pour y proclamer la guerre contre les Pontificaux, et qu'il lui fournit largement, pour mener à bonne fin cette *belle* entreprise, des armes et de l'argent. Ceci est pleinement et surabondamment démontré et prouvé par les *Documents relatifs aux derniers événements*, présentés par les ministres italiens, aux Chambres de Florence, le 20 décembre 1867 et aux séances suivantes; les aveux des Garibaldiens au Parlement et ceux de leurs adversaires politiques sont parfaitement d'accord, tant à ce sujet qu'à son double et différent point de vue. M. Rattazzi se proposait d'en arriver par ses secrètes machinations à succéder au *conquérant* Garibaldi, à lui enlever sa proie, et à pouvoir ainsi ajouter un fleuron à la couronne de Victor-Emmanuel, comme M. de Cavour y avait, précédemment, ajouté Naples et la Sicile. Quant au gouvernement français, auquel il se sentait lié par une convention qui portait qu'on ne violerait pas le territoire pontifical, il se flattait de parvenir à lui arracher soit un consentement, soit un acte de tolérance; en agissant ainsi, il imitait encore M. de Cavour dans son usurpation des Marches et de l'Ombrie.

Mais, au beau milieu du mois d'octobre, notre illustre plagiaire fut forcé de constater et de reconnaître que les conditions passées avec la France, prenaient et gardaient une tournure tout-à-fait opposée à celle qu'il eût voulu leur voir prendre. Le 4, l'Empereur refusait de seconder aucun parti, même dans le cas éventuel d'un soulèvement républicain à Rome; le 10, Sa Majesté Impériale commençait à se prononcer avec plus de chaleur :

« Puisque les troupes italiennes, à elles seules, ne suffisent pas pour empêcher le soulèvement, il (Napoléon III) croit que le moment est venu, pour la France, d'y pourvoir de son côté[1]. »

M. Rattazzi proposait absolument le contraire :

« Je crois que les choses en sont arrivées à ce point, qu'il est difficile d'en sortir sans que nos troupes n'en viennent à une occupation complète du territoire pontifical. C'est le seul moyen d'en finir[2]. »

Paris répondait à cette impudente décision par une menace ouverte d'intervention « avec un corps d'armée[3]. »

Alors le ministre italien prit la mouche et répondit presque par une déclaration de guerre.

« Si l'on envoie des troupes françaises vers Rome, nous serons obligés d'intervenir à notre tour, et nous occuperons, sans nul doute, le territoire pontifical. Cette mesure est, pour nous, d'une nécessité absolue, si nous voulons sauver nos institutions et empêcher la guerre civile[4]. »

Audace des plus stupides, sans noter l'horrible sacrilége! et cela dans la bouche de celui qui savait qu'il n'avait que 10,000 soldats, tout au plus, autour de de l'immense frontière pontificale, et, dans l'Etat tout entier, 70,000 hommes aptes à combattre une cavalerie et une artillerie en mauvais état, une marine faible et incomplète, un trésor négatif, et, près de lui, le peuple italien, son plus cruel ennemi peut-être,

(1) *Livre vert*. Question romaine, pages 20 et 21.

(2) *Ibidem*, page 22, depêche du 13 octobre.

(3) *Ibidem*, 14 octobre. (4) *Ibidem*.

et nul espoir d'obtenir quelque secours militaire des autres potentats. M. Rattazzi croyait, par aventure, faire peur à la France, en lui offrant la perspective d'une guerre assurée, mais inopportune, ou espérait, tout au moins, rendre les négociations plus faciles. Mais les négociations aussi, comme le reste, lui firent défaut. Ce fut en vain qu'il proposa des modifications conciliantes, une occupation temporaire, une intervention mixte; les projets de monsieur Rattazzi échouèrent complétement, bien que le ministre français, M. Rouher, eût semblé goûter un instant ce dernier moyen. M. Rattazzi laissait voir trop tôt les embûches qu'il préparait, en montrant à découvert la prétention qu'il avait de précéder à Rome l'armée française; il osa même écrire qu'il irait lui-même à Rome « pour y rétablir l'ordre et protéger la personne du Souverain-Pontife[1]. »

Ici, on constate que personne n'est plus courageux qu'un hypocrite. Pendant que le ministre italien s'escrimait à Paris, avec tant de perfidie, il pressentit que la France ne consentirait pas à accepter ces lâches propositions, et qu'elle finirait par se décider à marcher au secours de Sa Sainteté; il prit alors un parti désespéré, et s'arrêta à mettre en jeu tous les ressorts pour empêcher que le secours français arrivât en temps. Ce fut alors que s'exhiba l'odieux spectacle d'un représentant du gouvernement italien tout occupé d'envoyer des dépêches à la France,

(1) *Livre vert.* Diverses dépêches, jusqu'au 17, pages 23 et 25; et Doc. rel., etc., présentés par les ministres de la guerre et de la marine. Dépêche du ministre de Revel, p. 58.

d'atténuer le nombre des bandes faisant irruption sur le territoire pontifical, d'en mépriser les forces et d'en promettre la répression ; dans ses actes, au contraire, il était uniquement préoccupé de l'enrôlement des sicaires, de l'augmentation de leurs forces et des moyens à prendre pour en assurer le triomphe[1]. Ce même représentant rompit les digues à l'invasion, et les hordes garibaldiennes purent disposer à leur gré de toutes les voies ferrées. On y donna d'un seul coup 600 places gratuites de Gênes à Terni[2] ; on ouvrit pour ces hordes des bureaux où on leur distribua des billets de départ *privilégiés*, à chaque station. On partait pour Rome en chemise rouge, non-seulement des moindres villes, mais de Florence même, faisant, durant le trajet, un insupportable vacarme. Il n'y avait qu'un Rattazzi qui fût capable de dire à l'ambassadeur de France à Florence et au Cabinet de Paris, qu'il ne s'agissait pas de bandes nombreuses, mais seulement de quelques mauvais sujets isolés, que sa vigilance aurait soin d'arrêter en chemin. L'argent qui sortait déjà du trésor royal pour entrer dans les poches des garibaldiens, soit pour payer des *bravi* dans l'intérieur de Rome, soit pour solder les gages des enrôlés partout ailleurs, était largement et copieusement répandu. On expédiait des milliers de francs « pour plus de vigilance à la frontière[3] ; » mais à qui les expédiait-on ? Au préfet de Naples, dans les bureaux duquel s'ouvraient

(1) *Livre vert*, Question romaine, pages 22, 27 et 31.

(2) Doc. rel. aux dern. évén., présentés aux Chambres, p. 139, 147, 149, etc.

(3) Documents relatifs, etc., p. 105.

les rôles garibaldiens, et qui inscrivait sur ces rôles ses agents de police par pelotons entiers. Les soldes qu'on remettait à Ghirelli lui étaient remises sur un ordre direct du ministre, et cela était juste, car son bataillon était composé, en grande partie, de militaires travestis. En outre, on commençait l'attaque par des banquets, et des quêtes pour la guerre, avec la seule retenue, « que les journaux aient soin de ne pas divulguer et ébruiter ces sortes de collectes[1]. »

Quant aux armes, toutes celles qui étaient nécessaires étaient données par les dépôts de la garde nationale et fournis par les arsenaux royaux. Nous avons à Rome des milliers de fusils pris aux garibaldiens; ce sont, pour la plupart, des fusils de munition. On connaît parfaitement le donateur des huit cents mousquets, accumulés hors la porte Saint-Paul : *l'honnête* ministre ne pouvait pas souffrir que ses soldats restassent sans armes. A cet effet, il écrivait, avec son style flagorneur, aux agents de police trop zélés : « Laissez passer les trois cents fusils, rendez les cent autres; employez *les plus grandes* précautions *et le secret le plus absolu*[2]. »

Puisqu'on donnait les armes, il était naturel qu'on eût à fournir de quoi les charger; voilà pourquoi le ministre fournissait les cartouches « en plus grand nombre possible *pour la garde nationale*[3]; » il apportait une affable complaisance lorsqu'il donnait des ordres « pour qu'à l'instant, et avec *le plus grand secret*, on fît sortir des magasins de la Spezia cent

(1) *Ibidem, passim*. Voir spécialement les pages 142 et 147.
(2) Doc. rel., etc., p. 114. (3) *Ibidem*, p. 147.

vingt mille capsules fulminantes, pour des petites armes, et soixante mille cartouches pour des fusils unis ; » et ces *petits* bagages étaient aussitôt transportés, avec toutes les précautions qu'ils nécessitent, au chemin de fer, « enfermés dans trente caisses en bois et deux barils... sous la dénomination de minéraux[1]. »

Nous trouvons même un délégué royal de police, qui envoie directement à un préfet royal « cinquante charges de lattes et six bombes[2]. » On connaissait jusqu'à quel point le gouvernement était discret avec les Garibaldiens.

Toute personne qui n'aura pas eu la patience d'étudier les documents sus-indiqués ne pourra jamais se faire une juste idée de l'agitation, de la méchanceté et du nombre toujours croissant des hordes de l'invasion, dans la deuxième quinzaine d'octobre : les magistrats royaux en informaient M. Rattazzi[3], et ils avaient si bien deviné l'humeur de l'hypocrite et criminel ministre, qu'un préfet n'hésitait pas à lui proposer d'établir, pour la commodité de la garibaldaille, un autre dépôt général, car celui de Terni n'était plus suffisant : « Il est au moins nécessaire que Foligno soit destiné pour être le centre, car ici il y a une agglomération excessive[4]. »

Il faut avouer que la demande ne pouvait être plus raisonnable : le général Ricotti, écrivant au ministre de Revel, collègue de M. Rattazzi, évaluait à six ou sept mille le nombre des fusils qu'il avait laissé pas-

(1) Doc. rel., etc., page 152. (2) *Ibidem*, p. 151.
(3) *Ibidem*, p. 109 à 155. (4) *Ibidem*, p. 149

ser, pendant quelques jours seulement, sous ses propres yeux[1]. Le comité central d'insurrection à Florence était chargé d'annoncer librement, habituellement et solennellement, par un bulletin spécial, la réunion des bandes, leurs marches, leurs victoires, leurs actions glorieuses. Les gazetiers du parti réimprimaient pompeusement ces bulletins, et cassaient les oreilles à toute l'Italie par leurs récits ampoulés. M. Rattazzi *ignorait tout cela* et en paraissait fort étonné, lorsque M. de La Villestreux, fidèle à son devoir, lui en disait quelques mots.

Cette fureur d'enflammer outre mesure la Garibalderie eut pour résultat tout naturel de faire surgir, des trop nombreux repaires de l'Italie, tout ce qu'il y avait, dans les cloaques les plus impurs, de *canaillerie* (expression de Garibaldi); les chefs des hordes eux-mêmes criaient littéralement le proverbe si connu : *la chiourme est un embarras pour le bagne.* Se voyant gagné par la marée montante, le député Crispi, ne trouvant pas moyen de canaliser ces flots pestilentiels, écrivait son fameux télégramme : « Narni, 18 octobre, 1867. Au président du conseil des ministres, à Florence. Empêchez le départ des volontaires. Ils embarrassent et ne sont pas utiles. Il y en a beaucoup trop. On ne sait qu'en faire[2]. CRISPI. »

En effet, à la frontière de Corèse, où se réunissaient en masse les forces garibaldiennes, on eût dit, (nous le tenons de témoins auriculaires), une véri-

(1) Doc. rel., etc., présentés par les ministres de la guerre et de la marine, p. 52. La lettre de M. Ricotti est datée du 21 octobre.

(2) *Ibidem*, etc., présentés aux Chambres, p. 255. Confirmé de nouveau, à la p. 148.

table mer en tempête. Dans les villages et sur les chemins grouillaient des bourgeois et soldats en demi-tenue, brigands qui, plus que toute autre arme, auraient dû manier la rame du galérien. Au milieu d'eux, on apercevait des courtiers d'enrôlement, truchements des comités de Florence, d'Orvietto et de Terni; des fournisseurs de mousquets et d'équipement, des officiers supérieurs des bandes, entre autres, le major ou colonel Frigyesi, futur historien de la guerre. Il y fourmillait une innombrable multitude d'expéditionnaires, de commissaires des guerres (intendants militaires), d'agents, de courriers, d'effrontés galopins, de rusés mouchards, d'hommes à tout faire, et de bélîtres de toutes les trempes. Tous ces gens-là expédiaient publiquement leurs affaires, par l'entremise des employés de la poste italienne, et, plus souvent encore, par celle du délégué de police, Buglielli. Celui-ci distribuait des ordres, de l'argent et donnait des renseignements : il recevait des avis directs des chefs de la conspiration à Rome, et les transmettait aussitôt au ministre Rattazzi. Le préfet de Pérouse, M. Gadda, tenait une agence pareille, de concert avec tous les magistrats des frontières[1].

Pour surcroît de bruit, de confusion, de désordre, de tohu-bohu, on attendait le général Joseph Garibaldi, ainsi que ses ignobles suppôts l'affirmaient à haute voix, pour instiguer au mal les nombreuses marionnettes dociles à suivre ses impulsions; ils ajoutaient que le *grand homme* se rendrait directement au quartier-général de Scandriglia, emmenant

(1) Doc., etc., *passim*, et notamment de la p. 142 à la p. 153.

à sa suite toutes les forces, déjà si considérables, et que, toutes armes réunies, il se mettrait en marche pour Rome. Ils annonçaient que Garibaldi était déjà arrivé à Florence, et qu'il s'y tenait caché, comme une épée dans son fourreau, pour couper, en temps et lieu, le nœud gordien de la guerre, tant il est vrai que la fuite de Garibaldi, de son roc de Caprera, ne fut pas l'effet du hasard. On faisait courir dans les rues et les places publiques le bruit qu'une grande partie des troupes pontificales avait été achetée à beaux derniers comptants, et que ces traîtres n'attendaient qu'un moment favorable pour changer de drapeau ; on assurait avec effronterie que la France avait refusé son secours au Pape, et que M. Rattazzi en avait officiellement informé Garibaldi et le comité central d'insurrection. Il est toutefois à remarquer qu'en dernier lieu, les chefs ne croyaient plus à ces nouvelles mensongères, car ils étaient instruits de tous les incidents, même les plus insignifiants, par des correspondances de Florence et de Rome. Buglielli recevait des dépêches télégraphiques des plus pressantes, soit de M. Rattazzi, soit du comité garibaldien, et l'honnête délégué de Victor-Emmanuel, quoique largement rétribué par le trésor royal, ne faisait qu'effleurer ces dépêches et les passait aussitôt à la banque des garibaldiens.

Pendant que se tramaient ces sordides complots, à chaque heure survenaient de nouveaux messagers et de *grands* amis ; les nouvelles s'entrecroisaient avec un bruit formidable, nouvelles vraies pour les chefs, menteuses, folles, absurdes et extraordinaires pour les gros imbéciles qui portaient le fusil. Ils

entraient et sortaient, formant un va-et-vient continu et pressé, tant dans les stations du chemin de fer que dans les bureaux de Buglielli ; et lorsqu'ils se rencontraient ou qu'ils se disaient adieu, c'était un interminable échange de promesses, de compliments, de souhaits, de serrements de mains, d'étreintes et d'embrassades furibondes, mêlés d'un étourdissant retentissement de baisers, et tout cela formait un tumulte confus qui ressemblait à s'y méprendre à une furieuse bacchanale : « Au revoir, à Rome! »

Nous avons connu les détails de tous ces incidents par des rapports véridiques de témoins oculaires.

Au milieu de cet immense tourbillon d'envahisseurs, l'insurrection de Rome étant venue à maturité, et les hordes de bandits ayant atteint et surpassé le chiffre de 10,000 hommes, M. Crispi manda par dépêche, au président des ministres, l'ordre du jour de la garibalderie qui suit : « Terni, 18 octobre, 1867. Briser les derniers obstacles, délivrer Garibaldi, passer la frontière, occuper immédiatement Civita-Vecchia, ne pas laisser de temps à la France. L'honneur et le salut de l'Italie l'exigent; il y va de votre renommée[1]. »

M. Rattazzi avait déjà exécuté ces ordres, ou tout au moins une partie d'entre eux, et il se mettait promptement en mesure d'effectuer les autres projets ; Garibaldi faisait déjà force de voiles vers Livourne et l'armée royale se tenait prête à franchir la frontière, concurremment avec les compagnies de ligne transformées en garibaldiens[2].

(1) Doc. rel., etc., p. 148. (2) Doc. man. des arch., 10 oct.

LXVIII. — L'ARMÉE ITALIENNE MARCHE CONTRE ROME. ULTIMATUM DE NAPOLÉON III.

Depuis le 10 ou le 12 octobre, l'armée italienne se préparait à l'inique invasion des Etats-Pontificaux; les journaux annonçaient l'équipement des vaisseaux de guerre, et les décrets royaux rappelaient les permissionnaires sous leurs drapeaux respectifs. Le ministre de la guerre et les généraux réunis en conseil discutaient les plans et projets [1]; mais nous découvrîmes au voisinage de la frontière une chose tellement surprenante, que nous aurions peine à la croire possible, si nous n'en avions constaté nous-mêmes la triste réalité : c'est la dissimulation profonde avec laquelle les soldats italiens couvraient leur trame sacrilége. Eux aussi étaient imbus et pénétrés des maximes de M. Rattazzi; le général Ferrero rassemblait des troupes nouvelles « sous le faux prétexte de remplacer, par des troupes fraîches, celles déjà fatiguées, » et il promettait de garder un inviolable silence [2]. Un autre, le général Piola Caselli, projetait de surprendre Civita-Vecchia par terre et par mer, et il en écrivait, le 16, au ministre; on remarque dans cette lettre ces mots *pleins de dignité* : « Sans dévoiler, en aucune manière, les intentions du gouvernement; » plus loin : « Sans éveiller le plus petit soupçon d'intervention; » et il répète encore par deux fois :

(1) Doc. rel., etc., présentés par les ministres de la guerre et de la marine, p. 57 et suivantes. (2) *Ibidem*, p. 57.

« sans éveiller des soupçons quelconques ; » et avant de fermer sa lettre, il renouvelle bon nombre d'expressions du même genre[1].

En fait de générosité, le ministre ne le cédait en rien à ses généraux : « Sous prétexte d'exercer une plus active surveillance, (écrivait-il à un général de Naples), dirigez vers Isoletta assez de troupes pour former une brigade[2]. » Il envoyait le général Ricotti apparemment pour passer en revue toutes les troupes des frontières d'Ombrie et de Toscane, mais uniquement « à l'avantage de ces mêmes troupes[3]. »

On eût dit que chacun de ces hommes fourbes sentait la rougeur lui monter au front à l'idée de la honte qui résultait de l'infâme méfait auquel il s'associait ; mais ces gens-là ne raisonnaient pas comme peut le faire le commandant d'une guerre franche et loyale ; ils le faisaient à la manière d'un chef de bandits, qui ourdit la trame d'une surprise indigne. En attendant, on négociait avec la France, se parjurant sur la fidèle observance de la convention internationale.

Ce ne fut toutefois que le 17 octobre que l'on donna ouvertement des « instructions aux généraux Ricotti, Ferrera et Piola Caselli sur la mobilisation des troupes vers la frontière pontificale[4]. » L'ordre de guerre élaboré et publié par l'état-major de l'armée italienne portait qu'il fallait introduire les troupes de sept côtés différents, suivant à peu près les traces des garibaldiens : sur le Viterbais, par Acquapen-

(1) Doc. man., etc., pages 58, 59. (2) *Ibidem*, p. 59.

(3) *Ibidem*. Deux dépêches, p. 60.

(4) *Ibidem*. Trois lettres identiques du ministre de Revel, p. 61.

dente et Orte; sur le Frosinonais, par Ceprano; sur le Vellétran, par Terracine; sur Civita-Vecchia par la mer et la route de Carneto; sur Rome, par la voie de Correzzo. Pour cette expédition, trois commandants avaient été désignés : le brigadier Parocchia, qui fut remplacé par Lombardini, lequel marcherait de Naples avec sept bataillons d'infanterie et une suite convenable de canons et de chevaux; le général Piola Caselli se dirigerait vers Livourne, avec des forces deux fois plus considérables que celles faisant route vers la Lombardie; ordre lui avait été donné qu'arrivé à environ dix kilomètres de Civita-Vecchia, il aurait à reconnaître la place, et, s'il la trouvait en révolte et ouverte, il eût à l'occuper, sinon à se bien garder d'y attaquer les Français, s'ils l'avaient occupée d'avance. La masse qui se trouvait sous les ordres immédiats du général Ricotti, capitaine-général de l'invasion royale, comptait des forces triples. Il devait pousser en colonnes serrées sur Rome, avec trois brigades et beaucoup de cavalerie et d'artillerie[1].

On lui donnait aussi des instructions politiques : qu'il eût à respecter les magistrats pontificaux, comme il convient de le faire dans le cas « d'une occupation militaire en pays ami; » qu'il contraignît les garibaldiens à lui obéir; s'ils osaient résister, qu'il eût à les désarmer et à les chasser au-delà de la frontière romaine; qu'il n'eût pas à combattre les troupes pontificales, sinon en cas de provocation de leur part. Sur la prise de Rome en particulier, on

(1) Doc. man., etc. Instructions du ministre de Revel au général Ricotti, et plusieurs autres documents, jusqu'à la p. 65.

lui ordonnait : « La colonne principale, débouchant sur la route de Terni à Rome, ne dépassera point le village de Marcigliana (à 12 kilomètres de Rome), à moins qu'une révolution n'ait éclaté à Rome contre le Pape ; en ce dernier cas, le général poussera en avant, entrera dans la ville, et prendra les mesures convenables, afin d'assurer la parfaite indépendance de la personne du Pape, et la sûreté de toutes les autorités pontificales[1]. »

Or, si l'on considère comment, dans ces mêmes jours durant lesquels le gouvernement italien se préoccupait de « garantir l'indépendance personnelle du Pape, » le président des ministres déchaînait Garibaldi, renforçait les bandes, enflammait l'insurrection sous les fenêtres du Vatican, on pourrait estimer et comprendre quel raffinement de perfidie couvait sous ces paroles. C'est la bienveillance du bandit qui place la victime désignée par lui entre deux sicaires, dont l'un lui jette le lacet autour du cou, et l'autre, sous l'uniforme de gendarme, lui plonge le poignard dans le cœur.

En effet, aussitôt que M. Rattazzi se fut aperçu que Rome n'était pas arrivée au point de maturité convenable pour s'en saisir facilement, il suspendit par deux ordres successifs, l'un du 18 et l'autre du 21, la revue de l'armée déjà commencée[2] ; le lendemain, il fatiguait le télégraphe, pour lui demander les nouvelles tant désirées de Rome insurgée. Mais Cucchi remettait du 21 au 22 ; le 22, le coup manquait, et M. Rattazzi arrêtait de nouveau les troupes,

(1) Docum. man., etc.

(2) *Ibidem*. Télégrammes du ministre de Revel, pages 64 et 65.

accablait d'ordre ses sicaires de Rome, pour qu'ils eussent à tenter de nouveau par tous les moyens de mettre Rome en émeute : Garibaldi était tout près, les troupes royales sur ses talons. Les sicaires n'osèrent pas essayer derechef le coup de main désiré : les troupes restèrent en permanence inactive jusqu'au jour où, les régiments français étant débarqués, M. Menabrea, qui venait de succéder à M. Rattazzi, les mit en mouvement par bravade, mais les rappela tout aussitôt, à sa grande honte.

Nous expliquerons en temps et lieu cette manière d'agir du ministre.

Quand à M. Rattazzi, il persista, avec l'obstination la plus *héroïque*, dans sa trahison : il voulait à tout prix arriver sous les murs de Rome au moment où l'insurrection aurait jeté feu et flammes, afin que l'armée italienne, envoyée pour le vol sacrilége, apparût comme libératrice, et pour que l'assassinat s'exerçât sous la forme d'un moyen de conservation. « Peu d'heures de résistance, et l'armée italienne sera au milieu de nous ! » C'est de placards conçus en ces termes que le chef de brigands Cucchi faisait couvrir les murs de Rome, pour pousser le peuple à l'insurrection. Garibaldi lui-même reprocha hautement au gouvernement italien cette infâme politique, après en avoir été le complice, l'instrument et la dupe. « Les gouvernants, dit-il, ont voulu se donner des airs de libérateurs, et ont fait savoir qu'à Rome, quelques coups de fusil suffisaient, pour qu'ils pussent parvenir de plein vol au sommet du Capitole[1]. »

(1) Lettre de Garibaldi aux électeurs. Caprera, 24 décembre, 1868; dans la *Civiltà Cattolica*, série VII, vol. V, p. 242.

On pourvoyait en même temps à l'équipement de la flotte. On composa l'escadre d'opération de frégates et de corvettes, cuirassées pour la plupart, parmi lesquelles nous trouvons les noms de la Formidable, de la Foudroyante, de la Varèse, de la Messine, de l'Ancône, de la Guiscard, de l'Hector-Fieramosca, et de la frégate capitaine, le Prince de Carignan, magnifique pyro-frégate de 22 pièces de canon, sortie tout récemment des chantiers de Foce. Ce fut à bord de cette frégate que le commandant Auguste Riboty planta son drapeau de contre-amiral, le 18 octobre, et monta avec son état-major. La renommée dit que cet officier supérieur, pressé de questions par M. Rattazzi, qui désirait savoir si les forces qu'il dirigeait lui suffiraient pour empêcher la marche de la flotte française, lui répondit :

— Oh oui ! elles suffisent pour me faire couler à fond.

Quoi qu'il en soit de cette naïve réponse, on vit, les jours suivants, les navires italiens parcourir continuellement les eaux qui baignent les plages pontificales, et quelquefois serrer le vent de près contre les môles de Civita-Vecchia, ayant l'air d'insulter et de provoquer. C'est en effet à cela que tendait le dessein de la première entreprise. M. Riboty avait reçu la mission de bombarder Civita-Vecchia, aussitôt que l'armée de terre paraîtrait en vue de ses murailles[1].

C'était de cette façon que le complot sacrilége

(1) Instructions déjà citées du ministre de Revel.

contre la Sainte-Eglise avait été ourdi et qu'il devait être exécuté simultanément par les brigands affidés de Joseph Garibaldi et les soldats de Victor-Emmanuel. Il ne restait plus qu'à faire croire au monde civilisé que le sacrilége était du goût de l'opinion publique, et, pour cela, il fallait le pouvoir d'un plébiscite, et le canoniser ainsi, par le suffrage d'un peuple romain. M. Rattazzi fit preuve, dans l'exécution de cet exploit de diplomatie moderne, de la subtilité adroite d'un prestidigitateur chinois de premier ordre. Il envoie aux intrigants machinateurs de Rome la minute d'une lettre, ou, pour mieux dire, d'une pétition, au nom des citadins de Rome, pétition dans laquelle on implorait l'intervention de l'armée italienne. Ceux-ci copient en toute hâte la susdite pièce et l'envoient au sénateur de Rome; voilà la grande entreprise politique menée à bonne fin! C'était un papier jeté clandestinement dans la boîte aux écritures de la municipalité, papier non signé, sans attestation et, par suite, sans valeur; bref, ce qu'on pourrait appeler vulgairement une canaillerie. M. Rattazzi fut si mal servi, que ses amis eux-mêmes, quelques jours après, durent le reconnaître pour l'auteur de la suppliante requête, de laquelle ils rougirent et qu'ils tâchèrent de faire passer pour un simple artifice de guerre. En attendant, le gouvernement italien prit soin d'ébruiter, comme authentique, cet événement, par toute l'Europe : les trompettes gagées, c'est-à-dire les journaux officieux, racontaient le grand et mémorable exploit, en reproduisaient le texte, élevaient à 12,000 les signatures des citoyens qui avaient apposé leur paraphe au bas

du *noble* écrit, parlaient du conseil municipal de Rome, réuni (ce qui était complétement faux) tumultueusement au Capitole, pour délibérer sur ce qu'il y avait à faire, et répétaient les échos ultramontains, qui arrivaient jusqu'à eux, sur les particularités de la chose. A vrai dire, partout où parvenaient les les télégrammes de l'Agence Havas-Bullier, parvenait aussi la fausse nouvelle; les partisans de la secte en élevaient l'importance jusqu'aux nues. Somptueux châteaux en Espagne! Nous ne croyons pas que l'histoire soit obligée de rapporter ce chiffon d'écriture anonyme, que les Romains eux-mêmes, qui en étaient prétendûment les auteurs, ne connaissaient ni d'Eve, ni d'Adam.

Ce fut peut-être le zèle inconsidéré des conseillers, qu'on appelle ici les conservateurs, qui, en l'absence du marquis Cavaletti, sénateur de Rome et chef de la municipalité, les engagea à présenter ce frauduleux écrit au Pape, à titre de simple information. On eût mieux fait de jeter ce chiffon au panier. Quoi qu'il en soit, ni eux, qui sont des citoyens tout à fait exemplaires, ni d'autres n'y ont, assurent-ils, adhéré en aucune façon. Au contraire, lorsqu'on eut entendu l'étourdissant tapage des journaux, ces mêmes personnes prirent grand soin de démentir ces contes mensongers, et protestèrent avec indignation contre la calomnieuse assertion qui les accusait d'avoir secondé et favorisé, d'une manière quelconque, la malheureuse et presque inutile pétition[1]. La municipalité romaine montra ses

(1) Le télégramme de l'Agence Havas-Bullier se trouve dans tous

véritables sentiments par des attestations solennelles, publiées avec les noms des signataires, et le peuple romain fit connaître les siens, par l'indescriptible ovation faite, sans ordres et sans décrets préalables, aux immortels vainqueurs de Mentana. Mais n'anticipons pas sur les événements.

M. Rattazzi, appelé par l'invitation qu'il se faisait à lui-même, pouvait, sans remords aucuns, franchir la frontière, selon la recommandation de ce grand homme d'état garibaldien, qui s'appelle l'avocat Crispi. « Tout était prêt, dit le prévoyant M. Rattazzi, jusqu'à la proclamation qui devait annoncer le grand événement à l'Europe, tout en rassurant les consciences sur le traitement réservé au Chef de la Catholicité ; le jour et l'heure étaient fixés, tout était décidé, tout était disposé[2]. »

Nous ajouterons à ceci l'emploi d'une astucieuse malice que messieurs les diplomates se sont bien gardés de mentionner. On avait même pensé qu'il conviendrait d'envoyer à Rome le général Alphonse La Marmora, en qualité de légat extraordinaire, chargé de déposer l'épée de Victor-Emmanuel aux pieds du Saint-Père. Peut-être M. de La Marmora aurait-il pris soin d'essuyer le sang de Castelfidardo, qui pouvait s'être coagulé sur cette épée: mais il

les journaux ultramontains, en date de Passo Corèse, 19 octobre; la réprobation de ce mensonge est publiée dans tous les journaux catholiques des jours suivants. Voir la *Civiltà Cattolica,* série VI, vol. XII, p. 358 et suivantes.

(2) Lettre dans la *Gazette de Turin* et dans la *Nazione de Florence,* 15 novembre, 1867. Rattazzi ne signe pas : mais la lettre est si bien reconnue comme étant de lui, que le nom est inutile.

est certain qu'on avait l'intention d'en faire hommage à Pie IX ! Nous tenons ce document de bonne part. Nous avions toujours cru avoir trouvé les bornes extrêmes auxquelles l'hypocrisie pouvait atteindre ; mais non, nous ne les avions pas découvertes, car cette histoire nous signale à chaque instant des horizons nouveaux.

La violence et la perfidie ne peuvent résister ni s'opposer aux décrets de Dieu. La France catholique a servi d'instrument à la colère divine pour l'exécution de ses décrets. Ce même Napoléon III, qui avait, naguère, rappelé de Florence le baron de Malaret, son ambassadeur et ministre, le trouvant trop austère, et qui avait désigné, pour le remplacer, le ministre baron de La Villestreux, beaucoup plus agréable au gouvernement italien (c'est M. Rattazzi qui l'affirme) ; ce même Napoléon III, qui avait donné à comprendre qu'il voulait rester neutre après la prise de Rome, comme il l'avait fait après l'usurpation des Marches et de l'Ombrie (c'est encore M. Rattazzi qui ment de la sorte) ; ce même Napoléon III s'arrête tout-à-coup, s'irrite et s'emporte contre les « plans audacieux de M. Rattazzi et lance, comme un coup de foudre, sur le cabinet italien, son célèbre *ultimatum*, auquel il ajoute de redoutables menaces, que les adjoints de M. Rattazzi déclarèrent fanfaronnes[1]. »

Si l'ultimatum français semble une fanfaronnade aux machinateurs parjures de l'insurrection de Rome, il nous semble, à nous, que depuis bien des années la

(1) Voir la même lettre de M. Rattazzi, non signée.

diplomatie n'avait écrit une parole plus franche, plus digne, plus royale. « Que le gouvernement italien (intimait l'empereur) redouble d'énergie pour arrêter au plus tôt le mouvement des volontaires. Le gouvernement français n'admet pas que cela dépasse les forces du gouvernement italien ; s'il en était autrement, le gouvernement français croirait de son devoir d'aviser selon que les circonstances l'exigeraient, et il le ferait, sinon sans regret, assurément sans hésitation. Le gouvernement français n'admet pas l'occupation du territoire pontifical par les armées italiennes ; il insiste sur l'absolue nécessité de maintenir intacte la convention du 15 septembre ; il ne méconnaît pourtant pas les difficultés consécutives de la question romaine. Mais, pour le moment, toute la question doit rester intacte, car il n'est pas admissible pour le gouvernement français qu'on ait à délibérer sur les conditions politiques de la souveraineté et de l'indépendance du Pape, pendant que les troupes italiennes occuperaient le territoire pontifical[1]. »

Cette intimation de guerre fut dictée à Paris, au moment où l'empereur terminait un long conseil d'Etat tenu à Saint-Cloud, le 16 octobre, depuis 2 jusqu'à 6 heures du soir, en présence de l'impératrice. Certes, l'auguste femme ne fut pas l'un des « éloquents défenseurs » des lâches propositions rattazziennes, dont parle M. Nigra, et dont il rend compte à Florence. Tout le monde sait quels étaient alors les ennemis de Rome siégeant au conseil impérial.

(1) *Livre vert*, Question romaine, p. 28 et suivantes. Dépêche de l'ambassadeur Nigra.

L'ultimatum du monde catholique, proféré par l'organe de la France, arriva à Florence dans la journée du 19; avec cet ultimatum, y arriva aussi le murmure, disons mieux, le rugissement de toute la presse honnête et indépendante, accompagné de celui de la presse officieuse du gouvernement français, laquelle répétait de mille manières : « Nous ne voulons pas déshonorer la France, nous ne pouvons laisser notre Père aux mains de ses bourreaux. »

Qu'ils sont heureux les peuples et les souverains auxquels Dieu assigne un si grand devoir à remplir dans la société humaine! En ce même jour, Napoléon III ordonnait à l'ambassade française siégeant à Rome, de renouveler à Pie IX la promesse d'un secours prompt et assuré[1]. Tout le monde savait que l'escadre s'armait dans le port de Toulon, et qu'elle était sur le point de lâcher la bride à la vapeur.

Pour l'Italie, ramasser le gant que la France lui jetait, c'était prononcer la ruine de l'Etat; mais les antichambres royales s'étaient converties en tribunes de fous, qui se laissaient entraîner par les cris effrénés poussés sur les places publiques. Sur ces mêmes places, dominaient les chefs de secte, qui se souciaient du trône savoisien tout aussi peu que du trône pontifical. Ce fut dans de pareilles crises que le conseil souverain se réunit par deux fois, dans la journée du 19, au palais. Les hommes de guerre ne discutèrent pas; telle fut leur ridicule stupidité, qu'ils se mirent à parler sérieusement de la guerre. Urbain

(1) *Journal de Rome*, 19 octobre; Doc. man. des arch., 17 et 18 octobre.

Rattazzi et le prince Humbert étaient pour le parti des armes ; le roi s'arrêta au seul parti que l'honneur, la reconnaissance et l'instinct de sa propre conservation lui indiquaient ; il refusa nettement, protestant qu'il ne descendrait jamais sur le champ de bataille contre l'empereur, et il fut inébranlable dans sa résolution. Le jeune prince sortit frémissant de courroux de la salle du conseil, manifesta tout haut son dépit à ses amis (ce furent eux-mêmes qui nous l'apprirent peu de temps après), et jura qu'il ne prêterait pas la main à d'aussi sordides *infâmies*. En effet, le même jour, à dix heures du soir, il montait en wagon et partait pour Milan. D'autres ont écrit le contraire, disant que M. Rattazzi avait vivement engagé le prince Humbert à accepter le commandement supérieur de l'expédition de Rome, et que celui-ci avait résolûment répondu : « Je n'y vois ni honneur, ni mérite militaire[1]. »

Que n'est-ce vrai !

Ce qu'il y a de vrai, dans tout cela, c'est que monsieur Rattazzi offrit sa démission et celle de tous ses collègues. Il dit lui-même qu'il avait proposé, pour lui succéder, le général Cialdini, qui se chargerait de recomposer le conseil des ministres. M. Cialdini paraissait pleinement disposé à se ranger à l'opinion et aux désirs de la France, et à prévenir ainsi, non-seulement la guerre, mais encore l'intervention de Napoléon dans la conclusion de la question romaine. Rien n'eût été plus facile ; car, au fond, tels étaient le désir de l'empereur et les termes de sa proposition

(1) *L'Union* de Paris, 24 octobre.

formelle; et, en toute vérité, le Saint-Siége ne demandait pas autre chose à Paris, car le danger d'une invasion royale venant à disparaitre, et les milliers de soldats royaux qui renforçaient journellement la garibalderie étant rappelés, le gouvernement pontifical comprenait clairement, qu'en quelques heures il aurait facilement purgé les provinces des bandes qui les infestaient.

M. Rattazzi n'abandonna pas totalement la direction de la chose publique : plus que jamais, au contraire, il trompa et renversa avec une tenace obstination les intentions du roi. Il ne s'était servi de ce qu'on appelle, en termes de coulisses, une *fausse sortie,* que pour répondre aux intentions présentes de la France. Je ne suis plus ministre, disait-il, je ne puis donc plus délibérer[1].

Ce fut de cette façon qu'il brisa les fils entre les mains de M. Cialdini, lequel, complice ou non, ne put, pendant plusieurs jours, venir à bout de former un nouveau ministère. Dans l'intervalle, M. Rattazzi maintint l'ordre antérieurement donné à l'armée royale, de se mettre prochainement en marche; par des ordres très-urgents (nous l'avons prouvé précédemment), il provoqua l'insurrection à Rome, et travailla avec acharnement à organiser la guerre des bandes, à la tête desquelles il plaça Garibaldi.

Ce dernier fait fut, entre tous, le plus fatal et le plus funeste, pour l'indigne secte.

(1) Voyez ses dépêches du 19 et du 20, dans le *Livre vert.*

LXIX. — FLORENCE, 22 OCTOBRE. HAUTS-FAITS DE MESSIEURS RATTAZZI, CRISPI ET CIALDINI. GARIBALDI S'EN VA-T'EN GUERRE.

Le jour même où l'ultimatum de Napoléon III arrivait à Florence, Joseph Garibaldi prenait terre près de Livourne. Rien ne pouvait indiquer plus clairement la trame de trahison ourdie par le gouvernement italien, avec une opiniâtre obstination, contre le Chef visible de la Sainte-Eglise, que l'arrivée de cet homme à Florence, ses allées et venues continuelles dans les rues et sur les places, ses rapports et menées avec les émeutiers les plus influents, et ses préparatifs de départ pour la guerre, à la manière des triomphateurs. Pourtant, Urbain Rattazzi avait protesté aux ministres impériaux, qu'il avait donné continuellement « les ordres les plus sévères, qu'il s'était mis en peine et avait redoublé d'efforts pour faire cesser *tout cela*[1]; » *tout cela* voulait dire l'invasion! On ne saurait imaginer une violation plus flagrante, plus évidente de la convention franco-italienne, et une plus impudente démonstration de perfidie politique de la part des ministres italiens. Pourquoi l'armée française n'est-elle pas partie immédiatement de Toulon et à toute vapeur à cette annonce? Notre devoir d'historien se fait un mérite de rapporter ici, sur cette particularité, ce que nous appellerons, en toute justice, un insigne exemple de

(1) *Livre vert*, Question romaine, p. 27. Dépêche du 17 oct.

modération, donné par un gouvernement puissant et justement irrité, prenant soin d'y décrire et énumérer les manéges qui le produisirent et qui l'entourèrent. Mais venons-en d'abord à raconter le fait.

Huit ou neuf bâtiments de guerre entouraient l'ilot de Caprera, et en battaient les eaux nuit et jour; une compagnie de débarquement occupait un poste, placé en face du splendide palais privé de Garibaldi; on faisait grand étalage d'une vigilance outrée, en visitant scrupuleusement tout esquif de pêcheur, dont on entendait battre les avirons, appelant à l'ordre le moindre batelet qui se montrait à la surface des ondes. C'est ici que les historiographes garibaldiens exaltent et célèbrent, à perte d'haleine, l'incomparable génie du pirate, qui trompe l'active vigilance du gouvernement, et passe inaperçu entre mille vedettes.

« Pendant toute la journée du 16, raconte le député Guerzoni, un brouillard très-épais, phénomène fréquent, régna sur ces parages, et la nuit promettait d'être des plus obscures. Garibaldi choisit cette nuit-là, et, vers 10 heures, il descendit dans la cabine secrète de sa chaloupe, leva l'ancre et se hasarda à entreprendre le trajet. Garibaldi devait avoir, pendant 15 années, pris connaissance parfaite de ces parages et être doué d'un œil de lynx qui voit dans les ténèbres, et connaitre chaque écueil pierre par pierre, sachant où ces écueils sont à fleur d'eau, et où ils se cachent insidieusement; il devait avoir essayé dix fois, et avec bonheur, de passer au milieu d'une flotte ennemie, connaitre toutes les habitudes, toutes les règles, toutes les astuces, toutes les manœuvres, depuis celles du mousse jusqu'à celles du maître

d'équipage, et posséder en même temps la science maritime d'un amiral et la longue pratique d'un corsaire, pour oser concevoir l'espérance d'arriver à un port quelconque, à pareille heure, n'ayant nulle crainte d'être aperçu, bien qu'il dût naviguer à proximité de plusieurs centaines de vaisseaux[1]. »

Le compatissant Guerzoni continue en s'attendrissant sur les dangers courus par son héros, jusqu'à l'île de la Madeleine, où une garibaldienne anglaise, Mistriss Collins, l'accueillit comme la nymphe Calypso accueillit Ulysse le naufragé, et d'où, dans la matinée suivante, il passa en Sardaigne; mais ce ne fut pas sans avoir d'abord teint sa barbe et endossé un paletot de pêcheur, ou, selon d'autres conteurs, après s'être entortillé dans un paillasson, si bien qu'on l'eût pris pour un énorme colis d'entrepôt. Ayant pris terre, il trouve des chevaux, et, après dix-sept heures de marche forcée à travers les rochers les plus escarpés et les sentiers les plus abruptes, il parvient à gagner un petit port, où un batelet, appartenant à son gendre Canzio, le prend à bord, et, par un bon vent, il fait voile vers Livourne.

Or, ces héroïques aventures, suivies de plusieurs autres plus admirables encore, pompeusement ornées par Guerzoni, mais qui, réduites à la simple prose de l'histoire, nous apprennent qu'un esquif avait été laissé à la disposition de Garibaldi, pour qu'il pût se promener tout à l'aise; que la terrible traversée du canal de la Monnaie, qui coule entre Caprera et

(1) Guerzoni, *Nouv. Anthologie.* Avril, 1868, p. 762. Voir aussi Macchi, *Epopée* de *Mentana*, nº XV.

la Madeleine, est une vaillantise quotidienne de nombreux pêcheurs et patrons de barque, *entreprise des plus facile*, ainsi que l'affirment tous ceux qui ont la connaissance pratique de ces parages[1].

En résumé, *l'audacieuse résolution* fut uniquement l'effet tout naturel des arrangements pris et des ordres donnés par M. Rattazzi, puisque le ministre si *courtois*, au moment même où il expédiait les hordes, les renforts et l'argent, promettait aussi l'arrivée prochaine de Garibaldi. Cela était de notoriété publique et proclamé à son de trompe par les chefs de l'invasion dans les quartiers de la guerre; le baron de la Villestreux, à Florence, en connaissait les apprêts, et il en avait causé avec M. Rattazzi, huit jours auparavant, le menaçant de l'indignation de la France, s'il ne mettait fin à sa torpeur nonchalante pour l'éclaircissement d'une affaire aussi importante que celle de la fuite de Caprera, accomplie par le célèbre bandit[2]. Que dirons-nous encore? le dessein exécuté, le 16 octobre, par Joseph Garibaldi, nous le trouvons littéralement prédit dans les documents de la police romaine, à la date du 7 juin précédent[3]. Il ne faut pas croire que le directeur de la police, Monseigneur Randi, ait eu d'autre don de prophétie que la prédiction toute naturelle faite après lecture des traités passés entre M. Rattazzi et le corsaire. L'enquête que l'on fit par la suite avec si grand

(1) Actes de la commission d'enquête, sur la fuite du général Garibaldi, p. 41.

(2) *Livre jaune*. Dépêche de la Villestreux au ministre de Moustier, 20 octobre.

(3) Voir le chap. XXI, ou nous avons cité littéralement ces paroles.

étalage de sévérité diplomatique, sous prétexte de retrouver les coupables adhérents de la fuite de Garibaldi, n'eut pour résultat que la démonstration patente de la fidélité avec laquelle les commandants de l'escadrille de Caprera avaient, mieux que tous les autres, gardé le secret.

Nous pouvons l'assurer, Joseph Garibaldi débarquait aussi joyeusement que tranquillement, dans la journée du 19, à Vada près de Livourne ; il montait en voiture, et, sans prendre soin de se cacher à qui que ce fût, il venait se loger chez les Sgarallino dont la maison passait avec raison pour être un véritable repaire de garibaldiens. Il y dormit tranquillement et, le lendemain, il partait pour Florence, où, selon quelques-uns, il entra dans la matinée du 20 et, selon d'autres, dans la nuit du 19 au 20. Quoi qu'il en fût, la nouvelle de son arrivée se répandit avec une telle rapidité que toute la ville en fut bientôt informée, mais on se causait à voix basse. La présence de Garibaldi à Florence y produisait l'effet d'une mèche enflammée, posée près d'une mine depuis longtemps préparée.

Il faut le dire et l'affirmer, ces jours-là étaient vraiment des jours de vertige : M. Rattazzi s'était démis de ses fonctions ministérielles, et les comités sectaires, qui se montraient seuls en ce moment-là, mettaient en rumeur l'Italie d'un bout à l'autre. Dans toutes les villes de la Péninsule, les journalistes du parti jetaient feu et flammes, proclamant hautement que la politique de M. Rattazzi était la seule qui pût convenir aux Italiens ; que le roi devait obéir à la nation, s'il ne voulait pas que la nation jetât son

trône savoisien au milieu des débris de tant d'autres trônes tout récemment renversés. En même temps s'élevait contre l'empereur Napoléon un bruit des plus discourtois ; et ce bruit s'étendait jusque sur M. Rattazzi, qu'on accusait d'avoir lâchement transmis la conduite des affaires aux mains d'un despote étranger, au lieu de redoubler d'énergie et de tenir tête à la bourrasque ; et tout cela, au moment où Rome courait sur les barricades, tendant la main à ses frères, et appelant la liberté italienne par la voix du sang. Les Italiens étaient forcés de souffrir et de supporter en même temps les injures des écrivains de la presse vendue à la secte, les tumultes de la place et les cris frénétiques de : Vive Garibaldi ! Mort à Napoléon III ! Vive Rattazzi ! Mort à Rattazzi ! Vive le roi ! Mort au roi ! prononcés confusément, pendant que des bandes de forcenés faisaient tournoyer dans les airs tous les drapeaux de la révolte. L'Italie semblait être un volcan en éruption et pourtant la nation détestait, avec l'indignation la plus profonde, les iniques impiétés dont les sectes lui imposaient l'affligeant spectacle.

A Florence, M. Rattazzi donnait toujours le ton, c'est-à-dire, exerçait sur le peuple une telle influence qu'il l'amenait à parler et à agir comme lui. Il n'avait renoncé à aucune de ses charges administratives, et il n'avait nullement remis à d'autres la direction des affaires : il serrait toutes les rênes dans sa main, s'en occupant, plus que jamais, avec un frénétique acharnement. Il veillait, malgré cela, à ce qu'on ne l'appelât plus ministre, et se bornait à ne prendre que la simple qualification de comman-

deur ; il mettait toute sa complaisance à réunir sous les balcons du palais Riccardi, qu'il ne quitta jamais, des troupeaux de braillards imbéciles, qui le suppliaient à grands cris de conserver les fonctions ministérielles et de maintenir fermement sa *louable* politique, marchant sur Rome, avant que la France ne le fit. Cette bande jouait sa scène comique aux heures indiquées, et elle s'augmentait à continuer de tous les désœuvrés et de tous les insensés ; la marmaille vociférait à outrance sur les places, et les chefs de bandes montaient dans les appartements du ministre, comme s'ils eussent été des hommes politiques, et, devant eux, M. Rattazzi prenait un air tout apprêté et répondait mystérieusement :

— Les temps sont difficiles ! toutefois, je ne refuse point, mais le roi est mal conseillé par la coterie ricasolienne ; il faut beaucoup de prudence et plus encore de fermeté ; j'espère que le roi ne fera pas défaut aux destinées de l'Italie.

La marmaille sus-nommée, à laquelle on répétait ces sentencieuses réponses, pensait avoir achevé sa tâche et bien dûment gagné le salaire de sa journée, aussi voyait-on les révolutionnaires en herbe se disperser et gagner chacun leurs demeures respectives, à l'instar des soldats de Malborough[1]. Ce fut au milieu de toutes ces furieuses pasquinades que Garibaldi tomba, comme un bolide, au beau milieu de Florence.

Dans la journée du 22, le fol et séditieux attrou-

(1) Extrait des gazettes de Florence de ces jours-là, lesquelles rapportent en même temps les pauvres harangues lues par ceux qu'on appelait les *députés* du peuple. Il ne vaut pas la peine de les déterrer et de les exhiber.

pement se fit encore sous les fenêtres du ministère, pour y venir lire les balivernes habituelles; M. Rattazzi avait pris soin d'ébruiter, non-seulement que Garibaldi était à Florence, mais qu'il était logé sur la place de Sainte-Marie-Nouvelle, tout prêt et disposé à accueillir le peuple à bras ouverts. On a même ajouté à cette nouvelle, publiée par la renommée, que le ministre, interpellé de faire connaître à la population les intentions du gouvernement, avait répondu :

— Allez trouver Garibaldi; il vous dira ce que je ne puis vous dire.

Quoi qu'il en soit de cette dernière assertion, il est certain qu'on entendit retentir, sous le balcon ministériel, ces cris :

— A Sainte-Marie-Nouvelle, chez Garibaldi!

La horde s'achemina confusément vers cette place. *Le héros des deux mondes* l'attendait, car il était prévenu que de nombreux visiteurs lui surviendraient simultanément. Il avait déjà, en compagnie de monsieur Rattazzi, discuté, combiné et arrêté la marche de l'entreprise qu'il pressait d'exécuter.

« Loin de s'opposer à mon expédition, dit Garibaldi lui-même, le gouvernement m'autorise à parler au peuple[1]. »

Le charlatan parut donc au balcon, après avoir été supplié et invoqué comme un dieu ; il se présenta en costume de voyage, veste longue, le dos voûté, les

(1) Paroles publiées par les journaux et par divers historiens garibaldiens. Voir Macchi, Bianchi, etc. En outre, les faits parlent plus haut que toutes les citations.

traits fatigués, comme le seraient ceux d'un cheval poussif, tenant un chapeau noir en main et exposant à la pluie sa tête nue.

— Couvrez-vous, général! crièrent les assistants.

Il répondit :

— Il faut que je vous parle tête nue, car je dois vous supplier et vous attendrir. Ayez pitié de Rome; il faut, à tout prix, aller à Rome....

— A Rome, à Rome! hurla cette populace effrénée; au Capitole!

— Ne craignez ni les flottes, ni les régiments de cette canaille. Soyez forts, je vous prie. Prouvez au monde que nous sommes dignes de notre indépendance, et que notre pays n'est pas fait pour servir de refuge aux rebuts de tous pays. La Providence viendra à notre aide; espérons-le!

— Bravo! à Rome! vive Garibaldi!

Sur ces mots, le rideau fut baissé, le rassemblement se dissipa, et les meneurs allèrent immédiatement écrire une harangue un peu moins brutalement grossière, à insérer dans les journaux; dans cette seconde allocution, Garibaldi raisonnait un peu plus à la manière d'un homme, et terminait à la manière d'un vrai spartiate, qui se dévoue pour sa patrie. On a remarqué que ce furent les meilleurs amis de M. Rattazzi, tant nationaux qu'étrangers, qui composèrent et publièrent ces innombrables sottises, et que ces gens-là étaient tous de la même farine[1]. Cet

(1) Cette observation est extraite de la *Nazione*, du 23 octobre. Quant à la harangue de Garibaldi, nous la rapportons telle que nous l'ont transmise ses auditeurs, et non comme les journalistes l'ont arrangée.

infortuné ministre de Victor-Emmanuel avait malheureusement oublié tout sentiment de pudeur. Par surcroît d'oubli complet de toute convenance, il laissait lâchement maltraiter, outrager et insulter l'*allié magnanime* de son souverain par les satiriques articles de la presse garibaldienne. Des bulletins, remplis d'infamies injurieuses pour Napoléon III, étaient distribués dans la ville à plusieurs milliers d'exemplaires, sous les yeux des ambassadeurs, et ces bulletins étaient signés par Garibaldi, qui semblait prendre plaisir de rappeler au public qu'à Florence, il était le maître d'insulter impunément tout le monde et chacun.

« Racheter l'Italie, ou mourir ! Me voici de nouveau au milieu de vous !... L'Italie est convaincue qu'elle ne peut vivre sans posséder sa chère Rome, que quelques êtres serviles, faisant honte au droit et à l'honneur national, prétendent sacrifier aux caprices d'un méprisable tyran.... Il ne nous faut, à nous qui sommes unis de désir et de volonté, il ne nous faut que quelques mois, pour laver et purifier l'Italie des souillures dont elle est empestée et entachée ; que la tyrannie qui siége au Vatican et ceux qui la soutiennent, le veuillent ou ne le veuillent pas, peu nous importe !... La papauté est une injustice, et l'intervention bonapartiste est en même temps une illégale humiliation. L'Italie balaie les ordures de la papauté, et s'apprête à punir l'audace présomptueuse du perturbateur des peuples[1]. »

(1) Bulletins affichés sur les murs de Florence, les 21 et 22 oct., signés J. Garibaldi, et rapportés par les journaux.

Or, ce déchaînement d'insolences furibondes d'une poignée de misérables coquins, lancées, au nom de toute une nation, contre la France armée et menaçante, amusait M. Rattazzi, ministre congédié, qui, comme un serpent subtil, rampait, glissait et se tordait, pour en venir à ses fins, et remonter en selle. Mais il devenait un obstacle intolérable (et M. Rattazzi ne demandait pas mieux) pour le général Cialdini, récemment appelé pour ramasser le portefeuille ministériel gisant à terre et imprimer une marche nouvelle à la chose publique. A ces fins, M. Cialdini manda près de lui le député Crispi, qui, parmi les forcenés du comité d'insurrection, conservait encore assez de raison pour reconnaître l'impossibilité de se mesurer avec l'armée française, et Crispi l'engagea, le pressa de dissuader Garibaldi, pour qu'il consentît à ne pas pousser plus loin sa dangereuse entreprise. Crispi, ce même Crispi, qui, quatre jours plus tôt, avait télégraphié à M. Rattazzi : « Délivrer Garibaldi, et passer la frontière; » ce même homme proposa quatre jours plus tard : « Persuader Garibaldi, qu'il faut dissoudre les bandes des volontaires, et retourner à Caprera. »

En cela, Crispi agit-il avec loyauté? Peut-être; c'est un homme qui a quelque intelligence et qui n'a aucun principe arrêté. Exécuta-t-il une fausse parade? Cela se peut aussi, pour la raison ci-dessus énoncée. Il est certain que Crispi, en présence du marquis Joachim Pepoli, promit au général Cialdini d'exécuter sa mission[1].

(1) Lettre de Crispi, publiée dans la *Riforma*, du 22 déc. 1867.

Il n'était pas difficile de conseiller à Garibaldi de ne pas faire de folies ; mais il était bien plus difficile de le convaincre, car tout ce qui est stupide, absurde, frénétique possède la vertu de plaire à Garibaldi d'une façon irrésistible, de même que le serpent attire le rossignol. Le *héros*, voyant qu'on le priait, se crut aussitôt le roi du moment, monta sur ses grands chevaux, et repoussa, avec dédain et colère, les conseils de son ami Crispi et de tous ceux qui essayèrent de lui faire entendre raison. Le général Cialdini lui-même voulut tenter l'épreuve, après avoir assuré à Crispi, son fidèle courtier, qu'il ne pourrait arrêter le *héros*. Les deux généraux dissimulant autant leur mépris réciproque que leur haine mutuelle et invétérée, s'abouchèrent ; on en vint tout de suite au fait, mais Garibaldi ne changea nullement sa manière de voir, et ne recula pas d'une semelle ; Cialdini, parfaitement convaincu que M. Rattazzi l'avait poussé à agir de la sorte, et que le roi était du parti de Garibaldi, se retira vaincu, mais peut-être content. Six heures et demie du matin, le 22 octobre, étaient sur le point de sonner[1].

Il ne restait plus au gouvernement italien d'autre parti à prendre que celui de mettre les poucettes à Garibaldi, comme on le fait pour n'importe quel vaurien pris en flagrant délit. Le gouvernement se disait disposé à le faire, mais il mentait de propos délibéré, dans les dépêches qu'il adressait en France ; en outre, M. Rattazzi ne pensait guère à cela, et lorsqu'il fut, par la suite, blâmé d'avoir commis une

(1) Lettre de Crispi, etc.

perfidie aussi éhontée, il s'excusa en avançant que, ce jour-là, il n'était plus ministre. Excuse vaine et ridicule. Il était en réalité un ministre congédié, mais son autorité ministérielle n'en subsistait pas moins et ses obligations restaient les mêmes. A qui donc appartenait, si ce n'est à lui, le devoir de maintenir l'ordre public? Le brave Crispi, toujours en plans et projets, découvrit que si, d'une part, monsieur Rattazzi était bien affermi au ministère, d'une autre part, Cialdini restait dans les mêmes dispositions, et Garibaldi continuait d'être obstiné, plus que jamais, dans l'idée d'agir à sa mode et fantaisie; aussi Crispi se repentit-il du court intervalle lucide auquel il s'était abandonné, et fit disposer en toute hâte un convoi exprès, pour conduire au camp le chef suprême des bandits. La police interpellée ne se fit pas tirer l'oreille pour délivrer le sauf-conduit sollicité, et, muni de sa feuille de route, Joseph Garibaldi partait à une heure et demie après-midi, complimenté et félicité par le président des ministres, en présence de la ville entière, pour sa fameuse expédition guerrière.

Il est à remarquer qu'au moment même où le gouvernement italien lâchait son Garibaldi, l'on distribuait à Paris le *Moniteur* dans les colonnes duquel on lisait la communication suivante : « Le gouvernement italien a fait parvenir à notre gouvernement les assurances et les déclarations les plus affirmatives. Toutes les mesures sont prises pour empêcher l'invasion des Etats-Pontificaux[1]. »

(1) *Moniteur*, 22 octobre.

Le *Moniteur* ne mentait pas : les *assurances* et les *déclarations* étaient réellement parvenues. M. le président du conseil télégraphiait la veille : « M. de la Villestreux, de Florence, m'a dit qu'on va prendre des mesures très-fermes pour empêcher les enrôlements, qu'il m'affirme n'être faits qu'en cachette ; que les comités de secours seront dissous ; qu'on publiera une ordonnance. Il n'attend des nouvelles de Caprera, que vers le soir (et Garibaldi était à Florence depuis 24 heures)[1]. »

A Rome, M. Rattazzi travaillait mieux encore pour le service de Garibaldi. Il avait, dans la matinée, donné l'ordre péremptoire de l'insurrection, et pendant que le *Condottiere* partait à toute vapeur, pour aller prendre le suprême commandement des bandes, Cucchi réunissait tous les caporions des sicaires, pour convenir des derniers arrangements ; le ministre de Victor-Emmanuel demandait à grands cris, par le télégraphe, qu'on le tînt au courant du succès de l'entreprise[2]. Cela veut dire que si les garibaldiens avaient eu le dessus, pendant la nuit, Joseph Garibaldi serait arrivé à point nommé, pour entrer triomphalement, dans la matinée, au Capitole. Voilà la loyauté avec laquelle le gouvernement italien agissait.

Au lieu de l'ordonnance promise à Napoléon III, au moyen de laquelle on devait refréner l'invasion, Florence et l'Italie retentissaient de proclamations d'énergumènes qu'il sera bon d'enregistrer dans l'his-

(1) Dépêche télégraphique du baron de la Villestreux, 21 octobre.
(2) Voir dans les doc. que nous avons cités, au chap. LXIII.

toire, puisqu'elles donnent la mesure de l'outrecuidance présomptueuse et incroyable, à laquelle arrivait un faible parti de remueurs malhonnêtes, simple poignée à l'égard de la nation italienne, n'ayant d'autre pouvoir que celui que lui accordait la toute-puissance d'un ministre incrédule, parjure et sacrilége. Joseph Garibaldi était encore à Florence, ou n'en était pas bien loin, lorsqu'on affichait, à tous les coins de rue, cette proclamation de son crû :

« Italiens! nos frères élèvent des barricades à Rome ; — depuis hier dans la soirée, ils se battent avec les sicaires de la tyrannie papale ; l'Italie espère que chacun de nous fera son devoir. 22 octobre, 1867.

» JOSEPH GARIBALDI. »

Le comité central d'insurrection faisait imprimer : « Italiens! Rome est insurgée. Nos frères combattent pour rendre à l'Italie sa capitale, que la conjuration anti-nationale lui dispute. Pouvons-nous les abandonner? Nous ne le pouvons, en dépit des menaces fanfaronnes des puissances étrangères, qui insultent notre vaillante armée, imposant au pays la lâche rétractation de son droit. N'hésitons pas : l'heure que les siècles ont attendue vient de sonner. A Rome! à Rome! Que ce soit là notre but, notre cri de victoire. Florence, 22 octobre, 1867. »

Cette proclamation forcenée était signée, dans l'impuissance de soutenir une guerre, par les sacripants tapageurs du comité : G. Pallavicino, F. Crispi, B. Cairoli, L. La Porta, A. Oliva, F. de Boni, L. Miceli ; il ne manquait que la signature de son véritable auteur, Rattazzi, qui avait transféré le cabinet ministériel dans les bureaux du comité. Peu

de temps après, on propageait un autre bulletin, contenant toutes les particularités de l'invasion, qui, en ce moment, s'allumait dans les rues de Rome : « Dans la soirée d'hier, vers 7 heures, le mouvement insurrectionnel de Rome était sur le point d'éclater, par suite des dispositions prises. Les âmes étaient préparées, les armes disposées, et les barricades s'élevaient ; à partir de 7 heures du soir, tous les fils télégraphiques qui communiquaient avec Rome sont rompus ; la ligne de la voie ferrée de Civita-Vecchia est également interceptée. Les nouvelles alarmantes qui se répandent partout, sur les événements de Rome, sont tout-à-fait dénuées de fondement. Les probabilités d'une complète réussite l'emportent de beaucoup sur les probabilités d'un malheureux succès. L'ordre de marcher sur Rome est donné aux bandes. Le comité siége en permanence ; il a tout disposé pour recevoir des nouvelles certaines ; à peine seront-elles arrivées, qu'on les publiera tout aussitôt, par un bulletin extraordinaire. Garibaldi sera, sous peu, au milieu du peuple insurgé ; la fortune de l'Italie l'assiste. »

Dans tout cela, il n'y avait de vrai que l'impudence inouïe de M. Rattazzi, qui interceptait les télégrammes de Rome et la malle-poste ; les uns et l'autre arrivaient pourtant en toute liberté ; le ministre poussait l'audace jusqu'à faire main basse, de Florence, sur un télégramme privé, qui avait eu le courage d'expédier en France la nouvelle du départ de Joseph Garibaldi pour le camp[1] ; en ne faisant

(1) *Nazione* des 23, 24 et 25. Messieurs de la Villestreux et

des employés du télégraphe que des agents à ses ordres, il suspendait le commerce de l'Europe d'outre-monts avec Rome.

Le lendemain, au lieu d'ébruiter de nouveau les prévisions royales tant de fois publiées, on redoublait d'audacieuses insultes envers la foi publique, laissant le gouvernement proclamer plus haut encore qu'au son de la trompette, sous les fenêtres de l'ambassade française, l'arrêté décisif, véritable résumé de la politique par laquelle on avait expédié Garibaldi dans les Etats-Pontificaux.

« Italiens !

» Le peuple romain et nos frères se battent héroïquement, à Rome, depuis deux jours.... Rome, capitale de l'Italie, tant de fois reconnue comme si elle l'était en réalité, dans les comices populaires du parlement, est actuellement reconnue pour telle, à la suite d'un cruel et sanglant combat ; nous espérons qu'au premier moment, elle le sera de nouveau par la victoire. Italiens, écoutez la voix de Garibaldi ; montrez-vous, nous l'exigeons formellement, vu que nous avons le droit de vous le conseiller.

» L'étranger n'osera ni menacer ni attaquer une population de vingt-cinq millions d'âmes, qui proclame hautement ses droits, qui sait combattre, et, s'il le faut, mourir pour eux. Le gouvernement français n'est pas la France. La France, nation puissante, la France, théâtre des grandes révolutions, la France, amie de la liberté, est favorable à l'Italie...

Armand se plaignent, eux aussi, dans leurs dépêches du 22, de l'interruption des télégraphes.

On ne doit pas céder devant les menaces étrangères, puisque la nation peut compter sur une armée aussi héroïque que la nôtre, et que, de toutes parts, les volontaires accourent par milliers, et surtout parce que nous avons un habile capitaine du nom de Joseph Garibaldi, qui fut jadis l'invincible défenseur de Rome, et qui vaincra de nouveau les ennemis de la ville éternelle.

» Secourez par les armes, par l'argent, par vos bras et par tous les moyens possibles, les insurgés de Rome, les insurgés des provinces qui sont à leur poste, qui s'y sont constamment maintenus, et qui, actuellement, marchent au pas de course vers Rome pour l'entourer d'un cercle de feu. Rome qui, hier encore, était soumise à la théocratie, aux mercenaires du Pape, deviendra demain la vraie capitale de l'Italie, par le zèle que les Italiens apporteront à cette transition.

» Florence, 23 octobre 1867. »

Il était aussi impossible à l'ambassadeur de la France de contenir sa juste indignation, qu'il l'était au ministre italien de répondre à ses remontrances autrement que par des mensonges. M. de la Villestreux se rendit en toute hâte au palais Riccardi, et prétendit qu'on lui fit connaître pour quelles raisons les dispositions tant vantés, qui devaient amener une paix conciliante, se convertissaient en provocations irritantes. M. Rattazzi, haussant les épaules, répondit :

— Que puis-je y faire? j'ai donné ma démission.

— Vous pourriez néanmoins faire arrêter au plus tôt Garibaldi.

— Ma foi, je ne puis prendre de pareilles mesures de mon propre chef, et je dois, auparavant, consulter Sa Majesté.

M. Rattazzi se rend à la cour, et Victor-Emmanuel lui répond.... On ignore ce qu'il répondit; on sait seulement que le ministre italien promit à l'ambassadeur français qu'on donnerait des ordres pour l'arrestation immédiate de Garibaldi, et, sur ce, M. de la Villestreux fit part de cette décision à son gouvernement[1]. Or, l'issue de cette affaire démontra clairement le degré de sévérité rigoureuse qu'atteignirent les ordres de M. Rattazzi. L'injonction du ministre ne pouvait manquer d'être exécutée; tous l'auraient cru, en examinant attentivement la sévère formule dans laquelle elle fut conçue :

« Préfet de Pérouse (c'était Gadda). Poursuivez Garibaldi, mais faites-le de manière à ne pas l'atteindre. Brûlez ce télégramme. »

C'est ainsi que les journaux reproduisirent cet ordre[2]; et ce fut ainsi que toute l'Italie le crut, malgré les dénégations formelles de M. Rattazzi; et, ce qu'il importe le plus de savoir, c'est que le préfet de Pérouse exécuta l'ordre comme nous venons de l'indiquer ci-dessus, ainsi que le prouve incontestablement son rapport au ministre Rattazzi[3]. Le zélé préfet communiqua l'ordre au sous-préfet de Rieti, et absolument dans les mêmes termes que nous avons relatés, mais celui-ci ne put l'exécuter de point

(1) Dépêche du 22 octobre, dans le *Livre jaune.*

(2) Voir la *Patria*, la *Nazione*, etc., et surtout la *Civiltà Cattolica*, qui en donne d'excellentes preuves, dans sa série VII, vol. I, à la page 114.

(3) Doc. rel. aux derniers évén., p. 140.

en point, car le général Pralormo ne voulut pas que ses troupes concourussent à représenter cette méprisable comédie.

Au reste, même sans ce perfide télégramme, l'insigne fourberie sera des plus manifeste à quiconque voudra et pourra se procurer et lire avec attention les documents relatifs à ce fait, tels qu'ils furent publiés par le ministère italien. Qui donc en viendrait à s'imaginer et à croire que M. Rattazzi ait voulu sérieusement arrêter la course de son mandataire, quand on le voit oublier le télégraphe par lequel il aurait pu, avec la rapidité de l'éclair, donner des ordres sur toute la ligne parcourue par Garibaldi? M. Rattazzi se borna à écrire une lettre, qui parvint régulièrement à sa destination, huit heures après le moment où le célèbre fuyard aurait dû être arrêté. « En exécution des ordres de ce ministère (écrit Gadda, préfet de Pérouse), lesquels me sont parvenus à dix heures du matin, le 23 de ce mois, concernant l'arrestation du général Garibaldi, qui était passé, sur un train spécial, devant cette station du chemin de fer, le 22, à six heures du soir, etc. »

Le préfet continue son rapport en décrivant les *admirables* moyens mis en œuvre pour rattraper le chef de bandes, moyens qui tous ont *parfaitement* manqué leur but. Le chevalier Mosca, sous-préfet de Rieti, écrivit, à son tour, les mêmes balivernes. L'honneur était sauf, et Garibaldi aussi[1]. Il fallait

(1) Doc. rel., etc., p. 140 et suivantes. Les suppléments de ces documents confirment les mêmes choses.

qu'une Italie nouvelle, inconnue jusque-là aux Italiens, fût formée et constituée, pour que nous ayons le notable avantage de voir de semblables gouvernements de marionnettes, et d'assister aux escamotages des saltimbanques déguisés en ministres, qui entourent le trône du descendant de la royale maison de Savoie, en compagnie d'autres bateleurs portant la robe de magistrats, et de voir leur politique se composer uniquement de coquineries et d'escroqueries de tous genres. O princes légitimes de l'Italie, qui contemplez, du séjour de l'exil, la décadence de vos principautés et des royaumes qu'on vous a usurpés, que Dieu daigne vous rendre à vos peuples! Mais ne pensez pas à vous venger : la divine justice a embrassé votre cause et exercé une terrible vengeance sur vos ennemis.

Joseph Garibaldi, grossier, rude et grotesque selon son habitude, ressemblant beaucoup plus à un fendeur de bois qu'à un diplomate, s'acquittait fort mal du rôle que M. Rattazzi lui avait imposé; il ne voulait, à aucun prix, passer pour fugitif, et publiait à son de trompe, partout où il passait, ce qu'il était venu faire, énumérant les personnages aux instigations desquels il agissait. Quand bien même il ne l'eût pas dit, on l'aurait facilement deviné, tellement la chose parlait d'elle-même. Parvenu aux environs de Rieti, le *héros* ne put s'empêcher de satisfaire le désir qui le tourmentait d'accomplir une fanfaronnade : une exhibition de sa hâblerie ridicule est tout à fait indispensable à notre *héros*, toutes les fois qu'il entre en campagne. Il fit donc avertir les fanatiques séides, qu'il possédait dans cette localités, de

sa prochaine arrivée. Ces gens-là répandirent la nouvelle, en moins d'un instant, dans tout le territoire. Ils voulaient joncher le chemin que Garibaldi allait parcourir de fleurs et de feuillages, faire passer le *demi-dieu* sous dix arcs de triomphe, agiter dix mille bannières ; ils voulaient... que ne voulaient-ils pas? Mais le temps pressait et les carrosses du *héros* se montraient à l'horizon. A cette vue, la clique effrénée des chemises rouges (Rieti était l'un de leurs dépôts principaux) s'élance à la rencontre de leur digne chef et arrête la voiture en criant à pleins poumons :

— Vive Garibaldi !

— Vive la république!

— A Rome! à Rome!

Le pauvre vieillard était transporté de joie et trouvait ce tendre accueil plus doux que le sucre et le miel ; il se tournait à droite, et virait à gauche en agitant ses joues barbues ; une *petite dame,* qui était assise dans la voiture près de lui, faisait toutes sortes de mines et saluait de la tête tous ceux qui criaient plus fort que les autres. On a dit que cette femme était une des filles du *héros*, la grande-prêtresse des dames franc-maçonnes de Naples. Dans la voiture qui suivait se trouvait une collection d'aides-de-camp et de chambre. Mais la *vaillante* jeunesse ne faisait pas grande attention à ces gens-là, et se pressait uniquement autour de la première voiture. Ces ardents jeunes gens ne furent au comble du bonheur, que lorsqu'ils purent remplacer les chevaux : on choisit parmi eux les garibaldiens qui possédaient les reins les plus solides, et ceux-ci, hennissant de joie, voiturèrent le *héros* dans la ville.

Il descendit devant la maison des comtes Hippolyte Vincentini, refuge ordinaire des satrapes de la garibalderie. A peine avait-il franchi le seuil du salon d'honneur, qu'appelé par de frénétiques et effroyables hurlements, force fut à Garibaldi de se présenter au balcon, pour y débiter la harangue de circonstance.

En vue de le disposer à parler dans le ton, on commença par lui jouer l'hymne nommé garibaldien; ensuite, le séditieux orateur ouvrit sa lèvre prophétique, pour en laisser sortir la faribole inamovible :

— Merci! voilà le plus beau jour de ma vie, etc.

Une seule bêtise extraordinaire, mais dite de bonne foi, lui échappa.

— Nous irons à Rome, dit-il. Avec les volontaires que le peuple nous fournit et l'armée, nous irons à Rome. Oui, nous irons à Rome comme à une promenade.

Ici éclata un tonnerre d'applaudissements. Un certain individu, qui nous en envoya ensuite le récit détaillé, se tenait à l'écart, et, levant les épaules, il disait :

— Nous verrons cela!

Le *héros* n'entendit pas ces mots et, plus sûr que jamais de l'heureux succès, tourna le dos, alla mettre ses jambes sous la table, pour se disposer à bien entreprendre la *promenade* projetée.

Mais la racaille rouge, brûlant d'envie de contempler son bien-aimé chef, trépignait d'impatience à la porte, et faisait un bruit de tous les diables : Garibaldi, voyant arriver l'heure de midi, voulait, avant tout, faire justice d'un succulent dîner. Force

lui fut cependant de répondre au bruyant appel; et ce fut à cette occasion que l'art stratégique du *héros* fit merveille. Nous sommes fâché que la charlatannerie des historiens nous ait, jusqu'ici, envié les particularités de cet acte; heureusement, le brave homme qui nous l'a rapporté, en avait été témoin oculaire. La salle à manger ayant deux portes, l'une d'elles fut destinée à l'entrée et l'autre à la sortie; comme Garibaldi avait deux mains, il en abandonna courtoisement une au public, et conserva l'autre, qui était la droite, pour le service de son estomac. Au bas de l'escalier, les amis du comte Vincentini réglementaient la horde échevelée et la faisaient arriver à la file par la porte d'entrée; les tout dévoués partisans passaient un à un et serraient affectueusement la main qui pendait en dehors de la table, y imprimant un baiser plus ou moins sonore, selon le degré de leur amitié; le *héros* n'y regardait pas de si près : il travaillait simultanément de l'autre main et des dents, coupant, mordant, mâchant, riant et prophétisant tout à la fois. Et pour que la scène ne restât pas muette au-dehors, les émirs de l'archicalife débitaient des frénésies politiques, des atrocités de cannibales et des forfanteries charlatanesques; les assistants ripostaient par des acclamations et des cris à tout casser. Ce fut ainsi que s'écoula une demi-heure. Le général repu, lesté, idolâtré se leva de table, et fut porté à sa voiture. Il traversa les rues de la ville, triomphant et digérant; il était précédé par la musique municipale, qui, accompagnant d'une façon enragée les cris sauvages des chemises rouges, faisait un tintamare d'enfer. A deux cents pas hors

la porte Romaine, le còcher joue du fouet et l'idole disparaît comme l'éclair.

La très-vigilante police du lieu attendait anxieusement cet instant pour exécuter l'ordre qu'elle avait reçu d'arrêter Garibaldi. Ni M. Rattazzi, ni le préfet Gadda n'avaient voulu fatiguer le télégraphe de Rieti pour ordonner l'arrestation du révolutionnaire; on dépêchait à cet effet le chevalier Pacini, inspecteur de police, homme bien élevé. Celui-ci passait fidèlement d'un poste à l'autre, précisément au moment où Garibaldi venait de partir; sachant que le général voulait dîner à Rieti, il lui concéda généreusement une bonne heure de temps, afin de ne pas le surprendre au dessert. Voilà toute l'histoire, telle qu'on pourrait la lire dans un document artificieusement élaboré par le préfet Gadda, le 26, pour sauvegarder la déloyauté de son maître de Florence[1]. Il est donc manifeste pour nous que le magistrat de Rieti, M. Pacini, Gadda et M. Rattazzi étaient tous d'accord, réunis tous dans la sublime et décente pensée *de poursuivre Garibaldi, mais de manière à ne pas l'attraper.*

Le vaillant préfet Mosca observa donc scrupuleusement les ordres reçus, et ne vit aucunement le convoi de voitures, qui devait, disait-on, escorter celle de Garibaldi, arrivant à Rieti; il dormait pendant que toute la garibalderie faisait un épouvantable tapage, tout autour du palais Vincentini, et il est à supposer qu'il ronflait comme une bombarde, pour ne rien percevoir de tout le bruit qu'on faisait au

(1) Doc. rel., aux derniers événements, p. 140-141.

moment du départ de notre *héros*. Mais dès qu'il put croire et supposer que le Condottiere était à un honnête éloignement de Rieti, le sous-préfet se leva comme un seul homme et s'apprêta à le poursuivre avec une apparente fureur. Le général Pralormo lui ayant refusé l'aide de la troupe, M. Mosca réunit, tant bien que mal, un piquet de 10 gendarmes à cheval et le lança à toute vitesse sur les traces du fugitif, « ordonnant de le poursuivre au galop. » Il y avait, entre Rieti et la frontière romaine, assez d'espace pour arrêter Garibaldi dix et cent fois; mais la prévoyante sagesse du chevalier Mosca avait expédié ses gendarmes du côté où Garibaldi n'était pas; il l'avoua lui-même au préfet Gadda[1]. M. Urbain Rattazzi ne pouvait être servi avec un zèle plus ardent et plus louable.

Pendant que le ministre italien, auteur de toutes ces secrètes et artificieuses menées, se vantait hautement, devant le légat français, de la constance énergique avec laquelle il faisait poursuivre le bandit, celui-ci télégraphiait au comité central d'insurrection :

« Passo di Corese, le 23 octobre 1867.

» J'occupe Passo-Corese et Monte-Maggiore avec les forces réunies de Menotti, de Caldesi, de Salomone, de Mosto et de Frigyesi.

» JOSEPH GARIBALDI. »

Ensuite, il organisait à loisir son armée, et en recevait le commandement par un ordre du jour.

« Volontaires! vous avez vaillamment combattu

(1) Docum. rel, etc.

et, loin de vous, je n'ai pu partager ni vos fatigues, ni vos gloires. Patience! ce n'était pas ma faute.

» Aujourd'hui, rajeunis par votre enthousiasme, et par la sainte cause, pour laquelle nous nous battons depuis tant d'années, je viens ajouter mon expérience à votre valeur, et demain nous poursuivrons ensemble le chemin de la victoire, qui ne nous fit jamais défaut.

» L'aile droite de notre armée est commandée par le général Acerbi, l'aile gauche par le général Nicotera, et mon fils Menotti commande le centre. Le général Fabrizi continue d'être le chef de mon état-major, et le colonel Cairoli dirige le quatier-général. Mon premier aide-de-camp est le major Canzio.

» Cette fois encore, l'Italie sera fière de ses héroïques enfants.

» Passo di Corese, 23 octobre 1867.

» JOSEPH GARIBALDI. »

Voilà comment le gouvernement italien respectait la foi des traités. Peut-être était-ce par ce moyen que le général Cialdini atteignait son but, aussi vrai que secret, lui qui était chargé par le roi de former un ministère capable de réprimer et d'arrêter l'invasion, et qui, au lieu de cela, « avec un sens parfait de la situation, avait employé deux jours (les 21 et 22 octobre), à tout tenter pour maintenir le ministère Rattazzi[1]. » De cette manière M. Rattazzi se rendait digne des éloges que lui adressait Victor-Emmanuel : « Rattazzi a toujours été un vrai patriote et mon ami[2]. »

(1) *Diritto*, 24 oct. (2) *Gazette de Florence*, 24 oct.

Nous allons voir tout à l'heure les fruits que produisit cette nouvelle politique.

LXX. — NÉGOCIATIONS ITALO-FRANÇAISES. FAMEUX ARRÊT DE L'ESCADRE FRANÇAISE, LE 22 OCTOBRE.

La permanence inactive de l'armée française dans la rade de Toulon fut, assurément, une grande cause de surprise pour l'Europe entière, car cette stabilité durait encore dix jours après l'ultimatum impérial adressé au gouvernement italien. Qui ou quoi arrêta cette armée? Après une si longue attente, qui donc, enfin, la mit en mouvement? Voilà sur quoi il nous faut parler ici le plus brièvement possible, et pourquoi nous devons citer quelques motifs auxquels, certes, personne ne penserait.

L'intervention armée de la France était décidée depuis le 16, télégraphiée au pro-ministre français, Armand, à Rome, le 17, annoncée au Vatican le 18, et assez clairement publiée dans le *Giornale di Roma*, le 19[1]. Toutefois, avant d'entrer en lutte, l'empereur paraissait pressé de consulter les autres souverains catholiques. Aucune des cours européennes ne méconnut le droit qu'avait la France de faire valoir par les armes la convention solennellement signée de son nom. Alors Napoléon III envoya

(1) *Livre vert*, Question romaine, p 31 ; Doc. man. des arch., 17 octobre et jours suivants.

promptement le général Prudon à Rome pour offrir en personne, au Saint-Père, l'intervention impériale. La qualité de cet ambassadeur extraordinaire, qui resta par la suite à Rome, non sans occupation, était un indice d'intervention armée. Le cardinal Antonelli, secrétaire d'état, parlant au nom du Pontife, fit passer au Nonce apostolique siégeant à Paris, l'ordre de remercier aussi affectueusement que cordialement l'empereur [1]. C'était bien juste ; car, pendant les journées précédentes, l'ambassadeur italien Nigra avait employé tous ses efforts, pour contrecarrer la justice et faire prévaloir l'iniquité : pratiques, intrigues, menaces couvertes, supplications, il avait tout mis au service de sa cause scélérate. Il proposa des moyens-termes, et il y eut un instant où l'on douta si l'empereur n'aurait pas cédé sur quelques points. Mais les nouvelles données par les légats français de Rome et de Florence unies aux démarches du Nonce, Monseigneur Chigi, qui mettait d'heure en heure à découvert le véritable état des choses d'Italie et de Rome, et l'infâme complicité du gouvernement italien, avec les hordes de bandits, empêchèrent d'ajouter foi aux mensonges continuels de M. Rattazzi et de M. Nigra son servile interprète, amenèrent l'empereur à prendre une énergique résolution ; il refusa de permettre l'intervention mixte, en faveur de laquelle M. Nigra avait remué ciel et terre, et il ordonna l'embarquement, à Toulon, de deux divisions de ses troupes [2].

(1) Docum. manusc. des arch., 18 et 19 octobre.

(2) *Livre vert*, Question romaine, p 28, 33; *Livre jaune fran-*

Le public ne pouvait avoir une connaissance parfaite des choses qui étaient traitées dans les sphères les plus élevées de la diplomatie; mais il saisissait furtivement quelques renseignements dans les articles que publiaient les journaux notoirement soumis à la puissante influence du gouvernement. Tous ces journaux s'accordaient pour critiquer amèrement la politique sans foi des ministres italiens, et n'épargnaient pas même la personne de Victor-Emmanuel; le *Moniteur* lui-même, ce hérault officiel, répétait fidèlement les informations venant de Rome, et racontait les départs solennels de Florence, de *Messieurs* les Garibaldiens, et des officiers royaux, qu'on avait envoyés pour les commander[1]. D'autre part, ces mêmes journaux rapportaient les prodiges de valeur de la petite armée croisée, combattant au nom du catholicisme, et sollicitaient l'intervention de l'épée nationale, pour qu'elle sortît enfin du fourreau et allât venger l'honneur de la France vilipendée et celui de la société chrétienne si injustement attaquée. On rappelait au gouvernement l'immense frémissement d'approbation et de louanges, avec lequel le *vrai* peuple français avait salué la flotille expédiée par la République de 1849, et de quelle manière Louis Napoléon, candidat à la présidence, vénérait la principauté civile des Papes, comme base première du salut de l'Italie. Quelques-uns démontraient la pressante nécessité d'un secours étranger, vu le péril imminent que présentait le fléau révolutionnaire

çais. Dépêche de M. de Moustier, 17 et 18 octobre. Doc. man. des arch. rom., 17 et 19 octobre.

(1) *Moniteur*, 18 octobre.

inexorablement suspendu. Messieurs de La Valette et Duruy, ministres opposés à l'expédition, connaissant l'irrévocable détermination de l'Empereur, disaient qu'ils étaient sur le point de donner leur démission ; que la flotte et l'armée s'apprêtaient à l'expédition ; que la guerre annoncée et prévue par les journaux italiens, n'était qu'un épouvantail fabuleux ; que l'Autriche, la Prusse, l'Espagne, l'Angleterre et même la Russie, vainement tentées et priées par les ambassadeurs italiens, ne désapprouvaient pas la politique impériale, et l'on voyait le développement justificatif de ces affirmations dans les journaux serviles attachés au ministère français[1]. Du reste, la France ne voulait pas faire la guerre au royaume d'Italie, mais aux ennemis de la tranquillité publique, à ceux qui, faussant la foi jurée, avaient pénétré à main armée sur le territoire pontifical; enfin, en aucun cas, et quoi qu'il en pût résulter, la nation française ne se laisserait ni intimider, ni tromper, et malheur adviendrait à quiconque oserait toucher à Rome.

C'est en ces termes et à plein chœur que parlaient les journalistes officieux du gouvernement impérial[2] : et, par une conséquence toute naturelle, la presse catholique, qui plaidait sa propre cause, tirait des discours de ces journaux des conjectures sur les desseins du gouvernement. Pour justifier les projets de l'Empereur, il convient d'ajouter (et

(1) Mémorial diplomatique, *Gazette de l'Allemagne septentrionale*, *Gazette de la Croix*, *Morning-Post*, etc.

(2) *Patrie*, *Presse*, *Etendard*, *France*, *Constitutionnel*, etc., *passim*, en ces jours-là.

nous l'avons amplement démontré ailleurs) à cela, le consentement et l'approbation universels de tout ce qui existe d'honnête et de civilisé sur la terre; l'émotion vraiment prodigieuse du monde catholique en faveur du Pape; les importantes offrandes qu'on lui adressait à titre de tribut spontané; la jeunesse qui, dans toutes les contrées catholiques, se levait et s'armait pour défendre la cause pontificale. L'Empereur voulut, et pour lui-même et pour toutes ces circonstances réunies, que l'intervention armée eût lieu, et il le fit aux applaudissements universels de la catholicité.

Malgré cela, la déclaration de guerre se changea tout à coup en négociations de paix. Le gouvernement italien, voyant que ses offres astucieuses d'intervention commune étaient fièrement repoussées, que les apprêts militaires étaient pressés à Toulon et ailleurs, que les généraux de l'expédition étaient nommés; le gouvernement italien, disons-nous, se radoucit, revira de bord et se montra tout prêt à demander grâce. Les jactances insolentes, qui maintenant remplissent un grand nombre de pages du *Livre vert*[1], et qui causèrent alors un mouvement, pour ainsi dire, perpétuel et incessant dans les signaux du télégraphe, se terminèrent par une humble promesse de faire disparaître les bandes garibaldiennes dans le court espace de 48 heures, à la condition, toutefois, que la redoutable escadre ne dérapât point du port de Toulon. Il est à noter que cette promesse ne

(1) *Livre vert*, Question romaine, p. 24, 33 : Dépêches échangées entre MM. Nigra et Rattazzi, spécialement dans la journée du 17.

se trouve pas enregistrée dans les recueils diplomatiques que fit imprimer le gouvernement italien ; et cela à cause de la terreur que le parti garibaldien produisit sur l'esprit du comte Menabrea, ou peut-être aussi parce que M. Rattazzi en détruisit le document; mais cette promesse a été faite, nous l'affirmons et le certifions, à Paris, dans la journée du 18 octobre[1]. Toutefois, lorsqu'on accepta de semblables propositions, on vit la colère percer dans les paroles du ministre français, colère suscitée par la fourberie rattazzienne.

« Le gouvernement du roi, écrivait le marquis de Moustier à M. de la Villestreux, nous fait déclarer sa résolution de suivre la convention. Qu'il nous donne la preuve de cette résolution, en fermant sur-le-champ les bureaux d'enrôlement, dissolvant les comités de secours, et publiant un édit par lequel il déclare que les volontaires seront arrêtés, désarmés, libérés. Voyez M. Rattazzi et répondez immédiatement[2]. »

M. Rattazzi, contraint et obligé de démontrer par les faits et par des faits déterminés la loyauté de son gouvernement, entra dans la dernière période des tergiversations, des impostures de diplomatie (qu'on nous passe le mot) de diplomatie canaille, qui servira peut-être, pendant bien longtemps, d'incomparable exemple dans les fastes historiques des gouvernements sans Dieu et sans honneur. A l'intimation

(1) Doc. man. des arch. romaines, 18 et 19 octobre. On en parle collectivement dans le *Livre jaune*, 19 octobre, et dans le télégramme que nous citerons tout à l'heure.

(2) *Livre jaune français*, du 19 octobre.

péremptoire qui lui était faite, le ministre, comme il se nommait lui-même *de la parole italienne*, répondit par des mots vagues, confus, indéterminés et des plus équivoques. Pressé de notifier les hauts-faits de Garibaldi, qu'on disait s'être enfui de Caprera, il s'embrouille et finit par émettre qu'il avait entendu *dire* que le général Garibaldi était malade, mais qu'il n'en savait pas plus[1]. Et le chef des bandits, depuis bien des heures, se promenait dans Florence !

M. Rattazzi avait donné sa démission de ministre, la veille de ce jour-là, et avait même signifié cette démission par un télégramme adressé à l'ambassadeur italien à Paris[2]; mais à Florence, il dissimula le fait, pendant toute la journée du 20, et ce ne fut que le soir qu'il en parla confidentiellement au légat français, ajoutant qu'il ignorait si le roi voudrait accepter sa démission, que tout restait en suspens, et qu'on ne pourrait en parler avec certitude que le lendemain. Ainsi, lui, ministre congédié, ne devait, ne pouvait prendre aucun parti dans cet intervalle, et, par conséquent, ne pouvait répondre officiellement aux propositions du gouvernement français. Mais cela n'était pas urgent, car il n'existait, en réalité, aucun rôle régulier pour l'inscription au service militaire ; quant aux comités garibaldiens, il ne convenait pas de les fermer, vu qu'on ne s'y occupait que des œuvres de pure bienfaisance ; il n'était pas nécessaire de lancer des édits contre les volon-

(1) *Livre jaune*, dépêche de M. de la Villestreux, 20 oct., au soir.
(2) *Livre vert*, Question romaine, dépêche du 19, p. 33.

taires, puisqu'ils étaient, par le fait, continuellement arrêtés[1].

Il était manifeste que M. Rattazzi ne tendait qu'à gagner du temps, et que les quarante-huit heures demandées à Paris, pour désarmer les bandes, constituaient tout le temps qu'il fallait pour allumer le feu de l'insurrection dans l'intérieur de Rome, y expédier Garibaldi et les troupes royales, et embarrasser la France, au moyen d'une invasion subite et inattendue. Pourtant, dans la soirée de ce même jour du 20, M. de Moustier télégraphiait à Rome, à l'ambassadeur : « Nous avons, de nouveau, des motifs d'espérer que le gouvernement italien est enfin sur le point de prendre des mesures décisives, pour faire cesser l'invasion des Etats-Pontificaux[2]. »

On eut, en France, une telle conviction de la véracité des nouvelles reçues que, dès le lendemain, on contremandait l'appareil naval, on arrêtait les régiments qui étaient en marche pour Toulon, on débarquait les troupes qui déjà se trouvaient à bord, et on annonçait la nouvelle suspension d'armes dans le *Moniteur universel*, donnant pour motif la promesse faite par le gouvernement italien de suspendre les hostilités contre Rome[3].

Dire le mécontentement, l'indignation et les reproches que suscita, tant en France que dans toute l'Europe, la petite note du *Moniteur* du 22 octobre, cela n'est pas en notre pouvoir. « Quelle est cette *nou-*

(1) *Livre jaune français*, dépêche de M. de la Villestreux, 20 oct.

(2) *Ibidem*, dépêche du ministre de Moustier.

(3) Télégrammes des agences publiques, à Toulon, 21 octobre, 3 heures 55 minutes du soir; *Moniteur*, 22 octobre.

velle raison tant vantée? demandaient les journaux bien pensants et les hommes probes et sincèrement chrétiens. Pourquoi ne pas la faire connaître? Croire à la bonne foi du gouvernement italien, c'est commettre une imprudence manifeste, c'est même une déloyauté, car les promesses de M. Rattazzi sont une dérision, vu que le perfide ministre ne cherche qu'à gagner du temps pour exécuter une surprise contre Rome! C'est un piége! c'est une embûche, c'est un guet-apens[1]! »

C'est ainsi qu'on parlait par l'unique intuition des faits. D'autres causaient de nous ne savons quelle carte géographique des Etats-Pontificaux, sur laquelle on remarquait une ligne rouge, tracée de la main de Napoléon III, ligne de démarcation du tout petit lambeau de territoire qu'on voulait bien abandonner au Saint-Père. D'autres encore divulguaient à son de trompe, que l'Empereur s'était secrètement accordé avec M. Rattazzi, et qu'il lui avait donné la permission de violer la convention, pourvu qu'il le fit avec une telle prudence que l'Empereur eût pu facilement, par la suite, s'excuser devant l'Europe catholique : « J'ai été surpris, et maintenant c'est un fait accompli[2]! »

Pour preuve de cela, on a raconté la petite fable, qui nous apprit que M. de La Marmora, étant allé, après la bataille de Mentana, traiter avec Napoléon III, l'Empereur le salua par ces mots :

(1) Voir les journaux catholiques, principalement de ces jours-là, et d'autres jours encore.

(2) Journaux sectaires. Voir, parmi les plus effrontés, le *Secolo*, de Milan, et la *Gazetta piemontese*, de Turin.

— Vous êtes un tas d'imbéciles : je vous avais donné un délai de huit jours, et cependant vous n'avez rien su faire. Maintenant, je suis forcé d'écouter la France.

Pour notre compte, au milieu de tout ce bruit d'opinions et de cris frémissants, nous sommes d'avis qu'en écoutant les rumeurs de la place, on ne parvient à écrire que des libelles, ou, tout au plus, des correspondances pour les journaux; mais jamais l'histoire, à moins que l'on ne se borne à écrire celle des intentions, qui est, nécessairement, une histoire imaginaire. Tenons-nous-en aux faits, lesquels, selon nous, absolvent le gouvernement impérial, non-seulement de l'accusation de déloyauté, mais aussi du simple soupçon d'imprudence. La *nouvelle raison* alléguée superficiellement par le *Moniteur*, ne parut pas, à vrai dire, dans les documents diplomatiques du *Livre jaune français*, moins encore parut-elle dans le *Livre vert italien*, toutefois, cette *raison* exista et se trouva véritablement dans les communications directes qui eurent lieu entre Victor-Emmanuel et Napoléon III. Les dépêches et les lettres s'échangeaient entre les deux souverains avec tant de célérité et d'acharnement, que l'une n'attendait pas l'autre; la renommée publique n'en était pas contestée, la lacune des cinq derniers jours du ministère italien en est pour nous une preuve indubitable. Les ministres se taisaient, et seul le roi parlait. Le Sire de Savoie consentait à tout ce qui était demandé, à l'unique condition que la descente des Français en Italie fut suspendue; il promettait à Florence, au baron de la Villestreux,

et repromettait à Paris, à l'Empereur[1]. On ne pouvait penser qu'un souverain, écrivant amicalement à un autre souverain, pût être fourbe et menteur.

On aurait, à juste titre, soupçonné tout ce qu'il y a de pis à l'égard de M. Rattazzi, qui, pendant ces jours-là, obsédait son roi, et en était le mauvais démon familier. Mais ce soupçon s'évanouissait à Paris, par la nouvelle du nouveau conseil de ministres, qui était sur le point de se former, sous la présidence du général Cialdini[2]. Quoiqu'on sût pertinemment qu'il était un homme de peu d'importance, on le considérait néanmoins comme un ennemi qui méprisait cordialement Garibaldi, et ne brûlait guère du désir de braver la mitraille française.

Mais tous ces astucieux artifices sont peu de chose, en comparaison d'une autre tromperie, machinée contre le gouvernement français, plus par le sort que par les hommes, et même contre la volonté de celui qui en fut la cause innocente. Nous croyons que cet incident contribua, plus que toute autre chose, à retarder l'armement de l'escadre de Toulon; c'est pourquoi nous voulons en parler à nos lecteurs.

Il faut d'abord savoir que, précisément dans la matinée du 20, le pro-légat français, M. le comte Armand, se rendait chez le ministre Kanzler, pour y recueillir des nouvelles véridiques de la guerre, afin de les transmettre à son gouvernement. Le ministre, avec la franchise des militaires lorsqu'ils parlent à

(1) *Livre jaune*, dépêches du 20 et 21.

(2) *Ibidem*, dépêche de M. de la Villestreux, 21 oct., au matin

des amis, lui communiqua les télégrammes de la veille. Nous avons, à notre tour, voulu passer ces télégrammes en revue, et nous avons vérifié qu'ils rendaient tous un compte exact des retraites ou des défaites des garibaldiens.

Le colonel Azzanesi écrivait de Viterbe : « Moins Torre Alfina, frontière libre, province parfaitement tranquille. »

M. de Charette revenait victorieux des rives de Nerola, du bord extrême de laquelle il avait chassé les bandes de Menotti. Monseigneur Pericoli, délégué de Frosinone, faisait *chorus* : « La province, à l'intérieur, est tranquille. »

Le général de Courten s'apprêtait à faire déguerpir Nicotera d'un village de la dernière frontière où il s'était lâchement blotti.

On écrivait de Velletri : « Une tranquillité parfaite règne dans la province, et l'esprit public est décidément bon. » Ainsi parlait le délégué, Monseigneur Ruggeri.

Civita-Vecchia seule semblait être menacée par les frégates cuirassées du roi et s'armait en conséquence. Alors, M. Armand expédia à Paris un télégramme ainsi conçu, qui fut reproduit presque littéralement dans le *Moniteur* du soir : « Aucun point du territoire du Saint-Siége n'est occupé par les envahisseurs. »

Peu de temps après avoir envoyé ce télégramme, le comte Armand se rendait au secrétariat d'Etat, et se réjouissait des bonnes nouvelles de paix ou de victoire qui arrivaient de toutes parts. On lui fit observer aussitôt, que, malgré l'heureux résultat

des événements de la guerre garibaldienne, le présent était loin d'être rassurant et que l'avenir se présentait sous un triste et formidable aspect. De plus, tous les mouvements des bandes n'étaient pas encore finis, et quand même ces bandes paraîtraient défaites, la politique perfide de M. Rattazzi se montrerait plus acharnée que jamais et les mauvais effets de cette politique sournoise seraient à craindre plus que jamais dans l'intérieur de Rome et dans les provinces, d'après ce que nous apprirent les dernières informations qui étaient des plus sûres. Ceux qui parlaient ainsi ne se trompaient point : à cette heure même, Joseph Garibaldi entrait dans Florence, où il avait été secrètement appelé par le gouvernement ; le roi et M. Rattazzi lui faisaient gracieux accueil et lui permettaient de réunir le peuple et de le haranguer en pleine place. La police romaine sentait et voyait presque matériellement la main de M. Rattazzi, répandant perfidement dans Rome l'or, les armes et les sicaires ; d'autres avertissements annonçaient au gouvernement pontifical les apprêts rattazziens faits sur la frontière, et ajoutaient qu'un bataillon de bersaglieri était parti pour renforcer les bandes ; qu'il arrivait à Orbetello des batteries de campagne. La troupe et les bourgeois disaient que cette artillerie était destinée à surprendre Civita-Vecchia ; c'est ainsi qu'on agglomérait insensiblement de nouveaux corps sur les frontières[1].

Pour comble de malheur, on parlait, au palais royal de Florence, de confier au général La Mar-

(1) Doc. man. des arch., plusieurs télégrammes des 17, 18 et 19.

mora l'importante entreprise de Rome, en lui adjoignant toutefois un prince royal ; et le personnage très-grave, qui transmettait ces nouvelles, s'exprimait ainsi : « Révolution triomphe : d'ici à demain, vous aurez un deuxième Castelfidardo[1]. »

A ces annonces d'un péril imminent, l'âme franche et loyale du comte Armand fut prise d'un sentiment d'horreur ; car, tout aussi bien que son gouvernement, il n'avait jamais pu prévoir et supposer que l'Italie sans armes osât tenir tête à la France si bien armée. M. Armand se repentit amèrement d'avoir annoncé si positivement à Paris que les bandes garibaldiennes avaient pleinement évacué le territoire pontifical; quoique la chose fût réelle, elle pouvait contribuer à favoriser les perfidies du gouvernement italien. Il paraît que, pour mieux s'informer de la vérité des nouvelles incroyables qu'il venait de recevoir, M. Armand se serait adressé à son collègue de Florence, M. le baron de la Villestreux ; celui-ci répondit qu'on travaillait activement aux préparatifs de l'invasion royale et qu'il voyait les munitions s'accumuler sous ses yeux[2]. Tout aussitôt M. Armand se décida à communiquer ces fâcheuses nouvelles à son gouvernement, pour qu'il eût à presser les armements de Toulon. Mais quoi? le télégraphe était muet : c'était M. Rattazzi, à Florence, qui lui ôtait la parole. C'est pour cela que, pendant plusieurs heures, l'avertissement précédent resta sans explications.

(1) Doc. man. etc., du 19 octobre, dans la matinée.

(2) *Livre jaune*, dépêche de M. Armand, du 21 octobre.

Malheureusement, à Paris, la parole d'un ministre aussi fidèle, aussi clairvoyant que le comte Armand ne laissa plus aucun doute, dans les esprits, sur la retraite des bandes garibaldiennes, et augmenta la confiance aux promesses que renouvelait, de Florence, le roi Victor-Emmanuel. D'un autre côté, il était convenu, entre le Vatican et les Tuileries, que le secours impérial n'arriverait que dans le cas extrême où il faudrait arrêter la marche usurpatrice de l'armée italienne, tant de celle portant l'uniforme royal, que de celle portant la tunique rouge des garibaldiens.

Tout le monde, en France, était bien d'avis qu'une invasion simplement garibaldienne eût été repoussée sans autre aide que le dévoûment et la fidélité des populations pontificales, et brisée cent fois par les terribles baïonnettes des Croisés. Donc, le roi promettant le rappel des hordes, et l'ambassadeur, le comte Armand, annonçant l'exécution de cette promesse, il était bien naturel qu'on arrêtât la marche de l'armée de Toulon, dont l'intervention eût été inutile pour obtenir le résultat désiré.

Voilà tout au long l'origine expliquée du fameux ordre de différer donné à la menaçante escadre de Toulon, dans la journée du 21 octobre, et publié, dès le lendemain, dans le *Moniteur*, ordre qui causa une grande et pénible surprise à tous ceux qui n'en connurent point les causes secrètes. Il serait impossible d'exprimer la perfide joie dont surabonda le cœur de M. Rattazzi quand il connut la complète réussite de son insigne fourberie; tout aussitôt, il télégraphia aux chefs des hordes : « France n'in-

tervient pas. Contre-ordre donné à la flotte de Toulon[1]. »

Rattazzi avait, dans l'entrefaite, considérablement augmenté la force des bandes, donné des ordres foudroyants : à Cucchi de commencer immédiatement l'insurrection, à Garibaldi de tomber sur la ville insurgée, et aux généraux de l'armée de se rapprocher de Garibaldi ; il croyait tenir Rome dans sa main. Mais M. Rattazzi était pleinement persuadé qu'il devancerait la France, et il pensait étourdir le monde par le bruit de sa ruine, avant qu'il ne pût trembler pour la chute de Rome.

Pourtant Rome ne faiblissait pas et résistait victorieusement aux violences et aux embûches. L'unique point de mire de la clique rattazzienne était d'amener l'insurrection dans l'intérieur de Rome, mais les ministres romains firent avorter ce criminel projet par quelques coups d'épée; ils rétablirent, par leur prévoyance active, les communications télégraphiques qu'on aurait voulu rendre impossibles et intervertir à toujours. Un ministre de Pie IX, perspicace et circonspect, força le télégraphe à transmettre à Paris, au Nonce du Saint-Siége, une dépêche pleine de vérités, entassées et efficaces, dans ce même jour du 20 Octobre. Le marquis de Moustier faisait, sans nul doute, allusion à ces nouvelles très-urgentes, lorsqu'il demandait compte, le jour suivant, à Florence, des bataillons royaux, qui marchaient vers

(1) Télégramme adressé au préfet de Naples, le 22 oct., lequel se trouve dans les doc. rel. aux dern évén.. p. 149. *Procès Aiani.* Déduction d'Aiani, p. 33.

la frontière[1]. Le comte Armand, stimulé par les sentiments de Français, d'ambassadeur et d'homme entièrement dévoué au Saint-Père, ne se contentait pas des dépêches du secrétariat d'Etat du gouvernement romain, dépêches dont, pour le moment, on ne pouvait pas prévoir la réussite; il se rendait, en toute hâte, à Civita-Vecchia, en détachait un aviso-coureur, l'*Actif*, et l'envoyait faire passer ses télégrammes pour Paris par la voie du télégraphe de Bastia en Corse, et il annonçait particulièrement que la tentative d'insurrection dans Rome avait complètement échoué[2].

C'est ainsi que se déchirait, à plusieurs reprises, le voile épais que M. Rattazzi s'efforçait d'étendre, par un abus infâme de puissance outrée, sur ses propres trahisons.

LXXI. — RUPTURE DES TRAITÉS. L'ESCADRE FRANÇAISE QUITTE TOULON LE 26 OCTOBRE.

Avec la connaissance plus parfaite et mieux approfondie des conditions réelles, existant entre Rome et Florence, la nature des traités de l'Empereur des Français avec le gouvernement italien changea partiellement. On vit, plus clairement que jamais, le piége dressé par le ministre Rattazzi, mais, à Paris,

(1) *Livre jaune*, télég. du 22 octobre

(2) Voir également le même *Livre jaune*, à la date du 22 oct.

on ne croyait pas encore que cet homme eût assez d'audace pour franchir la limite, bannières déployées, contre les volontés de la France. Pourtant, on devait découvrir un indice de cette incroyable frénésie, en lisant, parmi les journaux parisiens les plus obscènes, et ceux, plus immondes encore, de la Suisse, de l'Angleterre et de l'Allemagne, tous en plein accord avec les journaux sectaires de l'Italie, qui ne cessaient d'annoncer le mouvement de révolte des populations italiennes, entraînées vers Rome par un inexorable destin, et de dire le roi d'Italie mis dans la nécessité absolue de seconder les désirs de la nation, démontrant le tort qu'on leur ferait, pour peu qu'on les empêcherait de remplir leur mission, ce qui allumerait, contre la France, l'inimitié de la Prusse, si elle intervenait entre Rome et l'Italie, et, peut-être aussi, occasionnerait un désacord entre les principales puissances et, par suite, une guerre universelle en Europe[1].

Un argument plus fort encore des belliqueuses intentions de M. Rattazzi pouvait se déduire de ses fougueuses négociations auprès des Cours, pour en obtenir des démarches opposées à l'intervention du gouvernement français. Disons ici, en passant, que ce fut par la permission de la divine Providence qu'aucun souverain d'Europe ne consentit à la lâche proposition de M. Rattazzi, quoique toutes les puissances aient pris soin d'envelopper

(1) Voir, à cette époque, le *Courrier français*, le *Siècle*, le *Temps*, l'*Avenir national*, l'*Opinion nationale*, et même la *Gazette de Moscou*.

leur refus formel de paroles de courtoisie[1]. Quant à l'Espagne, qui était alors sous la domination catholique de la reine Isabelle, loin de consentir au parricide sacrilége, elle envoyait offrir au Saint-Père, un bataillon de volontaires navarrais, sous le commandement du marquis Spinola d'Heredia[2].

Napoléon III jouissait donc de toutes les approbations qu'il avait demandées, pour accomplir la noble tâche qu'il s'était imposée et qu'il avait revendiquée à toutes les nations catholiques : celui de défendre le trône et l'auguste personne du Vicaire de Jésus-Christ.

Il s'en fallut de bien peu que, par suite de l'indigne violation des traités, on en vint subitement aux armes, lorsqu'on apprit le bienveillant accueil que Garibaldi avait reçu du gouvernement italien à Florence, et surtout qu'il avait été triomphalement envoyé à la guerre. Ce n'était pas sans motifs que M. Rattazzi avait positivement prohibé toute émission de télégrammes par des particuliers, qui les envoyaient au-delà des monts. Néanmoins, cette nouvelle inattendue et presque incroyable arriva aux Tuileries, quoique tardivement[3]. Il parut à toute la France que cette nouvelle découvrait l'infâmie avec laquelle le gouvernement italien semblait lacérer les traités à la face du gouvernement français et de toute l'Europe. Et on nous a dit que, sur la première

(1) *Livre vert*, dépêches des légats italiens à Saint-Pétersbourg, à Londres, à Berlin, à Vienne et à Madrid, pages 40 et 50.

(2) Doc. man. des arch. romaines. Le Document est à la date du 29 octobre.

(3) *Livre jaune*, dépêche de la Villestreux, 22 octobre.

impression, l'Empereur, entrant en fureur, s'était écrié : Je mettrai en pièces cette Italie menteuse !

Quoi qu'il en soit, il est certain que cette audacieuse insulte fut suivie d'arrogantes et fières protestations[1]. Les *livres jaune et vert* n'ont fait aucune mention de ces menaces prétendûment si énergiques, lesquelles se résumaient en ceci : « Si vous n'arrêtez pas immédiatement l'invasion, si un seul soldat italien passe la frontière, la France dictera à Florence une nouvelle convention par les armes, et on ramènera l'Italie à l'ancien traité de Villafranca. »

Certes, la France était bien en mesure de le faire ; car toutes ses troupes étaient sur le pied de guerre, tandis que celles de l'Italie étaient loin d'être organisées ; de plus, la France avait le droit d'agir, parce que ce droit lui était donné par les traités, et que tout potier a celui de briser ses vases. Il aurait pleinement suffi à l'Italie de se soumettre, vu que l'Empereur aurait vivement désiré qu'on ne l'obligeât pas d'exécuter sa menace. Dans les conseils impériaux, il n'y avait que trois membres qu'on eût pu croire affiliés aux volontés de M. Rattazzi, dont ils eussent volontiers été les complices : MM. Duruy et Lavalette et le prince Napoléon, cousin de l'Empereur ; tous les autres, avec plus ou moins d'aigreur, opinaient contre les prétentions du royaume d'Italie. Ces derniers disaient qu'il fallait se débarrasser d'un gouvernement que la main puissante de la France avait tiré du néant, et qu'il devenait son ennemi ; les catholiques du monde entier battraient

(1) *Livre vert*, Deux dépêches de M Nigra, 25 et 26 octobre.

des mains et porteraient aux nues ceux qui châtieraient ce gouvernement perfide, qui serait désormais insupportable, l'Italie elle-même bénirait ceux qui briseraient ses chaînes. Il n'y a que des ennemis de la France qui puissent se plaire à cajoler le gouvernement italien, ce qui prouve évidemment que tout cœur français est intéressé à la destruction du royaume d'Italie. A ces discours l'empereur ne répondit point : il espérait que l'Italie se rendrait à des idées plus raisonnables, et il persistait à croire qu'il était tout à fait impossible, que le gouvernement italien s'obstinât à entreprendre une guerre ruineuse, fatale et sans aucun espoir de succès pour lui.

Or, ce que l'empereur trouvait absurde, n'effrayait nullement M. Rattazzi, toujours tout prêt à rompre avec la France, pourvu qu'il pût conquérir la ville de Rome : plus on mettait d'entraves à cette conquête, plus notre homme s'y entêtait, et faisait jouer, pour atteindre son but, tous les puissants ressorts de son ignoble perfidie. Pendant que l'escadre de Toulon suspendait ses opérations, M. Rattazzi tenta, par tous les moyens possibles, d'allumer la révolte et la rébellion dans Rome, pour avoir un motif d'y introduire l'armée italienne ; en même temps, il forgeait un nombre incalculable d'impostures, qu'il énumérait hypocritement au légat français. Lui demandait-on compte des troupes agglomérées sur la frontière?

— C'est un mouvement qui avait été commandé depuis longtemps et qui ne regarde aucunement Rome, répondait M. Rattazzi.

— Pourquoi n'arrête-t-on pas la marche de Garibaldi?

— On l'arrêtera.

— Pourquoi ne l'a-t-on pas déjà fait?

— Il nous a glissé entre les doigts, comme une anguille.

— Mais qu'on arrête au moins, insistait M. de la Villestreux, et qu'on retienne les bandits qui, par milliers, vont à la découverte.

— Quoi donc? répondait M. Rattazzi en souriant; on ne fait pas autre chose; nous en avons déjà désarmé 1,200 d'un seul coup de main.

Voilà les réponses formelles des ministres italiens, telles que nous les trouvons, dans les recueils diplomatiques[1]. Ajoutons que le général Cialdini s'occupait toujours, non sans beaucoup de peine, de la formation d'un ministère à peu près homogène, et il eût semblé être convenable et nécessaire d'attendre l'apparition si longtemps désirée de ce ministère.

Enfin, M. Cialdini ne sut ou ne voulut plus continuer à tenir le chandelier à MM. Rattazzi et Garibaldi; alors, avec une franchise louable, il fit clairement entendre au légat français, qu'il se lavait les mains de la charge qu'on lui avait imposée. Il ajouta que la position de l'Italie était critique et désespérante, que l'ébullition populaire était indomptable, que d'habiles diplomates refusaient obstinément le portefeuille, et que lors même qu'il parviendrait à organiser un collége tel quel, lui, Cialdini, ne voudrait pas répondre des intentions, ni des actions de

(1) *Livre jaune*, dépêches de la Villestreux, des 21, 22 et 24 oct.

ses collègues. Cet état des affaires publiques, vivement retracé dans une dépêche de M. de la Villestreux, parvint à Paris dans la nuit du 24 au 25, en même temps que le télégramme annonçant que Garibaldi venait de prendre le commandement de cinq mille brigands, à peu de distance de Rome[1].

Rome elle-même faisait sentir l'extrême danger dans lequel elle se trouvait. Quelque effort que le ministre Rattazzi eût pu faire pour étouffer sa voix, altérant dans les bureaux télégraphiques les signaux exprimant la diplomatie pontificale, interceptant même, à la fin, toute communication, le secrétariat d'Etat romain trouva moyen d'expédier au Nonce, Monseigneur Chigi, une information exacte et entière de la situation actuelle de Rome; de plus, afin que cette information arrivât avec plus de sûreté, des duplicata furent envoyés par des voies différentes. On exposait, dans ces dépêches, le véritable état de Rome : de continuelles victoires au dedans et au dehors, des peuples dévoués et fidèles, mais l'on notait aussi que l'attaque extérieure augmentait outre mesure, de jour en jour, surmontant et dépassant les forces pontificales, par suite du concours manifeste du gouvernement et de l'armée italienne, et par le retard de l'escadre française, publié dans le *Moniteur*, de manière à être pris pour un abandon. Le Saint-Père lui-même était grandement ému de ce retard, qui lui donnait lieu de craindre que le secours français n'arriverait pas à temps; on demandait au Nonce de s'informer de l'intention

(1) Même *Livre jaune*, dépêche du 24 octobre.

franche et réelle du gouvernement de l'Empereur[1].

A cet éclair du danger, l'Empereur s'émut à son tour. Il avait, à plusieurs reprises déjà, renouvelé les promesses de secours au Saint-Père, et l'avait vivement engagé à armer Rome pour la défense, et à retirer les troupes des provinces dans le cas d'une invasion présumable, afin de résister à toute outrance, jusqu'au moment où l'épée de la France viendrait délivrer le Vatican[2].

Napoléon III sentit le poids de la responsabilité qu'il avait assumée, vis-à-vis du Souverain Pontife et du monde catholique; il écouta le murmure de la France indignée; il entendit la voix de l'honneur et celle de sa conscience. L'Empereur rassembla un conseil supérieur extraordinaire, dont la décision unanime fut qu'on annoncerait aux puissances européennes l'intervention française dans la guerre de Rome. La circulaire du ministre de Moustier rappelait la convention du 15 septembre 1864, la violation flagrante de cette convention, commise par le gouvernement italien, le droit et pouvoir qu'avait la France d'en exiger l'exécution; le ministre déclarait la continuation de l'amitié avec l'Italie, et promettait l'évacuation immédiate des troupes françaises, qui étaient encore dans Rome, dès que la sûreté de cette ville serait certaine. Cette proclamation semblait être pauvre devant la justice, tardive dans sa date, faible dans ses expressions, et presque adulatrice

(1) Doc. man. des arch. romaines, 24 octobre.

(2) *Ibidem*, dépêches de M. de Moustier, 20 octobre; de monsieur Armand, 22 octobre.

d'un gouvernement infidèle et perfide, qui osait outrager la France ; toutefois, il faut le dire, cette même proclamation contenait ces expressions graves et dignes : « Notre honneur nous impose, assurément, le devoir de ne pas méconnaître les espérances que le monde catholique a dû fonder sur un traité signé par la nation française[1]. »

Malgré cela, l'armée française ne s'embarqua pas de suite, et pendant toute la journée du 25, on continua les négociations avec Florence ; on stimulait l'honneur du roi, on promettait l'oubli du passé, on menaçait de châtier sévèrement au cas où l'Italie maintiendrait son rejet des propositions[2]. On avait encore confiance à Paris dans un effort magnagnime du roi Victor-Emmanuel ; et, pendant ce temps, en ce même jour, on faisait occuper Monte-Rotondo par des bataillons royaux déguisés en volontaires garibaldiens, et d'autres mandataires du roi tentaient de faire sauter le Château-Saint-Ange ! Mais ce traître gouvernement trouvait encore une fois buisson creux, et perdait en même temps le dernier abri de l'insurrection, par suite de la prise de la maison Aïani. Dans la soirée, l'Empereur, outré et fatigué de tant de perfidie, lança à l'escadre l'ordre formel : « Embarquez ! »

Dans la matinée du lendemain, 26 octobre, le *Moniteur* annonça le départ de la flotte, et l'ambas-

(1) Circulaire du ministre de Moustier aux agents diplomatiques de l'Empereur, en date du 25 octobre, et publiée dans le *Moniteur*, le 29. En voir la traduction dans la *Civiltà Cattolica*. Serie VI, vol XII, p. 511.

(2) *Livre jaune*, dépêche de M. de Moustier, 25 octobre.

sadeur italien, télégraphiant à son gouvernement, augmenta ses frayeurs par l'annonce d'une aussi terrible nouvelle ; il mandait : « On croit que l'escadre française part aujourd'hui même[1]. »

M. Rattazzi (la postérité ne pourra le croire) sut trouver un subterfuge extrême : les heures étaient précieuses pour lui, car Garibaldi était à Monte-Rotondo, avec 15,000 hommes; on espérait sur un dernier effort victorieux tenté contre Rome. Il n'eut pas honte, le scélérat, de demander à son roi l'autorisation de s'engager personnellement, afin d'obtenir un congé temporaire, par pure amitié[2]. Victor-Emmanuel promettait tout à fait le contraire de ce que faisait près de lui M. Urbain Rattazzi. Il paraît que Napoléon III pressentait les actes de son allié, car l'armée avait quitté le port dès six heures du matin et semblait ne pas savoir trouver la direction de la pleine mer. Qui leva les ancres, qui éloigna les navires du rivage, qui dissipa le charme par lequel on tâchait d'endormir la longanimité de l'Empereur ? Le doigt de Dieu !

Pour ne parler de cela qu'au point de vue mondain, nous dirons que les télégrammes des légats français, à Florence et à Rome, opérèrent ce prodige. Pendant que le roi promettait de rappeler les hordes sauvages, renforcées des régiments italiens, et de former un ministère d'hommes probes, M. de la Villestreux écrivait que les mesures prises par le

(1) *Livre vert*, 26 oct., 1 heure 50 minutes, dépêche arrivée à Florence, à 5 heures.

(2) *Moniteur* du 27 octobre Doc. man. des arch. pontif., 26 oct.

roi, pour rétablir et affermir son gouvernement, au moyen de M. Cialdini et consorts, n'avaient nullement réussi ; que M. Cialdini refusait d'accepter cette trop difficile besogne, et que le bruit se répandait qu'on pensait à requérir le général Menabrea, pour le remplacer[1].

D'autres correspondances arrivées de Rome rapportaient les luttes de ces jours-là à Frosinone, à Viterbe, à Monte-Rotondo, aux Monts Parioli, situés hors des murs de la capitale, et dans la capitale elle-même ; le nerf de l'invasion garibaldienne, (que nous pouvons nommer désormais *royale-garibaldienne*), menaçait, à la très-petite distance de 20 kilomètres, Rome dans tout son circuit ; que les pontificaux ne pouvaient marcher à l'ennemi, avec d'autres forces que celles d'un millier d'hommes, bien dévoués, il est vrai, ainsi qu'ils l'avaient prouvé dans les cas extrêmes, mais qui sont mortellement fatigués ; enfin, que le Saint-Père jette des regards inquiets vers Toulon[2].

Retarder encore d'envoyer le secours promis, c'était abandonner Rome et le Saint-Père, forfaire à l'honneur et trahir la charge que la nation française s'était imposée en face de toute la chrétienté. Le bâteau à vapeur chauffait à Toulon, en vue de la terre. Vers midi, des signaux télégraphiques le rappelèrent ; on a dit que c'était pour compléter ses instructions. A une heure, il reprenait lentement sa marche ; son capitaine paraissait indécis et avait les

(1) *Livre jaune*, 26 octobre.

(2) *Livre jaune*, dépêches du comte Armand, 25 et 26 octobre.

yeux constamment tournés vers les télégraphes routiers. La population fourmillait sur les môles, épiant, comparant , palpitant et étudiant chaque mouvement de l'armée en point de partir. Tout à coup le *Solférino*, vaisseau-amiral, vire de bord et se met en panne : deux avisos, le *Milon* et le *Samson*, quittent le port et font voile vers lui. Pendant deux heures, ils ne font qu'aller et venir. L'anxiété de la population et celle des matelots à bord se changeaient en transes angoisseuses. A trois heures, un bruit sinistre se répand : « L'expédition est contremandée ; l'escadre rentre au port ! »

Ce bruit ne pouvait, malgré tout, s'accréditer : il faisait l'effet d'une atroce ignominie pour le nom français; des conjectures et des nouvelles contradictoires circulaient dans la foule. En ce moment, on aperçoit le *Samson* courant vers le *Solférino* à toute vapeur, toucher et s'éloigner ; le *Solférino* se couvre de cent bannières, tous ses agrès brillent de flammes et de cornettes peintes, les autres navires répondent aux signaux, et presque aussitôt d'épais nuages de fumée enveloppent l'atmosphère , les roues font jaillir l'écume salée, et l'armée disparaît à l'horizon. Il était quatre heures et demie de l'après-midi, du 26 octobre 1867.

LXXII. — AFFAIRE DE LA VIGNE GLORI EN VUE DE ROME, 23 OCTOBRE. LE CAPITAINE MAYER ET LES FRÈRES CAIROLI.

Pendant qu'à Paris et à Florence on discutait longuement sur la convention et sur l'intervention, et qu'enfin le secours de la France faisait voile vers la côte italienne, Rome, nous l'avons déjà dit, voyait apparaître, sur les crêtes des monts de la Sabine, le spectre rouge du général Joseph Garibaldi, et autour de lui fourmiller de dix à onze mille combattants, qui étaient ou brigands ou soldats; l'aile droite en comptait deux mille, conduits par Acerbi; Nicotera en commandait deux mille autres, à l'aile gauche; bref, l'armée comptait environ quinze mille sicaires, tous menaçants, avides et déterminés à saisir la grande proie. Garibaldi, ou pour mieux dire ses cornacs, jugèrent à propos de profiter de l'élan d'enthousiasme suscité chez les volontaires par l'arrivée de leur fameux chef et de les faire marcher directement sur Rome. Le général révolutionnaire savait, assurément, que la Ville Eternelle ne pourrait opposer une vigoureuse résistance, vu que toute sa garnison ne comptait pas plus de trois mille défenseurs; entre Rome et le camp garibaldien, il n'y avait pour tout obstacle que trois cents hommes campés à Monte-Rotondo et le petit filet d'eau de l'Aniene, qui coule à six kilomètres de Rome.

Bien que tel fût le plan de campagne de Gari-

baldi, le premier ordre militaire qu'il eut à proclamer, immédiatement après avoir assumé la responsabilité de diriger cette guerre, fut de rappeler sur ses pas Henri Cairoli, condottiere d'un peloton de fantassins qui s'était élancé sous les murs de Rome. Cet ordre était émis dans le courant de la journée du 23 octobre, qui se trouvait être le lendemain de la fameuse insurrection. Pourquoi prendre une semblable décision? Garibaldi assure que le gouvernement italien lui avait bien promis de renforcer ses bandes de volontaires par les bataillons royaux, aux premières fusillades qui seraient tirées dans l'intérieur de la ville, et que c'était par la confiance que lui donnait cette promesse que la bande Cairoli s'était avancée, afin de porter au cœur de la ville ses bras et ses armes; mais qu'étant arrivé sur les lieux, lui, Garibaldi, douta de l'offre généreuse de M. Rattazzi, et pensa qu'il était plus prudent et plus sûr de ne pas exposer la vie de ses précieux séides[1]. Ceci nous semble un trait de la fausseté hors ligne qu'employait si souvent l'astucieux Garibaldi. Il est impossible qu'en passant à Terni dans la matinée du 23, notre prudent *héros* n'ait pas appris que l'insurrection tentée dans la nuit précédente avait pleinement échoué; et conclu de là que si la bande qui s'était trop avancée était rappelée, c'était uniquement pour la soustraire aux poursuites de l'ennemi. Mais le messager arriva trop tard et ne put que voir la place où la catastrophe avait été

(1) Lettre de Garibaldi aux électeurs, Caprera, 24 décembre, 1868. Voir cette lettre dans la *Civiltà Cattolica*. Série VII, vol. V, p. 242.

signée en lettres de sang, ainsi que le dit pompeusement le Rapport du comité d'insurrection.

Nous avons dit en temps et lieu que Cairoli ne put pénétrer dans les murs de Rome, pendant la soirée des tumultes; il nous reste à détailler les particularités de sa triste fin, d'autant plus que cet homme ne périt pas sans avoir plusieurs fois prouvé sa vaillance militaire, si l'on peut appeler vaillance l'acharnement qu'il mettait à commettre le crime. Ce coup de main fut bâclé à Terni, par l'état-major de ce dépôt général de l'invasion, présidé par le député Nicolas Fabrizi. Il pressait d'introduire dans Rome un convoi d'armes, en échange des huit cents ou mille fusils qui avaient été donnés par le ministre Rattazzi, et qui avaient été, en grande partie, enterrés profondément par les garibaldiens de Rome, qui avaient une terreur panique de la police pontificale, et qu'on n'espérait pas pouvoir déterrer en cas de besoin. Aussi Fabrizi promit-il au comité d'insurrection, à Rome, 300 carabines[1]. Au meilleur moment de l'opération, voilà que tout-à-coup, devant le convoi prêt à partir, on voit la ligne ferrée interceptée et tronquée, à Orte[2]. Jean-Philippe Ghirelli, mandataire de M. Rattazzi, avait intercepté cette voie depuis le 17; et, dans la matinée du 21, les pontificaux l'avaient coupée, par un ordre formel du ministre Kanzler. De là provinrent les implacables colères de la garibalderie contre Ghirelli, dont nous avons parlé[3].

(1) Rapport du comité d'insurrection.

(2) Guerzoni, *Nouvelle Anthologie.* Avril 1868, p. 753.

(3) Voir ci-dessus, chapitre LXVI LXVIII. A propos de Ghirelli, nous

Etait-ce une adroite machination de M. Rattazzi, qui ne voulait pas que les garibaldiens fussent en point de se passer de lui? Etait-ce un sot parti pris uniquement par Ghirelli? On ne peut l'affirmer avec certitude. Tout ce que nous savons là-dessus, c'est que les historiens garibaldiens, qui ont relaté cette affaire, frémissent avec amertume, mais n'osent pas en parler ouvertement. M. Guerzoni, qui attendait à Rome cet envoi d'armes, dédaigne de nommer l'individu malavisé qui ordonna d'exécuter cette malheureuse fracture de la voie ferrée[1]; le rapport des garibaldiens républicains l'appelle une *faute inexplicable*, et toutes les fois que ce rapport veut indiquer une trahison, il se sert de ces mots

devons faire quelques rectifications en sa faveur. Il ne conste pas qu'il ait déserté l'armée pontificale, ainsi que nous l'avons écrit sur la foi d'un renseignement donné par un magistrat; on nous a communiqué un document qui prouve qu'il a reçu son congé régulier; ce document prouve aussi que la liste de proscription, dressée contre les prêtres du pays, ne fut pas son œuvre; on ne peut raisonnablement lui imputer tous les mauvais traitements exercés contre l'évêque. Puisque nous en sommes aux rectifications, nous nous donnerons la satisfaction de noter que M. Grégoire Mayer, maltais, que nous avons dit avoir été fait prisonnier en compagnie de deux scélérats, fut immédiatement reconnu innocent et mis en liberté, tandis que ses compagons de prison furent maintenus dans les fers. L'un de ces hommes était l'infortuné Marangoni, mort depuis, en donnant des signes d'un grand repentir. Telle fut aussi la mort de Louis De Lucca, chef de l'insurrection du Viterbais, et dont nous avons raconté l'arrestation De nouvelles recherches, faites sur la mort du chef de bande, Raphaël de Benedetto, nous font connaître une erreur involontairement commise par nous dans les détails de cette mort. Ce ne fut pas lui, mais un de ses camarades, qui mourut en cherchant à poignarder ses bienfaiteurs.

(1) Lieu déjà cité, pages 752-753.

stéréotypés, prouvant ainsi qu'il ne serait pas prudent de révéler les noms des traitres. Des lettres écrites par des sectaires furibonds, qui ont été prises sur les plus féroces de leurs camarades, nous ont été communiquées, et nous y avons lu d'horribles accusations, lancées contre M. Rattazzi et d'autres personnages encore plus haut placés ; nous ne prendrons pas la peine de les citer. Quant à Garibaldi, qui ne connaît pas de milieu, il avoue sans restriction, dans son style de sbire, que « la contenance de ce gouvernement (italien), dans les derniers événements de la campagne de Rome, n'était composée que d'une série continue de trahisons[1]. » Quoi qu'il en soit de M. Rattazzi, individu tellement bien arrivé au faîte de l'astuce qu'il lui était facile de trahir toujours, de trahir tout le monde, même les traîtres, le fait est qu'à Terni, M. Fabrizi dut chercher et trouver un expédient pour envoyer les armes à Rome, vu qu'il ne pouvait plus se servir de la voie ferrée.

A cet effet, Fabrizi avait sous la main deux conducteurs excellents : Jean Cairoli, qui avait été naguère capitaine dans l'artillerie italienne, et son frère, Henri Cairoli, jeune homme de 27 ans, et déjà illustre vétéran dans les entreprises garibaldiennes ; tous deux étaient hardis, avisés et désireux de rencontrer les grandes aventures. Ces hommes offrirent d'entrer à Rome, à l'heure précise qui avait été désignée pour l'insurrection ; voici le plan qu'ils présentaient. Dans la soirée du 20, l'expédition partirait de Terni en escortant les chariots, s'embar-

(1) Lettre citée plus haut.

querait sur le Tibre, près de Corèse, et descendrait le fleuve pour y rencontrer le petit vapeur remorqueur, lequel remonte très-opportunément le fleuve tous les jours. Rien ne serait plus facile que de surprendre furtivement ce bateau, avec lequel on aurait grand profit ; on le ferait virer de bord, c'est-à-dire qu'on s'en servirait pour transporter des armes et des hommes armés, sans éveiller le moindre soupçon, puisque c'est un bateau de service très-connu. De cette manière hommes et armes prendraient terre sur la promenade de Ripetta, au cœur de Rome, où, après avoir dépêché les gardes, au moyen de quelques coups, on distribuerait les armes aux trois cents complices, qu'on aurait eu soin d'avertir pour qu'ils se trouvassent sur les lieux, et, tous d'accord, on mettrait à exécution l'horrible complot tramé pour cette funeste nuit[1].

Le projet de Cairoli fut, il faut le reconnaître et l'avouer, de la plus grande audace, bien que les ténèbres, la surprise et la jonction concertée avec les autres bandes aient pu en faciliter l'exécution. En effet, une centaine d'hommes s'étaient d'abord spontanément offerts pour l'expédition ; mais après en avoir bien considéré le péril, on n'en accepta que vingt-cinq et on forma une bande de soixante-seize hommes[2] ; ces jeunes gens furent choisis entre tout ce qu'il y ait de plus civilisé, de plus désireux d'acquérir l'honneur et de témoigner de la vaillance,

(1) Voir ci-dessus, ch. LXIII et LXIV ; cela est aussi consigné dans le Rapport du comité d'insurrection.

(2) Guerzoni, lieu déjà cité.

parmi les chemises rouges. Le cri de guerre, qui retentit au moment où la petite troupe se mettait en marche, était digne d'une cause meilleure. Voici cet ordre du jour du 21 octobre :

« Nous voici arrivés au moment de prouver ce que nous savons faire. Pour réussir complétement, il est indispensable que nous nous organisions de manière à nous placer dans des conditions favorables à la concentration de nos forces, et conciliables avec leur plus grand éparpillement et cela sur le terrain que nous devrons dépasser.

» J'ai donc décidé que notre petite colonne serait composée de la façon suivante : un commandant, Henri Cairoli ; un adjudant, Herménégilde de Verneda ; un fourrier, Juste Maratti ; trois chefs de section : 1re section, commandant Tabacchi ; 2me section, César Isacchi ; 3me section, Jean Cairoli. Chaque section sera composée de cinq pelotons comptant chacun quatre hommes et un chef.

» Mes amis, j'éprouve le besoin de vous rappeler que l'entreprise est difficile ; je dirai même très-dangereuse et fort chanceuse. Je connais votre bravoure. Je ne vous redirai pas les dangers que nous aurons à courir. Si quelqu'un d'entre vous, par une force plus puissante que sa volonté, ne se trouvait pas en état de nous suivre, que celui-là le dise franchement ; qu'il s'épargne le remords de mettre obstacle à l'opération ! Quiconque se sentirait indisposé ou serait blessé aux pieds, qu'il ne le cache pas, car, malheur à lui, si, partant avec nous, il en venait au point de ne pouvoir nous suivre sur un terrain où il ne pourra plus reculer. Qu'il prenne, s'il le faut, un

autre chemin; nous le saluerons fraternellement, en lui disant : — Au revoir à Rome ! On se met en marche à quatre heures. Monsieur Stragliati est chargé des équipages.

» Le commandant,

» HENRI CAIROLI. »

M. Guerzoni, outre cet ordre du jour, qui fut reproduit dans les journaux de la secte, en rapporte un autre plus court, qui, s'il est vrai, nous rappelle le cri des anciens assassins, lorsqu'ils partaient pour remplir les atroces missions que le Vieillard de la Montagne leur avait données.

« J'espère, dit Henri Cairoli à ses compagnons d'armes, que je ferai mon devoir ; mais si je venais à faiblir, chacun de vous est libre de me brûler la cervelle. J'en ferai autant pour le premier qui aurait l'air de faillir et de broncher [1]. »

Ces conventions faites, on voyagea pendant toute la nuit du 20 au 21, et on arriva au point du jour sur les bords du Tibre, à proximité de la station de Corèse ; on expédia des messages au général Cucchi, pour qu'il eût à combiner les mouvements et les signaux ; on distribua les hommes et les munitions dans trois grandes barques, frauduleusement enlevées au petit port pontifical de Fiano, et on traversa le fleuve à une heure convenable, en suivant le courant [2].

Les garibaldiens avaient compté sur une surprise, que les pontificaux étaient dans l'impossibilité de pré-

(1) Lieu déjà cité.

(2) Même lieu et *procès Acquaroni*, p. 33.

voir; ils eurent la chance d'obtenir, en commençant, un notable succès. A l'embouchure du Teverone, près de l'endroit nommé Acquacetosa, à deux milles de Ponte Molle, veillait, par ordre du directeur de la police, la garde du port Sainte-Thérèse, commandée par le timonier Vincent Palma. Environner ce poste et s'en rendre maître fut l'affaire d'un instant, et ce coup de main fut d'autant plus facile que, sur les cinq gardes du port, deux étaient descendus à terre, pour renouveler les provisions. Mais le succès favorable aux garibaldiens s'arrêta là. Ils attendaient avec une fiévreuse impatience le pyroscaphe remorqueur, et cherchaient sur l'horizon quelques autres esquifs, qui devaient leur donner des nouvelles de Rome; dans leur anxieuse perplexité, ils en venaient à interroger leurs prisonniers, et, le soir, ils se mettaient en peine pour découvrir au loin les signaux des flammes convenus, et prêtaient l'oreille dans l'attente du retentissement de l'artillerie. Les yeux et les oreilles se tendaient en vain.

La cause en était bien simple. La police, cette éternelle ennemie des voleurs, avait pressenti la possibilité de quelques attentats sur le fleuve, et avait donné avis de ses soupçons à la surintendance fluviale. En conséquence, le capitaine Charles Cialdi, surintendant, manda aussitôt au pyroscaphe l'*Archimède* de battre la partie inférieure de la rivière, balayant spécialement les bords, le long de la basilique de Saint-Paul, et ordonna de rassembler les bateaux et les moindres embarcations en vue du port de *Ripa-grande*, afin de les soustraire à l'insatiable avidité des ennemis. Puis il envoya

ses hommes aux bras supérieurs du fleuve, en leur ordonnant de dégréer toutes les barques qu'ils atteindraient et de les empêcher de naviguer au-delà de la hauteur de Ripetta, et il retint dans le port le petit vapeur destiné au remorquage des bateaux de commerce[1].

Le commandant de l'escadre garibaldienne, après avoir mille fois consulté sa montre, s'aperçut que l'heure de l'insurrection et celle du débarquement était irrévocablement passée, sans que le bateau et les autres barques annoncées aient paru et sans qu'on ait eu le moindre avis des événements qui seraient survenus.

Vers minuit, il détacha une barque que montaient deux éclaireurs ; mais ceux-ci, au lieu de recueillir des nouvelles, se comptèrent bien heureux de trouver un misérable refuge pour s'y cacher, après qu'ils eurent constaté que les rues de la ville étaient aussi silencieuses et aussi désertes que le sont les allées d'un cimetière ; car on n'y entendait que le pas léger et furtif des soldats faisant la ronde.

Il faisait à peine jour que Cairoli tremblait en pensant au danger qui le menaçait, s'il venait à être découvert ; il craignait d'être coulé à fond par les barques pontificales. Le point du fleuve sur lequel il se trouvait était sinistre et funeste ; c'était précisément l'endroit où le tyran Maxence et ses prétoriens furent jadis engloutis. Cairoli prit donc le parti de se blottir avec sa bande dans les roseaux de la rive, et d'y attendre les éclaireurs qu'il avait

(1) Rapport au ministre des finances, n° 9197.

envoyés en reconnaissance; mais il avait beau les attendre, ceux ci ne revenaient pas. Ici, selon son habitude, l'ingénieux Guerzoni élève un château en Espagne de projets herculéens, et il fait hommage de son mirifique édifice aux héros de son théâtre; c'est ainsi qu'il sait occuper cet espace de temps, qui eût passé, sans cela, obscur et inaperçu. La vérité fut que ces demi-dieux, qui n'étaient, en réalité, que de simples mortels, et qui, par surcroit, mouraient de faim, allèrent, en partie du moins, chercher de quoi mettre sous la dent, dans une villa voisine[1]. Cette propriété était la Vigne Glori, qui, à partir de ce moment, obtint une renommée sans pareille dans la mythologie garibaldienne.

Cette villa est construite sur le penchant d'une petite colline de Parioli, en vue de Rome, couverte d'épaisses plantations, entaillée et tronquée du côté du fleuve, dans les eaux duquel elle se mire, d'un accès facile sur la rive opposée, et dominée par une habitation rustique, qui surmonte sa pente. La cachette découverte par les éclaireurs faméliques leur sembla plus favorable pour s'y loger à l'aise que l'abri des roseaux du Tibre. Les garibaldiens s'introduisirent l'un après l'autre dans cette nouvelle retraite, d'abord sans armes, mais ensuite ils y transportèrent les armes en faisceaux, bien enveloppées dans des couvertures. Le commandant Cairoli, qui, s'il était hardi et circonspect, était

(1) Voir Mencacci, *La Main de Dieu*, etc., vol. II, p. 62 et suiv., où se trouvent beaucoup de particularités, dont nous connaissons la source, très-digne de foi, particularités que des témoins oculaires nous ont confirmées.

aussi des plus avisés, n'avait pas l'intention de rester longtemps retranché dans un endroit si rapproché de Rome, et resserré dans un angle situé entre le Tibre et le Teverone; il espérait y rester caché assez de temps pour reconnaître la situation actuelle de Rome, et savoir s'il devrait agir ou revenir sur ses pas. Son frère partit à la découverte; Jean, qui était très-jeune et qui portait un simple habit bourgeois, n'eût guère éveillé de soupçons. Garibaldi, dans son ordre du jour du 2 novembre, notait ce fait. Monsieur Guerzoni, au contraire, envoie en éclaireur un *gamin*; Venosta donne la charge de messager à Juste Maratti, et dit : « Maratti entra dans la ville par la porte du Peuple, parlant aux gardes en allemand. »

Quoi qu'il en soit, il paraît que le messager, quel qu'il fût, parvint à s'aboucher avec Cucchi. Ils convinrent entre eux de réunir le plus grand nombre possible de sicaires soudoyés; de les envoyer, par petits groupes, à la Vigne Glori, de les y armer des fusils qu'on y avait apportés, et de renouveler, le lendemain, par la porte du Peuple, la tentative qui avait échoué la veille, par la porte Saint-Paul. Jean Cairoli partit avec ces instructions; plus tard, un second messager devait porter au camp garibaldien le plan arrêté avec la ligne de conduite à suivre pour son exécution[1].

Un petit billet du général Zappi, commandant de Rome, a suffi pour réduire à néant toutes les trames des garibaldiens; le commandant fut averti, vers

(1) Rapport du comité d'insurrection romaine.

quatre heures, par le colonel Evangelisti, des allées et venues par trop libres de certains passants qui entraient et sortaient par la porte du Peuple, et il ordonna d'interdire rigoureusement ce passage aux bourgeois. Ayant appris, presqu'aussitôt après, qu'une bande s'était montrée sur les monts Parioli, il envoya occuper militairement la place et la porte du Peuple[1].

Par suite de cet ordre sévère, le messager de Cucchi, porteur du plan du coup de main projeté, ne put, en aucune façon, franchir cette barrière. Nous citerons plus loin le texte des dispositions garibaldiennes que la police romaine, prétendûment aveugle, sut découvrir peu d'heures après leur conception et qu'elle parvint à réduire en fumée.

Pendant que les affidés de Cairoli parcouraient les rues de Rome, et que les ennemis aussi bien que les défenseurs de la ville faisaient leurs préparatifs, les garibaldiens du dehors étaient cruellement tourmentés par la faim : les vivres qu'ils avaient trouvés chez le fermier de la Vigne Glori avaient à peine suffi pour leur chatouiller l'appétit, et c'eût été se trahir que d'aller demander des provisions dans le bourg voisin. Le commandant Cairoli demanda alors aux prisonniers, s'ils n'auraient pas, par hasard, quelques victuailles dans l'avant-port.

— Nous en aurions, répondirent les mariniers, si nous étions à notre poste, car les camarades nous apporteraient des provisions.

(1) Documents spéciaux de la place de Rome, 23 octobre; rapport général du commandant Zappi, dans les documents manuscrits des archives, 5 novembre.

Cairoli expédia immédiatement quatre hommes de sa bande, avec un nautonier, pour intercepter les vivres. Ces hommes attendirent à bord jusqu'à deux heures de l'après-midi; vaincus par la faim, ils quittèrent l'avant-port et retournèrent à la villa. Cette imprudente démarche porta malheur à toute la horde; pendant le trajet, une patrouille de gendarmes à cheval, qui faisait une ronde pour épier les bandes qui s'étaient cachées là, mais dont ils ignoraient la retraite précise, les aperçut de loin, et partit au galop en donner avis au général Zappi.

Les gendarmes avaient été, à leur tour, aperçus par les sentinelles ennemies[1]. M. Cairoli ne se préoccupa nullement du danger, peut-être à cause du petit nombre des assaillants; en cette occasion, il montra que sa prudence militaire n'égalait pas sa hardiesse. Il eût dû prévoir que, l'ayant découvert, les pontificaux ne tarderaient pas à l'attaquer. En effet, le général Zappi lança sur-le-champ une colonne d'observation de ce côté, colonne composée d'une demi-compagnie de carabiniers étrangers, conduite par le lieutenant Favre, et d'une escouade de dragons, confiée à un brigadier de gendarmes, formant en tout cinquante hommes, au moins, sous les ordres du capitaine Mayer. Ce ne fut qu'à la vue d'une pareille attaque, que Cairoli pensa à prendre un parti qu'il aurait dû prévoir tout d'abord. Il tenta une retraite par le fleuve; il lui eût suffi de rallir son monde à Sainte-Thérèse, et, s'il ne pouvait mieux

(1) Guerzoni, 1er chap. p. 756.

faire, de transporter ses hommes sur l'autre bord. Mais pendant que les garibaldiens descendaient pour s'embarquer, Cairoli prenait le large sous leurs yeux malgré leurs cris furibonds. Les deux mariniers envoyés la veille revenaient en cet instant, à la sourdine; trouvant les alentours déserts et bouleversés, ils devinèrent facilement ce qui venait d'arriver, c'est-à-dire que le bateau était tombé dans les mains de l'ennemi, et que celui-ci ne pouvait pas être loin; y monter et couper les ancres ne fut pour eux que l'affaire d'un moment. Agir ainsi, c'était suivre les ordres que donnait le capitaine Cialdi, en cas d'assaut périlleux. Tout cela est soigneusement omis dans les rapports garibaldiens, mais nous l'avons appris par ceux qui en ont été les témoins et les acteurs[1].

Il ne restait à l'escadre infortunée, qui se trouvait séquestrée sur la rive, aucun espoir de salut sur les autres barques, car n'étant pas préparées pour remonter le courant, celles-ci eussent été emportées par le flot, et entraînées jusqu'au centre de Rome, ce qui eût été, pour ces malheureux aveuglés, aller à la boucherie. Henri Cairoli aurait dû se rendre, et il eût pu le faire sans déshonneur, sous les murs de la capitale du monde catholique! Peut-être s'attendait-il à remporter une brillante victoire? Le nombre des assaillants atteignait à peine la moitié de celui des siens et, du haut de sa position, Cairoli put s'en convaincre à l'aide de sa lorgnette; en outre, les

(1) Rapport au ministre des finances, déjà cité, Menacci, *La Main de Dieu*, vol. II, p. 62 et suiv.

garibaldiens avaient l'immense avantage de la position. Probablement, cette âme jeune et hardie était séduite par l'espoir d'accomplir une prouesse mémorable; peut-être aussi que la colère céleste, qui s'exhalait de la tombe de Saint Pierre, lui fit perdre, momentanément, la raison, car il voyait s'élever, devant ses yeux, l'auguste monument, et lui, l'impie! avait conçu le coupable désir de le couvrir de honte. Ce qu'il y a de certain, c'est que Cairoli prit le parti de tenter le sort par la voie des armes. Il disposa, avouons-le, avec une vraie science de l'art de la guerre, ses soldats : l'avant-garde au premier accès de la colline, pour y faire une énergique défense sur la côte, appuyée qu'elle était contre l'habitation rustique et un taillis; des chaînes de bersaglieri, sur chaque avancement, sous les moindres broussailles, prêts à partir aux commandements; refuge extrême, et résistance désespérée dans l'intérieur de la maison.

Le commandant Mayer, ignorant complétement les forces et les positions de l'ennemi, avançait lentement, lançant à la découverte sur chaque hauteur ses avant-coureurs; il avait lieu de craindre continuellement, vu qu'il se trouvait au milieu d'un réseau de chemins, conduisant à des monticules, des vignobles et des villas, où il pouvait supposer qu'on lui avait dressé de nombreuses et inévitables embuscades, toujours terribles et meurtrières, prêtes à l'attaquer ou à lui couper la retraite. Enfin, le capitaine aperçut le sommet de la Vigne Glori, qu'il vit occupé par une troupe d'hommes armés. Le soleil allait descendre sous l'horizon : il fallait livrer

un combat décisif dans le plus bref espace de temps possible, ou ne pas en venir aux mains. M. Mayer appelle un dragon et lui dit :

— Vole chez le commandant de la place : dis-lui que j'ai rencontré l'ennemi, que ses forces dépassent les nôtres, et qu'il occupe une forte position ; donc, que si le général m'envoie du renfort, j'attaquerai et me battrai jusqu'au dernier soupir.

Ayant ensuite abrité les chevaux dans une croisière de routes, M. Mayer partage ses quarante-trois fantassins en deux pelotons, en confie un au lieutenant Favre, se met à la tête de l'autre et fait sonner la charge à grand feu.

Ceux qui ont vu, en Amérique, le choc d'une rencontre de Pieds noirs et de Têtes plates, pourront se faire une juste idée de cet assaut. Les carabiniers montaient par deux côtés, frémissant et tirant des coups foudroyants d'une main ferme et sûre, contre un ennemi inconnu ; peut-être croyaient-ils être en face d'un corps avancé et extrêmement fort, car ils arrivaient, par d'âpres et raboteux chemins frayés à travers champs, à des collines escarpées ; telle était leur ardeur qu'ils criaient à chaque pas : Vive Pie IX ! Guerzoni a faussement affirmé que les garibaldiens descendirent à la rencontre des pontificaux et les repoussèrent à la baïonnette ; il est vrai que la horde révolutionnaire soutint le choc de pied ferme et répondit à l'attaque par une fusillade bien nourrie et par des hurlements de : Vive Garibaldi ! vive l'Italie !

Serrés bientôt de très-près, les garibaldiens s'adossèrent à la maison, sans faire volte-face, mais re-

poussés de là plutôt par la vue que par la pointe des baïonnettes, ils reculèrent lentement, d'après les ordres de Jean Cairoli, leur officier, jusqu'à une faible distance de la villa, sans cependant discontinuer le feu. La raideur de la pente était telle, les carabiniers la gravissaient avec tant de peine, qu'à ce moment le peloton de M. Favre n'était pas encore parvenu à la crête de la colline. Le commandant Henri Cairoli sort de la villa avec le gros de sa bande, entre vivement en bataille, sur le flanc de son frère, et passe outre. Celui-ci, voyant ce mouvement, se retourne aussitôt, défile par le même côté, et se met au rang d'Henri, pour que les hommes de son frère et les siens ne fassent qu'un seul front de bandière, et l'un et l'autre s'avancent rapidement; le capitaine Mayer voit sa gauche enveloppée et prête à se débander.

Au premier abord de la colonne ennemie, le commandant pontifical en avait deviné l'intention, et envoyé un message pour presser la marche de la deuxième section, portant sur le flanc gauche sa ligne de front; ce mouvement fit dire, par la suite, aux garibaldiens, que les pontificaux ne purent soutenir l'assaut[1].

En attendant, le capitaine Mayer n'avait que 25 hommes à opposer à 75, et son trompette, frappé par une balle, tombait dans un moment bien critique. Voyant l'instant favorable, Henri Cairoli donne

(1) Lettre de l'avocat Petitbon Parmesan, l'un des témoins, publiée dans la *Riforma* du 29 octobre et rapportée par les journaux sectaires et par les historiens du parti.

l'ordre de charger à la baïonnette, et, devançant sa troupe, le fusil braqué et la dague au poing, il accoste avec audace le capitaine Mayer, qui, se trouvant en tête du rang, était le point de mire de tous les coups, et avait reçu trois balles dans le bras droit. Le capitaine, sans broncher, attend son ennemi de pied ferme, jusqu'à ce que celui-ci se trouvât à portée de son revolver; alors il tenta vainement plusieurs fois son coup; sans savoir si ce fut l'arme ou le bras blessé qui le manqua. Le capitaine se trouvait presque sur la pointe de la baïonnette de son ennemi. Jetant alors son pistolet loin de lui, M. Mayer saisit la carabine de son trompette, tire l'arme, et fait long feu. Alors commença un duel à la baïonnette entre les deux commandants.

Tout autour d'eux, le feu avait cessé, et la mêlée s'engageait poitrine contre poitrine; les carabiniers étaient moins nombreux, mais, par contre, beaucoup plus expérimentés. Ils se servaient vaillamment de leurs armes, frappant également d'estoc et de taille; aussi huit ou dix garibaldiens tombèrent-ils sous le fer des baïonnettes ou assommés par les crosses des fusils, tandis que les carabiniers n'avaient reçu que quelques légères égratignures. Mais le sort du combat semblait dépendre de l'issue du duel des deux chefs; par malheur pour les pontificaux, leur commandant, tout en se défendant comme un lion, perdait en abondance le sang qui sortait de son bras blessé, et il en vint à ne plus pouvoir soutenir son fusil. Il recula alors d'un pas, et Cairoli, couvert de sang, lui aussi, et, souriant cruellement, se croyant sûr de la victoire, pensa pouvoir, d'un seul

coup droit, percer son ennemi de part en part; mais le capitaine Mayer avait heureusement la main gauche encore saine et robuste; il put, avec cette main, écarter la baïonnette et l'arracher à la carabine de son ennemi. Cairoli, trompé dans son espoir, saisit l'arme par le canon, et, levant bien haut la crosse, prend la tête du capitaine pour point de mire : M. Mayer, avec la rapidité d'une panthère, s'était précipité sous l'arme de Cairoli, et aussi sur Cairoli lui-même, qu'il saisissait avec force par la taille. La lutte entre ces deux hommes dura assez de temps pour que Jean pût venir au secours de son frère, qui allait succomber; il était suivi de Stragliati et de plusieurs autres; un groupe de la deuxième section des carabiniers arrivait en même temps, de son côté, au pas de course.

Le combat, qui s'affaiblissait par la retraite des garibaldiens sur toute la ligne, ne faisait que s'accroître avec fureur autour des deux chefs. A peine Stragliati avait-il frappé d'un coup terrible le chef pontifical, que le sergent-major Hoffstetter donnait au garibaldien un coup mortel. Tout aussitôt Stragliati abandonne le capitaine Mayer, qui tombe dans la mare du sang qu'il avait perdu, dans un état tel qu'on l'aurait pris pour mort, et s'élance sur son nouvel ennemi, avec la plus grande fureur; mais le sergent-major, qui était tout frais et très-fort, le cloue à terre, pendant que, par un dernier effort d'ignoble vengeance, le malheureux crie, aussi haut qu'il le peut : *Lâche canaille de Français!*

C'est ainsi que mourut Henri Cairoli à peine âgé de vingt-sept ans, après s'être battu avec courage

et constance; hélas! pourquoi se battait-il contre son père? Son frère fut blessé, et tomba; les autres furent repoussés.

La nuit et la chute des chefs firent cesser le combat. Il ne resta d'autres garibaldiens en ce lieu, que les morts et les blessés, et on ne jugea pas prudent de poursuivre l'ennemi dans les épais fourrés où il s'était enfoncé. Les pontificaux recueillirent leurs blessés (car ils n'eurent point de morts), au nombre de trois, sans compter leur commandant. Celui-ci se ranima, et eut assez de force, malgré ses huit blessures, pour se faire replacer sur son cheval et commander le retour; aujourd'hui, ses blessures cicatrisées sont recouvertes par l'uniforme de major, et par les insignes d'un ordre chevaleresque très-noble. En chemin, près de l'*Arco sacro,* les pontificaux rencontrèrent un corps de zouaves, qui venait à leur aide, mais M. Mayer ne voulut pas que les zouaves allassent plus loin, au milieu des ténèbres, et sans connaître la position précise de l'ennemi.

Mais tous les garibaldiens n'étaient pas combattus et mis en fuite : la plupart d'entre eux s'étaient renfermés dans la maison Glori. Ils y resterent une heure entière, toujours dans la crainte de nouvelles attaques; enfin, après avoir attentivement exploré tous les alentours, ils se décidèrent à partir pour relever leurs blessés. M. Guerzoni, que cet acte surprenant rendit extatique d'étonnement, s'écria : « C'est ainsi que le martyre se confondit aussitôt avec la victoire, et que le sang fut fécond, sur ce même terrain, d'une nuit de triomphe[1]! »

(1) Lieu déjà cité, p. 758 ; et lettre de l'avocat Petitbon.

Nous pardonnons facilement à M. Guerzoni de semblables billevesées; mais les soldats pontificaux ne lui pardonneront pas si aisément les grossières calomnies par lesquelles il a tenté de flétrir leur honneur, écrivant à plusieurs reprises que les carabiniers de M. Mayer *frappaient les mourants en fuyant.* Les correspondances de ses propres amis lui donnent un démenti formel, et ceux-ci se trouvaient à l'affaire, mais ils se gardent bien d'avancer comme certaine une infâmie pareille; enfin, un dernier argument prouve combien cette accusation de barbarie était mal fondée; sept blessés garibaldiens furent recueillis après le combat par les carabiniers, quoiqu'ils eussent pu les mettre tous à mort, sans offenser le droit de la guerre. Que le lâche insulteur, qui se cachait alors dans Rome, au milieu des sicaires qu'il soudoyait et poussait au carnage, sans cependant ne jamais s'avancer assez pour courir un danger, qu'il se souvienne que Jean Cairoli lui-même fut laissé en vie, près de son frère mourant; et pourtant le jeune Cairoli n'était que légèrement blessé[1], puisqu'il put, sans aide, aller près de ses camarades, et ordonner la retraite[2]; Jean ne mourut de ses blessures que deux années plus tard. Mais

(1) Lettre déjà citée de l'avocat Petitbon. Le mot *légèrement* ne fut pas prononcé par les historiens du parti, tels que Macchi et Venosta, en rapportant la lettre susdite; mais ce qui est convaincant, c'est la description des blessures signée par le directeur de l'hôpital de Rome, professeur Costantini, qui dit : « Cairoli Jean, né à Pavie, âgé de 25 ans, capitaine d'artillerie. Plusieurs blessures au cuir chevelu, avec lésion du périoste, occasionnées par la baïonnette. » Doc. manus des arch., du 35 octobre.

(2) Venosta, *Les Frères Cairoli*, p. 154.

nous croirions presque commettre une lâcheté, si nous prenions la peine de contredire Joseph Guerzoni, car l'imputation dont il avait chargé les carabiniers est aussi inoffensive qu'elle est lâche. Qui donc ira chercher la vérité dans ses écrits, qui voudra croire à l'audacieux écrivain qui osa représenter les prisonniers garibaldiens « morts au milieu des tortures morales infligées par les sbires cléricaux et laïques, » tandis que Rome entière put remarquer avec quelle courtoisie chrétienne les ennemis furent traités, et leurs blessés en publièrent eux-mêmes les éloges les plus complets, dès qu'ils furent rentrés dans leurs demeures[1]? Mais revenons au camp des vainqueurs, débusqués enfin de leur refuge.

Si nous devons ajouter foi au récit des historiens de ce parti, le cadavre d'Henri Cairoli, qui avait rendu le dernier soupir dans les bras de son frère, fut retrouvé sur le champ de bataille; malheureusement, il est à craindre que ce dernier soupir ait été rendu sans invoquer le saint nom du Seigneur; mais on sait qu'avant de mourir, il nomma sa mère et prononça de frénétiques paroles de patriotisme. Un autre compatriote de Cairoli, également natif de Pavie, Antoine Mantovani, râlait encore; sept autres blessés demandaient que, par pitié, on pansât leurs plaies; dix-sept autres gisaient çà et là, et, parmi eux, se trouvait l'adjudant-major de Verneda : bref, cinquante hommes seulement répondirent à l'appel[2].

(1) Voir, entre autres documents, une lettre portant beaucoup de signatures, dans la *Riforma*, du 25 décembre.

(2) Lettre déjà citée, de l'avocat Petitbon

D'après M. Guerzoni, Jean Cairoli, criblé de blessures et presqu'à l'agonie, eut la force de réunir les survivants dans la demeure rustique, puis il en retint quelques-uns pour son service et pour celui des autres blessés, et à ceux qui étaient bien portants ou blessés légèrement, il conseilla de se sauver du mieux qu'ils pourraient. La raison de cette manière d'agir est claire et patente ; mais les mythologistes de la secte surent en trouver une autre, plus favorable à leur parti et beaucoup plus sublime : les garibaldiens eurent recours à cet expédient « pour que leurs camarades ne perdissent pas le fruit de leur victoire [1]. »

Disons, pour être vrai, que si on avait eu connaissance, à Rome, de la présence en ce lieu de la bande Cairoli, cette bande eût, assurément, couru le risque de remporter une victoire, mais une victoire bien plus désastreuse que la première; le commandant de la place n'avait aucun doute sur la fuite de la bande, qui eut lieu en effet, et ce ne fut que bien avant dans la journée qu'il fit mettre en mouvement une forte colonne de cavaliers et de fantassins, avec la mission de battre la campagne entre la porte du Peuple et la porte Pia, pour y dénicher l'ennemi qu'on pourrait y découvrir, et donner la chasse aux débandés [2]. Voici comment Guerzoni raconte la la chose : « Les pontificaux, ayant repris courage, envoyèrent, avant l'heure de midi, reconquérir le terrain qu'ils avaient perdu; ils se montrèrent mena-

(1) Venosta, 1er chapitre.

(2) Rapport général du commissaire Zappi, dans les documents manuscrits des archives, 5 novembre.

çants et arrivèrent, la baïonnette baissée, à la porte de la maison qui était convertie en hôpital et en salle des morts[1]. »

Il est vrai que les *cruels* assaillants se contentèrent de mettre les menottes à une dizaine d'hommes bien portants, qu'ils avaient trouvés en ce lieu, et qu'ils avaient surpris, en faisant la reconnaissance, en train de recueillir les armes et les munitions qui avaient été éparpillées de toutes parts. Quant aux blessés garibaldiens, ils furent traités avec une bienveillante sollicitude. Mgr de Woëlmont, l'aumônier, s'était rendu sur les lieux pour leur offrir les secours du saint ministère, et le généreux de Luynes avait mis plusieurs voitures à leur service. On les transporta à l'hôpital militaire du Saint-Esprit[2]; là, les blessés furent soignés avec la plus grande, la plus affectueuse attention, et ceux qui survécurent furent mis en liberté tout aussitôt que leur état de santé le permit.

Nous ne pouvons nous refuser le plaisir de donner des détails sur l'entrée des garibaldiens dans Rome, en nous servant des expressions tragiques d'un de leurs historiographes.

« Les Romains les virent passer (dit Félix Venosta) couverts de sang, sur de misérables chariots, qui étaient cahotés durement dans les rues de la ville.... Les Romains, mais non le peuple généreux que nous

(1) Chap. L, p 758.

(2) Même ici, Guerzoni invente que les captifs furent traînés en prison ! Cet homme éprouverait des remords, s'il lui arrivait, sans le vouloir, d'écrire trois lignes et de ne pas y tracer au moins deux mensonges.

voulons distinguer des citoyens inhumains, ceux-ci aperçurent nos héroïques martyrs dans l'état le plus pitoyable; et ils ne frémirent pas, ils ne s'émurent pas, et ne murmurèrent aucune parole de vengeance (*et cela est vrai!*); ils ne jetèrent sur eux qu'un simple regard de curieuse indifférence! Esclaves des prêtres... vous ne méritez pas que ces ardents jeunes gens montent pour vous au Capitole (*très-vrai!*) pour y proclamer que votre esclavage n'existe plus! Souffrez en silence! S'il se trouve dans Rome un citoyen libre, qu'il en sorte, et qu'il ne se souille pas avec l'infâmie des autres! Vos bras, race dégénérée, sont trop faibles pour soutenir l'étendard de la liberté; vos yeux, accoutumés à la pompe fastueuse qu'étalent si souvent le Pape et les cardinaux, ne peuvent supporter l'éclat du progrès et les lumières des libres intelligences! Trop d'encycliques pontificales se sont amassées sur votre âme, pour qu'elle puisse sortir du tombeau dans lequel les Jésuites l'ont enfouie! »

Jusqu'ici, Félix Venosta se préoccupe de provoquer la gaîté, pendant que les chirurgiens se disposent à panser les garibaldiens blessés et que l'on entend le bruit des verrous tirés sur leurs camarades. Ce qu'il ne sut pas (et quels cris de paon n'eût-il poussés, s'il l'avait su!) c'est qu'en voyant mener en prison leurs camarades, quelques sicaires de Cucchi tentèrent, mais en vain, de délivrer leurs amis, précisément près de la place de Monte-Citorio. Mais ne trouvant, dans l'*archi-cruel* peuple romain, pas même une ombre d'assentiment ou d'appui, et voyant que les gendarmes, encore plus impitoyables que le peuple, se disposaient à se servir de leurs

armes, les bons compagnons, ne pensant qu'à leur propre salut, s'enfuirent en toute hâte[1].

Tandis que l'on menait les prisonniers, selon que leur état l'exigeait, à l'hôpital ou en prison, le reste de la bande se dispersait dans les vignobles et la campagne. Plusieurs adeptes de Cucchi cherchèrent à se cacher dans Rome; ils s'abouchèrent avec le député Joseph Guerzoni et avec Jules Adamoli de Varèse, qui étaient sortis par la porte du Peuple, pour aller à la recherche des fugitifs, et ils leur donnèrent rendez-vous sur la place Barberini. Malgré tout ce qu'ils tentèrent pour s'introduire dans Rome, séparément, deux d'entre eux furent surpris et conduits au Château Saint-Ange; cinq garibaldiens seulement parvinrent à se cacher[2]. Le nombre de ceux qui rejoignirent le camp de Garibaldi est tout à fait incertain. Le Teverone ou l'Aniene se trouvait derrière eux, et il n'était pas facile de passer sur les ponts. Ainsi, d'après ce qu'on peut raisonnablement supposer, la fameuse expédition de la Gloire, comme les garibaldiens l'ont nommée, s'en retourna par fragments, sans chefs, sans armes et dans un désordre complet; en somme, ce ne fut que le 2 novembre, c'est-à-dire douze jours après son départ, que Garibaldi put annoncer à l'armée le piteux résultat de l'entreprise.

Ce long silence fut largement racheté par le glorieux tintamare que les garibaldiens firent retentir

(1) Divers rapports, dans les documents manuscrits des archives, des 24 et 25 octobre, et rapport général du commissaire Zappi, déjà cité.

(2) Venosta, 1er chap. p. 153.

plus tard. L'ordre du jour du général Garibaldi fut le signal d'innombrables balourdises. Cet ordre du jour, le voici ; il est digne d'être rapporté :

« Monte-Rotondo, 2 novembre 1867.

» Volontaires italiens !

» La Grèce a eu ses Léonidas ; Rome ancienne eut ses Fabius, et l'Italie moderne compte ses Cairoli, avec cette différence que Léonidas et Fabius furent suivis de trois cents héros, tandis qu'avec Henri Cairoli, il n'y en eut que soixante-dix, décidés à vaincre ou mourir, pour la liberté italienne. Dans la nuit du 22 au 23 du mois dernier, soixante-dix braves, commandés par les frères Henri et Jean Cairoli, eurent l'audace d'arriver, par le Tibre, jusque sous les murs de Rome, dans la magnanime pensée de secourir, par leurs bras et leurs armes, le peuple romain qui combattait.

» N'apercevant pas les signaux convenus, ils s'arrêtèrent à Ponte-Molle. Jean Cairoli, envoyé en reconnaissance, rapportait que, dans Rome, le combat avait cessé. Il fallait alors se retirer ou mourir. Ces cœurs généreux choisirent la mort. Ils se groupèrent à Saint-Julien, et un contre quatre, n'ayant pour armes que des revolvers, nos valeureux soldats firent des prodiges de bravoure et couvrirent, une fois encore, le nom italien d'une gloire immortelle. Attaqués par deux compagnies de zouaves, ils en soutinrent le choc avec intrépidité. Le combat fut sanglant et acharné ; mais devant cette poignée de héros, les mercenaires du Pape reculèrent ; plusieurs des nôtres sont tombés ; parmi eux, il faut compter les deux Cairoli ; et le brave Henri n'est plus !

» Volontaires !

» Toutes les fois que vous rencontrerez les mercenaires du Pape, souvenez-vous des héros de Saint-Julien !

» JOSEPH GARIBALDI. »

Le *grand* condottiere eut ici le notable et diabolique talent d'intercaler dans sa harangue cinq ou six mensonges.

D'autres, après lui, ajoutèrent encore à ces rapports aussi faux que pleins de jactance : le bulletin du Comité Central parla de 500 pontificaux battus par la bande Cairoli ; les gazetiers y joignirent tout un parc d'artillerie, entièrement de leur invention, et dont on avait pris nous ne savons combien de pièces, et ils débitèrent ensuite mille autres vaillantises. Enfin, il fut parfaitement établi et jugé sans appel que l'infortuné bandit, tombé sous les murs de Rome, était un second Léonidas, et que la vigne Glori représentait, à s'y méprendre, ses Thermopyles. « Aujourd'hui, l'Italie peut-elle aussi honorer son Léonidas, dans la personne d'Henri Cairoli? » C'est Venosta qui parle ainsi. Macchi reconnait, dans la vie et la mort de Cairoli, le souvenir « des pages les plus splendides de l'histoire ancienne. » Célestin Bianchi se borne à comparer Cairoli aux « deux frères *Gracchus*. »

Joseph Guerzoni déracine la rhétorique et s'écrie : « Tant que le soleil brillera sur les infortunes et sur les gloires humaines, leur souvenir existera ; et lorsque nous chercherons à nous consoler des humiliations de notre patrie, à repousser et à punir les insolences de l'étranger, qui se réjouit des misères

de l'Italie une, comme il chanta jadis les misères de l'Italie morcelée, nous lui répondrons par un nom et une date : *Les frères Cairoli à la villa Glori.* »

O paillasses! ô garibaldiens, qui êtes tous et toujours paillasses! généraux de théâtre et historiens de marionnettes! Ne voyez-vous donc pas que tous ces mensonges, toutes ces fanfaronnades ne servent à autre chose qu'à déshonorer la valeur (car il y eut valeur) des infortunés? Le fait réduit à sa plus simple expression le voici : Soixante-seize sicaires, armés jusqu'aux dents, conçurent l'espoir de pénétrer dans Rome déjà insurgée, et de s'y baigner dans le sang; incapables d'exécuter leur projet, ils se cachent; surpris, ils tentent de fuir; forcés, ils se battent, ayant l'avantage de la position et du nombre; ayant perdu leurs chefs et se voyant mis en déroute, ils se réfugient, à la faveur des ténèbres, dans un réduit, d'où, n'étant pas découverts, ils sortent et s'enfuient au hasard : voilà l'héroïque entreprise.

Mais les fanfaronnades et les vantardises sont l'artifice quotidien des saltimbanques, et cela doit être ainsi. Ce qui nous fâche le plus, c'est la décadence de la morale et du bon sens, qui se manifeste toujours, au milieu des criailleries sectaires. Quel odieux spectacle, n'est-ce pas, que celui qu'offre l'emploi de la tombe elle-même par ces iniques et effrontés partisans?

Une des femmes italiennes les plus malheureuses qu'il nous ait été donné de connaître, Adélaïde Cairoli, avait été favorisée de cinq fils par le Seigneur; elle en vit tomber quatre : Ernest, Louis, Henri et

Jean; les deux premiers dans des guerres injustes, les deux derniers en combattant contre le Vicaire de Jésus-Christ. Qui pourrait refuser sa compassion à cette mère? Et les impies trouvent, dans un malheur si terrible, un prétexte d'insulter Dieu; ils se vantent d'avoir ouvert ces quatre tombes, si indignement et d'une façon si intempestive, au lieu d'implorer la clémence de la Reine des affligés, et d'élever une croix sur ces tombes!

Ces êtres cruels, en pleine lumière italienne, niant les raisons véritables de la patrie terrestre et contestant les droits suprêmes de la céleste patrie, cherchent à consoler cette mère, comme on l'eût fait à l'époque du plein paganisme, la montrant au doigt, comme une nouvelle *Cornélie*, et la célébrant dans des chants outrageants pour le Ciel. C'est ainsi qu'ont fait Guerzoni, Venosta, Oddo, Contini, Mercantini et Polli. En dépit du baptême chrétien qu'Adélaïde avait reçu, ces hommes ont chanté :

« Qui a vu la maison Cairoli, à Pavie? Son intérieur est un temple, un temple consacré aux martyrs de la liberté italienne! Les portraits des héros sont suspendus à ses parois; leurs photographies encombrent toutes ses tables; des vases de fleurs et des couronnes de lauriers les entourent. Adélaïde Cairoli-Bono est la grande prêtresse de ce temple; elle parle aux visiteurs de ce lieu, consacré par tant de souvenirs, des enfants généreux qui ont sacrifié leur existence à leur patrie.... Les bagues qui ornent ses doigts, les bracelets qui entourent ses bras, ne sont pas garnis de pierres précieuses, mais des objets bien plus précieux que les diamants de l'Oural, que

les perles de Golconde, les ossements des martyrs s'y trouvent enchâssés dans l'or! »

Un libelle empoisonné a été publié sous les yeux de cette mère; ce libelle, écrit pour honorer la mémoire de ses fils, morts dans d'aussi tristes batailles, débute ainsi : « Le pape Grégoire XVI, ce Claude mitré. » Il dit ensuite : « Pie IX, ce nouveau Nerva César. » Puis, parlant de madame Adélaïde Cairoli, il dit : « La femme qu'une nation entière honore, ainsi que toute une époque, toute une révolution. »

Ce qui fait plus de peine aux véritables Italiens, c'est de voir que cette femme, cette mère si malheureuse, n'a pas protesté contre ces louanges impies; qu'au contraire, elle a répondu à ces pauvres scribes que, sans nul doute, « à Rome, se trouve le piédestal de toutes les tyrannies, » et qu'elle avait accueilli « ces paroles sublimes avec une émotion indéfinissable[1]. »

Sur les cendres encore chaudes de son bien-aimé Jean, le dernier-né et le dernier perdu de ses enfants, cette mère écrivait : « Le martyre produit des fruits pour la patrie[2]. »

N'ajoutons pas ici des paroles sévères : *Res sacra est miser*; la douleur de la femme, créature faible, est encore plus sacrée; et beaucoup plus encore est sacrée la douleur d'une mère qui a perdu quatre de ses enfants. Nous serions affligé jusqu'au plus pro-

(1) Lettre datée de Pavie, du 28 novembre 1867, publiée dans le libelle de Venosta : *Les Frères Cairoli*, p. 168-170.

(2) Télégramme de Stresa, 17 sept. 1869, publié dans les journaux sectaires.

fond de notre âme d'accroître, ne fût-ce que d'une seule goutte, le calice amer d'une infortunée.

Pourtant, en notre qualité d'historien, nous sommes obligé, et c'est notre devoir inévitable, d'affirmer à ceux qui sont éloignés de nous et à ceux qui nous liront dans les siècles futurs, qu'aucune autre mère italienne, à notre connaissance du moins, n'a osé appeler martyrs ses enfants morts dans les luttes sacriléges et impies contre le Souverain-Pontife Pie IX.

Quel est le Dieu qui couronnerait de tels martyrs ?

Assez sur les Cairoli[1] ! Portons maintenant nos regards sur les dernières luttes des croisés de Saint-Pierre.

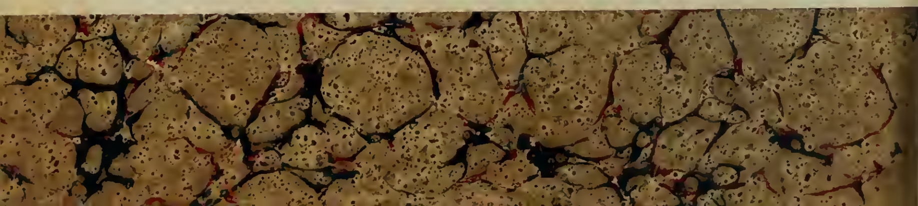
(1) Nous corrigions l'épreuve de ces dernières lignes, lorsque les journaux nous firent connaître une lettre de condoléance sur la mort récente de Jean Cairoli, adressée par Joseph Garibaldi au député Miceli. Cette lettre finit en ces termes : « Lorsque les Italiens auront purgé ce *cloaque maxime*, qu'on appelle la Rome des prêtres, — ils s'achemineront vers le sanctuaire de *Villa Glori*, où, sous le commandement d'Henri, on exécuta le plus hardi, le plus glorieux épisode de notre épopée, et où Henri et Jean, — tombant héroïquement, — sanctifièrent la douleur de la plus grande des mères ! Un affectueux baiser pour elle, donné par Benedetto et par votre JOSEPH GARIBALDI. »

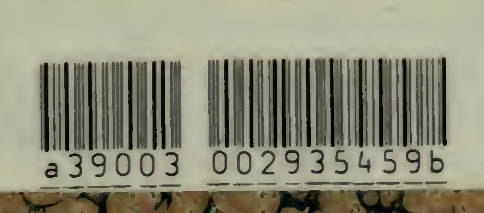
Mère doublement malheureuse, si elle accepte des lettres semblables à celle-ci, pour se consoler !

FIN DU TOME DEUXIÈME.

TABLE.

Tournai, typ. Casterman




a39003 002935459b

